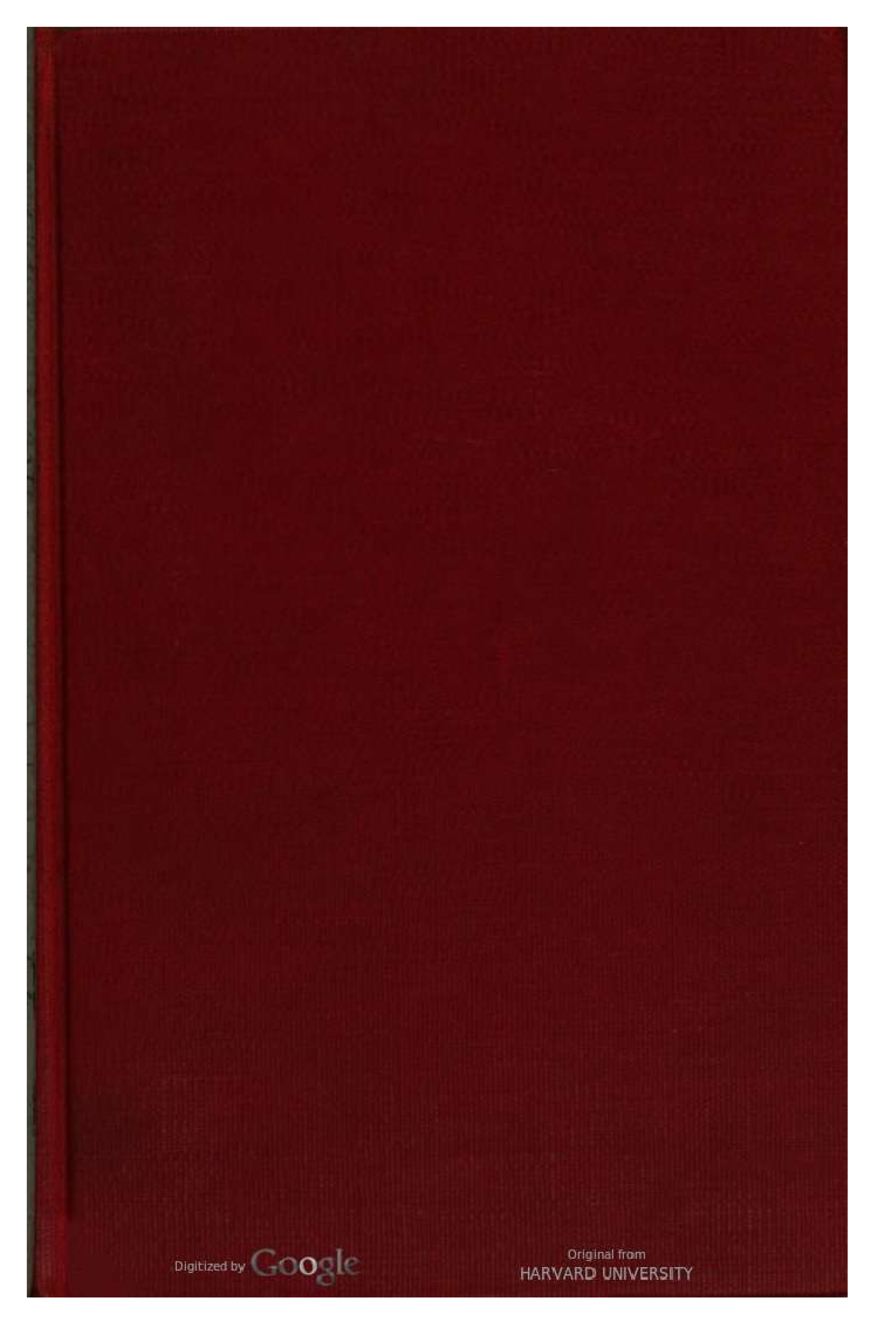


HISTOIRE

DE LA VIE ET DU RÈGNE

DE

NICOLAS Ier

EMPEREUR DE RUSSIE



Paris. — Typ. de Ch. Meyrueis, rue Cujas, 13. — 1871.



HISTOIRE
DE LA VIE ET DU RÈGNE
DE
NICOLAS IER
EMPEREUR DE RUSSIE

PAR
PAUL LACROIX
(BIBLIOPHILE JACOB)
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE DE SAINT-STANISLAS, DE LA 2e CLASSE, ETC.
CONSERVATEUR DE LA BIBLIOTHÈQUE DE L'ARSENAL

TOME SIXIÈME



PARIS
LIBRAIRIE DE L. HACHETTE ET COMPAGNIE
BOULEVARD SAINT-GERMAIN, N° 77
1871

Wolcott fund

CLXXX

Le général Krukowiecki, comme il le déclara lui-même depuis à la face de l'Europe, avait accepté la présidence du gouvernement de Pologne, « avec la résignation d'un homme prêt à subir tous les dangers et tous les coups du sort, afin de sauver, s'il était possible, le vaisseau de l'État, qui était déjà à moitié brisé. » L'ambition personnelle, on peut le croire, fut tout à fait étrangère à sa conduite dans les derniers événements qui l'avaient forcé de s'emparer du pouvoir; il n'espérait plus qu'une heureuse chance pour le salut de sa patrie : un traité de conciliation honorable et avantageux avec l'empereur de Russie, avant ou après une grande bataille sous les murs de Varsovie.

A peine eut-il été nommé président, qu'il se fit rendre compte de la situation morale et matérielle de l'armée polonaise, et qu'il recueillit lui-même les renseignements les plus exacts sur l'état des esprits dans la population. Il apprit avec chagrin que, depuis la fatale nuit du 15 août, l'inquiétude, le découragement, la terreur, n'avaient pas cessé de faire des progrès dans toutes les classes de citoyens : on attendait d'un jour à l'autre l'entrée des Russes à Varsovie. Et pourtant l'armée était animée des meilleurs sentiments



patriotiques; elle avait encore pleine confiance dans le succès de la cause nationale; elle ne comptait pas moins de soixante-dix à quatre-vingt mille hommes, dont plus de soixante mille défendaient la capitale. On avait pensé à augmenter d'un tiers le nombre des défenseurs de la ville, en distribuant des armes au peuple, qui les demandait; mais on dut renoncer à ces dangereux auxiliaires, dans la crainte de voir se renouveler les excès et les massacres provoqués, et peut-être soudoyés, par des chefs appartenant au parti du *mouvement* ou de la révolution.

Varsovie n'était pas, d'ailleurs, en état de soutenir un siége, encore moins de résister à un blocus prolongé. Les magasins renfermaient des vivres pour onze jours, et des fourrages pour sept; les fortifications, tracées et commencées au mois de juillet, sur un développement de plus de trois lieues, n'avaient pas été continuées; on n'y travaillait que mollement et sans suite; la première ligne de défense pouvait à peine arrêter l'ennemi pendant vingt-quatre heures; la seconde ligne était mieux armée et plus facile à conserver, par cela même qu'elle était beaucoup moins étendue; mais la moitié des pièces de gros calibre, en fonte de fer, qu'on y avait mises en batterie, n'étaient pas capables de tirer cinquante coups sans se fendre ou sans éclater. Quant aux munitions de guerre, on n'en avait pas pour quinze jours.

Krukowiecki convoqua, le 19 août, un grand conseil de guerre : le vice-président du gouvernement, V. Niemoïowski ; le général en chef de l'armée, C. Malachowski ; le gouverneur de Varsovie, Chrzanowski, et les généraux chargés de commandements, assistaient à ce conseil.

On discuta longuement et violemment sur la marche à suivre pour les opérations militaires. Krukowiecki n'hésita



pas à déclarer qu'il ne restait qu'un seul parti à prendre : c'était de livrer bataille devant Varsovie. Uminski proposa de défendre la ville et de soutenir le siége, tandis que des corps d'armée polonais rayonnant dans le palatinat de Plock assureraient les subsistances des assiégés. Dembinski, au contraire, insista pour épargner à la capitale les horreurs d'un siége et pour que la Diète et le Gouvernement allassent s'établir en Lithuanie sous la protection de l'armée.

Ces trois plans différents donnèrent lieu à d'interminables débats; Krukowiecki y mit fin, en demandant que les assistants écrivissent et signassent leurs votes. La majorité se prononça en faveur du plan d'Uminski. En conséquence, le général Lubienski reçut l'ordre de se rendre, à la tête d'un corps de cavalerie, dans le palatinat de Plock, et le général Ramorino, de passer, avec un corps de vingt mille hommes, sur la rive droite de la Vistule, pour combattre successivement les corps d'armée des généraux Rosen et Golowine, et pour essayer de les détruire.

Cette double expédition réussit en apparence, mais elle fut cause de la perte de Varsovie, quoiqu'elle empêchât cette capitale de souffrir de la disette pendant le blocus, qui se resserrait de jour en jour.

Lubienski, avec ses trois mille cavaliers qui avaient fait reparaître les bandes de partisans dans le palatinat de Plock, n'empêcha pas la jonction du corps de Kreutz avec la grande armée russe; il s'était avancé, sans rencontrer d'obstacles, jusqu'à la frontière prussienne, et il interceptait les approvisionnements que l'ennemi tirait de ses magasins établis en Prusse; il ne s'arrêta pas même à Plock; il se porta sur Ozieck, c'est-à-dire à l'extrême limite de la Pologne.

Ramorino agissait, en même temps, sur la rive droite de la Vistule, avec la même fougue, la même imprudence et la



même apparence de succès. Depuis qu'il était sorti du faubourg de Praga, emmenant plus de vingt et un mille hommes de troupes d'élite, il avait livré au général Golowine plusieurs combats, à Krinka, à Miendzyrzec, à Rogoznica; mais le général russe, qui n'avait que des forces très-inégales à lui opposer, se retirait toujours, après avoir fait mine d'accepter la bataille : il manœuvrait de manière à se rapprocher de Karczew, où il devait opérer son passage de la Vistule sur un pont que Paskewitch lui avait préparé; de concert avec le général Rosen, qui battait en retraite au delà du Bug, il était parvenu, en perdant, il est vrai, quelques milliers d'hommes tués ou faits prisonniers, à éloigner de Varsovie le corps d'armée de Ramorino, qui s'imaginait poursuivre un ennemi démoralisé et à moitié vaincu, et qui se laissa entraîner de la sorte, sans pouvoir joindre cet ennemi, à Biala, à Terespol, et enfin à Brzesc-Litewski.

Ramorino se voyait alors à quarante lieues de la capitale, après six jours de marches forcées, et il avait devant lui une ville forte dans laquelle Rosen s'était renfermé avec quatorze mille hommes, qui suffisaient pour garder cette place, où se trouvaient réunis les immenses approvisionnements de l'armée russe. Ramorino ne songea pas à en faire le siége, d'autant plus qu'il venait de recevoir une lettre de Krukowiecki, qui lui reprochait d'avoir étendu immodérément le cercle de ses opérations, et qui lui ordonnait de revenir en toute hâte, car les troupes qu'il commandait pouvaient être utiles à la défense de la capitale. Ramorino se remit en marche aussitôt, mais avec lenteur et précaution, poursuivi à son tour, ou plutôt observé, par le général Rosen, qui n'était pas en force pour le couper, mais qui pouvait du moins entraver et retarder son retour à Varsovie. Il fallut plus d'une fois que Ramorino fît halte pour donner un peu



de repos à ses soldats, ou pour se préparer à repousser une attaque qui ne se réalisait jamais. Le 6 septembre, il était encore à Miendzyrzec, et il n'avait pas reçu de nouveaux ordres.

Le peu de jours qui s'étaient écoulés depuis les heureux commencements de l'expédition de Ramorino ne furent pas perdus pour les préparatifs de défense de la capitale : Krukowiecki, aussi bien que le vieux généralissime Malachowski, trouvait des forces dans son patriotisme pour supporter le fardeau d'une espèce de dictature, car on lui laissait la responsabilité de tous ses actes, et les membres du Gouvernement affectaient de se tenir à l'écart, sans approuver toutefois ce qui émanait de l'initiative du président, celui-ci ne leur ayant pas caché que, dans sa conviction intime, la Pologne ne pouvait plus prolonger la lutte contre l'empereur de Russie, et que l'heure de la soumission ou de la ruine avait sonné.

Krukowiecki ne s'occupait pas moins, avec autant de prévoyance que d'activité, de mettre la capitale en état de résister le plus longtemps possible : il faisait travailler jour et nuit aux fortifications; il avait établi de nombreuses batteries et construit des ouvrages en terre considérables sur les deux lignes de défense, et principalement autour du village de Wola, qui devait être le point principal de l'attaque des assiégeants. Il échauffait, par ses proclamations et par ses discours, le courage et l'enthousiasme de l'armée et de la garde nationale, mais il avait aussi l'œil ouvert sur les menées sourdes des révolutionnaires, qui voulaient recourir aux moyens extrêmes pour exécuter une levée en masse et pour appeler aux armes tous les habitants. Il eut même la prudence de faire sortir de la ville, en leur confiant des missions et des postes d'honneur, Pierre Wisoçki,



Joseph Zaliwski, et quelques-uns des héros les plus dangegereux de la conspiration du 29 novembre 1830.

Cependant, il n'hésita point à faire le premier pas pour éviter l'effusion du sang : d'accord avec le président du Sénat et plusieurs des ministres tenant au parti conservateur, il entra en négociations avec le général en chef de l'armée russe, sur les bases des dernières propositions d'accommodement et d'amnistie que Paskewitch avait adressées, de la part de l'empereur Nicolas, aux membres du gouvernement national de Pologne. Dès le 3 septembre, il recevait une lettre confidentielle du général de Witt, qui l'invitait à se rendre en personne aux avant-postes, pour s'aboucher avec le feld-maréchal. Krukowiecki n'y alla pas lui-même, mais il envoya, en son lieu et place, le général Prondzynski, son aide de camp, et le colonel Pierre Wisoçki, principal auteur de l'insurrection polonaise, mais patriote sincère, sans autre mission que de recueillir officieusement les communications qu'on voudrait leur faire.

Le général Danneberg vint à la rencontre de ces deux envoyés, et se mit en rapport avec eux, en se disant autorisé par le général en chef de l'armée russe. Prondzynski annonça qu'il se présentait au nom du président Krukowiecki, mais qu'il n'était revêtu d'aucun caractère officiel ; Wisoçki, qui semblait ne se trouver là qu'en qualité de témoin, garda un silence morne et farouche.

Le général Danneberg leur fit à l'un et l'autre un accueil poli et presque amical ; il s'empressa de leur déclarer que son auguste maître était disposé à faire droit aux griefs légitimes des Polonais, à oublier le passé, à donner toutes les garanties désirables pour l'avenir ; mais, quant à la réunion des anciennes provinces polonaises à la Pologne, quant à l'amnistie à assurer aux rebelles de ces provinces, l'em-



pereur ne pouvait prendre d'engagement; on devait toutefois compter sur sa magnanimité et sur son intention d'effacer les dernières traces d'une regrettable mésintelligence entre le souverain et ses sujets.

Prondzynski promit de rendre compte de cette entrevue au président du gouvernement national, qui transmettrait une réponse au maréchal Paskewitch. Wisoçki ne prononça pas une seule parole et retourna directement à son poste, dans la redoute de Wola.

Le lendemain, Krukowiecki rassembla les membres du Gouvernement, en présence du président et du maréchal de la Diète, et du président du Sénat : il leur exposa les conditions avantageuses que l'empereur offrait encore aux Polonais, et il conseilla d'accepter ces conditions. Le président du Sénat, les ministres de l'intérieur et des finances, se rangèrent à son avis; mais les autres ministres, le vice-président du Gouvernement, le maréchal de la Diète, et le généralissime Malachowski, protestèrent avec la plus grande violence contre tout projet de transaction qui ne rétablirait pas la Pologne dans ses anciennes limites.

Krukowiecki n'insista pas pour faire prévaloir son opinion, et dans une réponse fière et digne adressée au maréchal Paskewitch, il déclara que, malgré le désir qu'il avait personnellement de voir cesser l'effusion du sang, tout accommodement lui semblait impossible, « les Polonais ayant pris les armes pour l'indépendance nationale dans les limites qui les séparaient anciennement de la Russie. »

Lorsque cette lettre fut partie, Krukowiecki prévint avec calme les membres du Gouvernement, qu'on n'avait plus qu'à se préparer à mourir et que les Russes attaqueraient certainement le lendemain ou le jour suivant. Là-dessus, il congédia le Conseil et alla partout, avec son état-major,



visiter les lignes de défense et s'assurer que tout était prêt pour recevoir l'ennemi; il établit ensuite son quartier-général dans le retranchement, aux environs de Mokatoff, parce qu'il jugeait que ce point de la première enceinte, étant le plus faible, serait le plus exposé aux efforts de l'ennemi.

Paskewitch ne reçut la réponse de Krukowiecki que le matin du 5 septembre, et aussitôt il donna l'ordre de tout préparer pour l'attaque générale qui aurait lieu dès le lendemain.

Il savait que le corps de Ramorino était trop loin de Varsovie pour porter secours à la capitale et que les forces des assiégés ne s'élevaient pas à plus de cinquante mille hommes, dont quinze mille étaient fournis par la garde nationale de la ville et des environs. Il avait, en ce moment, sous la main, plus de cent mille hommes, avec quatre cents pièces d'artillerie, car les différents corps qu'il attendait depuis plus de quinze jours, pour exécuter une attaque décisive, le corps de Rudiger, celui de Kreutz et celui de Golowine, avaient enfin opéré leur jonction avec l'armée assiégante.

Cette armée se mit en mouvement dans la nuit du 6 septembre et se rapprocha des murs de Varsovie, en étendant ses lignes vis-à-vis des retranchements de Wola et en prenant position entre les routes de Cracovie et de Kalisz.

Paskewitch avait établi son quartier-général dans le village de Wlochy, au milieu des forces qu'il faisait marcher contre la première enceinte de la ville. L'ordre de bataille avait été ainsi disposé : le général Pahlen commandait l'aile gauche; le prince Schakhowskoï, le centre; le grand-duc Michel, l'aile droite, comprenant toute la garde; la cavalerie et le corps du général Kreutz composaient la réserve. Mille volontaires pris dans tous les régiments étaient répartis



entre les différents corps et formaient la tête des colonnes d'attaque.

Dès la veille, le mouvement de l'armée russe avait été signalé et tout le monde à Varsovie était prévenu que Paskewitch attaquerait le lendemain. On ne pouvait pas même ignorer que le principal effort de l'ennemi se porterait sur le village retranché de Wola. Cependant le généralissime Malachowski ne changea rien aux dispositions qu'il avait prises et ne chercha pas à augmenter les moyens de défense sur la première ligne qui n'offrait que des fortifications incomplètes et des ressources tout à fait insuffisantes en hommes et en artillerie.

Cette première ligne, il est vrai, tracée à plus de seize cents mètres du corps de la place, ne présentait pas une suite continue de retranchements et se trouvait ouverte, en quelque sorte, sur beaucoup de points qui n'avaient pas été fortifiés. Le village de Rakowiec, par exemple, était absolument sans défense. En revanche, le village de Wola avait été transformé en forteresse; l'église, les maisons, le mur d'enceinte entouré d'un large fossé, pouvaient soutenir un siége, et le front de cette espèce de citadelle était couvert par cinq redoutes qui, pour se protéger l'une l'autre, auraient dû être mieux garnies de canons et renfermer chacune un plus grand nombre de défenseurs.

La seconde ligne, qui n'était pas à plus de six cents mètres de la place, offrait aussi des insuffisances et des lacunes dans ses fortifications comme dans son armement : le général Dembinski n'avait, dit-on, sous ses ordres, que dix à douze mille hommes à répartir sur cette seconde ligne, dont la défense lui était confiée.

Le général Bem, qui avait d'abord accepté la tâche difficile de défendre la première ligne avec l'artillerie de la



garde nationale et quelques milliers de volontaires, n'espérait pas pouvoir arrêter l'ennemi pendant plus de vingt-quatre heures : « Après quoi, avait-il dit tranquillement à Krukowiecki, nous serons tous morts ou prisonniers de guerre, et nous vous laisserons faire le reste pour l'honneur et le salut de la Pologne. »

Le 6 septembre, au point du jour, les masses profondes de l'armée russe s'ébranlèrent simultanément sur un espace de plusieurs milles, et dès que l'artillerie fut à portée d'agir avec efficacité, deux cents pièces de gros calibre tonnèrent à la fois et foudroyèrent les retranchements de la première ligne, qui ne répondirent que faiblement à cette vigoureuse canonnade. Au bout de quelques heures, les redoutes élevées entre les chaussées de Kalisz et de Cracovie furent ruinées et leur feu à peu près éteint. Alors les colonnes d'attaque s'élancèrent à l'assaut avec une irrésistible intrépidité et pénétrèrent dans ces redoutes où il ne restait qu'un petit nombre de blessés : ceux qui essayèrent de combattre encore furent passés à la baïonnette.

Tout à coup une effroyable explosion confondit dans la même catastrophe vainqueurs et vaincus : un sous-lieutenant d'artillerie polonais, nommé Gordon, avait mis le feu aux magasins à poudre et se faisait sauter avec ses compagnons d'armes plutôt que de se rendre. Les redoutes cependant avaient été enlevées, et les Russes s'y établirent sur des ruines teintes de leur sang et du sang de l'ennemi.

Le village de Wola restait à réduire et les défenses multipliées qui l'entouraient en rendaient l'assaut aussi périlleux que difficile. En outre, cette position pouvait être puissamment défendue par les troupes que l'armée polonaise lui enverrait successivement, de manière à renouveler sans cesse la garnison qui se composait de trois mille

hommes avec une bonne artillerie. Mais, par une étrange fatalité, le général Dembinski ne jeta qu'un bataillon d'infanterie dans Wola qui était déjà entouré par des forces supérieures; il n'osa pas affaiblir davantage son corps de réserve, qu'il avait distribué en avant du faubourg de Czyste et qu'il se proposait de porter alternativement sur les points les plus menacés.

Les colonnes russes, en effet, s'avancaient de différents côtés à la fois, en laissant derrière elles le village de Wola, qui ne semblait plus avoir été choisi comme point principal de l'attaque. Le généralissime polonais, par suite d'un incroyable aveuglement, avait concentré toutes ses forces sur la gauche, sans soupçonner que les démonstrations de l'ennemi contre les barrières de Czyste, de Jérusalem et de Mokatoff n'avaient pas d'autre objet que de dégarnir de troupes et d'artillerie la première ligne de défense. Les Russes occupèrent, sans éprouver de résistance, les villages de Rakowiec, de Paluchy et de Szopy où ils s'établirent solidement : leurs batteries, mieux disposées et mieux servies que celles des Polonais, qui tiraient hors de portée, tinrent en haleine les défenseurs des faubourgs de Varsovie et les empêchèrent même de songer à secourir Wola qui fut abandonné à son malheureux sort.

L'ordre de l'assaut général avait été donné à huit heures du matin : il y avait encore à emporter plusieurs redoutes formant les fortifications extérieures de Wola, avant de pénétrer dans ce village fortifié. Le 1er corps d'infanterie russe marcha donc à découvert, avec des fascines et des échelles, sous un feu terrible de mousqueterie et d'artillerie, qui fit de grands ravages dans ses rangs, mais qui ne l'arrêta pas : les volontaires, traversant rapidement, la baïonnette croisée, l'espace qui les séparait des fortifications, descen-



dirent dans le fossé, y renversèrent les palissades, et, au milieu d'une grêle de projectiles, escaladèrent le rempart. En moins de cinq minutes, ils avaient occupé la crête du parapet, ils étaient maîtres des retranchements où beaucoup de sang avait coulé.

On avait remarqué, au milieu du feu, un jeune soldat polonais, qui, constamment appuyé sur le parapet, sans s'inquiéter des obus et des boulets sifflant à ses oreilles, encourageait ses camarades du geste et de la voix; il ne quitta pas son poste, quand les Russes se furent précipités dans la redoute, mais, ramassant un drapeau dont le porteur venait de tomber à ses pieds, il s'enveloppa dans les plis de ce drapeau troué par les balles, il attendit, il accepta en silence le coup de la mort. Ce jeune soldat était une femme, qui n'avait pas voulu survivre à son amant.

Malgré la prise des ouvrages avancés de Wola, le village tenait encore et toute la garnison s'y était réfugiée pour s'y défendre jusqu'à la dernière extrémité. Le général Pahlen, qui dirigeait l'attaque, ne voulut pas laisser aux assiégés de Wola le temps de se reposer et d'attendre des secours : il ordonna aux volontaires de se tenir prêts à continuer l'assaut. Comme il avait perdu du monde et qu'il ne pouvait dégarnir les redoutes et les retranchements dont il s'était emparé, il demanda du renfort au général en chef, qui lui envoya une brigade, avec ordre de tourner les fortifications de Wola et d'attaquer le côté de la place, faisant face à Varsovie. Ce mouvement inopiné déconcerta la garnison; elle refusa pourtant de mettre bas les armes.

Le général Sowanski, qui commandait dans la citadelle, répondit à la sommation qu'on lui faisait de se rendre : « Un de vos boulets m'a emporté une jambe à la bataille de la Moskowa; je ne suis plus en état de faire un pas en ar-

rière ! » On sonna l'assaut : les régiments du 1[er] corps assaillirent la citadelle, y entrèrent de vive force, chassèrent les Polonais de rue en rue, firent le siége de chaque maison et se frayèrent un chemin sanglant jusqu'à l'église où Sowanski s'était retranché. Il fallut faire sauter une partie de l'édifice pour en rester maître ; Sowanski était tombé mort au pied de l'autel ; la plupart de ses officiers avaient péri en combattant ; il resta environ deux mille prisonniers qui eurent la vie sauve, quoiqu'ils cherchassent à se faire tuer.

Parmi eux se trouvait Pierre Wisoçki, qui avait fait l'insurrection de Varsovie : on le reconnut parmi les morts ; il était criblé de blessures, mais il n'avait pas eu le bonheur de mourir les armes à la main. Quand il reprit ses sens, il demandait à grands cris, qu'on l'achevât ; il déchirait avec ses dents l'appareil qu'on avait mis sur ses plaies ; on fut obligé de le garrotter et de le garder à vue pour l'empêcher de se détruire. « C'en est fait ! répétait-il dans un accès de délire : notre sainte Pologne est perdue ; les traîtres l'ont assassinée ! »

CLXXXI

Le général Krukowiecki, qui s'était montré sur le champ de bataille dès le point du jour, persistait à croire que, d'un moment à l'autre, tous les efforts de l'ennemi se porteraient du côté de la barrière de Mokatoff, qu'il regardait comme le point vulnérable de la défense de Varsovie; mais les Russes s'étaient contentés de menacer les barrières de Czyste et de Jérusalem, pour couvrir l'attaque de Wola.

Krukowiecki, en apprenant que cette importante position venait d'être enlevée presque sous ses yeux, rentra dans la ville et se présenta devant la Diète assemblée, pour lui annoncer que la situation semblait désespérée.

Cependant la canonnade continuait de part et d'autre sur toute la première ligne des batteries polonaises; le général Uminski avait tenté une vigoureuse diversion, en s'avançant sur la route de Raszyn et en lançant une brigade avec vingt-quatre pièces d'artillerie contre le village de Szopy, que les Russes occupaient et qu'ils furent forcés d'abandonner.

En même temps, le général Dembinski, qui avait reçu l'ordre de tout sacrifier pour reprendre Wola, se dirigeait à la hâte, avec de fortes colonnes et quarante pièces de ca-



non, contre les ouvrages à moitié détruits de cette place, que les vainqueurs n'avaient pas encore eu le temps de mettre en état de défense. A trois reprises, ces colonnes d'attaque s'approchèrent résolûment à la distance d'une demi-portée de fusil, mais elles furent toujours repoussées et poursuivies à la baïonnette.

Le maréchal Paskewitch rendit inutile toute nouvelle tentative contre Wola, en y transportant son quartier-général et en y concentrant les corps de réserve. Il était alors trois heures de l'après-midi.

Le général Pahlen, qui avait enlevé avec une rare intrépidité, la plus grande partie des retranchements et des forts de la première enceinte de Varsovie, demandait l'autorisation de continuer son mouvement offensif : il se flattait, disait-il, d'occuper les faubourgs de Czyste et de Jérusalem, avant la nuit.

On savait, en effet, que l'armée polonaise, qui n'était pourtant pas découragée par le mauvais succès de la journée, se plaignait d'être mal commandée et accusait de trahison quelques-uns de ses chefs. La populace de la capitale avait voulu s'armer et se porter en masse aux avant-postes, mais le gouverneur Chrzanowski s'y était opposé avec énergie, en menaçant de faire fusiller quiconque s'offrirait pour conduire le peuple sur le champ de bataille.

Paskewitch jugea que l'approche de la nuit ne permettait pas de procéder à une entreprise aussi difficile que l'assaut d'une ville fortifiée : il remit cet assaut au lendemain.

Pendant toute la nuit, les batteries russes envoyèrent des bombes et des obus qui ne causèrent que des dégâts insignifiants dans les faubourgs : les batteries polonaises ne tiraient qu'à de longs intervalles, pour économiser leurs munitions.

Les préparatifs de l'assaut, qui devait avoir lieu au point du jour, furent terminés vers trois heures du matin. A ce moment même, le général Prondzynski arrivait aux avant-postes russes, avec une lettre du comte Krukowiecki, dans laquelle le chef du gouvernement provisoire des rebelles exprimait en termes formels l'intention de se soumettre, ainsi que toute la nation polonaise, à l'empereur de Russie, son légitime souverain. Prondzynski, amené devant le maréchal Paskewitch, lui demanda de fixer les bases sur lesquelles il consentirait à négocier. Paskewitch répondit vivement qu'il n'en admettait pas d'autres qu'une soumission pleine et entière aux ordres qu'il plairait à l'empereur de donner à ses sujets coupables et repentants : « Au reste, ajouta-t-il, la négociation sera plus prompte et plus facile, si le comte Krukowiecki veut bien se rendre près de moi. »

Prondzynski se retira, en disant qu'il allait revenir presque aussitôt avec le président du gouvernement provisoire. Paskewitch ordonna donc la suspension des hostilités.

Ce n'est qu'à huit heures du matin qu'on vit reparaître Prondzynski avec le comte Krukowiecki. Paskewitch les reçut, en présence du grand-duc Michel, qui avait fait appeler comme témoins de cette conférence le comte Toll, chef d'état-major général, et le général-major Berg.

Krukowiecki tint un langage tout différent de celui qu'on était en droit d'attendre de sa part; il démentit les termes mêmes de sa lettre à Paskewitch, il désavoua les paroles que son envoyé et fondé de pouvoirs avait transmises en son nom et surtout celles que Prondzynski avait cru pouvoir y ajouter sous sa propre responsabilité. Prondzynski était présent et gardait le silence.

Paskewitch parut très-blessé de l'inexplicable change-



ment qui s'était opéré dans les dispositions du comte Krukowiecki, et il déclara nettement que la soumission absolue des Polonais était le seul point de départ qu'il pût accepter pour entamer une négociation. Krukowiecki avait espéré que la négociation pourrait se traiter sur des bases plus favorables à la Pologne · il discuta, avec vivacité, avec amertume, les conditions pénibles et humiliantes qu'on prétendait imposer à la nation polonaise, et il finit par affirmer qu'il n'avait pas reçu de la Diète les pouvoirs nécessaires pour traiter de la paix sur de pareilles bases.

— Eh bien! restons-en là! dit froidement Paskewitch, en tirant sa montre. L'assaut dans une heure!

Le grand-duc Michel s'interposa pour calmer l'irritation de Paskewitch, et, se tournant vers Krukowiecki qui se consultait à voix basse avec Prondzynski, il exposa, dans une chaleureuse allocution, tous les malheurs qu'une déplorable opiniâtreté appellerait sur la Pologne. Il insista autant qu'il le pouvait auprès du chef du gouvernement des rebelles, pour le déterminer à s'employer franchement et activement, dans l'intérêt de ses compatriotes, à l'œuvre de pacification.

Krukowiecki eut l'air de se laisser persuader; il témoigna le désir et l'espoir d'amener la Diète à l'acceptation définitive des conditions qu'il se chargeait de lui porter de la part du grand-duc Michel. Paskewitch, qui soupçonnait que les tergiversations de Krukowiecki n'avaient pas d'autre but que de gagner du temps, coupa court à de nouveaux retards, en déclarant qu'il attendrait la réponse de la Diète jusqu'à une heure de l'après-midi. Le grand-duc Michel avait tout fait pour éviter l'effusion du sang : il libella de sa main le texte des conditions préliminaires du traité et le remit au président du gouvernement polonais, en lui disant que l'apposition de sa seule signature au bas de cet



engagement ferait cesser les hostilités, lors même que le combat serait engagé.

Trois heures plus tard, on n'avait reçu, au quartier-général de Wola, aucune nouvelle de Krukowiecki ni du gouvernement polonais.

La Diète était réunie depuis le matin : Prondzynski lui avait rendu compte de l'entrevue du président du Gouvernement avec le général en chef de l'armée russe. Cette communication faite avec autant d'adresse que d'éloquence avait été souvent interrompue par des éclats d'indignation et de fureur. Le vice-président du Gouvernement, Vincent Niemoïowski, et plusieurs des ministres donnèrent l'un après l'autre leur démission.

Alors, Niemoïowski, en sa qualité de simple nonce, déclare qu'il faut agir, au lieu de discuter; que Varsovie peut encore résister à l'ennemi et que la Diète, en aucun cas, ne doit transiger. Le palatin Ostrowski, à l'appui de la proposition de Niemoïowski, veut qu'on appelle aux armes toute la population de Varsovie.

Prondzynski essaye de reprendre la parole; on lui ferme la bouche. Les nonces appartenant au parti modéré ne peuvent se faire entendre ou n'osent pas tenir tête aux hommes d'action. C'est en vain que Nakwaski demande que la Diète envoie à Paskewitch une députation, composée du prince Radziwil, du général Paç et de quelques personnages animés du même esprit de conciliation, pour obtenir au moins des conditions honorables; il n'y a qu'une opinion qui semble unanime, c'est de combattre, c'est de défendre Varsovie.

— Si la ville est obligée de se rendre, s'écrie Szaniecki, lorsque les Russes entreront par une porte, la Diète et l'armée polonaise sortiront par l'autre!



Godebski proteste contre tout arrangement; Zienkowicz répète, à chaque instant, que le temps presse; Lelewel soutient, dans un discours de rhéteur, que la Diète doit délibérer sans hâte et sans inquiétude, puisqu'elle est protégée par sa vaillante armée.

Un aide de camp de Krukowiecki est introduit; il vient rappeler à la Diète que l'heure s'avance. Le maréchal de la Diète propose alors de faire une démarche auprès du général en chef de l'armée russe, pour obtenir une prolongation d'armistice. L'assemblée repousse énergiquement cette proposition comme contraire à sa dignité. Szaniecki s'élève avec force contre toute transaction avilissante.

Wolowski imagine alors un moyen terme qui mettrait la Diète en dehors d'une grave responsabilité : « Krukowiecki serait autorisé à conduire les négociations comme bon lui semblerait et à les terminer sous sa propre garantie. » Les nonces paraissent incliner vers ce parti qui doit les délivrer d'une intervention directe dans les événements.

Mais un vieillard octogénaire, le palatin Kochanowski, s'indigne de la faiblesse des représentants de la Pologne, et proclame, d'un accent solennel, que la Diète peut se réunir partout ailleurs qu'à Varsovie, pendant que le Gouvernement et l'armée défendront la capitale. Pas de négociations, pas de traité. Il ne faut pas désespérer de la situation : l'armée est pleine de courage et de confiance. Si Varsovie résiste seulement vingt-quatre heures, le corps de Ramorino viendra la secourir. Tel est l'avis du nonce Ielowicki, avis auquel se rangent César Plater et Lelewel. On ne prorogera donc pas la Diète, qui restera en séance pendant la bataille.

— Mettons-nous à la tête du peuple, s'écrie Szaniecki, et courons aux remparts!



Mais Barzykowski voudrait qu'on nommât un conseil de guerre chargé de surveiller le président, dont il est bon de se défier, dit-il, et qui semble disposé à traiter avec les Russes plutôt qu'à les combattre.

— Le président nous trahit! murmure-t-on dans plusieurs groupes des nonces; il est vendu à la Russie. On devrait le mettre en accusation!

Un messager de Krukowiecki vient annoncer que l'armistice est expiré. Prondzynski sort de la salle, en disant que son devoir l'appelle au milieu des troupes.

La délibération continue plus bruyante, plus désordonnée que jamais. On décide enfin que la Diète ne peut être prorogée et qu'il est interdit au président du Gouvernement d'entamer ou de poursuivre aucune négociation, sans l'aveu des Chambres. Le bruit du canon se fait entendre.

— Nous pouvons périr, s'écrie Roman Soltyk, mais nous abaisser, jamais! Nous avons fait notre devoir de membres de la Diète, faisons maintenant notre devoir de soldats!

On revient au projet d'un conseil de guerre, pour contrôler les actes du chef du Gouvernement, mais il est impossible de s'accorder sur le rôle et sur les éléments de ce conseil de guerre.

La canonnade redouble; les nouvelles les plus inquiétantes circulent dans l'assemblée. On dit que les Russes sont déjà maîtres des ouvrages extérieurs de la barrière de Jérusalem.

La discussion se ralentit et change d'objet; l'idée d'un conseil de guerre à nommer est abandonnée; on comprend que Krukowiecki donnerait sa démission plutôt que de se soumettre à cette espèce d'injurieuse surveillance. Swidzinski conjure l'assemblée de déclarer, par un vote unanime, qu'elle s'oppose en principe à toute négociation avec l'en-



nemi. Le maréchal de la Diète proteste tout à coup contre cette atteinte portée aux pouvoirs du président, pouvoirs illimités en fait d'initiative, mais soumis à la sanction de la Diète.

Le bruit du canon semble se rapprocher; une grande bataille se livre aux portes de Varsovie. L'assemblée se sépare, en renvoyant la séance à quatre heures du soir.

Les hostilités n'avaient recommencé qu'à une heure et demie. Paskewitch avait envoyé son aide de camp, le prince Souwaroff, pour dénoncer à Krukowiecki la fin de l'armistice. Krukowiecki avait bien essayé de le prolonger, en objectant que la Diète était toujours en délibération, mais le général en chef de l'armée russe s'était refusé absolument à tout nouveau délai; il avait toutefois renouvelé la promesse d'arrêter le feu, dès qu'il recevrait la capitulation signée par le président.

Deux cents pièces de gros calibre avaient ouvert le feu contre la ville et les faubourgs. Les obus tombaient dans les rues de Varsovie, pendant que l'artillerie battait en brèche les retranchements des barrières de Czyste, de Jérusalem et de Wola.

C'était sur ce dernier point que l'attaque devait avoir lieu. Le généralissime Malachowski l'avait prévu, et il avait réuni dans les redoutes et derrière les remparts tout ce qu'il avait de troupes disponibles, car il se voyait forcé de laisser des postes nombreux dans la ville où le peuple menaçait de se soulever, mais l'artillerie polonaise n'était pas en état de réduire au silence les formidables batteries de l'ennemi : le feu continua, faible et intermittent du côté des assiégés, non interrompu et terrible du côté des assiégeants.

L'aile gauche de l'armée russe s'était mise en mouvement et s'appuyait à la route de Wola; le corps du général Mou-



rawieff marchait sur la barrière de Jérusalem; Kreutz et Pahlen, sur la barrière de Czyste; les gardes et la cavalerie formaient la réserve et restaient immobiles.

Les colonnes polonaises, commandées par les généraux Uminski et Milberg, se portent en avant contre les Russes, et un combat terrible s'engage à la baïonnette, sous une grêle de mitraille. Ce combat acharné se renouvelle plusieurs fois, avec des chances alternatives de succès; la cavalerie, de part et d'autre, vient en aide à l'infanterie, et l'artillerie légère augmente le nombre des victimes, sans changer la face du combat.

Enfin les Russes restent maîtres du terrain couvert de morts et de blessés. Le corps de Mourawieff, dans cet engagement meurtrier, n'avait pas eu d'autre but que d'attirer de ce côté toutes les forces des rebelles. Il était quatre heures, lorsque toutes les batteries russes dirigèrent leur feu sur les fortifications du faubourg de Czyste; les colonnes d'attaque, sous les ordres des généraux Kreutz et Pahlen, arrivaient, avec leurs fascines et leurs échelles, à trois cent cinquante mètres des remparts, quand on donna le signal de l'assaut. Ces colonnes, précédées des volontaires de la garde, s'avancent, tambour battant, en chantant à l'unisson un chœur militaire; tous les retranchements sont enlevés, en peu d'instants, à l'arme blanche.

Les Polonais, qui s'étaient adossés aux jardins derrière le rempart, reviennent à la charge, sont repoussés et s'efforcent encore de chasser l'ennemi victorieux. Le faubourg de Czyste est en flammes.

Les Russes se tournent ensuite contre la barrière de Wola; Dembinski, qui n'avait que quelques milliers d'hommes pour défendre ce point mal fortifié et mal armé, fait demander du renfort au général en chef; mais les Russes



sont déjà maîtres de la barrière. Dembinski essaye de les déloger; Uminski lui envoie quelques bataillons qui lui permettent de réoccuper la barrière et de s'y maintenir jusqu'à la nuit.

De toutes parts, les Russes gagnaient du terrain et s'établissaient avec des troupes fraîches dans les postes qu'ils avaient enlevés. Le général en chef Malachowski ayant retiré l'infanterie qui gardait la barrière de Jérusalem, cette barrière était tombée au pouvoir de l'ennemi qui n'osait pourtant pas pénétrer dans les faubourgs, quoique l'armée polonaise eût commencé à battre en retraite.

La canonnade et la fusillade continuaient, cependant, de loin en loin, sans amener aucun résultat.

Vers quatre heures du soir, Prondzynski avait reparu au quartier-général de Paskewitch; il venait annoncer que Krukowiecki était enfin revêtu des pouvoirs suffisants pour traiter; mais, comme l'envoyé du président n'apportait pas la capitulation signée, Paskewitch avait refusé de le recevoir.

Le colonel Annenkoff, aide de camp du grand-duc Michel, et le prince Souwaroff, aide de camp de l'empereur, reçurent l'ordre toutefois d'accompagner le général-major Berg auprès du président du gouvernement polonais et de s'entendre avec lui pour la cessation immédiate des hostilités.

Ces allées et venues, de la part de Prondzynski, ne servaient qu'à traîner les choses en longueur; Krukowiecki attendait d'une heure à l'autre le retour du corps d'armée de Ramorino, auquel il avait enjoint de revenir à marches forcées sur Varsovie, mais Ramorino ne tenait pas compte des dépêches qu'il recevait coup sur coup depuis trois jours; il n'était encore qu'à Siedlce, et il y avait fait halte, sous prétexte de faire reposer ses troupes.



Prondzynski, suivant les instructions secrètes de Krukowiecki, ne se pressa pas de conduire auprès de lui les officiers russes qui venaient le mettre en demeure de souscrire aux conditions préliminaires du traité de soumission.

Ce ne fut qu'au bout d'une heure que ces officiers se trouvèrent, au palais du Gouvernement, en présence de Krukowiecki, qui eut recours à tous les subterfuges pour retarder encore la signature du traité. Il ne disait pas qu'il avait adressé sa démission à la Diète et qu'il attendait qu'elle fût acceptée; mais il disait que les pouvoirs pour signer lui manquaient toujours et que ces pouvoirs lui seraient transmis infailliblement, puisque la Diète était réunie pour les discuter.

Le général Berg, impatienté de ces lenteurs calculées, annonça formellement qu'il se retirait. En même temps, des officiers d'ordonnance vinrent prévenir le président, que les troupes russes s'ébranlaient pour donner l'assaut.

— Eh bien! s'écria-t-il en proie à une violente émotion; j'assume sur moi une bien grande responsabilité; pour sauver Varsovie, je consens à tout!

Il prit une plume et écrivit une lettre à l'empereur, pour lui déclarer que la nation polonaise se soumettait sans condition à son autorité souveraine. Cette lettre, qui contenait une promesse très-explicite de rendre la ville et de mettre bas les armes, le général-major Berg ne put la remettre, qu'une heure plus tard, dans les mains du maréchal Paskewitch, car il fut arrêté plus d'une fois en chemin par l'incendie des faubourgs, qui lui barrait le passage, et par la rencontre de plusieurs détachements polonais, qui lui auraient fait un mauvais parti, sans l'intervention protectrice de Prondzynski.

Celui-ci était porteur d'un projet de traité, que la Diète



avait adressé au président, en refusant d'accepter sa démission, et ce projet, dont le général Berg n'avait pas voulu se charger, différait entièrement des conditions qu'il avait apportées comme ultimatum envoyé aux Polonais par le maréchal Paskewitch. Aussi, quand les généraux Berg et Prondzynski arrivèrent au fort de Wola, où le maréchal les reçut ensemble, en présence du grand-duc Michel, la contradiction inexplicable, qui existait entre la lettre autographe de Krukowiecki à l'empereur, et le contre-projet de capitulation approuvé par la Diète, empêcha d'ordonner la cessation immédiate des hostilités.

Le maréchal fit partir sur-le-champ un de ses officiers pour Saint-Pétersbourg, avec la lettre de Krukowiecki destinée à être mise sous les yeux de l'empereur; mais, en même temps, il déclara inacceptable le contre-projet qu'on lui avait présenté de la part du président et de la Diète, et il invita Prondzynski, qui s'était montré l'agent actif et infatigable d'un arrangement pacifique, à s'employer encore personnellement pour mettre fin à des difficultés renaissantes qui n'avaient que trop prolongé les malheurs de la guerre. Le comte Krukowiecki était donc sommé pour la dernière fois d'adhérer purement et simplement aux conditions qui lui avaient été offertes dans son entrevue avec le chef de l'armée russe et dont il ne lui serait pas permis de changer une syllabe. Faute de signer cette pacification définitive de la Pologne révoltée, il fallait s'attendre à voir la capitale exposée aux suites désastreuses d'un assaut général.

Pendant tous ces pourparlers, le combat avait continué avec acharnement; les Russes s'étaient emparés du rempart principal derrière la barrière de Jérusalem, et leurs colonnes, trois fois supérieures en nombre aux troupes que

la défense leur avait opposées, occupaient déjà tous les abords des barrières de Jérusalem et de Czyste. Krukowiecki envoya inutilement un aide de camp pour parlementer et pour demander une suspension d'armes jusqu'au retour du général Berg. Il n'y eut pas d'armistice régulièrement consenti, mais les généraux Kreutz et Pahlen ne poussèrent pas davantage l'attaque, sans toutefois faire taire leurs batteries.

La Diète délibérait encore avec une confusion et une violence inexprimables; les propositions les plus insensées se croisaient au milieu du tumulte de l'assemblée, qui flottait entre plusieurs courants d'opinion. La démission du président Krukowiecki n'avait pas été acceptée; mais on revint bientôt sur cette décision, lorsqu'on apprit qu'il avait écrit lui-même à l'empereur Nicolas, et qu'il était prêt à signer la capitulation de Varsovie.

Berg et Prondzynski n'étaient pas encore revenus du quartier-général de Paskewitch. Le maréchal de la Diète fut envoyé, avec une députation de nonces et de sénateurs, au palais du Gouvernement, pour enjoindre au président de ne signer aucun traité avec les Russes, ou bien de donner sa démission. Aussitôt, Krukowiecki annonça qu'il se démettait de tous ses pouvoirs entre les mains du maréchal de la Diète, et il exigea, des personnes qui composaient la députation, un acte en forme, par lequel il se trouvait délié des devoirs de la présidence.

— Maintenant, Messieurs, leur dit-il avec calme, avisez à sauver Varsovie, qui va rester sans défense!

Quelques voix s'élevèrent pour s'informer du moment où l'on pouvait espérer de voir reparaître le corps d'armée de Ramorino, car c'était vers cette dernière chance de salut que se tournaient les efforts d'une suprême résistance.



— Je ne suis plus président, reprit Krukowiecki ; mais, comme général, mon devoir est de sauver l'armée.

Il monta à cheval avec son état-major et se rendit au faubourg de Praga, qu'il trouva encombré de troupes, quoique l'ordre n'eût été donné par personne de faire sortir de la ville l'armée polonaise. La retraite commençait pourtant à s'effectuer, mais avec tant de précipitation et de désordre, que le passage de la Vistule eût été tout à fait intercepté, si le général Krukowiecki n'avait pris les mesures nécessaires pour faciliter le mouvement des différents corps qui abandonnaient leurs positions pour se concentrer sur Praga. Il dirigea lui-même, pendant trois heures consécutives, cette retraite générale, qui s'acheva en silence et sans accidents. A deux heures du matin, trente-deux mille hommes, formant l'armée active de Varsovie, avaient passé sur l'autre rive de la Vistule. Krukowiecki y passa enfin avec eux et crut pouvoir se permettre un peu de repos.

Il dormait depuis peu d'instants, quand le chef d'état-major Lewinski vint lui ordonner, au nom du nouveau Gouvernement, de retourner à Varsovie, où sa présence était indispensable, car lui seul pouvait empêcher les malheurs résultant de la reprise des hostilités. Krukowiecki eut beau déclarer que, sa démission donnée et acceptée, il n'était plus qu'un simple général, et qu'il n'avait pas à se mêler des négociations, Lewinski lui représenta les funestes conséquences que son refus pourrait avoir pour le salut de Varsovie ; il le conjura de céder au vœu de ses concitoyens et de reprendre sa démission, qui ne lui avait été demandée que par suite d'un regrettable malentendu. Krukowiecki, pressé, sollicité, harcelé, finit, bon gré mal gré, par suivre Lewinski, en protestant qu'il n'était plus et qu'il ne voulait plus être responsable des fautes de la Diète.

Le général Berg, accompagné de Prondzynski, était revenu au palais du Gouvernement, vers onze heures du soir; il n'y avait pas trouvé le comte Krukowiecki, mais il y trouvait l'état-major de l'armée polonaise, les membres du Sénat et de la Chambre des nonces, et beaucoup de personnages de la haute noblesse, la plupart sans uniforme et armés de sabres. Tout le monde vint à sa rencontre, avec beaucoup d'égards et de prévenances.

Berg exprima poliment les regrets du maréchal Paskewitch et du grand-duc Michel, au sujet de l'obstination de Krukowiecki, lequel, en refusant de signer la capitulation avant une heure de l'après-midi, s'était rendu responsable d'une grande effusion de sang. Les assistants semblaient partager ces regrets et n'essayaient pas de disculper Krukowiecki. Les principaux de cette réunion, le généralissime Malachowski, les généraux Sewinski, Dembinski, Rybinski et d'autres, ainsi que le maréchal de la Diète, Ostrowski, et plusieurs nonces, voulurent être présentés, par Prondzynski, au général Berg.

Celui-ci s'étonnait de ne pas voir paraître le comte Krukowiecki; on ne lui dit pas que le président du Gouvernement avait donné sa démission et qu'il était à Praga, dirigeant la retraite de l'armée polonaise. Berg était assailli de conversations particulières qui n'avaient aucun rapport avec l'objet de sa mission. Enfin, après avoir attendu trois heures entières, il annonça l'intention de se retirer, car le maréchal Paskewitch avait ordonné pour le matin même l'assaut de la ville et des barricades. Berg ne savait pas qu'en ce moment l'armée avait évacué Varsovie, en remettant tous les postes à la garde nationale.

L'assemblée parut vivement inquiète de l'intention que Berg manifestait de retourner immédiatement au quartier-



général russe : on n'épargna ni représentations ni prières pour le retenir. Chacun des assistants s'adressait personnellement à lui, pour se lamenter sur cette malheureuse révolution de Pologne, que chacun prétendait avoir toujours déplorée. Berg consentit à envoyer le colonel Annenkoff au maréchal, en s'excusant des retards qu'on lui faisait subir par suite de l'absence prolongée de Krukowiecki.

Cette situation ne pouvait durer plus longtemps; Berg comprit qu'on lui cachait la vérité, et l'on fut bien obligé de lui avouer que Krukowiecki avait donné sa démission, et que Niemoïowski avait été élu président à sa place. Berg n'eut pas l'air de s'apercevoir qu'il était joué, et que, depuis trois heures, on retardait à dessein la conclusion définitive du traité. On attendait, en effet, d'un instant à l'autre, l'arrivée du corps d'armée de Ramorino, pour rompre les négociations.

Le général Berg annonça qu'il se retirait, et que l'assaut de la ville aurait lieu à quatre heures du matin. Cette déclaration consterna les assistants; ils se consultèrent entre eux à demi-voix et se décidèrent enfin à envoyer chercher Krukowiecki par le colonel Lewinski, qui avait ordre de l'amener de gré ou de force. Krukowiecki parut enfin au bout d'une heure.

Berg se hâta d'aller à sa rencontre et lui reprocha sévèrement d'avoir manqué à sa parole, en ne signant pas les conditions qu'il avait acceptées verbalement.

— Je ne suis plus rien! s'écria Krukowiecki, en jetant son bonnet à terre avec emportement; je ne suis plus président, et je n'ai pas le droit de signer quoi que ce soit! Tenez, ajouta-t-il en désignant Niemoïowski, adressez-vous à mon successeur, qui aura peut-être le courage de sauver à tout prix la ville et ses habitants.



A ces mots, une querelle des plus violentes s'engagea entre Niemoïowski et Krukowiecki, qui, dans leurs récriminations réciproques, s'accusaient mutuellement d'avoir perdu la Pologne; peu s'en fallut qu'ils ne tirassent leurs sabres pour s'en servir l'un contre l'autre.

Le maréchal de la Diète, Ostrowski, voulut prendre parti pour Niemoïowski. La colère de Krukowiecki ne connut plus de bornes; il se répandit en invectives contre Ostrowski et Niemoïowski, et il en vint à s'attaquer à la Diète tout entière, en disant que c'était une réunion de fous. Puis, se tournant vers le général Berg, qui était resté spectateur muet de cette scène affligeante :

— Dites de ma part au maréchal Paskewitch, s'écria-t-il, que je recommande à son humanité les habitants de Varsovie, et que le comte Malachowski, généralissime de l'armée polonaise, se chargera d'exécuter loyalement la capitulation que je ne puis signer.

Là-dessus, il partit, suivi d'un seul aide de camp, avec l'intention de rejoindre l'armée, qui évacuait Varsovie; mais un détachement de troupes qui barrait le pont de Praga lui en interdit le passage; il voulut forcer la consigne donnée par le général Uminski : les soldats mirent la baïonnette en avant, et plusieurs le couchèrent en joue. Krukowiecki dépêcha son aide de camp à Uminski, pour lui demander des explications. Uminski répondit qu'il le ferait fusiller, si ce général osait se montrer sur l'autre rive de la Vistule. Krukowiecki se vit donc obligé de rentrer en ville, mais il refusa de se mêler de rien.

Berg était demeuré seul avec Prondzynski, car Niemoïowski, Ostrowski, les membres de la Diète et les généraux, avaient quitté le salon presque en même temps que Krukowiecki. Le jour commençait à poindre; Berg ne sa-

vait que résoudre; il ne pouvait prolonger son absence plus longtemps, et il avait à cœur de rapporter au maréchal la capitulation de Varsovie. Prondzynski lui déclara qu'il se considérait comme garant de cette capitulation, qui était conclue de fait, mais qui n'avait pas été signée par suite de circonstances indépendantes de la volonté de Krukowiecki.

Prondzynski et Berg sortirent ensemble du palais du Gouvernement, pour retourner au quartier-général de l'armée russe; mais ils furent rappelés par plusieurs généraux polonais, Dembinski, Krasinski, Andrychewicz, etc., qui avaient décidé le général en chef Malachowski à conclure avec le général Berg une convention militaire dont ils se portaient tous garants.

Dans une lettre adressée au maréchal Paskewitch, Malachowski expliqua et motiva son intervention, par l'absence du comte Krukowiecki, qui, disait-il, s'était éloigné de Varsovie, sans prévenir les autorités du Gouvernement et de la ville. Il annonçait que, pour éviter l'effusion du sang, l'armée polonaise évacuerait, jusqu'à cinq heures du matin, le pont sur la Vistule et le faubourg de Praga. En conséquence, à partir de cinq heures, l'armée russe pourrait faire son entrée dans la ville et en prendre possession, ainsi que du pont et du faubourg de Praga. Toutes les munitions de guerre seraient livrées aux Russes, à l'exception des effets d'habillement et d'équipement, qui devraient suivre l'armée dans sa retraite sur Plock. « Nous espérons tous, généraux, officiers et soldats, et moi, leur chef, ajoutait-il dans cette lettre, que vous voudrez bien ordonner que l'occupation de Varsovie et de Praga se fasse de manière à ne pas exposer les habitants de la ville aux suites désastreuses d'une occupation de vive force. »

En ce moment, il ne restait plus dans la ville que quelques centaines de trainards à moitié ivres; l'armée, composée de trente-trois mille hommes, avait passé sur la rive droite de la Vistule, et la garde nationale n'était point assez nombreuse pour occuper tous les postes en face de l'ennemi, qui ne songeait pas d'ailleurs à renouveler l'attaque de la veille : on relevait encore les blessés et on enterrait les morts.

Dans le terrible combat qui s'était livré sous les murs de Varsovie, les Russes avaient perdu plus de cinq mille hommes; ils avouaient, en outre, cinq mille blessés, parmi lesquels on comptait un grand nombre d'officiers, outre les généraux Gheismar, Gortchakoff, Martinoff, Nostitz et Sass. La perte des Polonais n'était pas moindre.

Une morne stupeur régnait dans Varsovie, dont les rues étaient désertes et les maisons fermées. Le bruit courut, vers le matin, que la capitulation avait été signée, et que les Russes entreraient à six heures, pendant que l'armée polonaise battait en retraite et faisait halte à Jablona, derrière la Vistule, à deux milles du faubourg de Praga. La garde nationale se retira et se dispersa en silence : les postes qu'elle abandonnait, pour déposer ses armes, furent occupés successivement par les troupes russes, et à dix heures, le maréchal Paskewitch, accompagné du grand-duc Michel, fit son entrée dans la ville, à la tête de l'armée victorieuse.



CLXXXII

La nouvelle de la prise de Varsovie se répandit en un instant à Saint-Pétersbourg, et une illumination générale eut lieu spontanément dans tous les quartiers, avant que cette grande nouvelle fût confirmée par le bruit du canon.

La joie était égale et unanime dans les différentes classes de la population; mais, dès les premiers moments, l'opinion publique se divisa en deux partis bien tranchés, à l'égard des Polonais rebelles, l'un qui demandait une réparation, une punition exemplaires, l'autre qui désirait le pardon et l'oubli.

L'empereur Nicolas appartenait à ce dernier parti, le moins nombreux et le plus faible : il ne s'était jamais laissé emporter à des sentiments de vengeance pendant la durée de la rébellion, et maintenant qu'elle était vaincue, il semblait décidé à jeter un voile sur le passé : « Car, disait-il souvent, les Polonais, si coupables qu'ils soient, sont toujours mes sujets et mes enfants. »

Le feld-maréchal Paskewitch d'Érivan avait envoyé à l'empereur le journal des dernières opérations de l'armée



avec toutes les pièces relatives à la prise de Varsovie. Ces pièces furent publiées *in extenso* dans un supplément du journal officiel.

On remarquait parmi elles la lettre du comte Krukowiecki à l'empereur, laquelle avait été la base de la capitulation consentie par le général en chef de l'armée russe, mais non signée par la Diète de Pologne, ni par le président du gouvernement polonais, ni par le général en chef de l'armée polonaise; car on ne pouvait considérer comme un traité régulier les dernières lettres du généralissime comte Malachowski au maréchal Paskewitch, lettres dans lesquelles il s'était borné à énoncer les conditions qui devaient être signées d'une manière définitive par les généraux Krukowiecki et Berg.

Cet acte authentique de pacification ne fut jamais signé et n'exista qu'en projet; Krukowiecki, resté à Varsovie sans être recherché ni inquiété par les autorités russes, se refusa toujours absolument à donner sa signature, quoiqu'il l'eût promise deux ou trois fois : « Je me couperais plutôt la main! » répétait-il avec obstination, lorsqu'on lui demandait cette signature, pour régulariser la capitulation de Varsovie.

Le général Prondzynski, quartier-maître de l'armée polonaise, qui avait représenté le Gouvernement et surtout le président Krukowiecki dans ces interminables négociations, avait été si chagrin et si honteux du rôle étrange qui pouvait lui être attribué d'après les apparences, qu'il voulut se justifier lui-même auprès du grand-duc Michel.

— J'ai donné deux fois à Votre Altesse impériale, dit-il noblement, ma parole d'honneur à faux; j'ai garanti de ma personne, comme je croyais y être autorisé, la conclusion d'un arrangement avec le général Krukowiecki, arrange-



ment, dont, malgré tous mes efforts, je n'ai pu obtenir la signature; j'ai peut-être ainsi contribué au salut de la ville par ces promesses solennelles, qui pourtant ne se sont pas réalisées. Je ne veux pas accuser ceux qui m'ont placé dans cette triste situation, ni essayer de me justifier, mais je dois une réparation à Votre Altesse impériale, je me la dois à moi-même. C'est pourquoi je viens me mettre à la disposition de Votre Altesse.

Le grand-duc Michel lui prit la main, en disant avec bonté :

— Général, vous garderez les arrêts jusqu'à ce que j'aie fait votre réconciliation avec l'empereur, votre auguste souverain.

Paskewitch croyait, cependant, que la convention verbale, échangée entre lui et Malachowski, s'exécuterait de part et d'autre; que l'armée polonaise se rendrait immédiatement dans le palatinat de Plock, pour y mettre bas les armes, et que la soumission de la Pologne était dès lors un fait accompli. L'empereur le croyait aussi et les instructions nouvelles qu'il avait transmises simultanément à Paskewitch et au grand-duc Michel, émanaient exclusivement d'un esprit de conciliation et de clémence; l'empereur disait, en propres termes, dans une lettre à son frère, « qu'une douce fermeté achèverait heureusement l'œuvre de son armée triomphante; que l'amnistie serait à peu près générale; que le pardon devait être la conséquence du repentir, et que les Polonais, rentrés dans le devoir, n'auraient pas à craindre ni à regretter d'autres pertes et d'autres malheurs que ceux qu'ils avaient soufferts par leur faute pendant cette fatale période de rébellion et de guerre fratricide. »

« Faites bien comprendre aux Polonais, ajoutait-il dans la même lettre, que le père de famille, lors même qu'il se



voit forcé de punir ses enfants leur conserve toute son affection et ne demande qu'à leur pardonner. »

Un gouvernement provisoire, institué à Varsovie, composé de huit membres, moitié russes et moitié polonais, devait être chargé, sous la présidence du secrétaire d'État Engel, de réorganiser l'administration civile et de réaliser les intentions généreuses de l'empereur.

Nicolas, qui durant la guerre avait été très-sobre de récompenses et surtout de témoignages de satisfaction à l'égard des généraux et des officiers de l'armée active, s'empressa de payer, en quelque sorte, un arriéré de reconnaissance. Dès que la Pologne fut soumise, il adressa d'abord cet ukase au Sénat-dirigeant :

« Voulant signaler les services distingués et le brillant fait d'armes du commandant en chef de l'armée active feld-maréchal comte Paskewitch d'Érivan, qui a emporté d'assaut, les 25 et 26 août dernier (6 et 7 septembre, nouv. st.), les nombreuses fortifications de la ville de Varsovie et cette ville elle-même, nous l'élevons, lui et sa postérité, à la dignité de prince de l'Empire de toutes les Russies, avec le titre d'Altesse, et lui ordonnons de prendre désormais le nom de ***Prince de Varsovie comte Paskewitch d'Érivan.*** »

Il écrivit ensuite de sa main la lettre la plus affectueuse à Paskewitch, en le nommant gouverneur général de Pologne et en lui assignant une pension de 100,000 roubles; car il n'avait plus à lui conférer dans les ordres de l'Empire un grade supérieur à ceux que l'illustre général avait obtenus déjà par ses actions d'éclat et ses victoires.

Nicolas ne pouvait songer à récompenser, d'une manière honorifique, son frère le grand-duc Michel, qui dans cette



rude campagne de Pologne avait fait preuve de tant d'intelligence militaire, de tant d'énergie morale, de tant de courage personnel. Le bruit avait couru, à Saint-Pétersbourg et même à la cour, que le grand-duc succéderait au césarévitch Constantin, non-seulement comme chef suprême de l'armée polonaise, mais encore en prenant le titre de vice-roi de Pologne. Mais le grand-duc Michel, averti des projets que l'empereur pouvait méditer à cet égard, avait tout fait pour l'en détourner, et il était parvenu à lui faire comprendre, par l'exemple même de leur frère Constantin, que l'établissement d'une vice-royauté en Pologne serait une diminution de l'autorité impériale dans ce pays qui n'avait rien de plus à cœur que de garder son autonomie et sa nationalité.

L'empereur s'était donc rendu aux sages représentations de son frère, en se rappelant que le grand-duc Constantin, par ses actes personnels et surtout par le caractère que la malveillance leur avait prêté si perfidement, avait été, à son insu, une des causes déterminantes de l'insurrection polonaise. Il fut donc arrêté en principe que le maréchal Paskewitch, comme gouverneur général de Pologne, aurait les pouvoirs les plus étendus et remplirait en réalité le rôle d'un vice-roi, sans en avoir le titre.

L'empereur, qui achevait de régler la succession de son frère Constantin, ordonna, par un ukase adressé au Sénat en date du 29 août/10 septembre 1831, d'ajouter aux titres du grand-duc héritier celui de *césarévitch*, conformément aux statuts fondamentaux, concernant les droits, honneurs et prérogatives des membres de la famille impériale.

Le moment était venu de remettre en vigueur l'ukase, par lequel l'empereur, après la mort d'Alexandre I[er], avait donné en propriété indivise aux grands-ducs Constantin et



Michel le palais d'Oranienbaum avec toutes ses dépendances; le grand-duc Michel n'avait pas voulu à cette époque accepter la moindre part dans un droit de propriété qu'il regardait comme appartenant exclusivement à Constantin; il refusa même de se réserver la moitié des villages et des riches domaines qui dépendaient de ce palais impérial. Mais, Constantin étant décédé, l'empereur décida, par un nouvel ukase en date du 25 septembre/7 octobre, que tous les biens qui, sous le dernier règne, avaient formé les dépendances d'Oranienbaum, deviendraient la propriété du grand-duc Michel et de ses héritiers. Il réincorpora seulement, dans les dépendances du palais de Gatchina, plusieurs terres et villages qui avaient été légués par Paul Ier au grand-duc Constantin.

La princesse de Lowicz, qui ne conservait rien des propriétés territoriales que son mari avait eues en Russie et en Pologne, devait vivre dans la famille impériale, avec une pension viagère analogue à son rang.

L'empereur avait eu, peu de temps auparavant, une longue et secrète conversation avec la princesse, au sujet d'un acte authentique que Constantin s'était engagé à laisser après lui, pour dévoiler les motifs qui l'avaient dirigé dans sa renonciation au trône, et les véritables causes de la conduite, étrange en apparence et encore inexpliquée, qu'il avait tenue à l'époque de l'avénement de son frère Nicolas. La princesse de Lowicz se souvenait, en effet, que cet acte, dont elle ne connaissait pas la teneur, avait été préparé selon les intentions du grand-duc; elle l'avait même vu, renfermé dans plusieurs plis cachetés, et portant cette inscription : « A mes chers compatriotes! De la part de Son Altesse impériale le césarévitch et grand-duc Constantin, déclaration solennelle. » Ces papiers précieux avaient peut-



être été enlevés ou détruits pendant l'insurrection de Varsovie, car ils étaient déposés au fond d'un tiroir de la table de Constantin, dans son cabinet de travail, au palais du Belvédère.

La princesse écrivit au général Kuruta, qui avait dû connaître au moins l'existence de ces papiers, en sa qualité de confident et d'ami du grand-duc. Le général était alors à Varsovie; il prit des renseignements, il fit des recherches, et il découvrit, dans un tiroir de la table à demi brisée, qui avait fait partie des meubles du cabinet de Constantin, quatre cahiers de son écriture, contenant le même texte et portant chacun l'inscription que la princesse de Lowicz se rappelait avoir lue. Cette déclaration solennelle, rédigée en vue d'une publication posthume, était accompagnée de deux lettres du grand-duc, sans date, adressées, l'une à son frère Nicolas, l'autre à sa mère, l'impératrice Marie Féodorovna, pour les prier de mettre au jour, après sa mort, l'acte par lequel il soulevait le voile qui couvrait encore l'origine de son désistement volontaire, en vue de la couronne héréditaire de Russie. Le général Kuruta, hésitant sur l'usage qu'il fallait faire de ces papiers d'État, les envoya secrètement au prince Pierre Volkonsky, en l'invitant à les remettre à l'empereur. La princesse de Lowicz n'existait plus alors.

L'empereur lut ces papiers avec émotion, avec admiration : jamais son frère Constantin ne lui était apparu sous un jour plus digne et plus favorable, que dans cette déclaration solennelle, adressée à tous les Russes, mais surtout à la famille impériale; ses larmes avaient plus d'une fois mouillé les caractères tracés de la main de son frère défunt, lorsqu'il en vint à la fin de sa lecture. Le mémoire se terminait par ces belles et touchantes paroles :



« J'ai épanché mon cœur pour alléger le poids qui l'oppressait, et, ayant la conscience pure, j'espère conserver à jamais la confiance de mon auguste frère, l'empereur Nicolas; j'espère aussi conserver l'affection de mes compatriotes, car mes services de trente ans ont toujours été signalés par la confiance illimitée de mes souverains, de mon auguste père et de mes frères, et tous mes efforts, comme ma vie entière, ont été purs et désintéressés. J'ai renoncé à mes droits, sans transgresser mes devoirs. La grandeur et la gloire de la Russie, basées sur la prospérité de l'Empire, seront jusqu'à ma mort l'unique but de mon existence. »

— Et voilà l'homme que les Polonais calomnient! s'écria l'empereur, en gémissant; voilà le prince qu'ils ont voulu assassiner!

Nicolas ordonna au prince Volkonsky de garder ces papiers, en attendant qu'il fût possible de les publier d'une manière utile et convenable; mais ils restèrent ignorés jusqu'à la mort du dépositaire, en 1852, soit que ce ministre les eût égarés à son tour, soit que l'empereur eût jugé à propos de les tenir cachés, comme un secret de famille qui appartiendrait un jour à l'histoire.

Toutes les personnes qui avaient fait partie de la maison de Constantin et qui s'y étaient distinguées par leurs loyaux services, furent distribuées, de la main même de l'empereur, dans les maisons des princes et des princesses de la famille impériale; les uns reçurent des grades et des décorations; les autres, des titres et des pensions. Le général d'infanterie Kuruta, l'aide de camp favori du grand-duc défunt, fut nommé chevalier de Saint-Georges, et le général-major Fenshawe, son fidèle chambellan, eut la croix de

Sainte-Anne. L'un et l'autre, quoique Polonais, s'étaient signalés par leur dévouement et leur bravoure dans la guerre de Pologne.

Presque tous les généraux qui, durant le cours de cette guerre, avaient été nommés avec distinction dans les rapports du général en chef, eurent part à cette première distribution de récompenses. L'ordre de Saint-Georges de première classe fut décerné au général de cavalerie Kreutz, au général d'infanterie Rosen, au général d'artillerie Soukhozanet, aux lieutenants-généraux Nostitz, Nabokoff, Manderstern, Ougrumoff, Neidhart, Golowine; l'ordre de Sainte-Anne de première classe, aux généraux-majors Dellingshausen et Zaborniski; l'ordre de Saint-Vladimir, au prince Schakhowskoï; l'ordre de Saint-Alexandre Newsky, enrichi de diamants, aux lieutenants-généraux Gortchakoff et Krassowski, etc.

Avec les décorations, les grades. L'ordre du jour, en date du 5/17 septembre, avait promu, « pour s'être distingués à l'assaut de Varsovie, » le général-major Berg, au grade de lieutenant-général; le capitaine des gardes à cheval Souwaroff, au grade de colonel. L'aide de camp général prince Gortchakoff était nommé chef d'état-major de l'armée active, à la place du général Toll, et l'aide de camp général Berg, quartier-maître de l'armée active, en remplacement de Neidhart, qui venait de reprendre son poste auprès de l'empereur.

Quant au général Toll, qui n'avait cessé de prendre part à cette laborieuse campagne, pendant laquelle lui incombaient la plus lourde charge et la plus grave responsabilité, c'est-à-dire la combinaison de tous les plans stratégiques, sa mauvaise santé l'avait forcé de demander à l'empereur l'autorisation de se retirer du service. Le res-

crit suivant, que lui adressa Nicolas, fut le couronnement de sa longue carrière militaire :

A l'aide de camp général, général d'infanterie, comte Toll.

« Pendant la guerre actuelle contre les rebelles polonais, vous avez, avec cette infatigable activité qui vous distingue et avec le zèle le plus ardent, rempli, à Notre entière satisfaction, et dans le véritable intérêt de Notre service, les vastes et laborieux devoirs de votre place de chef d'état-major de l'armée active; apportant dans votre administration le plus grand esprit d'ordre, ainsi que les dispositions les plus sages, et donnant personnellement, dans le combat, un exemple de valeur inébranlable et d'intrépidité, le plus digne d'être pris pour modèle. Par une conduite aussi glorieuse, dont les feld-maréchaux comte de Diebitsch-Zabalkansky et prince de Varsovie comte Paskewitch d'Érivan Nous ont plus d'une fois rendu témoignage, vous avez acquis des droits à Notre éclatante reconnaissance. Voulant vous donner une marque distinguée de Notre gratitude, Nous vous nommons chevalier de l'ordre de Saint-André, dont Nous vous adressons ci-joints les insignes, en vous assurant de la haute bienveillance avec laquelle Nous sommes toujours votre affectionné,

« Nicolas.

« Tzarskoé-Sélo, le 11 (23, nouv. st.) septembre 1831. »

Un autre rescrit, adressé sous la même date à l'aide de camp général comte Pahlen, commandant du 1er corps d'infanterie dans l'armée d'opération, répondit au sentiment unanime de l'armée, qui avait été témoin de la bravoure héroïque de ce général, marchant et combattant à la



tête de ses troupes, et qui lui attribuait plus qu'à tout autre, non-seulement le succès de la bataille de Varsovie, mais encore la prise de cette ville, puisqu'il en avait emporté d'assaut les fortifications et occupé les faubourgs, avant que Varsovie eût capitulé.

Au commandant du 1er corps d'infanterie, aide de camp général, général de cavalerie, comte ***Pahlen.***

« La brillante valeur et l'intrépidité exemplaire qui depuis longtemps ont rendu votre nom célèbre dans les rangs de Notre armée, n'ont pas moins illustré la glorieuse carrière de vos services dans la guerre actuelle, que la sagesse de vos mesures et la rigoureuse exactitude dans l'exécution des mouvements et des opérations dont vous étiez chargé. Guidant avec une bravoure éclatante, de victoire en victoire, les troupes confiées à votre commandement, vous avez, dans le mémorable assaut des fortifications de Varsovie, les 25 et 26 août dernier (6 et 7 septembre, nouv. st.), opéré avec elles des prodiges de valeur et enlevé une grande partie de ces fortifications, au milieu d'un combat constamment soutenu avec acharnement et malgré la défense la plus désespérée. Voulant signaler d'aussi grands services, dont le commandant en chef de l'armée active Nous a rendu témoignage, et vous donner une marque de Notre juste reconnaissance, Nous vous nommons chevalier de l'ordre de Saint-André, dont Nous vous envoyons ci-joints les insignes, en vous assurant de la haute bienveillance avec laquelle Nous sommes pour toujours votre affectionné,

« NICOLAS.

« Tzarskoé-Sélo, le 11 (23, nouv. st.) septembre 1831. »



Mais l'empereur venait d'apprendre avec douleur, et non sans indignation, que la capitulation de Varsovie n'était pas exécutée; que les différents corps de l'armée polonaise, loin de faire leur soumission et de se retirer dans le gouvernement de Plock pour y attendre les ordres de leur légitime souverain, s'étaient refusés à reconnaître les termes de la convention acceptée par le comte Krukowiecki, et que les membres de la Diète, qui avaient transporté un fantôme de gouvernement au milieu de l'armée nationale, projetaient de continuer l'insurrection et la guerre.

Le maréchal Paskewitch n'avait pas caché plus longtemps à l'empereur ce qu'il considérait comme une espèce de trahison. Dès qu'il s'était convaincu que les chefs des troupes rebelles cherchaient à gagner du temps pour se mettre en mesure de reprendre l'offensive, en donnant pour base à leurs opérations ultérieures une place forte comme Modlin ou Zamosc, il avait déclaré que le traité de Varsovie, n'ayant pas été signé et n'étant pas observé par ceux-là mêmes qui prétendaient s'en faire une arme ou un bouclier, n'existait plus; en conséquence, il ne se voyait pas tenu d'accorder aux rebelles l'armistice de quarante-huit heures qu'on lui avait demandé, sous prétexte d'effectuer leur retraite; il se croyait en droit de retenir les effets d'habillement et d'équipement, qu'il avait consenti à leur laisser enlever des magasins de Varsovie.

Une nouvelle mission pacificatrice fut pourtant confiée au général-major Berg, qui se rendit au quartier-général des troupes rebelles, pour les sommer encore une fois de se soumettre aux conditions du traité, renfermées dans la lettre autographe de Krukowiecki à l'empereur, et dans les lettres du généralissime Malachowski à Paskewitch.

Malachowski, il est vrai, avait dû donner sa démission,



comme Krukowiecki, sous la menace des plus implacables ressentiments; il avait été remplacé par le général Rybinski, qui n'agissait, dans tous les actes de son commandement, que par l'impulsion du président Niemoïowski. Le vieux Malachowski s'était donc retiré tout chargé des malédictions de l'armée polonaise, qu'il avait sauvée en ajoutant une adhésion écrite aux préliminaires de la capitulation de Varsovie, acceptée par Krukowiecki : on les réunissait tous deux dans la même haine, et tous deux, malgré les preuves incontestables qu'ils avaient données de leur patriotisme et de leur désintéressement, étaient flétris du nom de traîtres!

Le général Berg eut une première conférence avec le général Dembinski et le général Leduchowski, commandant de Modlin, conférence qui n'amena aucun résultat. Dans une seconde conférence avec le général Rybinski, en présence de plusieurs témoins, Berg put se convaincre que les Polonais ne se regardaient pas comme soumis ni comme vaincus. On lui demandait un armistice : il annonça que le maréchal Paskewitch ne l'accorderait qu'après l'évacuation de Modlin et de Zamosc, avec remise des munitions de guerre qui se trouvaient dans ces deux places fortes.

Les pourparlers durèrent pendant deux jours au quartier-général des rebelles. Ceux-ci étaient toujours sous l'influence de l'exaltation révolutionnaire qu'entretenaient parmi eux les membres les plus fanatiques et les plus compromis de la Diète : leur audace et leurs prétentions augmentaient de jour en jour; ils en vinrent à déclarer que la nation polonaise était à peine affaiblie par la prise de Varsovie, et qu'ils ne réclamaient un armistice que dans le but d'entamer des négociations sérieuses pour la pacification des deux nations belligérantes. Berg se contenta, pour toute



réponse, d'envoyer à Rybinski copie de la lettre à l'empereur, dans laquelle Kıukowiecki avait déclaré, en termes formels, que la nation polonaise se soumettait, sans aucune condition, à son souverain.

Il y eut encore d'autres conférences, où le général Rybinski entretint le plénipotentiaire russe des projets de campagne les plus extravagants, en prêtant même, par moments, à ses discours, le caractère de la menace la plus arrogante.

Paskewitch, avant d'adresser une dernière fois à Rybinski la sommation de mettre bas les armes, avait concentré près de Modlin une partie des troupes qui n'étaient plus utiles à Varsovie, et il faisait surveiller par des forces imposantes les débris de l'armée polonaise, qui s'élevait encore à plus de trente-cinq mille hommes.

CLXXXIII

La malheureuse capitale de la Pologne, ruinée et si durement éprouvée par plus de neuf mois de révolution, semblait avoir repris déjà son aspect d'ordre et de tranquillité.

Les personnes et les propriétés avaient été sauvegardées; aucun excès n'avait signalé l'occupation de la ville par les troupes russes qui donnèrent, comme toujours, l'exemple de la discipline la plus régulière et de la plus généreuse mansuétude. Le général de cavalerie comte de Witt était nommé provisoirement gouverneur, et le général d'artillerie, baron Korff, commandant militaire de Varsovie. Le feld-maréchal avait pris toutes les mesures convenables pour garantir la sûreté individuelle des habitants et pour mettre en vigueur les autorités légales. On procéda d'abord au désarmement de la garde nationale; on supprima les clubs et toute réunion suspecte; on exerça sur la presse une surveillance rigoureuse; les tribunaux furent rétablis avec leurs attributions; les propriétaires, connus par la sagesse de leurs opinions et désignés par leur conduite honorable pendant la rébellion, furent choisis d'office pour remplir des postes de confiance; tous les employés de l'admi-



nistration civile restèrent provisoirement en fonctions; les boutiques s'étaient rouvertes et les rues offraient une physionomie assez animée, quoique la population eût diminué de plus de vingt-cinq mille âmes depuis l'insurrection du 29 novembre 1830.

Dans les premiers jours, on n'inquiéta, on n'emprisonna personne; cependant une commission spéciale avait été formée, qui devait décider à huis clos quels étaient ceux à qui on pourrait permettre le séjour de la ville et ceux qu'il fallait en expulser. Un grand nombre d'officiers de l'armée polonaise avaient, de leur propre mouvement, remis l'épée dans le fourreau et s'étaient rendus à Varsovie avec l'espoir d'y être protégés par la capitulation qui semblait les couvrir d'une amnistie générale. Leur nombre s'élevait à plus de sept cents, et il en arrivait tous les jours. Le journal officiel de Varsovie publia les noms de tous les généraux qui n'avaient pas suivi l'armée polonaise, et l'on remarquait, parmi ces noms, ceux de Krasinski, Moletski, Krukowiecki, Rautenstrauch, Bontemps, etc. Quant aux soldats de l'armée rebelle qui avaient quitté leurs drapeaux, ils étaient au nombre de plusieurs milliers, et comme ce nombre tendait à s'accroître de jour en jour, on fut obligé de les interner hors de la ville, et on les employa, concurremment avec les soldats russes, à démolir les fortifications de Varsovie.

Le corps d'armée de Ramorino fut le premier que le maréchal Paskewitch voulut faire disparaître, pour l'empêcher de venir renforcer le principal corps d'armée des rebelles, que Rybinski avait conduit sous les murs de la forteresse de Modlin. Ramorino, que les généraux Rosen et Golowine, suivant leurs instructions, avaient éloigné de Varsovie, en simulant une retraite forcée jusqu'à Brzesc,



était revenu, avec une inexplicable lenteur et par de longs détours, à Kaluszyn et y avait établi son quartier-général, au lieu de poursuivre sa marche sur Praga, lorsqu'il aurait pu franchir en quelques heures les douze lieues qui le séparaient de la capitale. On comprend que les accusations de trahison n'aient pas épargné ce général, après la triste issue de son expédition.

Ramorino, il faut le dire, n'était pas libre dans les actes de son commandement; il avait autour de lui le prince Adam Czartoryski, le comte Gustave Malachowski et plusieurs membres de la Diète, appartenant tous au parti conservateur; c'étaient ces sénateurs et ces nonces qui réglaient tous les mouvements du corps expéditionnaire, et Ramorino ne faisait qu'exécuter leurs volontés. Ils avaient eu l'intention d'attendre les événements loin de Varsovie, qu'ils laissaient à la merci du parti d'action, soit qu'ils pensassent que ce parti seul fût capable de défendre la capitale contre la grande armée russe, soit qu'ils eussent à cœur de se séparer absolument des hommes de la faction révolutionnaire. On s'explique ainsi comment Ramorino n'avait pas obtempéré aux ordres réitérés du président Krukowiecki, en ramenant son corps à la défense de la capitale.

Quand Ramorino apprit que Varsovie avait capitulé, après deux jours de combats meurtriers, il recevait, en même temps, du généralissime Malachowski, l'ordre de rejoindre l'armée polonaise à Modlin. Le prince Czartoryski et ses amis se réunirent alors en conseil de guerre et ils ne permirent pas à Ramorino d'obéir au général en chef, car ils savaient que le nouveau président Niemoïowski, qui se trouvait, avec les membres les plus violents de la Diète, au milieu de l'armée, se proposait de transporter le gouver-



nement dans le palatinat de Plock. Ils eurent la pensée de se constituer eux-mêmes en gouvernement national, et ils invitèrent Ramorino à passer le Wieprz pour se rendre à Zamosc où ils pouvaient espérer de se maintenir longtemps, lors même qu'ils y seraient assiégés par toute une armée. Mais les généraux russes avaient manœuvré de manière à s'opposer au passage du corps de Ramorino, lequel commençait d'ailleurs à manquer de subsistances et de munitions.

Un nouvel ordre du généralissime Malachowski, pour rappeler Ramorino et ses troupes sous le canon de Modlin, n'eut pas plus de succès que les ordres précédents. On prétendit que cet ordre avait subi un retard de vingt-quatre heures. Quoi qu'il en soit, Ramorino était en marche sur Lukow, avec l'intention bien arrêtée de passer le Wieprz, quand il se vit obligé de changer de plan et de route, pour ne pas se trouver pris entre trois corps de l'armée russe commandés par les généraux Rosen, Dockthoroff et Kaïsaroff. Ses soldats avaient cru qu'on les ramènerait à Varsovie pour participer au bénéfice de la capitulation. Dès qu'ils virent qu'on s'éloignait de plus en plus de la capitale, un grand nombre d'entre eux abandonnèrent leurs drapeaux, et beaucoup jetèrent leurs armes. Les forces de Ramorino se trouvèrent réduites à huit ou neuf mille hommes en vingt-quatre heures.

Le général Rosen s'était mis à la poursuite de Ramorino et ne le perdait pas de vue, sans toutefois en venir aux hostilités. Dans la soirée du 14 septembre, le général Krassowski, chef de l'état-major de la 1re armée russe, apporta lui-même, de la part de Paskewitch, l'ordre d'attaquer immédiatement. Ramorino, par le conseil des membres de la Diète qui le dirigeaient, avait envoyé un parlementaire pour demander un armistice. On lui répondit:

que, n'ayant pas exécuté la convention de Varsovie en temps utile, il n'avait plus qu'à faire sa soumission absolue à l'empereur.

Ramorino, serré de près par Rosen, auquel le général Golowine s'était réuni, renonça brusquement à gagner Zamosc et eut l'idée de traverser la Vistule pour rejoindre le corps de Rozycki, qui tenait en échec, disait-on, le corps de Rudiger sur la rive gauche, aux environs de Radom. Il s'engagea donc au milieu des marais, sur une route étroite, coupée par des ponts et des digues, qui pouvaient former un obstacle insurmontable devant l'ennemi; mais ces digues et ces ponts furent si mal défendus, que les Russes arrivèrent à Oppolie presque en même temps que les rebelles. Il y eut à Oppolie un combat très-acharné, dans lequel la cavalerie russe, après avoir résisté aux charges redoublées de la cavalerie polonaise, força celle-ci de se retirer en désordre et fondit sur l'infanterie qu'elle mit en pleine déroute.

Ramorino avait envoyé à Rozycki plusieurs émissaires, pour le prier, en s'approchant de la Vistule, de manœuvrer de concert avec lui, ; mais ces émissaires, soit négligence, soit trahison, ne s'abouchèrent avec Rozycki que quand il n'était plus temps de porter secours à Ramorino. Celui-ci avait détaché le général Zawadski qui devait occuper le pont volant que les Russes avaient jeté sur la Vistule, à Ianowiec, pour les communications de leurs corps d'armée; ce pont n'avait pas été détruit, et Zawadski eut le bonheur de s'en rendre maître; mais, par une légèreté inexplicable, il ne chercha pas à s'y maintenir jusqu'à l'arrivée de Ramorino.

L'ordre avait été donné de préparer deux ponts simultanément à Iosephow et à Zawichost, où le passage du fleuve devait s'effectuer plus facilement avec le concours de Ro-



zycki. On ne recevait pourtant aucune nouvelle de ce général. Le prince Adam Czartoryski, Gustave Malachowski et leurs collègues de la Diète, avaient pris les devants pour se rendre auprès de Rozycki, et pour hâter son mouvement offensif sur la haute Vistule.

Ramorino fut bien surpris de voir paraître, non pas Rozycki qu'il attendait d'une heure à l'autre, mais Zawadski qu'il supposait passé de l'autre côté du fleuve, ou du moins fortement établi en avant du pont de Ianowiec. Zawadski revenait, de son expédition avortée ou inachevée, avec la certitude de profiter de la pacification générale qu'on lui avait annoncée comme la fin des opérations militaires.

Ramorino avait l'intention de se fortifier à Iosephow, pendant la construction du pont; mais il ne put s'y défendre que quelques heures; il continua sa retraite, dans la soirée du 16 septembre, à travers des marais qui n'arrêtèrent pas la poursuite des Russes. Le 17, au matin, Ramorino était arrivé le premier à Rachow et il fit mettre en batterie sur les hauteurs toutes les pièces qu'il n'avait pas abandonnées en route. Le feu des batteries russes ne lui permit pas de conserver ses positions; il recula, en combattant, de Rachow jusqu'à Zawichost, et n'essaya pas longtemps de faire face à l'ennemi, qui était trois fois supérieur en nombre, et qui menaçait de l'envelopper. Le pont qu'il espérait trouver à Zawichost était à peine commencé, et, pour l'achever, on attendait de Sandomir les matériaux nécessaires.

Ramorino, découragé, ne recevant pas de nouvelles de Rozycki, se dirigea sur Kossin, et mit en bataille le reste de ses troupes, couvertes par son artillerie, à deux cents pas de la frontière d'Autriche. Rosen le fit sommer de se rendre à discrétion : Ramorino répondit à coups de canon, et, après un simulacre de combat, il entra sur le territoire



de la Gallicie, avec quelques milliers d'hommes qui lui restaient, et qui furent plus tard désarmés par les Autrichiens.

Le jour même où les débris du corps de Ramorino se retiraient en Gallicie, après sept jours consécutifs de marches et de contre-marches, entremêlées de combats sanglants, les deux détachements commandés par Rozycki et par Kaminski, sur la rive gauche de la haute Vistule, cessèrent d'être protégés par l'armistice que le général Rudiger avait consenti à leur accorder jusqu'à ce que les effets de la capitulation de Varsovie fussent mieux connus.

Le feld-maréchal Osten-Sacken, commandant en chef de la 1[re] armée, envoyait à Rudiger le général Krassowski, avec des instructions qui avaient pour objet d'empêcher l'État libre de Cracovie de favoriser secrètement la continuation de la guerre dans le palatinat de Sandomir.

Rozycki et Kaminski n'avaient pas sous leurs ordres plus de sept à huit cents hommes; mais le premier de ces deux généraux était énergique et entreprenant : il organisa une levée en masse dans le pays qu'il parcourait avec sa cavalerie, et il comptait avoir rassemblé, avant la fin du mois, trente-quatre régiments de volontaires avec lesquels il se faisait fort d'entretenir la guerre, malgré la reddition de Varsovie; il n'eut pas le temps de donner suite à ses projets.

Rozycki et Kaminski, pour n'être pas réduits à l'impuissance par les forces de Rudiger, qui ne se mit en mouvement qu'après avoir opéré sa jonction avec Rosen et Dockthoroff, résolurent de se séparer, à l'effet de manœuvrer isolément, soit en s'éloignant de la Vistule, soit en s'en rapprochant, sans se laisser couper par l'ennemi, qui disposait de plus de vingt mille hommes; les deux chefs polonais se promettaient de se réfugier sur le territoire de Cracovie, toutes



les fois qu'ils se verraient en danger d'être atteints et forcés de déposer les armes, et ils croyaient pouvoir ensuite rentrer en Pologne et prolonger les hostilités.

Le feld-maréchal Paskewitch avait été averti de ce plan de campagne, et, dans un ordre du jour adressé à Rudiger, il déclarait que, « comme l'État de Cracovie avait participé jusqu'à un certain point aux désordres de la révolution de Pologne, il ne ferait qu'user du droit de la guerre en faisant au besoin occuper militairement le territoire de cet État, placé sous la protection de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse. »

Rozycki avait été rejoint par le brave général Skrzynecki, lequel s'était échappé de Varsovie, sous un déguisement, pour venir mettre son épée au service de sa patrie, et par le prince Adam Czartoryski et les autres membres du parti conservateur, qui n'avaient pas voulu sortir de Pologne avec Ramorino. Rozycki eut l'adresse de se soustraire à l'influence de ces meneurs politiques, et de les congédier, en les invitant à transporter à Cracovie le siége du gouvernement polonais; il n'accepta pas, de peur de se compromettre vis-à-vis de ses soldats, les offres généreuses de Skrzynecki que des circonstances malheureuses avaient rendu suspect à tout le monde. D'ailleurs, par un étrange concours de circonstances, le plus implacable ennemi de Skrzynecki, le farouche Joseph Zaliwski, venait d'arriver au quartier-général.

Zaliwski, après la chute de Varsovie, n'avait pas voulu se rendre aux ordres réitérés du généralissime Rybinski, qui l'appelait à Modlin; son détachement, imitant sa désobéissance, avait refusé de le suivre dans le Cracoviat, pour y commencer la guerre de partisans, et l'avait abandonné, à l'exception de deux ou trois de ses officiers.



La présence de ces rivaux et de ces adversaires irréconciliables avait failli amener des scènes sanglantes et créer d'inextricables embarras : Rozycki se débarrassa d'abord de Joseph Zaliwski, en l'envoyant à dix lieues de là reconnaître les positions des Russes; il fit conduire, sous escorte, jusqu'à Cracovie, le général Skrzynecki, qui pleurait comme un enfant, en demandant à mourir les armes à la main pour son pays. Quant au prince Czartoryski, à Gustave Malachowski et aux autres nonces, ils furent obligés de se cacher sous divers déguisements, pour franchir la frontière.

Il y avait déjà une réunion importante d'exilés polonais, à Cracovie, lorsque Rozycki, que le lieutenant-général Rudiger mettait en demeure de se soumettre sur-le-champ, passa de la voie des négociations à celle des armes, avec l'espoir de continuer quelque temps une lutte désespérée. Il avait partagé son petit corps en plusieurs groupes qui devaient rayonner dans le palatinat de Sandomir, en provoquant partout la levée en masse et en formant les cadres d'une nouvelle armée insurrectionnelle. Une fabrique d'armes et de munitions de guerre avait été secrètement établie sur le territoire cracovien; l'argent ne paraissait pas devoir manquer aux besoins de l'œuvre patriotique, car une somme de 5 millions de florins, enlevée du trésor de Pologne et de différentes caisses publiques, était dès lors arrivée à Cracovie.

Les deux principales agglomérations de soldats et de volontaires, commandées par Rozycki et Kaminski, se séparèrent alors l'une de l'autre, afin de manœuvrer et d'agir, chacune de son côté; elles devaient se jeter, à la dernière extrémité, en Gallicie.

Rudiger, qui leur donnait la chasse en les poussant vers la frontière, avait également divisé son corps d'armée en



plusieurs détachements, dont le moindre était supérieur en nombre à toutes les forces de Rozycki. Ce dernier, depuis le 20 septembre jusqu'à la fin du mois, eut l'adresse de se maintenir entre Lagow et Pinczow, en se dérobant toujours à la poursuite des Russes, grâce à l'assistance occulte de la population.

Kaminski, poursuivi de plus près par le lieutenant-général Krassowski, fut contraint plusieurs fois d'accepter le combat et laissa sur le champ de bataille la meilleure partie de ses troupes; enfin, il se vit enfermé dans le bourg de Skalmierz, et après un engagement meurtrier, ses soldats brisèrent leurs armes en pleurant et se rendirent prisonniers de guerre. Kaminski eut le bonheur de se sauver avec cinq de ses officiers, qui l'accompagnèrent seuls sur le territoire de Cracovie.

Le général Rudiger, sachant que Cracovie devenait le centre de l'émigration polonaise et le foyer de complots impuissants, envoya le colonel d'état-major Stich, pour demander au Sénat de cet État libre l'extradition des rebelles.

Avant que le Sénat eût formulé une réponse catégorique, Rozycki fut obligé, à son tour, de remettre l'épée dans le fourreau et de se réfugier en Gallicie. Il avait appris la destruction complète de plusieurs des bandes formées sous son inspiration, à Wonchock, à Kielce et à Endzowo; il avait perdu lui-même quinze cents hommes de son arrière-garde dans une rencontre, où le général-major Plokhowo faillit lui couper la retraite sur Miechow. Il ne pouvait plus tenir campagne, et en se dirigeant sur Olkusz, pour passer la frontière, il fit transporter à Cracovie les archives du gouvernement national qu'on avait placées sous sa garde. Il avait encore sous ses ordres dix-sept cents hommes, lorsqu'il



entra en Gallicie, le 25 septembre, sans déposer ses armes.

Aussitôt le général Rudiger ordonna l'occupation de la ville de Cracovie. Les émigrés polonais, qui se croyaient en sûreté dans cette ville libre, eurent le temps d'en sortir et de passer en Autriche, où ils furent surveillés, mais non inquiétés.

Le 27 septembre, à six heures du soir, les premières colonnes du corps d'armée russe occupèrent Cracovie. Rudiger, qui les commandait en personne, adressa au Sénat de Cracovie une déclaration, dans laquelle, après avoir exposé les motifs de cette occupation momentanée, il garantissait la sécurité des personnes, l'inviolabilité des propriétés, et s'engageait à ne pas faire peser sur les habitants les frais de séjour de ses troupes. Il fit saisir au nom de l'empereur toutes les sommes, appartenant à la banque de Pologne et à divers caisses du royaume, que les rebelles avaient enlevées de Varsovie; mais il ne réussit pas à s'emparer des archives du gouvernement révolutionnaire. Il trouva en pleine activité la fabrique d'armes qui avait jusqu'au dernier moment fourni au général Rozycki les moyens d'armer la levée en masse des palatinats de Kalisz et de Sandomir.

Rozycki, sommé de mettre bas les armes et de se rendre à discrétion, ne s'était pas arrêté sur le sol de l'État de Cracovie, avec le reste de ses soldats, qui demandaient encore à combattre; il les avait conduits, malgré eux, en Autriche, où ils furent désarmés et internés. Les officiers seuls eurent l'autorisation tacite de se rendre dans le lieu d'exil qu'ils voudraient choisir hors de l'Allemagne.

Pendant ce temps-là, les négociations, ou plutôt les pourparlers les plus oiseux et les plus inutiles, avaient continué à Iablona et à Modlin, avec le président Niemoïowski et les membres du gouvernement national, qui,



en se voyant au milieu de l'armée polonaise, croyaient pouvoir prolonger la guerre, ou du moins obtenir des conditions plus avantageuses que celles du traité consenti par Krukowiecki.

Paskewitch, en annonçant à l'empereur les tentatives de résistance que Ramorino, Rozycki, Kaminski, et quelques autres généraux renouvelaient dans les palatinats de la Pologne les plus voisins de l'Autriche, n'avait pas hésité à se porter garant du dénoûment prochain et définitif de l'insurrection polonaise : « Avant la fin de septembre, écrivait-il à la date du 4/16 de ce mois, je puis maintenant en avoir la certitude, il ne restera pas un seul rebelle dans tout le royaume de Pologne. »

L'empereur n'en était pas moins indigné de l'obstination des rebelles; il ne pouvait leur pardonner ce que Paskewitch qualifiait hautement de trahison, et ce qui n'avait été, de la part de la Diète nationale, qu'une énergique protestation contre les défaillances du parti conservateur : Krukowiecki, Prondzynski, et le vieux Casimir Malachowski, avaient dépassé leurs pouvoirs et même désobéi aux injonctions formelles de la Diète, pour sauver Varsovie; en agissant ainsi, ils s'étaient sacrifiés eux-mêmes aux intérêts de leurs concitoyens. Il n'y avait eu trahison de personne, et ceux qu'on accusait d'avoir trahi se justifièrent bientôt avec éclat, en refusant d'accepter pour leur propre compte l'amnistie que Paskewich leur offrait gracieusement, suivant le vœu de l'empereur.

Nicolas resta persuadé, néanmoins, que les chefs de la rébellion polonaise avaient feint d'être touchés de sa clémence pour mieux persévérer dans leur révolte; il craignit de voir se rallumer la guerre civile, que la prise de Varsovie aurait dû étouffer, et il se sentit surtout irrité que Ra-

morino, ce général piémontais qui n'avait aucun droit de se mêler des affaires de la Pologne, osât donner aux Polonais le signal d'une nouvelle levée de boucliers contre leur souverain. Il envoya donc au maréchal Paskewitch l'ordre de n'accorder ni paix ni trêve à cet aventurier, et de poursuivre à outrance ses complices.

Certes, si Ramorino eût été pris les armes à la main, dans sa dernière lutte contre l'aide de camp général Rosen, qui ne daigna pas même recevoir ses parlementaires, il aurait passé immédiatement devant un conseil de guerre; mais il eut le bonheur d'échapper à la poursuite de Rosen. Aussi, l'empereur fut très-mécontent d'apprendre que cet étranger avait trouvé un asile en Gallicie, et que les chefs militaires des frontières autrichiennes avaient mis autant de lenteur que de faiblesse à opérer le désarmement du corps de Ramorino. Il avait fallu, en effet, que Rosen adressât des plaintes sérieuses aux autorités locales pour obtenir ce désarmement.

On s'explique ainsi le manifeste que l'empereur fit publier à ce sujet, en Pologne, avec le contre-seing d'un membre de l'ancien conseil des ministres du royaume, le comte S. Grabowski.

« Nous, Nicolas Ier, par la grâce de Dieu, empereur de toutes les Russies, roi de Pologne, etc.,

« Considérant qu'après la prise de Varsovie par nos troupes, et malgré la lettre du comte Krukowiecki au feld-maréchal Paskewitch comte d'Érivan, en date du 7/19 septembre, qui annonçait à ce dernier l'entière soumission de la nation polonaise, le corps d'un étranger, nommé Ramorino, est resté en état d'hostilité contre la puissance légitime rétablie en Pologne, et que, sans avoir égard ni aux

événements bien connus qui ont amené la soumission de ce royaume, ni aux avertissements donnés itérativement audit Ramorino par l'aide de camp baron Rosen, aux fins de l'engager à se soumettre, ce corps d'armée a montré le dessein de prolonger une lutte, considérée comme inutile, même par la noblesse insurgée; qu'il a, en effet, livré bataille à nos troupes et occasionné de nouveau l'effusion du sang, jusqu'au moment où, retiré sur le territoire autrichien, il y a été désarmé par les troupes de Sa Majesté impériale et royale apostolique;

« Considérant, en outre, que, par cette conduite doublement criminelle, le susdit corps a méprisé tous les moyens qui lui étaient offerts en Notre nom, d'effacer, par une prompte soumission, le souvenir de la part qu'il avait prise à l'insurrection, et s'est ainsi rendu indigne du bienfait de Notre amnistie;

« Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

« Les officiers de tout grade qui, pendant les derniers événements de Pologne, ont fait partie du corps sous les ordres de Ramorino et se sont rendus avec lui sur le territoire autrichien, ne pourront plus rentrer ni dans l'empire russe ni dans le royaume de Pologne. Nous Nous réservons cependant de prononcer plus tard sur le sort de ceux que des motifs particuliers pourront faire excepter de la présente disposition.

« Donné à Tzarskoé-Sélo, le 20 septembre (2 octobre, nouv. st.), l'an de Jésus-Christ 1831, et de notre règne le sixième.

« NICOLAS.

« *Par l'empereur et roi* : Comte S. GRABOWSKI. »

Les mêmes mesures d'exception furent étendues successivement, par d'autres manifestes, aux compagnons d'armes



de Rozycki, de Kaminski, et de tous les généraux ou officiers qui avaient essayé d'entretenir la guerre civile sur le sol de la Pologne, et qui s'étaient réfugiés sur le territoire de l'État de Cracovie.

La grande armée polonaise, qui avait transporté de Iablona à Modlin son quartier-général, y resta dans l'inaction la plus complète jusqu'au 20 septembre. Les pourparlers en vue d'une transaction pacifique ne discontinuèrent pas pendant ce temps-là, mais il y avait de part et d'autre une intention réciproque de gagner du temps et de ne rien conclure : la Diète et le gouvernement national, qui s'étaient placés sous la sauvegarde de l'armée, attendaient, d'une part, le résultat de la diversion que devaient opérer les corps de Ramorino et de Rozycki dans les provinces méridionales de la Pologne, et, d'autre part, l'intervention conciliatrice des puissances européennes, surtout de la France, selon des promesses formelles attribuées au général Sébastiani, ministre des affaires étrangères de Louis-Philippe.

Paskewitch comptait sur la défection d'une partie des chefs de la rébellion polonaise et sur le découragement progressif de la masse des rebelles. Tout esprit sage et impartial avait pu prévoir, dès l'origine, que les négociations entamées, ne reposant sur aucune base fixe, seraient tôt ou tard rompues et abandonnées.

« Si l'insurrection et la guerre eussent été convenablement dirigées, dit Lelewel, qui fut un des plus ardents à prolonger la résistance, la perte de la capitale, bien que grave, n'aurait pas amené la chute de la cause nationale. Sous le règne de Jean-Casimir, Varsovie fut occupé par l'ennemi à diverses reprises, et Etienne Czarniecki battu; cependant ce même Czarniecki ne put être dompté, et la capitale fut reconquise. »



Les temps et les hommes n'étaient plus les mêmes; il y avait encore des dévouements, mais le lien patriotique, qui les avait jusque-là rattachés à un centre commun d'action, se relâchait d'heure en heure et tendait à se briser; car, depuis la prise de Varsovie, tout ce qui avait fait la force de l'insurrection nationale, les femmes, les étudiants, les ecclésiastiques, les ouvriers, semblaient neutres, inertes, muets, découragés. On pouvait donc considérer comme définitive et irrévocable la soumission de la Pologne, quoique la Diète révolutionnaire siégeât encore, à Modlin, au milieu d'une armée.

CLXXXIV

Aussitôt que l'armée polonaise était arrivée sous les murs de Modlin, diminuée déjà de cinq ou six mille hommes qui étaient retournés dans leurs foyers, le président Niemoïowski avait réuni en conseil de guerre tous les chefs de corps, pour les prier de nommer un nouveau généralissime, à la place de Casimir Malachowski ; c'était rouvrir la porte à des débats inextricables.

—Quand donc finiront ces éternelles discussions qui nous ont été déjà si funestes ! s'écria Dembinski. N'avons-nous pas un général en chef que nous respectons tous? Ce qu'il nous faut, c'est un Gouvernement fort qui réunisse à la fois dans sa main les pouvoirs civils et militaires.

Le vieux Malachowski donna lui-même sa démission, en disant : « Un général, qui a souscrit à la capitulation de Varsovie, n'est plus digne de commander; il doit se faire tuer sur le champ de bataille, pour expier un acte de faiblesse, qui a pourtant sauvé la ville et ses habitants. »

Ces paroles émurent l'assemblée qui admira le patriotisme de l'illustre vieillard, et Rybinski, qu'il désigna lui-même, fut élu général en chef. Quand on apprit, dans l'armée, que Malachowski avait déposé le commandement,

les soupçons les plus injustes ne lui furent pas épargnés; on l'accusa hautement d'avoir trempé dans la trahison de Krukowiecki, et ses amis, dans l'intérêt de sa sûreté personnelle, le décidèrent à rentrer à Varsovie, avec un sauf-conduit du maréchal Paskewitch.

Le nouveau général en chef Rybinski, comme Chlapowski et la plupart des généraux qui avaient marqué pendant la guerre de Pologne, avait fait son apprentissage militaire dans les armées de Napoléon. C'était un brave et un honnête homme, mais, tout habile qu'il fût dans la tactique, il n'avait pas la capacité nécessaire pour commander une armée; il manquait, d'ailleurs, de prévoyance et de décision. Il s'occupa néanmoins, tandis que l'on négociait, de mettre de l'ordre dans l'organisation de l'armée et d'y rétablir un peu de discipline.

La Diète, composée encore de quatre-vingt-deux nonces et de huit sénateurs, délibérait à Zakroszyn où elle avait rouvert ses séances à huis clos. Ses délibérations ne pouvaient plus avoir la moindre influence sur les événements, et son dernier acte fut l'institution de l'ordre de la Persévérance. La devise de cet ordre militaire : *Usque ad finem*, dit un historien polonais, semblait être une épitaphe qu'on dût inscrire sur le tombeau de la Pologne.

Pendant le cours des négociations, Paskewitch n'avait pas perdu son temps; il connaissait le plan de campagne de Rybinski, qui avait le projet de faire repasser son armée sur la rive gauche de la Vistule, et de la conduire dans les palatinats de Kalisz et de Sandomir, pour recommencer la guerre, en s'appuyant sur les frontières de la Gallicie autrichienne et de l'État de Cracovie. Dix ou douze mille hommes de troupes d'élite restèrent sous les ordres du général comte de Witt, gouverneur provisoire de Varsovie.



Les principales forces de l'armée russe se concentrèrent entre la capitale et Modlin, et Paskewitch prit en personne le commandement de cette armée. Le baron Kreutz, à la tête d'une forte division de cavalerie, avait pour mission spéciale d'observer la forteresse de Modlin; l'aide de camp général Palhen, commandant du 1er corps d'infanterie, devait se porter à la rencontre des rebelles, par Blonie et Sochaczew, pour les attendre sur la rive gauche de la Vistule. La réserve, composée en partie du corps de la garde, était commandée par le grand-duc Michel.

L'armée polonaise comptait encore plus de vingt-cinq mille hommes, avec quatre-vingt-dix canons, par suite de l'adjonction successive des brigades de Lubinski, de Milberg et de plusieurs généraux, que la prise de la capitale avait forcés d'évacuer les provinces. Cette armée manquait d'effets d'habillement et même de munitions, parce que tout son matériel de guerre était resté à Varsovie; mais elle avait emporté plus de 25 millions en or, avec lesquels on aurait pu réparer en partie la perte de ses magasins et de ses arsenaux.

Elle se mit en mouvement, le 25 septembre, en côtoyant la Vistule, et elle se trouvait le lendemain aux environs de Plock, où l'on avait commencé à construire un pont. On disait que le passage du fleuve allait s'effectuer pendant la nuit, et que l'armée se dirigerait alors vers Kalisz, en traversant un pays dégarni de troupes russes, pour venir donner la main à Rozycki et aux généraux qui organisaient la levée en masse.

Ce dernier plan de campagne avait prévalu dans un conseil de guerre, où il avait été question de faire une tentative sur Varsovie, de concert avec plusieurs généraux qui n'étaient rentrés dans la ville que pour y préparer une



nouvelle insurrection. Parmi les projets insensés débattus dans ce conseil de guerre, on n'avait pas craint de vouloir recommencer l'aventureuse expédition de Dembinski en Lithuanie, et de chercher encore une fois à soulever les anciennes provinces polonaises.

Le généralissime Rybinski avait jugé plus pratique et plus sage le projet de transporter le théâtre de la guerre sur les frontières d'Autriche; car on savait que vingt mille hommes de troupes prussiennes bordaient la frontière de Prusse, et se tenaient prêts à seconder les opérations des généraux russes. Le pont fut construit à Dobrzikow, avec une extrême rapidité; et dès le 23, l'avant-garde, qui se trouvait à Plock sous le commandement de Dembinski, passait le fleuve et marchait sur Gombin; mais un contre-ordre, émané du géneral en chef, la fit rétrograder et repasser sur l'autre rive. On démonta ensuite le pont à la hâte, et les bateaux qui le composaient furent envoyés à Wraclawsk, où l'on disposa tout pour le passage du fleuve.

Le quartier-général était encore à Slupno, où le président Niemoïowski et les membres du gouvernement délibéraient. Le général Berg était venu les sommer pour la dernière fois de faire leur soumission au tzar. Il fallait céder ou combattre. L'armée entière demandait à grands cris qu'on la conduisît au combat; les généraux hésitaient et parlaient de traiter. Le feld-maréchal Paskewitch avait adressé à la Diète, non-seulement l'acte de soumission, mais encore la formule de serment à Sa Majesté Impériale et Royale, que devaient signer sans exception tous les généraux et officiers polonais. Les membres du gouvernement national demandèrent un délai de quarante-huit heures, qui leur fut refusé. Le mouvement des troupes russes se poursuivait dans toutes les directions, de manière à cerner les rebelles dans le



palatinat de Plock, en les acculant contre la frontière prussienne.

Un grand conseil de guerre fut encore tenu à Plock : aucun des membres de la Diète n'y assistait ; on y voyait seulement, outre les chefs de corps, quelques officiers subalternes. La discussion fut moins longue et moins vive qu'à l'ordinaire. On décida, presque à l'unanimité, que l'armée s'arrêterait pour attendre l'ennemi. Cette nouvelle se répandit parmi les troupes et ranima leur espoir avec leur enthousiasme.

Le président Niemoïowski et les membres du gouvernement avaient quitté Slupno, en apprenant la convocation du conseil de guerre : ils résolurent de nommer un dictateur qui réunirait dans ses mains tous les pouvoirs civils et militaires. Niemoïowski se démit de la présidence ; on retira le titre de général en chef à Rybinski qu'on accusait de mollesse et d'indécision, et, pour lui donner un successeur on mit en avant les noms de Bem et d'Uminski. Le général Bem, déclinant l'honneur qu'on voulait lui faire, déclara qu'il ne se sentait pas digne de remplacer Rybinski. Le général Uminski accepta et fut nommé par la Diète ; mais cette nomination était à peine connue de l'armée, que les officiers et les soldats protestèrent à grands cris, en disant qu'ils n'accepteraient pas d'autre chef que Rybinski. Ce général se vit donc obligé de conserver le commandement en chef.

Les membres de la Diète invitèrent alors Niemoïowski à reprendre la présidence ; puis, la Diète s'ajourna, après avoir décidé qu'elle irait siéger à Cracovie, lorsque l'armée polonaise aurait effectué sa retraite sur le territoire de cette république.

Pendant ces querelles et ces indécisions, les généraux



russes avaient occupé des positions importantes qui empêchaient l'armée polonaise de se jeter dans le palatinat d'Augustowo, où le sol montagneux et couvert de forêts eût été favorable à la prolongation de la guerre. Les corps de Kreutz, de Schakhowskoï et du grand-duc Michel s'étaient enfin mis en marche et s'avançaient sur Plock, de trois côtés à la fois.

Il y eut alors une sorte de panique parmi cette foule d'individus de tout âge, de tout rang, de toute condition, qui étaient venus se placer sous la protection de l'armée nationale et qui se résignaient à partager son sort. Cette armée, déjà toute désorganisée, se dirigeait lentement, sur le bourg de Wraclawsk, en longeant la Vistule. Tout ce qui composait l'émigration polonaise s'empressa de quitter Plock que l'ennemi allait occuper et de suivre le mouvement rapide des troupes qui s'en éloignaient.

C'était un étrange et triste spectacle que cette multitude silencieuse, abattue, désolée, parmi laquelle, ministres, nobles, prêtres, fonctionnaires publics, femmes, enfants, marchaient dans la boue, sous des torrents de pluie, quelques-uns nu-tête et pieds nus, la plupart dénués d'argent et de moyens d'existence. Beaucoup s'arrêtèrent en chemin, tout en larmes, épuisés de fatigue et d'inanition.

Des cris de colère et d'indignation s'élevèrent de toutes parts, quand on apprit que le président Niemoïowski, le maréchal de la Diète et quelques autres membres du gouvernement national s'étaient dirigés à la hâte vers la frontière de Prusse, sous l'escorte d'un régiment de cavalerie, et avaient cherché leur sûreté personnelle sur le territoire prussien. L'armée, cependant, n'avait rien perdu de son enthousiasme patriotique, à travers tant de souffrances et de privations : elle aspirait à se trouver bientôt en présence



des Russes et elle ne désespérait pas d'avoir sa revanche de la bataille de Varsovie.

Le général Bem avait pris le commandement de l'avant-garde : il trouva, en arrivant vis-à-vis de Wraclawsk, le pont de bateaux qu'on achevait de construire sur la Vistule; il passa le fleuve avec trois mille hommes, et il prit position au delà de Wraclawsk, pour attendre le reste de l'armée : les soldats, croyant retourner à Varsovie, s'embrassaient en chantant l'air national des Polonais. Personne cependant n'ignorait que le général Pahlen, à la tête d'une forte division, avait couvert les deux chemins qui conduisaient dans le midi de la Pologne; mais on était bien résolu à lui passer sur le ventre pour arriver sous les murs de la capitale, où il n'était pas resté, disait-on, plus de six mille hommes de troupes russes. Mais tout à coup Bem reçut du général en chef l'ordre de retourner en arrière et de repasser la Vistule.

Rybinski venait d'apprendre la défaite de Ramorino, de Kaminski et de Rozycki, ainsi que l'occupation de Cracovie par un détachement du corps du général Rudiger. Il ne fallait plus songer à soutenir, par les armes, la cause polonaise, et Rybinski, assisté seulement de quelques-uns de ses généraux, ne garda son commandement que pour empêcher l'armée de mettre bas les armes et de se rendre à discrétion. Cette malheureuse armée avait été frappée de stupeur, à la nouvelle du désastre de Ramorino et de Rozycki, qu'elle regardait comme des sauveurs : plus de trois mille hommes avaient spontanément quitté leurs drapeaux et jeté leurs armes; dix ou vingt généraux, entre autres Mrosinski, Dziekonski, Zielinski, Lubinski, s'étaient rendus au quartier-général russe, pour faire leur soumission. Le reste de l'armée polonaise continua sa retraite désordonnée

sur Lipno et ensuite sur Rypin, en laissant sur sa route bien des traînards et des affamés.

Les Russes suivaient, côtoyaient, sans les attaquer, sans les harceler, ces débris de régiments sans chef, ces masses confuses de malheureux fugitifs, que le manque de nourriture, la douleur et le découragement eussent achevé de vaincre et de détruire.

Rybinski, en arrivant à Rypin, sur l'extrême frontière de la Pologne, se hâta de conclure une convention verbale avec les autorités prussiennes, pour l'entrée de ses troupes et des émigrés polonais : il n'eut pas plutôt évacué Rypin, que Pahlen s'en empara et que le gros de l'armée russe se déploya sur les hauteurs de cette ville, tandis que les détachements du lieutenant-général Vlassoff et du général-major Dockthoroff serraient les flancs de la colonne de Rybinski. Il n'y eut pourtant pas un seul coup de fusil tiré de part et d'autre.

Le 5 octobre, au point du jour, l'armée polonaise, au nombre de vingt mille hommes, entra en Prusse, entre Brodniça et Swiedziebno, sous la surveillance d'un corps d'armée prussien, qui les accueillit en leur rendant les honneurs militaires et qui ensuite leur fit déposer leurs armes, aux termes de la convention souscrite par leur général en chef. L'armée russe assista, l'arme au bras, à l'expatriation volontaire de ces vingt mille soldats qui n'essayèrent pas de combattre pour la dernière fois : une quarantaine de Cosaques s'étant approchés, par mégarde, de la colonne polonaise, furent enlevés et transportés en Prusse, où les autorités leur firent rendre armes et chevaux, en les renvoyant à leur corps.

La veille de son entrée en Prusse, Rybinski avait, en sa qualité de commandant en chef de l'armée polonaise,



adressé une protestation solennelle à l'Europe, en faveur de la Pologne vaincue, et une lettre noble et digne au roi de Prusse, dans laquelle il réclamait, pour ses malheureux compatriotes, l'hospitalité et la protection de ce monarque, en déclarant que ses compagnons d'armes se fussent soumis à leur souverain constitutionnel, mais qu'ils ne souscriraient jamais aux conditions humiliantes que le maréchal Paskewitch voulait leur imposer.

Une foule de citoyens appartenant à toutes les classes de la nation avaient passé, avec l'armée, sur le territoire prussien : Rybinski eut beaucoup de peine à obtenir qu'ils ne fussent pas remis, de gré ou de force, entre les mains des autorités russes. Dès ce moment, l'émigration polonaise, composée surtout de nobles, de propriétaires et d'employés, formait un noyau considérable qui grossissait tous les jours et qui était une menace permanente pour la Russie, en restant agglomérée sur la frontière. La Prusse donna bientôt satisfaction aux plaintes du gouvernement russe, et accorda des passe-ports pour l'étranger à tous les exilés qui justifiaient de quelques moyens d'existence.

Le gouvernement national avait cherché à mettre la main, au nom de la patrie, sur les fonds de la banque de Pologne, qu'on avait emportés de Varsovie pour les besoins de l'armée, et qui restèrent intacts sous la garde de Henri Lubienski, directeur de la banque. Rybinski, qui n'avait pas peu contribué à faire respecter ce dépôt, s'honora par la restitution des 6 millions de florins que Lubienski fut chargé de ramener intacts à Varsovie.

La retraite de l'armée polonaise en Prusse n'avait pas répandu une goutte de sang, et le feld-maréchal Paskewitch pouvait se féliciter d'avoir tenu, à si bon marché, la promesse, sans doute imprudente, qu'il avait faite à l'em-



pereur : en moins d'un mois, la Pologne était délivrée de la rébellion et des rebelles.

Le drapeau de l'insurrection flottait encore sur deux forteresses, Modlin et Zamosc; quelques bandes de maraudeurs, plutôt que d'insurgés, se cachaient dans les bois et n'en sortaient que pour se livrer à des exactions et à des déprédations sur les villages voisins; mais, à vrai dire, il n'y avait plus, dans le royaume, qu'un petit nombre de Polonais insoumis. L'autorité militaire régnait seule exclusivement dans les villes comme dans les campagnes; elle se montrait généralement passive et expectante, ce qui faisait croire que l'administration civile régulière ne tarderait pas à reprendre ses droits.

Le pays, cependant, avait été si profondément ébranlé par la révolution, que la sévérité était une des conditions nécessaires de l'ordre public et de la soumission des habitants : de là des prescriptions rigoureuses et des admonitions menaçantes, qui n'entraînèrent que bien rarement des nécessités de répression et de châtiment exemplaire. Les plus coupables, il est vrai, avaient eu la prudence de se faire justice en quittant le pays. Il n'y eut donc qu'un nombre très-restreint d'emprisonnements préventifs et de condamnations arbitraires.

On ne signala qu'une exécution à mort, pendant que Varsovie fut sous le régime de l'état de siége : un bourgeois, nommé Joseph Witterman, dans la maison duquel on trouva une assez grande quantité de carabines et de munitions de guerre, fut condamné à être fusillé.

Dans les provinces lithuaniennes, au contraire, que l'empereur avait persisté à laisser en dehors de toute amnistie, des commissions militaires étaient déjà instituées pour rechercher les fauteurs de la rébellion et les chefs de



bandes, lesquels appartenaient presque tous à la noblesse polonaise. Beaucoup de propriétaires furent dénoncés par leurs propres paysans et emprisonnés, ce qui décida les plus compromis à se cacher ou même à s'enfuir à l'étranger. Les procès s'instruisirent secrètement : deux ou trois nobles, entre autres le comte Stempowski, convaincus d'avoir pris les armes et prêché la révolte contre le tzar, avaient été condamnés à mort; mais la peine fut commuée en celle des travaux forcés dans une forteresse ou en Sibérie, avec dégradation de la noblesse.

Ces condamnations, ces procès, et surtout les bruits sinistres auxquels ils donnaient lieu, répandirent la consternation en Podolie et en Wolhynie. On disait que, d'un jour à l'autre, tous les nobles seraient enveloppés dans une espèce de proscription et transportés au Caucase, après séquestration ou confiscation de leurs biens. Ces inquiétudes, qui ne reposaient que sur des suppositions vagues, ne contribuèrent pas peu à l'apaisement de l'effervescence révolutionnaire.

On n'avait pas vu encore reparaître en Pologne un grand nombre de prisonniers qui étaient internés dans toutes les parties de la Russie. La plupart n'avaient point à se plaindre des rigueurs de leur captivité; quelques-uns avaient, de leur propre mouvement, pris du service dans l'armée russe; d'autres avaient prêté serment à l'empereur. On disait pourtant que ces prisonniers subissaient les plus mauvais traitements, et l'on assurait même que ceux qui travaillaient à la chaîne, dans le port de Cronstadt, avaient été décimés sous les coups du knout, parce qu'ils s'obstinaient à chanter l'hymne national polonais, ou bien parce qu'ils faisaient leur prière en langue polonaise.

De pareils faits, si tant est qu'ils se soient produits, res-



tèrent ignorés de l'empereur, qui exprima plus d'une fois les sentiments les plus humains envers les prisonniers. Ces sentiments se manifestèrent en faveur d'une jeune Polonaise nommée Gorska, qui avait combattu dans les rangs des rebelles en qualité de volontaire, et qui s'y était distinguée par sa bravoure. On découvrit son sexe dans la prison où elle était renfermée, et le général Gheismar, qui voulut la voir et l'interroger, fut émerveillé de son héroïsme. Il eut pour elle les plus grands égards.

Nicolas voulut aussi voir Gorska et la fit venir à Saint-Pétersbourg. Elle arriva, portant son uniforme de sous-lieutenant, et fut aussitôt conduite chez l'empereur. L'impératrice était présente. Gorska, sans paraître intimidée, répondit aux questions du tzar avec autant de simplicité que de noblesse, et elle proclama, dans les termes les plus chaleureux, son amour, son dévouement pour sa patrie; elle raconta sa vie militaire et témoigna le regret de n'être pas morte sur le champ de bataille avant la prise de Varsovie. Nicolas, oubliant ses griefs contre la Pologne, ne put s'empêcher de dire à voix basse, en se tournant vers l'impératrice : « Heureuse la nation qui peut inspirer de tels héroïsmes! »

— Je n'ai pas oublié, ajouta l'empereur en s'adressant à Gorska, que les Polonais, malgré leur ingratitude, sont mes enfants, et comme tels, je dois récompenser les actions d'éclat qui leur font honneur. En conséquence, je vous décore de la croix de Saint-Georges et je vous accorde, votre vie durant, une pension de 700 roubles.

L'impératrice donna son portrait enrichi de diamants à l'héroïne polonaise et, l'embrassant avec effusion, la retint à dîner à la table impériale.

CLXXXV

L'empereur Nicolas n'avait pas encore pris de parti dans une question aussi complexe et aussi difficile que le rétablissement de son autorité souveraine en Pologne; il se sentait entraîné, malgré lui, au système des représailles que le peuple russe demandait comme une satisfaction donnée à ses vieilles haines nationales, et pourtant la générosité de son caractère répugnait à châtier des rebelles qu'il avait vaincus et soumis. S'il avait été sûr de leur repentir, il n'eût pas hésité sans doute à proclamer immédiatement leur pardon. Mais il comprenait que le ressentiment de leur défaite resterait comme une blessure incurable au fond de leur cœur, et que les Polonais, quoi qu'il fît désormais pour les rattacher par la reconnaissance à la grande famille de ses sujets, seraient longtemps encore des ennemis dangereux au milieu de son empire.

L'empereur ne s'ouvrit qu'à quelques-uns de ses conseillers intimes, sur les graves préoccupations que lui avait apportées la fin de l'insurrection polonaise: il pensait, comme eux, que cette insurrection avait anéanti les traités européens qui étaient la base de l'existence de la Pologne, comme royaume constitutionnel; il accusait la Diète révo-



lutionnaire d'avoir déchiré elle-même ces traités, en prononçant insolemment la déchéance de la famille Romanoff.

— Les bienfaits de l'empereur Alexandre n'ont pas eu d'action sur l'ingratitude polonaise, dit-il tristement au comte de Nesselrode qu'il consultait quelquefois et dont il écoutait les avis présentés sous la forme d'une opinion impersonnelle ; les mêmes bienfaits, de quelque part qu'ils vinssent, trouveraient toujours la même ingratitude.

— Votre Majesté ne se guidera donc pas d'après des sentiments, mais d'après des intérêts, reprit le vice-chancelier qui appréciait en profond politique les difficultés et les dangers de la situation. Votre Majesté sait, d'ailleurs, que la reconnaissance est plus rare et plus incertaine de la part d'un peuple que de celle d'un individu.

— Je n'ai pris aucune résolution, dit brusquement Nicolas : j'hésite, je cherche, je m'interroge. L'inspiration d'en haut n'a pas encore parlé.

— Sire, objecta le comte de Nesselrode, on peut regretter que la question ne soit pas simplement une question russe ; elle serait promptement tranchée ; mais, derrière la Pologne, il y a l'Europe.

En effet, depuis la prise de Varsovie, tous les cabinets de l'Europe, même les plus étrangers à la question polonaise, avaient fait adresser au gouvernement impérial des représentations ou des suppliques en faveur des Polonais. Cette unanimité d'intervention diplomatique n'avait servi qu'à irriter davantage l'empereur contre les rebelles, qui trouvaient ainsi des auxiliaires, ou du moins des protecteurs, jusque dans les cours alliées de la Russie. Nicolas ordonna au comte de Nesselrode de n'accueillir ces démarches indiscrètes et intempestives, qu'à titre de conseils officieux. Les instances réitérées des ambassadeurs d'Angleterre et de

France, à Saint-Pétersbourg, ne purent obtenir que des promesses d'atermoiement et de sérieux examen à l'égard des destinées de la Pologne.

L'irritation de l'empereur n'avait fait que s'accroître, à la réception des nouvelles de Paris. La prise de Varsovie avait été dans cette capitale, du 16 au 19 septembre, l'occasion ou le prétexte d'une émeute, qui s'était traduite en provocation populaire contre la Russie, et qui semblait vouloir pousser le gouvernement de Louis-Philippe à faire la guerre au profit de la Pologne. Par bonheur, les attroupements séditieux, composés surtout de jeunes gens portant des crêpes au bras en signe de deuil, et criant : *Vive la Pologne! Guerre à la Russie!* furent arrêtés et dispersés, avant de parvenir à l'hôtel de l'ambassade russe, où ils se proposaient de renouveler les scènes odieuses du 9 mars précédent. Mais l'émeute, commencée dans la rue, eut des échos fâcheux dans la Chambre des députés, où les chefs de l'Opposition s'attaquèrent avec une incroyable violence à la Russie et à son souverain.

Le général Sébastiani, ministre des affaires étrangères, s'était servi d'une expression malheureuse pour annoncer à la Chambre les événements de Pologne, en disant : *L'ordre règne à Varsovie*. Mauguin et les orateurs de la gauche, qui recevaient leurs inspirations des comités polonais présidés par La Fayette, protestèrent avec fracas contre ce qu'ils appelaient la complicité du ministère avec la politique russe. Sébastiani fut obligé de défendre le Gouvernement par des allégations évasives que les faits étaient loin de justifier; il prétendit que des explications catégoriques avaient été demandées à Saint-Pétersbourg sur le sort réservé aux Polonais, à la suite de leur insurrection; et il ajouta que ces explications étaient aussi nettes, aussi précises qu'on pou-

vait le désirer : « Le cabinet français, dit-il, a fait comprendre à l'empereur de Russie qu'il y avait deux questions en Pologne : l'une intérieure et personnelle à la Russie, l'autre européennne. »

Or, c'était là justement ce que l'empereur Nicolas n'avait jamais voulu admettre; il maintenait et il maintint toujours son droit absolu de régler seul, sans souffrir aucune intervention, aucune immixtion de la part des puissances européennes, les affaires de la Pologne comme celles de son empire. Seulement, le comte de Nesselrode avait répondu d'une manière uniforme et persistante, aux ministres étrangers qui l'interrogeaient et cherchaient à le pressentir sur ce sujet épineux et délicat : « L'Europe connaît la sagesse de l'empereur; elle saura bientôt jusqu'où peut aller sa magnanimité et sa clémence. »

Néanmoins, l'empereur s'était absolument refusé à recevoir en particulier le ministre de France, le baron Paul de Bourgoing, qui sollicitait une audience, dans l'espoir de raviver, en faveur de la Pologne, les sentiments de bienveillance qu'il avait réussi à faire naître chez le souverain irrité, dans deux circonstances mémorables : M. de Bourgoing avait eu le tort de prendre avec trop de chaleur la défense des Polonais, et Nicolas lui en gardait rancune, malgré l'estime personnelle qu'il n'avait cessé de lui témoigner.

La froideur de l'empereur à l'égard du ministre de France avait été remarquée, et elle fut peut-être une des causes du mauvais vouloir que les Russes manifestèrent, à cette époque, pour les Français. On les accusait hautement, à Saint-Pétersbourg, d'avoir donné les mains à la révolution de Pologne, et on les enveloppa ainsi dans la haine, dans le ressentiment général, dont les Polonais étaient de-

venus l'objet. Ce ressentiment se traduisait par une sorte de provocation publique, contre laquelle le ministre de France crut devoir mettre en garde ses compatriotes qui résidaient à Saint-Pétersbourg, en les invitant à s'abstenir de toute conversation politique au sujet de la Pologne.

Sur ces entrefaites, on annonça que l'insurrection polonaise étant complétement réprimée, un *Te Deum* serait célébré au champ de Mars, en présence des troupes de la garnison de Saint-Pétersbourg. Le baron de Bourgoing, prévoyant qu'il serait invité officiellement à cette cérémonie, pensa qu'il ne pourrait y assister, comme ministre de France, sans compromettre son Gouvernement, et surtout sans blesser ses convictions personnelles. Il alla trouver un des personnages influents qui voyaient le plus familièrement l'empereur Nicolas, et il le pria d'intervenir auprès de Sa Majesté pour lui faire comprendre que le ministre de France ferait triste figure dans une cérémonie de réjouissance publique à l'occasion de la défaite des Polonais. Le personnage à qui s'adressait M. de Bourgoing ne lui cacha pas que son refus de paraître, en pareille circonstance, avec les membres du corps diplomatique, causerait à l'empereur un vif déplaisir, et que les bonnes relations de la Russie avec la France en seraient inévitablement altérées.

— Si vous êtes réellement attaché à l'empereur, dit la personne à qui M. de Bourgoing avait fait cette confidence, pouvez-vous hésiter à remercier la Providence de ce qu'il ait dompté ses sujets rebelles?

— Sans doute, à vos yeux, reprit le chargé d'affaires, les Polonais ne sont que des rebelles vaincus; mais, aux yeux de la France entière, ce sont d'anciens alliés, objets d'une sympathie unanime.

— Je ne vois pas moyen d'arranger cette affaire, répli-



qua l'intermédiaire que M. de Bourgoing avait choisi; quant à moi, je n'oserais en parler directement à l'empereur. Je crains bien que le comte de Nesselrode ne veuille pas davantage se charger de la commission.

Le *Te Deum* et la revue qui devait l'accompagner furent fixés, en effet, au 18 octobre, dès que l'empereur eut reçu presque à la fois la nouvelle de la retraite de l'armée polonaise sur le territoire prussien et celle de la soumission de Modlin : le colonel Leduchowski, qui commandait dans cette citadelle, l'avait rendue sans condition au grand-duc Michel, après vingt jours de blocus, et l'on attendait d'un jour à l'autre la capitulation de Zamosc, la dernière place que les rebelles occupassent avec des forces considérables.

L'empereur avait promulgué successivement plusieurs ukases (des 9, 12 et 16 octobre) contre les officiers polonais qui avaient perdu leurs droits au bénéfice de l'amnistie, en persévérant dans leur rébellion et en se retirant hors des frontières de l'empire avec les soldats qu'ils commandaient. Le jour du *Te Deum*, à l'occasion de la prise de Varsovie et de l'heureuse pacification de la Pologne, on vit paraître ce manifeste impérial, qui fut affiché à Saint-Pétersbourg et envoyé dans toute la Russie :

« Par la grâce de Dieu, Nous, Nicolas Ier, empereur et autocrate de toutes les Russies, roi de Pologne, etc.

« A tous nos fidèles sujets savoir faisons :

« La guerre qu'avait allumée la trahison est terminée; la population du royaume de Pologne est délivrée de la violence des révoltés, et pressés de tous côtés par notre brave armée, les faibles débris de leurs bandes, qui



avaient persisté jusqu'à la fin dans leur aveuglement, se sont réfugiés sur le territoire des États limitrophes, où ils ont mis bas les armes. Sujets fidèles, en vous annonçant ce triomphe, consolant surtout, puisqu'il amène le retour de l'ordre et de la tranquillité, Nous Nous unissons à vous, comme Nous l'avons fait au commencement de cette lutte si pénible pour Notre cœur paternel, pour Nous adresser à Celui qui, tenant entre ses mains les destinées des empires et des peuples, a si évidemment béni Notre bon droit. Que Notre première pensée, le premier hommage de Nos louanges et de Nos actions de grâces, s'élèvent vers son trône! Dans ses décrets impénétrables, il lui a plu de Nous infliger de nouvelles et douloureuses épreuves, mais il les a signalées par les nouvelles bénédictions qu'il a répandues sur Nous, en manifestant à tous les yeux l'immuable solidité des bases sur lesquelles repose la puissance de la Russie, et en couvrant Nos fidèles troupes, cet inébranlable rempart de la patrie, de l'éclat d'une gloire nouvelle.

« Nos braves soldats ont justifié Notre confiance. Illustrés par leurs exploits sur les bords de l'Euphrate comme aux sommets des Balkans et du Taurus, et dans les plaines de la Roumélie, ils ont su, dans cette mémorable campagne de plus de sept mois consécutifs, se surpasser encore, méprisant tous les dangers, supportant des fatigues et des besoins inouïs, triomphant, et des obstacles suscités par la nature, et de la résistance désespérée d'ennemis qui n'épargnaient ni les biens ni le sang de la nation entraînée par eux au crime. Une suite de succès glorieux a été noblement couronnée par la prise de Varsovie, où l'ennemi n'a pas moins admiré la bravoure magnanime des vainqueurs, que leur respect pour la vie et les propriétés des vaincus. Toutes les actions de Notre armée, dans le royaume de Po-



logne, avaient également été empreintes de ce caractère de modération dans la victoire, de désintéressement et d'humanité. Nos volontés ont toujours été présentes à sa pensée, même au milieu du carnage; Nos troupes se sont efforcées constamment d'adoucir les horreurs de cette guerre intestine : partout elles ont épargné, après les avoir vaincus, les rebelles égarés, et toujours ceux qui rentraient dans le devoir ont été accueillis en frères.

« Russes! avec l'aide de la Providence divine, nous achèverons ce que nos braves troupes ont commencé! Le temps et nos soins détruiront jusqu'aux germes de ces dissensions qui ont si longtemps agité deux nations issues de la même origine. Et, vous aussi, vous ne verrez dans Nos sujets du royaume de Pologne, rendus à la Russie, que des membres de cette grande famille à laquelle vous appartenez. Ce n'est point en inspirant les craintes d'une réaction vengeresse, mais par des exemples constants de fidélité, de grandeur d'âme et d'un généreux oubli des injures, que vous concourrez au succès de Nos desseins, pour assurer une plus intime, une plus solide union de ce pays avec les autres parties de l'Empire! Que, pour Notre bonheur et pour la gloire de la Russie, cet indissoluble lien trouve à jamais sa garantie et son appui dans le sentiment d'un égal attachement au même monarque, dans celui de l'identité des intérêts et des besoins, et dans celui d'une commune prospérité qu'aucune mésintelligence ne puisse troubler!

« Donné à Saint-Pétersbourg, le 6e (18, nouv. st.) jour du mois d'octobre de l'an de grâce mil huit cent trente et un, et de Notre règne le sixième.

« Nicolas. »

La cérémonie du *Te Deum*, qui allait avoir lieu, avait appelé un concours de spectateurs dix fois plus nombreux que celui qui ne manquait jamais de se presser aux revues de l'empereur : la population de Saint-Pétersbourg, malgré la rigueur du froid, semblait s'être transportée tout entière aux abords du champ de Mars, pour prendre part à cette fête nationale. La garde impériale, les écoles militaires, et les troupes de la garnison, étaient rangées en bataille sur la vaste esplanade, au centre de laquelle s'élevait un autel sur une estrade surmontée d'une tente magnifiquement décorée.

L'empereur, suivi de son état-major, arriva sur le terrain, à midi sonnant, au bruit des salves d'artillerie et au son des cloches. Il passa en revue les troupes et monta ensuite sur l'estrade, où se trouvait déjà le métropolitain, venu processionnellement à la tête de tout le clergé, pour célébrer le *Te Deum* : les membres du Conseil de l'Empire, les ministres, les sénateurs, et le corps diplomatique, étaient présents à la cérémonie.

Nicolas jeta un regard rapide sur les assistants, et se penchant vers son aide de camp, le général d'Adlerberg, qui se trouvait derrière lui :

— Je ne vois pas M. de Bourgoing? lui dit-il. Je lui avais pourtant fait adresser une invitation.

— Sire, répondit l'aide de camp, le bruit court que le ministre de France est indisposé...

— Indisposé! repartit amèrement l'empereur. Il aura craint de se compromettre vis-à-vis des Polonais!

L'empereur fut très-sensible à l'absence du baron de Bourgoing, qui s'était fait excuser, et dont personne n'avait osé présenter les excuses à l'empereur. On remarqua, en outre, que, d'après l'avis du ministre de France, les Fran-



çais résidant à Saint-Pétersbourg avaient évité de se montrer à la revue.

Après la cérémonie religieuse, l'empereur prit en personne le commandement des troupes et les fit défiler devant l'impératrice, qui, à cause du froid excessif, avait entendu le *Te Deum* dans la chapelle du corps du génie, et n'en était sortie avec sa suite, que pour voir le défilé, pendant lequel les joyeuses acclamations du peuple se mêlaient aux hourras des soldats et aux sons des musiques militaires. Toutes les maisons étaient pavoisées de drapeaux et ornées de devises, d'inscriptions et d'emblèmes, qui ajoutèrent, le soir, à l'éclat des illuminations.

Cette brillante revue eut pour accessoire la publication d'un ordre du jour, dans lequel l'empereur compléta la série de récompenses qu'il réservait à tous les chefs de corps, à tous les officiers qui s'étaient distingués dans la guerre de Pologne depuis le commencement de la campagne jusqu'à la prise de Varsovie. Il changea les dénominations de plusieurs régiments, réorganisa les six brigades qui devaient former trois divisions d'infanterie de la garde, nomma plusieurs chefs de régiments et commandants de corps, promut à différents grades supérieurs les lieutenants-généraux, les généraux-majors et les colonels qui pouvaient se plaindre d'avoir été oubliés dans le cours de cette rude et pénible campagne, et il distribua enfin, dans ce seul ordre du jour, deux fois plus de nominations qu'il n'en avait accordé à la suite de la guerre de Turquie.

C'était manifester avec éclat combien il se réjouissait de voir la guerre finie et la Pologne vaincue, sinon encore pacifiée. Sa satisfaction se montra mieux encore dans cet autre ordre du jour, adressé aux troupes de l'armée active,



sous la même date que le manifeste adressé exclusivement aux Russes :

« Soldats! vous avez rempli mon attente. Je vous avais chargés de dompter la Pologne rebelle; Je vous avais confié la défense de la patrie, et vous vous êtes montrés les dignes gardiens de son honneur et de sa sécurité. Vous reveniez à peine des sommets du Taurus et des plaines d'Andrinople, que, dans cette nouvelle lutte contre un ennemi acharné, vous avez su triompher de tous les obstacles, et par vos immortels exploits sur les bords de la Vistule, du Bug et du Narew, comme dans les fossés profonds et sur les remparts de Varsovie, relever encore l'éclat des armes russes. Le sort des combats a couronné vos efforts : la rébellion est domptée, le royaume de Pologne rendu à l'empire de Russie, et les vaincus, voyant enfin le terme de leurs funestes agitations, bénissent eux-mêmes nos victoires. Braves soldats! c'est d'abord au Tout-Puissant qu'en appartient la gloire. Mais, après lui avoir offert l'hommage de nos actions de grâce, Je m'adresse à vous et Je vous remercie, au nom de la patrie victorieuse et reconnaissante. Les regards de la Russie sont fixés sur vous; elle est fière de vous compter au nombre de ses enfants, et le souvenir de vos brillants travaux sera conservé dans ses annales. A une intrépide valeur, vous unissez les plus hautes vertus du véritable guerrier : modération dans la victoire, clémence envers les vaincus, prompte réconciliation avec vos adversaires, aussitôt qu'ils rentrent dans le devoir; et partout la vie et la propriété des habitants désarmés ont été sacrées pour vous. Soldats! continuez à justifier Ma confiance. En maintenant dans vos rangs une discipline sévère, au retour de la paix comme par le passé, et en veillant à



la tranquillité du pays soumis par vos armes, vous vous concilierez l'affection des habitants, et leur inspirerez l'amour de l'ordre, l'attachement et la fidélité à Mon trône, et le respect pour la Russie.

« Donné à Saint-Pétersbourg, le 6 (18, nouv. st.) oct. 1831.

« NICOLAS. »

Cet ordre du jour n'arriva en Pologne que dix jours après une grande revue qui avait eu lieu à Varsovie le 16 octobre. A cette revue où plus de cent mille hommes étaient sous les armes, le feld-maréchal Paskewitch d'Erivan, le bras en écharpe (car il n'était pas encore guéri de la blessure qu'il avait reçue, en plein champ de bataille, à l'attaque des barrières de Wola et de Jérusalem), parcourut les rangs et recueillit à son passage les témoignages de l'admiration et du dévouement de ses troupes. Dans la plaine qui, neuf jours auparavant, avait été le théâtre du combat le plus acharné et le plus sanglant, les bruyantes acclamations de l'armée russe protestèrent contre le silence morne des spectateurs de cette espèce de triomphe décerné au vainqueur de la rébellion polonaise.

Après le *Te Deum* solennel, chanté avec accompagnement de trois cents coups de canon, le grand-duc Michel, d'une voix éclatante, commanda de porter les armes et de rendre les honneurs militaires au prince de Varsovie. Un hourra d'enthousiasme s'éleva de toutes parts, et le grand-duc, s'approchant du feld-maréchal, le salua de son épée. Paskéwitch se découvrit respectueusement devant le frère de l'empereur et ordonna du geste, aux soldats qui l'acclamaient, de rendre les mêmes honneurs au noble et courageux prince qui avait partagé leurs fatigues et leurs dangers, et qui, dans les plus mauvais jours de cette pénible cam-



pagne, avait reposé au milieu d'eux, sur la paille, sans tente et sans abri. Les troupes comprirent, devinèrent tout ce que le feld-maréchal pouvait dire au grand-duc, en le leur montrant comme un compagnon de gloire, et leurs cris frénétiques redoublèrent, en s'adressant à la fois aux deux héros de la dernière guerre. La foule, qui avait assisté à cette brillante revue, rentra dans la ville plus tristement encore qu'elle n'en était sortie.

L'ordre du jour de l'empereur à l'armée de Pologne ne fut affiché dans les rues de Varsovie que dix jours plus tard. On connut, en même temps, un ukase du 18 octobre, par lequel le prince Adam Czartoryski, membre du Conseil de l'Empire, sénateur et conseiller intime de l'empereur, était déclaré indigne de siéger désormais, soit au Conseil de l'Empire, soit au Sénat, pour avoir « violé son serment de sujet et concouru avec obstination à toutes les entreprises criminelles des révoltés polonais. » Par contre, les grâces et les récompenses commençaient à signaler à l'animadversion des Polonais soumis, mais non repentants, quelques-uns de leurs compatriotes qui étaient restés fidèles aux serments prêtés au roi de Pologne : par des rescrits en date du 6/18 octobre, Nicolas avait conféré les insignes en diamants de l'ordre de Saint-André au comte Stanislas Zamoïski, membre du Conseil de l'Empire, et les insignes de l'ordre de Saint-Alexandre Newsky aux généraux Roznecki et Vincent Krasinski et au comte Grabowski, ministre secrétaire d'État du royaume.

Les sous-officiers et les soldats ne furent pas oubliés par la munificence de l'empereur, qui avait ordonné la création d'une médaille militaire commémorative de la guerre contre les rebelles polonais. Des dons en argent, des pensions et des grades furent attribués à ceux qui s'étaient distingués



par des actions d'éclat; d'abondantes distributions de vivres et d'eau-de-vie avaient eu lieu dans tous les corps.

A la suite de la revue du 16 octobre, une partie de la garde impériale avait quitté Varsovie pour prendre ses quartiers d'hiver dans les gouvernements de Grodno et de Wilna; le reste de la garde devait retourner à Saint-Pétersbourg avec le grand-duc Michel. Le grand-duc, malgré les prières instantes de son auguste frère, qui lui écrivait lettre sur lettre pour le rappeler, prolongeait son séjour en Pologne, où le choléra était encore très-violent. Il se sentait retenu non-seulement par l'attachement de toute l'armée russe, mais encore par les sentiments de confiance et de sympathie qu'il avait inspirés aux Polonais eux-mêmes. Aussi, le regardait-on comme un intermédiaire actif et bienveillant auprès de l'empereur, et tout le monde s'adressait à lui pour obtenir sa protection. On avait fait de si larges et si fréquents emprunts à sa bourse, que bien souvent, comme il le disait gaiement, il était plus pauvre que ceux qui s'adressaient à sa prodigue et inépuisable générosité. Il ne se lassait pas de rendre service aux uns et aux autres, aidant ceux-ci dans leur détresse, récompensant ceux-là, ne refusant jamais et donnant toujours à pleines mains.

— Il y a des actions d'éclat qui m'ont coûté bien cher, écrivait-il à l'empereur, car on ne saurait trop payer de braves gens qui ne marchandent pas leurs services et leur dévouement. Par exemple, je suis presque honteux de n'avoir donné que 500 roubles aux vingt-neuf Cosaques qui ont mis en déroute un détachement de cinq cents Polonais.

Le fait était véritable, quoique presque invraisemblable. Un petit détachement de Cosaques du Don, commandé par



le major Popoff, avait reçu l'ordre de conduire à Lomza une colonne de prisonniers polonais. Il rencontra, près de Chormel, un corps de partisans, composé d'une compagnie d'infanterie et de deux escadrons de cavalerie, avec deux pièces de canon. Popoff fit partir en toute hâte les prisonniers sous l'escorte de la moitié de ses Cosaques, et il en garda seulement vingt-neuf pour faire face à l'ennemi, qu'il arrêta, par une attaque vigoureuse, en criant à ses soldats : *Aux officiers!* En effet, tous les officiers furent tués ou mis hors de combat, ou pris, et les soldats, n'ayant plus de chefs, s'enfuirent dans le plus grand désordre, poursuivis à outrance par les vingt-neuf Cosaques, qui ne reculèrent que devant le feu de l'artillerie, et qui ramenèrent à Lomza une trentaine de nouveaux prisonniers.

Cette guerre longue et meurtrière avait laissé des vides énormes dans la plupart des régiments, et l'on ne doutait pas qu'une levée extraordinaire ne fût bientôt annoncée par ukase, pour combler ces vides et réorganiser les corps qui avaient le plus souffert. Les hôpitaux militaires, créés provisoirement dans toutes les villes de Pologne, sous la direction générale du colonel Klutchareff, étaient encore remplis de blessés, et ceux qui en devaient sortir guéris, après une convalescence plus ou moins longue, ne pouvaient tous espérer de reprendre leur service.

Les institutions de bienfaisance en faveur des invalides militaires s'étaient multipliées à Saint-Pétersbourg et dans tout l'empire, et des sommes considérables, fournies par la charité publique, avaient créé des ressources durables à ces institutions, placées sous la surveillance de l'État. L'empereur, qui, depuis les sanglantes révoltes dont le choléra avait été le prétexte plutôt que la cause dans les colonies militaires, s'était singulièrement refroidi pour ces colonies



et pour leur système, eut l'idée pourtant d'en faire un nouvel essai, en l'appliquant à la retraite des anciens soldats. Il approuva donc, le 18 octobre, le règlement d'une colonie d'invalides, fondée près du palais impérial de Gatchina, sous le nom de Slobo de Paulovskaia.

Cette fondation était faite en l'honneur de l'empereur Paul I[er], qui pendant son règne s'était préoccupé plus d'une fois du sort des soldats invalides et avait manifesté l'intention de pourvoir aux besoins de leurs familles. La Slobo de Paulovskaia était donc destinée à offrir un asile aux sous-officiers et soldats de la garde, qui, en obtenant leur congé, n'auraient pas les moyens de se retirer et de vivre au lieu de leur naissance. Un village serait donc construit aux frais du cabinet impérial; chaque maison, distribuée de manière à pouvoir contenir deux familles, devait avoir un jardin potager, et, en outre, une portion de champ; tout invalide ayant famille obtiendrait la moitié de la maison, du jardin et du terrain de culture. Une somme de 100 roubles était affectée à chaque ménage pour les dépenses de premier établissement. Les habitants du village, sans être astreints à aucun service militaire ni à aucune redevance, n'auraient d'autres soins que de cultiver leur petit domaine et d'élever leurs enfants, avec la certitude de laisser à leurs veuves et à leurs orphelins l'héritage que leur assurait la munificence impériale.

La nouvelle de cette fondation particulière de l'empereur fut accueillie comme un nouveau bienfait, par tous les soldats qui étaient encore sous les drapeaux, et l'établissement de cette colonie d'invalides acheva de ruiner en principe l'institution des colonies militaires, qui, avec des avantages réels, présentaient de nombreux inconvénients.



CLXXXVI

Au moment où cessait à peine la guerre en Pologne, cette guerre douloureuse, qui avait causé à la Russie d'immenses sacrifices en hommes et en argent, l'empereur Nicolas pouvait craindre de voir une autre guerre éclater sur un autre point de son empire.

La querelle du vice-roi d'Égypte, Méhémet-Ali, contre Abdallah, pacha de Saint-Jean d'Acre, s'était envenimée à ce point que, malgré les admonestations et les ordres du sultan Mahmoud, un conflit devenait imminent entre les deux pachas tributaires de la Porte Ottomane. La Turquie asiatique allait redevenir le théâtre d'une lutte armée, et les peuplades musulmanes des provinces du Caucase récemment annexées à l'Empire russe, ne pouvaient rester indifférentes à cette lutte, qui sous des prétextes spécieux se rattachait à la religion de Mahomet. On disait même que le vice-roi d'Égypte, en conduisant sa flotte et son armée sur les côtes de l'Asie Mineure, se proposait d'entraîner la Sublime-Porte dans une reprise d'hostilités contre la Russie.

L'agitation sourde qu'on remarquait déjà parmi la population indigène du Daghestan, indiquait des menées ténébreuses qui avaient pour objet de préparer une révolte générale dans les provinces cédées à la Russie par la Porte



Ottomane. Ce n'était pas la première fois que la tranquillité était troublée par le schah Kazi-Moulla, qui se faisait passer pour prophète et qui depuis l'année 1827 exerçait dans le pays une dangereuse influence.

Déjà, en 1830, ayant réuni six mille de ses partisans, auxquels il donna le nom de Murides, il essayait de propager sa doctrine, à main armée; il levait des contributions sur les villages dont il se rendait maître; et il se réfugiait dans les montagnes, au village fortifié de Himri, asile inaccessible des rebelles, dès que les troupes russes lui donnaient la chasse. Il avait été pourtant surpris et défait près de Khounsak, résidence du khan des Avares, mais il n'avait fait que changer de retraite, et il errait parmi les peuplades du Daghestan, prêchant la guerre sainte. Il fut battu de nouveau, et il recommença ses prédications, sur un autre point, avec le même succès.

Au mois de juin 1831, il parut, à la tête de ses Murides, devant la forteresse de Bournaia et il eut l'audace de l'assiéger; mais, repoussé par la garnison (8 juin), il se retirait du côté de Tarki, lorsqu'il rencontra un détachement russe, commandé par le lieutenant-général Kokhanoff. Il lâcha pied au premier choc et se sauva chez les Tchetches.

On devait s'attendre à le voir reparaître dans le Daghestan, mais l'administration militaire était sur ses gardes, le gouvernement central avait été averti. Des soulèvements partiels éclatèrent sur divers points, et le général Emmanuel, commandant des troupes sur la ligne du Caucase, fut grièvement blessé, dans un combat contre les montagnards. L'empereur, en lui conservant ses traitements et ses pensions, le remplaça d'abord, en vertu d'un ukase du 14/26 août, par le lieutenant-général Véliaminoff III, chef de la 14e division d'infanterie; mais, une fois la guerre de

Pologne terminée, il crut devoir mettre à la tête du corps d'armée détaché du Caucase un chef militaire plus capable de conduire au besoin une grande expédition, et il nomma commandant de ce corps d'armée l'aide de camp général baron de Rosen (ukase du 13/25 septembre), en lui donnant, pour premier quartier-maître général, le général-major Valkshowsky. Rosen, qui devait diriger la partie civile en Géorgie et en Arménie, dans le gouvernement d'Astrakan et la province du Caucase, avait reçu, avec sa nomination, l'ordre de se rendre en diligence à Tiflis où sa présence pouvait devenir indispensable d'un jour à l'autre.

L'empereur Nicolas ne songeait nullement, comme l'en accusait la presse française, inspirée par des influences polonaises, à recommencer, sous un prétexte quelconque, la guerre de Turquie et à augmenter sa prépondérance en Orient, aux dépens de l'équilibre européen; il n'avait pas d'autre politique, vis-à-vis de la Porte Ottomane, que le maintien scrupuleux des traités existants, et il se reposait avec confiance sur la loyauté de son allié Mahmoud, tant que ce hardi réformateur de l'Empire turc ne serait pas dominé par le parti des vieux croyants et remis sous le joug de l'islamisme.

Néanmoins, Nicolas ne pouvait se défendre de se regarder toujours comme le protecteur exclusif des Grecs, quoique sa protection à leur égard dût se combiner avec celle de l'Angleterre et de la France; aussi, les agents de la Russie avaient l'air d'intervenir seuls et de leur propre mouvement dans les affaires de la Grèce, lors même qu'ils s'étaient concertés avec les résidents français et anglais, et qu'ils procédaient à l'exécution d'une mesure générale, au nom de la Triple Alliance.

La Grèce se trouvait, en quelque sorte, dépendante de



la Russie, et son président, Capo d'Istria, ne faisait rien qui n'eût été approuvé par le gouvernement russe. Ce fut peut-être là l'origine de l'impopularité et de la défiance, qui s'attachaient à tous les actes de l'administration du président; il était Russe de sentiment et d'intention, mais il n'en était que plus patriote et plus dévoué aux intérêts de sa patrie hellénique. L'ordre public et l'économie dans les finances avaient succédé aux dilapidations et à l'anarchie; le gouvernement présidentiel fonctionnait à Nauplie de Romanie, avec autant de sagesse que de modération. Cet état de choses régulier et calme ne pouvait convenir aux esprits inquiets et turbulents qui rêvaient l'établissement d'une république populaire en Grèce.

Les Maïnotes et les Hydriotes se déclarèrent en insurrection contre le président qu'ils accusaient de n'être qu'un despote, agent secret de la Russie. Les insurgés s'emparèrent de la flottille grecque, et voulurent s'en servir pour soutenir leur rébellion dans les îles de l'Archipel. Les ministres résidents français et anglais blâmèrent la conduite des révoltés, et promirent à Capo d'Istria l'appui de leurs gouvernements respectifs, pour la conservation de l'ordre et de la tranquillité en Grèce; mais les commandants des stations navales anglaises et françaises, au lieu d'agir d'une manière prompte et décisive, entamèrent des pourparlers avec les rebelles et finirent par se retirer, en prétextant l'insuffisance de leurs instructions.

Le contre-amiral Ricord, qui commandait la flotte russe, jugea que la moindre perte de temps aurait les plus funestes conséquences, et ferait reparaître la piraterie dans les mers du Levant; il n'hésita pas à venir, avec une seule frégate et trois bricks, bloquer Poros, dont les insurgés s'étaient rendus maîtres.

Miaulis avait pris le commandement des forces navales de l'insurrection; il refusa de rendre la flottille, que réclamait le contre-amiral Ricord, au nom du gouvernement grec. Ses tentatives pour faire sortir du port de Poros les corvettes dont il s'était emparé, et que montaient ses intrépides marins, échouèrent devant la résistance de deux bricks russes, qui gardaient l'entrée du port. Les Hydriotes osèrent à plusieurs reprises ouvrir le feu contre l'escadre du contre-amiral Ricord, mais il ne fallut que quelques bordées pour les mettre en fuite.

Le contre-amiral ayant reçu l'ordre de bombarder le fort de Poros, pendant que les troupes du gouvernement grec assiégeraient la ville, Miaulis et ses marins s'échappèrent sur des barques, après avoir fait sauter la flottille grecque, plutôt que de la laisser tomber au pouvoir de l'escadre russe (13 août 1831). La ville de Poros, qui renfermait les arsenaux et les chantiers de marine de la Grèce, fut entièrement détruite, par ordre du président Capo d'Istria. Les commandants des escadres française et anglaise interposèrent leur médiation en faveur des insurgés; mais Capo d'Istria, qui pouvait compter sur la coopération active du contre-amiral Ricord, annonça avec fermeté qu'il n'écouterait aucune proposition conciliante, jusqu'à ce que la révolte d'Hydra et du Maïna fût entièrement réprimée par la force.

Les résidents des trois cours alliées firent entendre alors aux insurgés un langage sévère, qui ne les ramena pas à l'obéissance, mais qui paralysa leur action agitatrice dans le reste de la Grèce. Les Maïnotes, ces indomptables auxiliaires de la révolution, qui avait son principal foyer dans l'île d'Hydra, demeurèrent convaincus qu'ils trouveraient toujours une armée ou une flotte russe entre eux et le gou-

vernement du président Capo d'Istria : au lieu d'appeler aux armes les Palikares et les Klephtes de la Morée, ils conspirèrent la mort du président.

Le 9 octobre 1831, à sept heures du matin, Capo d'Istria se rendait à l'église, accompagné de quelques officiers et d'une escorte peu nombreuse; deux assassins, le père et le fils du bey Mavromichalis, détenu à Nauplie, par ordre du président, étaient embusqués à la porte de cette église, où Capo d'Istria avait été reçu, à son arrivée en Grèce, avec des couronnes d'olivier et de laurier, au milieu des acclamations triomphales du peuple qui le nommait le sauveur des Grecs.

Tout à coup, il tomba mort, atteint d'un coup de pistolet à la tête et d'un coup de poignard au bas-ventre. Le peuple et les soldats se jetèrent sur les meurtriers, dont l'un fut mis en pièces; l'autre parvint à se réfugier tout sanglant dans la maison du consul de France, mais il ne tarda pas à être remis aux autorités, jugé, condamné à mort et fusillé.

On put craindre, un moment, que la Grèce, à peine arrachée à l'oppression des Turcs, ne fût replongée dans la guerre civile; mais le Sénat, dirigé par les conseils des Puissances protectrices, nomma une commission de gouvernement, à la tête de laquelle se trouva placé naturellement Augustin Capo d'Istria, frère cadet du président assassiné.

Ce dernier était un homme de génie; il avait eu la plus grande part à la délivrance de son pays, et il travaillait à le régénérer, en y maintenant l'ordre et en y créant un gouvernement, lorsque l'assassinat politique vint l'arrêter dans sa mission et dans son œuvre. De toutes les hautes qualités de l'illustre Capo d'Istria, Augustin n'en avait qu'une seule, à un degré moindre, mais suffisant encore pour



continuer la tâche de son glorieux prédécesseur, c'était le patriotisme ; et, dès son entrée en fonctions, à la place de son frère, avec le concours de ses coassociés au gouvernement les généraux Coletti et Colocotroni, il écrivit secrètement à l'empereur Nicolas, pour lui demander sa bienveillance et son appui.

L'horreur et l'indignation que le meurtre de Capo d'Istria avait excitées dans toute la Grèce, firent obstacle aux desseins révolutionnaires des Maïnotes ; le peuple frémissait, dans l'attente des dissensions intestines et des luttes sanglantes qui pouvaient naître entre les partis ; on n'avait pas une foi absolue dans l'intervention de la Triple-Alliance, et tous les yeux se tournaient vers la Russie, comme vers la seule Puissance qui avait intérêt à protéger la nation grecque.

On avait répandu, il est vrai, des craintes ridicules sur les intentions menaçantes de la Porte Ottomane. On disait que l'expédition de Syrie, entreprise, en apparence, contre le pacha de Saint-Jean d'Acre, par le vice-roi d'Égypte, ne pouvait être qu'un prétexte pour rassembler une flotte de vingt-cinq bâtiments de guerre et une armée de trente mille hommes vis-à-vis des côtes de la Grèce. C'était donc, dans un délai très-rapproché, la reprise des hostilités entre les Turcs et les Grecs ; c'était encore le farouche Ibrahim-Pacha, avec ses Égyptiens, inondant de sang et couvrant de ruines la Morée et l'Attique.

Et pourtant, à cette heure même, on aurait pu savoir que jamais le tzar n'avait été en meilleure intelligence avec le sultan et que Mahmoud avait félicité l'empereur, dans la forme la plus amicale, de la prise de Varsovie. Bien plus, M. de Boutenieff, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de l'empereur de Russie, était arrivé à Constantinople, avec une suite nombreuse et un prodigieux étalage



de magnificence. Il était chargé d'apporter au sultan les splendides présents que son auguste allié lui destinait, entre autres une voiture de gala, chef-d'œuvre de luxe et d'élégance, sorti des ateliers de la cour impériale, et huit chevaux incomparables, provenant des plus célèbres haras de la Russie, avec leur harnais de maroquin rouge brodé d'or.

Ces présents, que le sultan était allé voir incognito et qu'il avait longtemps admirés, furent remis solennellement aux personnes désignées pour les recevoir, le 18 octobre, dans le nouveau palais du Bosphore, en présence de M. de Boutenieff. Mahmoud n'avait pu assister à cette audience, attristé qu'il était des mauvaises nouvelles qui lui venaient de Syrie, où son autorité se trouvait méconnue. On augura généralement, des bons rapports d'amitié qui existaient entre le tzar et le sultan, qu'un corps de troupes russes pourrait bien marcher contre les pachas qui se révoltaient contre la Porte, et rétablir l'ordre, au nom du grand-seigneur, dans les pachaliks de la Turquie asiatique.

Il est certain que l'empereur Nicolas, fidèle à l'esprit et à la lettre du traité d'Andrinople, avait fait offrir au sultan le secours d'une intervention armée contre ses vassaux rebelles, et que Mahmoud, reconnaissant de cette généreuse sympathie, avait dès lors accepté en principe l'assistance de son allié. De là les progrès de l'influence russe dans toutes les questions, devant lesquelles la diplomatie anglaise et française restait neutre ou impuissante.

Mais si l'empereur Nicolas avait repris sa suprématie en Orient, aux dépens de la France et de l'Angleterre, il ne conservait aucune prépondérance, ni aucune force d'initiative, dans les inextricables discussions de la conférence de Londres, qui avait sacrifié la Hollande, non à la Belgique, en lui donnant un roi, mais à la paix de l'Europe, en



empêchant ces deux États de remettre au sort des armes le règlement de leurs intérêts réciproques, et de formuler par des flots de sang la dernière expression de leur haine et de leur rivalité nationales. Depuis plus de treize mois, les plénipotentiaires des cinq grandes puissances européennes étaient en présence, et leurs protocoles, dictés par un véritable désir de conciliation pacifique, n'avaient été qu'une lettre morte pour la Hollande, qui se réservait toujours l'avenir et qui attendait de circonstances plus favorables la revendication de ses droits.

Cette attitude expectante de la Hollande était, disait-on, le résultat des conseils du cabinet de Saint-Pétersbourg. Le prince d'Orange ne cessait de solliciter de son beau-frère l'empereur Nicolas un appui efficace et une intervention directe; mais l'empereur, qui s'était toujours excusé de soutenir par les armes la cause du roi des Pays-Bas, tant que l'insurrection de Pologne ne serait pas étouffée, engageait son allié à gagner du temps et à ne pas faire de concessions contraires à la dignité de sa couronne et à l'intérêt de son pays. Il avait donc désapprouvé complétement l'invasion des Hollandais en Belgique, invasion qui avait amené immédiatement l'entrée d'un corps d'armée français sur le territoire belge. Les hostilités, par bonheur, n'avaient pas duré plus de quinze jours, et le roi des Pays-Bas, en retirant ses troupes, avait forcé les Français à repasser la frontière.

Les Polonais étaient vaincus et soumis, mais la Russie ne pouvait, sans péril, se compromettre dans une guerre européenne; non-seulement ses finances étaient obérées momentanément, par suite des énormes dépenses de trois grandes guerres successives, en Perse, en Turquie et en Pologne, et il fallait qu'un nouvel emprunt, ouvert à Amsterdam, vînt remplir les caisses du Trésor et reconstituer



le fonds de la réserve, mais encore l'armée avait besoin de réparer les pertes qui éclaircissaient ses rangs après tant de combats meurtriers.

Nicolas écrivit plusieurs fois au prince d'Orange, pour le supplier de ne plus entraver les négociations entamées à Londres et de se résigner à subir les coups de la mauvaise fortune, en attendant des jours meilleurs et en se confiant dans le bon vouloir de la Russie. Le roi des Pays-Bas avait fini par céder, et les plénipotentiaires achevaient de régulariser la séparation définitive de la Hollande et de la Belgique.

Peu de semaines auparavant, le roi Guillaume Ier avait rappelé solennellement, d'une façon aussi délicate qu'ingénieuse, les liens de famille et d'amitié qui l'unissaient à la cour de Russie : il acheta la maison que le tzar Pierre avait habitée à Zaardam et il en fit don à la princesse d'Orange, Anne Paulovna, en souvenir de la naissance de son second fils.

La princesse alla en personne prendre possession de cette maison historique, et y scella de sa main une plaque de marbre portant une inscription en l'honneur du roi des Pays-Bas et du prince d'Orange ; elle se servit, pour ce scellement, des mêmes ustensiles que son frère, l'empereur Alexandre Ier, avait employés, en 1814, pour fixer dans le mur une pierre commémorative où étaient gravés ces mots : *Petro magno Alexander*. On remarqua que, par ordre du roi, le mot *magnus* avait été ajouté à la suite du nom d'Alexandre. Cette fête intime, donnée dans la maison de Pierre le Grand, se termina par un déjeuner où furent portés des toasts significatifs à l'alliance de la Hollande et de la Russie.

Le prince de Lieven, qui représentait la Russie à la conférence de Londres, ne s'était presque jamais départi de son



rôle passif dans les réunions des plénipotentiaires; mais il avait réussi, en inclinant du côté des intérêts anglais, à s'entendre avec lord Palmerston, qui prenait en main la défense des réclamations de la Hollande, malgré les sympathies de l'Angleterre pour le nouveau roi des Belges, Léopold, qui était son ouvrage.

Un rapprochement, de plus en plus cordial, s'opéra insensiblement entre la Russie et la Grande-Bretagne, et, à la séance royale où le roi d'Angleterre prorogea le Parlement (9 octobre), la grande-duchesse Hélène, qui séjournait encore à Londres, et dont le voyage, disait-on, couvrait d'importantes négociations diplomatiques, fut introduite, dans la salle du Parlement, par le marquis de Cholmondeley, au bruit des fanfares qui exécutaient l'air national russe.

On prévoyait que les conférences de Londres aboutiraient bientôt à un traité de quintuple alliance entre les Puissances, pour l'arrangement définitif des affaires de la Hollande, et qu'un traité particulier entre l'Angleterre et la Russie établirait d'avance la ligne politique dont ces deux Puissances ne devraient pas s'écarter, en face des éventualités qu'on s'attendait à voir se produire dans la question d'Orient. Quant à la Pologne, il n'y avait eu que des pourparlers officieux, dans la conférence de Londres, car le prince de Lieven s'était constamment refusé à laisser mettre sur le tapis diplomatique une question que son souverain avait seul le droit de régler, de son propre mouvement, de même que les autres affaires de l'empire.

Le prince de Lieven n'avait pas hésité, toutefois, à se faire l'écho du comte de Nesselrode, pour assurer les plénipotentiaires des puissances alliées de la Russie, que le tzar répondrait au vœu de l'Europe, en traitant ses sujets



rebelles, en père qui pardonne à des fils ingrats et coupables. Ce n'était donc pas la diplomatie étrangère qui contrariait les dispositions bienveillantes de Nicolas, à l'égard des Polonais; c'était la protestation unanime du peuple russe, qui demandait, sinon l'incorporation de la Pologne à la Russie, du moins des mesures sévères et même rigoureuses contre ces éternels ennemis, que leur rébellion permettait de traiter comme des vaincus.

Déjà on accusait l'empereur de pencher vers la clémence et de vouloir sacrifier encore une fois ses anciens et fidèles sujets aux incorrigibles et opiniâtres adversaires de la patrie russe. Nicolas avait à cœur de ne pas blesser l'orgueil national, qui se prononçait avec énergie contre la reconstitution de la Pologne; mais il était impatient d'effacer par une amnistie générale les traces de la guerre civile. Telle fut la principale cause de son voyage de Moscou.

L'empereur savait que le parti russe, hostile aux Polonais, était plus violent dans cette capitale que dans le reste de ses Etats; il savait aussi que la population indigène de Moscou avait, pour ses souverains, plus de vénération et plus d'amour que toutes les races diverses qui composent l'immense agglomération des habitants de l'empire.

C'était au milieu de cette population, de cette famille essentiellement russe, c'était sous ses yeux et avec son assentiment, qu'il se proposait de rétablir le royaume de Pologne, en le déclarant réuni pour toujours à la Russie.



CLXXXVII

Nicolas avait promis à sa bonne ville de Moscou de venir lui rendre visite et de lui amener l'impératrice et le césarévitch, dès que l'empire serait délivré du fléau du choléra.

La fatale épidémie, qui avait fait tant de victimes et causé tant de malheurs, n'avait pas encore disparu, mais on pouvait prévoir sa prochaine disparition, car elle ne frappait plus que de loin en loin quelques imprudents qui l'avaient bravée; à peine si l'on enregistrait deux décès cholériques, par jour, dans les hôpitaux de Saint-Pétersbourg.

L'empereur partit de Tzarskoé-Sélo dans la nuit du vendredi au samedi 21 octobre 1831; l'impératrice ne partit que le lendemain; elle était restée, depuis ses dernières couches, dans un état permanent de faiblesse, et son voyage ne pouvait pas être aussi rapide que celui de son auguste époux. Le départ du grand-duc héritier avait été fixé aux premiers jours de novembre.

Le 24 octobre, à huit heures du matin, le pavillon impérial flottant sur les tours du Kremlin annonçait aux habitants de Moscou que leur souverain bien-aimé était au milieu d'eux depuis la veille au soir. Aussitôt, les abords du palais et de la cathédrale furent obstrués par une foule immense, qui se réjouissait de posséder son empereur dans

les murs de l'antique capitale moscovite, et qui se montrait impatiente de le revoir, de le saluer d'acclamations joyeuses, et de lui exprimer avec enthousiasme l'affection filiale et le respect religieux dont étaient pénétrés ses fidèles sujets.

La cathédrale avait été décorée de banderoles et de drapeaux : un *Te Deum* allait être célébré, en présence de l'empereur, pour rendre grâces à Dieu du succès des armes russes en Pologne. A neuf heures, le canon se fit entendre, et Nicolas sortit de son palais, à la tête de sa cour et de son état-major. Quoiqu'il n'eût à parcourir qu'un espace de cent pas à peine pour atteindre l'entrée de l'église, il lui fallut plus de quinze minutes pour se frayer un passage à travers une masse compacte d'hommes, de femmes et d'enfants, qui se pressaient autour de lui et se prosternaient sur son passage. On l'acclamait, on le bénissait, en versant des larmes de joie, et l'empereur adressait la parole aux uns et aux autres avec une bonté toute paternelle.

Les mêmes démonstrations d'empressement et d'allégresse se renouvelèrent toutes les fois que Nicolas se montra dans les rues de Moscou : il était aussitôt entouré d'une multitude émue et enthousiaste qui baisait la trace de ses pas.

L'empereur visita d'abord les travaux d'art et les nouvelles constructions qu'il faisait exécuter à grands frais dans le Kremlin. Par un ukase du 22 août/3 septembre dernier, il avait confié la direction de ces constructions et de ces travaux au comptoir du palais de Moscou, sous la présidence du prince S. Gagarine, grand-maître de la cour, et sous la vice-présidence du sénateur prince A. Ouroussoff. Les membres du comptoir étaient le conseiller privé Ouschakoff, les conseillers d'État Guédéonoff, Lwoff et Yévréinoff, qui



comprenaient dans leurs attributions le Trésor impérial des anciennes armures, les palais impériaux de Moscou, etc.

Mais Nicolas n'avait fait le voyage de Moscou, que pour dater de cette capitale l'amnistie qu'il voulait accorder aux Polonais : c'était, dans sa pensée, placer cette amnistie sous la sauvegarde de la nation russe.

Il correspondait directement avec le conseiller Engel, chef du gouvernement provisoire de Pologne; avec le maréchal Paskewitch et avec le grand-duc Michel, qui remplissaient à l'envi ses intentions dans l'œuvre difficile de la pacification polonaise. Il avait emmené avec lui quelques personnes de sa chancellerie particulière et le ministre secrétaire d'État, comte Grabowski, qui travaillaient sous ses yeux. Le comte de Nesselrode, qui n'avait jamais pris aucune part personnelle au maniement des affaires de Pologne, était resté à Saint-Pétersbourg, avec tous les ministres.

L'un de ces derniers, l'aide de camp général comte Zakrewski, ministre de l'intérieur et gouverneur général de Finlande, n'avait pas rempli impunément, avec autant de zèle que d'abnégation, la mission périlleuse qu'il avait réclamée comme un honneur qui lui appartenait, pour se rendre, à la tête de quelques hommes intrépides, dans les provinces ravagées par le choléra, et pour combattre face à face le terrible fléau à l'aide de mesures préservatrices; il avait vu tomber autour de lui la plupart de ses compagnons de dévouement; l'épidémie ne l'avait pas épargné lui-même, et quoiqu'il eût survécu à une violente attaque de choléra, il ne devait jamais recouvrer la santé : il ne se sentait donc plus capable de remplir des fonctions publiques, et il avait écrit à l'empereur pour le supplier de lui permettre de prendre sa retraite.

L'empereur, qui venait de partir pour Moscou, ne pou-



vait immédiatement procéder au remplacement de son ministre de l'intérieur; il s'arrêta en route pour lui adresser ce rescrit, dans lequel il témoignait le regret de perdre un si digne serviteur, en le priant de ne pas quitter le ministère, avant que son successeur fût nommé :

« Voyant avec le plus vif regret, d'après votre lettre du 8 (20, nouv. st.) de ce mois, que le délabrement de votre santé ne vous permet plus de continuer le cours de vos services utiles et distingués, Je ne puis cependant Me refuser à vous accorder la démission que vous sollicitez. En vous priant de continuer à remplir les fonctions qui vous sont confiées jusqu'à ce que J'aie fait choix de personnes capables de vous remplacer, Je suis pour toujours votre affectionné,

« Nicolas.

« 9 (21, nouv. st.) octobre 1831. »

Quand Zakrewski reçut ce rescrit flatteur, on désespérait de sa vie, et les médecins ne lui donnaient plus que peu de jours d'existence :

— Puisque l'empereur l'ordonne, dit le moribond avec une résolution qui lui rendit un peu de forces, je vivrai au moins jusqu'à son retour.

Il triompha, en effet, de la maladie, et entra bientôt en convalescence. On lui attribua généralement le don de 100,000 roubles qu'un anonyme fit remettre au gouverneur militaire de Saint-Pétersbourg, en le chargeant de distribuer cette somme aux habitants de la capitale qui avaient le plus souffert du choléra. Selon d'autres personnes qui se disaient mieux informées, ce don magnifique était une pieuse offrande de la princesse de Lowicz, à la mémoire du grand-duc Constantin.



Depuis trois jours que l'empereur résidait à Moscou, il n'était plus question des Polonais dans cette ville, où tant de haine se déchaînait contre eux avant l'arrivée du *père :* c'est ainsi que tous les vrais Moscovites nommaient leur bien-aimé souverain. Les plus pauvres, de même que les plus riches, ne s'occupaient que de la présence de Nicolas dans la ville sainte : on se demandait avec anxiété combien de temps encore ses bons sujets de Moscou auraient le bonheur de le garder au milieu d'eux.

Tout à coup, dans la matinée du 26 octobre, le bruit se répand que l'impératrice est attendue, qu'elle doit arriver le jour même, et qu'elle prolongera son séjour à Moscou autant que durera celui de son auguste époux.

Cette nouvelle, qui s'accrédite et s'affirme de moment en moment, transporte de joie la population, qui se précipite dans la Tverskaïa et qui s'y entasse à flots tumultueux pour attendre l'impératrice. Ce n'est qu'à huit heures du soir que l'impératrice arrive à la barrière de Tver; l'empereur était allé à cheval au-devant d'elle. Les acclamations éclatent de toutes parts et ne cessent pas une minute, jusqu'à ce que Leurs Majestés aient traversé la ville pour se rendre au Kremlin.

Là, sur l'immense place qui s'étend vis-à-vis de l'entrée principale du vieux palais des tzars, la multitude est plus serrée et plus innombrable. Leurs Majestés mettent pied à terre, à la porte de la Résurrection, pour faire leur prière, à genoux, devant l'image miraculeuse de Notre-Dame d'Iversk : à l'instant, tout le monde s'agenouille à la fois, se prosterne en silence et s'associe à la prière de l'empereur et de l'impératrice, en adressant au ciel les plus vives actions de grâces.

Le lendemain, même ivresse populaire, mêmes acclama-



tions, mêmes actions de grâces. Leurs Majestés se rendaient ensemble à la cathédrale de l'Assomption, et le clergé venait les recevoir avec la croix et l'eau bénite.

Un des spectateurs de cette scène indescriptible traduisit ses impressions personnelles dans une lettre qui fut publiée par les journaux russes : « C'est véritablement ici, au milieu de son peuple fidèle, disait l'auteur de cette lettre touchante, que brillent dans tout leur éclat la gloire et la grandeur de notre monarque. Éloigné de la pompe de sa cour, il se trouve parmi nous comme un bon père au milieu de ses enfants; la vénération et l'amour dont il est entouré forment autour de sa personne sacrée un rempart auquel nulle autre garde n'est comparable. »

Cette espèce d'enivrement de piété filiale eut l'occasion de se reproduire parmi le peuple de Moscou, lorsque l'empereur et l'impératrice allèrent, le 30 octobre, à la cathédrale du monastère de Tchoudoff, où fut célébré, en leur présence, un *Te Deum* d'actions de grâces, pour l'heureuse fin de la guerre contre les rebelles polonais. Mgr Nicolas, évêque de Dmitroff et vicaire de Moscou, présidait à cette cérémonie, assisté du haut clergé. Après les prières pour la conservation des jours de la famille impériale, il y eut un service funèbre pour le grand-duc Constantin et pour tous les officiers et soldats russes qui avaient péri dans la guerre de Pologne. Les chants et les psalmodies de l'église eurent pour accompagnement le bruit du canon et le son des cloches, qui ne cessèrent de se faire entendre pendant toute la journée, en l'honneur des morts. On se racontait avec émotion, que, durant la cérémonie religieuse, on avait vu couler les larmes de l'empereur, et que l'impératrice n'avait pas discontinué de pleurer à sanglots.

C'était, pour ainsi dire, le dernier souvenir de cette



triste guerre civile, qui venait d'avoir son dénoûment, car la forteresse de Zamosc, bloquée étroitement par les troupes que commandait le général Kaïsaroff, s'était rendue à discrétion, à la date du 21 octobre.

La population de Moscou ignorait encore qu'elle aurait le bonheur de posséder, en même temps que Leurs Majestés, le nouveau césarévitch, le jeune grand-duc héritier, qui arriva subitement le 9 novembre, à trois heures de l'après-midi.

L'empereur était allé à sa rencontre, et ce fut là ce qui mit en éveil une foule énorme, que le césarévitch trouva sur son chemin, frémissante d'impatience, pour lui faire cortége jusqu'au Kremlin.

Le lendemain matin, l'empereur voulut conduire son fils aîné à la cathédrale de l'Assomption; la ville entière était sur pied, quand la vieille cloche d'Ivan-Véliky annonça que l'héritier du trône allait rendre grâces à Dieu de son heureuse arrivée dans sa ville natale. L'accueil que lui firent les fidèles Moscovites tenait du délire, et jamais la joie d'un peuple ne se manifesta d'une manière plus touchante et plus solennelle.

Les jours suivants, Leurs Majestés, accompagnées du césarévitch, visitèrent successivement l'hospice des orphelins du choléra et les deux gymnases de Moscou. Dans ces visites, qui n'eurent pas d'autre apparat que l'enthousiasme des assistants, la bienveillance, la sollicitude de Leurs Majestés se portèrent sur toute chose et sur tout le monde : on vit l'impératrice, émue, les yeux pleins de larmes, joindre ses prières à la prière commune des orphelins, au moment de leur dîner. Les élèves des gymnases furent aussi honorés de marques toutes particulières de bonté de la part de l'auguste souveraine, et l'empereur, s'étant aperçu que le



service de l'établissement était fait par de vieux soldats, qui avaient la poitrine chargée de médailles militaires, daigna s'entretenir avec eux et donner à quelques-uns le titre d'*anciens camarades*.

L'empereur avait atteint son but : l'irritation, le ressentiment des Russes contre les Polonais, avaient disparu ou du moins ne se montraient plus nulle part. Il jugea le moment bon pour commencer son œuvre de pacification. Il aurait voulu pouvoir se soustraire à la douloureuse nécessité de punir; il n'eût été impitoyable qu'à l'égard des auteurs de la conspiration du 29 novembre 1830, qui avaient donné le signal de l'insurrection de Varsovie. Mais bientôt, se rappelant ce qu'il devait à la mémoire de son frère Constantin, la première victime de la révolution de Pologne, il sentit qu'il n'était pas libre de n'avoir que de l'indulgence.

Ce fut pendant cette pénible indécision, où flottait son esprit, qu'il dit à un de ses plus fidèles conseillers :

— Tant que mon frère Constantin a vécu, malgré son renoncement au trône, je ne me croyais que son lieutenant, et je ne me suis pas permis de prendre une seule décision importante, sans en avoir préalablement référé à son avis. Et je crois avoir bien fait, car les lois de la Providence dominent tout. C'est la Providence qui règle les actions des souverains, lesquels ne sont que ses ministres obéissants. J'agis selon ma conscience, et il me semble que je remplis alors un mandat qui me vient d'en haut.

Voilà comment Nicolas avait résolu de fixer d'une manière définitive, dans l'acte d'amnistie, les justes limites du châtiment et du pardon.

Il promulgua donc ce manifeste, qui fut à peine connu en Russie au moment de la promulgation, mais qui eut un prodigieux retentissement en Pologne, où la publication



d'une amnistie presque générale mit un terme à des inquiétudes croissantes, et dépassa les espérances qu'on pouvait avoir fondées sur la générosité du tzar :

« Nous, Nicolas Ier, par la grâce de Dieu, empereur et autocrate de toutes les Russies, roi de Pologne, etc.

« Nos proclamations et Nos manifestes précédents ont suffisamment prouvé à Nos fidèles sujets combien il Nous a été douloureux de recourir à la force des armes, pour arrêter la révolte qui avait éclaté dans Notre royaume de Pologne. Profondément touché des maux innombrables auxquels le pays était en proie, Nous ne voulions employer d'autres moyens que la persuasion, pour ramener à leurs devoirs Nos sujets égarés. Mais Notre voix ne fut pas écoutée, et la Pologne n'est redevable du retour de la paix et de l'ordre, qu'aux armes victorieuses de l'Empire, auquel sa destinée est attachée d'une manière indissoluble. Nous saurons, toutefois, distinguer la plus grande partie de ceux qui ont été entraînés au delà de la ligne de leurs devoirs, de malheureux qui, trompés par de tristes illusions, et rêvant un état de choses impossible, recoururent à la calomnie et à la trahison pour atteindre leur but. Eux seuls sont responsables de la violation du serment le plus solennel ; de la ruine de leur pays, si florissant depuis sa réunion à la Russie ; du sang versé dans la guerre civile ; de la sédition portée dans les provinces de l'empire ; enfin des charges qui ont pesé sur la Russie elle-même. Un châtiment proportionné à leur crime est commandé par les lois qu'ils ont violées. Mais Notre justice et Notre grâce doivent rassurer les faibles et ceux qui n'ont été qu'égarés. Pour faire cesser désormais leurs inquiétudes et leur faire bien positive-

ment connaître Notre intention, Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

« Art. 1er. Une amnistie complète et absolue est accordée à tous ceux de Nos sujets du royaume de Pologne, qui sont rentrés dans l'obéissance. Aucune des personnes désignées ci-dessus ne pourra, ni à présent ni à l'avenir, être poursuivie ni condamnée, à raison de ses actes ou des opinions politiques qu'elle aurait émises pendant tout le temps de la révolte.

« Art. 2. Sont néanmoins exceptés de l'amnistie :

« 1° Les auteurs de la révolte sanglante du 17/29 novembre 1830, qui se portèrent, dans la soirée, au palais du Belvédère, pour attenter aux jours de Notre bien-aimé frère feu le césarévitch et grand-duc Constantin; les assassins des généraux et des officiers russes et polonais; 2° les auteurs et fauteurs des scènes de carnage qui ont eu lieu le 3/15 août de cette année à Varsovie; 3° ceux qui, depuis le 13/25 janvier de l'année courante, ont été, aux différentes époques de la révolte, chefs ou membres du gouvernement illégalement établi dans le royaume de Pologne, et qui ne se sont point soumis, le 1er/13 septembre de l'année courante, aux termes de Notre proclamation du 17/29 juillet; ainsi que ceux qui, après la soumission de Varsovie, ont établi à Zakroczyn un gouvernement illégal, et par là ont perdu tout droit à Notre miséricorde; 4° les membres de la Diète, qui, par leurs discours dans ses deux Chambres, ont proposé et soutenu l'acte de déchéance du 13/25 janvier; 5° tous les individus compris dans les quatre catégories ci-dessus, et dont une liste nominale sera immédiatement dressée aussitôt qu'ils auront été traduits devant un tribunal établi à cet effet et jugés conformément à la rigueur des lois; 6° les officiers des corps commandés



par les quatre individus dont les noms suivent : Ramorino, Rozycki, Kaminski et Rybinski, en vertu des décrets spéciaux déjà rendus sous les dates du 20 septembre/2 octobre, du 26 septembre/8 octobre et du 1er/13 octobre.

« Art. 3. Les membres de la Diète qui n'ont point, à la vérité, proposé l'acte de déchéance du 13/25 janvier, mais qui l'ont accepté et signé, pouvant avoir été entraînés à ce crime par la crainte ou la faiblesse, seront admis à participer au bienfait de l'amnistie générale, mais à la condition de s'engager par écrit à ne remplir dorénavant aucune fonction publique, s'ils n'ont pas de nouveau gagné la confiance du Gouvernement par leur conduite.

« Art. 4. Les effets de la présente amnistie ne s'étendent pas à ceux qui sont poursuivis pour des crimes commis pendant la durée de la révolte et qui demeurent justiciables des lois existantes.

« Art. 5. Les effets de la présente amnistie ne s'étendent pas à ceux de Nos sujets russes des gouvernements de l'Ouest, qui ont pris part à la révolte du royaume de Pologne, ceux-ci se trouvant soumis à des dispositions particulières publiées à leur égard.

« Donné à Moscou, le 1er/13 novembre de l'an de grâce 1831, et de Notre règne le 6e.

« Nicolas. »

L'amnistie ne pouvait pas être plus complète, lorsque l'émigration polonaise, composée de plus de dix mille individus appartenant surtout aux classes élevées de la société, familles nobles, sénateurs et nonces, magistrats, ecclésiastiques, généraux, savants, journalistes, la plupart avec leurs femmes et leurs enfants, s'acheminait, à travers l'Allemagne, vers la Suisse, la France et l'Angleterre, en jurant



guerre éternelle à la Russie et en poussant des cris de malédiction contre l'autocrate russe.

Les comités polonais, établis de tous côtés en Europe, répondaient aux clameurs furibondes de ces exilés volontaires, en poursuivant leur conspiration de propagande haineuse contre les vainqueurs de la Pologne. C'était, pour les révolutionnaires de tous les pays, un excellent prétexte d'agitation et de trouble : les feuilles libérales obéirent dès lors à un mot d'ordre secret, pour travestir et dénaturer les actes les plus généreux de l'empereur Nicolas, aussi bien que ses intentions les plus bienveillantes à l'égard de la Pologne.

Cependant, ce malheureux royaume aurait promptement effacé les traces de sa fatale révolution, s'il n'eût pas été encore travaillé sourdement par les sociétés secrètes, qui avaient à l'étranger, et surtout en France, leur centre d'action insaisissable. Varsovie était à peine rentrée dans le devoir depuis un mois, que ces sociétés renouaient leurs intrigues et entravaient la marche du gouvernement régulier. Elles procédèrent d'abord, par un système permanent de calomnies et de faux bruits habilement répandus dans les villes et les campagnes. Tantôt on faisait accroire aux paysans, qu'ils seraient mis en servage comme les paysans russes; tantôt on leur annonçait que le taux des impositions allait être triplé; on ne parlait que de séquestres, de confiscations, de jugements arbitraires, à tel point que beaucoup de cultivateurs et de fermiers avaient abandonné leurs maisons, pour se cacher dans les bois et les marais.

Il fallut que le président du gouvernement provisoire déclarât, dans ses proclamations aux « paisibles habitants des campagnes, » que, loin de vouloir molester et ruiner les paysans polonais, l'empereur Nicolas avait à cœur de

faire tout ce qui pourrait contribuer à augmenter leur bien-être et à les rendre heureux.

Au moment même où le manifeste d'amnistie était promulgué, on accusait le gouvernement russe d'emprisonner et de déporter en Sibérie tous ceux qui avaient pris les armes pendant l'insurrection. On entretenait perfidement la défiance et l'inquiétude, en prédisant un soulèvement prochain à Varsovie, et en faisant même courir le bruit de l'assassinat de Paskewitch. Le maréchal avait dû prendre des précautions nécessaires, dans l'intérêt de la tranquillité publique : Varsovie présentait l'aspect d'une ville en état de siége; les troupes bivaquaient dans les rues; un grand nombre de maisons et de boutiques étaient fermées, soit que les habitants se tinssent cachés, soit qu'ils eussent émigré.

La plus simple prudence avait exigé qu'on éloignât de la capitale les personnes suspectes et dangereuses. De là l'établissement d'une commission militaire, dite de purification, présidée par le brave et loyal comte de Witt. Cette commission se bornait à permettre ou à interdire le séjour de Varsovie, à certaines catégories d'individus, qui furent parfois maintenus en état d'arrestation.

Quant aux commissions militaires que le maréchal Osten-Sacken avait créées en Wolhynie et en Podolie, elles se trouvaient investies de pouvoirs plus étendus; elles avaient prononcé une quantité d'arrêts de séquestre, mais les condamnations contre les personnes étaient peu nombreuses, et, dans tous les cas, devaient être ratifiées par l'empereur. Ainsi, l'enseigne Chlopicki, neveu du général de ce nom, accusé d'avoir déserté le régiment de Minski, dans lequel il servait depuis dix ans, pour soulever la Wolhynie, fut condamné, par un conseil de guerre, à la déporta-



tion en Sibérie; mais l'empereur lui accorda sa grâce, en considération de la belle conduite de son oncle au début de la rébellion polonaise.

La plupart des lettres de rémission qui furent octroyées, vers cette époque, à plusieurs Polonais gravement compromis par leurs actes pendant la période révolutionnaire, reçurent la plus grande publicité et s'entourèrent d'un caractère presque solennel. Par exemple, il y eut une proclamation de l'empereur, pour annoncer que le général Stryjenski avait obtenu son pardon, après s'être soumis, sans condition, avec les troupes de cavalerie qu'il commandait.

Le gouvernement provisoire s'était constitué définitivement à Varsovie; plusieurs des anciens ministres du royaume de Pologne avaient repris leurs portefeuilles; le conseiller d'État Xavier Potocki avait été nommé suppléant au ministère de la justice. Tous les fonctionnaires restés en fonctions avaient prêté serment à l'empereur. Le gouvernement provisoire semblait animé du désir de pardonner ou du moins de ne pas punir; le président Engel, de concert avec le maréchal Paskewitch, s'efforçait d'arriver, par l'indulgence et la modération, à l'apaisement des passions politiques : ils furent obligés pourtant de se prêter à quelques mesures de rigueur, commandées par les circonstances.

Il importait, par exemple, de réintégrer dans le royaume le plus grand nombre possible d'émigrés, ceux du moins qui n'avaient été que des instruments aveugles et inconscients entre les mains des chefs rebelles. Paskewitch obtint donc de l'empereur le retrait tacite de plusieurs ukases dirigés contre les corps militaires qui avaient passé en Autriche, en Gallicie et en Prusse; il autorisa ensuite,



par un simple ordre du jour, la rentrée en Pologne des sous-officiers et soldats des corps de Ramorino et de Rozycki, quoique ce dernier eût déclaré solennellement, dans sa lettre au roi de Prusse, lors de la retraite des troupes polonaises sur le territoire prussien, que ces troupes ne souscriraient jamais aux conditions humiliantes que le maréchal Paskewitch voulait leur imposer.

Le corps de Rybinski, interné en Prusse, où il s'était réfugié, n'avait pas été dissous, quoique désarmé, par les autorités prussiennes : après avoir subi une assez longue quarantaine, à cause du choléra, qui semblait pourtant épargner ces infortunés au milieu des fatigues et des souffrances qu'ils supportaient depuis plus d'un mois, sans se plaindre, l'infanterie avait été cantonnée aux environs de Marienbourg, la cavalerie sous les murs de Dantzig, et l'artillerie près d'Elbing. Les officiers seuls avaient obtenu la permission de résider en Poméranie, et même de s'approcher de Berlin. Mais Rybinski conservait toujours, en quelque sorte, le commandement de ses troupes, qu'il avait placées sous la protection du roi de Prusse.

Ce fut donc avec le gouvernement prussien que Paskewitch négocia pour obtenir la remise des hommes et des armes qui appartenaient à la Russie. Rybinski aurait voulu traiter directement avec le maréchal Paskewitch, auquel il écrivit des lettres qui restèrent sans réponse, et près duquel il envoya sans résultat des intermédiaires chargés de discuter les conditions du rapatriement de l'armée polonaise. Paskewitch se borna toujours à répondre que l'armée rebelle n'avait pas d'autres conditions à espérer, que de participer à l'amnistie, en se soumettant à discrétion. Rybinski persistait néanmoins à exalter, par ses proclamations, le dévouement patriotique de ses compagnons d'in-



fortune; il fut averti qu'il devait renoncer à ce rôle anormal, et que le gouvernement prussien s'était engagé à favoriser le retour des soldats et sous-officiers polonais dans leur patrie. Rybinski se démit alors de ses pouvoirs de généralissime, en adressant des adieux touchants à ses troupes, dans une dernière proclamation où il faisait appel à l'Europe et à la postérité.

Les restes de l'armée polonaise cherchaient encore à se rattacher au sol de la Prusse, en sollicitant comme une faveur la liberté de se retirer en France ou dans tout autre pays qui voudrait les recevoir. Mais un colonel prussien, envoyé avec des instructions à Elbing, pour régulariser la position des troupes réfugiées, se mit en rapport direct, au nom des autorités militaires qu'il représentait, avec le général Rybinski, et lui fit savoir que les généraux et officiers du corps d'armée interné en Prusse étaient invités à prendre un parti dans le plus bref délai : ces généraux et officiers devaient invoquer le pardon de leur légitime souverain, pour jouir du bénéfice de l'amnistie du 13 novembre ; sinon, ils n'auraient qu'à sortir immédiatement des États du roi de Prusse. Quant aux sous-officiers et soldats, le roi de Prusse les avait recommandés à la clémence de l'empereur de Russie, et ils allaient être remis, de gré ou de force, avec leurs armes et leurs bagages, entre les mains des autorités russes.

Les généraux et officiers protestèrent avec beaucoup de vivacité contre la pression tyrannique dont ils étaient l'objet, et la plupart n'hésitèrent pas à préférer un exil perpétuel à une amnistie vague et peut-être incomplète, qu'on leur promettait sans la garantir : ils réclamèrent des passe-ports prussiens, qu'on ne leur refusa pas, et ils se mirent en route, par groupes détachés, pour la France.



CLXXXVIII

L'empereur Nicolas s'était promis d'achever, autant que possible, pendant son séjour à Moscou, la pacification de la Pologne; les ukases qu'il publia, dans ce but, ne déterminaient pas encore d'une manière définitive la forme de la nouvelle Constitution qui devait remplacer l'ancienne, anéantie par la révolte et la guerre civile. Ces ukases indiquaient seulement l'intention de conserver en partie l'organisation intérieure du pays, et de lui laisser, avec sa nationalité, son existence propre et particulière.

Déjà, suivant l'ordre formel de l'empereur, Paskewitch avait annulé en bloc toutes les décisions du gouvernement révolutionnaire; défense avait été faite de porter la cocarde ou les couleurs polonaises, et le conseil municipal de Varsovie était dissous. Les universités de Wilna et de Varsovie n'existaient plus, mais on avait rouvert partout les gymnases et les écoles, avec des modifications significatives apportées dans l'enseignement : les cours de langue française étaient supprimés provisoirement et remplacés par l'étude de la langue russe; la plupart des chaires d'histoire et d'économie politique restèrent vacantes et muettes, sous prétexte que les professeurs avaient pris part à l'insurrection et s'étaient fait justice en s'exilant eux-mêmes.



Une des premières mesures radicales, que des hommes d'État polonais suggérèrent, comme urgente et indispensable, à l'attention de l'empereur, ce fut la réorganisation, ou plutôt l'épuration de la noblesse polonaise : un grand nombre de marchands, d'artisans, de bourgeois et même de paysans, avaient usurpé de longue date le titre et les priviléges des *schlalchtys* (nobles), au préjudice des véritables gentilshommes, qui possédaient une fortune patrimoniale, des terres et des revenus domaniaux. La *petite* noblesse, composée de ces usurpateurs de titres, était un fléau pour le pays, car elle ne payait aucune taxe, aucune redevance, et elle se regardait même comme dispensée du service militaire. Les derniers événements n'avaient que trop prouvé que les petits nobles, n'ayant la plupart ni domicile fixe, ni propriétés, pouvaient être plus impunément des perturbateurs de l'ordre public.

Un ukase impérial, daté de Moscou, fut donc adressé au Sénat-dirigeant, pour la réglementation de la *schlalchta* ou noblesse, en Pologne. Les seuls nobles seraient, à l'avenir, ceux dont les preuves de noblesse auraient été vérifiées et reconnues par l'autorité héraldique. Quant à ceux qui se donneraient la qualité de *schlalchtys*, sans pouvoir prouver leur droit à ce titre et à ses prérogatives autrement que par une possession plus ou moins longue et plus ou moins héréditaire, ils devaient être divisés en deux catégories distinctes : les habitants des villes et ceux des villages. Ces derniers prendraient dorénavant le nom d'*habitants libres*; le nom de *bourgeois* appartiendrait exclusivement aux habitants des villes. Les bourgeois, exerçant un art ou une science, comme les médecins, professeurs, artistes, etc., porteraient le titre de *bourgeois honorables*. Les habitants libres des campagnes seraient classés en propriétaires et en non-proprié-

taires. Une catégorie spéciale comprendrait les petits nobles, employés comme domestiques ou serviteurs chez des particuliers. Enfin, tout membre de la petite noblesse urbaine ou villageoise payerait une contribution en argent et serait astreint au service militaire.

Cet ukase, que les véritables nobles polonais accueillirent comme une juste consécration de leurs droits, fut regardé comme une inique persécution par ceux qu'il frappait, et l'on accusa le parti russe d'avoir été l'instigateur de cette mesure aussi prudente qu'équitable, dans l'intention d'amoindrir et d'abaisser la noblesse polonaise.

D'autres ukases furent publiés coup sur coup, qui avaient pour objet d'assimiler de plus en plus au reste de l'empire les provinces de l'ouest, en modifiant ce qu'on pouvait considérer, dans leur organisation, comme un privilége ou un avantage à leur profit. On sut alors qu'une supplique avait été envoyée à l'empereur, par le Sénat-dirigeant, pour demander la réunion définitive de la Pologne à l'empire russe.

L'empereur data de Moscou plusieurs rescrits conférant des grades et des décorations, en récompense des services rendus à l'État durant la guerre de Pologne. Ainsi, dans ces nominations, on vit figurer les lieutenants-généraux Vlassoff, Nabokoff, Mourawieff et Gheismar, que les rapports du général en chef avaient tant de fois cités avec distinction. Par rescrit du 18/30 octobre, la grand'croix de l'ordre de Saint-Georges fut donnée au général d'infanterie, prince Schakhowskoï, et au général de cavalerie, comte de Witt, pour la valeur et les talents militaires dont ils avaient fait preuve dans le cours de cette guerre laborieuse, notamment à l'attaque des fortifications de Varsovie.

Les grâces de l'empereur s'étendirent aussi sur la noblesse



polonaise, comme pour mieux constater les défections qui avaient affaibli progressivement la cause des rebelles : Adam Pociei-Niepokoïczycki fut nommé chambellan de l'empereur, et d'autres maréchaux de la noblesse du gouvernement de Minsk devinrent gentilshommes de la Chambre.

Plusieurs généraux polonais, qui, depuis leur retour à Varsovie, n'avaient pas été en butte à la moindre vexation de police, reçurent l'ordre de se rendre à Moscou, dans le plus bref délai; quelques-uns, dit-on, y furent amenés, malgré eux; là, on les interrogea sur la conduite qu'ils avaient tenue après la capitulation acceptée par le président Krukowiecki. Cet interrogatoire avait surtout pour objet de préciser les motifs et les circonstances qui avaient empêché l'armée polonaise de se retirer immédiatement sur Plock et de mettre bas les armes.

On soupçonnait les membres de la Diète d'avoir obéi à des conseils émanés du gouvernement français. Tout ce qu'on put découvrir, ou plutôt deviner, c'est que le Comité polonais central, dont le général La Fayette était le chef suprême, et qui comptait parmi ses membres les principaux chefs de l'opposition en France, avait exercé une influence directe et permanente sur tous les actes de la révolution de Pologne.

Cette révolution avait eu les mêmes principes, sinon les mêmes éléments, que les troubles et les mouvements insurrectionnels qui se répercutaient alors sur tous les points de l'Europe : en France, à Paris et à Lyon; en Suisse, à Bâle et à Neuchâtel; en Italie, à Parme, à Modène et dans les États romains.

Les recherches actives de la police russe parvinrent à découvrir que les sociétés secrètes de Pologne, encore très-



nombreuses et très-redoutables, malgré les poursuites judiciaires qui les avaient atteintes, correspondaient, non-seulement avec les sociétés secrètes de France, mais encore avec des sociétés secrètes qui existaient en Russie depuis le règne d'Alexandre Ier, et que le grand procès criminel de 1826 n'avait pas empêché de se multiplier, surtout dans les anciennes provinces polonaises. Ces sociétés secrètes russes avaient des ramifications très-étendues dans l'intérieur de l'empire; mais leur organisation était combinée avec tant d'astuce et d'habileté, qu'on ne pouvait pas espérer de connaître jamais tous les auxiliaires de cette vaste association. Il était certain, cependant, que les chefs, ou du moins les centres d'action devaient se trouver dans les colonies militaires des régiments de grenadiers.

Cette découverte fut le dernier coup porté à l'institution des colonies militaires, que la haute noblesse avait souvent dénoncées comme onéreuses pour le peuple et dangereuses pour la couronne. L'empereur Nicolas n'essaya plus de les défendre, et, en renonçant à une expérience qui avait coûté des sommes énormes, sans produire les résultats avantageux qu'il s'était flatté longtemps d'en obtenir, il décida que les colonistes d'infanterie seraient incorporés dans l'armée active.

Quant aux colonies de cavalerie, qui n'étaient que l'organisation régulière des forces militaires de la population cosaque dans les gouvernements de Karkoff, de Cherson et de Kieff, elles avaient trop bien réussi sous l'administration du comte de Witt, elles convenaient trop bien aux mœurs et au caractère des habitants de ces gouvernements, pour qu'on songeât à les détruire ou seulement à les affaiblir. Elles coûtaient, d'ailleurs, moins de sacrifices pécuniaires à l'État que les colonies d'infanterie, et elles fournissaient

à l'armée ses meilleurs, ses plus beaux régiments de cavalerie, cuirassiers, hulans, hussards, etc.

L'ukase, qui introduisit des changements considérables dans le système des colonies militaires, fut adressé au Sénat-dirigeant, sous la date du 8/20 novembre 1831. C'était le point de départ d'un système nouveau qui devait, en augmentant les cadres de l'armée, lui donner plus de cohésion et plus d'unité. Le rappel au service du général Yermoloff, qui en avait été éloigné par la jalousie du maréchal Diebitsch, adversaire déclaré de ce commandant en chef du corps détaché de l'armée du Caucase, fut considéré comme de bon augure pour les grandes mesures de réforme que l'empereur se proposait d'appliquer successivement au matériel aussi bien qu'au personnel des armées russes.

Le prestige, que la présence du souverain à Moscou exerçait sur la population de cette ville, avait été tel, que toute autre préoccupation faisait place aux sentiments de joie et d'enthousiasme, qui débordaient de tous les cœurs. Le vieux parti russe n'avait pas même osé protester ouvertement contre la reconstitution du royaume de Pologne, et les nombreux ukases, datés de Moscou, que l'empereur crut devoir accorder à l'apaisement de l'agitation polonaise, ne furent connus ou plutôt ne furent jugés qu'après le départ de la famille impériale.

Ce départ, remis de jour en jour, était renvoyé aux derniers jours de novembre. Le 14 de ce mois, Leurs Majestés, accompagnées du césarévitch, avaient visité l'exposition de l'industrie nationale du gouvernement de Moscou, improvisée en leur honneur par les soins d'une commission, que présidaient M. Samoiloff et le prince Viazemski, l'un et l'autre employés du ministère des finances, et admirablement organisée dans six salles du Kremlin.



La première salle contenait les produits chimiques, les porcelaines, les faïences, la quincaillerie et la coutellerie, les cristaux, l'horlogerie, les instruments de mathématiques; la seconde salle, les cotons; la troisième, les soies; la quatrième, les laines; la cinquième et la sixième, la ganterie, la chapellerie, les peaux, les fleurs artificielles et d'innombrables objets de l'industrie de luxe. Chacune de ces salles, ornées de tentures, de trophées et de statues, offrait un coup d'œil superbe. On avait exposé aussi, dans deux salles adjacentes, sept cartons peints pour des tapisseries, attribués à Raphaël, et quatre cents dessins exécutés par les élèves de l'école impériale d'architecture, attachée au comptoir du palais.

Leurs Majestés furent reçues, au son des fanfares, par le maire de la ville et par les membres du conseil des manufactures, ayant derrière eux les marchands russes et leurs enfants, revêtus du costume de leurs ancêtres. L'empereur voulut examiner en détail tous les produits de l'exposition, et il commença cet examen, qui ne dura pas moins de deux heures, sous la conduite du conseiller d'État Hamel, membre de l'Académie des sciences, qui lui fournissait les explications nécessaires.

Au reste, l'empereur s'adressait familièrement aux manufacturiers et aux fabricants eux-mêmes, placés à côté des spécimens de leur industrie. On eut plus d'une occasion de remarquer le discernement profond avec lequel il savait apprécier la valeur et le mérite des objets qui attiraient son attention. L'impératrice, de son côté, avec une grâce et une bonté incomparables, ajoutait souvent des paroles bienveillantes à celles de son auguste époux; le jeune prince enchantait tous les spectateurs par son esprit et ses manières affables.

Après cette longue promenade dans les salles de l'exposition, l'empereur appela près de lui le maire de Moscou et le pria de remercier les habitants de cette capitale, pour toutes les merveilles que cette belle exposition avait offertes à ses regards. Il exprima ensuite, dans les termes les plus touchants, la satisfaction que lui avait causée l'œuvre de bienfaisance, accomplie par les bourgeois et marchands de Moscou, qui s'étaient cotisés, l'avant-veille, pour réunir une somme de 50,000 roubles, destinée aux soldats russes blessés sous les murs de Varsovie, ainsi qu'aux veuves et et aux orphelins des morts. C'était, en quelque sorte, une protestation nationale contre la révolte des Polonais.

L'empereur et l'impératrice, arrêtés et retenus par l'affection infatigable de leurs sujets, ne quittèrent Moscou que le 5 décembre; mais le grand-duc héritier était retourné à Saint-Pétersbourg, dix jours plus tôt.

Une nouvelle qui produisit une douloureuse impression dans Moscou, mais qui passa presque inaperçue en Russie, parvint à Leurs Majestés, avant qu'elles eussent quitté Moscou. La princesse de Lowicz, veuve du grand-duc Constantin, était décédée, le 30 novembre, à la suite d'une maladie de langueur, au palais de Tzarskoé-Sélo, qu'elle habitait depuis quelques mois.

Cette maladie, qui n'avait pas d'autre origine qu'un chagrin profond et incurable, avait été précédée du délabrement progressif de sa santé. Les derniers instants de sa vie furent consacrés exclusivement à des œuvres de charité et de dévotion, en mémoire de l'époux qu'elle ne se consolait pas d'avoir perdu.

Peu de jours avant sa mort, elle fit appeler le prince Wolkonsky, ministre de la maison de l'empereur, et elle le chargea de transmettre à Sa Majesté, avec l'expression

d'une profonde reconnaissance, ses vœux suprêmes en faveur de la Pologne. Elle le pria aussi de rendre à l'empereur le testament du grand-duc Constantin et une déclaration solennelle de ce prince relative à la succession au trône de Russie, pièces importantes qu'on avait cherchées inutilement à Varsovie, d'après ses ordres et ses indications, et qui, chose étrange, furent retrouvées vingt-cinq ans plus tard dans les papiers du prince Wolkonsky.

Les méprisables artisans de calomnies, qui avaient dès lors pris à tâche de nuire à la cause des Polonais, en essayant de la servir à l'aide de fausses nouvelles et de bruits mensongers, osèrent répandre que la princesse de Lowicz était enceinte au moment de son décès, et que les nécessités de la politique russe avaient exigé que la malheureuse veuve de Constantin ne mît pas au jour un roi de Pologne!

Le retour de Leurs Majestés à Saint-Pétersbourg coïncidait avec celui du grand-duc Michel, qui revenait de Wilna, épuisé de fatigue, sinon sérieusement malade, après la campagne pénible dont il avait, pendant huit mois consécutifs, affronté les fatigues et les dangers. Le grand-duc n'avait voulu rentrer en Russie, qu'après la pacification complète de la Pologne : il avait pu voir, avant de se mettre en route, arriver les premières colonnes de l'armée polonaise, que le gouvernement prussien forçait de repasser la frontière et d'accepter les bienfaits de l'amnistie, que l'empereur avait accordée à tous les sous-officiers et soldats de cette armée réfugiée en Prusse. Ceux-là seuls que l'amnistie avait exceptés, les sujets russes du gouvernement de Wilna et des autres provinces de l'empire, avaient obtenu la permission de rester dans les États du roi de Prusse.

L'empereur attendait avec une vive impatience son frère Michel, dont il était privé depuis si longtemps, et l'accueil

qu'il lui fit témoigna de la joie qu'il avait de le revoir, à la suite d'une longue séparation et après tant de dangers courageusement affrontés.

Trois semaines plus tard, la grande-duchesse Hélène, qui avait passé en voyage une partie de l'année, rentrait aussi à Saint-Pétersbourg. Elle n'avait pas attendu, en Angleterre, la conclusion définitive du traité de la quintuple alliance, qui ne fut signé que le 15 novembre, et qui devait être ratifié dans un délai de deux mois par les cinq Puissances représentées à la Conférence de Londres. On a lieu de croire que le voyage de la grande-duchesse Hélène, dans différentes cours de l'Europe, n'avait pas été étranger aux plus graves intérêts de la politique russe.

Saint-Pétersbourg était alors entièrement délivré du choléra; la famille impériale pouvait donc, sans inquiétude, prendre sa résidence d'hiver. Un *Te Deum* fut chanté, le 10 décembre, dans la chapelle du palais, en présence de Leurs Majestés et du césarévitch, pour la cessation de l'épidémie, qui avait fait tant de victimes dans la capitale, et qui semblait en ce moment suspendre sa marche dévorante à travers l'Europe.

L'empereur n'avait pas encore laissé deviner ses intentions à l'égard de la Pologne; les rancunes et les violences du parti russe commençaient à s'assoupir, et l'opinion publique ne demandait plus avec la même persistance un régime d'exception et de représailles contre les rebelles. Nicolas, tout porté qu'il pût être à l'indulgence et au pardon, se croyait fondé en droit à modifier radicalement, sinon à retirer tout à fait, la Constitution que son frère Alexandre avait octroyée aux Polonais; il était d'accord avec tous les hommes d'État de la Russie, sur la convenance et l'opportunité de la réunion du royaume de Pologne à l'empire russe;



mais l'heure n'était pas venue de décréter cette réunion et de la faire accepter aux Puissances européennes.

En attendant, plusieurs actes de l'autorité impériale avaient pu faire pressentir quel était le sort réservé à la Pologne soumise et amnistiée; par exemple, un ukase, du 29 novembre/11 décembre 1831, avait ordonné que les ordres de Pologne fussent compris désormais parmi les ordres de Russie; les ukases du 18/30 janvier 1832 furent encore plus significatifs, car ils supprimaient toutes les grandes charges de la cour du royaume de Pologne, en attribuant, à ceux qui les possédaient, des charges analogues à la cour de Russie; c'était annoncer, en même temps, que la Pologne cessait de faire un royaume séparé, et que la noblesse polonaise ne devait plus servir désormais que l'empereur de Russie.

La noblesse, en effet, et la haute bourgeoisie polonaise, avaient spontanément donné l'exemple d'une soumission sans réserve, comme pour atténuer et contre-balancer l'obstination, le ressentiment et l'hostilité, que les sociétés secrètes entretenaient dans les masses. Ainsi, lorsque le grand-duc Michel allait partir pour Riga, où était le quartier-général des gardes, les bourgeois notables de Varsovie lui avaient présenté une pétition revêtue d'un grand nombre de signatures, pour le prier d'intercéder l'empereur en faveur de ses sujets coupables et repentants. Les hommes sages et prudents s'efforçaient, avec un véritable patriotisme, de conjurer les mesures de rigueur qui menaçaient la Pologne et ses habitants.

En revanche, l'émigration polonaise à l'étranger avait entamé déjà une guerre offensive d'intrigues, de clabauderies, de pamphlets et de journaux, contre le tzar en personne et contre le gouvernement russe.



Il y eut alors, dans les palatinats de Pologne, un essai de protestation collective, pour combattre, par des adresses à l'empereur, la fatale influence de ces dangereux amis. Il suffit de citer une seule de ces adresses, couvertes de nombreuses signatures, pour indiquer dans quel esprit et dans quel but elles étaient dirigées. Voici celle des habitants du palatinat de Masowie, que les plus riches propriétaires avaient signée, sous l'inspiration du comte Alexandre Potocki :

« SIRE,

« Les paroles de grâce que renferme le manifeste de Votre Majesté impériale et royale, du 20 octobre (1er novembre, nouv. st.) 1831, offrent aux habitants du palatinat de Masowie, réunis en cette ville, un juste motif d'exprimer les sentiments de la plus profonde vénération et du dévouement sans bornes dont ils sont pénétrés pour leur souverain magnanime.

« Plus la douleur que le cœur paternel de Votre Majesté impériale et royale a ressentie, à l'époque de notre désastreuse révolution, lui a été sensible ; plus sera éclatante, dans les fastes du monde, la page qui retracera son généreux pardon.

« Les événements qui viennent de se passer sont pour nous une source de larmes et d'affliction ; après tant de calamités diverses, auxquelles la nation vient d'être en butte, nous serions effrayés de la situation qu'elle présente, si les intentions bienveillantes de Votre Majesté impériale et royale n'étaient venues y porter remède. A la suite des malheurs de tout genre dont il a plu à la Providence de nous accabler, nous sommes tranquillisés sur notre sort à venir, puisque Votre Majesté impériale et royale, en vouant



le passé à l'oubli, daigne nous conserver ses affections paternelles, qui nous sont si chères.

« C'est avec soumission, et avec une entière confiance, que nous attendons les mesures d'allégement que, dans sa sagesse, Votre Majesté daignera reconnaître utiles pour détourner les calamités qui pèsent sur nous. La prospérité renaissante du pays pénétrera d'une vive gratitude les cœurs de tous ses sujets, et ce sentiment sera transmis par eux aux générations futures. Puisse le Très-Haut bénir les vues de l'auguste et bienfaisant monarque, qui juge ses enfants humiliés avec les sentiments d'un père, et s'empresse de fermer leurs cruelles blessures!

(*Suivent les signatures.*)

« Varsovie, ce 6 (18, nouv. st.) décembre 1831. »

Pendant que les chefs de la population s'efforçaient ainsi de recommander leur malheureuse patrie à la clémence du vainqueur, à la bonté du souverain, les chefs de l'émigration, établis en France et en Angleterre, travaillaient à prêcher une folle croisade, qui ne pouvait servir, malgré ses sollicitations bruyantes, qu'à offenser et à exaspérer l'empereur de Russie.

De là, sans doute, un accroissement de sévérité et d'arbitraire dans certains actes de l'administration provisoire de la Pologne, et surtout dans les dispositions de l'autorité militaire; le nombre des séquestres, des emprisonnements et des condamnations, n'avait fait qu'augmenter avec le nombre des mécontents et des malveillants. On disait hautement, à Varsovie, que la Pologne avait cessé d'exister; qu'elle serait divisée en deux ou trois gouvernements organisés et administrés comme ceux de l'empire, et qu'on y



établirait à la fois, par ukases, la religion grecque et la loi russe.

L'empereur, il est vrai, semblait ne vouloir perdre aucune occasion de rappeler à ses peuples la prise de Varsovie et la défaite des rebelles polonais, en même temps que la bravoure et la gloire de l'armée russe. Il créa, en souvenir des actions d'éclat qui avaient signalé cette guerre terrible et douloureuse, non-seulement une médaille militaire, mais encore une décoration nouvelle ainsi qualifiée : ***Marque d'honneur polonaise pour le mérite militaire.*** La médaille ne devait être attribuée qu'à ceux qui auraient combattu sous les murs de Varsovie, les 6 et 7 septembre 1831 ; la marque d'honneur, instituée en cinq classes, par ukase en date du 31 décembre 1831/12 janvier 1832, serait accordée de droit à tous les officiers, sous-officiers et soldats, qui auraient figuré dans les combats livrés aux rebelles sur le territoire polonais.

Un ordre du jour, adressé sous la même date aux troupes de l'armée active, leur annonçait la création de cette médaille spéciale et de la marque d'honneur polonaise, destinées l'une et l'autre à perpétuer dans l'armée la mémoire de la glorieuse guerre de Pologne. Voici cet ordre du jour, qui proclamait, en termes très-explicites, la réunion définitive du royaume de Pologne à l'empire :

« Braves soldats,

« Vous avez, par des exploits d'une valeur sans exemple et par une intrépidité invincible, dans la guerre mémorable contre les rebelles polonais, atteint complétement le but auquel vous étiez appelés. Vos efforts ont mis un terme à la révolte déplorable qui avait ébranlé le royaume de Pologne jusque dans toutes ses bases d'ordre public, et ce royaume,



ainsi rendu à l'empire de Russie, va retrouver sous son égide une prospérité durable.

« Voulant signaler des services si éminents, J'ai trouvé juste de conférer, à tous ceux qui ont pris part aux opérations militaires dans le royaume de Pologne, la marque d'honneur pour le mérite militaire, qui appartenait à ce royaume, et J'ai donné ordre de vous distribuer cette marque d'honneur, comme un nouveau gage de Ma reconnaissance envers vous, et comme un témoignage éclatant que les distinctions militaires n'appartiennent qu'aux troupes inébranlables comme vous dans leur fidélité, leur dévouement et leur amour pour le trône et la patrie.

« J'ai, de plus, institué, en mémoire de la prise de Varsovie, une médaille particulière, laquelle sera portée par les généraux, officiers et soldats, qui se sont trouvés, sous les armes et dans l'action, à l'assaut mémorable de cette ville.

« La marque d'honneur polonaise pour le service militaire, et la médaille pour la prise de Varsovie, seront envoyées à chacun de ceux qui y ont droit, conformément aux dispositions d'un ordre spécial, donné à cet effet à l'aide de camp général dirigeant Mon état-major général.

« Donné à Saint-Pétersbourg, le 31 décembre 1831 (12 janvier 1832, nouv. st.).

« Nicolas. »

La marque d'honneur pour le mérite militaire fut vainement sollicitée par les bourgeois des gouvernements de Kiew et de Riga, qui avaient fait le service de la garde urbaine pendant toute la durée de l'insurrection polonaise, et qui s'étaient distingués par leur zèle exemplaire autant que par la discipline qu'ils avaient observée sous



les armes. L'empereur leur fit seulement témoigner sa haute satisfaction, ainsı qu'aux habitants de la Courlande et de la Livonie, qui avaient concouru avec le même zèle au succès des mesures prises par le gouvernement impérial contre les tentatives criminelles des révoltés de Luthanie.

CLXXXIX

Tout était préparé, cependant, pour la rédaction définitive des Statuts organiques, destinés à remplacer la Constitution accordée aux Polonais, en 1815, par l'empereur Alexandre.

Nicolas avait fait savoir aux différentes cours de l'Europe, qu'il s'était vu dans « l'indispensable nécessité de ramener le bien-être et la tranquillité en Pologne, en réunissant ce royaume à l'empire par un lien indissoluble. » Et, sans attendre l'effet de cette communication diplomatique, sans s'inquiéter des représentations plus ou moins impérieuses que ses ambassadeurs ne manqueraient pas de lui faire parvenir au nom des Puissances alliées, il avait mandé à Saint-Pétersbourg le maréchal Paskewitch, gouverneur général de la Pologne, pour lui donner connaissance des nouveaux Statuts organiques.

Au reste, il paraîtrait que la grave question de la réunion politique et administrative du royaume de Pologne à l'empire russe avait été posée et débattue secrètement devant la conférence de Londres. Le prince de Lieven, ministre plé-



nipotentiaire de la Russie, avait énuméré les raisons péremptoires qui obligeaient l'empereur à prendre ce parti, sans tenir compte des protocoles du traité de Vienne, lequel, en déclarant que le duché de Varsovie était réuni à l'empire de Russie, promettait à ce duché une administration distincte, une représentation et des institutions nationales ; il ne laissa pas, d'ailleurs, supposer que l'empereur reculerait dans la voie où les circonstances seules le forçaient d'entrer, et il présenta comme un fait inévitable, sinon comme un fait accompli, l'annexion définitive et indissoluble de la Pologne à la Russie.

Ce n'était pas le moment d'évoquer un nouveau conflit, lorsque la paix de l'Europe dépendait de l'attitude de la Hollande vis-à-vis de la Belgique ; car le roi des Pays-Bas, qui croyait pouvoir s'appuyer exclusivement sur la Russie, refusait de souscrire aux conditions trop onéreuses que la conférence de Londres voulait lui imposer, sous la pression des cinq Puissances, pour sanctionner la séparation territoriale de la Hollande et de la Belgique.

Le rôle que la conférence de Londres avait accepté, depuis plus d'un an, n'était autre que celui de l'ancienne Sainte-Alliance, qui tendait à se réorganiser sous un nom différent et sous une forme différente. Les cinq grandes Puissances, attaquées ou menacées par la coalition permanente des sectes révolutionnaires, sentaient le besoin de se soutenir et de se défendre mutuellement, attendu que chaque État renfermait les mêmes ferments de trouble, les mêmes agents de désordre, et que, partout, les sociétés secrètes étaient à l'œuvre pour renverser les gouvernements légitimes et anéantir l'ordre social.

Il y eut donc, entre les hommes éminents qui composaient la conférence de Londres, une espèce de conven-

tion tacite, moyennant laquelle l'empereur de Russie n'avait plus à craindre d'être gêné ni contrarié dans ses actes de souverain à l'égard de la Pologne; il avait déclaré, il est vrai, de la manière la plus énergique et la plus précise, qu'il ne souffrirait, de la part des Puissances européennes, aucune intervention directe ou indirecte, qui eût pour objet d'entraver l'action de son autorité vis-à-vis de ses sujets et dans les limites de ses États; mais il consentait à traiter et à régler, de concert avec ces Puissances, toutes les questions générales, qui pourraient intéresser la paix de l'Europe, et dont la solution serait soumise à l'arbitrage de la quintuple alliance.

C'était reconnaître implicitement que le roi des Pays-Bas, son allié et son ami, ayant refusé de concourir au traité de Londres, du 15 novembre 1831, ne devait plus espérer, du côté de la Russie, ni secours matériel, ni appui moral, en dehors de ce traité et en contradiction avec les principes que la conférence avait admis pour la création territoriale du royaume de Belgique.

Le traité avait été ratifié, dès le 24 novembre, par le roi des Français; le 6 décembre, la ratification du roi d'Angleterre avait manifesté l'accord parfait des deux pays, qui allaient faire un roi des Belges. Le roi des Pays-Bas persistait à se tenir à l'écart et à demander d'autres conditions que celles qui lui étaient imposées par le traité de Londres. On avait lieu de croire qu'il serait soutenu, dans ses réclamations, par l'Autriche, la Prusse et la Russie, qui n'avaient pas encore ratifié le traité, quoique le délai fixé pour l'échange des ratifications fût bien près d'expirer. La conférence continuait sa mission conciliatrice, en s'efforçant d'éclairer le cabinet hollandais et de l'amener à l'acceptation des vingt-quatre articles qui devaient servir de bases

à la séparation de la Belgique et de la Hollande; mais les cinq Puissances, en dépit de l'accord simultané de leurs plénipotentiaires, ne se montraient pas également empressées à donner force de loi européenne à ce traité que deux d'entre elles seulement avaient ratifié.

Le comte de Nesselrode transmit alors au prince de Lieven une dépêche, dans laquelle il lui annonçait que l'empereur réclamait un ajournement à l'exécution du traité, en faveur du roi des Pays-Bas, qu'il se flattait de voir y adhérer, sauf quelques modifications et amendements dans trois articles. La ratification de l'empereur avait donc été signée, sous cette réserve, le 18 janvier 1832.

On apprenait, en même temps, que l'aide de camp général comte Orloff était parti de Saint-Pétersbourg pour la Haye, chargé d'une mission spéciale auprès du roi des Pays-Bas. Cette mission, suivant les termes dans lesquels elle fut annoncée à la conférence de Londres, devait servir « à constater à la face de l'Europe les principes de loyauté et les vues conciliantes de l'empereur de Russie, ainsi que sa vive et constante sollicitude pour le maintien de la paix générale. »

Le comte Orloff arriva, le 20 février, à la Haye; mais, dès ses premiers entretiens avec les ministres du roi des Pays-Bas, il put se convaincre que sa mission n'aurait aucun succès; il en avertit le comte de Nesselrode, et il reçut l'ordre de faire de nouveaux efforts pour obtenir les concessions que l'empereur jugeait nécessaires dans l'intérêt même du roi Guillaume, à qui il avait donné des preuves non équivoques de déférence et d'amitié. Le roi et ses ministres furent inflexibles. Les lettres intimes et confidentielles de Nicolas à son beau-frère le prince d'Orange, n'eurent pas plus d'influence sur la politique du cabinet de



la Haye, qui persistait à repousser le traité de la quintuple alliance, comme attentatoire aux droits et à la dignité de la couronne néerlandaise.

Cependant, l'Autriche et la Prusse avaient fait savoir à la conférence de Londres, qu'elles ratifieraient le traité, ratifié déjà par la France, l'Angleterre et la Russie, aussitôt qu'on aurait épuisé tous les moyens de conciliation auprès du roi des Pays-Bas. On pouvait prévoir qu'un arrangement pacifique des affaires de la Hollande et de la Belgique serait difficile à réaliser; mais on ne devait pas douter que la France et l'Angleterre ne fussent d'intelligence pour terminer le plus promptement possible, fût-ce par la voie des armes, le différend hollando-belge, dans lequel ces deux Puissances se trouvaient beaucoup plus intéressées que les autres Puissances représentées à la conférence de Londres.

L'empereur Nicolas ne retarda pas davantage la promulgation des nouveaux Statuts organiques de la Pologne, qui parurent d'abord à Varsovie, accompagnés de ce manifeste, mais qui ne furent publiés en Russie que six semaines plus tard :

« Le royaume de Pologne, qui, dans l'année 1815, avait été conquis par les armes victorieuses de la Russie, non-seulement recouvra alors son existence nationale par la magnanimité de Notre illustre prédécesseur, mais encore il reçut des lois particulières, consacrées par une charte constitutionnelle. Ces bienfaits ne suffirent pas pour contenter les éternels ennemis de l'ordre et du pouvoir légitime. Persistant avec opiniâtreté dans leurs criminels projets, ils ne cessèrent pas un instant de rêver une séparation des deux peuples soumis à Notre sceptre, et dans leur orgueil,



ils osèrent abuser des bienfaits du Régénérateur de leur patrie, en faisant servir à la destruction de son grand œuvre les mêmes lois et les mêmes libertés que sa main puissante leur avait généreusement accordées.

« Le sang a coulé, par suite de ces menées. Le repos et le bonheur dont le royaume de Pologne avait joui à un degré qui lui avait été inconnu jusqu'ici, disparurent au milieu des horreurs de la guerre civile et d'une dévastation générale. Maintenant, tous ces malheurs sont à leur terme. Le royaume de Pologne, rentré sous Notre sceptre, recouvrera le repos, et fleurira de nouveau au sein de la paix qu'un gouvernement vigilant lui garantit sous Nos auspices.

« En conséquence, et dans notre sollicitude paternelle pour le bien de nos fidèles sujets, Nous regardons comme Notre devoir le plus sacré d'employer tous les moyens qui sont en Notre puissance, pour prévenir le retour d'événements semblables à ceux qui ont eu lieu, et pour enlever aux malintentionnés les moyens à l'aide desquels ils sont parvenus à troubler le repos public.

« Comme Nous voulons, en outre, assurer à Nos sujets du royaume de Pologne la durée de tout le bonheur nécessaire à chacun d'eux en particulier et à tout le pays en général, la sûreté des personnes et des propriétés, la liberté de conscience, et toutes les lois et les franchises des villes et des communes, afin que le royaume de Pologne, quoique administré séparément d'une manière appropriée à ses besoins, ne cesse pas cependant de former une partie intégrante de Notre empire, et qu'à l'avenir les habitants de ce pays ne forment avec les Russes qu'une seule et même nation animée des mêmes sentiments d'union et de fraternité, Nous avons résolu et ordonné, conformément à ces principes, par des Statuts organiques publiés en ce jour,



d'introduire une nouvelle forme d'administration dans Notre royaume de Pologne.

Donné à Saint-Pétersbourg, le 14/26 février, l'an de notre Seigneur 1832 et de notre règne le septième.

« NICOLAS.

« *Par l'empereur et roi,*

« *Le ministre secrétaire d'État,*

« Comte ÉTIENNE GRABOWSKI. »

Les Statuts organiques annulaient la Charte constitutionnelle, promulguée en 1815 par l'empereur Alexandre, conformément aux conditions adoptées par le congrès de Vienne, conditions qu'Alexandre avait déjà modifiées lui-même, selon les nécessités politiques du moment. Le royaume de Pologne ne devait plus désormais former un État indépendant, totalement séparé de la Russie, et se gouvernant lui-même, pour ainsi dire, au moyen d'une représentation nationale, composée de la Diète, qui comprenait le Sénat et la Chambre des nonces, sous l'autorité d'un roi héréditaire, couronné à Varsovie et soumis à la Constitution qu'il jurait de maintenir. La Pologne perdait, en outre, avec son armée, un grand nombre des priviléges inhérents à sa nationalité.

Il est permis de regretter que, pour couper dans le vif et ôter tout prétexte à contestation, l'empereur Nicolas, en rayant d'un trait de plume les plus importantes prescriptions du congrès de Vienne relatives au royaume de Pologne, n'ait pas déclaré solennellement que la révolte des Polonais l'avait dégagé de toute espèce de promesse et d'obligation à leur égard, et que la nouvelle organisation du royaume ne reposait pas sur d'autres bases que le droit imprescriptible du vainqueur et la volonté absolue du souverain.

Le royaume de Pologne, comme le duché de Varsovie, était donc à jamais réuni à l'empire russe, dont il formerait une partie inséparable ; il aurait cependant une administration particulière, conforme aux besoins locaux, en conserservant un code spécial, civil et militaire. L'administration supérieure serait confiée à un Conseil, composé des directeurs généraux, du contrôleur général et d'autres fonctionnaires désignés par l'empereur, sous la présidence suprême du gouverneur général du royaume. Un conseil d'État, placé aussi sous la présidence de ce gouverneur, aurait dans ses attributions la législation administrative, la révision du budget et la présentation des lois, mais ces lois et le budget devaient être en dernier ressort examinés et approuvés par le conseil d'État de Russie.

L'empereur se réservait la nomination à tous les hauts emplois civils et religieux. La couronne de Pologne serait héréditaire, comme celle de Russie, dans la famille impériale ; le couronnement de l'empereur et roi se ferait à Moscou, dans une seule et même cérémonie, en présence d'une députation polonaise. Dans le cas d'une régence, le régent ou la régente exercerait sur la Pologne les mêmes pouvoirs que sur la Russie. L'armée impériale n'admettrait plus de distinction de troupes russes et polonaises.

La Pologne, en un mot, devenait partie intégrante de l'empire de Russie.

Cependant, l'ancienne division du pays était maintenue avec toutes ses waivodies et leurs assemblées de nobles, avec toutes ses communes et leurs conseils municipaux. De plus, les coutumes et les statuts particuliers des villes et des villages continueraient d'être en vigueur dans chaque localité. Quant à l'autorité judiciaire, les juges, en partie choisis par l'empereur et en partie élus par le conseil d'État,



n'auraient qu'un mandat temporaire, et seraient toujours révocables. La liberté des cultes était garantie, ainsi que la liberté individuelle; mais la religion catholique-romaine, étant professée par la majorité des Polonais, devait être l'objet de la protection spéciale du Gouvernement. Le droit de propriété des individus et des corporations était déclaré inviolable et sacré. La peine de la confiscation ne serait plus applicable qu'aux crimes d'État, de première classe. La publication de la pensée par la presse, resterait soumise aux restrictions que commanderaient la religion, l'inviolabilité de l'autorité supérieure, l'intérêt des mœurs et celui des personnes.

Les différents articles de ces dispositions générales devaient être, d'ailleurs, expliqués et réglementés postérieurement par des lois ou ordonnances spéciales. Le titre II du Statut organique exposait en détail les fonctions de l'administration supérieure et locale; le titre III, les attributions des assemblées de nobles, des assemblées communales, et des conseils de waivodies; le titre IV, le rôle des assemblées des États provinciaux; le titre V renfermait toute l'organisation judiciaire.

Ces Statuts organiques, préparés dans la chancellerie impériale, discutés devant Nicolas et enfin examinés, en dernier lieu, par le maréchal Paskewitch, qui était arrivé, le 13 février, à Saint-Pétersbourg, et qui avait passé plusieurs jours en conférence avec l'empereur, allaient être mis immédiatement à exécution en Pologne. Aussi, un ukase, rendu sous la même date, avait-il créé, au Conseil de l'Empire, un département spécial pour les affaires de Pologne, et nommé membres de ce département les conseillers privés Novossiltsoff et comte Zamoïski, les généraux de cavalerie comte Krasinski et Roznecki, le lieutenant-géné-



ral comte Grabowski et le conseiller privé prince Lubecki; ces quatre derniers nommés, en outre, à la fois membres du Conseil de l'Empire. Le feld-maréchal Paskewitch devait avoir la présidence de ce Conseil, présidence qui, en son absence de la capitale, serait dévolue au conseiller privé Engel, auquel incombait encore l'immense tâche de la transformation complète du royaume, en vertu du nouveau Statut organique.

Le feld-maréchal Paskewitch n'avait été nommé qu'à titre provisoire gouverneur général de Pologne, à la fin de la guerre; sa nomination fut confirmée par ukase du 25 mars/6 avril 1832; en cette qualité de gouverneur général ou *namiestnik*, il devait être président du Conseil d'administration du royaume. Ce fut seulement dans les derniers jours de mars qu'il quitta Saint-Pétersbourg, où il avait souvent travaillé avec l'empereur pour étudier de concert les mesures les plus urgentes et les plus pratiques en vue de la modification des institutions politiques, administratives et judiciaires de la Pologne.

Les nouveaux Statuts organiques ne rencontrèrent dans le royaume ni opposition ouverte, ni résistances déguisées; ils furent même reçus avec satisfaction et reconnaissance par tous les hommes modérés et justes; car, s'ils enlevaient à la Pologne quelques-unes de ses plus chères prérogatives nationales, ils respectaient néanmoins les anciens priviléges coutumiers des villes et des villages, et ils laissaient à la nation son homogénéité.

Mais, à l'étranger, en France principalement, où l'émigration polonaise avait déjà fondé une seconde patrie, il y eut un soulèvement de récriminations et de colères contre le tzar et la Russie. La plupart des journaux libéraux et catholiques se firent les échos passionnés des plaintes et des



protestations de tous les réfugiés, qui accusèrent la politique russe d'avoir anéanti la Pologne en l'unissant à la Russie, contrairement aux principes de la politique européenne et aux décisions du congrès de Vienne.

Ces protestations retentirent aussi dans la Chambre des députés en France et dans le Parlement anglais. Mais les Gouvernements ne s'en émurent pas, et se bornèrent à quelques timides représentations adressées à la cour de Saint-Pétersbourg.

L'émigration polonaise, quoique considérablement réduite par la rentrée d'une foule d'exilés en Pologne, devint une sorte de foyer incandescent de haines, de vengeances et d'injures contre le gouvernement russe, contre la Russie, et surtout contre la personne de l'empereur. Un Comité national polonais s'était formé à Paris, qui avait pris à tâche de faire une guerre implacable, incessante à Nicolas, et dans cette guerre, toutes les armes semblaient bonnes et légitimes, fussent-elles empoisonnées par la calomnie.

Ce Comité, inspiré et dirigé par Lelewel, qui en était le président, lança un manifeste adressé à l'Europe, en date du 14 avril 1832, pour dénoncer le Statut organique comme un attentat aux libertés de la Pologne, comme un outrage au droit des gens, comme un défi aux puissances européennes. Rien n'égalait la violence de ce factum, que quelques individus, sans mandat et sans autorité, se permettaient de publier, au nom de la nation polonaise. Voici en quels termes les principales dispositions du Statut organique étaient appréciées dans le manifeste révolutionnaire :

« Nicolas, par la nouvelle ordonnance, rompt le peu qui restait de ses engagements. Il détruit le pouvoir législatif, supprime l'instruction publique, soumet la publication de la pensée à l'arbitraire de la censure russe, ou, en d'autres



termes, il commande une obéissance aveugle et un silence absolu. Il admet aux fonctions, sans même en excepter la dignité d'archevêque et d'évêque, les sujets de son empire, sans aucune distinction et selon son bon plaisir. En conservant la confiscation des biens pour les délits politiques, il se réserve un moyen facile d'enrichir son trésor, par la fortune arrachée à des milliers de familles, et d'assouvir sa haine implacable. Il pousse à tel point son acharnement, que, en face de l'Europe, il n'hésite pas de s'attaquer à tout ce qui, dans les rapports entre les gouvernés et les gouvernants, doit rester à jamais sacré et inviolable. »

Les auteurs du manifeste annonçaient que tôt ou tard les Polonais, courbés sous le joug du despotisme, se réveilleraient et reprendraient l'attitude fière d'un peuple qui connaît sa dignité et ses droits imprescriptibles. On peut dire que cette inutile et malencontreuse protestation fut le premier acte d'hostilité, par lequel l'émigration polonaise déclara la guerre à l'empereur Nicolas, guerre de langue et de plume, que les émigrés et leurs partisans soutinrent avec la même ardeur et ne cessèrent de raviver sous toutes les formes pendant plus de vingt-cinq années.

Les gouvernements de l'Europe, il est vrai, gardèrent toujours la neutralité, mais ils n'imposèrent jamais silence aux clameurs désordonnées de l'opinion libérale, qui approuvait, favorisait, excitait ce déchaînement de passions haineuses contre la Russie, et les subsides, qu'ils accordaient avec une trop aveugle générosité aux réfugiés polonais, semblaient être le témoignage persévérant d'une complicité déguisée.

Ce fut ainsi que l'empereur de Russie envisagea la conduite de la France à son égard, malgré les démonstrations amicales et les explications rassurantes du roi Louis-Philippe,



qui, dans des notes confidentielles, invitait son puissant allié à se préoccuper le moins possible de l'agitation polonaise à l'étranger.

Cependant, Nicolas ne pouvait se défendre d'être toujours très-sensible à ce que Louis-Philippe qualifiait de clabauderies insignifiantes sans portée et sans effet : « Il est difficile, écrivait le comte de Nesselrode dans une de ses dépêches, de ne pas voir une condescendance ou une faiblesse regrettable de la part du gouvernement français, lorsqu'il demande aux Chambres un crédit de plus de 3 millions pour secours aux Polonais rebelles et autres réfugiés politiques. Ces réfugiés sont la plupart des hommes dangereux et coupables qu'il faudrait expulser, au lieu de les accueillir dans un État qui a besoin d'ordre et de repos. Les Polonais comptent, dit-on, pour quatre mille, dans le nombre de huit mille réfugiés que la France couvre de sa protection. L'empereur a donné des ordres pour relever exactement la liste des nobles, officiers et fonctionnaires, qui sont sortis de Pologne, comme s'étant compromis au service de l'insurrection, et qui ont refusé jusqu'à présent d'accepter l'amnistie. Cette liste se monte à trois ou quatre cents personnes seulement. Il serait édifiant de connaître quels sont les autres individus qui se font, du titre d'émigré polonais, un droit de participer aux secours que la Chambre des députés vient d'accorder à de prétendues victimes de la révolution de Pologne. »

Un seul fait, entre mille, prouve combien était motivé le doute exprimé par le comte de Nesselrode, au sujet de l'honorabilité et même de l'identité d'un grand nombre de réfugiés qui touchaient des subsides de la France. Un intrigant se fit passer pour le fils du prince de Lieven, ambassadeur de Russie à Londres, et il ramassa, sur son



chemin, d'abondantes offrandes, en racontant un roman ridicule, d'après lequel il aurait servi sous le drapeau polonais et combattu les Russes, ses compatriotes, par amour de la liberté; il avait fait, disait-il, quatre-vingt-dix lieues à pied, déguisé en paysan, pour se soustraire aux agents envoyés à sa poursuite, et il allait rejoindre ses frères d'armes à Avignon, fidèle à la noble cause qu'il avait embrassée. Ce roman fut répété dans tous les journaux, et le comte Pozzo di Borgo avertit la police française, qui mit la main sur cet escroc et le fit sortir, sans bruit, de la France où il avait trouvé tant de dupes et tant de sympathies.

CXC

Pendant que les réfugiés polonais se donnaient beaucoup de mouvement, « pour flétrir les actes du tyran, » suivant les termes du manifeste du 14 avril, la Pologne restait calme, silencieuse et résignée à son sort : elle se préparait à envoyer à Saint-Pétersbourg une députation chargée de déposer l'hommage de sa reconnaissance aux pieds de l'empereur.

Nicolas avait voulu, avant de recevoir cette députation, compléter l'innombrable série des récompenses qu'il attribuait aux services rendus à la patrie dans la guerre de Pologne : aucun des généraux et des officiers de l'armée active n'avait été oublié. Ce fut ensuite le tour des régiments qui s'étaient le plus distingués par leur valeur contre les rebelles; l'ordre du jour du 6/18 décembre 1831 avait eu pour objet d'acquitter cette dette nationale.

L'empereur avait accordé à plusieurs régiments des gardes, entre autres à celui des grenadiers, des chasseurs à cheval, et des hussards de Grodno, les droits et prérogatives dont jouissaient les régiments de la vieille garde; d'autres régiments d'infanterie avaient obtenu des drapeaux de Saint-Georges avec diverses inscriptions commémoratives



de l'assaut de Varsovie; d'autres régiments de cavalerie avaient eu des trompettes de Saint-Georges, des marques distinctives aux casques ou aux schakos, avec inscriptions qui rappelaient la part qu'ils avaient prise à la *soumission de la Pologne*.

Les ministres d'État et les fonctionnaires de l'ordre civil furent les derniers à recevoir des témoignages de la satisfaction et de la gratitude du souverain.

Le comte Tchernycheff, qui dirigeait simultanément le ministère de la guerre et l'état-major général de l'empereur, fut honoré du rescrit suivant, qui énumérait, de la manière la plus flatteuse, les motifs de reconnaissance que son auguste maître daignait lui exprimer vis-à-vis de la Russie :

« Dans la longue carrière de vos services militaires, comme dans l'exécution d'un grand nombre de commissions importantes, vous vous êtes constamment distingué par un dévouement remarquable, par une activité aussi infatigable qu'éclairée, et par le zèle le plus ardent pour les intérêts du trône et de la patrie. Dans la direction des deux branches les plus étendues de l'administration militaire de l'empire, qui vous est confiée depuis plus de trois ans, votre gestion a complétement justifié Mon attente. Grâce à vos soins, à votre zèle infatigable et à votre prévoyance, pendant les deux années de guerre contre la Turquie et pendant la dernière campagne pour soumettre les rebelles polonais, vous avez réussi à fournir constamment Nos troupes de tous les approvisionnements qui dépendaient du ministère de la guerre. Malgré tous les embarras résultant de circonstances aussi difficiles, les dépenses du département de la guerre ont éprouvé une diminution sensible, et des



améliorations nombreuses ont été introduites dans cette branche d'administration, placée sous vos ordres. Voulant vous accorder une juste récompense de services aussi éminents, ainsi qu'un témoignage signalé de Notre satisfaction particulière et de Notre parfaite reconnaissance, Nous vous nommons chevalier de l'ordre de Saint-André, dont Nous vous transmettons ci-joints les insignes, en vous assurant de la haute bienveillance avec laquelle Nous sommes pour toujours votre affectionné,

« NICOLAS.

« Saint-Pétersbourg, 31 décembre 1831 (12 janvier 1832, nouv. st.). »

Un autre rescrit, non moins flatteur, fut adressé au ministre des finances, comte Cancrine, qui, malgré les énormes dépenses de trois grandes guerres successives, avait maintenu le crédit de l'État dans une telle prospérité, que les fonds russes se cotaient en hausse dans toutes les banques de l'Europe, et qu'on pouvait garantir d'avance le succès d'un nouvel emprunt, déjà souscrit par la maison Hope d'Amsterdam :

« Dans la gestion du ministère des finances qui vous est confiée depuis huit ans, vous vous êtes constamment distingué par la sollicitude éclairée et l'infatigable activité, indispensables à la bonne organisation de cette branche d'administration. Grâce aux plans utiles que vous avez soumis à Notre approbation et fait exécuter ponctuellement, et grâce à votre active surveillance, non-seulement les revenus de l'État, dans aucune circonstance, n'ont éprouvé de diminution, mais encore les besoins extraordinaires, occasionnés par la guerre avec la Perse et la Turquie, ainsi que par les événements imprévus qui ont eu lieu dans le royaume de



Pologne et dans Nos gouvernements occidentaux, ont été satisfaits avec le plus grand succès, et une impulsion aussi rapide qu'avantageuse a été donnée aux manufactures et à l'industrie. Voulant vous offrir un témoignage de Notre satisfaction particulière et de Notre juste reconnaissance pour les services si éminents et si utiles que vous avez rendus à Nous ainsi qu'à la patrie, Nous vous nommons chevalier de l'ordre de Saint-André, et vous en transmettons ci-joints les insignes, en vous assurant de la haute bienveillance avec laquelle Nous sommes pour toujours votre affectionné,

« NICOLAS.

« Saint-Pétersbourg, le 1er (13, nouv. st.) janvier 1832. »

L'empereur avait accepté, dans les termes les plus honorables, la démission du comte Zakrewski, en lui conservant ses titres et ses pensions, mais il ne lui avait pas encore donné de successeur au ministère de l'intérieur, qui restait administré par son adjoint, avant que Bloudoff, qui était alors adjoint du ministre de l'instruction publique, fût nommé ministre de l'intérieur, le 8 février 1832.

Deux mois auparavant, le gouvernement de Finlande, que Zakrewski abandonnait ainsi que ses autres fonctions, pour cause de santé, avait été confié au vice-amiral prince Menschikoff, avec les droits et prérogatives d'un commandant de corps d'armée détaché en temps de paix. Menschikoff, que l'empereur considérait à juste titre comme un des hommes les plus capables de l'Empire, ne devait pas néanmoins s'éloigner du centre des affaires publiques et conservait ses fonctions de chef d'état-major général de la marine.

La nomination de Menschikoff au gouvernement de la Finlande avait manifesté les intentions bienveillantes de l'empereur à l'égard du grand-duché, qui, pendant la durée

de la guerre de Pologne, lui avait fait transmettre plusieurs fois l'expression d'une fidélité et d'un dévouement inaltérables.

Nicolas avait reçu, de la Courlande, à la même époque, des marques identiques de profond et sincère attachement : il adressa plus tard, en souvenir des adresses patriotiques que la noblesse et les habitants de cette province lui avaient adressées, ce rescrit, qui les remerciait d'avoir fait cause commune avec la Russie dans la lutte contre la rébellion polonaise :

A la noblesse et à tous les habitants du gouvernement de Courlande.

« Au milieu de la rébellion qui a ébranlé l'ordre légal dans les districts septentrionaux du gouvernement de Wilna, les habitants de la Courlande ont offert l'exemple le plus louable de zèle et de fidélité, et d'un dévouement inébranlable au trône et à la patrie. Malgré les troubles qui les environnaient, ils ont su maintenir l'ordre et la tranquillité dans toute l'étendue de leur gouvernement, et se préparant avec une courageuse résolution à repousser la force par la force, ils se sont empressés de former, dans leur sein, des détachements armés, qui, avec une valeur exemplaire digne des soldats les plus aguerris, ont soutenu une lutte inégale contre des bandes nombreuses de rebelles entrés dans la Courlande. Ces détachements ont, depuis, agi conjointement avec les troupes envoyées contre les rebelles, et, dans plusieurs combats, ils ont fait essuyer à ces derniers des défaites complètes et ont concouru, avec un zèle remarquable, à les expulser de la Courlande.

« Nous éprouvons une satisfaction particulière à témoi-



gner Notre haute bienveillance et Notre reconnaissance pour de semblables preuves de fidélité, de valeur et de fermeté, dignes de tout éloge, aux habitants de la Courlande, et particulièrement à vous, Notre fidèle et aimée noblesse, qui, dans ces importantes circonstances, avez servi de modèle et de guide à tous les autres habitants du gouvernement, et signalé de nouveau, par vos actions, toutes les nobles qualités qui, depuis longtemps, distinguent votre illustre classe.

« Nous vous assurons de toute Notre haute bienveillance, avec laquelle Nous sommes pour toujours votre affectionné,

« NICOLAS.

« Saint-Pétersbourg, 23 janvier (5 février, nouv. st.) 1832. »

L'empereur savait que les projets des insurgés polonais sur la Courlande avaient été déjoués, avec autant d'énergie que de prévoyance, par le lieutenant-général baron Pahlen, gouverneur militaire de Riga et gouverneur général de Livonie, d'Esthonie et de Courlande. Il lui avait fait dire, en lui envoyant la croix de l'ordre de Saint-Alexandre Newsky : « Souviens-toi que mon frère Alexandre, de glorieuse mémoire, a supprimé en Courlande le servage personnel; tiens la main à l'exécution de son ukase, qui montre l'intérêt particulier qu'il portait aux habitants de ce duché. Dieu soit loué! les derniers événements ont prouvé que mes sujets de Courlande étaient dignes de devenir frères de mes sujets de Russie. »

On voit que, dès cette époque, l'empereur était tourmenté de l'idée de l'abolition du servage dans ses États. Cette idée, que l'empereur Alexandre lui avait léguée sous la forme d'une étude à faire, après avoir tenté lui-même

plusieurs essais presque inaperçus pour en préparer la réalisation, cette idée se trouvait déposée dans la conscience de plusieurs hommes d'État du dernier règne.

Le comte Spéranski avait été un des inspirateurs, un des promoteurs de l'idée généreuse que l'empereur Alexandre acceptait en principe, et que son auguste héritier se promettait de reprendre tôt ou tard, quand le moment lui paraîtrait favorable pour accomplir l'affranchissement des paysans dans toute l'étendue de l'empire; mais, depuis que Spéranski était chargé de la codification des lois russes, il n'avait plus d'autre ambition que de conduire à terme cette tâche colossale, dans laquelle il avait le bonheur de compter sur des auxiliaires aussi éminents que M. Modeste de Korff.

Depuis l'achèvement de la première partie de son travail, en 1830 (la collection des lois, *Sobranié Zakonn*, composée de quarante-cinq volumes in-4°), il n'avait pas cessé de s'occuper de la coordination, par ordre de matières, des lois existantes, pour former une sorte de Digeste russe (*Svod Zakonn*), et grâce à l'activité infatigable de ses savants collaborateurs, il put mettre sous presse, au commencement de 1832, ce nouveau travail, qui semblait devoir être moins étendu que le premier.

Spéranski avait annoncé à l'empereur que le Digeste russe, comprenant au moins quinze volumes in-4°, serait terminé dans le cours de l'année 1832. Son œuvre gigantesque ne devait pas s'arrêter là, et, ayant abandonné pour toujours la carrière administrative, quoiqu'il fût dans la force de l'âge et dans la maturité de l'esprit, il préparait déjà d'autres travaux de législation, plus considérables encore que les précédents. Il laissait à ses élèves, aux hommes d'État qu'il avait formés à son école, et dont il avait dirigé



les lumières vers les grandes questions de la politique moderne, il leur laissait le soin de mettre un jour en pratique les théories et les conseils qu'il leur avait communiqués.

Un des plus habiles, un des plus estimables de ces hommes d'État était Dmitri Bloudoff, le nouveau ministre de l'intérieur. La protection de Spéranski l'avait fait entrer de bonne heure au département des affaires étrangères, qu'on appelait le Collége de l'Empire, et Bloudoff s'y était distingué par son vaste savoir, par son intelligence, et surtout par son amour du travail; suivant l'expression sarcastique de son illustre maître, l'historien Karamzine, il avait les épaules assez fortes pour soutenir à lui seul le poids énorme de dix chancelleries russes avec leurs montagnes de paperasses. Il arrivait ainsi au ministère de l'intérieur, précédé de cette réputation de travailleur perpétuel et infatigable.

Ce fut aussi à un travailleur de la même école, à un légiste consommé, que l'empereur confia le département de la justice, par ukase du 2/14 février 1832 : le prince Alexis Dolgorouky n'avait été placé que comme intérimaire à la tête de ce département, qu'il laissait à la direction de son adjoint, le secrétaire d'État Dachskoff. On ne fut donc pas surpris que Dachskoff devînt titulaire dans un ministère qui ne devait qu'à lui l'ordre, la régularité et la marche active de son administration.

Dachskoff n'était pas un courtisan et n'aspirait pas à être un favori : dans ses rapports de ministre avec l'empereur, il parlait le moins possible, et souvent il ne parlait pas du tout; mais ses actes parlaient pour lui, et l'empereur, étonné de la masse énorme de travail que ce secrétaire d'État lui soumettait à chaque conseil, lui demanda, une fois, presque sévèrement, s'il avait trouvé le moyen de



se passer de sommeil et de se faire des journées de vingt-quatre heures. C'était là une espèce de sentiment de jalousie et de rivalité auquel Nicolas se laissait entraîner, car il se regardait comme obligé de travailler, à lui seul, autant et plus que tous ses ministres ensemble.

— Sire, lui dit alors Dachskoff, j'ai tellement à cœur de contenter Votre Majesté, que je ne suis jamais content de moi, et que j'aspire toujours à faire mieux.

La Pologne était, à cette époque, si bien pacifiée et jouissait déjà d'un si grand calme, malgré les agitations polonaises de l'extérieur, que la plus grande partie de l'armée russe avait pu être rappelée dans ses anciens cantonnements. Les diverses troupes du corps de la garde, après avoir passé l'hiver en Lithuanie et en Podolie, s'étaient mises en marche pour revenir en Russie. Le régiment des gardes Préobragensky fut le premier qui rentra dans la capitale, où la population lui fit l'accueil le plus enthousiaste.

Ce régiment, dont les soldats, malgré les fatigues d'une campagne longue et pénible, avaient conservé une excellente tenue, avec un air réjouissant de santé et de vigueur, eut la surprise et la joie de rencontrer, sur la route, en avant des portes de Saint-Pétersbourg, le grand-duc Michel, commandant du corps de la garde, qui le passa en revue, en présence de l'empereur et de l'impératrice, le lendemain, et les jours suivants, pendant plus d'un mois, la capitale eut sous les yeux le spectacle intéressant du retour des régiments qui avaient fait la campagne de Pologne. L'empereur et l'impératrice ne manquèrent jamais d'aller à la rencontre de ces différents corps, tantôt à Gatchina, tantôt à Péterhoff, tantôt à Tzarskoé-Sélo.

Au milieu de ces fêtes militaires, on célébra le jubilé sécu-



laire du 1er corps des cadets. Le 1er mars, jour anniversaire de la création de ce magnifique établissement national, sous le règne de la tzarine Anne, les jeunes élèves du corps des cadets allèrent à la parade sur la place située vis-à-vis de l'hôtel de leur corps : l'empereur, qui commandait en personne, les fit manœuvrer devant l'impératrice, le grand-duc héritier et le grand-duc Michel, accompagnés d'une foule de généraux et d'officiers de tout grade. Il leur remit, de sa propre main, un nouveau drapeau, et, par une inspiration spontanée, il leur ordonna de rendre les honneurs militaires au monument élevé, au centre de la place, en souvenir des victoires remportées jadis par le feld-maréchal Roumiantsoff, qui avait été un des premiers élèves sortis de cette illustre école. L'empereur et la famille impériale assistèrent ensuite, dans la chapelle du corps des cadets, à un *Te Deum* qui fut suivi de la bénédiction. Il y eut, après, un superbe déjeuner, que le grand-duc Michel donnait à l'empereur ainsi qu'à sa famille et à tous les généraux présents à Saint-Pétersbourg, dans la grande salle de l'hôtel du corps, ornée de la statue de Roumiantsoff et du portrait du comte Munich, qui avait été le premier chef du corps des cadets sous l'impératrice Anne.

Après le repas, on offrit à l'empereur une brochure, composée et imprimée à cette occasion, où l'auteur avait raconté sommairement l'histoire du 1er corps des cadets depuis sa création : dans l'espace de cent ans, le corps avait reçu huit mille cinq cent soixante-dix-neuf élèves, dont six mille trois cent quatre-vingt-neuf étaient sortis de l'école avec le grade d'officiers; un grand nombre de ces élèves avaient atteint les grades les plus élevés dans l'armée, occupé les postes les plus importants de l'État, ou acquis une brillante réputation dans les sciences et les lettres.

L'empereur avait eu l'idée ingénieuse de réunir, dans un banquet, le même jour, tous les élèves anciens et actuels du corps des cadets. Parmi les anciens élèves, il y avait les personnages les plus considérables de la cour. Beaucoup d'entre eux avaient voulu reprendre, ce jour-là, l'uniforme des cadets. Ils se trouvèrent tous rassemblés au palais d'Hiver, et ils prirent place à table, non par ancienneté de rang ou de grade, mais d'après l'ancienneté de leur sortie du corps.

Un grand nombre de ces anciens, déjà blanchis par l'âge, ne s'étaient pas rencontrés depuis bien des années, et ils se retrouvaient, à la fin de leur carrière, avec des camarades et des amis de leur jeunesse. Tous les convives, depuis le général en chef jusqu'à l'enseigne, ne se considéraient, dans cette touchante réunion, que comme de simples cadets, animés des mêmes sentiments de camaraderie fraternelle.

On remarquait, au nombre des convives, le césarévitch en uniforme de sous-officier cadet, et le jeune grand-duc Constantin en uniforme de cadet du corps d'Alexandre. Le dîner, qui ne comptait pas moins de douze cents couverts, était servi dans la salle Saint-Georges, où se trouvaient les tables de la famille impériale, dans la galerie des portraits militaires et dans la salle Blanche. Lorsque l'empereur se leva et porta ce toast, au bruit des fanfares : *A l'armée russe et au premier corps des cadets !* l'attendrissement et l'enthousiasme furent au comble : l'émotion était peinte sur tous les visages, des larmes coulaient de tous les yeux. Cette belle fête patriotique se termina, ce soir-là, par un spectacle de cour, au palais de l'Ermitage, mais elle se prolongea, les jours suivants, en bals, en illuminations et en réjouissances, auxquelles prit part la capitale entière.

Peu de jours après, une fête non moins touchante, mais d'un autre genre, avait lieu à l'institut de Sainte-Catherine. A la suite des examens publics, subis par les jeunes élèves qui avaient achevé le cours de leurs études dans cet admirable établissement consacré à l'éducation des demoiselles nobles, l'impératrice, comme protectrice de l'institut, avait distribué elle-même les récompenses. Plusieurs élèves, entre autres la fille du feu général Miloradovitch, reçurent le chiffre en diamants de l'impératrice Marie; les autres obtinrent des médailles d'or et d'argent. La bienveillance et l'affabilité de l'auguste protectrice rehaussaient encore le prix des récompenses.

Deux jours après, 9 mars, l'impératrice Alexandra, accompagnée de deux dames d'honneur à portrait, la princesse Wolkonsky et la baronne d'Adlerberg, revint à l'improviste, pour assister au repas des élèves de l'institut de Sainte-Catherine : elle adressait la parole aux unes et aux autres avec une bonté exquise, elle s'informait de leurs progrès, elle les interrogeait sur leur famille. On eût dit une mère entourée de ses enfants, et quand elle se retira, elle daigna leur donner sa bénédiction maternelle.

L'empereur Nicolas semblait alors entièrement désintéressé dans la politique de l'Europe occidentale, quoique son ambassadeur, le prince de Lieven, continuât de siéger à la conférence de Londres, et se laissât, pour ainsi dire, traîner à la remorque par les plénipotentiaires de la France et de l'Angleterre. Nicolas se voyait en présence de la transformation administrative de la Pologne, et il ne voulait pas que ses alliés s'arrogeassent le droit, en vertu des traités de Vienne, de contrecarrer ses projets relatifs à la réunion de ce royaume avec la Russie; il s'était, au reste, expliqué à cet égard d'une façon si nette et si



catégorique, que les Puissances de l'Europe, pour l'empêcher de mettre à exécution le Statut organique du 28 février, n'avaient qu'à se préparer à une guerre d'intervention, qui eût achevé de détruire le concert européen.

L'empereur de Russie avait les yeux tournés vers l'Orient, où la lutte entre la Porte Ottomane et son vassal rebelle Méhémet-Ali pouvait prendre des proportions telles, que le tzar se verrait forcé d'envoyer une armée russe au secours du grand-seigneur. Il était donc impossible de prévoir les événements que le siége de Saint-Jean d'Acre, par Ibrahim-Pacha, devait amener non-seulement dans l'Asie Mineure, mais encore à Constantinople.

Dans cet état de choses, le gouvernement russe, dont trois grandes guerres successives avaient diminué les ressources financières et les forces militaires, n'avait plus à mettre au service du roi des Pays-Bas une armée de cent mille hommes et un subside de 25 millions, d'autant plus que la Pologne avait besoin d'être surveillée et tenue en bride, tandis que les intérêts les plus sérieux de la Russie lui commandaient de tenir toujours à la disposition de la Sublime-Porte une armée et une flotte.

Cette situation épineuse et menaçante explique la mission secrète du comte Orloff auprès du roi des Pays-Bas, mission qui, après trois mois de démarches conciliantes, mais fermes, aboutit à une sorte de rupture entre la Hollande et la Russie. Le comte Orloff, obéissant à des instructions rigoureuses, s'était vu forcé de remettre, le 22 mars, au cabinet hollandais, une déclaration très-explicite, dans laquelle la résolution irrévocable de la cour de Russie se trouvait formulée en ces termes : « Après avoir épuisé tous les moyens de persuasion et tenté toutes les voies de conciliation, pour aider S. M. le roi Guillaume à



établir, par un arrangement à l'amiable et conforme tout à la fois à la dignité de sa couronne et aux intérêts des sujets qui lui sont restés fidèles, la séparation des deux grandes divisions du royaume, l'empereur ne se reconnaît plus la possibilité de lui prêter dorénavant ni appui ni secours. »

Ce n'était pas sans regret et sans chagrin que Nicolas s'était vu forcé d'abandonner le roi des Pays-Bas, après avoir tout fait pour le conseiller et le diriger dans la situation délicate et périlleuse où se trouvait ce souverain, qui avait d'abord accepté la médiation des grandes Puissances, et qui maintenant la repoussait. L'empereur, comme le comte Orloff eut soin de le rappeler dans sa Déclaration, avait loyalement rempli les devoirs d'une amitié franche et sincère, mais il ne pouvait oublier ceux que lui imposait l'alliance européenne, moins encore ceux qu'il était appelé à remplir envers les peuples que la Providence lui avait confiés.

Il y eut donc un refroidissement inévitable plutôt qu'une rupture complète entre les deux souverains, malgré les lettres amicales de l'empereur à son beau-frère, le prince d'Orange, qu'il n'avait pas su convaincre de la nécessité de terminer l'affaire belge à l'amiable, d'une manière conforme aux intérêts de la Hollande.

La conduite que l'empereur de Russie avait tenue en restant fidèle aux décisions de la conférence de Londres, empêcha toute intervention, même officieuse et indirecte, de la France et de l'Angleterre, dans les affaires de Pologne. Ces deux Puissances étaient d'intelligence pour en finir, fût-ce par les armes de l'intervention, avec la séparation de la Belgique ; l'Angleterre voulait que la Belgique eût le port d'Anvers, pour le livrer au commerce anglais; la France voulait que le roi des Belges fût assez bien consolidé sur



son trône pour épouser une fille du roi Louis-Philippe et signer une union douanière avec son beau-père.

Louis-Philippe crut le moment favorable à sa réconciliation personnelle avec l'empereur Nicolas, et dans ce but, il pressa le départ du maréchal Mortier, duc de Trévise, qui était nommé, depuis le mois de décembre 1831, à la place du duc de Mortemart, ambassadeur de France près la cour de Russie, et qui, par suite de certaines hésitations diplomatiques, avait toujours ajourné son voyage. On avait craint que l'empereur ne vît de mauvais œil le choix que le roi des Français avait fait d'un maréchal de l'Empire, pour représenter la France.

Le duc de Trévise, en effet, dans sa glorieuse carrière militaire, avait souvent combattu contre les Russes, notamment dans la sanglante campagne d'Allemagne, en 1813; son dernier fait d'armes avait été la défense de Paris, en mars 1814, et l'on se souvenait qu'il avait répondu au comte Orloff, aide de camp d'Alexandre, qui le sommait de rendre la ville : « Les alliés, pour être au pied de la butte Montmartre, ne sont pas encore maîtres de Paris. L'armée que j'ai l'honneur de commander s'ensevelira sous les ruines de la capitale plutôt que de souscrire à une capitulation honteuse. »

L'empereur Nicolas, consulté sur la nomination du maréchal Mortier comme ambassadeur de France, fit répondre au comte Pozzo di Borgo, qu'il aurait le plus grand plaisir à faire connaissance avec un des meilleurs, des plus braves et des plus honnêtes généraux de Napoléon :

— Le roi Louis-Philippe, dit-il au comte de Nesselrode, n'a pas eu certainement l'intention de me blesser, en choisissant pour son ministre plénipotentiaire en Russie une des célébrités militaires de l'Empire; mais, à coup sûr, si



Barclay de Tolly vivait encore, je prierais ce brave feld-maréchal, le héros de Bautzen et le signataire de la capitulation de Paris, de me représenter près de la cour de France.

Le maréchal Mortier arriva, le 14 avril, à Saint-Pétersbourg avec tout le personnel de son ambassade, et peu de jours après, il présentait ses lettres de créance à l'empereur qui lui fit l'accueil le plus flatteur et le plus cordial.

Le baron de Bourgoing, qui cessait de remplir les fonctions de chargé d'affaires de France, devait presque immédiatement quitter son poste et retourner à Paris. Il n'osa pas demander une audience de congé à l'empereur, car il croyait n'être plus dans les bonnes grâces du tzar, à cause de l'ardeur qu'il avait mise à soutenir la cause des Polonais. Mais l'empereur le fit mander, la veille de son départ, au palais d'Yélaguine : il le reçut avec la même cordialité qu'autrefois, et lui exprima le regret de le voir partir, en témoignant le désir de revoir bientôt un ancien ami.

Ce furent les propres termes dont l'empereur se servit; ensuite, il l'embrassa, au moment des adieux. Le nom de la Pologne n'avait pas été prononcé dans cet entretien, où Nicolas s'était plu à rappeler à M. de Bourgoing l'estime et l'affection qu'il lui conservait depuis la guerre de Turquie, où ils avaient été, lui dit-il, compagnons d'armes.



CXCI

La députation polonaise, envoyée de Varsovie pour remercier l'empereur de l'amnistie et du Statut organique qu'il avait accordés aux Polonais, venait d'arriver à Saint-Pétersbourg; elle se composait de dix-huit personnes appartenant aux grandes familles du pays; on distinguait, parmi ces députés, le prince Valentin Radziwill, le vieux général Thomas Lubienski, le comte Ignace Komorowski, le jeune comte Alexandre de Walewski, l'évêque Chomoranski, etc.

L'empereur les reçut en audience solennelle, au palais d'Hiver, le dimanche 13 mai 1832.

Toute la cour, le Conseil de l'Empire, les sénateurs, les généraux et les officiers de la garde, ainsi que les personnes des deux sexes des quatre premières classes, avaient été invités et se trouvaient réunis dans la salle Saint-Georges, quand la députation, amenée par les voitures de la cour, fut introduite, dans la salle des dames d'honneur, par le comte Strogonoff, directeur général de la commission de l'intérieur, des cultes et de l'instruction publique du royaume de Pologne.

A midi, l'empereur et l'impératrice sortirent de leurs appartements et se rendirent à la salle Saint-Georges où la



compagnie des grenadiers du palais formait la haie. Leurs Majestés se tinrent debout devant le trône, ayant à leur droite le césarévitch, le grand-duc Michel, la grande-duchesse Hélène et la grande-duchesse Marie; à leur gauche, le ministre de la maison de l'empereur, le ministre de l'intérieur, et l'aide de camp général de service, baron d'Adlerberg.

Le comte Strogonoff, assisté d'un maître de cérémonies, conduisit la députation en présence de Leurs Majestés; les députés saluèrent profondément, et restèrent, la tête basse, dans la posture la plus respectueuse, pendant que le prince Radziwill faisait lecture du discours suivant, écrit en polonais :

« Sire,

« Des événements au-dessus de toute prévoyance humaine avaient fait passer le royaume de Pologne, d'une tranquillité profonde et d'un état de prospérité qu'il n'avait encore jamais connu, aux troubles et à l'anarchie; une poignée de factieux, en agitant les masses, avait rendu l'intervention des hommes sages et des sujets les plus dévoués de Votre Majesté, inutile pour ramener l'ordre et la paix : la voix de Votre Majesté avait été méconnue. C'est dans ces déplorables circonstances que Votre Majesté, usant du seul moyen possible de faire rentrer dans leur devoir des hommes égarés, réduisit par la force des armes les factieux au silence et enchaîna le monstre de la discorde. Elle fit plus : elle voulut que la modération succédât à la victoire, et que le pardon, l'oubli du passé, fussent les garants de ses intentions paternelles et un monument nouveau de sa bonté inépuisable. Les députés du royaume de Pologne, réunis aujourd'hui dans la capitale de votre



empire, s'empressent de porter, au pied du trône de Votre Majesté, pour tant de bienfaits, l'hommage de leur fidélité, de leur soumission et de leur reconnaissance, et osent même espérer que, compatissant aux misères que la guerre a entraînées après elle, Votre Majesté daignera tendre une main secourable à tant de victimes de ces déplorables excès. »

Cette lecture s'acheva au milieu d'un silence glacial. L'empereur ne répondit que par un signe de tête bienveillant; il avait conservé son air froid et sévère.

Le ministre de l'intérieur prit les ordres de son auguste maître, et adressa en russe, aux députés polonais, ce discours, dont il fit ressortir plus d'un passage, en le soulignant de manière à donner la mesure des intentions de l'empereur :

« Messieurs,

« Sa Majesté l'empereur reçoit avec bienveillance l'expression des sentiments de ses sujets du royaume de Pologne, que vous déposez au pied de son trône. Son cœur paternel a gémi, lorsque, remplissant un rigoureux devoir, après avoir tenté toutes les voies de persuasion, Sa Majesté s'est vue obligée de recourir à la force des armes, pour rétablir l'ordre bouleversé par de coupables factions. Le succès a couronné la cause de la justice; le peuple du royaume de Pologne a été arraché de l'abîme des révolutions et de l'anarchie, et Sa Majesté espère que, avec l'aide du Très-Haut, ses soins et sa sollicitude feront bientôt disparaître jusqu'aux traces des maux qui viennent d'affliger ce pays. Sa Majesté compte sur un concours zélé de votre part, ainsi que de celle de tous ses sujets fidèles et bien intentionnés du royaume de Pologne. Sous l'égide des lois qui vous ont été données, lois conformes à la situation du



pays comme aux nécessités du temps présent, vous ferez d'unanimes efforts pour atteindre au but indiqué par Sa Majesté, celui de raffermir l'ordre public, en propageant les idées saines qui lui servent de garantie, repoussant de perfides suggestions, préservant enfin les esprits faibles de la funeste influence de ces hommes, habitués à sacrifier le bien général à des intérêts particuliers, et qui, maintenant, y sont poussés par le désespoir même autant que par le sentiment de leur propre honte. Sa Majesté l'empereur est assuré que leurs efforts seront vains. Une triste expérience a souvent appris à la population du royaume de Pologne, que son bonheur et sa tranquillité ne pouvaient trouver de bases solides que dans une fidélité inébranlable au monarque, dans les institutions dues à sa sagesse, ainsi que dans une union sincère et indissoluble avec la nation russe, issue d'une souche qui leur est commune à toutes deux. L'avenir lui rendra les biens qu'ont détruits les désordres d'une guerre intestine, et Sa Majesté Impériale verra s'accomplir ainsi l'un de ses vœux les plus chers. »

Après cette lecture, l'empereur et l'impératrice rentrèrent dans leurs appartements, et le comte Strogonoff fut autorisé à présenter personnellement à Leurs Majestés les membres de la députation. Nicolas avait alors changé de physionomie et de manières; il s'entretint familièrement avec plusieurs des députés et il leur adressa des paroles bienveillantes :

— Messieurs, dit-il en les congédiant, annoncez à vos compatriotes que nous oublierons d'un commun accord ; je leur ai donné l'exemple de l'oubli, en leur accordant l'amnistie; c'est à eux de m'imiter, en se montrant à l'avenir loyaux et fidèles sujets. Dites-leur, de ma part, qu'en



Pologne comme en Russie je suis un père, et que les Polonais comme les Russes sont mes enfants.

Le Statut organique, accordé spécialement à la Pologne, avait été regardé d'un œil jaloux par les Russes, qui y voyaient encore une marque de préférence et de distinction à l'égard des Polonais et qui jugeaient ceux-ci indignes des faveurs, que l'empereur semblait leur refuser à eux-mêmes, pour en combler les ennemis éternels de la Russie. On s'exagérait ainsi, parmi le peuple, surtout à Moscou et dans l'ancienne Moscovie, les avantages politiques et administratifs dont les Polonais n'avaient pas été dépouillés à la suite de leur insurrection ; on leur enviait surtout leurs prérogatives communales, que le Statut organique avait maintenues, et qui donnaient à la bourgeoisie des villes et des villages le droit de faire partie des assemblées de district urbain ou rural, et de nommer les membres des conseils de waivodies.

L'empereur, accédant aux désirs de ses sujets russes, leur accorda des priviléges presque analogues, par son manifeste du 10/22 avril 1832, qui commençait par ces considérants : « Les droits et prérogatives, octroyés aux villes et à leurs habitants par les lettres patentes de l'année 1785, ont depuis cessé d'être, par suite des progrès qu'ont faits le commerce et l'industrie, dans le cours d'un si grand nombre d'années. D'après cette considération, et voulant par de nouvelles distinctions attacher de plus en plus les habitants des villes à leur condition, et assurer à cette condition une prospérité, à laquelle tiennent également les succès du commerce et de l'industrie, Nous avons jugé convenable de consolider leurs droits et prérogatives par ces nouvelles institutions. »

Il était donc établi, parmi les habitants des villes, une



nouvelle classe, dont les membres porteraient le titre de *bourgeois notables*. Cette nouvelle classe pourrait être considérée comme une sorte de noblesse bourgeoise et marchande, tantôt héréditaire, tantôt sans hérédité, selon l'état des personnes honorées de cette distinction qualificative. Les bourgeois notables devaient être exemptés de la capitation, du recrutement et des châtiments corporels; ils acquéraient le droit de prendre part aux élections de la propriété foncière dans la ville et d'être éligibles aux fonctions publiques communales, aussi bien que les négociants de la première guilde. La bourgeoisie notable héréditaire serait accordée à tout marchand, qui aurait été nommé conseiller de commerce ou de manufactures, qui serait décoré d'un des ordres impériaux, ou dont la famille compterait dix ans d'établissement honorable dans la première guilde, sinon vingt ans dans la seconde. Les étudiants des universités russes et les élèves de l'Académie des beaux-arts, auraient aussi le privilége de devenir bourgeois notables, sur la présentation de leur diplôme universitaire ou académique. Les étrangers eux-mêmes, savants, artistes, commerçants ou propriétaires de grands établissements industriels, seraient admis à réclamer la bourgeoisie notable, qui deviendrait pour eux héréditaire, à la condition de se faire naturaliser russes. Quant aux juifs, ils ne pouvaient prétendre à la bourgeoisie notable, qu'en justifiant de services extraordinaires rendus à l'État, ou de succès remarquables dans les sciences, les arts, le commerce et l'industrie manufacturière. Enfin, la bourgeoisie notable se perdrait, en totalité ou en partie, par une condamnation infamante, par l'inscription dans les maîtrises d'ouvriers, ou par l'état de domesticité :

« En accordant ainsi aux villes ces droits et priviléges,



comme un nouveau gage de Notre sollicitude èt de Nos soins constants, disait l'empereur dans son manifeste, Nous sommes assuré que cet accroissement de prérogatives préviendra la décadence des familles bourgeoises honorables, ouvrira au travail et à la probité une carrière d'émulation, et que, par ce moyen, une conduite vertueuse, une industrie active et des talents éminents, trouveront dans cette classe honneur et distinction, justes récompenses auxquelles ils ont droit de prétendre. »

Ce manifeste fut accueilli comme un éclatant bienfait par les classes intermédiaires de la société russe, et l'on comprit que la bourgeoisie notable, qui était, en quelque sorte, une demi-noblesse, ne tarderait pas à former dans la nation un corps nombreux, puissant et bien constitué, sur les bases de la famille, de la fortune et de l'hérédité.

L'empereur aurait voulu pouvoir compléter son œuvre, en organisant aussi les classes inférieures de la population, et en supprimant le servage qui empêchait le développement politique du corps social, mais c'était là une de ces grandes entreprises qui demandaient des études préliminaires approfondies, et qui ne pouvaient d'ailleurs s'accomplir qu'avec le concours de l'aristocratie.

L'affranchissement des paysans, que l'on considérait généralement en Russie comme une dangereuse utopie inspirée et propagée par les écoles philosophiques et libérales de l'Occident, n'en resta pas moins une des idées fixes de l'empereur Nicolas. Cette idée, il est vrai, trouvait si peu de sympathie et de confiance parmi ses ministres, que l'empereur n'en parlait presque jamais devant eux. Il s'en était entretenu plusieurs fois avec son ministre de la justice, Daschkoff : celui-ci admettait du moins en principe, pour un temps éloigné, l'abolition du servage dans les cam-



pagnes; mais il s'effrayait des difficultés innombrables que présenterait l'exécution de cette grande mesure de reconstruction sociale.

— L'empereur, disait-il, n'a que son initiative souveraine, pour mettre en œuvre des éléments qui sont entre les mains de ses sujets et qui leur appartiennent au même titre que la propriété territoriale. Affranchir les paysans par ukase, ce serait diminuer d'un quart ou d'un cinquième la valeur du capital de tous les propriétaires; il n'y a donc que les propriétaires seuls qui peuvent, d'un commun accord, renoncer à une part de leurs revenus et abolir le servage au profit de l'État.

Les opinions de Dmitri Daschkoff, à l'égard d'une question si délicate et si importante, étaient partagées par le conseiller d'État et chambellan comte Panine, que l'empereur lui donna pour adjoint au ministère de la justice (ukase du 21 avril/3 mai 1832).

Un autre homme d'État, qui fut nommé en même temps adjoint du ministre de l'instruction publique (ukase du même jour), le conseiller et sénateur Ouvaroff, président de l'Académie des sciences, devait également seconder les intentions libérales et généreuses de l'empereur, en préparant l'éducation des masses, en multipliant les moyens d'instruction, en les appliquant d'une manière plus convenable et plus patriotique au caractère russe, et en opérant ainsi une amélioration progressive dans les mœurs nationales.

Durant le cours de cette année 1832, Nicolas déploya, s'il est possible encore, plus d'activité et d'intelligence que jamais dans les travaux d'administration, que ses ministres conduisirent à bonne fin sous ses yeux et d'après son initiative.



Le ministre des finances lui avait proposé quelques utiles améliorations, qui eurent le meilleur résultat; par exemple, on régularisa le monnayage des espèces d'or et d'argent; un ukase du 26 décembre 1831/7 janvier 1832, avait ordonné que toutes les monnaies en ces deux métaux seraient frappées d'après un modèle uniforme, semblable à celui de la nouvelle monnaie de platine. Cette uniformité dans le type et dans le poids des monnaies, était d'autant plus nécessaire, que les mines de l'Oural et de l'Altaï fournissaient tous les ans d'immenses quantités de métaux précieux, et que, depuis le commencement du règne, la valeur des seules espèces d'or monnayées s'élevait à plus de deux cents millions.

On remarquait, cependant, que la circulation de la monnaie d'or n'était pas abondante en Russie, quels que fussent les produits des mines, et que le papier tendait toujours à prendre la place du métal qui disparaissait de plus en plus, par suite de l'agio et du commerce d'exportation.

Le commerce russe n'en était pas moins florissant dans toutes ses branches, et les revenus des douanes s'étaient accrus surtout dans une proportion extraordinaire, quoique le tarif des marchandises étrangères n'eût pas été modifié et que le système prohibitif se fût un peu relâché de sa rigueur. L'exportation avait doublé dans l'espace de dix ans, et, malgré la guerre de Pologne, le produit des droits de douane s'était élevé à plus de 70 millions de roubles.

En présence de ces chiffres imposants, Cancrine avait cru devoir résister à la pression des économistes, qui demandaient l'abaissement du tarif douanier et l'abandon du système prohibitif. Ce tarif pouvait être regardé comme une bonne loi de finances, puisqu'il permettait de prélever d'une manière aussi sûre que peu coûteuse, sur le com-



merce d'importation, la septième partie du total des impôts de la Russie. Il protégeait, en outre, l'industrie nationale et lui donnait, pour ainsi dire, le temps de se mettre au niveau des industries étrangères, sans crainte d'être écrasée et ruinée par la concurrence. Grâce à ce tarif, on maintenait une sorte d'équilibre entre l'importation et l'exportation. Les marchandises d'importation étant consommées en grande partie par les classes supérieures qui n'avaient à supporter aucun impôt direct, le tarif douanier agissait dans le sens de l'équité, en opérant, au profit de toutes les classes, un prélèvement considérable sur les classes non imposées.

L'empereur, adoptant les vues économiques du comte Cancrine, aurait donc consenti à se relâcher du système prohibitif, plutôt que de diminuer le tarif et de réduire par là l'impôt des douanes. Il pouvait, d'ailleurs, constater une augmentation considérable dans les produits du commerce extérieur : en 1831, nonobstant les circonstances défavorables qui avaient pesé sur les transactions commerciales, la valeur des marchandises russes exportées à l'étranger avait dépassé de 60 millions de roubles celle des importations.

L'accroissement des affaires, dans toutes les branches du négoce, rendait nécessaire la réforme de la législation commerciale, et l'empereur ne fit que répondre aux vœux des marchands, vœux exprimés souvent par les guildes supérieures, en décrétant plusieurs ukases qui jetaient les bases d'un nouveau code de commerce. Par ukase du 14/26 mai 1832, il ordonna donc la création des tribunaux de commerce dans les principales villes de l'empire; ces tribunaux, établis sur le modèle de ceux que la France possédait depuis longtemps, devaient enlever aux tribunaux ordinaires une foule de procès qui, par leur nature, réclamaient une connaissance spéciale et une prompte solution.

Ce fut aussi d'après les dispositions du Code de commerce français, que Cancrine rédigea les règlements sur les banqueroutes et celui pour les lettres de change, approuvés tous deux par l'empereur, le 7 juillet de la même année.

La prospérité du commerce intérieur exigeait une activité constante dans les travaux du département des voies de communication; le duc Alexandre de Wurtemberg, ministre d'État, directeur de ce département, faisait preuve d'un zèle infatigable pour doter la Russie des canaux, des ponts et des routes, qui lui manquaient. L'empereur prenait un intérêt particulier aux efforts persévérants du ministre, et lui adressait sans cesse des rescrits flatteurs, qui l'excitaient à redoubler d'émulation dans le but de multiplier et de faciliter les moyens de transport sur l'immense surface de l'empire.

Le duc Alexandre de Wurtemberg était admirablement secondé par un Français, par un des élèves les plus distingués de l'Ecole polytechnique de France, le lieutenant-général Bazaine, qui dirigeait, sous le nom du prince, le département des voies de communication et des travaux publics. Le général avait proposé l'établissement d'une école d'ingénieurs civils, laquelle fut autorisée par l'empereur, qui affecta d'abord à l'entretien annuel de cette école une somme de 100,000 roubles à prendre sur les redevances territoriales.

Le but de l'enseignement dans cette école était de former des employés qui pourraient être chargés de la construction, de l'entretien et de la réparation des routes et des ponts, dépendant de l'administration civile, ainsi que de tous les travaux qui exigent la connaissance de l'hydraulique et de la mécanique. Ces employés, choisis parmi les nobles lettrés de chaque gouvernement, pourraient

aussi remplir les fonctions d'architectes, d'arpenteurs et d'experts.

L'école des ingénieurs civils ne devait être pourtant qu'un établissement accessoire auprès de l'institut des voies de communication, lequel était devenu, grâce à l'habile et savante direction du général Bazaine, la véritable école polytechnique de la Russie. Cet institut, créé par Alexandre Ier, en 1809, avait acquis, sous le règne de Nicolas, un développement conforme à l'objet de sa destination. Le nombre des élèves, qui y recevaient une instruction aussi solide qu'étendue, avait été porté successivement de quatre-vingts à trois cent cinquante. L'examen public de ces élèves, en 1832, prouva combien ils avaient profité des leçons de leurs professeurs, entre lesquels le général Bazaine et le ministre lui-même ne dédaignaient pas d'apporter un concours personnel de soins et de lumières : de quarante-cinq élèves qui composaient la classe des porte-enseignes, il n'en fut pas un seul qui ne remplît les conditions exigées pour l'avancement au grade d'officier.

Le duc Alexandre de Wurtemberg, qui avait à cœur les brillants succès de cet institut, pouvait, à bon droit, s'en attribuer l'honneur. Depuis dix ans surtout, l'institut n'avait cessé de fournir au service des ponts et chaussées une quantité d'ingénieurs de premier ordre, qui s'étaient distingués dans la conduite des grands travaux d'art, que le département des voies de communication avait entrepris.

Le plus important, le plus considérable de ces travaux était la construction des nouvelles écluses de Schlusselbourg, destinées à remplacer celles qui dataient du temps de l'impératrice Anne, et qui n'étaient plus susceptibles de réparation. Cette gigantesque et magnifique construction



avait pu être achevée en dix ans, d'après les plans du général Bazaine, sans que les mouvements de la navigation, si active à l'embouchure du canal de Ladoga, eussent été un seul jour arrêtés ni entravés. Les quatre écluses, bâties en blocs énormes de granit, devaient garantir, pendant de longues années, les relations commerciales du port de Saint-Pétersbourg avec l'étranger, ainsi que l'approvisionnement de la capitale.

L'empereur avait visité avec admiration ces prodigieux travaux, qui touchaient à leur terme. Les deux dernières écluses, en effet, furent ouvertes à la navigation, le 22 juillet 1832, en présence du duc Alexandre de Wurtemberg, auquel Nicolas adressa un rescrit de félicitations (6/18 août), lequel se terminait ainsi : « Je me fais un agréable devoir de témoigner à Votre Altesse royale Ma parfaite reconnaissance des soins particuliers qu'Elle a su donner à une entreprise aussi importante; livrée comme Elle l'est constamment à des travaux qui intéressent la prospérité de l'Empire. »

L'empereur ne portait pas moins d'intérêt aux progrès de l'agriculture qu'à ceux des voies de communication, qui devaient servir à augmenter la richesse agricole de son empire. Il avait vu avec satisfaction la Société agronomique de la Russie méridionale ouvrir à Odessa un concours et fonder des prix pour les céréales, car, depuis quelques années, ces céréales, exportées dans le monde entier par des bâtiments de toutes les nations, semblaient perdre de leur qualité, par suite du fâcheux état des saisons plutôt que par la négligence des cultivateurs. La Société avait voté une somme de 3,000 roubles à distribuer en récompenses aux producteurs du meilleur blé et du plus beau seigle. L'empereur envoya un superbe vase d'argent et une taba-



tière d'or enrichie de diamants, pour être offerts aux concurrents qui remporteraient les deux premiers prix.

L'empereur avait donné lui-même l'exemple d'une excellente innovation, dans les domaines des Apanages, lorsqu'il avait autorisé, en 1827, la culture en commun de champs destinés à approvisionner les magasins de prévoyance, et à former, par la vente du superflu des grains, une caisse de réserve pour la création d'établissements utiles aux paysans. Les champs cultivés en commun, divisés en huit cent trente-six parties, dont chacune était confiée à l'inspection d'un paysan, avaient dépassé les résultats qu'on pouvait en espérer ; non-seulement les magasins de prévoyance étaient abondamment approvisionnés pour les cas de mauvaise récolte, mais encore la vente des grains avait permis de réaliser une somme de 2 millions de roubles. Nicolas voulut consacrer ces 2 millions de roubles à la fondation d'une école agronomique des Apanages, à Krasnoé-Sélo. Cette école, qui fut approuvée en principe, dès le mois de février 1832, sur un rapport du ministre de la maison de l'empereur, devait avoir deux cent cinquante élèves choisis dans les domaines des Apanages. L'enseignement professionnel comprendrait la lecture et l'écriture russes, la religion, la tenue des livres de comptabilité, la théorie de l'agriculture, la fabrication des instruments aratoires et l'art vétérinaire. Une ferme modèle serait annexée à l'école. Les élèves, au sortir de cet établissement, deviendraient inspecteurs des champs communs et mettraient en pratique, à leur profit, les connaissances qu'ils auraient acquises :

« Les paysans, disait le rapport du ministre, voyant que d'autres paysans qui ont renoncé à d'anciens préjugés et qui suivent une nouvelle méthode de culture, en retirent beaucoup plus d'avantages, les imiteront volontiers, et, de



cette manière l'agriculture se perfectionnera peu à peu dans les domaines des Apanages. »

Tous les ans, dans la saison d'été, l'empereur ne manquait pas de visiter l'école agronomique de Krasnoé-Sélo, et il s'assurait par lui-même que l'exemple des paysans des Apanages exerçait une salutaire influence sur l'économie agricole de tout son empire :

— L'épreuve est décisive, disait-il un jour au prince Wolkonsky, en se promenant avec ce ministre au milieu des belles cultures de Krasnoé-Sélo : les paysans des Apanages sont plus instruits, plus industrieux, plus policés, et surtout plus heureux, que les paysans attachés à la glèbe sur les terres des particuliers. Ce qu'il faut, pour améliorer la condition du peuple des campagnes, c'est l'abolition du servage. Mais comment en arriver là? C'est une grosse affaire, et j'y pense sans cesse.

L'empereur, pour montrer combien les paysans des Apanages étaient supérieurs aux autres paysans sous le rapport moral et intellectuel, se plaisait à raconter un combat de générosité, qui avait eu lieu presque sous ses yeux dans une famille de paysans, sur ses domaines, et que le ministre de sa maison s'était fait un devoir de lui signaler.

Anissim Séménoff, paysan du village de Philatova-Gora, appartenant au département des Apanages, fut averti que sa famille aurait à fournir une recrue pour la conscription; Séménoff présenta aux commissaires du recrutement ses deux fils et un enfant adoptif, qu'il avait élevé avec eux. Basile, l'aîné des fils, et l'enfant adoptif, nommé Macare, furent jugés propres au service; l'un ou l'autre pouvait ainsi être soldat, au choix du chef de famille :

— Je servirai volontiers en remplacement de Basile, dit Macare; son père a été plus qu'un père pour moi : il ne



m'a pas laissé mourir de faim et de froid, lorsqu'il m'a trouvé, âgé de trois semaines, gisant sous sa fenêtre et abandonné par mes parents; il m'a recueilli, il a soigné mon enfance, il m'a traité comme son propre fils; c'est lui qui m'a conservé la vie, c'est à moi de lui conserver ses deux enfants.

Le directeur du comptoir des Apanages du gouvernement de Pskoff autorisa donc Macare à partir comme recrue ; mais le vieux Séménoff s'y opposa :

— Je ne donne point Macare, dit-il avec chaleur; c'est au tour de ma famille de fournir un soldat : qu'on prenne celui de mes deux fils qui conviendra le mieux au service!

— Tes fils se conduisent-ils mal? lui demanda le directeur du comptoir des Apanages. As-tu à te plaindre d'eux?

— Non, reprit Séménoff avec une noble simplicité : mes fils sont des enfants dociles et respectueux; je les aime comme je le dois, mais je ne veux pas qu'on puisse dire de moi que j'ai fait remplacer sous les drapeaux un de mes fils par l'enfant que j'ai adopté; je ne veux pas que ce pauvre orphelin soit malheureux, par mon fait. Il n'a ni père ni mère, il est sans famille. Quand je l'ai recueilli, je me suis fait son père, sinon par le droit du sang, du moins par la volonté de Dieu.

Ces touchantes paroles furent rapportées à l'impératrice, qui s'en émut jusqu'aux larmes; elle envoya un présent au brave paysan qui avait fait recevoir son fils aîné au service. L'empereur, partageant les sentiments de l'impératrice à l'égard de la belle conduite de ce vieillard, lui conféra une médaille d'argent avec une inscription qui rappelait son généreux sacrifice, et lui fit donner une gratification de 500 roubles.



CXCII

L'empereur Nicolas avait fait, dans l'organisation militaire de son empire, bien des changements, qu'on attribuait à l'influence du général Yermoloff, qui était revenu en faveur ou qui, du moins, n'était plus en disgrâce depuis la mort du maréchal Diebitsch. Il serait possible que le général Yermoloff eût été prié de faire des rapports sur différentes questions militaires soumises à ses lumières et à son expérience, mais on peut croire qu'il avait été mis en avant par le comte Tchernycheff, qui fut le principal inspirateur des modifications de tout genre introduites alors dans le département de la guerre.

Les colonies militaires n'avaient pas été entièrement supprimées, comme on le demandait de tous côtés à l'empereur, mais leur importance se trouvait tellement réduite, qu'on pouvait prévoir leur disparition dans un temps assez rapproché. Leur administration spéciale, qui avait eu l'extension et la prépondérance d'un ministère entièrement séparé de celui de la guerre, devait prendre désormais des proportions plus modestes et rentrer dans la catégorie des autres services de ce département.

L'aide de camp général Kleinmichel n'avait pas osé, pour garder son titre et ses fonctions de chef d'état-major



des colonies militaires, défendre ouvertement le principe d'une institution qu'il voyait sacrifiée et déjà presque abandonnée : par un ordre du jour du 1er/13 mai 1832, il fut nommé général de service à l'état-major général de l'empereur, en remplacement de l'aide de camp général Potapoff.

Le ministère de la guerre avait été, à la même date, entièrement réorganisé et considérablement augmenté, en absorbant l'état-major général de l'empereur; le comte Tchernycheff restait à la tête de ce ministère, qui devait réunir dorénavant, sous sa main, toute la direction des forces de terre de l'empire. L'état-major général de l'empereur, composé de quatorze officiers généraux et hauts fonctionnaires subordonnés au ministre de la guerre, devenait partie intégrante des attributions de ce ministre; les diverses administrations qui dépendaient de l'état-major général étaient aussi rattachées au ministère et entraient dans sa nouvelle organisation. Il n'y avait plus dès lors qu'un département temporaire pour les colonies militaires.

Les affaires du ministère devaient être traitées, à l'avenir, dans un conseil de guerre, dont l'empereur nommerait les membres, et qui serait présidé par le ministre. On avait institué, en outre, un quartier-maîtrat, sous la direction du quartier-maître général; un département d'inspection, dirigé par le général de service, qui dirigerait aussi le département temporaire des colonies militaires; un département de médecine, dirigé par l'inspecteur en chef du service de santé de l'armée; un département d'instruction publique, et enfin un auditoriat général pour la révision et le jugement définitif des affaires contentieuses.

Cette organisation compliquée du ministère de la guerre donna lieu à de nombreuses nominations, parmi lesquelles



on remarqua celle de l'aide de camp général Adlerberg, qui était directeur de la chancellerie du chef d'état-major général de l'empereur, et qui fut nommé chef de la chancellerie militaire de campagne de Sa Majesté. C'était un poste de haute confiance, car le chef de la chancellerie militaire avait pour mission d'accompagner l'empereur pour recevoir et communiquer ses ordres, dans le cas où Sa Majesté viendrait à quitter sa capitale sans avoir auprès de sa personne son ministre de la guerre.

La nouvelle organisation du ministère réalisa d'abord des économies notables et amena des réformes avantageuses dans tous les services.

L'empereur, qui avait plus d'une fois apporté une attention particulière à la position pénible des généraux et officiers mutilés dans le combat et forcés de prendre leur retraite, approuva un règlement rédigé par ses ordres dans le comité des invalides, et fixa ainsi les pensions que ces militaires devraient recevoir proportionnellement à leurs grades : un général d'infanterie ou de cavalerie, 6,000 roubles ; un lieutenant-général, 4,500 roubles; un général-major, 3,000 roubles; un colonel, 1,200 roubles; un lieutenant-colonel, 1,125 roubles; un major, 1,050 roubles; un capitaine, 975 roubles; un capitaine en second, 900 roubles; un lieutenant, 825 roubles; un sous-lieutenant, 750 roubles; un enseigne, 675 roubles. Une pension supplémentaire était, en outre, allouée à ces militaires mutilés, pour frais de domestiques. En cas de maladie, les médecins et les pharmaciens seraient tenus de leur donner des soins et des médicaments, aux frais de la couronne. Enfin, les villes où ces militaires établiraient leur résidence devraient leur fournir le logement, le chauffage et l'éclairage.



La réorganisation du ministère de la guerre avait coïncidé avec la réorganisation de l'armée, que le dernier recrutement venait d'augmenter d'un tiers, et qui ne devait plus avoir un corps d'armée polonais attachée à ses flancs, comme un brandon de discorde et comme une cause permanente de rivalité hostile. La population de l'empire s'accroissait tous les ans dans de telles proportions, qu'on pouvait prévoir un temps peu éloigné, où, par la seule puissance du recrutement ordinaire, le chiffre des forces militaires de la Russie, sur le pied de paix, dépasserait un million d'hommes. En ce moment, l'effectif des soldats sous les armes ne s'élevait pas à plus de six cent mille, y compris la cavalerie irrégulière. Mais tous les cadres étant fixés, on n'avait plus qu'à les remplir.

L'infanterie devait se composer de soixante-douze régiments de ligne, de douze régiments de la garde et de douze du corps des grenadiers; la cavalerie, de quarante-huit régiments de ligne, avec le même nombre de régiments de la garde et du corps de grenadiers, que l'infanterie. Cette armée, sans être au complet, était donc encore bien supérieure à celles de tous les États de l'Europe.

L'empereur Nicolas avait eu pourtant la sagesse de reconnaître que, dans les circonstances présentes, il aurait difficilement porté et soutenu la guerre, une grande guerre, hors de ses frontières, dans l'Europe occidentale. Non-seulement la révolution de Pologne lui avait enlevé une excellente armée, dont les débris ne pouvaient être incorporés qu'avec prudence dans les rangs de l'armée russe, mais encore il fallait paralyser plus de soixante mille hommes de bonnes troupes pour la surveillance de la Pologne et des provinces polonaises.

L'armée du Caucase avait dû, en outre, être mise sur le

pied de guerre, par suite de l'agitation croissante des montagnards, qui menaçaient de prendre les armes et de faire irruption dans le Daghestan, pour répondre aux excitations des prétendus prophètes et des émissaires d'Ibrahim-Pacha, qui prêchaient la guerre sainte parmi les peuplades musulmanes de la Turquie d'Asie.

En même temps, le corps d'occupation que le général Kisseleff commandait dans les principautés danubiennes, dont il était toujours président plénipotentiaire, avait eu besoin d'être renforcé d'une manière exceptionnelle, pendant que le vice-roi d'Égypte, Méhémet-Ali, suscitait de sérieux embarras à son suzerain le sultan Mahmoud, car on pouvait s'attendre, d'un moment à l'autre, à un soulèvement général, à une guerre civile en Turquie.

En prévision de ces graves événements, l'empereur de Russie, fidèle à ses engagements d'amitié et de bonne intelligence avec le grand-seigneur, plutôt encore que dominé par les intérêts de sa politique, avait mis spontanément une armée russe à la disposition de son allié, pour le cas où la Turquie d'Europe aurait à craindre une invasion de la part du vice-roi d'Égypte. Le sultan, on le pense bien, n'avait pas accepté sur-le-champ l'offre généreuse du tzar, mais il l'en avait remercié sincèrement, en déclarant qu'il n'en était pas encore réduit à demander des secours contre son puissant et ambitieux vassal.

Nicolas n'en avait pas moins fait réunir un corps d'armée en Bessarabie et sur les frontières des Principautés. L'aide de camp général Kisseleff, averti d'avance des intentions de son souverain, se tenait prêt à les seconder avec autant de vigueur que d'opportunité, et il pouvait compter, dans tous les cas, sur l'appui énergique des divans de Moldavie et de Valachie. L'empereur lui témoignait aussi



une confiance justement méritée, et, instruit des magnifiques résultats que l'administration du gouverneur général des Principautés avait déjà obtenus dans ces contrées naguère si malheureuses, il l'avait nommé, par un rescrit du 10/12 avril 1832, chevalier grand'croix de l'ordre de Saint-Vladimir de la première classe.

Nicolas avait eu à résister à ses propres entraînements, quand il s'était vu forcé d'abandonner le roi des Pays-Bas, et de le laisser se débattre inutilement contre les protocoles, de plus en plus impérieux et inflexibles, de la conférence de Londres. Il avait préféré sacrifier momentanément ses affections, ses sympathies de famille, à ses devoirs de souverain, à l'intérêt de ses peuples, à l'exigence de la raison d'État, car il ne pouvait encourager et soutenir les résistances imprudentes et inutiles du cabinet de la Haye, sans compromettre la paix de l'Europe.

Il ne voulut pas même que l'opinion publique s'égarât en lui attribuant un double jeu et une arrière-pensée dans la mission du comte Orloff, qu'on avait soupçonné d'être chargé de pousser secrètement la Hollande à la reprise des hostilités contre la Belgique; il n'hésita donc pas à faire connaître la neutralité absolue qu'il était résolu à garder dans les affaires du différend hollando-belge, et au moment où la conférence de Londres exigeait l'exécution immédiate du traité du 15 novembre 1831, lorsque la France, d'accord avec les grandes Puissances, allait prêter son concours armé à l'établissement définitif du royaume de Belgique, il adressa ce rescrit au comte Orloff, comme une éclatante approbation de tous les actes de cet envoyé extraordinaire :

« La fidélité dont vous avez fait preuve en remplissant Nos volontés, dans plus d'une circonstance grave, vous a



donné de justes droits à Notre bienveillance. Vous venez d'y acquérir de nouveaux titres, par le zèle éclairé avec lequel vous vous êtes acquitté de la mission spéciale dont Nous vous avons rendu l'organe auprès des cabinets de la Haye et de Londres. Une importance particulière s'attachait à cette mission, car elle avait pour but d'attester, aux yeux de l'Europe, la droiture de Notre politique et la constance de Nos efforts pour la conservation de la tranquillité générale. En manifestant Nos intentions pacifiques avec autant de vérité que de force, vous avez pleinement justifié Notre confiance et obtenu toute Notre approbation. Afin de vous en donner un témoignage justement mérité, Nous vous conférons les insignes en diamants de l'ordre de Saint-Alexandre Newsky; en vous les transmettant, Nous Nous plaisons à vous assurer de Notre bienveillance impériale.

« NICOLAS.

« Péterhoff, le 25 juin (7 juillet, nouv. st.) 1832. »

Ce rescrit était trop ferme et trop explicite pour que la politique du cabinet de la Haye eût l'espoir de s'appuyer désormais sur la protection de la Russie; mais les pourparlers et les négociations n'en continuaient pas moins à Londres, et l'on pouvait pressentir que l'intervention armée de la France ne trancherait pas le nœud gordien de la situation, avant plusieurs mois; en attendant, la scission était complète entre les Pays-Bas et la Russie, et l'empereur Nicolas avait même cessé toute correspondance avec sa sœur, la princesse d'Orange, et le prince royal, son beau-frère, qui avait été son meilleur et son plus intime ami.

On disait que Nicolas avait écrit à sa sœur : « Au sor-



tir de la guerre de Pologne, et sur le point de voir recommencer la guerre du Caucase, il me faudra probablement envoyer encore une flotte et une armée au secours de la Turquie. Je ne serai donc point assez fou pour aller entreprendre une guerre de principe dans les Pays-Bas. »

Au reste, comme l'empereur l'avait dit plus d'une fois au prince d'Orange, qui le suppliait de se faire le défenseur des principes de la Sainte-Alliance, il avait les mains liées : il devait attendre un moment plus favorable pour recouvrer sa liberté d'action vis-à-vis de l'Europe.

En effet, c'était une tâche immense et difficile que de rétablir l'ordre en Pologne et d'incorporer définitivement, dans l'empire de Russie, ce royaume, qui avait eu, pendant quinze ans, son autonomie et son existence indépendante reconnues et protégées par les traités de Vienne. Grâce à l'attitude que l'empereur avait prise vis-à-vis de l'Europe en se détachant de toute immixtion dans les affaires de l'Occident, aucune Puissance ne se permit d'intervenir, du moins activement et directement, dans les affaires de Pologne.

Le système que le gouvernement impérial avait adopté pour l'apaisement de la question polonaise était très-net, très-tranché, et en même temps très-logique : dans les anciennes provinces lithuaniennes annexées de longue date à la Russie, mesures arbitraires, rigueurs impitoyables, lois d'exception et d'intimidation; dans le royaume de Pologne proprement dit, amnistie admise en principe et sagement appliquée, indulgence et pardon.

C'était toujours la même manière d'envisager les faits : il y avait eu trahison, crime de lèse-majesté et de lèse-nation dans les anciennes provinces polonaises; la Pologne, au contraire, en se révoltant contre le tzar, n'avait fait



que se mettre en état de guerre contre un souverain protecteur de ses priviléges et de ses libertés.

Ainsi, sur ordre de l'empereur, le ministre des finances avait ordonné de transplanter cinq mille familles de gentilshommes polonais de la Podolie, sur les steppes du Trésor, et de préférence sur la ligne et dans le district du Caucase, en choisissant les personnes qui auraient pris part à la dernière insurrection et celles dont la manière d'être éveillerait la méfiance des autorités locales. Le gouverneur de la province, Lubianowski, quoique d'origine polonaise, s'était empressé d'obtempérer à l'ordre impérial, en enveloppant dans la mesure générale de transplantation les propriétaires nobles ou autres, les serviteurs et employés des propriétaires, les avocats, les hommes de loi et les habitants des villes. L'ordre de l'empereur se trouvait de la sorte manquer son objet et dépasser son but, car la mesure ne devait atteindre que les individus suspects et dangereux, ainsi que ceux qui auraient pris une part personnelle dans la dernière révolte.

L'université de Wilna fut ensuite, par ukase impérial, comme celle de Varsovie, suppriméeau mois de juin 1832, et l'on ferma presque aussitôt la bibliothèque de la ville, parce que les étudiants avaient essayé de se constituer en société secrète. Depuis, un ordre émané du ministère de l'intérieur fit transporter à Saint-Pétersbourg une partie de cette bibliothèque, avec la plupart des dépôts littéraires que possédait la Pologne. Varsovie perdit alors, par suite d'une spoliation déplorable que rien ne justifiait, les richesses de ses bibliothèques et de ses musées. On ne lui laissa, comme par dérision, que quelques livres écrits en polonais et tous les ouvrages de théologie. Cette décision arbitraire, qui n'était peut-être que le résultat d'une erreur

administrative, mais qui fut très-rigoureusement exécutée, produisit, il faut bien le dire, la plus pénible impression.

L'empereur n'eut peut-être qu'une connaissance vague et imparfaite de ces faits regrettables, qui ne servirent qu'à irriter les Polonais. On peut croire, cependant, qu'il avait ordonné lui-même de transférer à Moscou, dans le trésor du Kremlin, tous les objets d'art et monuments historiques qui décoraient l'ancien château des rois de Pologne à Varsovie. Le feld-maréchal, comme gouverneur général du royaume, avait pris possession de ce château; mais les salles où s'assemblaient le Sénat et la Chambre des nonces furent transformées provisoirement en casernes.

Les exagérations, les mensonges et les intrigues des comités polonais, qui s'étaient établis dans tous les pays où l'émigration polonaise avait été accueillie et protégée, eurent la plus fatale influence sur le nouveau régime administratif du royaume de Pologne. Ces comités employèrent les moyens de propagande les plus actifs et les plus perfides, pour répandre en Europe tout ce qui pouvait faire plaindre la Pologne et faire haïr la Russie : la population pauvre des anciennes provinces polonaises avait été déportée en masse dans la Sibérie; quarante-cinq mille familles polonaises, propriétaires d'immeubles plus ou moins considérables, avaient été transportées, sans jugement, sur la ligne du Caucase; un grand nombre de couvents catholiques avaient été fermés et confisqués; enfin la religion grecque orthodoxe était favorisée, à l'exclusion du catholicisme, dans la Pologne et les provinces polonaises!

Ces calomnies, répétées à son de trompe dans tous les journaux de l'opposition libérale, ne reposaient pas même, en général, sur des faits réels et constatés, plus ou moins susceptibles de se prêter à une interprétation odieuse.



Le gouvernement impérial, par exemple, n'avait cessé de réparer, autant que possible, dans les provinces polonaises comme en Pologne, les désastres causés par l'insurrection; il s'était reconnu responsable de ces désastres, et il les avait constatés avec soin, de manière à pouvoir indemniser les personnes qui avaient souffert, soit par le fait de la guerre, soit de la part des insurgés. Il avait distribué des grains aux classes pauvres, afin de pourvoir à leur subsistance jusqu'à la saison des récoltes; il avait rappelé en masse, sur les terres qu'ils cultivaient, les fermiers, les laboureurs et les ouvriers; il avait gracié une foule d'individus qui avaient figuré parmi les rebelles, mais qui s'étaient repentis; il n'avait fait aussi qu'appliquer la loi relative aux couvents catholiques, en ordonnant la fermeture de ceux qui, n'ayant pas une communauté de plus de huit religieux, devaient être supprimés conformément aux règlements canoniques, et les capitaux appartenant à ces couvents supprimés étaient versés intégralement dans la caisse de secours que le clergé catholique possédait en Russie : ce qui éleva le capital de cette caisse à près de 5 millions de roubles, au lieu de 400,000 roubles qu'elle contenait auparavant.

Il y avait sans doute en Pologne, à chaque instant, un contre-coup douloureux, résultant des mouvements secrets et des violences publiques de l'émigration polonaise à l'étranger, qui s'efforçait, par tous les moyens imaginables, d'empêcher le rétablissement de l'ordre et du calme dans sa malheureuse patrie.

Le gouverneur général, en dépit des injures et des calomnies qui se déchaînaient par toute l'Europe contre ses actes les plus honorables, n'en continuait pas moins à exécuter les volontés de l'empereur avec autant de prudence

que de modération. Les sévérités, les rigueurs, ne recherchaient, ne frappaient que les rebelles opiniâtres et incorrigibles. La police avait les yeux ouverts sur les dernières étincelles de la révolution, sur les derniers efforts des révolutionnaires, mais elle s'imposait d'ailleurs une extrême réserve, et elle évitait d'irriter les esprits, d'envenimer les haines et d'entretenir les inquiétudes.

Les conseils de guerre étaient, il est vrai, en permanence, et les tribunaux spéciaux jugeaient, à huis clos et sur pièces, tous les faits, toutes les questions qui se rattachaient à la conspiration du 29 novembre 1830 et à la période insurrectionnelle; mais, comme la plupart des individus compris dans les catégories d'exception de l'amnistie avaient eu la prévoyance de s'exiler eux-mêmes et de se mettre à l'abri des poursuites criminelles, la tâche des juges, nommés par ukase du 1er/13 février 1832, se trouvait bien diminuée, et leurs arrêts n'atteignaient généralement que des contumaces.

Le séquestre, cependant, ne s'appliquait pas seulement aux biens des personnes absentes : un grand nombre de nobles et de propriétaires, qui n'avaient pas quitté le pays ou qui y étaient rentrés, voyaient leurs terres et leurs revenus frappés d'amendes exorbitantes ou même menacés de confiscation; les sommes encaissées à différents titres, au profit du Trésor, s'élevèrent, dit-on, à 100 millions de roubles, non pas seulement pour le royaume de Pologne, mais aussi pour les gouvernements de Wolhynie et de Podolie.

En revanche, l'administration faisait de grands frais pour effacer les traces de la guerre et pour alléger les souffrances de la population rurale; des commissions de secours avaient été créées partout; on distribuait, dans les



villages, des vivres et de l'argent aux familles pauvres; on fournissait du grain pour les semailles aux cultivateurs, et du bois de construction pour rebâtir les granges et les étables. Un ukase de l'empereur avait accordé divers allégements aux habitants des villes, pour les aider à payer leurs dettes et à supporter les impôts; mais le commerce n'en était pas moins dans la plus triste situation. Les officiers russes de l'armée d'occupation, obéissant à leurs sentiments d'humanité autant qu'aux instructions de leurs chefs, venaient en aide cependant, par leurs dépenses personnelles, aux embarras pécuniaires des marchands.

La misère générale ne faisait que s'accroître dans les campagnes ainsi que dans les villes, par suite de la présence d'une quantité d'orphelins qui étaient à la charge de la charité publique, et d'une multitude d'anciens soldats dénués de tout moyen d'existence et réduits à demander l'aumône.

Un ukase du mois de février 1832 avait ordonné d'enlever les enfants mâles orphelins, pauvres ou vagabonds, et de les diriger sur Minsk, où le gouverneur militaire les ferait nourrir dans un établissement de bienfaisance, ou bien, s'ils étaient en âge d'entrer au service, les incorporerait dans les bataillons des cantonistes militaires. Cette mesure d'humanité et de bonne administration fut représentée, par la malveillance, comme un acte d'odieuse tyrannie; on accusa le Gouvernement de vouloir s'emparer de l'éducation de ces enfants, pour les façonner aux mœurs, à la langue et même à la religion des Russes. L'enlèvement de ces enfants, par l'entremise de la police, causa une impression universelle de stupeur et d'indignation, que les journaux étrangers prirent soin d'exploiter et d'exalter davantage, en dénaturant, de la manière la plus hostile et la plus ridi-



cule, ce qui n'avait été d'abord qu'un acte de généreuse prévoyance.

Le Gouvernement ne se borna pas à prendre sous sa tutelle les enfants mâles sans parents et sans asile, il étendit la mesure à tous les orphelins des deux sexes au-dessous de douze ans. L'établissement provisoire de Minsk ne paraissant pas suffisant, on avait formé, à Varsovie, dans les dépendances de l'Hôtel-Dieu de l'Enfant-Jésus, un institut, pour y élever les filles et les garçons, nés de soldats de l'ancienne armée polonaise. Le jour où ces enfants furent recherchés et rassemblés par les agents de l'autorité, il y eut une espèce d'émeute populaire qui fut suivie d'une longue agitation : les enfants, affolés de terreur, s'enfuyaient et se cachaient pour échapper aux violences et aux mauvais traitements dont ils se croyaient menacés; les femmes donnaient l'exemple et le signal de la résistance : on les voyait, tout éplorées, lutter contre les hommes de police et les soldats, en s'efforçant d'arracher de leurs mains ces malheureux enfants qui poussaient des cris lamentables.

On avait fait courir le bruit que les enfants enlevés seraient déportés en Russie et perdus à jamais pour la Pologne. C'était un prétexte de trouble et de tumulte, que les ennemis du repos public avaient eu l'adresse de saisir pour passionner les masses. Ces fausses idées s'étaient accréditées de telle sorte, que plusieurs mères, folles de douleur, allèrent se jeter dans la Vistule avec leurs enfants, plutôt que de livrer ces innocentes victimes à la tyrannie de l'autocrate, qui pensait à leur faire donner du pain et de l'instruction : « Nous ne voulons pas, disaient-elles, que les fils de nos maris morts pour la Pologne deviennent des Russes! »

Le feld-maréchal Paskewitch fut indigné des manœuvres



de l'Opposition polonaise et de leurs déplorables résultats; il crut devoir soumettre à l'approbation de l'empereur un nouveau règlement, d'après lequel les garçons, qui ne devaient rester dans l'institut de l'Enfant-Jésus que jusqu'à l'âge de sept ans, y demeureraient enfermés jusqu'à douze ans, et seraient alors envoyés à Minsk pour être incorporés dans les bataillons des cantonistes. Il appliqua ensuite la mesure de la mise en tutelle des enfants pauvres, aux fils mineurs des invalides et aux élèves des écoles gratuites; ces enfants, considérés comme indigents, devaient être élevés, aux frais de l'État, dans des instituts qui ressemblaient à des pénitentiaires.

Il est certain que ce qui n'était, dans l'origine, qu'une forme ingénieuse de la charité, devint plus tard un instrument politique dans les mains de l'administration, qui trouva ainsi un moyen facile et naturel de diriger à sa guise l'éducation d'une partie de la jeunesse.

L'incorporation dans l'armée russe des anciens soldats de l'armée polonaise souleva encore plus de colères et de résistances dans toutes les classes de la nation. Cette incorporation avait été commandée par l'intérêt même des habitants, qui avaient à subvenir aux besoins de vingt-cinq à trente mille individus sans ressources, sans état et sans pain; ces individus, que l'armée polonaise avait comptés dans ses rangs pendant l'insurrection, étaient revenus, de gré ou de force, en Pologne, après avoir été quelque temps internés en Prusse ou dans la Gallicie autrichienne; ils avaient pris des habitudes de paresse et d'oisiveté, qui les empêchaient de chercher les moyens de se créer, par le travail, une existence honnête : ils aimaient mieux mendier ou vivre aux dépens de leurs compatriotes; ils parcouraient le pays, soit isolément, soit par groupes, et ils



avaient partout place au feu et à la table du paysan. On comprend que ces hommes, aigris par l'infortune et la misère, pouvaient être de dangereux agents de conspiration et de désordre.

Un arrêté du Conseil d'administration du royaume de Pologne, approuvé par l'empereur, à la date du 1[er] mai 1832, avait donc établi en principe que tous les sous-officiers et soldats de l'ancienne armée polonaise, qui ne justifieraient pas de leurs moyens d'existence, seraient obligés de rentrer au service dans les troupes de Sa Majesté. Ce décret d'incorporation comprenait non-seulement ceux qui avaient servi le gouvernement insurrectionnel comme recrues ou enrôlés volontaires, mais encore ceux qui avaient fait partie de l'ancienne armée polonaise et qui n'y avaient pas achevé le temps légal de leur service. L'arrêté admettait cependant des exceptions pour les sous-officiers et soldats mariés, ayant le moyen de pourvoir à leur subsistance; pour ceux qui seraient attachés au service civil depuis la fin de la rébellion; pour ceux qui posséderaient une maison dans une ville ou dans un bourg; pour ceux qui auraient des terres en exploitation, et enfin pour ceux qui dirigeraient eux-mêmes des établissements d'économie rurale sur les terres seigneuriales.

Les priviléges de la noblesse russe devaient être attribués aux sous-officiers qui rentreraient au service, en fournissant des preuves de leur noblesse polonaise. De plus, chaque père de famille avait la faculté de garder auprès de soi un de ses fils, à son choix, dans le cas où il en aurait eu plusieurs faisant partie de l'armée des rebelles postérieurement au 29 novembre 1830.

Rien de plus juste, rien de plus urgent et de plus nécessaire que cette ordonnance, qui n'atteignait que des vaga-



bonds ou des oisifs sans domicile, sans genre de vie fixe, sans occupation agricole, ou commerciale, ou industrielle; il fallait débarrasser le pays d'une foule de gens inutiles ou dangereux, qui étaient ou qui pouvaient être des perturbateurs de l'ordre public. Mais tel fut l'effroi et le désespoir de ceux qui se voyaient contraints de servir dans l'armée russe comme simples soldats pendant quinze ans, que plusieurs se donnèrent la mort et qu'un grand nombre de réfractaires se cachèrent dans les forêts pour y attendre le moment de recommencer une guerre de partisans.

Tous devaient envier le sort des prisonniers polonais, qui se trouvaient encore internés en Russie, même en Sibérie et au Caucase, où ils vivaient de leur travail, sans être astreints au service militaire, car le gouvernement russe les laissait dans la condition de prisonniers de guerre et leur accordait une indemnité de solde jusqu'à leur retour en Pologne : l'empereur avait même, sur le rapport de Paskewitch, alloué des secours d'argent aux veuves et aux enfants de ces prisonniers.

Paskewitch, depuis l'ukase d'amnistie, exerçait avec autant de sagesse que d'humanité et de justice les pouvoirs illimités que le tzar lui avait confiés; il s'attachait avec autant de zèle que d'activité à rétablir la Pologne, dans les conditions d'ordre, de sécurité, de bien-être et de prospérité, que la Russie lui enviait avant sa fatale insurrection; il pouvait déjà se féliciter à si juste titre d'avoir réussi dans son œuvre de réorganisation et d'apaisement, que l'empereur ne demandait plus qu'à compléter l'amnistie, en renonçant à toutes représailles et à toutes mesures de rigueur contre les coupables et les proscrits :

« J'ai hâte, écrivait-il au prince de Varsovie, de faire savoir à l'Europe que la Pologne révolutionnaire a cessé



d'exister, si ce n'est à l'état d'émigration, et que les provinces polonaises, régies et administrées de même que les autres gouvernements de l'empire, font désormais partie intégrante de la Russie. »

CXCIII

Nicolas résidait alors, au château de Péterhoff, avec l'impératrice et ses enfants : il était venu s'y établir dès les premiers beaux jours du printemps, quoique la santé publique fût excellente à Saint-Pétersbourg, et que le choléra-morbus, dont on avait craint le retour, eût entièrement disparu de la capitale comme du reste de l'empire.

L'impératrice, enceinte depuis plusieurs mois, avait besoin de la vie calme et douce qu'elle menait à la campagne au milieu de sa famille. Elle avait eu pourtant, malgré sa santé chancelante, l'énergie de se montrer, le 25 mai, à la grande revue de la garde et des écoles militaires, sous le commandement du grand-duc Michel; elle s'était fait violence pour passer deux heures au champ de Mars, parcourant le front des lignes et assistant au défilé de toutes les troupes, en tête desquelles marchait l'empereur, entouré de son état-major.

Elle était, dans un équipage découvert, accompagnée de ses deux filles, les grandes-duchesses Marie et Olga, et de sa belle-sœur, la grande-duchesse Hélène, qui avait eu la



douleur de perdre, peu de temps auparavant (27 mars 1832), sa dernière fille Alexandra.

L'impératrice, qui s'était sentie plus faible qu'à l'ordinaire, à la suite de cet excès de fatigue, avait demandé à l'empereur la permission de ne plus paraître dans les fêtes publiques ni dans les réceptions de cour : elle vivait donc à Péterhoff, renfermée dans son intérieur, avec son époux et ses enfants.

Dans la journée du 20 juin, le lieutenant-général Séliavine arriva en poste, de Saint-Pétersbourg, pour annoncer à l'empereur qu'un terrible incendie s'était déclaré dans le quartier de Moscou, vers midi, et que les efforts réunis du corps des pompiers et des troupes de la garnison n'avaient pu encore arrêter les progrès du feu. Nicolas partit sur-le-champ avec le général Séliavine : il ne pouvait, en moins d'une heure et demie, franchir la distance de vingt-cinq werstes qui le séparait de la capitale, et il tremblait de trouver la moitié de la ville en flammes, car le quartier de Moscou, habité surtout par les yamstchiks ou cochers, était plein d'écuries et de greniers à fourrages, et la plupart des maisons, construites en bois, se trouvaient contiguës les unes aux autres.

Quand l'empereur parut sur le théâtre de l'incendie, cent cinquante-quatre maisons avaient été brûlées, ainsi que la poste aux chevaux et plusieurs édifices publics, mais on était à peu près maître du feu, quoique le vent soufflât avec force et portât à deux ou trois cents mètres une pluie de brandons enflammés.

L'empereur s'informa d'abord, avec sollicitude, des malheurs qui avaient pu avoir lieu par suite de ce désastre; il apprit que trente ou quarante personnes avaient été blessées, et qu'une centaine de chevaux avaient péri. Il inter-



rogea les assistants pour connaître la cause de l'incendie, qui avait commencé dans une vieille écurie et s'était rapidement propagé aux alentours.

— Sire, lui dit d'un ton solennel et d'un air convaincu un vieillard qui regardait avec tristesse ce vaste embrasement, c'est une punition du Ciel. La Providence a voulu ainsi châtier les yamstchiks, pour l'esprit de vertige et de rébellion avec lequel ils se sont opposés, l'année dernière, aux sages mesures prises par le Gouvernement pour les garantir du choléra-morbus.

Le vent changea tout à coup, et le grand marché du quartier de Moscou fut préservé, au moment où l'on regardait sa perte comme certaine. Les rues avoisinantes étaient encombrées de familles sans asile, qui se lamentaient en contemplant les flammes au milieu desquelles se consumait tout leur avoir. L'empereur leur prodigua des consolations et promit de les indemniser de leurs pertes. Il donna sur-le-champ 20,000 roubles pour les premiers secours à distribuer.

Un comité, composé du secrétaire d'État Longuinoff, du général-major Kokoschkine, et du lieutenant-général Séliavine, s'occupa immédiatement de remplir les intentions bienfaisantes de Sa Majesté. Ce comité n'avait pas d'autre mission que de répartir les dons de la famille impériale; quant aux dons des particuliers, qui s'élevèrent aussitôt à des sommes considérables, l'Ancien de la corporation des yamstchiks, lequel avait été prié d'assister aux séances du comité nommé par l'empereur, fut chargé de régler la répartition avec le gouverneur général de Saint-Pétersbourg.

Peu de jours après cet incendie (1er juillet), l'empereur, qui était retourné à Péterhoff, y reçut la grande députa-



tion que lui envoyait, à la suite des élections triennales, le corps de la noblesse du gouvernement de Moscou, pénétré de la plus profonde reconnaissance pour les nouveaux droits et priviléges que Sa Majesté avait daigné lui accorder. Ces élections avaient été faites conformément au règlement du 6/18 décembre 1831, qui autorisait les nobles de chaque gouvernement à choisir, parmi eux, les plus capables et les plus dignes de remplir différentes fonctions de justice ou de police. La députation, composée de plusieurs maréchaux de la noblesse, ayant à leur tête le général-major comte Goudovitch, eut l'honneur d'être reçue aussi par l'impératrice, qui, avec sa grâce et son aménité ordinaires, promit aux députés d'aller faire ses relevailles à Moscou, si l'état de sa santé le lui permettait.

Le bon air de la campagne, et surtout le repos dont elle jouissait, avaient déjà réparé ses forces à ce point, qu'elle put, le 15 juillet, s'embarquer sur un bateau à vapeur, avec l'empereur et tous ses enfants, pour aller voir, à Saint-Pétersbourg, la colonne Alexandrine, encore enfermée dans les flancs du vaisseau qui l'avait apportée de Finlande.

Cette colonne, formée d'un seul bloc de granit rouge pesant quatre millions de livres, ne mesurait pas moins de quatre-vingt-quatre pieds de longueur et de douze pieds de diamètre. Il avait fallu plus de cinq ans pour la tailler dans la carrière de Pytterlake. Ce travail gigantesque avait été fait par les soins d'un entrepreneur russe, nommé Vassili Abraham Yakovleff, d'après les dessins de l'architecte français M. de Montferrand, sous la surveillance de son aide Pascal. Mais le plus difficile n'était pas de détacher et d'arrondir le monolithe, c'était de le faire entrer dans le bâtiment construit exprès pour l'amener à destination. Yakovleff avait pourtant réussi, à force d'habileté, dans une entre-



prise qu'on pouvait croire au-dessus des forces humaines, et, le 13 juillet, le vaisseau, chargé de ce poids énorme et remorqué par deux bateaux à vapeur, après quatre jours d'une pénible et dangereuse traversée, jetait l'ancre devant le quai de la Néwa.

Yakovleff reçut les félicitations de l'impératrice, qui lui promit de revenir encore de Péterhoff à Saint-Pétersbourg, tout exprès pour assister au débarquement de la colonne Alexandrine. Les préparatifs immenses de cette première opération furent achevés en moins de neuf jours, sous la direction de Vassili Yakovleff, qui avait fait construire un plan incliné sur lequel la colonne devait glisser, en sortant du vaisseau, jusqu'aux abords du palais d'Hiver.

Le 24 juillet, le boulevard de l'Amirauté et la place étaient couverts d'une foule impatiente; des milliers de curieux garnissaient les fenêtres et les toits de toutes les maisons qui avaient vue sur le quai; un vaste amphithéâtre disposé en gradins avait été envahi dès le matin par des spectateurs munis de billets. A midi, tout était prêt; les chefs des travaux et leurs nombreux ouvriers se trouvaient à leur poste. Un *Te Deum* fut chanté pour attirer les bénédictions du Ciel sur l'importante opération qui allait s'accomplir. On n'attendait plus que la famille impériale.

Deux heures sonnaient, quand on vit paraître, sur la Néwa, un léger bateau à vapeur qui portait l'empereur, l'impératrice, leurs enfants et leur suite. Ils étaient accompagnés, comme au précédent voyage, par le prince Guillaume de Prusse, qui était venu passer quelques semaines avec son auguste sœur. Ils descendirent au palais d'Hiver et prirent place aux fenêtres du premier étage, qui dominaient la scène de ce grand spectacle. L'empereur daigna se rendre en personne dans l'enceinte des travailleurs,



pour les encourager par sa présence; il ordonna lui-même à Yakovleff de commencer.

Un son de cloche se fit entendre : tous les ouvriers se prosternèrent en faisant une prière, et dès qu'ils furent relevés, au signal convenu, les machines se mirent en mouvement, les cordages se tendirent, et l'énorme colosse de granit, s'ébranlant avec lenteur, sortit sans bruit des entrailles du vaisseau qui le contenait, s'avança majestueusement sur un chemin de charpente, et s'arrêta près du palais, sous la fenêtre même où était la famille impériale. De bruyants applaudissements éclatèrent de toutes parts, mêlés au cri de : *Vive l'empereur!*

Nicolas témoigna sa satisfaction à l'entrepreneur et à tous ceux qui avaient dirigé les travaux; il fit distribuer des gratifications aux ouvriers et dit à M. de Montferrand, qu'il le priait d'achever, le plus tôt possible, l'érection de la colonne sur le socle qui l'attendait déjà, entièrement construit, mais encore informe, au centre de la place du palais d'Hiver.

— Je désire, dit-il, que cette érection ait lieu le jour même de la fête de saint Alexandre Newsky.

— Il sera fait comme le désire Votre Majesté, répondit Montferrand en s'inclinant avec respect, à moins de circonstances imprévues et indépendantes de la volonté humaine.

— Vous m'avez assuré, ajouta l'empereur en s'adressant au comte Litta, président de la commission du monument, que ce monument surpasserait en hauteur et en magnificence tout ce que les anciens et les modernes ont produit en ce genre; j'en suis bien aise, car mon bien-aimé frère l'empereur Alexandre, de glorieuse mémoire, a surpassé en grandeur d'âme et en générosité tous les monarques ses contemporains.

Le tzar avait reçu, de la ligne du Caucase et du Daghestan, des nouvelles inquiétantes qui lui laissaient craindre la résurrection d'une guerre opiniâtre de nationalité et de religion dans ces provinces musulmanes.

Dès le mois de mai, les montagnards avaient repris les armes; le redoutable chef des Murides, le prophète Kazi-Moulla, de concert avec un autre chef nommé Hamsad-Bek d'Avares, avait envoyé des bandes nombreuses sur plusieurs points du Daghestan, pour attaquer les postes russes et piller les villages. Il occupait, dans la montagne, une position formidable près du village d'Erpili, et sans cesse il s'élançait de son nid de vautour, en promenant aux environs un brigandage effréné qui avait répandu l'effroi jusque dans les villes de Bakou et de Derbend.

Le général-major Karpoff, commandant de la province, se mit à la tête des troupes et forma des colonnes mobiles qui châtièrent les brigands toutes les fois qu'elles purent les atteindre; lasses de leur donner la chasse, pour en finir avec eux, elles s'emparèrent de tous les défilés de la montagne et entourèrent la retraite de Kazi-Moulla, qui parvint toutefois à s'échapper par un sentier que les Russes avaient négligé de garder : il fut poursuivi, et il perdit beaucoup de ses séides, entre autres, disait-on, son principal complice, Hamsad-Bek.

Mais ce chef de rebelles n'était pas mort, et déjà il appelait aux armes les montagnards, avec l'aide d'un nouveau prophète musulman nommé Molla-Tzenoff, qui avait acquis un grand crédit sur les populations, en leur prêchant la guerre sainte. Un certain nombre de Djars, fanatiques intrépides, étaient venus le joindre, et la tribu indomptable des Lesghis lui promettait un puissant concours. Les Lesghis, en effet, après avoir mis en sûreté leurs familles et



leurs biens dans l'intérieur des montagnes, se réunirent aux bandes d'Hamsad-Bek, qui levait des cavaliers dans les villages restés fidèles à la Russie, et qui menaçait les provinces de Yélissouy et de Schéki. La forteresse de Zakatali se trouvait bloquée, au milieu d'un pays insurgé où Hamsad-Bek et Tchoban-Bek avaient rassemblé sous leurs ordres plus de six mille hommes déterminés.

Le lieutenant-général Rosen, commandant des troupes au delà du Caucase, jugea prudent d'arrêter la sédition à son début : il accourut en toute hâte avec quelques régiments et de l'artillerie; il se dirigea sur les villages fortifiés d'Enghilouy et de Mouganline, et il en reprit possession, le 7 août, presque sans combat. Il occupa successivement plusieurs autres villages dont les rebelles avaient fait des places d'armes, et il poursuivit leurs bandes, qui fuyaient et se dispersaient à son approche. Le 11 août, son avant-garde, forte de trois mille cinq cents hommes et de douze canons, atteignit, au village de Moukhaki, Hamsad-Bek, qui fit mine de s'y défendre et qui en fut chassé avec de grandes pertes. Le lendemain, Hamsad-Bek essaya d'avoir sa revanche, en attirant les Russes dans le défilé de Moukhaki et en profitant de l'avantage de sa position, mais il ne tint pas longtemps contre une attaque régulière où l'artillerie avait le principal rôle, et, battu sans rémission, il chercha son salut dans une prompte fuite à travers les montagnes. Le général Rosen ne lui donna pas de répit et le poussa, l'épée dans les reins, jusqu'à Dyndy-Daghi, en tuant tout ce qui semblait vouloir faire résistance.

Les habitants des villages naguère révoltés avaient affirmé leur soumission, en prenant part eux-mêmes à la poursuite d'Hamsad-Bek, et en livrant au général russe une multitude de prisonniers, parmi lesquels se trouvait Molla-



Tzenoff, le plus dangereux instigateur de la rébellion des Djars. Cinq mille familles avaient été réduites à l'obéissance dans l'espace de quatre jours, et il ne restait plus vestige des bandes redoutables qui avaient fait irruption sur le Daghestan.

Hamsad-Bek avait disparu, sans qu'on sût le lieu de sa retraite; mais Kazi-Moulla, retiré dans son fort inexpugnable de Himry, ne renonçait pas à fomenter la guerre des montagnards contre les Russes; il rassemblait de nouvelles bandes, plus nombreuses que les premières, et il faisait entrer dans cette ligue sainte non-seulement les Lesghis, mais encore plusieurs tribus aussi belliqueuses et aussi fanatiques, les Tchetchènes, les Galgaievtzy et les Karaboulaks.

Le lieutenant-général Rosen, après le succès rapide de son expédition contre Hamsad-Bek, laissait reposer ses troupes et se tenait prêt à reprendre l'offensive, en augmentant son corps d'armée, dans lequel la milice géorgienne s'était distinguée par des qualités militaires qu'on ne devait attendre que des vieilles troupes de la garde impériale.

Nicolas, qui projetait un voyage d'inspection dans les provinces occidentales de son empire, devait recevoir en audience de congé, avant son départ, les ambassadeurs extraordinaires de France et d'Angleterre, lord Durham et le duc de Trévise, dont la mission politique n'avait pas eu d'autre objet que de sanctionner les actes de la conférence de Londres dans l'inextricable affaire du différend de la Hollande et de la Belgique, car le moment approchait où l'intervention des Puissances serait forcée de recourir aux armes pour obtenir l'évacuation du territoire belge, et surtout la remise du port et de la citadelle d'Anvers à la Belgique.

L'empereur, qui s'était abstenu de toute relation avec le roi des Pays-Bas, depuis la malheureuse issue de l'ambassade du comte Orloff, persistait dans les principes d'une neutralité absolue ; mais, néanmoins, il avait prié le roi de Prusse de continuer ses bons offices en faveur de la Hollande auprès de la conférence de Londres, et d'employer toute son influence pour arriver à un arrangement pacifique.

La conférence avait rencontré moins de difficultés à régler les affaires de la Grèce, quoique les Grecs fussent alors en proie à la guerre civile; la bonne intelligence des trois Cours alliées, protectrices de l'indépendance hellénique, s'était signalée dans la convention du 7 mai, signée à Londres, relative à la nomination du prince Othon, jeune fils du roi de Bavière, comme roi de la Grèce, et dans le traité du 21 juillet 1832, signé à Constantinople, pour l'extension des frontières du nouveau royaume, avec le consentement de la Porte Ottomane.

Le gouvernement russe avait prouvé ainsi, d'une manière éclatante, qu'il ne s'était jamais préoccupé d'intérêts égoïstes, dans la question grecque, et qu'il se tenait pour satisfait d'avoir arraché ses coreligionnaires au joug de l'islamisme. On s'étonna, pourtant, que, fidèle à ces loyales et généreuses intentions, Nicolas n'eût pas même songé à maintenir l'influence de la Russie en Grèce, pendant le court intervalle de la présidence du comte Augustin Capo d'Istria, qui, faute de conseils et d'appui extérieur, avait été déposé par le parti populaire. Un brick russe, qui était à l'ancre dans la rade de Nauplie, assiégée par les Rouméliotes, reçut seulement à son bord le président démissionnaire, emportant avec lui le corps de son illustre frère (10 avril 1832), comme s'il eût prévu que la Russie ne de-



vait plus, ne voulait plus conserver d'action directe et prépondérante dans les affaires de la Grèce, placée désormais sous le sceptre constitutionnel d'un prince bavarois, et entourée de la protection des Puissances qui l'avaient faite libre.

L'empereur ne quitta Saint-Pétersbourg, pour un voyage de trois semaines, que le lendemain de l'érection de la colonne Alexandrine.

Cette opération intéressante eut lieu solennellement, le 11 septembre, jour de la fête du grand-duc héritier Alexandre, et de celle de l'ordre impérial de Saint-Alexandre Newsky. L'empereur et l'impératrice, accompagnés du césarévitch, des grandes-duchesses Marie et Olga, ainsi que du grand-duc Michel, s'étaient rendus, à onze heures du matin, au monastère de Saint-Alexandre Newsky, où les attendait en grande pompe tout le clergé de la capitale, ayant à sa tête Mgr Séraphim, métropolitain de Novogorod et de Saint-Pétersbourg. Après la messe, à laquelle assistèrent les membres du Conseil de l'Empire, les ministres, les sénateurs, les généraux, la cour, les chevaliers de Saint-Alexandre Newsky, et le corps diplomatique, Leurs Majestés et Leurs Altesses impériales avaient honoré de leur visite le métropolitain, et s'étaient transportées ensuite sur la place du palais d'Hiver, où tout avait été préparé pour élever la colonne Alexandrine sur son piédestal.

Soixante machines puissantes allaient être mises en action, avec des poulies et des milliers de cordages, par quatre cents vieux soldats de la garde, choisis parmi ceux qui avaient servi sous les drapeaux du monarque en l'honneur duquel le monument était érigé. Ces soldats, commandés par le général-major Schilder, devaient agir conjointement avec quatre cents ouvriers d'élite, sous la direction de l'architecte en chef Auguste Ricard de Montferrand.

Plus de trois cent mille personnes de tout rang et de toute condition s'étaient donné rendez-vous pour assister à ce grand spectacle; mais il n'y en eut pas le quart qui eut le bonheur de voir, et tous n'en restèrent pas moins patients et muets à l'endroit où ils s'étaient massés aux alentours de la place et dans les rues voisines. Les fenêtres du palais d'Hiver, de l'hôtel des Finances, de l'hôtel des Affaires étrangères, et du bâtiment circulaire de l'État-major, richement pavoisées et ornées de tentures de velours vert à crépines d'or, étaient garnies de spectateurs. Une tente magnifique avait été dressée, pour la famille impériale, en avant de la façade du palais. Cette tente, à laquelle on arrivait par un escalier de parade tendu en drap rouge, était en cachemire aux couleurs éclatantes et variées; un pilier en argent doré la soutenait au centre et correspondait avec douze colonnes de style oriental également dorées; des tapis précieux, des divans de soie brodés d'or ornaient l'intérieur, où se déployait toute la richesse du luxe asiatique.

Il n'y avait, sur la place, remplie d'échafaudages et de machines gigantesques s'élevant à une hauteur de deux cents pieds, que les soldats, les ouvriers et les ingénieurs, préposés aux manœuvres et immobiles à leurs postes.

Lorsque Leurs Majestés furent arrivées avec leur cortége, et que la famille impériale eut pris place sur l'estrade qui lui était réservée, l'opération commença presque aussitôt, sur un signal de l'empereur, au milieu d'un profond silence; elle ne dura pas moins de sept quarts d'heure, pendant lesquels elle tint attentifs et vivement impressionnés les spectateurs qui suivaient des yeux, avec anxiété, le mouvement ascensionnel du géant de granit, s'élevant dans les airs au milieu d'une forêt de câbles et de cabestans, et venant se poser debout sur l'immense piédestal non encore



décoré de ses corniches et de ses bas-reliefs en bronze à figures allégoriques.

Ricard de Montferrand, mandé près de l'empereur et de l'impératrice, qui le félicitèrent du succès complet de cette gigantesque entreprise, promit de terminer en deux années ce superbe monument. Montferrand avait beaucoup de vivacité dans l'esprit, et il était connu par l'à-propos et l'originalité de ses réparties, qui n'avaient pas peu servi à sa fortune; il répondit de la manière la plus heureuse aux questions que Leurs Majestés lui adressèrent sur la colonne Alexandrine, plus élevée que les obélisques antiques qui ornent les places de Rome, et presque égale en hauteur à la colonne de la Grande-Armée, sur la place Vendôme à Paris.

— En 1814, il n'a tenu qu'à l'empereur Alexandre, dit Nicolas, de renverser cette colonne, que Napoléon avait fait faire avec le bronze des canons pris à Austerlitz; mais il s'est bien gardé de se venger, sur un monument, d'un ennemi vaincu. Je me rappelle seulement qu'il parla de faire construire, à son retour, une colonne du même genre, mais deux fois plus haute, avec les canons que les Français avaient perdus en Russie.

— Je suis bien aise, reprit adroitement l'architecte français, que l'empereur Alexandre n'ait pas donné suite à son projet, car les monuments de bronze ne durent pas autant que ceux de granit. Par exemple, dans des milliers d'années, s'il arrivait que la mer du Nord, comme l'ont répété plusieurs savants, eût franchi ses limites et englouti cette capitale, œuvre de Pierre le Grand, la colonne Alexandrine, debout au milieu des flots et défiant les tempêtes, serait toujours là pour attester la gloire impérissable des souverains de la Russie.



C'était là une grande et poétique image qui frappa l'empereur, et il ordonna de la reproduire dans un tableau que le peintre russe Bruloff, qui était encore à Rome, fut chargé de faire pour l'impératrice.

En ce moment, les esprits étaient tout disposés à prévoir une catastrophe analogue à celle que Montferrand avait imaginée pour en faire le prétexte d'une flatterie ingénieuse. On ne s'entretenait que des cataclysmes terribles que pouvait amener une comète, dont l'apparition était attendue avec inquiétude par tout le monde, et qui avait d'avance répandu dans le peuple les plus ridicules frayeurs. Cette comète, suivant l'opinion de quelques savants, menaçait de se rencontrer dans l'espace avec notre globe, qui courrait risque d'être brisé en éclats ou du moins de subir une épouvantable secousse.

— J'ai bien envie de ne pas partir, dit l'empereur en plaisantant, avant de savoir à quoi m'en tenir sur le compte de cette vilaine comète.

— Sire ! reprit l'impératrice au sortir d'une de ces rêveries mélancoliques auxquelles sa pensée s'abandonnait souvent : on est naturellement superstitieux, quand on craint pour une personne chère.

Nicolas partit, dans la nuit du 12 septembre, accompagné seulement du général Benkendorff, chef des gendarmes, et de l'aide de camp général Adlerberg, chef de la chancellerie militaire de campagne. Il arriva, le 14, à Smolensk, où il employa plusieurs jours à passer des revues.

Pendant sa résidence dans cette ville, qui ne parvenait pas à se relever de ses désastres de 1812, il remarqua l'état de dégradation dans lequel se trouvait le monument élevé à la mémoire du colonel Engelhardt, qui périt, à cette époque, fusillé par l'ennemi, pour avoir refusé le comman-



dement de Smolensk après la prise de cette ville par les Français. L'empereur donna ordre sur-le-champ d'ériger au brave Engelhardt un nouveau monument, plus digne de son patriotique dévouement, avec une inscription destinée à perpétuer le souvenir de ce beau trait d'héroïsme.

— L'invasion de notre territoire, dit-il à l'aide de camp général Adlerberg, a produit un si grand nombre de grandes et sublimes actions inspirées par l'amour de la patrie, que nous pouvons nous réjouir maintenant d'avoir eu l'occasion de donner aux étrangers une si haute idée de notre caractère national. Je me propose de faire élever un arc de triomphe en l'honneur des héros et des victimes de l'an 12.

Nicolas n'exécuta jamais ce projet, auquel il revenait avec complaisance toutes les fois qu'il entendait parler de l'Arc de triomphe, qui était toujours en construction, depuis plus de vingt ans, à Paris, vis-à-vis de la barrière de l'Étoile, et que le roi Louis-Philippe se proposait de terminer en le dédiant aux gloires de l'armée française. Il avait adressé, un jour, au baron de Bourgoing, cette question qui n'était pas dénuée d'allusion malicieuse :

— Que veulent dire vos journaux, quand ils racontent les prouesses de l'unique ouvrier qui travaille à l'arc de triomphe de l'Étoile?

— Je ne sais pas trop, répliqua le ministre qui avait la répartie vive et mordante; mais le roi Louis-Philippe appartient, par la date de sa naissance, à une époque de notre histoire nationale, où quatorze armées travaillaient aux fondements de cet arc de triomphe.

L'empereur se rendit successivement à Kieff, à Poltava et à Kharkoff. Partout il visita les établissements publics et inspecta les divers corps de troupes cantonnés dans les villes ou aux environs. Il recueillit partout les plus vifs

témoignages de l'amour des populations qui accouraient en foule pour jouir de sa vue et de sa présence. En revenant de Voronèje, il ne fit que s'arrêter vingt-quatre heures à Moscou, où il eut à peine le temps de recevoir les autorités, et il rentra, le 6 octobre, à Saint-Pétersbourg, entre deux et trois heures de l'après-midi.

Il avait fait une partie de sa tournée d'inspection avec le grand-duc Michel, qui était, comme lui, passionné et infatigable pour tout ce qui concernait l'armée et le service militaire. A son retour, avant de quitter Moscou, il lui donna une marque d'estime personnelle, en le nommant chef du régiment des hussards de Narva et en décidant que ce régiment porterait à l'avenir le nom du grand-duc Michel. Ce n'est que six semaines plus tard qu'il offrit, comme souvenir de ce voyage, au général Adlerberg, une tabatière en or, enrichie de diamants et ornée de son portrait.

CXCIV

Peu de jours après son arrivée à Saint-Pétersbourg, Nicolas signa, en date du 4/16 octobre 1832, un ukase, qui avait pour objet de restreindre autant que possible les exceptions à l'amnistie de novembre 1831, « afin d'ensevelir plus promptement dans l'oubli, disait cet ukase, le souvenir des troubles qui, dans le courant de l'année dernière, ont agité les gouvernements de l'Ouest. »

Toutes les dispositions de l'ukase de novembre 1831 étaient maintenues en ce qui concernait la première catégorie de coupables, c'est-à-dire ceux qui avaient pris part à la conspiration du 29 novembre 1830, et qui étaient par conséquent les véritables auteurs de la révolution, ou ceux qui avaient, cette nuit-là, envahi le palais du Belvédère, avec l'intention de commettre un attentat contre la personne du grand-duc Constantin. Les autorités locales étaient invitées à faire valoir les circonstances atténuantes qui pourraient exister en faveur des criminels de la seconde catégorie, c'est-à-dire des nonces et des sénateurs qui avaient prononcé en pleine Diète la déchéance de la famille Romanoff au trône de Pologne. Une amnistie entière et sans réserve était accordée à tous ceux qui, par la nature de leur



témoignages de l'amour des populations qui accouraient en foule pour jouir de sa vue et de sa présence. En revenant de Voronèje, il ne fit que s'arrêter vingt-quatre heures à Moscou, où il eut à peine le temps de recevoir les autorités, et il rentra, le 6 octobre, à Saint-Pétersbourg, entre deux et trois heures de l'après-midi.

Il avait fait une partie de sa tournée d'inspection avec le grand-duc Michel, qui était, comme lui, passionné et infatigable pour tout ce qui concernait l'armée et le service militaire. A son retour, avant de quitter Moscou, il lui donna une marque d'estime personnelle, en le nommant chef du régiment des hussards de Narva et en décidant que ce régiment porterait à l'avenir le nom du grand-duc Michel. Ce n'est que six semaines plus tard qu'il offrit, comme souvenir de ce voyage, au général Adlerberg, une tabatière en or, enrichie de diamants et ornée de son portrait.

Peu de jours [illegible] Nico-las [illegible] pour [illegible] l'amnistie [illegible] tement [illegible] bles qui [illegible] les gouvernements [illegible]

Toutes [illegible] novembre 1831 étaient maintenues [illegible] la première catégorie de coupables [illegible] avaient pris part à la conspiration [illegible] qui étaient par conséquent [illegible], ou ceux qui avaient [illegible] palais du Belvédère, avec l'intention [illegible] contre la personne du grand-duc [illegible] Les autorités locales étaient invitées à faire [illegible] circonstances atténuantes qui pourraient exister [illegible] criminels de la seconde catégorie, c'est-à-dire [illegible] et des sénateurs qui avaient prononcé [illegible] déchéance de la famille Romanoff au trône [illegible] Une amnistie entière et sans réserve était [illegible] à tous ceux qui, par la nature de leur

participation à la révolte, avaient été classés dans la troisième catégorie des coupables.

La clémence impériale était acquise désormais à quiconque aurait agi par l'entraînement de perfides suggestions plutôt que par une préméditation criminelle.

Les commissions d'enquête, établies dans les gouvernements de l'Ouest, devaient donc cesser toute espèce de poursuites nouvelles contre les individus de la troisième catégorie. Quant à ceux qui, après avoir participé à la révolte, étaient passés sans autorisation à l'étranger, ils avaient renoncé, par ce seul fait, au bénéfice de l'amnistie, et leurs biens seraient confisqués immédiatement au profit de la couronne.

Telle fut la dernière mesure d'indulgence, au moyen de laquelle Nicolas eut l'espoir de ramener la Pologne à son état normal et de faire disparaître les traces encore si récentes de sa désastreuse révolution.

Mais l'émigration polonaise n'avait pas abdiqué : elle exerçait une influence considérable sur l'opinion publique dans tous les pays où elle avait trouvé un asile, des sympathies et des secours; elle continuait, pour ainsi dire, à l'étranger, la révolte de Pologne, et elle entretenait des relations occultes avec ce malheureux pays qu'elle empêchait de se rasseoir et de renaître.

La fameuse comète, qu'on attendait comme une messagère de malheurs et d'événements graves, n'avait pas encore paru, mais l'esprit de parti ne s'était pas fait faute d'en tirer les plus sinistres présages contre le tzar et sa famille. Ce fut dans la nuit du 21 septembre que le célèbre professeur Struwe découvrit enfin, de son observatoire de Dorpat, cette petite comète, invisible à l'œil nu, qui offrait l'aspect d'une tache nébuleuse circulaire. Il se hâta de



porter cette nouvelle à la connaissance du ministre de l'instruction publique, lequel en fit part à l'empereur.

Nicolas s'empressa de rassurer l'impératrice, en lui disant avec gaieté :

— Voilà une comète qui devrait avoir honte d'avoir fait tant de bruit pour rien!

— Sire, s'écria le comte de Modène qui se trouvait là comme attaché à la personne de l'impératrice, c'est une comète polonaise.

Le mot eut beaucoup de succès à la cour, et on en fit compliment au comte de Modène, dont les spirituelles réparties témoignaient de son origine française.

L'impératrice Alexandra lui ayant dit encore, à l'occasion de cette comète, qu'elle ne pouvait s'empêcher de redouter comme un signe de mauvais augure :

— N'est-il pas reconnu que l'apparition d'une comète annonce toujours la mort d'un roi ou d'un grand de la terre?

— Oh! Madame, celle-ci n'a rien à faire avec les souverains, reprit le comte de Modène qui avait la réputation de connaître l'astrologie et les sciences divinatoires; elle est si petite et si terne, que je me trouverais peu honoré, si c'était ma mort qu'elle annonçât.

On se rappela cette plaisanterie qui ne manquait pas de finesse, lorsque le comte de Modène vint à mourir, peu de mois après (23 mai 1833).

En dépit de la comète, qui fut visible au télescope pendant six semaines, l'impératrice accoucha heureusement d'un fils, au palais d'Hiver, le 25 octobre 1832, et dans la soirée, le canon de la forteresse annonça aux habitants de la capitale cette bonne nouvelle. L'empereur, qui regardait l'accroissement de sa famille déjà si nombreuse comme



une marque de bénédiction que la Providence donnait à son empire, invita ses sujets, par un manifeste daté du même jour, à unir leurs prières aux siennes pour le bonheur du jeune prince qui avait reçu en naissant le nom de Michel. Le lendemain, suivant l'usage de la famille impériale, le nouveau grand-duc Michel Nicolaïevitch fut nommé, par un ordre du jour de l'empereur, chef du régiment de grenadiers à cheval de la garde, et inscrit comme simple soldat dans le régiment des gardes Préobragensky, et dans l'artillerie à cheval de la garde.

L'empereur avait choisi le jour de la fête de son frère Michel, pour le baptême du jeune grand-duc, qui devait porter le même nom que son parrain. Le 20 novembre, la cérémonie eut lieu, avec une grande pompe, au palais d'Hiver, en présence d'un immense concours d'invités, les dames en costume russe, les hommes en habits de gala. Le cortége impérial se mit en marche, à onze heures du matin, pour se rendre à la chapelle ; le nouveau-né était porté par la princesse Dolgorouky, dame d'honneur de l'impératrice, remplaçant la princesse Wolkonsky, empêchée par le faible état de sa santé. La cérémonie du baptême fut célébrée par le métropolitain de Novogorod et de Saint-Pétersbourg ; les parrains étaient le roi de Prusse, représenté par son chargé d'affaires le général de Schœler, et le grand-duc Michel; les marraines, la grande-duchesse Olga, seconde fille de l'empereur, et la princesse d'Orange, qui, absente, n'était pas même représentée par le ministre des Pays-Bas.

L'empereur, en invitant sa sœur, la grande-duchesse Anne Pavlovna, à tenir sur les fonts le dernier fils de l'impératrice, semblait avoir voulu lui prouver qu'il prenait vivement part à la pénible position de la Hollande,



qui, menacée par les flottes de la France et de l'Angleterre, osait encore résister aux injonctions réitérées de la conférence de Londres, dévouée aux intérêts de la Belgique avec une opiniâtre partialité.

Le jour même où la princesse d'Orange figurait nominativement comme marraine au baptême du grand-duc nouveau-né, une armée française de soixante-dix mille hommes, sous les ordres du maréchal Gérard, arrivait sous les murs d'Anvers et commençait le siége de la citadelle, que la garnison hollandaise, sous les ordres du général Chassé, se disposait à défendre avec toute la persévérance que promettait la devise de son drapeau : *Je maintiendrai.*

Après le baptême, le *Te Deum* fut chanté, au bruit d'une salve de trois cent un coups de canon, et pendant la messe qui suivit, l'empereur présenta lui-même son fils à la sainte communion et le décora des insignes de l'ordre de Saint-André, que lui présentait le chancelier, et des autres ordres impériaux et royaux de Russie.

Nicolas data du jour du baptême un grand nombre de promotions dans l'armée et dans la flotte; il éleva le feld-maréchal Osten-Sacken à la dignité de prince, et à celle de cômte les aides de camp généraux Alexandre Benkendorff et P. Golénischeff-Koutouzoff; il conféra les insignes de l'ordre de Sainte-Anne de la première classe, ornés de la couronne impériale, aux vice-amiraux Krusenstern, Bellingshausen et Hamilton, au général-major Mœrder, précepteur du grand-duc héritier, et à son médecin anglais, Lighton, qui avait été appelé à donner des soins à l'impératrice. Nicolas avait écrit au prince de Varsovie, qu'il voulait, à l'occasion de la naissance de son dernier fils, suivre l'impulsion de son cœur paternel, en graciant quelques coupables : il comprenait donc dans l'amnistie une partie



de ceux qu'il en avait d'abord exceptés, c'est-à-dire les Polonais qui avaient essayé de raviver la révolution, dans la journée du 7 septembre 1831, après la soumission garantie par la promesse de Krukowiecki; ceux qui plus tard avaient siégé dans la Diète de Zakroczyn et de Plock et qui avaient signé alors une proclamation séditieuse à l'armée polonaise, au lieu de se soumettre aux engagements de la capitulation de Varsovie.

Les nouvelles que l'empereur recevait du royaume de Pologne n'étaient pourtant pas aussi satisfaisantes qu'il aurait dû l'espérer: malgré la prudence et l'habileté du Conseil d'administration, malgré l'esprit conciliateur du feld-maréchal Paskewitch, l'inquiétude et la défiance régnaient dans toutes les classes; le calme apparent du pays cachait une perturbation profonde, et aucune des plaies que la guerre avait faites au cœur du pays n'était encore cicatrisée. On avait tout à craindre pour l'avenir.

Il n'en était pas de même des provinces du Caucase. On pouvait enfin se flatter d'avoir mis un terme aux soulèvements continuels des montagnards. L'émotion en partie religieuse et en partie politique, causée par les prédications de quelques ambitieux qui se donnaient pour prophètes, ne devait pas survivre longtemps à ces intrigants qui avaient disparu.

L'expédition générale et simultanée que le lieutenant-général Rosen avait dirigée contre toutes les peuplades rebelles, les fit rentrer dans le devoir et leur imprima une vive terreur; car Kazi-Moulla, qui se croyait en sûreté au milieu de ses Murides dans son fort de Himry, où il avait déjà plus d'une fois cherché un refuge, s'y trouva tout à coup environné par les troupes russes. La milice géorgienne, familiarisée avec la guerre de montagnes, pénétra dans



la place par escalade, le 30 octobre 1832, au point du jour; Kazi-Moulla et ses principaux adhérents étaient tombés en combattant, percés de coups de baïonnette. Les anciens du village se présentèrent alors, tenant à la main des branches d'olivier, devant le général Rosen, et firent leur soumission. Le général exigea des otages et frappa d'une contribution de guerre les tribus qui avaient pris part à la rébellion. De nouveaux postes russes avaient été créés pour tenir le pays en bride, et on avait tout lieu de penser que le sort de Kazi-Moulla et de ses partisans découragerait à l'avenir ceux qui seraient tentés de les imiter.

L'empereur, par un ordre du jour du 19 novembre/1er décembre, témoigna sa satisfaction à tous les généraux et officiers du corps d'armée détaché du Caucase, qui avaient, dans la dernière expédition, concouru à l'anéantissement complet des bandes de Kazi-Moulla; il accorda, aux sous-officiers et soldats de cette expédition, une gratification d'un rouble d'argent par homme. Il avait déjà, par un rescrit du 16/28 novembre, accordé la croix de chevalier de Saint-Alexandre Newsky au lieutenant-général Véliaminoff, commandant les troupes échelonnées sur la ligne du Caucase, pour le récompenser des sages dispositions qu'il avait prises dans le but d'arrêter l'insurrection du Daghestan, durant l'expédition du général en chef.

L'empereur, comprenant que les populations remuantes et fanatiques du Caucase avaient besoin de se sentir parfois comprimées sous une main énergique, envoya les pouvoirs les plus étendus au général Rosen, entre autres celui d'agir avec pleine liberté d'initiative, et de prononcer en dernier ressort dans toutes les causes civiles et criminelles.

Durant les derniers mois de l'année 1832, l'empereur,



pour la première fois depuis le commencement de son règne, avait eu à se préoccuper de l'état des finances. Dès le 12 septembre, le ministre Cancrine, dans l'exposé annuel de la situation des établissements de crédit de l'Empire, n'avait pas dissimulé les déficits qui existaient dans les comptes de l'exercice de 1831 ; il avait avoué que le dernier emprunt, contracté en Hollande, s'était fait dans des conditions moins avantageuses que les précédents, en disant que la baisse générale, qui affectait alors tous les fonds publics en Europe, avait exercé sur les fonds russes une fâcheuse influence. On avait pu, néanmoins, faire face à tous les services, au moyen des billets du Trésor, qui s'élevaient à 30 millions de roubles et qui devaient être retirés successivement de la circulation et détruits dans le cours d'une année. Ainsi, l'amortissement de cette dette avait commencé à s'effectuer, car vingt mille de ces billets, formant la somme de 5 millions de roubles, furent brûlés publiquement, le 12 septembre, en présence du président et des membres du conseil des établissements de crédit.

On négociait, à Amsterdam, un nouvel emprunt à cinq pour cent, lequel fut conclu au taux effectif de plus de 92, valeur métallique, pour renforcer le fonds de réserve du Trésor impérial. Un ukase du 18/30 octobre annonça l'émission de cet emprunt de 20 millions de roubles, qui fut très-favorablement accueilli sur toutes les places de l'Europe; ce qui prouva que les ressources financières de la Russie n'avaient pas diminué, malgré les sacrifices considérables que le gouvernement russe s'était imposés pour achever la guerre de Pologne, et pour réorganiser ses armées et ses flottes, en prévision d'une nouvelle guerre d'Orient.

Cependant, le ministre des finances avait dû se préocuper



de certains symptômes inquiétants, qui accusaient un trouble réel dans les affaires commerciales; il avait réclamé (24 juin/6 juillet) diverses modifications au règlement de la Banque de Saint-Pétersbourg, pour la garantir de pertes incalculables et pour empêcher les particuliers de se jeter dans des entreprises qui seraient en trop grande disproportion avec leurs moyens; on avait dû fermer la banque de commerce d'Astrakan, après avoir vainement essayé de la soutenir au milieu des graves embarras qui avaient compromis les principales maisons de cette ville.

Le commerce maritime de l'Empire n'avait pourtant pas cessé de prendre une importante extension, que favorisaient les traités conclus entre la Russie et les pays qui se trouvaient avoir avec elle les rapports les mieux établis en raison des sympathies, des intérêts et du voisinage.

Ainsi, un nouveau traité, ou plutôt un acte additionnel aux traités existants entre la Russie et le Danemarck, avait été signé à Copenhague, le 14 octobre 1832, par l'intermédiaire du baron Paul de Nicolaï, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du tzar. L'objet de ce traité était de donner le plus d'activité possible à l'industrie, dans tout ce qui concernait le commerce et la navigation des deux États, en assurant surtout des facilités qui manquaient encore aux relations commerciales du Danemarck avec la Finlande et la Courlande, car ces deux provinces n'appartenaient pas encore à l'Empire, lorsque la Russie avait contracté, en qualité de nation favorisée, les anciens traités qui réglaient son commerce d'importation et d'exportation avec le Danemarck, sur le pied d'une parfaite réciprocité.

Un autre traité, beaucoup plus avantageux, préparé depuis plusieurs mois, par les soins du comte de Nesselrode et de

James Buchanan, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des États-Unis d'Amérique, fut enfin conclu définitivement, à la date du 18 décembre 1832. L'empereur de Russie et le Gouvernement des États-Unis, « également animés du désir de maintenir les rapports de bonne intelligence qui ont si heureusement subsisté jusqu'ici entre leurs États respectifs, et d'en étendre et consolider les relations commerciales, » avaient réuni, dans ce traité soigneusement élaboré, tout ce qui pouvait assurer, entre les territoires des parties contractantes, « liberté et réciprocité de commerce et de navigation. » Ce traité, qui devait rester en vigueur jusqu'au 1er janvier 1839, fut la base et la garantie des rapports de bonne amitié, que les deux Gouvernements entretinrent réciproquement depuis cette époque, et que leurs nationaux se firent un devoir de seconder, par une estime et une affection mutuelles, malgré les variations inévitables de la balance du commerce.

C'était la pénurie ou plutôt l'absence de numéraire, qui causait seule les embarras momentanés du commerce russe; l'énorme quantité d'or et d'argent que produisaient les mines en exploitation, disparaissait comme par enchantement, dès que les espèces monnayées tombaient dans la circulation. L'empereur, pour décourager les agioteurs et maintenir le niveau du numéraire utile au négoce, ordonna, par un ukase du 15/27 octobre 1832, la création d'une nouvelle monnaie d'argent, ayant la valeur de 15 kopeks et portant des inscriptions en langue russe et polonaise; cette monnaie était destinée surtout à faciliter les relations commerciales de la Russie avec la Pologne.

Tout le commerce intérieur se faisait avec des assignations de banque, et le numéraire métallique ne se montrait nulle part : on en était venu au point d'employer ces assi-



gnations au commerce extérieur, en dépit des lois formelles qui interdisaient la sortie des billets de banque hors de l'empire : une ancienne décision du conseil des ministres, sanctionnée par l'empereur, en date du 15/27 juillet 1830, fut remise alors en vigueur, pour enjoindre aux capitaines de navires étrangers de se faire payer en or ou en argent, et de ne recevoir aucune assignation de banque, sous peine de confiscation.

Ces mesures de sage prévoyance ne forcèrent pas le numéraire métallique à rester dans la circulation. Au reste, la spéculation ne souffrait que momentanément de cette rareté des espèces, et les affaires de commerce et d'industrie qui se traitaient à la Bourse de Saint-Pétersbourg et de Moscou tendaient à se multiplier et à s'accroître de jour en jour.

Un nouveau règlement de la Bourse de Saint-Pétersbourg, approuvé par l'empereur à la date du 17 octobre 1832, ne fut publié et exécutoire qu'à la fin de l'année. Ce règlement accordait la plus ample liberté aux individus de diverses catégories, qui seuls avaient le droit de traiter à la Bourse toutes sortes d'affaires, d'après l'état et la guilde auxquels appartenait chacun d'eux.

L'empereur avait lui-même réclamé une pénalité contre les inventeurs de fausses nouvelles, qui seraient passibles, pour la première fois, d'une amende de 500 roubles, et pour la seconde, de 1,000 roubles, sans préjudice des dommages-intérêts que pourraient obtenir en justice ceux à qui ces fausses nouvelles auraient porté préjudice. Le produit de ces amendes, comme celui de toutes les autres résultant de faits de bourse, devait être appliqué à distribuer des secours temporaires aux courtiers, crieurs et notaires du port de Saint-Pétersbourg, âgés et hors de service.

Au reste, le Gouvernement se trouvait d'accord avec le

sentiment public, lorsqu'il prenait l'initiative d'une fondation charitable; il ne faisait que tenir en éveil la bienfaisance privée, qui était, en Russie, chez les personnes des classes élevées, l'expression matérielle, pour ainsi dire, d'une joie ou d'une douleur.

Par exemple, Anatole Demidoff, gentilhomme de la chambre de l'empereur, ayant atteint l'âge de sa majorité, eut la généreuse pensée, pour honorer la mémoire de son père, de fonder, dans la capitale, un établissement destiné à procurer aux indigents les moyens de pourvoir à leurs besoins par leur travail, sans recourir à la mendicité. Il consacra une somme de 500,000 roubles à la création de cet établissement, qui porterait le nom d'*Asile Demidoff, pour les indigents laborieux*.

Sur l'avis du comité des ministres, l'empereur approuva ce projet, et l'impératrice daigna prendre sous sa protection l'Asile Demidoff, qui fut installé presque immédiatement dans une vaste maison achetée à cet effet sur la Moïka.

Cette belle fondation, restreinte par son objet même, avait pour but de subvenir à des misères cachées, dans les quartiers les plus pauvres de la capitale, en donnant du travail à quiconque voudrait gagner sa vie honnêtement. La mendicité n'était pas absolument interdite à Saint-Pétersbourg, mais elle ne s'y montrait qu'à la dérobée, et les institutions charitables étaient si nombreuses, si riches, si bien organisées, qu'on ne pouvait leur reprocher que de favoriser la paresse.

L'empereur avait compris que c'était là le vice de l'aumône, et il regardait comme nécessaire de multiplier les sources de travail plutôt encore que les établissements de bienfaisance.

— Les Russes, disait-il au général Alexandre Benken-

dorff, sont tous plus ou moins enclins à la paresse; ils aiment l'oisiveté comme des Asiatiques, mais, en revanche, ils sont esclaves du devoir et capables de prodiges d'énergie, quand le service l'exige. Je me souviens de ce qu'il m'en a coûté pour consacrer tous les jours six ou huit heures au travail, et j'ai dû faire violence à ma nature ainsi qu'à mes goûts. Il le fallait, puisque je succédais à mon bienfaiteur et que j'avais accepté cette lourde tâche à remplir : je m'y suis fait maintenant, et j'exerce sans trop de fatigue mon métier d'empereur.

Nicolas, satisfait des heureux résultats de son ukase du 8/20 janvier 1830, par lequel il avait accordé aux paysans de la couronne le droit de solliciter la jouissance des communaux, voulut encourager le travail sous une autre forme, en appelant des spéculateurs particuliers sur les terres libres de son Domaine, et en les invitant à y fonder des établissements industriels. Par un ukase du 2/14 novembre 1832, il avait approuvé le règlement présenté par le ministre des finances, pour le fermage des terres libres et des bois de la couronne. Le but de ce règlement était de donner une nouvelle et puissante impulsion à l'industrie nationale, et d'offrir de meilleures garanties à l'emploi des capitaux consacrés à des entreprises d'une utilité générale. Tout particulier de condition libre pouvait désormais prendre à bail, pour vingt-quatre ans, ou affermer à long terme, et même à perpétuité, moyennant certaines redevances, une portion de terres en friche ou de forêt de peu d'importance appartenant à la couronne, pour y organiser, soit des exploitations agronomiques, soit des établissements industriels. Il y avait différentes sortes de baux et de fermages, comme des qualités différentes de bois et de terres à exploiter.



L'intention de l'empereur était de propager sur son Domaine les bonnes méthodes de culture, de développer les ressources du travail agricole et industriel, de recommander le défrichement des terres et l'exploitation des forêts, de répandre de nouveaux centres d'activité sociale à travers les steppes, et d'augmenter naturellement la population, en retenant dans les campagnes un grand nombre d'habitants qui allaient chercher fortune dans les villes, et surtout dans les deux capitales de l'empire.

La population, d'ailleurs, diminuait ou restait stationnaire dans les districts ruraux, tandis qu'elle s'augmentait sans cesse dans les chefs-lieux de gouvernement. Ce mouvement ascensionnel de la population de Saint-Pétersbourg était constaté par le recensement qui avait lieu tous les mois avec un soin minutieux, quoique le chiffre proportionnel de la mortalité fût beaucoup plus élevé dans la capitale que dans toute autre ville de l'empire; Saint-Pétersbourg, par exemple, n'offrait presque jamais un seul centenaire sur le tableau des décès annuels, alors que le nombre des centenaires morts en Russie, chaque année, variait d'ordinaire entre onze cents et treize cents!

Nicolas parcourait toujours avec intérêt cette minutieuse statistique de la mortalité dans son empire. L'impératrice se trouvant là par hasard, au moment où l'empereur examinait ces listes funèbres :

— Cette année, lui dit-il, le seul diocèse de Kischeneff a compté parmi ses morts quatre-vingt-douze centenaires. C'est encourageant pour tout le monde; mais, ajouta-t-il tristement, les souverains, par bonheur, n'ont pas le privilége de vivre aussi longtemps.

Nicolas avait décidé qu'un nouveau recensement géné-



ral, en vue d'une statistique complète de l'empire, aurait lieu dans le cours de l'année 1833.

Au moment où finissait l'année 1832, Cancrine pouvait déjà mettre sous les yeux de l'empereur des renseignements très-satisfaisants sur la situation du commerce et de l'industrie, nonobstant l'état de gêne qui accusait seulement la rareté des capitaux.

Le mouvement des ports avait été plus actif que jamais : dans le port de Saint-Pétersbourg, l'exportation, dont la valeur totale s'était élevée à 113,543,825 roubles, n'atteignait pas encore le chiffre de l'importation (156,976,657 roubles); mais les revenus de la douane dépassaient 48 millions. Dans le port de Riga, au contraire, l'importation n'avait été que de 15,779,795 roubles, tandis que l'exportation offrait un total de 46,113,038.

Dans les ports de la mer Noire, les affaires avaient quintuplé, et le port d'Odessa surtout concentrait le grand commerce des grains des provinces méridionales, non sans s'inquiéter de la rivalité redoutable que lui créait le port de Braïlow, qui était devenu l'entrepôt commercial des principautés danubiennes.

Les négociants d'Odessa adressèrent des réclamations au gouverneur général de la Crimée et à l'empereur lui-même, pour se plaindre de la concurrence que leur faisaient les marchands de la Valachie et de la Moldavie, protégés par l'administration du général Kisseleff, gouverneur et président plénipotentiaire des Principautés. Le général Kisseleff dut fournir alors des explications détaillées sur le développement qu'il avait donné à la navigation du Danube et sur les destinées commerciales qu'il préparait à la ville de Braïlow : l'empereur approuva non-seulement ce qui avait été fait, mais encore il encouragea le général Kisseleff à pour-



suivre ses plans d'amélioration dans ces belles provinces que la Russie semblait ne vouloir occuper momentanément que pour les transformer et les régénérer.

L'empereur Nicolas, adoptant les vues et les idées du sage réorganisateur des principautés danubiennes, tenait à honneur de montrer à l'Europe que le gouvernement russe n'était pas incapable d'exercer une influence civilisatrice sur les pays et les peuples soumis à sa domination. Il suivait donc avec le plus constant intérêt la marche de l'administration habile et généreuse du général Kisseleff, qui était réellement le bienfaiteur des populations moldo-valaques.

CXCV

L'assemblée moldo-valaque des hauts dignitaires de l'Église, des députés de la noblesse, et des élus de la bourgeoisie, réunie pour la première fois à Jassy, en 1831, avait adressé d'unanimes remerciments au délégué plénipotentiaire du tzar : « Quel autre plus que vous, lui disait alors cette assemblée, peut avoir le droit de se nommer fils de notre patrie, où toutes les calamités ont disparu dès que votre pied a touché son sol, où tout a été créé par vos mains, où tout ce qui était mort et inerte s'est ranimé à votre souffle? »

L'empereur éprouva une extrême satisfaction à lire un rapport sur la tournée d'inspection, que le général Kisseleff fit en Valachie, dans les derniers mois de 1832.

Ce voyage fut un nouveau bienfait pour le pays. Le général parcourait des contrées où, trente mois auparavant, il n'avait rencontré que misère et désolation : il put se réjouir d'y trouver partout l'aisance, la paix et la sécurité.

Il voulut tout voir et tout juger par lui-même; il visita les tribunaux, les écoles, les chancelleries, les prisons, les hôpitaux, les quarantaines; il recueillit partout des renseignements précieux, qui devaient servir à de nouvelles amé-

liorations. Ainsi, il n'hésita pas à descendre dans les profondes salines où travaillaient les condamnés aux travaux forcés; il fut douloureusement frappé de la condition déplorable de ces malheureux, et il écrivit sur-le-champ au Conseil administratif, pour l'inviter à faire cesser ce régime inhumain : « C'est un acte de conscience et de religion, disait-il, que mes collègues me donneront le moyen d'exécuter, avant mon départ de ce pays, afin que je puisse le quitter le cœur léger et sans avoir à me reprocher une négligence que je ne saurais jamais me pardonner. »

Le général Kisseleff emporta de cette tournée la douce conviction, que ses efforts avaient été couronnés de succès, et que la reconnaissance publique lui tenait compte de tout ce qu'il avait fait dans l'intérêt de tous.

— Ce qui m'étonne le plus, dit l'empereur, qui avait raconté à l'impératrice les touchants épisodes du voyage en Valachie, c'est que Kisseleff, qui a reçu pendant ce voyage plus de deux mille pétitions, n'en ait pas signalé une seule, qui renfermât des plaintes contre les employés du Gouvernement, pour exactions ou autres abus de pouvoir. C'est affaire à lui d'avoir résolu ce grand problème : la conduite irréprochable des fonctionnaires publics.

On a supposé que plusieurs des réformes et des innovations, qui furent d'abord mises en pratique dans les Principautés, se trouvèrent ensuite appliquées à la Russie sur une plus vaste échelle, lorsque Nicolas en eut pris la pensée dans les rapports du général Kisseleff.

Par exemple, quelques-unes des dispositions de l'ukase du 22 décembre 1832/3 janvier 1833, qui avait pour objet de donner une féconde extension à l'industrie des villes, étaient imitées en partie des mesures extraordinaires que le général Kisseleff avait cru devoir prendre, afin de reconsti-



tuer la population urbaine, de repeupler les villes désertes et de les faire sortir de leurs ruines. Les règlements que le ministre des finances de Russie avait rédigés dans un but analogue, furent examinés par le Conseil de l'Empire et approuvés par l'empereur. C'était un premier pas vers l'émancipation des paysans.

Les serfs émancipés et tous les hommes de condition libre, quel que fût d'ailleurs leur état, pouvaient, sans demander le consentement de la commune, s'inscrire dans la classe des bourgeois, en obtenant pour deux ans une exemption de toute espèce d'impôt. Le même privilége était accordé aux enfants des individus jouissant de la noblesse personnelle, à ceux des employés non parvenus au grade d'officier, ainsi qu'aux soldats et sous-officiers, ainsi qu'à leurs veuves et à leurs filles majeures. Les paysans de la couronne, pour s'inscrire, soit dans la classe des marchands, soit dans celle des bourgeois, soit dans toute autre classe d'habitants des villes, n'avaient plus besoin des certificats qu'on exigeait d'eux, en vertu de l'ukase du Sénat du 24 octobre/5 novembre 1804 : il leur suffisait, à leur réception dans une des classes d'habitants, de payer l'impôt d'une année et de fournir l'approbation de six notables de la ville. Les filles majeures et les veuves des paysans de la couronne auraient aussi le droit de s'établir dans les villes, les premières avec le consentement de leurs parents, les secondes avec la permission de leur commune. Les personnes qui construiraient des maisons en pierre et en bois dans les villes et bourgs de la couronne, seraient, en raison de l'importance de l'immeuble, exemptées, pour un certain temps, de la servitude du logement militaire et du payement de diverses redevances. Les autorités locales étaient invitées à concéder gratuitement des terrains, dans les villes, aux



particuliers qui s'engageraient à y faire des constructions. Les villes pourraient aussi, moyennant une redevance annuelle, donner à bail perpétuel les terres qui leur appartiendraient, sous la condition de les diviser par lots de deux dessiatines au plus, en n'aliénant ainsi que le vingtième de toutes les terres appartenant à la ville.

Ces règlements n'étaient pas applicables, bien entendu, aux deux capitales et à plusieurs grandes villes, où il semblait peu nécessaire d'accroître le nombre des habitants et de multiplier les constructions, du moins d'une manière hâtive et par des moyens factices.

C'était bien différent dans les principautés danubiennes, où les villes, à la suite de la guerre de Turquie, ne présentaient que des décombres et conservaient à peine la moitié de leur population. Le général Kisseleff, à Jassy comme à Bukharest, à Braïlow comme à Giurgewo, avait donc été obligé de créer de nouvelles villes, avec de belles maisons, de larges rues et des places magnifiques, en excitant le patriotisme et l'émulation des citoyens par l'exécution simultanée de ces grands travaux d'embellissement et d'utilité publique.

La Moldavie et la Valachie semblaient devenues, en quelque sorte, des provinces russes, et pourtant l'empereur Nicolas n'avait jamais eu l'intention de les retenir sous sa domination au delà du terme fixé par le traité d'Andrinople, c'est-à-dire jusqu'en 1834.

On recommençait néanmoins à suspecter la bonne foi du tzar, dans une nouvelle phase de la question d'Orient, qui se réveillait plus menaçante que jamais, sans qu'aucune des puissances européennes y eût aidé ou même y fût intervenue de ses conseils ou de son influence. Les politiques des gazettes, de même que les hommes d'État des cabinets,



ne pouvaient s'imaginer que Nicolas voulût sincèrement être fidèle à son alliance avec le sultan, et que la Russie restât désintéressée et indifférente à la possession de Constantinople.

Cependant, depuis qu'Ibrahim-Pacha s'avançait vers l'Asie Mineure, à la tête de son armée victorieuse, après la prise de Saint-Jean d'Acre et la conquête des principales villes de la Syrie, l'empereur de Russie s'était abstenu de toute intervention, si ce n'est qu'il avait protesté spontanément contre la rébellion du vice-roi d'Égypte, par le rappel immédiat du consul russe à Alexandrie. Il laissait même le champ libre aux négociations lentes et confuses qui se poursuivaient, par l'entremise du chargé d'affaires de France, entre la Porte Ottomane et Méhémet-Ali, pendant que l'armée égyptienne franchissait le Taurus et prenait position à Koniah, où fut livrée une grande bataille (21 décembre 1832), qui se termina par l'anéantissement de l'armée ottomane.

Avant ce désastre, on savait qu'une flotte russe venait d'être armée dans le port de Sébastopol, et qu'elle était prête à prendre la mer au premier signal. On disait aussi qu'un corps d'armée russe avait été rassemblé en Bessarabie et se disposait à entrer en campagne, tandis que la belle armée des principautés danubiennes, organisée par le général Kisseleff avec les seules ressources du pays, était déjà en observation sur les bords du Danube.

Nicolas avait prévu la situation critique dans laquelle se trouverait le sultan Mahmoud, si la révolte du pacha d'Égypte n'était pas réprimée par les armes; il n'ignorait pas qu'Ibrahim, interrogé au sujet de ses plans militaires, qui lui ouvraient la route en Asie Mineure, avait répondu avec orgueil :



— J'irai en avant, tant que je trouverai des populations musulmanes, tant que je serai compris en arabe.

C'était là une insulte indirecte qui s'adressait à la Russie elle-même, puisque le traité d'Andrinople lui avait concédé plusieurs provinces où l'on parlait la langue arabe aussi bien que la langue turque, et dont les habitants professaient l'islamisme. Mais le tzar n'avait pas à s'émouvoir d'une fanfaronnade échappée à la vanité du général égyptien; il ne se préoccupait que des dangers imminents qui entouraient son allié, le sultan Mahmoud, incapable de résister aux flottes et aux armées de l'Égypte, et sourdement menacé dans Constantinople même par les complots des partisans de Méhémet-Ali.

Nicolas gardait un souvenir de vive gratitude au monarque, qui, lors de l'insurrection de Pologne, était resté inaccessible aux insinuations des agents de la révolte polonaise, et avait préféré l'alliance du gouvernement russe aux promesses d'un gouvernement révolutionnaire. Dans le cours de décembre 1832, le ministre de Russie, Boutenieff, avait été chargé d'offrir, pour la seconde fois, au sultan, le secours d'une division de la flotte russe de la mer Noire, si les événements de la guerre semblaient compromettre la sûreté de la capitale de l'Empire ottoman. Mahmoud n'accepta pas encore d'une manière définitive cette offre généreuse, mais il laissa pressentir qu'il l'accepterait dans un cas urgent. Mahmoud comptait sur les bons offices de la France; il s'était aussi adressé avec confiance à l'Angleterre, pour lui demander de l'argent et des vaisseaux; il ne semblait pas d'ailleurs éloigné de s'entendre avec son vassal rebelle, en se soumettant aux concessions onéreuses qu'il avait longtemps repoussées.

Tout à coup, au moment où la nouvelle de la sanglante



défaite des troupes turques à Koniah frappait de consternation Mahmoud et ses ministres, on apprit l'arrivée d'un envoyé extraordinaire de l'empereur de Russie à Constantinople. Le général Mourawieff venait de nouveau offrir au sultan l'intervention immédiate du tzar; il avait ordre de se rendre ensuite à Alexandrie, pour sommer le vice-roi de retirer ses troupes et d'évacuer la Turquie d'Asie, dans le plus bref délai, sous peine de se trouver en guerre immédiate avec la Russie, qui avait à sauvegarder ses possessions du Caucase.

Mahmoud n'avait plus d'armée à opposer à la marche triomphante d'Ibrahim-Pacha, qui, dans ses proclamations aux vrais croyants, annonçait l'intention de ne s'arrêter qu'à Scutari, où, disait-il, les ulémas prononceraient entre lui et le sultan. Mahmoud écrivit donc, de sa main, à l'empereur, qu'il acceptait le secours de cinq vaisseaux et de sept frégates russes, et qu'il donnait, en outre, son assentiment à la démarche comminatoire du général Mourawieff auprès du vice-roi d'Égypte.

Mais à peine la lettre fut-elle expédiée, que le divan voulut suspendre les conséquences graves de cette décision personnelle du grand-seigneur : il employa tous ses efforts pour arrêter le départ du général Mourawieff, qui ne pouvait se dispenser d'obéir aux instructions de son Gouvernement, et qui se rendit, en effet, à Alexandrie, dans les premiers jours de janvier 1833.

La Porte Ottomane, cédant aux pressantes admonitions du ministre de France, avait fait partir à la hâte, pour Alexandrie, l'ancien capitan-pacha Halil, qui était autorisé à conclure la paix sur les bases que Méhémet-Ali avait lui-même fixées. La mission d'Halil-Pacha n'eut pas le succès qu'on en attendait, soit que les prétentions du vice-roi se

fussent élevées au niveau des victoires de ses armées, soit que les sommations menaçantes du représentant de la Russie exerçassent plus d'influence sur l'esprit de Méhémet que les propositions pacifiques d'Halil-Pacha. Quoi qu'il en soit, ce dernier revint sans avoir signé la paix, et Mourawieff, resté maître du terrain diplomatique, obtint du vice-roi, par voie de conciliation et d'entente réciproque, tout ce que celui-ci avait refusé aux sollicitations collectives de la France et de l'Angleterre. Méhémet signa, en présence de Mourawieff, un firman adressé à Ibrahim-Pacha, pour lui enjoindre de rester à son quartier-général de Koniah et de cesser les hostilités.

L'empereur Nicolas avait reçu la lettre du sultan et s'était empressé de faire droit à la demande de son allié. Mais le divan et le reiss-effendi n'avaient pas discontinué de tenir en suspens les arrangements définitifs auxquels devait donner lieu l'arrivée d'une escadre russe; ils espéraient encore que l'envoi de cette escadre pourrait être ajourné, d'autant plus que le chargé d'affaires de France s'était fait fort d'obtenir l'acquiescement de Méhémet-Ali et de son fils Ibrahim à une suspension d'armes.

Ibrahim, accueilli comme un libérateur par les populations musulmanes de la Turquie d'Asie, n'avait pas tenu compte des injonctions du ministre de France et s'était mis en marche dans la direction de Constantinople; cette capitale, à la nouvelle de son approche par la route de Brousse, commençait à s'agiter, en murmurant contre le sultan qu'on accusait de trahir la loi de Mahomet et d'incliner vers les mœurs et la religion des chrétiens. Il ne fallait qu'un mouvement populaire pour détrôner Mahmoud et mettre à sa place Méhémet-Ali.

Le 2 février, sur l'ordre du sultan, le reiss-effendi remit



enfin à M. de Boutenieff une note catégorique, par laquelle le gouvernement turc réclamait de la générosité de l'empereur de Russie l'envoi simultané d'une escadre avec quatre ou cinq mille hommes de troupes de débarquement, et d'un corps de vingt-cinq à trente mille hommes, qui, des bords du Danube, marcherait à la défense de Constantinople.

M. de Boutenieff, en l'absence du général Mourawieff, qui n'était pas encore revenu d'Alexandrie, se trouvait muni d'instructions et de pouvoirs éventuels, qui l'autorisaient à donner avis secrètement à l'amiral Greig, qu'il devait faire mettre à la voile l'escadre commandée par le contre-amiral Lazareff. La note du reiss-effendi fut envoyée par un courrier à Saint-Pétersbourg, mais elle ne pouvait y arriver que dans un délai de vingt à vingt-cinq jours, et l'on calculait avec anxiété, dans le conseil du grand-seigneur, que vingt jours s'écouleraient encore avant que la flotte russe fût en vue de Constantinople.

Combien d'événements imprévus allaient se produire pendant ce long intervalle de temps! La flotte égyptienne était toujours sur les côtes de Syrie, mais elle pouvait, avec l'aide d'un bon vent, se rendre, en moins d'une semaine, du port de Saint-Jean d'Acre à l'entrée du détroit de la mer de Marmara, tandis que l'armée égyptienne, grossie par les renforts des peuplades de l'Asie Mineure et soutenue par le sentiment unanime de la population mahométane, arriverait en face de Constantinople, où son apparition serait le signal inévitable de la chute de Mahmoud.

Aussitôt après la remise de la note officielle au ministre de Russie, le reiss-effendi reçut du ministre de France des nouvelles plus rassurantes : Ibrahim-Pacha, sommé de s'arrêter dans sa marche sur Brousse, avait fait répondre au chargé d'affaires de France, que la nécessité de procurer des

subsistances à son armée l'avait forcé de sortir de Koniah, mais qu'il n'avait pas le projet de continuer les hostilités contre l'armée turque, qui n'existait plus. En même temps, le ministre de France faisait savoir au divan, que le roi Louis-Philippe, d'accord avec le gouvernement anglais, interposait sa médiation dans la querelle de la Porte avec son puissant vassal, et qu'il envoyait à Constantinople le vice-amiral baron Roussin, pour occuper le poste d'ambassadeur de France, vacant depuis le rappel du général Guilleminot.

C'est alors que le chargé d'affaires de France fut instruit de la demande de secours, que le sultan avait fait adresser à l'empereur de Russie. Le chargé d'affaires effraya le reiss-effendi des conséquences que pourrait avoir cette démarche dangereuse, ou du moins intempestive ; il eut à ce sujet plusieurs conférences avec M. de Boutenieff, qui voulut attendre le retour du général Mourawieff, avant de prendre un parti, et qui garda le silence sur l'arrivée prochaine de l'escadre russe.

Le 6 février, le général Mourawieff revenait d'Alexandrie, annonçant que le vice-roi avait consenti à une sorte d'armistice pour donner à la Porte le temps de lui accorder les conditions de paix qu'il demandait; le même jour, la Porte recevait avis qu'Ibrahim s'était arrêté à Kutahia: ici, c'était l'intervention de la France et de l'Angleterre, qui avait agi sur Ibrahim; là, c'était l'intervention russe qui avait exercé son influence sur Méhémet-Ali.

Dès que le divan fut informé de l'inaction de l'armée égyptienne, par suite des démarches personnelles du chargé d'affaires de France, il parut s'inquiéter des complications qui pouvaient naître de la demande de secours adressée par le sultan à l'empereur de Russie. Ces dispositions nouvelles



de la politique ottomane se manifestèrent à la première conférence (8 février), où le général Mourawieff rendit compte des heureux résultats de son voyage à Alexandrie. Làdessus, le reiss-effendi consulta l'assemblée, pour savoir si, dans l'état actuel des choses devenu plus rassurant, il ne serait pas à propos de contremander les secours que la Porte avait réclamés de la Russie peu de jours auparavant, lorsqu'elle se croyait menacée d'un imminent danger. M. de Boutenieff répondit que le sultan était seul juge de la question, car il avait écrit, de son propre mouvement, à l'empereur, pour réclamer ces secours : « Au reste, ajouta-t-il, la flotte russe est en mer, à l'heure qu'il est, pour se rendre à Constantinople. »

Cette nouvelle jeta la consternation dans le divan, qui, tout d'une voix, invita l'ambassadeur de Russie à faire ses efforts pour retarder, sinon pour contremander le départ ou l'arrivée de la flotte russe. L'ambassadeur proposa lui-même d'envoyer un aviso turc au-devant de la flotte, qu'on pourrait peut-être rencontrer en mer, et qui, dans ce cas, ne refuserait pas d'entrer dans le golfe de Bourgas, pour s'y tenir à portée de secourir au besoin la capitale; mais il voulait avoir une demande formelle par écrit, au sujet du contre-ordre à donner à la flotte.

Le reiss-effendi s'empressa de mettre aux ordres de la légation russe un bâtiment léger qui devait être envoyé avec des instructions au-devant de l'escadre qu'on attendait dans un court délai; mais il ajourna de telle sorte la remise du *memorandum* officiel exigé par M. de Boutenieff, que celui-ci ne fit pas partir le paquebot qui aurait pu empêcher l'escadre de faire voile jusqu'à Constantinople.

Dans ce *memorandum* daté du 17 février, les membres du divan, reconnaissant que la mission du général Mourawieff



avait eu la plus favorable influence sur l'état de la question turco-égyptienne, s'empressaient d'attribuer ce résultat aux intentions salutaires manifestées par l'empereur de Russie et de lui offrir, avec leurs plus vifs remercîments, l'expression d'une profonde gratitude. Cependant la prudence conseillait de ne pas s'endormir dans une sécurité parfaite sur les actes de la partie adverse, et il fallait encore prévoir la reprise d'hostilités. On ne devait donc pas renoncer au secours offert au sultan par son généreux allié, et il était d'une saine politique d'adopter secrètement les moyens de tirer bon parti de ce secours, dans le cas d'absolue nécessité. En conséquence, la flotte russe se tiendrait prête à appareiller, sans toutefois lever l'ancre; un paquebot turc, stationnant à Bouyukdéré, devant la Légation de Russie, irait, au besoin, provoquer le départ immédiat de la flotte. Quant au secours de terre demandé également par le sultan, il arriverait en temps utile à sa destination, si l'armée russe auxiliaire, rassemblée en Bessarabie et dans les Principautés, se mettait en mouvement et s'avançait avec lenteur le long du Danube, en attendant un avis ultérieur pour entrer en Turquie.

Dans sa réponse à ce *memorandum*, l'ambassadeur s'empressa d'accueillir, au nom de son souverain, les témoignages de gratitude et d'amitié, que le sultan le chargeait de transmettre à l'empereur. Il prit acte des modifications que le gouvernement turc jugeait convenable d'apporter à la demande de secours que le sultan avait faite spontanément, et il annonça qu'il se mettait en relation avec le général Kisseleff, pour l'envoi immédiat d'une armée russe sur les bords du Danube. Mais il ne dissimula pas que, malgré les instructions nouvelles qu'il enverrait le lendemain à l'amiral Greig, cet amiral avait reçu depuis dix ou



douze jours des instructions contraires, et que l'escadre impériale, si elle avait mis à la voile sur-le-champ, pouvait se montrer d'un moment à l'autre à l'entrée du Bosphore.

Cette réponse très-nette et très-ferme était à peine dans les mains du reiss-effendi, qu'on lui annonçait l'arrivée du nouvel ambassadeur de France, le vice-amiral Roussin.

La situation était grave et urgente; le divan flottait dans l'indécision. L'ambassadeur français, le lendemain même de son arrivée, insista pour obtenir du reiss-effendi une entrevue qui lui fut accordée sur-le-champ, malgré la solennité du Baïram et contrairement à tous les précédents diplomatiques. Dans cette entrevue, il invita, il força le reiss-effendi à expédier à Sébastopol un contre-ordre officiel pour empêcher le départ de la flotte, et il s'engagea, de la manière la plus explicite, à terminer seul la conclusion de la paix entre le sultan et Méhémet-Ali.

Le divan délibérait encore, lorsque, dans la matinée du 20 février, on signala l'approche de l'escadre russe, qui vint jeter l'ancre devant Bouyukdéré.

Le jour même où la flotte russe entrait à pleines voiles dans la baie de Bouyukdéré, un aide de camp général du sultan, Mouchir-Ahmet-Pacha, se présenta de la part de Sa Hautesse chez l'ambassadeur de Russie, qui se trouvait à l'hôtel de la légation, et lui exprima chaleureusement la reconnaissance de son souverain pour la preuve éclatante de sollicitude et d'intérêt que le tzar venait de donner à l'Empire ottoman.

Le lendemain, le séraskier Khosrew-Pacha vint à son tour renouveler cette visite officielle, au nom du sultan, et il voulut aussi rendre visite au contre-amiral Lazareff, qui le reçut à bord avec tous les honneurs dus à son rang. Le



séraskier annonça au contre-amiral, que le sultan daignerait sous peu de jours l'admettre à une audience particulière. Il manifesta le désir, en sa qualité d'ancien grand amiral, de visiter le vaisseau-amiral dans toutes ses parties, et il témoigna son admiration pour l'ordre et la brillante tenue de la marine russe. Son départ fut salué par une salve d'artillerie.

L'apparition de l'escadre dans les eaux du Bosphore avait produit le meilleur effet à Constantinople. L'agitation sourde et croissante, qui régnait dans cette ville par suite du soulèvement de la Bosnie et des manifestations hostiles de la Servie, s'était calmée aussitôt, et l'on cessait d'appréhender la marche des Égyptiens sur Scutari.

Mais l'ambassadeur de France travaillait avec ardeur à contre-balancer, par toutes les voies diplomatiques, l'action prépondérante que la présence de l'escadre russe exerçait sur le divan et sur le sultan lui-même. Il n'eut pas de repos, que le divan ne fît consentir M. de Boutenieff à l'éloignement de l'escadre, sous prétexte que la vue d'un pavillon étranger causait une inquiétude réelle à la population de Constantinople. La station de cette escadre devait être établie à Sizopoli, dans l'attente des événements; mais les vaisseaux russes, en dépit de cette convention motivée par le changement favorable de la situation politique, restèrent, pendant quinze jours, mouillés à Bouyukdéré.

Le confident intime du sultan, Mouchir-Ahmet-Pacha, et le séraskier, dans leurs visites à l'ambassadeur de Russie, lui avaient répété formellement que leur auguste maître, « tout en espérant que les affaires d'Égypte se termineraient pacifiquement et sans complication nouvelle, n'en persistait pas moins, dans tous les cas, à compter sur le généreux appui du tzar. » Mais l'ambassadeur de France ne faisait



qu'exécuter ses instructions, que le gouvernement anglais avait approuvées, en s'efforçant d'écarter la médiation russe et de prendre seul en main l'arrangement du différend de Mahmoud avec son puissant vassal.

Celui-ci, loin de vouloir signer le traité qu'il avait lui-même imposé à la Porte Ottomane, introduisait dans ce traité des conditions exorbitantes que le sultan ne voulait pas et ne pouvait accepter. Ibrahim-Pacha s'était mis en contradiction manifeste avec les promesses de son père au général Mourawieff; il étendait sans bruit ses opérations militaires, destituait les autorités ottomanes de Smyrne, s'emparait des villes de Magnésie et de Balikoser, et se disposait évidemment à faire une pointe sur le Bosphore, dans le but de provoquer un soulèvement à Constantinople.

L'empereur Nicolas était averti, au jour le jour, de ce qui se passait au quartier-général d'Ibrahim-Pacha : il jugea que le sultan, qu'on endormait dans une imprudente sécurité, pourrait se réveiller tout à coup assiégé dans sa capitale par terre et par mer. Il envoya donc au gouverneur général de la Nouvelle-Russie l'ordre de faire partir immédiatement l'expédition préparée à Odessa, avec les troupes de débarquement. Cette expédition devait mettre à la voile dans les derniers jours de mars, sous le convoi d'une division de la flotte commandée par le contre-amiral Coumani, tandis que le corps d'armée, réuni dans les Principautés sous les ordres du général Kisseleff, commençait à s'échelonner sur le Danube.

L'empereur ordonnait, en même temps, à son ministre à Constantinople, de déclarer formellement au divan : « que l'escadre et les troupes russes envoyées au secours du sultan, d'après la demande expresse de ce souverain, avaient ordre de rester dans la position qu'elles occuperaient, jusqu'au



moment où Ibrahim-Pacha aurait évacué l'Asie Mineure en repassant le mont Taurus, et tant que le vice-roi d'Égypte n'aurait pas souscrit aux conditions d'accommodement proposées par la Porte Ottomane. »

CXCVI

On avait lieu de s'étonner que l'empereur Nicolas, malgré sa prudence éprouvée, se jetât dans les aventures d'une nouvelle guerre en Orient, qui pouvait, selon toutes les apparences, mettre en face de lui les forces de l'Angleterre et de la France; mais il ne s'était pas arrêté un instant à cette considération, et comme il le dit plusieurs fois à ses ministres, à Nesselrode, qui lui signalait le danger d'un embrasement européen; à Cancrine, qui lui objectait la question de finances; à Tchernycheff, qui demandait encore quelques mois pour achever la réorganisation de l'armée, il ne voulait pas faire un pas en arrière dans la route que lui avaient tracée son devoir et son honneur de souverain.

— J'ai un million de soldats, s'écriait-il avec une chaleureuse confiance; il me suffirait de commander, pour en avoir un second million, et si je priais, j'en aurais un troisième.

La situation politique était donc très-tendue et très-difficile. Le chargé d'affaires de la Grande-Bretagne, qui, en l'absence de l'ambassadeur, n'avait presque aucune action auprès du cabinet de Saint-Pétersbourg, se décida enfin à faire partir un secrétaire d'ambassade, pour réclamer des

instructions précises de son Gouvernement. Ce secrétaire d'ambassade était un jeune lord, pour qui l'empereur avait toujours eu beaucoup de sympathie et de bienveillance : l'empereur exprima le désir de le voir avant son départ; la réception fut cordiale, comme à l'ordinaire.

Tout à coup, Nicolas, dont le visage s'était rembruni, lui demanda, d'un ton brusque, combien il avait de boutons à son uniforme.

— Neuf, répondit l'Anglais, stupéfait de cette étrange question.

— Neuf? répliqua gravement l'empereur. Eh bien! dites de ma part à votre souverain, que j'ai sous les armes plus de neuf cent mille soldats, et que je puis en avoir deux fois autant, si cela était nécessaire. Rappelez-vous cette leçon de mnémonique.

Pendant que Nicolas avait l'esprit absorbé par de graves préoccupations de politique internationale, il ne négligeait pas les détails les plus infimes de l'administration publique dans ses États.

Ainsi, curieux de tout ce qui pouvait augmenter le bien-être de ses sujets, il avait provoqué la création d'une petite poste à Saint-Pétersbourg, analogue au mode de distribution des lettres et des imprimés, en usage dans la plupart des capitales de l'Europe. Il n'y eut d'abord que quarante-neuf boutiques ou bureaux dans l'intérieur de la ville et des faubourgs; le prix de chaque lettre, sans distinction de poids ni de lieu de destination, devait être de 20 kopeks (environ cinq sous de notre monnaie), et ce prix se payait d'avance, au moment de la remise des lettres dans la boîte. Cette institution nouvelle, qui allait rendre de grands services aux relations sociales, fonctionna régulièrement, aussitôt que l'empereur eut approuvé le règlement présenté par la



direction des postes, qui ne promettait d'abord que trois levées et trois distributions par jour. Une si heureuse innovation fut accueillie comme un bienfait immense par toutes les classes de la population urbaine.

Le manifeste de l'empereur, en date du 31 janvier (12 février, nouv. st.) 1833, annonçant la publication du Code des lois, qui ne devait être en vigueur que deux ans plus tard (1er/13 janvier 1835), ne produisit peut-être pas plus d'impression et plus de satisfaction que l'établissement de la petite poste de Saint-Pétersbourg

Voici donc quel était l'exposé de ce remarquable manifeste :

« Ayant reconnu, dès notre avénement au trône, disait l'empereur, l'indispensable nécessité d'introduire de la clarté et un ordre systématique dans les lois de notre patrie, Nous avions prescrit, avant tout, de les rassembler et d'en publier la collection complète, et Nous avions énoncé Notre volonté, qu'il fût ensuite tiré de ce recueil toutes les lois actuellement en vigueur dans Notre empire, pour être réunies en un corps de lois, uniforme et régulier, sans rien changer à leur esprit, en suivant ponctuellement, pour ce travail, les bases tracées, dès l'an 1700, par Pierre le Grand.

« L'exécution de la première partie de ce plan a été achevée en 1830.

« Maintenant, avec l'aide du Tout-Puissant, après sept années de travaux assidus, exécutés sous Notre direction personnelle, l'accomplissement de la seconde partie vient de se terminer. Depuis le Code de 1649, jusqu'au 1er/13 janvier 1832, toutes les lois, émanées de l'autorité impériale dans cette période de cent quatre-vingt-trois ans et qui, à



travers les changements amenés par le temps, ont conservé jusqu'à nos jours leur force et leur action, ont été réunies, suivant la nature des matières auxquelles elles se rapportaient; on en a élagué toutes les dispositions abrogées par les lois subséquentes, et à l'exception des règlements concernant les armées de terre et de mer, et de quelques autres, toutes ces lois ont été coordonnées en un système uniforme, groupées en un seul tout, réparties en Codes, suivant les principales divisions des affaires administratives et judiciaires. Toutes les dispositions réglementaires promulguées depuis le 1er janvier (13, nouv. st.) 1832, ou dont la marche ordinaire de la législation amènera la promulgation dans l'avenir, seront annuellement rassemblées en un supplément aux Codes des lois, d'après l'ordre de ces mêmes Codes et avec des renvois à leurs articles, de sorte que le système général des lois, une fois arrêté, conservera toute son intégrité et son unité.

« Les besoins les plus pressants, les plus essentiels de l'Empire, la justice et l'ordre dans l'administration, exigeaient impérieusement cette mesure. Elle garantit la force et l'action des lois pour le présent et établit une base solide pour le perfectionnement. Elle remplit enfin les désirs dont Nos ancêtres ont été animés pendant une période presque non interrompue de cent vingt-six ans. »

Ce corps des lois russes, entièrement rédigé sous les yeux de l'empereur par le docte secrétaire d'État, Michel Spéransky, et son jeune collaborateur, Modeste de Korff, formait huit Codes distincts, accompagnés de sommaires analytiques, de tables chronologiques et d'une table générale des matières. Le premier Code renfermait les règlements organiques des corps constitués de l'Empire; le second était le Code des



prestations en nature; le troisième, *Code de l'administration des finances*, comprenait le règlement sur les impôts, les droits sur les boissons et le droit d'accise, les règlements pour les douanes, monnaies, mines, salines, etc.; le quatrième, *Code de l'état des personnes*, réunissait, au règlement sur les droits de la noblesse, du clergé et de la bourgeoisie, les règlements pour les actes de l'état civil et pour le recensement; le cinquième, intitulé *Code civil et cadastre*, embrassait les lois civiles, divisées en deux parties : 1° celles qui règlent les relations et les droits de famille, concernant le mariage, la puissance paternelle, la tutelle, la curatelle, la possession des biens meubles et immeubles, les obligations, les contrats, les fermages et les hypothèques, avec la procédure civile; 2° les lois qui concernent la délimitation des propriétés territoriales. Le sixième Code, celui de l'*économie politique*, renfermait les règlements relatifs aux institutions de crédit, au commerce, à l'industrie, aux manufactures, usines, fabriques et métiers, aux voies de communication, aux édifices et constructions, aux secours contre les incendies, à l'administration des villes et des bourgs, ainsi qu'à celle des domaines de la couronne et des colonies étrangères; l'instruction publique figurait comme annexe dans ce sixième Code. Le septième, celui de la police, traitait des règlements de police intérieure, qui regardent le maintien de l'ordre public, la surveillance générale, la quarantaine, la prévention et la suppression des délits, les passe-ports, les vagabonds, les prisonniers et les exilés. Enfin, le huitième Code, consacré aux lois pénales, présentait la définition des crimes et délits, l'application des peines et le règlement sur l'instruction criminelle.

Chacun de ces Codes avait été communiqué en manuscrit aux autorités chargées de l'exécution des lois qui s'y trou-



vaient coordonnées; ces autorités avaient dû examiner et approuver l'immense travail de Spéransky. Une commission spéciale de sénateurs, de procureurs et de secrétaires du Sénat, et d'illustres jurisconsultes, avait révisé le Code civil et le Code criminel.

Tous ces Codes, après avoir reçu la sanction de l'empereur, furent imprimés dans l'espace d'une année, et les quinze volumes grand in-8°, dont ils se composaient, passèrent immédiatement dans les mains des autorités civiles et judiciaires, qui auraient ainsi deux années pour se familiariser avec la lettre et l'esprit de ces Codes, avant l'époque où la nouvelle législation serait mise en vigueur par tout l'empire.

Les législateurs des autres États de l'Europe avaient tiré des lois romaines leurs Codes, en les appropriant aux usages et aux mœurs modernes. Pour rédiger les Codes russes, il avait fallu puiser tout aux sources nationales, en s'appuyant sur les coutumes, la tradition et l'expérience. Aussi, un savant légiste, qui rendit compte, dans l'*Abeille du Nord*, de la compilation du corps des lois, put-il dire avec raison et justice : « Terminons ces réflexions par le mot de Pierre le Grand, gravé sur l'obélisque qui fut élevé après l'achèvement du port de Cronstadt, dont les constructions avaient présenté de si puissants obstacles : *A l'œuvre on reconnaît le travail qu'elle a coûté.* »

Cette œuvre gigantesque, réclamée, attendue depuis si longtemps, ne put être menée à bonne fin, que grâce à la persévérante sollicitude du monarque, qui tenait à honneur de rassembler dans le corps des lois russes les plus beaux titres de gloire de la famille Romanoff, et qui se félicita d'avoir élevé de la sorte le monument le plus solide et le plus magnifique de son règne.



Nicolas voulait que l'Empire russe ne restât inférieur, à aucun égard, vis-à-vis des autres États européens; ce fut là le motif qui l'avait déterminé à provoquer la réorganisation complète de son armée, laquelle était encore à peu près ce qu'elle avait été sous le règne de Catherine II.

Cette réorganisation, qui avait emprunté ses meilleures innovations à l'organisme des armées de la France, de la Prusse et de l'Autriche, fut inaugurée par les règlements que l'empereur confirma le 9 février et le 2 avril 1832.

Voici quelles étaient les principales dispositions de ces règlements. L'armée de terre se composerait, à l'avenir, de sept corps désignés par des numéros d'ordre, de la garde impériale, n'ayant pas de numéro, et des corps détachés de la Finlande, du Caucase, de la Sibérie et d'Orenbourg, qui n'auraient pas non plus de numéros d'ordre. Les sept corps portant numéro seraient formés chacun de trois divisions d'infanterie, d'une division de cavalerie légère, de deux bataillons de sapeurs et d'un bataillon de pionniers; ce qui ferait pour chaque corps un total de cinquante bataillons d'infanterie, de trente-deux escadrons de cavalerie et de cent quarante-quatre pièces de canon; car la division d'infanterie comprendrait une brigade ou quatre régiments, avec cinq batteries de campagne, chacune de huit pièces d'artillerie; la division de cavalerie, également une brigade ou deux régiments, avec trois batteries d'artillerie à cheval.

Dans les nouveaux cadres, chaque régiment d'infanterie serait composé de quatre bataillons en activité et de deux bataillons de réserve : les premiers, de mille hommes chacun, devaient être constamment tenus au complet; les seconds, en temps de paix, n'auraient que quatre cents hommes sous les armes, mais ils occuperaient des cantonnements fixes sur différents points de l'empire, pour qu'il



fût plus facile, au besoin, de les porter promptement au même effectif que les bataillons en activité.

Quant à la cavalerie, chaque régiment en activité comprendrait huit escadrons de deux cents hommes chacun; l'escadron, dans les régiments de réserve, n'aurait que la moitié de ce nombre.

La création de ces régiments de réserve, infanterie et cavalerie, cantonnés dans tous les gouvernements, allait fournir un principe de force et de vitalité pour l'armée. On n'enverrait plus dorénavant les conscrits aux extrémités de la Russie, où l'on ne pouvait jamais s'assurer de l'époque exacte de leur arrivée, ni de leur nombre précis; chaque gouvernement, dans lequel ces conscrits seraient recrutés, les verserait directement dans le bataillon de réserve le plus voisin composant la garnison d'une ville ou d'une forteresse. Là, les conscrits recevraient une instruction militaire complète, avant de passer aux bataillons d'activité. Ces bataillons de réserve deviendraient ainsi autant de pépinières de jeunes soldats, moins considérables que ne l'étaient les colonies militaires, mais plus multipliées, plus rapprochées les unes des autres, exigeant beaucoup moins de dépenses et rendant beaucoup plus de services.

Aux sept corps d'armée, la garde impériale ajoutait un effectif de quarante à cinquante mille hommes de troupes d'élite, réparties en trois corps de cavalerie, chacun de deux divisions, chaque division de soixante escadrons avec quarante-huit pièces d'artillerie à cheval.

Les corps détachés pouvaient s'augmenter à volonté, selon les nécessités du pays, et se recruter autant que possible parmi les populations indigènes; ainsi, le corps du Caucase avait déjà plus de quatre-vingt mille hommes, et ce chiffre ne pouvait tarder à être accru d'un tiers; le corps de Fin-



lande n'avait que dix mille hommes; ceux d'Orenbourg et de Sibérie étaient chacun de la même force.

D'après ces calculs, l'armée active se composerait ordinairement d'un effectif de cinq cent mille hommes, avec douze cents pièces d'artillerie, non compris les corps détachés, les bataillons de réserve, les Cosaques et les invalides.

Ces derniers, par exemple, disséminés dans l'intérieur de l'empire, ne représentaient pas moins de cent mille hommes de toutes armes, groupés en dix cercles territoriaux et ayant leur quartier-général à Saint-Pétersbourg. Il y avait, en outre, trois quartiers-généraux pour l'armée proprement dite, à Saint-Pétersbourg, à Varsovie et à Kieff.

Cette armée, en cas de guerre, pouvait, par le seul fait de la mise au complet de ses cadres, être portée à un effectif de plus d'un million d'hommes. Un document émané de la chancellerie russe a constaté, vers cette époque, comment se trouvaient alors réparties les forces militaires de la Russie : infanterie, y compris les bataillons de réserve et les invalides, six cent soixante-treize mille trois cent soixante-douze hommes; cavalerie, y compris les Cosaques, cent dix-neuf mille cinq cent quarante-six; troupes d'artillerie de campagne et de garnison, trente-neuf mille six cent trente-sept; troupes de génie, y compris les ouvriers, dix-neuf mille cinquante et un; gendarmerie, trois mille six cent soixante-quinze; train des équipages, treize mille; total : huit cent soixante et un mille deux cent quatre-vingt-un hommes.

Mais les cadres n'étaient pas remplis, et, au moment même de la réorganisation, un ukase, en date du 27 avril 1833, ordonna de procéder à la levée des recrues, que certains gouvernements avaient encore à livrer sur le dernier recrutement; en outre, une nouvelle levée devait avoir lieu dans



les gouvernements les plus rapprochés des lieux de cantonnement où il serait urgent de mettre en meilleur état les bataillons de réserve.

En même temps, l'empereur fit un grand nombre de nominations et de promotions, en changeant presque tous les noms des corps et des divisions, de manière à rendre ces noms analogues à la réorganisation générale. Le feld-maréchal Paskewitch fut nommé inspecteur général de toute l'infanterie, sans préjudice de ses autres titres et fonctions; l'aide de camp général, comte Wassiltchikoff, inspecteur général de toute la cavalerie; mais l'empereur ne se pressa pas d'appeler de nouveaux généraux au commandement en chef des sept corps d'infanterie et des trois corps de cavalerie; il ne nomma, d'abord, que les commandants de brigades et de divisions, ainsi que les commandants des trois corps de cavalerie de réserve de la garde.

Ce fut donc une transformation complète du système militaire, des cadres et des dénominations réglementaires de l'armée, des grades et des uniformes des chefs et des soldats.

On pouvait pressentir que l'empereur n'avait pas mis à exécution ce plan immense, longuement médité et préparé, sans avoir l'intention de se tenir prêt à tout événement, en des circonstances où les États occidentaux de l'Europe avaient peut-être trop oublié la juste part de prépondérance que la Russie avait le droit de réclamer dans toutes les grandes questions de politique internationale.



CXCVII

Les nouvelles qui vinrent de Turquie, à la fin d'avril 1833, annonçaient que l'intervention russe, dans les affaires d'Orient, avait pris un caractère tout à fait décisif.

La seconde division de la flotte de la mer Noire, commandée par le contre-amiral Coumani, était arrivée dans le Bosphore, le 5 avril, avec les troupes destinées à concourir à la défense de Constantinople. Cette escadre, qu'on n'attendait pas, avait été accueillie avec joie par le sultan et les membres de son gouvernement, car leur situation devenait de jour en jour plus critique et plus menacée.

Ibrahim-Pacha avait reçu les instructions les plus catégoriques de son père, qui lui ordonnait, malgré les démarches actives et incessantes de l'Angleterre et de l'Autriche à Alexandrie, d'imposer à la Porte Ottomane des conditions inacceptables, et de se porter en avant avec toutes ses forces. L'ambassadeur de France, en apprenant la rupture des négociations, avait dépêché son aide de camp à Ibrahim, et le divan, sur les instances de l'amiral Roussin, avait consenti à faire suivre l'envoyé français par le pre-

mier secrétaire des affaires étrangères de Turquie, avec de nouvelles propositions d'arrangement.

Le débarquement des troupes russes s'effectua sans retard : elles occupèrent la position qui leur fut assignée sur la côte asiatique, vis-à-vis de Bouyukderé et de Thérapia. Aussitôt après le débarquement, le sultan se rendit à son palais de plaisance de Thérapia, et fit avertir le général Mourawieff et les amiraux Lazareff et Coumani, qu'il les recevrait avec les officiers supérieurs des troupes de terre.

Dans le cours de cette audience, Mahmoud ne se lassa pas d'exprimer la vive satisfaction que lui causait l'arrivée des troupes russes, et la profonde reconnaissance qu'il devait à l'empereur de Russie; il voyait bien, dit-il, que Halil-Pacha, au retour de sa mission à Saint-Pétersbourg, ne l'avait pas trompé en lui disant qu'il pouvait compter sur la loyale amitié de son auguste allié. Il pria ensuite le général Mourawieff de ne pas se faire faute de s'adresser directement à lui pour tout ce qui pourrait concerner le bien-être du corps expéditionnaire.

La présence de ces troupes sur la côte d'Asie avait eu sur l'esprit public la plus salutaire influence. La capitale continuait à jouir d'une complète tranquillité, et l'on n'avait plus aucune inquiétude sur les projets ultérieurs d'Ibrahim-Pacha, qui d'ailleurs était mis en demeure, par l'ambassadeur de France, d'accepter les offres conciliantes de la Porte Ottomane.

On savait que la brigade de chasseurs, transportée d'Odessa par l'escadre du contre-amiral Coumani, allait être suivie d'un second détachement d'infanterie, qui porterait à dix mille le corps de troupes de débarquement. Le général Mourawieff avait choisi, près d'Unkiar-Skelessi, aux environs de la montagne du Géant, une excellente position



où ces troupes transportèrent leur camp; d'après le désir du sultan, un bataillon et un escadron de la garde turque, avec deux pièces de canon, allaient se joindre aux Russes. Le camp fut occupé le 14 avril, et le sultan fit offrir aux troupes, à l'occasion de la fête de Pâques, une immense quantité de jambons, d'œufs, d'eau-de-vie, pour les soldats; de vins, de rhum, de sucre et de confitures, pour les officiers.

Le séraskier Khosrew-Pacha avait soin que les Russes ne manquassent de rien; il leur fit donner des chevaux, tirés des écuries du sultan, pour remonter leur cavalerie et pour former les attelages de leur artillerie; un hôpital fut organisé au bord de la mer pour les malades, qui étaient d'ailleurs en très-petit nombre.

Les troupes turques, qui fournissaient des postes au lieu du débarquement, avaient fraternisé avec les Russes, et la meilleure intelligence régnait entre eux. Les officiers du sultan visitaient tous les jours le camp et assistaient aux exercices militaires, admirant la belle tenue des soldats et leur instruction, examinant avec curiosité les moindres détails du service. Le sultan se faisait rendre compte des parades qui avaient lieu devant ses officiers, et il enviait à ceux-ci le plaisir d'en être témoin, « car, leur disait-il, le soldat russe n'a pas de rival pour le maniement des armes. »

On ne croyait pas qu'Ibrahim-Pacha, dont le quartier-général était toujours à Kutahia, voulût reprendre franchement les négociations avec la Porte, car il attendait des renforts d'Égypte; cependant, le contre-amiral Hugon avait paru devant Smyrne avec quelques navires français, et sur son injonction, les autorités turques, un moment déposées pour faire place à un gouverneur provisoire qui tenait la



ville au nom d'Ibrahim, avaient été rétablies. En tous cas, il était assez probable que le général Mourawieff, qui avait à sa disposition un petit corps d'armée d'excellentes troupes, ne perdrait pas une si belle occasion de se mesurer avec l'avant-garde de l'armée égyptienne.

L'empereur Nicolas supposait bien aussi, que, par la force des choses, l'intervention russe pourrait être obligée d'avoir recours aux armes, et dans cette prévision, il chargea le comte Orloff de se rendre à Constantinople, avec le titre d'ambassadeur extraordinaire.

Orloff, qui partit de Saint-Pétersbourg dans la soirée du 21 avril, était muni secrètement des pouvoirs les plus étendus, pour prendre au besoin le commandement général des troupes russes de terre et de mer en Orient. La veille de son départ, on avait vu arriver, à Saint-Pétersbourg, le général de brigade ottoman Namouk-Pacha, envoyé par le sultan auprès de l'empereur, pour lui porter l'expression de la plus vive et de la plus sincère gratitude, au sujet de l'assistance loyale et généreuse que ce souverain s'était empressé d'offrir à la Porte Ottomane contre l'Égypte.

Namouk-Pacha eut l'honneur d'être reçu immédiatement en audience particulière par Sa Majesté, qui lui dit en propres termes :

— La conduite que la Porte Ottomane a tenue à l'égard de la Russie, depuis le traité d'Andrinople, m'a tracé la conduite que je devais tenir vis-à-vis d'elle. Il est du devoir de mon gouvernement, il est aussi de l'intérêt de l'Empire, de concourir franchement à la conservation d'un État qui remplit avec tant de bonne foi les engagements que nos traités lui imposent. Sa Hautesse peut compter désormais sur mon amitié et mon appui.

L'envoyé du sultan ne resta que peu de jours dans la ca-



pitale, et il apprit, en retournant vers son maître, que l'empereur avait donné des ordres pour que le corps expéditionnaire fût porté rapidement à soixante-dix mille hommes : un second détachement de troupes, composé d'une brigade d'infanterie avec une compagnie d'artillerie légère, sous le commandement du lieutenant-général Otrostchenko, s'était embarqué à Odessa dans les derniers jours du mois d'avril, et l'embarquement d'un troisième détachement de même force allait suivre de près, tandis que l'armée de terre, commandée par le général Kisseleff, était en marche et se concentrait le long des frontières de la Bulgarie.

Lorsque le général Kisseleff avait fait savoir aux deux assemblées des Principautés, que le tzar lui avait confié le commandement en chef de cette expédition en Bulgarie, l'assemblée de Valachie avait écrit au président : « Nous venons d'apprendre la nouvelle marque d'estime et de confiance que votre souverain vient de vous donner, et nous en sommes fiers, parce qu'elle vous honore. Vos glorieux soldats sont nos frères, parce que vous êtes leur chef. Nous serons toujours heureux et glorieux de tout ce qui contribuera à votre bonheur et à votre gloire, parce que nous sommes convaincus que la destinée de notre patrie est intimement liée à la destinée de la vôtre. »

On n'avait plus à craindre un coup de main d'Ibrahim-Pacha sur Constantinople; mais l'armée égyptienne, forte de quatre-vingt mille hommes, augmentait sans cesse et semblait préparée à continuer la guerre en Asie-Mineure, d'autant mieux que le vice-roi d'Égypte ne cachait plus son intention de se faire tout à fait indépendant de la Porte, en s'emparant de la Turquie asiatique.

Nicolas avait été tristement détourné de la question d'Orient, dans le cours d'avril, et un événement bien inat-

tendu l'avait obligé de reporter ses regards vers la Pologne, au moment où ce pays, dévasté, ruiné et dépeuplé par les déplorables effets de l'insurrection et de la guerre civile, commençait à renaître à la vie politique, sous la bienfaisante administration de Paskewitch.

Un ex-lieutenant de l'armée polonaise, nommé Dziewicki, exalté et poussé par les sociétés secrètes, avait formé le complot d'appeler aux armes les Polonais et de donner le signal d'une nouvelle insurrection; il s'était laissé abuser à ce point, qu'il croyait n'avoir qu'à déployer le drapeau national, pour faire une armée. Il entra donc dans le royaume, par la frontière de la Gallicie; il fut suivi d'un certain nombre de ses complices qui, la plupart, avaient combattu dans les rangs des rebelles. Ces insensés trouvèrent des sympathies et même une connivence coupable dans quelques villages, dans quelques châteaux; mais, avant que la révolte se fût répandue sur d'autres points, les détachements de Cosaques, cantonnés dans les palatinats de Sandomir et de Cracovie, se mirent à la poursuite de ces bandes naissantes et les dispersèrent, en faisant un petit nombre de prisonniers, parmi lesquels était Dziewicki, le chef de cette folle entreprise. Celui-ci n'attendit pas son jugement : il s'empoisonna dans sa prison.

Paskewitch aurait voulu pouvoir user d'indulgence envers ces malheureux, qui avaient cédé à des suggestions étrangères, en essayant de réveiller la Pologne insurrectionnelle; mais il fallait un exemple, car le complot, qui venait d'avorter au début, devait avoir des ramifications vivaces parmi les habitants des waiwodies que Dziewicki avait tenté de soulever. Quatre des principaux auteurs de la conspiration furent traduits devant le conseil de guerre : ils avouèrent résolûment qu'ils n'étaient revenus dans leur



patrie que liés par un serment inviolable, avec la ferme intention d'exciter leurs compatriotes à la révolte, d'inquiéter les troupes impériales par des incursions, de détruire les propriétés de l'État, et de mettre à mort tous les employés fidèles au gouvernement russe. Ils furent condamnés à être fusillés, d'après le Code militaire, et l'exécution de trois d'entre eux eut lieu, le 7 mai, à Varsovie, près de la porte de Jérusalem. Le prince gouverneur général avait commué la peine pour le troisième condamné, nommé Eustache Racinski, qui était fort jeune et qui donnait des marques de repentir.

Le procès intenté aux quatre complices de Dziewicki devait avoir pour résultat la découverte d'une autre conspiration bien plus redoutable, qui fut déjouée, avant que les conspirateurs eussent le temps de se rendre à leur poste et d'exécuter leurs affreux desseins.

L'empereur, qui se disposait à faire un voyage d'inspection dans plusieurs des nouveaux cantonnements militaires, retarda ce voyage jusqu'après l'ouverture de l'exposition des produits de l'industrie nationale.

Cette exposition, organisée dans un des édifices de la douane de Saint-Pétersbourg, au quartier de Wassili-Ostroff, remplissait huit grandes salles, de plain-pied, où l'on entrait du dehors par le perron situé sur la place de la Bourse. La première salle contenait les métaux, les machines, les instruments de mathématiques, de physique et de chirurgie; les produits chimiques, la carrosserie, les papiers et les tapisseries, les chanvres et les lins, les cuirs, les toiles cirées, les crins et les tabacs; la deuxième salle, l'horlogerie, les bronzes, les porcelaines et faïences, les verres et cristaux, les instruments de musique, la menuiserie et l'ébénisterie, la chapellerie, la ganterie, la reliure, les ob-



jets vernis, et les étoffes de qualité inférieure en coton et en laine fabriquées spécialement pour le commerce de l'Asie; la troisième salle, ainsi que la quatrième et la cinquième, renfermaient les cotons et demi-cotons de qualité supérieure; les salles n[os] 6 et 7, les soieries et les tissus de cachemire; on avait réuni dans la huitième salle les brocards, l'or et l'argent tréfilés en fin et en faux, et les médailles et monnaies frappées depuis l'avénement de Nicolas I[er].

De l'avis des hommes compétents, l'exposition de 1833, à laquelle avaient pris part six cent seize établissements industriels, représentés par neuf mille trois cent vingt-six échantillons, laissait bien loin derrière elle l'exposition de 1829, la première qui fut ouverte à Saint-Pétersbourg.

Depuis lors, le nombre des manufactures avait triplé, et une patriotique émulation s'était emparée des fabricants, qui s'efforçaient d'élever l'industrie nationale au niveau des industries étrangères. L'argent n'avait pas manqué pour faire concurrence aux pays dont la Russie était restée trop longtemps tributaire dans ses besoins de luxe et de confort : les nobles, les grands propriétaires, les employés du Gouvernement, et surtout les personnes de la cour, avaient tenu à honneur de prendre l'initiative des grandes entreprises industrielles, de fonder des usines, d'encourager les arts utiles, de patronner les inventeurs. Grâce à cette féconde protection, l'assortissage et le lavage des laines, la confection des draps, le filage et le tissage du coton, la production des soies, la fabrication des étoffes en tout genre, le perfectionnement des machines, la teinture des toiles, la préparation des peaux, l'exécution des ouvrages en cuivre, en fer et en fonte, la taille des cristaux, le travail des métaux précieux, et vingt autres industries, avaient fait de tels progrès, dans un intervalle de quatre



années, qu'on pouvait prévoir le moment où l'importation des marchandises ouvrées à l'étranger n'absorberait plus une partie des capitaux du commerce russe.

Ce fut le mardi 21 mai que l'empereur et la famille impériale visitèrent les salles de l'exposition, qui devait s'ouvrir deux jours après.

Les propriétaires d'usines, les fabricants, et même les chefs ouvriers, se tenaient debout à côté de leurs produits. L'empereur daigna s'entretenir avec eux et les interroger sur la nature, la marche et les progrès de leur industrie. L'impératrice aussi avait toujours quelque parole aimable à leur adresser. Le grand-duc héritier, le grand-duc Michel, les grandes-duchesses Marie et Olga, regardaient tout avec complaisance et paraissaient s'intéresser aux renseignements que leur donnaient les exposants. Les augustes visiteurs ne se bornèrent pas à jeter un coup d'œil général sur l'ensemble de l'exposition, ils en firent un examen détaillé, attentif, approfondi, depuis les produits les plus précieux et les plus remarquables jusqu'aux plus petits et aux plus humbles objets. L'empereur exprima plus d'une fois la satisfaction qu'il éprouvait de voir l'industrie nationale prendre tous les jours de nouveaux développements.

— Je vous remercie, Messieurs, dit Nicolas à ceux qui l'entouraient, en se retirant avec sa famille, après trois heures et demie de promenade dans les salles, je vous remercie sincèrement pour les services que vous avez rendus à la patrie, en travaillant à l'accroissement des forces industrielles de notre pays. Cette exposition de nos produits vaut une bataille gagnée sur les principaux États de l'Europe, et une pareille victoire a des résultats plus avantageux que celles qui coûtent du sang et des larmes. Vous



me trouverez toujours disposé à seconder, à encourager vos efforts dans la carrière de l'industrie et des arts. Montrons à l'Europe que nous profitons de ses exemples, de ses leçons, pour l'égaler, pour la surpasser!

L'ouverture de l'exposition fut inaugurée, le surlendemain, par un ***Te Deum*** solennel, et pendant six semaines consécutives, l'empressement du public manifesta l'intérêt avec lequel toutes les classes de la population se portaient à cette espèce de fête nationale.

L'empereur avait voulu témoigner sa satisfaction à tous ceux qui avaient participé à cette brillante exhibition des produits de l'industrie russe : il les invita, sans exception, à un banquet, qu'il leur offrit, le 25 mai, au palais d'Hiver.

Une table de cinq cents couverts avait été dressée dans la galerie qui précède la salle des concerts. Les ministres, plusieurs aides de camp généraux, les consuls étrangers, les marchands et négociants des deux premiers guildes de Saint-Pétersbourg, ainsi que les membres du Conseil du commerce et ceux du Conseil des manufactures, étaient également invités à venir se joindre aux exposants. A trois heures et demie, l'empereur, accompagné de sa famille et suivi de sa cour, entra dans la salle du festin et alla s'asseoir au centre de la table supérieure; l'impératrice, le césarévitch, les grandes-duchesses Marie et Olga, et le grand-duc Michel, se placèrent en face. L'impératrice, dans tout l'éclat de sa beauté souriante, était vêtue d'une robe de soie, qu'elle avait choisie et achetée elle-même, à l'exposition, parmi les étoffes provenant de la fabrique du conseiller des manufactures Kondrascheff.

L'empereur fit placer à sa droite le ministre des finances et les consuls; à sa gauche, le maire de Moscou, M. Rybni-



koff, et il pria gracieusement le reste des convives de prendre place, sans se préoccuper de l'étiquette et sans conserver aucune prééminence de rang, de telle sorte que les aides de camp généraux et les premiers dignitaires de la cour se trouvèrent mêlés, à ce repas, non-seulement avec les grands manufacturiers et les riches fabricants, mais encore avec les artisans les plus modestes.

Leurs Majestés et Leurs Altesses impériales daignaient parler à leurs voisins avec autant de bienveillance que d'affabilité.

Vers la fin du dîner, l'empereur se leva et porta ce toast, qui fut accueilli par des cris d'enthousiasme et de reconnaissance : « A la santé de ceux qui se livrent à des travaux utiles à la patrie! »

Après le dîner, les convives passèrent dans un autre salon, à la suite de l'empereur et de la famille impériale. Alors l'empereur, se penchant à l'oreille de l'impératrice, la pria de faire venir sa troisième fille, la grande-duchesse Alexandra, et les jeunes grands-ducs Constantin, Nicolas et Michel : on les lui amena aussitôt, à l'exception du dernier, qui dormait et qu'on n'avait pas osé réveiller, sans l'ordre de sa mère; l'empereur, les présentant lui-même aux assistants, se plut à répéter, avec une sorte de fierté paternelle : « Messieurs, voici mes enfants! »

Puis, prenant par la main le grand-duc Constantin, qui n'avait pas plus de sept ans et demi, il le conduisit au milieu de l'assemblée, en répétant, le sourire sur les lèvres : « Voici mon grand-amiral! » Le charmant enfant, après avoir salué les personnes qui s'inclinaient devant lui, se précipita vers son père avec une grâce naïve et grimpa lestement au cou de l'empereur, qu'il embrassa de la manière la plus tendre, aux acclamations de l'assemblée.



L'empereur enleva dans ses bras le grand-duc Nicolas, âgé de près de trois ans, et le présenta ainsi à tout le monde.

— Ce n'est pas tout, dit-il à l'impératrice ; envoyez chercher notre petit dormeur, qui ne doit pas manquer une si belle occasion de faire connaissance avec nos fidèles sujets.

Le jeune grand-duc Michel, âgé de six mois et demi, fut apporté, encore à moitié endormi, par sa gouvernante, qui, sur l'ordre de l'empereur, le promena dans le salon, pour que chacun pût le voir et l'admirer.

L'empereur, en ce moment, n'était plus qu'un chef de famille, qui se réjouissait de montrer les beaux et gracieux enfants que le Ciel lui avait donnés, et qu'il faisait élever sous les yeux de leur excellente mère. A ce touchant spectacle, tous les cœurs étaient remplis de la même émotion, tous les yeux se mouillaient de larmes, et ces larmes exprimaient une prière muette qui s'élevait à Dieu pour lui demander la conservation de cette grande famille impériale, à laquelle était attachée la prospérité de la Russie.

On apprit, le lendemain, que le ministre de la justice Daschkoff était parti, en toute hâte, avec plusieurs de ses employés, pour le gouvernement de Riga, et que son adjoint, le secrétaire d'État comte Panine, avait pris temporairement la direction du ministère, en l'absence du ministre, qui venait de quitter la capitale en exécution des ordres de l'empereur.

On se demandait, à la cour, quelle pouvait être la cause de ce départ subit et mystérieux. Des bruits vagues circulaient : on disait que les Polonais exilés étaient rentrés furtivement en Pologne et y avaient organisé une vaste conspiration, que le feld-maréchal Paskewitch avait eu le bonheur de découvrir. Rien ne transpira, cependant, au dehors du palais d'Hiver, et dans les cercles les mieux infor-



més on ne parlait que du prochain voyage de l'empereur dans le grand-duché de Finlande.

L'empereur partit, en effet, le 28 mai, avec le général Alexandre Benkendorff, qui l'accompagnait toujours dans ses voyages. Il se rendit d'abord à Bobruisk, où il inspecta les cantonnements d'un bataillon de réserve; mais il coupa court à son voyage d'inspection, et il rejoignit l'impératrice, qui l'attendait, très-inquiète et très-attristée, pour passer avec lui en Finlande. Ils s'arrêtèrent quelques jours à Revel, avant de s'embarquer, et pendant sa résidence dans cette ville, l'empereur resta constamment renfermé, ne recevant personne, travaillant jour et nuit avec le général Benkendorff ou avec le ministre de la justice, qui était revenu de Riga pour se mettre à la disposition de Sa Majesté.

Il y avait un échange continuel de courriers et de dépêches avec les gouverneurs civils et militaires de l'Esthonie, de la Livonie et de la Courlande; des mesures extraordinaires de précaution et de défense avaient été prises dans toutes les villes du littoral, et l'empereur, qui d'ordinaire, dans ses voyages, ne voulait pas même avoir d'escorte, se trouvait constamment entouré d'une garde nombreuse à laquelle on avait donné des ordres de service très-rigoureux.

L'impératrice ne cessait de verser des larmes et demandait sans cesse à retourner à Saint-Pétersbourg; mais l'empereur n'y consentit pas, et, comme il l'avait annoncé, il s'embarqua sur le bateau à vapeur l'*Ijora*, pour aller en Finlande avec elle.

Dès qu'il fut arrivé à Helsingfors, une nouvelle sinistre se répandit aussi vite qu'une traînée de poudre par toute la Finlande. On racontait qu'un complot avait été formé pour assassiner l'empereur, au moyen d'une machine infernale, pendant son voyage dans les provinces de la Baltique. Ce



complot, disait-on, s'était tramé en France, et les réfugiés polonais qui devaient l'exécuter avaient réussi, à l'aide de faux passe-ports, malgré la surveillance des gouvernements européens, à traverser l'Allemagne et la Pologne, et à pénétrer en Courlande; mais, d'après avis de la police française adressé à la police de Saint-Pétersbourg, ils avaient été arrêtés à Riga, ou du moins plusieurs d'entre eux étaient entre les mains des autorités russes. On avait saisi, en même temps, des correspondances et des papiers importants, qui avaient mis la justice sur la trace des auteurs de cette horrible trame; on pouvait craindre pourtant que quelques-uns des conjurés n'eussent échappé aux recherches de la police, et ne tentassent encore d'exécuter leur complot.

L'indignation universelle avait protesté contre ce nouvel attentat polonais, et les populations s'étaient levées, sur le passage de l'empereur, comme pour lui faire une garde d'honneur et pour l'entourer de leur dévouement. Des députations du sénat, du commerce et de la bourgeoisie de la Finlande, furent admises à lui présenter cette adresse, revêtue des signatures des hauts fonctionnaires et des notables de la capitale :

« Sire,

« Au milieu de l'allégresse publique que la présence de Votre Majesté impériale parmi ses fidèles sujets de Finlande vient d'exciter, des bruits sinistres se sont répandus, touchant des trames infâmes ourdies contre la personne sacrée de Votre Majesté, dont la conservation et le bonheur font l'objet constant des vœux les plus ardents de tous ses peuples.



« Il est difficile à des cœurs droits et pleins de loyauté, de croire à ce degré de perversité, qui fait la honte de la nature humaine, et plus difficile encore d'exprimer l'indignation profonde que la seule supposition d'un pareil attentat leur inspire. Mais, si, au moindre danger qui paraît menacer un père adoré, ses enfants, par un mouvement spontané, s'empressent autour de lui pour exhaler dans son sein leur douleur, leurs craintes et leurs espérances, nous nous flattons, Sire, que Votre Majesté impériale daignera de même nous permettre de l'assurer, à cette occasion, de l'amour et de la fidélité inviolable de ses sujets de Finlande, qui tous ont trop joui de vos bienfaits, Sire, pour ne pas vous être attachés non-seulement par les liens du devoir, mais aussi par ceux de la reconnaissance. Nous sommes persuadés, Sire, que la divine Providence, qui, dans sa bonté éternelle, nous a donné pour souverain un prince doué de tant et de si magnanimes vertus, daignera aussi veiller sur ses jours, et que Votre Majesté impériale, ayant à combattre les mauvais principes qui font la désolation des sociétés actuelles et les hommes pervers qui les professent, sortira toujours victorieuse de ces combats, dont dépend le sort futur de l'Humanité. Force, génie, gloire, voilà ce qui fait briller le trône de Votre Majesté; amour et dévouement du peuple, voilà ce qui en constitue les fondements. Que peuvent, contre de pareils remparts, les efforts de quelques insensés, objets de l'horreur et du mépris de l'immense majorité de toutes les nations du monde?

« C'est ce qui nous rassure, Sire, dans ces temps de trouble, que la sagesse de Votre Majesté impériale saura bientôt dompter. Daignez, Sire, agréer cet hommage très-humble, que nous avons l'honneur de présenter à Votre

Majesté, tant pour nous qu'au nom de nos compatriotes, animés des mêmes sentiments de zèle, de fidélité et de soumission, avec lesquels nous sommes, Sire,

« De Votre Majesté,

« Les très-humbles et très-obéissants serviteurs et sujets,

« ALEXANDRE THESLEFF, MELLIN HJAERNE, ERWAST, KLINKOWSTROM, KLICK, SACKLEN, KOTHEN, FABRITZIUS, HISING, WALHEIM, FINKENBERG, TAGERHORN, WINTER. »

Leurs Majestés ne prolongèrent pas leur voyage autant qu'elles l'auraient souhaité, et s'étant rembarquées sur leur bateau à vapeur, elles furent escortées jusqu'à Cronstadt par l'escadre du vice-amiral comte de Heyden.

On prétendit que les conspirateurs avaient eu la pensée de fréter plusieurs petits bâtiments et d'attendre, dans le golfe, le passage du navire qui portait l'empereur et l'impératrice. Quoi qu'il en fût de ces bruits, sans doute exagérés, les augustes voyageurs étaient rentrés en parfaite santé à Péterhoff, où le prince Albert de Prusse devait arriver d'un jour à l'autre.

La Russie fut instruite du danger que son souverain avait couru, par la publication de l'adresse du Sénat finlandais et des autorités d'Helsingfors, laquelle fut suivie d'une note officielle qui annonçait l'attentat projeté contre la vie de l'empereur, mais sans donner aucun détail précis et sans désigner nominativement les coupables : « La vigilance du Gouvernement, disait cette note, a déjoué, jusque



dans leurs moindres résultats, les trames criminelles ourdies par une poignée d'hommes pervers. »

Il n'y eut pourtant aucune exécution capitale, à la suite du procès qui s'instruisait secrètement à Riga, sous les yeux et par les soins du ministre de la justice. Il régnait, d'ailleurs, la plus grande incertitude au sujet de cette affaire ténébreuse, où la lumière ne pénétra jamais. On allait jusqu'à dire que plusieurs des Polonais qui avaient juré d'assassiner le tzar, étaient arrivés jusqu'à Saint-Pétersbourg, en se faisant passer pour des horlogers suisses venus pour s'établir dans la capitale, et que leurs conciliabules dans un café allemand avaient éveillé les soupçons de la police, qui s'empara d'eux, après avoir établi leur identité.

On raconta, aussi, que d'autres assassins de la même association avaient acheté, à Riga, une quantité considérable de poudre, destinée, disaient-ils, à l'exploitation des mines, mais que cette poudre avait été employée à fabriquer des bombes, qui auraient éclaté sur le passage de Nicolas, si son itinéraire, pour aller à Revel, n'eût pas été changé.

Tous ces bruits ne tardèrent pas à s'assoupir, et l'on se demanda bientôt si les monstrueuses machinations de ce complot polonais n'étaient point des chimères inventées à plaisir par la peur, sinon par la malveillance.

Cependant, le ministre de la justice, qui dirigeait en personne la procédure criminelle commencée à huis clos, ne revint de Riga qu'à la fin du mois de septembre, pour reprendre ses fonctions à la tête de son département, et vers cette époque, on sut, d'une manière certaine, que plusieurs individus avaient été condamnés aux travaux forcés à perpétuité dans les mines de Sibérie.

Ce fut peut-être pour donner le change et détourner l'attention, que, sur la proposition du gouverneur général de

Grodno et de Bélostock, et d'après les conclusions favorables du ministre de l'intérieur, le comité chargé de l'examen des affaires concernant les anciennes provinces polonaises, sollicita et obtint de l'empereur une amnistie complète en faveur de quarante-trois individus, nobles la plupart, qui n'avaient jamais pris part à la rébellion, et qui n'étaient coupables que d'avoir passé la frontière à la suite des bandes, avec l'espoir de rentrer dans leurs foyers.

Ces bandes, formées en partie de réfugiés et de soldats réfractaires, n'avaient pas été, d'ailleurs, entièrement détruites, mais elles restaient inactives, divisées par petits groupes, et cachées dans les forêts des palatinats de Kalisz, de Cracovie, de Lublin, de Sandomir, de Plock, et dans les marais de la Lithuanie.

CXCVIII

Nicolas, qui, depuis son retour de Finlande, habitait à Saint-Pétersbourg le palais d'Yélaguine, où son beau-frère, le prince de Prusse, était arrivé le 17 juin pour passer deux mois dans la famille impériale, apprit, par les dépêches du général Mourawieff, que la paix avait été conclue définitivement, le 16 mai, entre la Porte Ottomane et Méhémet-Ali.

Le sultan Mahmoud n'avait cédé qu'à la pression presque menaçante de l'amiral Roussin, qui représentait à la fois la France et l'Angleterre, et qui rendait le divan responsable de tous les malheurs que pourrait entraîner une plus longue incertitude dans la solution des affaires d'Orient.

Il y avait eu intention formelle de diminuer la puissance et le prestige du gouvernement turc, au profit de Méhémet-Ali, qui s'était assuré l'appui de l'Angleterre, en lui concédant tout ce qu'elle avait réclamé dans l'intérêt de son commerce. Méhémet-Ali avait donc obtenu, par une simple ordonnance du grand-seigneur, l'investiture de la Syrie avec la possession des villes de Damas et d'Alep; le district d'Adana avait été accordé à Ibrahim-Pacha, comme fermier-général (*mohassilik*) de la Porte.



Le lendemain du jour où cet arrangement, concerté en secret par Ibrahim et le plénipotentiaire ottoman, fut confirmé et signé à la hâte par le sultan, lequel avait la main forcée, le comte Orloff, qui n'était attendu qu'à l'Ambassade de Russie, débarquait à Constantinople. Son arrivée produisit d'autant plus d'émotion dans le divan, qu'on signalait en même temps l'arrivée de l'ambassadeur d'Angleterre, qui venait corroborer les actes de l'ambassadeur de France et lui prêter au besoin un concours énergique. La mission d'Orloff ne paraissait donc plus avoir d'objet, et les ambassadeurs anglais et français s'étaient mis d'accord, pour demander, pour exiger l'éloignement immédiat de la flotte russe et le rembarquement du corps expéditionnaire.

Tout ce que le comte Orloff leur accorda, ce fut de contremander à Odessa le départ d'un troisième détachement de troupes et de faire prévenir le général Kisseleff que l'armée du Danube devait rester immobile dans l'attente des événements; Orloff déclara, d'ailleurs, de la manière la plus ferme, que, s'il n'avait rien à objecter contre le traité de paix dans lequel la Russie n'était pas intervenue, il ne devait pas moins veiller à ce que les conditions approuvées par Sa Hautesse fussent respectées par le pacha d'Égypte et mises à l'abri de toute nouvelle atteinte.

On avait négligé, en effet, de stipuler les délais dans lesquels l'armée égyptienne repasserait le Taurus, et le quartier-général d'Ibrahim était toujours à trois journées de marche de Constantinople. Ibrahim alléguait même divers prétextes pour retarder l'époque de la retraite de ses troupes, et il semblait faire dépendre cette retraite, de celle des troupes russes. Ibrahim agissait évidemment sous l'influence des ambassadeurs de France et d'Angleterre.

Le comte Orloff réitéra sa déclaration formelle auprès du



divan, à savoir que les forces de terre et de mer, envoyées par l'empereur au secours du sultan, sur la demande expresse de ce dernier, garderaient la position qu'elles occupaient, jusqu'à ce que l'armée d'Ibrahim eût repassé le mont Taurus.

Il n'en fallut pas davantage pour changer en un instant la situation. Le sultan fit remercier le représentant de la Russie pour ce témoignage de fidèle alliance; les ambassadeurs de France et d'Angleterre affectèrent de rester neutres et passifs, et bientôt on fut averti que le mouvement rétrograde de l'armée égyptienne avait commencé à la fois sur tous les points. Orloff voulut constater le fait, et pour s'en convaincre, il envoya sur les lieux le capitaine d'état-major, baron de Lieven, qui avait ordre de suivre l'armée égyptienne jusqu'au passage du Taurus.

Le rôle et le ton énergiques que le comte Orloff avait jugé convenable de prendre vis-à-vis du divan, sans se préoccuper des dispositions ultérieures de la diplomatie étrangère, qui s'était tenue à l'écart en apparence et qui n'avait pas cessé de combattre la politique russe, amenèrent une réaction très-significative dans les idées et les projets de Mahmoud, qui comprit enfin que le tzar était son meilleur et son plus fidèle allié. Mahmoud voulut le reconnaître d'une manière éclatante, en faisant savoir au comte Orloff que son intention était de visiter la flotte russe, comme pour donner une nouvelle preuve de sa confiance inébranlable dans les vues pacifiques de l'empereur Nicolas, et en même temps dans l'utile intervention des forces de terre et de mer, que cet auguste monarque lui avait envoyées avec un si généreux empressement.

Le 1er juin, toute la flotte russe, pavoisée, était à l'ancre dans le Bosphore, vis-à-vis de Bouyukdéré; vers midi, le



séraskier Khosrew-Pacha et Mouchir-Ahmet-Pacha, accompagnés des principaux officiers de la garde du sultan, furent reçus à bord du vaisseau amiral, avec les honneurs militaires, par le contre-amiral Lazareff et par l'ambassadeur extraordinaire, comte Orloff.

A deux heures, quoique le mauvais temps semblât contrarier la visite du sultan, on vit paraître dans la rade un bâtiment à vapeur portant le grand étendard turc. C'était Mahmoud, que le vent et la pluie n'empêchaient pas de tenir sa promesse. Aussitôt les vergues des vaisseaux et des frégates, rangés en forme de croissant, se garnirent de matelots, et le pavillon turc, arboré sur tous les navires, fut salué, par chacun d'eux, de vingt et un coups de canon. Les batteries de terre et les forts qui défendent les rives du Bosphore répondirent à ce salut.

Le comte Orloff, le contre-amiral Lazareff et Mouchir-Ahmet-Pacha, s'embarquèrent sur trois chaloupes portant chacune un pavillon, et se rendirent à bord du vapeur sur lequel se trouvait le sultan ; puis, ils retournèrent sur le vaisseau amiral, pour l'y recevoir.

A mesure que le bateau à vapeur, qui portait le pavillon de Sa Hautesse, longeait la ligne de la flotte, les matelots montés sur les vergues poussaient un hourra cinq fois répété, les tambours battaient aux champs et la musique militaire exécutait des fanfares. Ce magnifique spectacle avait pour témoins les populations qui s'étaient agglomérées sur les rives du Bosphore aussi loin que la vue pouvait s'étendre.

Le sultan, escorté de ses grands-officiers, se rendit à bord du vaisseau amiral ; il fut reçu, sur la dernière marche de l'échelle de commandement, par le comte Orloff, le commandant de l'escadre, le ministre de Russie, Boutenieff, et par les dignitaires turcs qui étaient venus l'attendre depuis



midi. On le conduisit d'abord dans la chambre de l'amiral, où le comte Orloff le pria de s'asseoir en face du portrait de l'empereur.

Mahmoud fixa ses regards sur ce portrait, l'examina en silence et fit une légère inclination de tête comme pour le saluer : « Il me semble, dit-il en se tournant vers Orloff, que nous nous étions déjà vus, et je suis bien aise de lui dire en face l'expression des sentiments d'affection et de reconnaissance qui m'animent à son égard. Je vous prie de les transmettre à mon auguste ami, à mon loyal et généreux allié. »

Le sultan manifesta le désir de faire l'inspection du vaisseau ; il en admira l'ordre et la belle tenue ; il regretta seulement que sa visite, par un temps si défavorable, fût une cause de fatigues pour les équipages. Il monta ensuite sur le pont et tourna son attention vers la côte où toutes les troupes russes, rangées en bataille sous les ordres du lieutenant-général Mourawieff, exécutèrent un feu roulant de mousqueterie, entremêlé de coups de canon à intervalles égaux. Mahmoud redescendit ensuite dans la chambre de l'amiral, où il resta deux heures en conférence avec le comte Orloff.

Avant de prendre congé du commandant de l'escadre, il voulut goûter la nourriture des matelots et il la trouva saine et même agréable. Quand il fut retourné sur son bateau à vapeur, les hourras des marins de la flotte recommencèrent, les batteries des vaisseaux et les forts du rivage tonnèrent alternativement, et le feu roulant des troupes de terre répondit aux salves d'artillerie, jusqu'à ce que le vapeur impérial eût disparu derrière un rideau de fumée qui couvrait tout le Bosphore.

La visite solennelle du grand-seigneur à l'escadre russe



produisit une profonde impression dans l'esprit des habitants de Constantinople, qui attribuèrent exclusivement la conclusion de la paix à l'intervention de la Russie, et qui, n'ayant vu que des vaisseaux de guerre où flottait le drapeau russe, se persuadèrent sans peine que la Turquie ne devait, ne pouvait compter à l'avenir que sur l'alliance du tzar.

Cependant, au moment où la Russie avait seule une action prépondérante dans la question d'Orient, la France et l'Angleterre se montraient disposées à unir leurs forces pour tenir l'Empire ottoman dans une sorte de tutelle et pour arrêter ainsi l'expansion de la marine et du commerce russes. L'escadre française, aux ordres du contre-amiral Hugon, était à l'entrée du golfe de Smyrne; elle se composait de quatre vaisseaux de haut bord, de quatre frégates et de six ou huit corvettes; la flotte anglaise, commandée par le vice-amiral sir Pultney Malcolm, se trouvait en partie à Malte et en partie dans l'Archipel; la flotte russe, maîtresse de la mer Noire, ne devait pas quitter les parages de Constantinople, avant qu'Ibrahim eût repassé le Taurus avec son armée. Telle était la déclaration formelle du comte Orloff.

Les ambassadeurs de France et d'Angleterre n'essayèrent pas de combattre en face l'influence que l'ambassadeur de Russie avait reprise dans le divan; ils se bornèrent à ne pas laisser de répit à Ibrahim-Pacha, pour hâter le mouvement rétrograde de l'armée égyptienne, mais en même temps ils ne cessèrent d'exciter et d'irriter les rancunes et les défiances de leurs Gouvernements contre la politique russe, qu'ils accusaient de vouloir dominer en Orient, et de préparer coup sur coup l'abaissement de la puissance ottomane.

Les cabinets de Paris et de Londres n'étaient que trop portés à craindre les conséquences de l'intervention russe dans les affaires de la Turquie ; ils avaient appuyé, sinon encouragé, les prétentions ambitieuses de Méhémet-Ali, pour punir le sultan Mahmoud d'avoir sollicité les secours de l'empereur Nicolas. Ils s'entendirent donc d'un commun accord dans le but de prendre leur revanche et de manifester contre la Russie autant de mauvais vouloir et même d'hostilité que les circonstances pourraient en autoriser.

Nicolas fut averti, par son ambassadeur extraordinaire à Constantinople, de ces tendances malveillantes de la diplomatie anglaise et française; il s'en indigna, et dans ses nouvelles instructions au comte Orloff, il posa les bases d'un traité d'alliance offensive et défensive à conclure avec la Porte.

Le but de l'intervention russe était atteint : le tzar avait justifié aux yeux de l'Europe la confiance que le sultan avait mise en son allié ; il avait défendu et maintenu avec énergie l'existence d'une puissance amie, pacifique, favorable à la navigation et au commerce russes, fidèle aux traités. L'heure semblait propice pour replacer la Turquie sous la protection exclusive de la Russie. Pendant plus de quatre mois, la garde du Bosphore et le repos du Levant avaient été confiés à l'honneur du pavillon russe. Il ne fallait plus que donner une raison d'être permanente à cet état de choses. Mahmoud conservait un profond sentiment de reconnaissance à l'égard de l'empereur Nicolas, et il se rendait compte, par les faits récemment accomplis, des services qu'il devait attendre encore de la loyale amitié de ce souverain.

Ibrahim-Pacha, sollicité, pressé par les agents de la France et de l'Angleterre, avait mis tant de zèle et de dili-



gence à faire effectuer la retraite de ses troupes, que, dès les premiers jours de juillet, l'armée égyptienne était rentrée dans les limites des provinces, qui formaient les nouveaux gouvernements conférés au vice-roi d'Égypte. Le comte Orloff le fit savoir lui-même au reiss-effendi, en lui annonçant que les ordres de l'empereur de Russie pouvaient maintenant recevoir leur exécution relativement au retour de ses forces de terre et de mer, puisque la paix était rétablie et qu'Ibrahim avait repassé le Taurus.

Le reiss-effendi répondit à cette note, en déclarant que, l'armée égyptienne ayant évacué l'Asie Mineure, le sultan consentait au départ des troupes de terre et de mer de la Russie : « L'amitié et la bienveillance, disait-il dans sa réponse officielle, que Sa Majesté l'empereur a témoignées à l'égard de l'Empire ottoman, ne sont pas de nature à être jamais oubliées par la Sublime-Porte, et elles ont eu pour résultat la consolidation, tant pour le présent que pour l'avenir, de l'union et de la sincérité qui existent et qui se raffermissent de plus en plus entre les deux empires. »

Le jour même où ces deux notes amicales étaient échangées entre la Porte et l'ambassadeur extraordinaire de Nicolas, un traité secret fut conclu à Constantinople entre la Russie et la Turquie. Ce traité, qui portait la date du 8 juillet 1833, et qui devait être ratifié dans le délai de deux mois par les parties contractantes, resta secret, du moins quant à son contenu, jusqu'à l'année suivante; mais son existence était connue par les Puissances intéressées, avant que les ratifications de l'empereur et du sultan l'eussent rendu définitif et exécutoire.

Il y eut, dans ce traité d'Unkiar-Skelessi (ce fut le nom sous lequel on l'a toujours désigné depuis), certaines variantes de texte qui pouvaient prêter une extension inat-



tendue aux clauses que la Sublime-Porte avait, disait-on, acceptées imprudemment, sans en apprécier la portée et les conséquences. Quoi qu'il en soit, voici qu'elle en était la teneur littérale dans l'original russe :

L'empereur et le sultan, « également animés du sincère désir de maintenir le système de paix et de bonne harmonie heureusement établies entre eux, avaient résolu d'étendre et de fortifier la parfaite amitié et la confiance qui régnaient entre eux, par la conclusion d'un traité d'alliance offensive. » Le comte Orloff et l'ambassadeur de Russie, A. Boutenieff, munis des pleins pouvoirs de leur auguste maître, s'étaient donc mis d'accord avec le séraskier Khosrew-Pacha, Mouchir-Ahmet-Pacha et le reiss-effendi, représentants de Sa Hautesse, pour convenir des termes de ce traité.

Il y aurait, à jamais, paix, amitié et alliance entre l'empereur de toutes les Russies et l'empereur des Ottomans, leurs empires et leurs sujets, tant sur terre que sur mer, cette alliance ayant uniquement pour objet la défense commune de leurs États contre tout empiétement. Le traité d'Andrinople et les autres traités postérieurs n'en étaient pas moins confirmés, comme si les conventions du présent traité y avaient été insérées mot pour mot. En raison du principe de conservation et de défense mutuelle, servant de base audit traité d'alliance offensive, et dans l'intention d'assurer la durée, le maintien et l'indépendance de la Sublime-Porte, l'empereur s'engageait, en cas que la Porte eût besoin de réclamer de nouveau l'assistance navale et militaire de la Russie, à fournir autant de troupes et de vaisseaux qu'il en faudrait pour protéger le sultan contre ses ennemis. Dans le cas où l'une des deux Puissances aurait réclamé le secours de l'autre, les frais seuls d'approvisionnement pour les forces de terre et de mer, seraient à



la charge de la Puissance qui aurait demandé assistance. Le présent traité devait avoir son effet pendant huit années, sauf à le renouveler et à le prolonger, avant l'expiration de ce terme.

L'article additionnel de ce traité avait, à lui seul, pour la Russie, plus d'importance que le traité tout entier. Il était dit, dans cet article, que la Russie, voulant épargner à la Sublime-Porte la charge et les embarras qui résulteraient pour elle d'un secours matériel demandé par son alliée, la Sublime-Porte, à la place dudit secours qu'elle s'était engagée à fournir au besoin, d'après le principe de réciprocité du traité patent, devrait borner son action en faveur de la cour impériale de Russie, à fermer le détroit des Dardanelles, c'est-à-dire à ne permettre à aucun bâtiment de guerre étranger d'y entrer sous un prétexte quelconque.

Par cet article additionnel et fondamental, le tzar était mis en possession de la clef des Dardanelles et, par conséquent, de la mer Noire.

Telle fut la nouvelle imprévue qui eut immédiatement des échos éclatants dans tous les cabinets européens et, plus que partout ailleurs, en France et en Angleterre, où l'on se plaignit hautement d'avoir été joué par la Russie. La France et l'Angleterre demandèrent aussitôt des explications au cabinet de Saint-Pétersbourg, qui n'avait pas l'habitude d'en donner dans les questions étrangères à la politique générale que pouvait revendiquer l'Europe, pour les soumettre à un examen collectif des Puissances; ces explications étaient réclamées avec une sorte d'amertume, sinon de menace.

Le comte de Nesselrode répondit, comme il l'avait déjà fait en 1828 et en 1829, que son auguste maître n'admettait pas que ses actes personnels fussent soumis à une espèce

d'enquête, de la part de ses alliés, et qu'il entendait n'être troublé par personne dans l'exercice de ses droits de souverain.

Le sultan Mahmoud, à qui fut adressée la même demande d'explications, se renferma dans un labyrinthe de réponses obscures et ambiguës, qui éludaient le reproche et tenaient en échec la menace.

Le cabinet de Saint-Pétersbourg avait déployé une rare habileté pour arriver à un résultat qui, sans être celui qu'il poursuivait peut-être dans l'épisode de l'intervention russe en Orient, n'en était pas moins honorable et avantageux, puisque la Russie tenait sous sa main la Porte Ottomane. Ce résultat, c'était à l'empereur seul qu'il était dû, car il avait seul dirigé la marche des négociations, et le comte de Nesselrode n'avait eu cette fois qu'à exécuter les ordres de son auguste maître.

Le comte de Nesselrode, malgré sa réserve ordinaire, ne put s'empêcher de rendre hommage à la perspicacité et à la prévoyance de l'empereur, dans le conseil des ministres, en disant que le rôle du ministre des affaires étrangères s'était borné à s'inspirer d'après les vues et les idées de Sa Majesté, en se faisant l'instrument actif et aveugle de ses volontés.

L'empereur affectait souvent de s'excuser de son incompétence dans certaines questions spéciales.

— Si je sais quelque chose, dit-il alors avec finesse, en s'adressant à ses ministres, c'est en causant avec des hommes d'esprit et de savoir, que j'ai pu m'instruire. Au reste, il n'y a pas de meilleure éducation, ce me semble : elle est certainement préférable à celle qu'on puise dans les livres; je le crois du moins.

Ce fut alors que Nicolas exprima de nouveau une opi-



nion, qu'il avait plusieurs fois émise pendant la guerre de Turquie, en 1829.

— Si le caractère du sultan était d'une trempe assez forte, dit-il en plein conseil, il se ferait chrétien orthodoxe, et la masse de ses sujets le suivrait dans ce changement de religion nationale. C'est, selon moi, la seule bonne issue qui lui reste. Je ne puis désirer, au point de vue de la politique, un meilleur voisin; mais la Turquie est un État qui croule de toutes parts : sa chute est inévitable, à cause de sa détestable administration. Le sultan aura beau faire, l'élément chrétien le débordera, et les persécutions des fanatiques musulmans ne serviront qu'à donner plus de force à ce principe de transformation sociale. Avant un demi-siècle, il n'y aura plus de Turquie!

L'empereur de Russie était invulnérable et inattaquable, lorsqu'il se renfermait, pour ainsi dire, dans le domaine de sa politique personnelle, et qu'il refusait carrément de livrer son autorité souveraine au contrôle inquisitorial et oppressif des autres États de l'Europe. Les signataires du traité d'Unkiar-Skelessi n'auraient peut-être pas, de longtemps, levé le voile qui couvrait leurs conventions réciproques, si une indiscrétion vénale, dit-on, n'eût fait sortir ce traité du mystère de la chancellerie russe.

C'est alors que le Gouvernement de Juillet conçut l'idée machiavélique de faire la guerre à la Russie sur le terrain de la Pologne.



CXCIX

Depuis les débuts de l'intervention russe à Constantinople, les ministres de Louis-Philippe avaient imaginé une sorte d'intervention française à Saint-Pétersbourg, en demandant avec ténacité que les conditions du traité de Vienne, relatives au royaume de Pologne, ne fussent pas plus longtemps oubliées et méconnues par le gouvernement russe.

Une note officielle de la cour de France, rédigée dans ce but avec autant de prudence et de réserve qu'en exigeait un sujet aussi épineux, ne pouvait être accueillie que d'une manière défavorable. L'empereur Nicolas en fut aussi surpris que mécontent, et il n'y répondit que par une fin de non-recevoir très-catégorique et très-sévère. La note diplomatique fut pourtant renouvelée plus ferme et non moins polie que la première : elle n'eut pas plus de succès.

L'ambassadeur de Russie à la cour de France, Pozzo di Borgo, avait été rappelé et n'avait pas eu de successeur : l'ambassade russe était confiée momentanément à un chargé d'affaires, M. d'Oubril. Le duc de Trévise, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, n'était pas non plus à son poste depuis près d'un an, et l'on savait qu'il n'y retournerait pas.



Cet état de choses indiquait un refroidissement et même une mésintelligence caractérisée entre les deux Gouvernements. Cette mésintelligence ne fit que s'accroître à chaque nouvelle insistance du ministre des affaires étrangères, soit le comte de Sébastiani, soit le duc de Broglie, qui adressait des représentations, au sujet de la Pologne, fondées sur les principes et les articles du traité de Vienne.

L'empereur crut reconnaître, dans cette insistance, l'action personnelle de Louis-Philippe, et il prit à cœur la contrariété qu'on paraissait vouloir lui faire éprouver, par compensation ou par représailles. Il fut vivement blessé de cette intrusion persistante de la politique étrangère dans les affaires de son gouvernement, et bien déterminé à ne pas souffrir la moindre atteinte à ses droits de souverain, il fit tomber tout son ressentiment sur le *roi des barricades* (c'est ainsi qu'il avait qualifié Louis-Philippe), qui lui était peu sympathique depuis la révolution de 1830, et qui lui devint tous les jours plus répulsif et bientôt plus haïssable.

On peut dater de l'année 1833 cette antipathie, cette aversion, ce ressentiment, que Nicolas conserva pendant son règne contre la personne même de Louis-Philippe, et qu'il ne se donna jamais la peine de cacher vis-à-vis de ses ministres, ni dans le cercle de sa vie privée, ni devant son entourage intime.

Cette disposition hostile et souvent agressive à l'égard du roi des Français était si apparente et tellement vive et implacable chez l'empereur, qu'on se demanda souvent ce qui l'avait fait naître, et surtout ce qui pouvait ainsi la pousser à l'extrême. On en a cherché la cause, et on a trouvé plusieurs motifs qui sembleraient, à différents degrés, avoir contribué simultanément à ce parti-pris de haine, de dédain et de malveillance, que Nicolas ne cessa plus de



manifester contre Louis-Philippe, à tout propos et en toute occasion.

Au reste, il ne s'abusait pas lui-même sur sa partialité et son injustice, dans bien des circonstances où le pauvre roi aurait mérité d'être mieux jugé.

— Que voulez-vous? disait l'empereur à l'impératrice, qui lui reprochait quelquefois d'être souverainement injuste envers le duc d'Orléans couronné. Nous avons chacun ici-bas notre bête d'aversion : c'est l'araignée pour celui-ci, c'est le serpent pour celui-là...

— Oh! Sire, interrompit l'impératrice, rappelez-vous que vous me répétiez souvent que le duc d'Orléans était pour vous le type de l'homme sage, de l'honnête homme, du chef de famille.

— Sans doute, répliqua l'empereur, mais il n'était pas encore devenu « la meilleure des républiques, » il n'avait pas fait la révolution de juillet, ou du moins il n'en avait pas odieusement profité pour s'emparer du trône de son malheureux parent le roi Charles X.

Ce fut toujours là le péché d'origine que l'empereur Nicolas reprochait au roi des Français, sans vouloir admettre aucune raison d'État qui pût l'absoudre, disait-il, d'une mauvaise action commise et avouée à la face de l'Europe.

— C'est payer trop cher une couronne! ajoutait-il avec mépris.

On comprend que ces sentiments de mésestime n'avaient pu que s'augmenter et s'enraciner, à la suite de la déplorable aventure de la duchesse de Berry, guettée et prise au piége, en Vendée, au moyen de la plus infâme trahison, et enfermée dans la citadelle de Blaye, où cette imprudente et courageuse princesse s'était vue mise au pilori et forcée d'épouser un petit gentilhomme italien pour recouvrer

sa liberté, en renonçant à tous ses droits de tutrice et de mère du duc de Bordeaux.

L'empereur Nicolas avait d'abord refusé de croire aux nouvelles qui lui venaient de France sur ce triste événement :

— C'est impossible, disait-il avec une généreuse indignation : un souverain, un roi des Français ne s'est pas fait complice de Deutz, d'un vil juif, pour perdre, pour déshonorer sa propre nièce aux yeux du monde entier! Louis-Philippe peut être un conspirateur, un ambitieux, un finasseur politique, un faux bonhomme, mais ce n'est pas un monstre.

Pendant plusieurs semaines, l'arrestation et la détention de la pauvre duchesse de Berry avaient occupé tous les entretiens de la cour; l'impératrice Alexandra prenait surtout l'intérêt le plus délicat à la pénible position de l'illustre prisonnière de Blaye; elle ne cessait de solliciter l'empereur, pour qu'il vînt en aide à cette grande infortune, pour qu'il fît entendre au gouvernement français, au roi Louis-Philippe, des représentations sévères dictées par un sentiment de noble pitié, inspirées par la conscience du devoir et de l'honneur des princes, plutôt que par de mesquines considérations politiques.

Nicolas, en effet, demanda des renseignements précis à son ambassadeur à Paris, et lui ordonna de faire plusieurs démarches officieuses auprès des ministres du roi, pour plaider la cause personnelle de la duchesse de Berry et pour améliorer le sort de cette malheureuse princesse. Ces démarches, quoique réitérées avec autant d'adresse que d'énergie, par le comte Pozzo di Borgo, auprès du général Sébastiani, ministre des affaires étrangères, et aussi auprès de M. Thiers, ministre de l'intérieur, étaient restées sans aucun résultat, les deux ministres ayant protesté hautement



des intentions bénévoles du roi à l'égard de sa nièce, qui ne serait pas mise en jugement et qui recouvrerait sa liberté aussitôt que les circonstances le permettraient.

On sait quelles étaient ces circonstances, dont le Gouvernement de Juillet sut tirer parti si habilement, de manière à frapper de stupeur et d'inertie l'Opposition légitimiste. Ce fut, il faut l'avouer, un des épisodes les plus honteux et les plus inqualifiables du règne de Louis-Philippe.

L'empereur Nicolas en avait jugé ainsi, car il s'exprima plusieurs fois sur ce sujet avec une indignation, avec une véhémence, qui autoriseraient presque à dater de ce fait et de cette époque la recrudescence de son antipathie contre le roi, qu'il appelait, dans le particulier, l'*escamoteur constitutionnel*. On pourrait même supposer, jusqu'à un certain point, qu'il rappela son ambassadeur, pendant que la duchesse de Berry était encore captive à Blaye, pour montrer à tous les souverains combien il désapprouvait la conduite du roi et de ses ministres. Le bruit courut, d'ailleurs, que Pozzo di Borgo, lors de son départ, aurait dit que l'empereur de Russie voulait protester solennellement contre les outrages et les indignités dont la duchesse de Berry avait été victime.

Ce n'était pas la seule protestation que l'empereur avait faite vis-à-vis du gouvernement français, dans le cours des années 1832 et 1833. Il avait adressé, à plusieurs reprises, des plaintes énergiques au sujet des injustices et des violences que la Hollande avait à supporter de la part de la France, qui n'agissait plus que dans l'intérêt de la Belgique, et qui était ainsi juge et partie dans sa propre cause, depuis que le roi Louis-Philippe avait marié une de ses filles au roi des Belges. La conférence de Londres avait, dans plusieurs cas, fait droit aux réclamations de la Hollande appuyées par



la Russie; mais l'empereur n'en conservait pas moins de ressentiment contre le roi des Français, qui semblait avoir pris à tâche d'abaisser, de diminuer, d'effacer les Pays-Bas, au profit de la Belgique.

Le dernier grief de Louis-Philippe, le plus grave de tous vis-à-vis du tzar, ce furent ses tentatives de s'ingérer, en s'armant des traités de Vienne, dans les questions qui touchaient à la Pologne, à son organisation comme royaume, à son administration comme État séparé de la Russie.

— Je trouve un peu bien étrange, s'écria Nicolas, blessé et irrité, que le roi des barricades ait l'audace de parler des traités de Vienne, qui protestent contre son usurpation, et qui le dénoncent au tribunal des souverains de l'Europe!

Le comte de Nesselrode avait ordre d'opposer un silence inflexible à toutes les communications diplomatiques qui auraient trait à la Pologne; il devait se borner à répondre que l'empereur était seul maître et seul arbitre des destinées de ses peuples.

— Surtout, disait souvent Nicolas au vice-chancelier de l'Empire, pas d'explications, pas de justifications. Je n'admets pas qu'il puisse exister pour l'Europe une question polonaise.

Cette question polonaise n'existait que trop en Europe, principalement en Angleterre et en France, où elle était représentée non-seulement par trois ou quatre mille individus qui recevaient, comme réfugiés, un subside que le Gouvernement demandait chaque année aux Chambres, mais encore par tout ce qui composait le parti libéral et par une foule de personnes notables qui s'étaient laissé gagner à la cause de la Pologne.

Louis-Philippe, il est vrai, avait donné lui-même l'exemple de ces sympathies presque générales pour les

Polonais et pour leur révolution : son poëte ordinaire, Casimir Delavigne, avait, à son instigation, composé un chant national, *la Varsovienne,* pour faire suite à la *Parisienne*, qui avait été la *Marseillaise* de 1830 ; le roi-citoyen, comme on le surnommait alors, s'était inscrit à la tête des souscripteurs en faveur de la Pologne insurgée ; il avait même, plus d'une fois, électrisé la garde nationale de Paris, en lui annonçant des victoires éclatantes remportées par l'héroïsme polonais, victoires qui se trouvaient toujours fausses. Cependant, comme pour démentir ces démonstrations peu bienveillantes envers la Russie, il avait fait dire à l'empereur, il lui avait même écrit de sa propre main, qu'il ne songeait pas le moins du monde à intervenir dans les affaires de Pologne, et qu'il s'en rapportait absolument, pour la pacification de ce pays indomptable, à la sagesse et à la magnanimité de son souverain.

L'empereur Nicolas avait donc lieu de s'étonner et de se plaindre du subit changement de politique, qui faisait du roi des Français le défenseur avoué, l'auxiliaire sérieux des rebelles polonais.

Ce fut bien pis, quand le gouvernement anglais intervint à son tour dans la question de Pologne, par voie de représailles contre la Russie, qui ne l'avait pas consulté avant d'intervenir à main armée dans la querelle du sultan et de son vassal Méhémet-Ali. Une note diplomatique, très-nette et très-ferme, avait été adressée, par le cabinet de Saint-James, au comte de Nesselrode, pour lui représenter que le Statut organique qui avait réglé, à la date du 26 février 1832, la situation définitive du royaume de Pologne, n'était nullement conforme aux prescriptions du traité de Vienne.

Avant même que Nicolas eût pris un parti relativement à



cette note, qui l'avait vivement contrarié, et dont il voulait rejeter encore la responsabilité sur Louis-Philippe, de nouveaux débats s'élevèrent, au sujet de la Pologne, dans la Chambre des Communes de l'Angleterre. A la séance du 9 juillet, C. Fergusson, après avoir dirigé les attaques les plus violentes contre les actes du gouvernement russe à l'égard des Polonais, proposa de voter une adresse au roi, pour le supplier de refuser son assentiment à la nouvelle organisation de la Pologne, comme contraire aux stipulations formelles du traité de Vienne.

Cette proposition servit de thème à la discussion la plus animée contre la Russie et la plus injurieuse contre l'empereur. C'était probablement un coup monté pour autoriser et motiver l'intervention du gouvernement anglais dans les affaires de Pologne.

Lord Palmerston, secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique, prit la parole, non pour repousser les allégations malveillantes et mensongères des orateurs qui avaient attaqué le tzar, allié de l'Angleterre, mais pour déclarer seulement que la motion de Fergusson était de nature à compromettre les relations pacifiques des Puissances de l'Europe. Cette motion fut donc rejetée par cent soixante-dix-sept voix contre quatre-vingt-quinze, qui formaient une minorité imposante à laquelle le ministère ne pouvait se dispenser de donner satisfaction.

L'empereur Nicolas se montra très-sensible aux attaques dont son gouvernement avait été l'objet dans la Chambre des Communes; il tint conseil avec le comte de Nesselrode, et comme, avant tout, il ne voulait pas laisser peser sur lui les accusations odieuses et injustes qu'on avait osé diriger, du haut de la tribune anglaise, contre ses actes de souverain, il exigea que sa réponse parût au grand jour, au lieu



d'être enfouie dans les arcanes de la diplomatie, car il ne l'adressait pas seulement au parlement anglais, mais bien à l'Europe entière, au bon sens et à l'équité de tous les hommes impartiaux.

Après avoir, de concert avec Nesselrode, arrêté les bases et les termes de cette réponse solennelle, il en confia la rédaction à la meilleure plume de sa chancellerie, à celle du comte Michel Spéransky, lequel excellait dans ce genre de travail. C'était une longue note appuyée sur le texte du traité de Vienne et composée avec un art merveilleux, de manière à établir, par des arguments solides et irréfragables, que non-seulement le tzar était resté fidèle aux stipulations du traité, en ce qui concernait le royaume de Pologne, mais encore qu'il aurait pu ne tenir aucun compte de ce traité, que les Polonais rebelles avaient déchiré eux-mêmes.

Cette admirable note, qui fut adressée à toutes les cours européennes et publiée simultanément dans le journal officiel de Saint-Pétersbourg, se terminait par une conclusion, aussi modérée, aussi logique, aussi ferme et aussi claire, qu'on pouvait l'attendre d'un souverain qui faisait appel à l'opinion publique.

« En résumant dans leur ensemble les considérations qui précèdent, nous sommes autorisés à conclure :

« Que la Constitution polonaise de l'année 1815 n'a été garantie par aucune Puissance; qu'aucune, par conséquent, n'a contracté l'obligation ni acquis le droit d'en exiger le maintien; que cette Constitution, accordée à la Pologne par un effet de la libre volonté de l'empereur Alexandre, de glorieuse mémoire, a été mise à néant par les propres actes du gouvernement insurrectionnel, qui a proclamé la



rupture du lien établi par les traités de Vienne entre le royaume et l'empire; que, après la répression de la révolte, l'empereur Nicolas était seul maître de juger si la Charte de 1815 pouvait être rétablie ou bien si elle devait être remplacée par un ordre de choses différent, mieux approprié aux vrais intérêts des États de Sa Majesté impériale et royale; que, par le Statut organique qui a été, en conséquence, introduit dans le royaume, aucune des clauses du traité de Vienne n'a été enfreinte, puisque, en vertu de ces nouvelles institutions, le royaume de Pologne demeure *irrévocablement lié* à l'empire de Russie; qu'il a une *administration distincte;* que l'empereur continue à porter le titre de roi de Pologne, et que les Polonais ont obtenu *une représentation et des institutions nationales*, réglées d'après *le mode d'existence* politique que Sa Majesté impériale, à la suite d'une pénible expérience du passé, *a jugé utile et convenable de leur accorder;* enfin, que les obligations imposées à Sa Majesté par le traité de Vienne, relativement aux institutions intérieures de la Pologne, ne diffèrent point de celles que les gouvernements d'Autriche et de Prusse ont contractées, par la même transaction, à l'égard de leurs sujets polonais;

« Que, par conséquent, l'empereur, à l'égal de ces deux Gouvernements, n'est pas tenu d'admettre l'intervention d'une Puissance quelconque dans les questions du régime intérieur qui concernent la Pologne. »

Ce n'était pas sans motifs que l'empereur avait mis en avant l'Autriche et la Prusse, qui se trouvaient en quelque sorte solidaires avec lui dans la question polonaise : il savait, de longue date, que ces deux Puissances le suivraient sur ce terrain-là aussi loin qu'il voudrait aller ou qu'on



voudrait le pousser, et, de plus, il avait rencontré tant d'activité jalouse et presque ouvertement hostile de la part de la France et de l'Angleterre, dans une phase nouvelle de la question d'Orient, qu'il avait jugé opportun de se rapprocher à la fois de la Prusse et de l'Autriche, dans la prévision d'une triple alliance que les événements rendraient nécessaire pour faire face a l'alliance anglo-française.

Cependant, Nicolas n'avait pas voulu dévier de la ligne droite et loyale qu'il s'était tracée en mettant ses flottes et ses armées à la disposition du sultan : la paix signée entre Mahmoud et Méhémet-Ali, Ibrahim-Pacha ayant repassé le Taurus, l'escadre et les troupes russes se retirèrent, au jour fixé, sans essayer de prolonger leur occupation sur un seul point de l'Empire ottoman. Elles y laissaient pourtant un souvenir durable de leur passage et de leur généreuse mission.

Le général Mourawieff avait fait détacher des montagnes d'Anatolie un bloc de rocher, pesant deux mille pouds (environ trente-cinq mille kilos). Cette masse énorme, amenée d'une distance de six werstes, à force de bras, par les soldats russes, auxquels les soldats turcs prêtèrent un concours empressé, fut hissée, de la même manière, jusqu'au sommet d'une colline située près du promontoire de Selvi-Bournou. Dès qu'on l'eut posé et cimenté sur des assises de pierre dure, le soir du 5 juillet, Mourawieff inaugura le monument, qui devait porter pour seule inscription cette simple date anniversaire de la naissance de l'empereur Nicolas : 25 *juin* 1833.

Les officiers de terre et de mer accompagnèrent sur la colline le général Mourawieff, qui avait invité le comte Orloff, le vice-amiral Lazareff et le ministre Boutenieff, à honorer de leur présence la consécration d'un monument des-



tiné à perpétuer le souvenir du séjour des troupes russes en Asie Mineure. La musique et les chœurs de tous les régiments firent entendre les airs nationaux de la Russie, et quand la nuit devint plus obscure, on alluma des feux de joie sur la pierre gigantesque, qu'on avait décorée de guirlandes de fleurs et entourée d'une étincelante illumination; puis, après le souper, qui réunissait un grand nombre d'invités sous une tente dressée au bord de la mer, tous les convives se rendirent au pied du monument, pour porter un toast à la santé de l'empereur, toast auquel la flotte et l'armée s'associèrent en poussant un cri unanime de hourra.

Deux jours après, l'anniversaire de la naissance de l'empereur fut célébré avec beaucoup de pompe à l'hôtel de l'ambassade de Russie, à Bouyukdéré, par un grand déjeuner d'apparat, des salves d'artillerie, des illuminations, un feu d'artifice et un bal. Le sultan, qui habitait alors son palais d'Été sur le Bosphore, arriva incognito sur son bateau à vapeur, pour voir le feu d'artifice, qui se termina par un bouquet de six mille fusées, éclatant et jaillissant du haut de la montagne du Géant, tandis qu'une décoration lumineuse représentait le temple de la Paix avec les chiffres de Mahmoud et de Nicolas.

Le sultan, à qui le comte Orloff était allé rendre visite à bord de son bateau, lui annonça qu'il avait donné l'ordre de faire graver sur le monument commémoratif de l'anniversaire de la naissance du tzar cette inscription turque en quatre vers, dont voici la traduction littérale : « *C'est sur cette plage que l'armée russe vint en amie et repartit de même. Que ce rocher colossal soit le monument qui en conserve le souvenir! Puisse l'union des deux empires être aussi durable et aussi solide! Et que la tradition s'en perpétue dans la bouche des amis jusqu'aux temps les plus reculés!* »



Les principaux dignitaires de la Porte, le corps diplomatique et la haute société de Péra, assistaient au bal qui finit par un souper, dans lequel le grand-vizir porta un toast à l'empereur de Russie, qu'il nomma « l'ami de Sa Hautesse le sultan, » et le comte Orloff y répondit par un toast au sultan, « le meilleur ami de Sa Majesté. »

Les troupes russes, qui avaient levé le camp depuis plusieurs jours, s'embarquèrent, avec toute l'artillerie et tout le matériel, dans la journée du 9 juillet, et le lendemain, l'escadre, saluée par tous les forts des côtes, fit voile pour Sébastopol. Le comte Orloff, dont la mission était terminée, ne resta que le temps nécessaire pour prendre congé des autorités turques, et reçut à bord du vaisseau le *Tchesma* la visite d'adieu du séraskier-pacha, qui le pria de déposer aux pieds de l'empereur la lettre suivante, écrite au nom du sultan :

« Sire,

« Les troupes de Votre Majesté ont quitté le Bosphore; il ne reste plus, en ce moment, au milieu de nous, que leur chef, le noble représentant de cette amitié auguste qui vient de prêter au trône musulman un si généreux appui. Notre reconnaissance, notre affection, nos vœux, ne suffisent plus à le retenir; ses devoirs l'appellent auprès de Votre Majesté. En le voyant partir, j'éprouve le besoin d'exprimer à Votre Majesté, en qualité de ministre de la guerre de Sa Hautesse, les sentiments particuliers qu'a fait naître en moi le séjour à Constantinople des belles légions qui y ont été dirigées par votre ordre.

« Le débarquement, lors de leur arrivée, de même que leur embarquement, opéré en quelques heures dans l'un de



ces derniers jours, ont été des modèles d'ordre, de précision, d'une organisation puissante, dont tous les détails sont combinés pour former un ensemble d'une étonnante perfection.

« Une discipline admirable, une régularité de conduite qui ne s'est pas un seul instant démentie, ni chez les officiers, ni chez les soldats, pendant toute la durée de leur séjour ici, ont mérité les éloges unanimes du peuple de la capitale et font le plus grand honneur aux chefs supérieurs qui savent sans effort rendre toujours leur autorité présente et respectable.

« De la part des soldats, obéissance absolue, dévouement à leurs devoirs, discipline invariable ; dans les chefs, la science du commandement unie à la connaissance de toutes les parties de la haute instruction militaire.

« Telle est, Sire, l'impression que m'ont laissée les troupes de Votre Majesté.

« Mais quelle que soit la perfection de cette organisation remarquable, elle ne peut absorber tous nos hommages; ils s'adressent à un fait plus grand encore et qui mérite un rang plus élevé dans l'estime publique; je veux dire l'esprit admirable de désintéressement, qui a signalé l'expédition ordonnée par Votre Majesté. L'Histoire la proclamera comme l'une des plus nobles actions qui puissent marquer la carrière d'un grand prince, et dès à présent, la reconnaissance du souverain musulman et de son peuple, l'approbation de l'Europe entière, offrent à Votre Majesté la première récompense que puisse ambitionner une grande âme.

« Veuillez, Sire, prêter une bienveillante attention aux paroles que M. le comte Orloff vous fera entendre de notre part; il exprimera bien mieux que je ne puis faire, tout

ce que nous inspirent la loyale amitié, la grandeur et la gloire de Votre Majesté. Les protestations de la gratitude, les hommages d'une admiration sincère, ne sauraient trouver un plus digne interprète, qu'un serviteur si distingué et si fidèle.

« Daignez agréer, Sire, l'expression des sentiments que j'ai l'honneur de déposer aux pieds de Votre Majesté et en même temps l'hommage du profond respect et de l'admiration sincère, avec lesquels j'ai l'honneur d'être, Sire, de Votre Majesté, le très-humble et très-obéissant serviteur,

« Le Séraskier-Pacha.

« Eski-Saraï, le 29 juin (11 juillet, nouv. st.) 1833. »

Nicolas n'avait pas attendu le retour du comte Orloff à Saint-Pétersbourg, où il n'arriva que le 21 août, pour lui donner une première marque de reconnaissance, en l'élevant au grade de général de cavalerie (ukase du 11/23 juillet). Il avait aussi récompensé le vice-amiral Lazareff, en le nommant son aide de camp général (1/13 juillet), et l'on disait déjà que ce vice-amiral, qui passait pour le meilleur officier de la marine russe, était désigné pour remplacer le vieil amiral Greig, en qualité de commandant en chef de la flotte et des ports de la mer Noire.

L'empereur n'avait pas oublié son ambassadeur Bouteniеff, auquel il conféra, par un rescrit du 15/27 juillet, la grand'croix de l'ordre de Saint-Vladimir de la deuxième classe. Quelques jours plus tard, il adressa un rescrit, daté du 31 juillet/12 août, au baron de Sturmer, internonce d'Autriche près la Porte Ottomane, en lui envoyant la grand'croix en diamants de l'ordre de Sainte-Anne, de la première classe, comme un témoignage de sa haute satis-



faction pour la coopération loyale et active que ce ministre avait apportée aux négociations qui avaient pour but la conservation de l'Empire ottoman.

Cette distinction exceptionnelle, accordée à l'ambassadeur autrichien dans les circonstances présentes, et motivée en pareils termes, prouvait assez le rapprochement amical qui s'était opéré entre l'Autriche et la Russie pendant l'intervention russe à Constantinople.

L'empereur Nicolas ne dissimulait pas qu'il avait eu lieu de se plaindre de la conduite défiante et hostile des cours de France et d'Angleterre, dans les négociations entamées à Constantinople, et qu'il ne souffrirait point la moindre atteinte à ses droits et à sa dignité de souverain. Il était donc bien décidé à maintenir, même par les armes, les actes de son gouvernement en Pologne et ceux de sa diplomatie en Orient.

Pendant que ses escadres, maîtresses du Bosphore, stationnaient devant Constantinople, une autre flotte russe, commandée par l'amiral Ricord, ne perdait pas de vue, dans la Méditerranée, les escadres anglaise et française. On avait pu craindre que la Triple Alliance ne se rompît dans le choc inopiné d'une bataille navale. Les marins des trois nations restèrent ainsi plusieurs mois en présence, sans en venir aux hostilités, mais la guerre, une grande guerre, semblait devoir être la conséquence inévitable des rivalités d'influence qui se heurtaient sans cesse dans la question d'Orient.

Cette guerre, Nicolas l'acceptait en principe et s'y pré-

parait déjà ostensiblement, en remplissant ses arsenaux, en faisant construire des navires, en augmentant ses armées; il n'attendit même pas, pour décréter une conscription générale, que le nouveau recensement, qu'il avait ordonné (manifeste du 16/28 juin 1833), fût exécuté. Ce recensement, il est vrai, était destiné surtout à remédier à l'inégalité de la répartition des impôts, par suite des changements survenus dans le chiffre de la population depuis le dernier recensement de 1816. L'empereur, par un ukase du 1er/13 août 1833, décréta, pour remplir les vides qui s'étaient faits dans les rangs de ses armées de terre et de mer, qu'une levée de quatre recrues par mille hommes aurait lieu immédiatement dans tout l'empire, excepté dans les gouvernements du Sud, où, la récolte ayant manqué, par suite des sécheresses extraordinaires de l'été, la disette s'annonçait sous les plus tristes auspices.

Peu de jours avant la promulgation de cet ukase, l'empereur avait passé en revue la flotte dans la rade de Cronstadt et donné un grand dîner à tous les élèves des écoles militaires campés à Péterhoff. Ce dîner, qui eut pour spectateurs un grand nombre de personnages de distinction et, entre autres, l'ambassadeur d'Autriche, que l'empereur invitait alors à toutes les cérémonies et à toutes les fêtes, présenta un émouvant tableau de famille militaire, en quelque sorte, destiné à faire une vive et utile impression sur les esprits les plus hostiles à la Russie.

Le dimanche 28 juillet, la solennité commença par une messe à laquelle assistèrent seuls les premiers pelotons des écoles, tandis que les autres élèves étaient rangés en bataille sur la pelouse qui fait face au palais de Péterhoff; au sortir de la messe, l'empereur se mit à la tête du 1er peloton du 1er corps des cadets et fit défiler devant l'impé-

ratrice toutes les écoles militaires. Le grand-duc héritier se trouvait dans les rangs du 1er corps ; le grand-duc Constantin, dans ceux du corps des cadets de la marine.

On se rendit ensuite dans le jardin supérieur, où les tables étaient servies pour deux mille cinq cents convives, sous une tente ornée de trophées d'armes et de drapeaux. Le grand-duc héritier et son frère Constantin prirent place, le premier avec les cadets du 1er corps, le second avec les cadets de la marine.

Pendant tout le repas, l'empereur et l'impératrice circulaient autour des tables, en adressant la parole à leurs jeunes hôtes, avec une bienveillance et une affabilité toutes paternelles. Les élèves, émus jusqu'aux larmes, répondaient à Leurs Majestés par les transports d'une joie franche et reconnaissante. L'empereur prit un verre de vin et porta un toast à la santé de ces braves jeunes gens, qu'il nomma « l'espoir de la patrie. » Tous les cœurs s'épanchèrent dans un long cri d'enthousiasme.

Après le dîner, Nicolas fit sortir des rangs les orphelins polonais qui avaient perdu leurs parents dans la guerre de Pologne : il les conduisit à l'impératrice et les lui présenta, en les nommant ses enfants.

— Ce sont bien mes enfants, répéta-t-il à haute voix, puisqu'ils n'ont plus d'autre père que moi. Voici, ajouta-t-il avec intention, le fils du général comte Hauke, qui a péri dans la fatale insurrection de Varsovie, en défendant les droits de son souverain légitime ; voilà les trois fils du colonel Sowinski, qui fut tué dans les rangs des rebelles, en défendant les fortifications de Wola contre l'armée russe. Eh bien ! je les confonds tous dans ma tendresse de père, puisqu'ils sont orphelins, et je veux qu'ils apprennent, les uns comme les autres, à aimer la Russie et à la servir, car



la Russie les adopte et ne les sépare pas de ses véritables enfants.

Le lendemain, l'empereur qui avait donné l'ordre à la flotte de Cronstadt de mettre à la voile et de venir l'attendre devant Krasnaïa-Gorka, s'embarqua sur l'*Ijora*, avec le prince Albert de Prusse, l'ambassadeur d'Autriche et quelques personnes de sa suite. Le grand-duc Michel était alors à Moscou, ainsi que la grande-duchesse Hélène et ses filles. Le bateau à vapeur impérial eut bientôt rejoint la flotte, qui s'avançait à toutes voiles, en formant une ligne imposante. L'amiral Crown, qui commandait cette flotte composée d'un grand nombre de navires, avait transporté son pavillon à bord d'une frégate, la *Cérès*. L'empereur le fit saluer par onze coups de canon et témoigna en même temps sa satisfaction, au moyen d'un signal, pour le bel alignement de la flotte. Les hourras de tous les équipages répondirent à ce signal flatteur. Les escadres se déployèrent en ligne de bataille et défilèrent devant l'*Ijora*, qui, se trouvant placé au centre de la flotte, arbora le pavillon impérial : il fut salué par dix-huit cents bouches à feu.

En ce moment, le grand-duc Constantin arriva sur le vapeur l'*Alexandra*. Aussitôt l'empereur fit arborer, au mât de misaine de l'*Ijora*, le pavillon de grand-amiral, qui flottait pour la première fois devant la flotte, et le salua de quinze coups de canon. Pendant ce temps-là, les escadres réunies avaient viré de bord et se préparaient à offrir au jeune grand-amiral le spectacle d'un combat naval.

Le grand-duc Constantin était monté à bord de l'*Ijora*, qui portait son pavillon de grand-amiral à côté du pavillon de l'empereur. Il avait entendu, sans s'émouvoir, la détonation simultanée de toute l'artillerie de la flotte, mais il fut vivement ému et vivement attristé, quand il apprit



qu'un accident venait d'avoir lieu sur un des vaisseaux : un matelot, tombé à la mer, s'était noyé. Le petit prince s'informa de ce qu'on avait fait pour sauver ce malheureux, èt il exprima le regret d'avoir été peut-être la cause de ce fatal accident.

Cependant, la flotte, ayant reçu des ordres de l'empereur, se divisa en deux colonnes, chacune ayant en tête les vaisseaux de cent canons, sur lesquels flottaient les pavillons de deux vice-amiraux chargés du commandement des divisions. L'une de ces divisions, sous les ordres du vainqueur de Navarin, le comte de Heyden, devait simuler l'attaque de Cronstadt, en essayant de pénétrer dans le port, que l'autre division s'efforcerait de défendre.

Le simulacre de ce combat naval présenta un spectacle à la fois majestueux et terrible, car tous les mouvements et toutes les péripéties d'une lutte réelle furent imités avec une effrayante vérité. Les navires faisaient un feu incessant, et s'approchaient l'un de l'autre, en tirant des bordées. Lorsque l'escadre d'attaque eut reçu l'ordre de rompre la ligne ennemie, et que cette manœuvre, vigoureusement exécutée, avec autant de promptitude que de précision, se trouva entravée par les habiles évolutions de l'escadre de défense, l'empereur donna le signal de la fin du combat.

Il remercia l'amiral Crown de la belle fête navale que cet amiral lui avait offerte, et il le pria de transmettre ses félicitations à tous les marins qui avaient si bien rempli leurs rôles.

— Dites-leur, de ma part, que l'empereur est content d'eux, cria-t-il avec le porte-voix, tandis que la frégate amirale s'éloignait de l'*Ijora*, et que le grand-amiral porte un toast à la santé de tous ses camarades de la flotte.



Le déploiement des forces maritimes de la Russie dans la mer du Nord semblait un défi à l'adresse de l'Angleterre, qui savait que la flotte russe du vice-amiral Ricord était encore en observation dans la Méditerranée.

La crainte d'une guerre européenne n'avait pas empêché l'empereur de répartir ses soins entre tous les services de l'administration de l'Empire. Il n'avait jamais été plus actif, au contraire, pour introduire dans son gouvernement les améliorations qu'il empruntait parfois à ses voisins et qu'il se hâtait de s'approprier. Ainsi, à peine la loi sur l'expropriation pour cause d'utilité publique eut-elle été discutée et adoptée par les Chambres françaises, que le ministre des finances, Cancrine, proposa une loi analogue, plus conforme aux mœurs russes, et les dispositions de cette loi furent sanctionnées par un ukase du 7/19 juin.

L'empereur établit aussi, d'après le système récemment inauguré en France pour la création des routes, un nouveau règlement relatif aux voies de communication, que la Russie avait tant d'intérêt à multiplier et à tenir en bon état. Les routes devaient à l'avenir se diviser en cinq classes : routes de communications principales, routes de grandes communications, routes de poste ordinaire d'un gouvernement à l'autre, routes de poste et de commerce dans les districts, et enfin, chemins vicinaux; les routes de la première classe seraient seules construites et entretenues aux frais de la couronne; celles de la seconde classe, au moyen des redevances territoriales; celles des troisième et quatrième classes, aux frais des gouvernements et des districts; les chemins vicinaux restaient à la charge des propriétaires et des paysans de la couronne.

Le duc Alexandre de Wurtemberg, qui depuis plus de quinze ans s'appliquait avec tant de zèle à perfectionner



les voies de communication en Russie, ne fut pas témoin de la mise en vigueur des dispositions nouvelles qu'il avait préparées, de concert avec les ministres des finances et de l'intérieur, en s'aidant des conseils et des lumières du général Bazaine. Il était mort à Gotha, le 4 juillet, après une maladie chronique qui l'avait forcé de demander un congé à l'empereur, pour venir se reposer auprès de sa fille, la duchesse de Saxe-Gotha.

Cette mort, quoique prévue d'avance, avait beaucoup affligé la famille impériale de Russie, qui prit le deuil pour six semaines et qui fit célébrer dans la chapelle du palais de Péterhoff un service funèbre en l'honneur de cet excellent prince. Un autre service funèbre fut célébré, à Saint-Pétersbourg, dans l'église luthérienne de Sainte-Anne, en mémoire du défunt, qui était patron de cette église. Les généraux et employés civils et militaires du corps des voies de communication assistaient à la cérémonie. L'émotion profonde et les larmes de tous ceux que le duc Alexandre de Wurtemberg avait eus sous ses ordres, furent sa plus touchante oraison funèbre, quoique le pasteur Reinboth se fit l'éloquent interprète de la douleur des assistants.

L'empereur, qui s'était occupé de l'entretien des routes de grande et de petite communication, dans l'intérêt du commerce intérieur, témoigna encore mieux la sympathie dont il honorait le commerce national, en créant à Saint-Pétersbourg une école pour la navigation marchande. Cette fondation avait pour objet de donner des capitaines de navire russes à la marine marchande, qui se voyait obligée d'avoir recours à l'intermédiaire des marins étrangers. La nouvelle école allait réunir trente-deux jeunes gens, fils de négociants ou marchands russes, destinés à suivre les cours pendant quatre ans, pour apprendre non-seulement l'art



nautique, mais encore les mathématiques, la géographie, et les langues française, anglaise et allemande. A l'expiration des quatre années, ils seraient placés, pendant quatre autres années, sur des navires où ils s'instruiraient à la fois dans la théorie et la pratique de la navigation ; après quoi ils pourraient, en qualité de capitaines de marine marchande, rendre des services inappréciables au commerce maritime.

Cet utile établissement, auquel était attaché un joli brick, construit à Libau pour l'usage spécial des élèves, aurait pu être rangé dans les attributions du nouveau chef de l'instruction publique, le conseiller privé Ouvaroff, qui s'était déjà fait une position très-solide dans le comité des ministres, quoiqu'il ne fût encore qu'adjoint ou ministre provisoire, et qui avait été nommé en titre, à la place du général prince Charles de Lieven ; car l'empereur, par un ukase du 18-30 mars 1833, avait obtempéré enfin à la demande du prince qui, en raison du mauvais état de sa santé, n'avait pu conserver plus longtemps ses fonctions ministérielles.

Charles de Lieven avait toujours fait partie de la société intime de l'empereur, malgré la différence d'âge qui existait entre eux; il exerçait même une influence d'habitude sur l'esprit de son auguste ami, quoiqu'il ne songeât pas à se servir de cette influence dans un intérêt d'ambition ou de fortune. C'était son zèle ardent pour l'Église gréco-russe, qui dominait sans cesse ses préoccupations et qui dirigeait tous ses actes. On peut donc faire remonter à lui, à son crédit, à son autorité auprès de l'empereur, à sa prépondérance dans le Conseil de l'Empire, la plupart des mesures violentes et inutiles que le gouvernement russe crut devoir prendre, non-seulement en Pologne, mais encore dans les

anciennes provinces polonaises, pour comprimer et diminuer l'action politique de l'Eglise catholique.

Ces mesures n'avaient peut-être pas pour but de restreindre ou d'entraver l'exercice du culte professé par une partie des habitants de la Lithuanie, de la Podolie et de la Wolhynie, mais elles eurent l'apparence d'une persécution religieuse, et c'en fut assez pour motiver les plaintes de la population, qui retentirent jusqu'à la cour de Rome. Bien des couvents avaient été supprimés et même confisqués, comme n'ayant pas un nombre de religieux suffisant pour les desservir ou du moins pour dépenser les revenus énormes appartenant à ces communautés; les moines et les abbés, qui avaient essayé de protester contre ces vexations arbitraires, s'étaient vus maltraités, emprisonnés et même déportés en Sibérie. On avait surtout blâmé amèrement les rigueurs dont quelques ecclésiastiques avaient été victimes, entre autres le vénérable abbé Sierocinski, lequel, âgé de quatre-vingts ans, fut condamné à la perte de ses biens et de sa noblesse et envoyé en exil à Tobolsk.

Mais, en accusant de ces cruautés l'orthodoxie russe, on se gardait bien de dire que les prêtres et les religieux catholiques, qui avaient eu à subir de mauvais traitements, devaient s'accuser dans leur for intérieur de les avoir jusqu'à un certain point mérités par leur conduite pendant l'insurrection de Pologne.

Il ne faut pas, non plus, perdre de vue que les établissements monastiques, qui se trouvaient en butte à de fâcheuses représailles, avaient prêté ouvertement aux rebelles un appui plus ou moins imprudent. Quoi qu'il en soit, on est fondé à imputer au prince Charles de Lieven, plutôt qu'à l'empereur lui-même, une série de décisions sévères et sans doute trop partiales, relatives aux couvents, aux églises et



aux universités de la Pologne et des anciennes provinces polonaises. L'ukase du 7/19 juillet 1832, fut un de ceux qui souleva le plus d'irritation parmi les habitants catholiques de ces provinces: en vertu de cet ukase, la moitié des églises catholiques était affectée au culte grec, le nombre de ces églises étant tout à fait disproportionné, eu égard au nombre des desservants et des fidèles; en outre, il fut ordonné que toute église catholique, qui tomberait en ruines par suite de l'abandon de ses paroissiens, serait immédiatement remplacée par une église grecque construite et entretenue aux frais de l'État. Le peuple, privé ainsi de ses églises les plus anciennes, parmi lesquelles il y avait des sanctuaires renommés par les reliques qu'ils possédaient et par les pèlerinages dont ils étaient l'objet depuis plusieurs siècles, ne se consola pas, en répétant à voix basse cette noble et touchante protestation du prince roumain Sangusyko, qui fut mis en jugement pour avoir pris part à la révolution polonaise et qui, au lieu de se défendre, réclamait contre la fermeture des églises catholiques : « Nos morts, plus heureux que nous, pourront du moins protester, du fond de leurs cercueils, contre une pareille profanation! »

Le sentiment unanime du pays avait anathématisé une mesure d'ordre administratif, juste et sage au fond, mais dure et brutale dans la forme, qui frappait le catholicisme polonais dans ses affections les plus saintes. Les paysans n'osaient plus passer devant les églises surmontées de la croix grecque et consacrées désormais au culte orthodoxe; ils racontaient, dans leur foi naïve, que les trépassés, qui avaient leur sépulture dans ces églises, se relevaient la nuit et sortaient de leurs tombeaux pour pratiquer l'exercice du culte catholique interdit aux vivants.



Cette espèce de persécution religieuse avait été plus pénible et plus intolérable à la population polonaise que toutes les autres conséquences de leur malheureuse révolution. Ainsi, on attendait presque avec indifférence la sentence définitive de la commission extraordinaire, composée mi-partie de Russes et de Polonais, et présidée par le général Sulima, contre les coupables qui n'avaient pas été compris dans les différentes catégories de l'amnistie impériale. Il est vrai que le plus grand nombre des condamnés étaient alors en sûreté à l'étranger.

La retraite du prince Charles de Lieven, à qui on n'attribuait pas sans raison les rigueurs exercées contre le culte catholique, ou plutôt contre les couvents et les églises de Pologne, fut considérée comme un changement de système en matière de police religieuse et d'instruction publique. On savait, en effet, qu'Ouvaroff, qui n'était pas seulement un savant aimable et spirituel, avait la prétention d'opérer en Russie une réforme radicale dans l'éducation, en la rendant presque obligatoire et en lui imprimant un caractère essentiellement national. L'empereur approuvait ces projets d'innovation, et Ouvaroff était à l'œuvre pour les appliquer sur la plus large échelle.

On put aussi s'apercevoir que Charles de Lieven, retiré, pour rétablir sa santé, dans ses terres de Courlande, n'était plus là pour faire obstacle à l'esprit de tolérance religieuse, qui avait toujours animé l'empereur, quand on apprit que la vieille église catholique de Moscou allait se relever de ses ruines, par la protection et la munificence du chef de l'église orthodoxe gréco-russe. Nicolas avait fait plus que d'accorder un prêt de 50,000 roubles pour la reconstruction de cette église ; il avait envoyé un don important affecté à cet objet, et par son ordre, le prince

Galitsyne, gouverneur général militaire de Moscou, et les principales autorités civiles, assistèrent, le 23 août, à la bénédiction de la première pierre de l'édifice, ce qui fut un sujet d'étonnement et même de scandale pour les vieux Russes, qui ne comprenaient rien aux exigences de la civilisation moderne, et aux concessions que les souverains, comme les peuples, étaient tenus de lui faire.

CCI

Le matin du 28 août, l'empereur Nicolas s'embarquait sur son bateau à vapeur l'*Ijora*, pour se rendre par mer à Stettin.

L'impératrice et le césarévitch ne l'accompagnaient pas dans ce voyage, qui avait un but tout politique. L'empereur allait s'aboucher avec le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche, pour conclure avec eux une alliance défensive, en vue de la conservation de leurs provinces polonaises. Le prince Albert de Prusse était parti, deux jours auparavant, afin d'annoncer à son père l'arrivée du tzar, qui ne devait que traverser la Prusse incognito, avant de passer en Bohême et de s'arrêter au château de Munchen-Graetz, où l'empereur d'Autriche viendrait l'attendre.

L'Europe, en ce moment, était attentive et inquiète, car on ne savait pas si la paix ou la guerre serait le résultat de ces conférences entre les trois souverains, qui avaient dû se mettre en garde contre le mauvais vouloir de l'Angleterre et de la France à leur égard, et qui ne voulaient plus souffrir qu'on fît mine de les menacer et de porter atteinte à leurs droits héréditaires, en leur demandant compte du partage semi-séculaire de la Pologne.



C'était donc une coalition que les trois souverains entendaient opposer aux tentatives d'intervention diplomatique des puissances occidentales, qui prétendaient se faire une arme des traités de Vienne, qu'elles avaient elles-mêmes plus d'une fois violés et tourmentés à leur profit. On pouvait croire que cette coalition ne se bornerait pas à maintenir l'état de choses existant dans les pays d'origine polonaise, et qu'elle exercerait son action directe sur toute l'Allemagne et son influence immédiate sur le reste de l'Europe. Il était évident, d'ailleurs, qu'elle serait dirigée contre les progrès de l'esprit révolutionnaire, non-seulement chez les peuples, mais encore dans les gouvernements.

Le départ du comte de Nesselrode, qui avait précédé celui de l'empereur de Russie, annonçait assez que les conférences de Munchen-Graetz devaient se résumer en un traité définitif. Nicolas emmenait avec lui le prince Wolkonsky, ministre de sa maison; ses aides de camp généraux, le comte Benkendorff, le comte Orloff et le baron d'Adlerberg, et l'aide de camp prince Souvaroff.

A peine était-il embarqué à Cronstadt, qu'une des plus affreuses tempêtes qui se fussent jamais déchaînées sur les mers du Nord, vint mettre obstacle à la marche du navire : le vent de nord-ouest soufflait avec tant de violence, qu'il poussait les eaux du golfe de Finlande dans celles de la Néwa. La première pensée de l'empereur fut la crainte d'une inondation à Saint-Pétersbourg.

Le navire impérial était, par bonheur, solidement construit, et il put résister, en fatiguant beaucoup, à la force du vent et des flots; mais il semblait parfois reculer, au lieu d'avancer.

Nicolas, obligé de se tenir enfermé dans la chambre d'arrière, car il eût été impossible de rester sur le pont, que les



vagues couvraient à tout moment, se mit à travailler, pour passer le temps, malgré l'horrible tangage du bâtiment, malgré tous les bruits incessants de la manœuvre et de la tempête. Rien ne troublait sa tranquillité d'esprit, et, durant une partie de la nuit, il lut les mémoires et les notes dont ses ministres avaient rempli son portefeuille.

Il s'occupa surtout de l'examen d'un nouveau règlement concernant les pensions des artistes des théâtres impériaux, de leurs veuves et de leurs enfants. D'après ce règlement, qu'il approuva en le datant du 15/27 août, les artistes russes, après vingt ans de services consécutifs et honorables, auraient droit à une pension qui ne pourrait dépasser 4,000 roubles; les artistes étrangers, après dix ans de services dans les théâtres impériaux, ne toucheraient qu'une pension inférieure de moitié à celle des artistes nationaux. Le terme rigoureux du service exigé pour la pension pourrait être diminué de cinq ans, pour causes de vieillesse, de maladie ou d'infirmité. Ce règlement, dicté par la plus généreuse sollicitude à l'égard des artistes, devait remplacer ceux des 3/15 mai 1825 et 13/22 novembre 1827.

La tempête dura sans relâche pendant toute la nuit; l'empereur s'était mis au lit avec autant de calme que s'il n'eût pas quitté son palais de Tzarskoé-Sélo, et il dormit tranquillement jusqu'au jour. A son réveil, l'état de la mer n'avait fait qu'empirer, et le capitaine du navire désespérait de pouvoir sortir du golfe de Finlande, tant que le vent ne changerait pas.

— L'impératrice doit être bien inquiète! dit l'empereur, qui était resté pensif en écoutant le fracas de la tourmente. Elle avait raison de m'empêcher de partir par mer. C'est un retard de deux jours peut-être.

Le capitaine n'était pas sans crainte sur le sort du bâti-



ment, qui tournait sur lui-même et n'avançait avec peine qu'en courant des bordées. L'empereur donna ordre de retourner en arrière et de gagner la côte la plus voisine, car un brouillard intense empêchait de savoir au juste à quelle latitude se trouvait le navire.

— Te souviens-tu, dit l'empereur au général d'Adlerberg, te souviens-tu de la belle tempête que nous essuyâmes dans la mer Noire, en revenant de Varna à Odessa?

— Si je m'en souviens, Sire! répondit le général avec émotion. Mais je m'en souviendrais de meilleur cœur, si nous étions à terre!

— Nous avons sans doute une bien mauvaise mer, reprit l'empereur en s'adressant aux comtes Orloff et Benkendorff, qui ne paraissaient nullement rassurés; mais ce n'est rien auprès du danger que j'ai couru, en octobre 1828, à bord de l'*Impératrice Marie*, et pourtant, je l'avouerai, je suis moins calme et moins résigné aujourd'hui, parce que je me préoccupe des angoisses que doit éprouver ma pauvre femme, en pensant que nous sommes sur mer, par cet affreux temps!

Ce n'est que dans la soirée que l'*Ijora* put entrer dans la rade de Péterhoff et y jeter l'ancre. L'empereur eut beaucoup de peine à débarquer avec sa suite : il ne prit pas même le temps de changer de vêtements, quoiqu'il fût mouillé de la tête aux pieds; il s'élança dans son droschki et arriva au palais de Tzarskoé-Sélo en même temps que le courrier, qu'on avait dépêché pour annoncer son heureux débarquement à l'impératrice.

Depuis la veille, les rumeurs les plus sinistres avaient circulé à Saint-Pétersbourg, où les eaux de la Néwa débordée menaçaient de causer de grands malheurs : on n'était troublé que du péril imminent que courait l'empereur, et l'on



craignait que le bâtiment à bord duquel il se trouvait n'eût sombré dans le golfe de Finlande.

L'impératrice et ses enfants accoururent, tout en larmes, au-devant de l'empereur, qui descendait de voiture, les habits trempés et collés sur le corps, comme s'il sortait d'un naufrage; il les rassura, en les embrassant avec joie :

— Depuis que j'ai mis le pied sur le navire, dit-il gaiement, je puis me vanter d'avoir eu une bien mauvaise mer, et je devrais lui garder rancune, car, si amoureux que je sois de la mer, il me faut bien reconnaître qu'elle ne m'a jamais payé de retour. N'importe, comme les vrais amoureux, je persiste à aimer la cruelle.

Après avoir passé la nuit à Tzarskoé-Sélo, Nicolas voulut se montrer aux yeux des habitants de Saint-Pétersbourg, pour dissiper les alarmes et les incertitudes qui s'étaient répandues, dans la capitale, au sujet de son embarquement. La malveillance avait déjà propagé partout la nouvelle du naufrage de l'*Ijora*.

Il partit en poste, dans la soirée du 31 août, accompagné seulement d'Alexandre Benkendorff, pour faire son voyage par terre; et comme il avait à réparer un retard de deux jours, il voyagea, presque sans s'arrêter, avec une telle rapidité, qu'il franchit, en moins de soixante heures, l'énorme distance de deux cent vingt lieues, qui le séparait de Schwedt-sur-l'Oder, où le roi de Prusse était venu l'attendre.

Le roi Guillaume avait eu déjà plusieurs entrevues avec l'empereur d'Autriche, à Theresiendstadt et à Tœplitz, dans le cours du mois d'août, et les conférences entamées entre ces deux souverains s'étaient couvertes, comme toujours, du prétexte des manœuvres militaires qui avaient eu lieu en même temps. L'empereur de Russie devait, à son tour, re-



prendre ces conférences et assister aussi aux manœuvres des troupes autrichiennes.

Le roi de Prusse s'était rendu à Schwedt, avec ses fils les princes Guillaume et Charles, accompagnés de leurs épouses et de la princesse de Liegnitz, tandis que le prince royal allait à Stettin, pour recevoir l'empereur à son débarquement, car on ne savait pas encore que Nicolas eût changé son itinéraire. Aussi, le retard de son arrivée avait-il jeté un nuage d'inquiétude et de tristesse parmi les augustes hôtes de Schwedt, qui n'apprirent la cause de ce retard, qu'en voyant enfin paraître l'empereur, qui avait voyagé, jour et nuit, en faisant six lieues à l'heure.

A la famille royale de Prusse s'étaient réunis, pour voir le tzar, les princes de Hesse, de Mecklembourg-Schwérin, de Mecklembourg-Strélitz, le duc de Cambridge et le prince Radziwill. Les quatre jours que l'empereur Nicolas passa dans ce centre de cordiale intimité, ne furent pourtant pas perdus pour la politique. Le comte de Nesselrode, qui avait rejoint son auguste maître, eut de longs et fréquents entretiens avec M. Ancillon, ministre des affaires étrangères de Prusse.

L'empereur Nicolas quitta Schwedt, le 9 septembre, avec le prince royal de Prusse ; il arriva, le lendemain soir, au château de Munchen-Graetz, où l'empereur et l'impératrice d'Autriche le reçurent avec empressement.

Il fut agréablement surpris de trouver, à son arrivée, sa sœur aînée Marie Pavlovna, grande-duchesse de Saxe-Weymar, qu'il n'avait pas vue depuis plusieurs années, et qui était venue, avec le grand-duc son mari, s'établir au château, pendant le séjour du tzar en Bohême.

Le vaste château de Munchen-Graetz, lequel avait fait partie des domaines du fameux Wallenstein, est admirable-



ment situé, au milieu des montagnes, dans un des sites les plus pittoresques du pays. Suivant le désir de l'empereur de Russie, la réception qu'on lui fit dans ce manoir historique ne fut signalée par aucune fête de cour, et les graves questions d'État qu'il eut à traiter avec l'empereur d'Autriche, soit dans leurs entretiens particuliers, soit en présence de leurs ministres, échappèrent ainsi à la curiosité et à l'indiscrétion des quêteurs de nouvelles. On peut supposer que tous les points noirs qui se montraient à l'horizon politique de l'Europe avaient attiré d'avance l'attention des trois souverains, qui semblaient d'intelligence pour maintenir la paix générale et pour étouffer le germe des révolutions.

L'empereur Nicolas consacrait à la société de l'empereur et de l'impératrice d'Autriche, du grand-duc et de la grande-duchesse de Saxe-Weymar, tout le temps que lui laissaient les travaux multipliés de son gouvernement, qu'il n'avait pas interrompus un seul jour, et dont l'immense détail se renouvelait sans cesse à chaque nouveau courrier que ses ministres lui expédiaient de Saint-Pétersbourg.

Nombre d'ukases et de rescrits furent datés de Munchen-Graetz, et l'empereur, en adressant à quelques-uns de ses fidèles serviteurs une distinction honorifique qui leur arrivait du fond de la Bohême, avait tenu sans doute à leur prouver qu'il ne les oubliait pas, quoique loin d'eux. Ainsi, le conseiller d'État Joukowski, gouverneur intérimaire du grand-duc héritier, en l'absence du général Mœrder, que son triste état de santé avait forcé de partir pour l'Italie, fut nommé chevalier de l'ordre de Saint-Stanislas de première classe, par un rescrit du 31 août/11 septembre 1833, daté de Munchen-Graetz. L'empereur avait voulu témoigner la satisfaction qu'il éprouvait des soins que ce lit-



térateur estimable donnait à l'éducation du grand-duc Alexandre. Un autre rescrit, daté de même, conféra la grand'croix de l'ordre de Saint-Vladimir de la deuxième classe au vice-amiral Ricord, en récompense des services distingués de ce marin pendant la croisière navale qu'il avait faite dans la Méditerranée, pour tenir en respect les escadres anglaise, française et égyptienne.

L'empereur s'était, d'ailleurs, éloigné de ses États, dans un moment où sa présence y eût été plus utile que jamais, car on pouvait craindre la famine, par suite des mauvaises récoltes qui avaient laissé tous les greniers vides; il avait donc à prendre des mesures promptes et efficaces, d'accord avec son ministre des finances Cancrine, pour conjurer les déplorables conséquences de la disette, qui commençait à sévir dans les provinces méridionales de l'empire.

Il n'y eut pas même de chasse à courre dans les forêts giboyeuses qui entourent le bourg de Munchen-Graetz; les empereurs et leur entourage affectaient de se tenir enfermés dans l'enceinte du vieux château de Wallenstein. Mais une réunion de souverains et de princes ne pouvait se clore, sans avoir donné occasion à une fête militaire.

Par ordre de l'empereur d'Autriche, dix mille hommes de troupes d'élite avaient été rassemblés dans les plaines qui avoisinent Bunzlau, à quatre lieues et demi de Munchen-Graetz. L'empereur François était parti en avant, afin d'inspecter les régiments convoqués pour prendre part aux exercices. L'empereur Nicolas les suivit de près, accompagné du duc de Nassau, qui était venu lui rendre visite et qui fit partie de sa suite jusqu'à la fin du voyage. Toutes les personnes qui composaient la réunion de Munchen-Graetz s'étaient aussi transportées à Bunzlau, avec l'impératrice d'Autriche. Une grande affluence de spectateurs



étaient arrivés de Prague et des villes voisines, pour assister aux manœuvres et à la grande revue que favorisa la plus belle journée.

Pendant le défilé des troupes devant Leurs Majestés impériales, l'empereur Nicolas avait accordé une attention spéciale à un régiment de hussards, qui, par sa belle tenue comme par son instruction, tenait le premier rang dans l'armée autrichienne. L'empereur François s'aperçut de l'admiration que ce régiment-modèle inspirait au tzar; il le pria d'en accepter le titre de propriétaire, ce que l'empereur de Russie agréa volontiers. Quand le régiment apprit qu'il aurait l'honneur de porter désormais le nom de l'empereur de Russie, il en exprima sa joie par des transports enthousiastes. L'empereur de Russie passa en revue ce régiment et fit distribuer, en l'honneur de cette adoption militaire, d'abondantes gratifications en argent aux soldats, et plusieurs décorations et médailles russes aux officiers. Après quoi, il prit congé affectueusement de l'empereur et de l'impératrice d'Autriche, en les invitant à lui rendre sa visite le plus tôt possible.

L'empereur François s'était engagé à venir voir manœuvrer l'armée russe, sous les murs de Varsovie; il avait même promis, dit-on, d'assister, l'année suivante, à l'inauguration de la colonne Alexandrine à Saint-Pétersbourg, car il avait été le meilleur ami de l'empereur Alexandre, comme il se plut à le rappeler plusieurs fois, en répétant que son amitié appartenait, par droit d'héritage, au successeur de ce glorieux souverain.

L'empereur de Russie, escorté par le duc de Nassau et le général prince de Reuss, traversa une partie de la Bohême et toute la Silésie, pour entrer en Pologne. Les habitants des villes et de la campagne accouraient en foule sur son



passage, et trahissaient son incognito par de continuelles acclamations. Les villages, sur sa route, étaient ornés de guirlandes de fleurs, et, le soir, les villes étaient illuminées.

A Breslau, il dut descendre de calèche pour recevoir les autorités militaires et civiles, et il eut peine à fendre les flots de la foule, qui lui fit cortége jusqu'au palais royal, où il se reposa en examinant et en réglant quelques affaires arriérées qui restaient au fond de son portefeuille.

Le maréchal Paskewitch était allé l'attendre à Kalisz, où l'empereur ne s'arrêta que pour inspecter un beau régiment de chasseurs, formé en partie de recrues polonaises. Nicolas avait exigé que la police ne se montrât nulle part, et qu'on n'empêchât pas le peuple de s'approcher jusqu'à lui. Cette confiance dans les bons sentiments des Polonais lui gagna les sympathies de tous et l'entoura d'une égide inattaquable.

En sortant de Kalisz, il fit monter le feld-maréchal dans sa calèche, où se trouvaient les généraux Alexandre Benkendorff et Adlerberg, et ne s'arrêta plus qu'à Modlin, le matin du 22 septembre.

Il inspecta soigneusement les immenses travaux qu'il faisait exécuter, depuis dix-huit mois, dans cette forteresse, qui devait devenir une des plus fortes places de l'Europe : il se fit rendre compte de ce qui avait été fait et de ce qui restait à faire. Dans l'après-dîner, il monta à cheval et parcourut les camps de l'infanterie appartenant aux corps des généraux Kreutz et Rudiger.

Pendant sa tournée d'inspection, la municipalité de Varsovie, ayant appris que l'empereur se trouvait aux environs, lui adressa un message, pour solliciter l'autorisation d'envoyer des députés qui le supplieraient d'honorer de sa présence la capitale de son royaume de Pologne. Mais l'em-



pereur fit répondre à cette requête, qu'il n'était venu en Pologne, que pour voir sa brave armée, et lui offrir ainsi un témoignage de satisfaction; que les habitants de Varsovie lui avaient donné trop de sujets de mécontentement, pour qu'il daignât se rendre à leurs désirs, mais que néanmoins il verrait avec plaisir le moment où ses sujets repentants se trouveraient dignes de son pardon et de sa bienveillance.

Il ne reçut donc que les autorités russes, qui lui furent présentées par le prince de Varsovie.

Le lendemain 23 septembre, il passa en revue une partie de l'armée d'occupation, laquelle ne s'élevait qu'à quarante-quatre mille hommes, car le feld-maréchal n'avait pas jugé prudent de dégarnir les places fortes et les frontières du royaume.

Cette grande revue n'eut pour spectateurs qu'un certain nombre de généraux étrangers, la plupart prussiens et autrichiens. Les portes de Varsovie étaient fermées, et aucun habitant n'avait eu la permission de sortir de la ville, où l'on avait mis sous les armes la garnison entière, forte de trois bataillons d'infanterie, de quatre de chasseurs, d'un régiment de lanciers et d'une batterie d'artillerie.

La revue n'en fut pas moins fort brillante, et l'empereur eut le plaisir de faire admirer la bonne tenue de son armée aux officiers qui composaient la suite du prince royal de Prusse et du duc de Nassau. Après avoir parcouru, avec eux, au milieu des plus vives acclamations, les cinq lignes de troupes que le feld-maréchal avait déployées dans la plaine, l'empereur commanda de présenter les armes à leur illustre chef, et lui-même donna le signal d'un hourra en son honneur, hourra que les soldats répétèrent avec enthousiasme.

Nicolas, pendant son séjour à Modlin, logeait dans la



citadelle, ainsi que ses illustres hôtes. Il data de cette citadelle plusieurs ukases importants, entre autres celui du 10/22 septembre, adressé au Sénat-dirigeant, pour suspendre à la fois le nouveau recensement général et la levée des recrues, pendant la disette qui continuait à désoler les provinces du Midi et du Sud-Ouest et qui se faisait sentir cruellement par tout l'empire.

L'empereur, depuis deux mois, n'avait cessé de provoquer différentes mesures, propres à prévenir ou à diminuer l'aggravation du mal dans les gouvernements qui avaient le plus à souffrir de la mauvaise récolte. L'importation en franchise des céréales était autorisée, dans tous les ports et par toutes les frontières; le recouvrement des impôts et des créances de l'État se trouvait momentanément affranchi de toutes les voies de rigueur légale; on augmentait partout la masse des travaux publics; on délivrait gratuitement des passe-ports à tous ceux qui voulaient aller chercher hors de leurs foyers le travail et la subsistance; on distribuait gratuitement des grains pour l'ensemencement des terres, et de la farine pour l'alimentation des familles pauvres.

Le Trésor impérial avait déjà consacré plusieurs millions de roubles au soulagement de la misère générale. Par bonheur, la charité privée était venue, comme toujours, seconder les généreux efforts de l'administration publique, et dans chaque gouvernement, dans chaque ville, des comités de bienfaisance se constituaient spontanément pour donner du pain à ceux qui en manquaient.

L'empereur Nicolas resta quatre jours à Modlin, avec le prince royal de Prusse et le duc de Nassau, et chaque jour fut signalé par une nouvelle parade et par des manœuvres que Sa Majesté commandait en personne.



A la suite d'une de ces fêtes militaires, l'empereur monta en calèche avec les princes, le feld-maréchal et les officiers prussiens, pour aller visiter la citadelle qu'il faisait construire à Varsovie ; il arriva en face de cette ville, sur la rive droite de la Vistule, et s'étant embarqué sur une chaloupe avec ses compagnons de voyage, il descendit à l'autre bord, près de la place d'armes où la garnison était rangée en bataille. Il s'approcha des rangs et fut salué par des hourras qui annoncèrent aux habitants de Varsovie la présence du tzar à leurs portes. Il visita ensuite les travaux de la forteresse destinée à tenir en bride la capitale qu'elle commandait, et qu'elle pourrait foudroyer avec deux cents bouches à feu ; il fut très-satisfait de ces travaux qui devaient être achevés dans un an, et il remonta en chaloupe, sans avoir mis le pied dans Varsovie, pour regagner sa calèche et retourner à Modlin.

Ce fut le lendemain qu'il congédia ses hôtes et qu'il se mit en route, par Growno, pour rentrer en Russie. Il avait désiré visiter, en passant, le champ de bataille d'Ostrolenka, et le général Berg, qui avait joué un rôle actif dans cette sanglante journée, se chargea de lui en donner sur les lieux mêmes une description stratégique.

L'empereur, après avoir traversé le royaume de Pologne dans sa plus grande largeur, de Kalisz à Growno, sans vouloir donner audience aux maréchaux de la noblesse et aux municipalités, qui avaient réclamé la permission de lui présenter des adresses, arriva, dans la soirée du 28 septembre, à Tzarskoé-Sélo, où se trouvait de retour l'impératrice avec tous ses enfants.

Pendant l'absence de Nicolas, l'impératrice, suivant le désir que son auguste époux lui avait exprimé en partant, n'avait pas quitté la capitale et s'y était montrée souvent



en public, accompagnée du césarévitch, des grands-ducs et des grandes-duchesses.

Le grand-duc Constantin, malgré sa qualité de grand-amiral, était resté, dans la flotte de la Baltique, à bord du vaisseau où il apprenait son métier de marin, avec quelques jeunes gens du corps des cadets de la marine, sous la direction du vieil amiral Lütke.

Nicolas se fit rendre compte de diverses altercations, qui s'étaient produites entre le grand-duc Constantin et son frère aîné le césarévitch, par suite de la divergence de leurs caractères, et qui n'avaient néanmoins troublé qu'un moment la bonne harmonie de leurs relations fraternelles. Constantin, il est vrai, n'était encore qu'un enfant, et le césarévitch, qui allait bientôt atteindre sa majorité, ne pouvait prendre au sérieux les vivacités et les obstinations de cet enfant, chez lequel on croyait voir se prononcer une sorte d'antagonisme à l'égard de son grand frère.

Le césarévitch raconta lui-même, en riant, une petite querelle qui avait eu lieu, entre eux, un jour qu'ils se rencontrèrent dans les chantiers de l'Amirauté, où l'on devait lancer le lendemain une frégate de quarante-quatre canons, construite par le lieutenant-colonel Glazyrine.

Cet ingénieur de la marine expliquait les procédés de la construction navale au jeune prince qui l'écoutait avidement, lorsque le grand-duc héritier parut avec son précepteur Joukowsky. Constantin se rembrunit tout à coup et dit rudement à son frère : « Tu n'as pas le droit de venir ici, sans ma permission, puisque c'est moi qui suis le grand-amiral. »

Le césarévitch n'avait fait que rire de cette boutade, mais le grand-duc Constantin, mécontent et dépité, avait voulu se retirer, en disant qu'il se plaindrait à son père.



La dispute avait recommencé le 5 septembre, lorsque la frégate fut lancée en présence des deux grands-ducs. Constantin avait dit alors au capitaine-lieutenant Kékouatoff, à qui était confié le commandement de cette frégate, la *Diane* : « Je vous défends de recevoir à votre bord mon frère Alexandre, sans mon autorisation. »

Le grand-duc Constantin manifestait déjà une intelligence, un bon sens, une fermeté d'esprit, bien supérieures à son âge; il comprenait avec une merveilleuse facilité tout ce que ses maîtres avaient voulu lui enseigner, et il montrait dès lors autant de goût que de dispositions pour l'étude, malgré la pétulance de son humeur, et nonobstant son ardeur pour les exercices du corps.

L'empereur, qui, dans sa tendresse vive et abondante pour tous ses enfants, se sentait porté peut-être à donner la préférence à Constantin, le fit venir pour lui adresser une touchante allocution, en face du césarévitch :

— Constantin, lui dit-il, respecte ton frère Alexandre, qui sera un jour ton souverain, et apprends dès aujourd'hui à lui obéir, car il sera l'héritier de ma couronne, et tu devras donner à ses peuples l'exemple de l'obéissance la plus absolue à ses volontés, car les frères d'un empereur ne sont que ses premiers sujets. Aimez-vous aussi, mes enfants, comme nous nous aimons, moi et mon frère Michel, comme nous nous aimions, l'empereur Alexandre, de glorieuse mémoire, le césarévitch Constantin, et moi.

Le grand-duc Constantin, ému, électrisé par ces paroles, se jeta au cou de son aîné et l'embrassa plusieurs fois avec transport, en lui disant :

— Je t'aime bien, mais n'oublie pas que je suis grand-amiral.

Le grand-duc héritier approchait du terme de son éduca-



tion, qui avait été très-soignée et très-complète, grâce aux soins collectifs de son gouverneur le général Mœrder, de son premier précepteur le conseiller Joukowsky, et de son second précepteur M. Gille.

Le cercle de ses connaissances était fort étendu, car sa passion dominante pour la lecture lui avait permis de s'instruire lui-même sur toutes sortes de sujets; il avait orné et cultivé son esprit, en se familiarisant avec les littératures française, anglaise et allemande; il parlait ces différentes langues avec une égale perfection, et, ce qui était moins ordinaire chez un prince de la famille impériale, il excellait à écrire et à parler sa propre langue, car Joukowsky, en lui apprenant à aimer son pays, ne lui avait pas permis d'ignorer la littérature, la poésie, et surtout l'histoire de la Russie. Mais Joukowsky, de même que le général Mœrder, s'était attaché surtout à tourner au bien l'âme et les sentiments de son auguste élève, en le dirigeant dans la voie d'une saine morale, en ne lui laissant aucune idée fausse, et en lui enseignant à être un homme, avant d'être un empereur.

Nicolas, qui assistait quelquefois aux leçons des précepteurs de son fils, approuvait, encourageait le zèle qu'ils mettaient à former en même temps le cœur et l'esprit du césarévitch.

Depuis deux mois, le général Mœrder, dont le calme imperturbable, la fermeté et la persévérance sévère, n'excluaient pas une bonté et une sensibilité exquises, s'était vu forcé, bien à regret, de suspendre ses fonctions, qu'il regardait comme des devoirs sacrés, et de se séparer de son élève, pour essayer de guérir une affection organique, dont le césarévitch avait été la cause involontaire : le grand-duc ayant fait une chute de cheval, sous les yeux de son



gouverneur, celui-ci en avait éprouvé une si terrible impression, que son cœur faillit se briser, et qu'un anévrisme en résulta sur-le-champ. Il partit, en pleurant, pour aller chercher en Italie la santé qu'il avait perdue sans espoir, et dans ses lettres au césarévitch, il lui répétait sans cesse qu'il mourrait de l'absence plutôt que de la maladie.

Le grand-duc Alexandre ne recevait pas une lettre de son digne gouverneur, sans courir la montrer à sa mère, après l'avoir lue à Joukowsky, que le général Mœrder avait lui-même désigné pour son successeur.

— Ne penses-tu pas, maman, disait-il à l'impératrice, que l'empereur m'accordera la permission de faire un voyage à Rome, avec M. Gille, pour passer quelques jours avec mon pauvre ami Mœrder, qui ne me paraît pas en état de revenir ici?

M. Gille était un jeune Suisse, d'une naissance obscure, que son heureuse étoile avait conduit à Saint-Pétersbourg pour faire de lui le maître d'études du césarévitch, et qui, sans instruction spéciale, sans éducation première, s'était rendu capable, par un travail opiniâtre et infatigable, de devenir un professeur excellent. Son protecteur, le général Mœrder, l'avait recommandé en ces termes à l'empereur, qui ne demanda pas d'autre recommandation pour l'attacher à l'éducation du césarévitch : « Il y en a sans doute de plus savants, mais je doute qu'on puisse trouver un plus honnête homme. » Gille sut se faire aimer et estimer de tout le monde, et surtout du prince qu'il était chargé de surveiller; il ne transigea jamais avec ses devoirs, si pénibles et si difficiles qu'ils pussent être, et, par la force de sa volonté, il acquit pour son propre compte les connaissances variées dont il avait besoin en histoire, en archéolo-



gie et en littérature, afin de n'être pas indigne de la place qu'il occupa bientôt avec distinction.

Un jour, l'empereur le trouva debout à la porte de l'appartement du grand-duc et tellement absorbé dans sa lecture, que Gille ne s'aperçut de l'approche de son souverain, que quand Nicolas lui prit des mains le livre qu'il lisait :

— Un roman? s'écria l'empereur, croyant bien ne pas se tromper.

— Non, Sire, répondit Gille avec une candide franchise, c'est la grammaire française : j'étudie la leçon que Son Altesse impériale doit savoir demain.

Deux traits, entre mille, donneront une idée à peu près exacte de l'éducation morale et littéraire, que recevait le grand-duc héritier, sous la direction de Mœrder et de Joukowsky.

A l'âge de quatorze ans, en 1832, ce prince avait été nommé sous-lieutenant dans la garde. Cette promotion lui donnait le droit de porter l'épaulette : il en ressentit une si grande joie, qu'il ne quittait plus son uniforme et qu'il se promenait partout, dans le palais d'Hiver, avec moins de morgue que de bonne humeur, pour jouir du plaisir de se voir présenter les armes par les factionnaires et par les postes militaires.

Il vint à traverser une salle où se trouvaient assemblés plusieurs hauts dignitaires de l'État et de vieux généraux. Tous se levèrent et le saluèrent avec respect. Flatté de cette marque de déférence, le jeune sous-lieutenant voulut renouveler une scène qui avait été sensible à sa vanité ; il se mit donc à passer et à repasser bruyamment, et coup sur coup, dans la même salle ; mais les personnes qui lui avaient rendu hommage une première fois ne firent plus attention



à sa présence et restèrent assises, sans interrompre leur conversation.

Le grand-duc Alexandre s'indigna de ce qu'il regardait comme un manque de respect à son égard, et il courut raconter ses griefs au général Mœrder, en le priant de faire savoir aux personnes qui avaient négligé de le saluer une seconde et une troisième fois, qu'il les ferait punir par l'empereur. Mœrder alla aussitôt rapporter le fait à Sa Majesté, qui manda près de lui le césarévitch. Celui-ci ouvrait déjà la bouche pour se plaindre, lorsque l'empereur, le prenant par la main, le conduisit dans la salle où se trouvaient les généraux, qu'on avait avertis de la colère du grand-duc :

— Mon fils, lui dit-il à haute voix, c'est pour moi un véritable chagrin de voir que vous comprenez si mal ce que vous devez de vénération à mes vieux et fidèles serviteurs. Vous vous plaignez que d'illustres généraux ne vous aient pas salué les premiers! Savez-vous que ces braves méritent tous vos respects, toute votre reconnaissance? Savez-vous que c'est à eux que votre père est redevable de son trône et de sa vie? Savez-vous que leur fidélité, leur zèle, leurs loyaux services vous seront utiles, un jour peut-être, pour occuper le trône après moi? Inclinez-vous donc devant ces têtes blanches, et regardez comme un très-grand honneur s'ils s'inclinent à leur tour devant vous. Que faut-il conclure de ce qui vient d'arriver? C'est que vous êtes encore trop jeune pour porter les épaulettes que je vous ai données : je les reprends; je vous les rendrai, quand Mœrder me les aura redemandées pour vous, en m'assurant que vous êtes digne de les porter.

En disant ces mots, il détacha de sa main les épaulettes de son fils, qui, quinze jours après, avait réparé sa faute



et s'était rendu digne de reparaître avec les insignes de son grade de sous-lieutenant.

— Par grâce, général, dit-il à un vieil officier qui s'empressait de le saluer avec trop d'insistance, ne m'exposez pas à perdre encore une fois mes épaulettes!

Vers la même époque, le césarévitch eut à subir un examen sur l'histoire ancienne et moderne, en présence de l'empereur. Cet examen, à l'instar de ceux qui constataient chaque année les progrès que le prince avait faits, eut pour témoins le comte de Nesselrode, le prince Galitsyne, le comte Spéransky et quelques autres hommes d'État. Alexandre passa d'abord en revue l'histoire des peuples anciens, que lui avait apprise son professeur, nommé Liepmann.

Spéransky fut invité, par l'empereur, à interroger le prince, qui venait de parler d'une manière très-satisfaisante sur le règne d'Auguste :

— Monseigneur, lui dit Spéransky, je vois que vous pourriez sans peine nous entretenir du règne de chacun des douze Césars. Lequel de ces douze Césars, ajouta-t-il, prendriez-vous pour modèle, si vous étiez empereur?

— Titus, répondit vivement Alexandre.

— Et vous? demanda Spéransky au jeune comte polonais Wielkorski, que l'empereur avait placé auprès du grand-duc, en qualité de compagnon d'étude et de jeu, dans le but d'exciter l'émulation du prince.

— Marc Aurèle, répondit le jeune Wielkorski en hésitant.

— Pourquoi Marc Aurèle plutôt que Titus? objecta l'empereur.

— Marc Aurèle était un philosophe, dit timidement Wielkorski.



— Je préfère Titus, reprit le césarévitch, parce qu'il a régné peu de temps. S'il eût régné davantage, il se fût peut-être laissé séduire par les enivrements du pouvoir, fasciner par la flatterie, abuser par de perfides courtisans; il aurait alors commis les mêmes fautes, les mêmes crimes que Néron, qui devint un monstre après avoir été un sage.

— Très-bien, mon enfant! s'écria Nicolas. Mais sortons de l'histoire romaine. La Russie a-t-elle eu des Nérons dans son histoire?

— Oui, Sire, répliqua le grand-duc : Ivan IV, Ivan le Terrible...

— Sire, interrompit Spéransky, Son Altesse impériale devrait plutôt nous rappeler les Titus et les Marc Aurèle, qui ont illustré l'histoire de nos souverains.

— Non, reprit l'empereur; je veux savoir comment on enseigne à mon fils l'histoire de notre patrie.

Et le prince, obéissant à l'ordre de son père, se mit à narrer, sans réticence, sans palliatif, les horribles et sanglantes annales du règne du tzar Ivan IV. Quand il eut terminé sa narration, l'empereur se tourna vers le professeur Liepmann :

— Je vous remercie, Monsieur, lui dit-il, d'avoir appris au césarévitch l'histoire de son pays, non point telle qu'elle a été falsifiée par certains auteurs, mais telle qu'il faut la savoir au point de vue de la vérité. Je me souviens, à ce propos, d'une anecdote qui fait honneur au tzar Pierre le Grand. Un jour, il se faisait lire un ouvrage historique de Puffendorff, traduit en russe; il avait lu naguère cet ouvrage en allemand, ce qui fit qu'il s'aperçut de la suppression de certains passages violents ou trop sévères contre la Russie. Il ordonna que le texte de Puffendorff fût rétabli dans la traduction russe : « Car, dit-il alors, je ne désire pas que



l'on flatte mes sujets, aux dépens de leur instruction. Je veux, au contraire, que l'on fasse servir l'enseignement de l'histoire à la correction de leurs défauts. » Ainsi que mon illustre prédécesseur, reprit-il, j'entends que mon fils cherche dans l'histoire les exemples qu'il doit suivre et ceux qu'il doit éviter, pour le bonheur des peuples qui lui seront confiés tôt ou tard par la divine Providence.

CCII

Peu de jours après son retour dans sa capitale, l'empereur Nicolas eut l'air de répondre indirectement aux indiscrètes provocations de la diplomatie anglaise et française, en adressant au feld-maréchal Paskewitch un rescrit, où il se déclarait satisfait de l'état dans lequel il avait trouvé la Pologne, à la suite de son mystérieux voyage à Munchen-Graetz.

Voici ce rescrit qui annonçait d'une manière formelle que rien ne serait changé aux dispositions du Statut organique:

« Dans l'inspection que Je viens de passer, pendant mon voyage dans le royaume de Pologne, des travaux de fortification qui s'exécutent, d'après vos dispositions, à la forteresse de Modlin et à la citadelle d'Alexandre, ainsi que des troupes des 2[e] et 3[e] corps d'infanterie, rassemblées près de ces places, J'ai remarqué avec une véritable satisfaction, que les premiers s'élèvent avec autant de succès que d'activité, et que ces dernières sont dans une situation si parfaite sous tous les rapports, qu'après toutes les fatigues de la guerre, malgré les mouvements continuels et la nouvelle réorganisation des corps, elles offrent le modèle de la plus excellente tenue. C'est à votre sollicitude exemplaire, à



votre infatigable activité et à vos constants efforts pour les intérêts de l'État, qui vous sont confiés, que Je suis redevable de pareils succès, et Je considère comme un devoir, qu'il M'est agréable de remplir, de vous en témoigner Ma reconnaissance, ainsi que des soins que vous donnez à l'administration du royaume de Pologne, à Mon entière satisfaction et d'une manière parfaitement conforme à Mes intentions. Voulant vous en offrir un témoignage, ainsi qu'une marque de Mon estime particulière pour votre personne, Je vous envoie mon portrait enrichi de diamants, pour être porté à la boutonnière, et Je suis pour toujours votre affectionné,

« NICOLAS.

« Tzarskoé-Sélo, le 19 septembre (1er octobre, nouv. st.) 1833. »

Paskewitch, tant que l'empereur Nicolas était resté sur le territoire de Pologne, n'avait pas eu un seul moment de sécurité ni de confiance, car il savait que les forêts étaient toujours infestées de soldats réfractaires et de conspirateurs coutumaces; il savait aussi que la justice, malgré ses recherches persévérantes, n'avait pas découvert la moitié des individus qui avaient trempé dans le dernier complot contre la vie du tzar; en ce moment même, on suivait les traces de quelques-uns des prévenus qui avaient échappé à toutes les poursuites et qui devaient être réfugiés en Russie plutôt qu'en Pologne.

Paskewitch avait donc conjuré l'empereur de redoubler de prudence et de s'entourer des plus minutieuses précautions, jusqu'à ce que les esprits se fussent calmés, non-seulement dans la nation polonaise, mais encore parmi les émigrés polonais, ce qui ne pouvait avoir lieu qu'à la suite d'une dernière et définitive amnistie.

Nicolas était rentré à Saint-Pétersbourg plus tôt qu'à l'ordinaire, car il avait à s'occuper plus sérieusement que jamais des moyens à employer pour obvier aux souffrances de la disette générale. La farine manquait sur tous les marchés et son prix avait augmenté dans une telle proportion, que les indigents ne mangeaient plus de pain, même à Saint-Pétersbourg, où le peuple était réduit à vivre de riz, de café et de thé. L'empereur ordonna de mettre en vente la farine qui se trouvait dans les magasins de la couronne, et le gouverneur-général militaire de Saint-Pétersbourg fit annoncer que cette vente aurait lieu tous les jours au détail et au prix d'achat.

Mais, dans les campagnes, en Ukraine et en Crimée surtout, la misère était à son comble, quoiqu'une partie des habitants eut émigré pour chercher du travail; beaucoup d'entre eux avaient dû se réfugier dans les hôpitaux et y étaient morts, à la suite des maladies produites par la famine et par la mauvaise nourriture. Il y avait des villages à moitié déserts, où ne restaient que des vieillards, des infirmes et des malades. Dans les provinces les plus fertiles et les plus renommées par la richesse de leurs pâturages, on tuait le bétail, faute de pouvoir le nourrir, et les propriétaires de troupeaux abandonnaient ces troupeaux à quiconque s'engageait à leur en rendre la moitié au printemps prochain. Dans les domaines des nobles, les paysans n'étaient pas du moins si malheureux, car le seigneur était bien obligé de leur venir en aide et se chargeait de leur subsistance; mais la mortalité, causée par les aliments insalubres, était grande parmi eux, comme parmi les paysans de la couronne.

L'empereur n'avait eu qu'à faire appel à cette bienfaisance inépuisable qui est, pour ainsi dire, inhérente au



caractère russe ; le Gouvernement n'avait rien négligé pour créer des ressources à la classe indigente, et de toutes parts, sur tous les points, les classes aisées avaient réuni leurs efforts dans le même but charitable. Plus les besoins étaient impérieux, plus semblait impatiente l'envie d'y pourvoir.

La noblesse tenait à honneur de ne pas être en arrière dans cette émulation générale d'humanité. Dans le gouvernement de Voronèje, la famille Toulinoff faisait vendre tous les mois trois mille quatre cents pouds (environ cinquante-six mille kilos de blé), au prix ordinaire de 18 roubles le tchetvert (plus de deux hectolitres), quoique la valeur des céréales eût décuplé. Dans la ville de Voronèje, la même famille, de concert avec le maire, faisait chaque jour vendre à très-bas prix trois mille six cents livres de pain, outre quatre cent quatre-vingt livres qu'on distribuait gratuitement aux plus nécessiteux.

La ville d'Odessa dépensait aussi chaque jour des sommes énormes, pour donner du pain à tous ceux qui en manquait. Il est vrai que la cessation complète de l'exportation des grains, loin d'appauvrir cette place de commerce maritime, avait centuplé l'importation et donné, en outre, un prodigieux développement à la vente des cuirs et d'autres produits indigènes.

L'armée n'avait pas souffert de l'enchérissement progressif des subsistances, et les troupes, que le ministre de la guerre avait fait changer de cantonnement, en les dirigeant vers les localités les moins éprouvées par la disette, n'apportaient pas avec elles un surcroît de souffrance pour les habitants de la province où elles étaient réparties temporairement. Aussi, depuis trois mois, la garnison de Saint-Pétersbourg s'était successivement augmentée d'un tiers.



On croyait, pourtant, que ces mouvements de troupes n'avaient pas seulement pour objet de diminuer sur certains points de l'empire la consommation de denrées alimentaires, mais qu'ils étaient motivés par des précautions à prendre contre des complots et des tentatives de troubles, qui auraient pour prétexte la disette et la misère. Il n'y eut pas néanmoins la moindre apparence d'agitation séditieuse parmi le peuple, qui souffrait sans doute, mais qui se résignait à souffrir. On ne parla que d'un projet d'attentat contre la personne de l'empereur.

Nicolas passait en revue, dans le champ de Mars, un régiment d'infanterie revenant de Valachie où il avait tenu garnison pendant deux ans, et qui, avant son départ de Braïlow, avait assisté à la fondation solennelle du monument que l'aide de camp général Kisseleff, président plénipotentiaire des principautés danubiennes, se proposait d'élever en mémoire du séjour de l'empereur au camp de siége devant Braïlow et de la prise de cette forteresse par les troupes russes sous les ordres du grand-duc Michel.

Pendant que l'empereur interrogeait le colonel sur les circonstances de cette cérémonie, qui avait eu lieu avec pompe le 13 juillet précédent, jour anniversaire de la naissance de l'impératrice, il aperçut un homme, d'une figure fatale et menaçante, qui cherchait à s'approcher de lui, en se glissant à travers les rangs pressés des spectateurs, et qui avait la main droite cachée dans sa pelisse. Cet homme parut suspect à l'empereur qui ne le quitta pas des yeux.

L'inconnu resta immobile, comme fasciné par le regard scrutateur, par le calme impassible, par la dignité majestueuse du tzar; il sembla hésiter un moment, il baissa la tête ; puis, tout à coup, comme entraîné par une force irré-



sistible, il s'éloigna rapidement, il se perdit dans la foule.

L'empereur se pencha vers le comte Orloff qui faisait partie de son escorte, et lui dit à voix basse : « Veille! Nous avons ici des Polonais! »

L'empereur raconta, le soir, à l'impératrice, qu'il était sûr d'avoir eu en face de lui, au champ de Mars, un Polonais qui certainement n'était pas venu là pour voir la revue.

La police avait été avertie par le comte Orloff, mais aucun indice ne l'avait mise sur la trace de l'inconnu signalé comme s'étant approché de l'empereur avec de mauvais desseins. Deux jours après, un étranger, qui avait déposé à la police un passe-port suisse parfaitement en règle, se présenta au bureau des étrangers pour faire viser ce passe-port et annoncer son départ de Saint-Pétersbourg; cet étranger n'était arrivé que depuis trois jours, et il avait demandé un permis de séjour pour un mois.

— Vous partez plus tôt que vous ne pensiez, Monsieur? lui dit le commis, en examinant ses registres.

— Voudriez-vous m'empêcher de partir? demanda l'étranger, avec une émotion qu'il ne sut pas dissimuler.

— Pas le moins du monde, reprit l'employé; vous partirez dans cinq jours, après avoir rempli les formalités ordinaires des règlements de police.

— Quelles formalités? répartit le voyageur visiblement troublé.

— Signez cette demande au maître de police pour obtenir la remise de votre passe-port, répliqua l'employé, et payez le droit fixé pour les annonces de votre prochain départ dans les journaux de Saint-Pétersbourg.

— Pourquoi toutes ces difficultés?

— Il n'y a pas de difficultés, Monsieur, dit l'employé avec sévérité; les règlements n'ont pas été faits pour vous,



et vous devriez savoir qu'on ne sort pas de la capitale, sans en avoir obtenu l'autorisation. Il faut que vos créanciers, si vous avez des dettes, soient prévenus d'avance de votre départ.

— Je n'ai pas de dettes, murmura le voyageur qui paraissait consterné. Oh! combien je regrette, ajouta-t-il en se frappant le front, d'avoir mis le pied dans cette ville, dont je voudrais être bien loin!

— Eh bien! Monsieur, reprit le commis, vous partirez à la fin de la semaine, s'il n'y a pas d'empêchement.

— Quel empêchement? interrompit l'étranger agité et indécis.

— Ce n'est pas moi qui peux vous le dire, répondit froidement l'employé en se préparant à écrire sous la dictée du voyageur. Où comptez-vous aller, en quittant Saint-Pétersbourg?

— A Jérusalem.

— Dans quel but?

— Dans un but de dévotion...

Malgré l'assurance de ses réponses, l'air inquiet, la pâleur et la tristesse de cet étranger éveillèrent des soupçons; il ne fut pas plutôt sorti du bureau des passe-ports, que le comte Orloff était prévenu, et peu de temps après, on amenait à l'hôtel de la police générale cet individu suspect, qui s'y était laissé conduire sans résistance. Pendant une heure on le tint au secret, et quand il comparut devant Orloff, qui avait mission de l'interroger, on avait visité ses bagages, trouvé dans sa malle des pistolets encore chargés, des balles et de la poudre, et saisi ses papiers dans lesquels on devinait l'existence d'un complot contre la vie de l'empereur.

Ce complot, le coupable ne tarda pas à l'avouer, quand il se vit pressé de questions par le comte Orloff qui l'avait



appelé par son véritable nom, en lui reprochant d'avoir voulu exécuter un détestable attentat contre son souverain. C'était un ancien officier polonais, appartenant à une famille noble; il s'était laissé pousser à cet affreux dessein, par quelques-uns de ses compatriotes, exilés comme lui en Suisse et affiliés aux sociétés secrètes qui regardaient le régicide comme l'arme des vaincus et des proscrits.

Il fut donc mis en état d'arrestation, et le comte Orloff alla demander les ordres de l'empereur. Nicolas ordonna d'amener, dans son cabinet, cet homme, dont le fanatisme politique avait égaré la raison et qui, par ses aveux sincères, semblait révéler des remords. Le Polonais se présenta devant l'empereur, avec une attitude calme et ferme, mais respectueuse et triste :

— Est-il vrai, lui demanda l'empereur, que tu sois venu à Saint-Pétersbourg pour m'assassiner?

— C'est vrai, Sire, répondit-il en baissant les yeux.

— Quel est le sentiment qui a pu t'inspirer la pensée d'un semblable crime?

— Sire, l'amour de mon pays, l'ardent désir de venger la Pologne !...

— Insensé ! interrompit l'empereur avec pitié. Tu n'étais pas né cependant pour faire un assassin !... Je comprends que tu aies servi, les armes à la main, la cause de la rébellion; tu étais, je le sais, un brave soldat...

— Ah! Sire, s'écria l'officier polonais qui ne put retenir ses larmes; plût à Dieu que j'eusse trouvé la mort sur le champ de bataille!

— Qui t'a empêché de commettre ton crime? lui dit l'empereur avec bienveillance.

— Votre regard, Sire.

— Éprouves-tu du repentir?



— Oui, Sire, puisque je voulais me rendre à Jérusalem pour faire pénitence et implorer mon pardon devant le tombeau de Notre-Seigneur.

— Tu n'iras pas à Jérusalem, reprit vivement l'empereur, mais à Varsovie avec un sauf-conduit que je te ferai délivrer; tu iras te présenter de ma part devant le feld-maréchal Paskewitch qui te donnera un certificat d'amnistie. Alors, tu prendras du service dans l'armée en qualité de simple soldat, et comme tu es un homme de cœur, je n'en doute pas, tu effaceras bientôt par ta conduite irréprochable le souvenir d'un crime que je te pardonne et que j'oublierai.

Le Polonais, confus de reconnaissance, partit le lendemain sous la conduite d'un officier de police (*feldjeger*); en arrivant à Varsovie, il reçut sa grâce et entra au service; deux ans après, il avait, par son zèle et par sa bonne conduite, reconquis ses épaulettes de capitaine, et plus tard il devint colonel d'un régiment de la garde. Toutes les fois que l'empereur passait devant lui à la parade et le regardait fixement, l'ancien conspirateur se rappelait son crime, en tressaillant d'horreur, et faisait le signe de la croix.

L'empereur avait toujours eu à cœur de connaître personnellement, pour ainsi dire, les officiers de la garde; il se faisait rendre compte minutieusement de tout ce qui concernait chacun d'eux, de leur famille, de leur genre de vie, de leurs moyens d'existence; il ne dédaignait pas d'exercer lui-même une sorte d'enquête incessante pour savoir la vérité qu'on lui cachait souvent et qu'il ne découvrait pas toujours par ses propres yeux. C'était une curiosité bien naturelle chez un souverain, qui, comme tous les tzars ses prédécesseurs, s'attribuait le droit et le devoir de prendre en main les intérêts de tous ses sujets et de se



mettre en communication permanente avec eux, soit pour leur venir en aide, soit pour les encourager dans la bonne voie, soit pour redresser leurs torts.

On l'avait souvent comparé à ce fameux sultan abbasside Haroun-Al-Raschid, qui se promenait jour et nuit dans les rues de Bagdad, écoutant les plaintes de chacun, rendant la justice à tous, et se faisant autant que possible le mandataire et l'agent de la Providence divine.

L'empereur Nicolas avait pris l'habitude, lorsqu'il résidait à Saint-Pétersbourg, de sortir tous les jours à pied, avec un aide de camp, et tous les soirs en voiture de place, ordinairement seul, pour exercer, disait-il, son inspection dans la capitale. Les représentations de ses ministres et de ses plus fidèles serviteurs, les prières de sa famille, n'avaient pu l'empêcher de s'astreindre à ces promenades journalières, qui pouvaient l'exposer à plus d'un danger, et il fallait que la police, à son insu, se chargeât de veiller sur lui, en le faisant suivre et entourer d'agents invisibles; ce qui n'était pas facile, lorsque l'empereur, vêtu d'un simple uniforme d'officier des gardes, et enveloppé dans son manteau, sortait du palais d'Hiver, entre sept et huit heures du soir, et s'élançait sur le premier cabriolet à deux roues qu'il rencontrait dans la rue.

Un soir d'automne, en 1833, comme il passait près d'un poste militaire, il eut l'idée de s'arrêter près de la fenêtre, pour voir ce qui se passait à l'intérieur de ce poste. L'officier de service dormait profondément devant une table où il s'était mis à écrire : sa main tenait encore la plume.

L'empereur se fit connaître de la sentinelle et entra dans le poste, sans que l'officier s'éveillât. Cet officier était un des meilleurs sous-lieutenants de son régiment, et l'empereur l'avait déjà distingué à la parade.



Voici le bilan que le sous-lieutenant avait dressé, avant de s'endormir :

ÉTAT DE MES DÉPENSES ET DE MES RECETTES.

Débet.

Logement, nourriture, chauffage, etc. .	2,500 roubles.
Habillement, menus plaisirs.	2,000 —
Dettes.	3,000 —
Pension alimentaire à ma mère. . . .	500 —
	8,000 roubles.

Crédit.

Solde et autres recettes.	4,000 roubles.
Reste dû.	4,000 roubles.

Qui payera cette somme?

On devinait que le pauvre officier, inquiet de sa situation, avait cherché vainement la solution du dilemme qu'il s'était posé à lui-même ; il la trouvait peut-être en songe, lorsque l'empereur écrivit de sa propre main le nom de *Nicolas*, au-dessous de la somme que le dormeur avait laissée à son passif, en se demandant comment il pourrait y faire face.

On peut juger quelle fut la surprise de cet officier, quand, à son réveil, il vit la signature du tzar; mais, en apprenant ce qui s'était passé, il craignit d'être puni, par l'ordre même du généreux souverain qui s'engageait à lui payer ses dettes.

Le lendemain matin, une ordonnance du palais lui apporta les 4,000 roubles, avec un billet autographe de Nicolas, qui lui disait de choisir mieux à l'avenir le temps et le lieu pour dormir, mais de continuer, comme par le passé, à bien servir son empereur et à prendre soin de sa mère.



La disette sévissait alors plus que jamais en Russie; mais, quoique le recrutement et le recensement fussent arrêtés à la fois, le gouvernement russe n'en poursuivait pas moins ses préparatifs pour se mettre en état de soutenir une guerre maritime contre la France et l'Angleterre.

Les flottes de ces deux Puissances croisaient encore dans l'Archipel, quoique l'escadre russe de la Méditerranée fût rentrée à Sébastopol. Mais on savait que, dans ce port, une forte division de la flotte se tenait prête à prendre la mer, au premier avis, et que des forces imposantes se concentraient vers les embouchures du Danube. Le traité du 8 juillet 1833, entre la Russie et la Porte, n'était pas publié, et les cabinets de l'Europe en ignoraient la teneur textuelle, sans se méprendre, toutefois, sur la portée de cette convention secrète, qui devait renfermer une alliance offensive et défensive du tzar et du sultan.

La polémique des journaux ne contribuait pas peu à envenimer de part et d'autre cette querelle diplomatique, qui avait fait oublier totalement la Pologne. La *Gazette de Moscou*, sommée par les journaux anglais de s'expliquer au sujet du traité d'Unkiar-Skelessi, que les deux parties contractantes cachaient comme une conspiration, répondit avec hauteur, que le prochain traité entre la Russie et l'Angleterre serait signé à Calcutta. Cette boutade menaçante fut considérée, bien à tort, comme une révélation indirecte des projets de conquête et d'agrandissement, que la Russie voulait réaliser en Asie, par le Caucase et par la mer Caspienne, en se liguant avec la Turquie pour fermer le Bosphore aux flottes européennes.

Le chargé d'affaires de France à Saint-Pétersbourg remit au comte de Nesselrode une note, dans laquelle le Gouvernement de Louis-Philippe exprimait l'étonnement et l'af-



fliction qu'il avait éprouvés, en apprenant la conclusion du traité du 8 juillet, car ce traité semblait assigner aux relations de l'Empire ottoman et de la Russie un caractère agressif qui devait motiver les protestations des Puissances de l'Europe. En conséquence, si les événements amenaient une nouvelle intervention armée de la Russie dans les affaires intérieures de la Turquie, le gouvernement français se réservait d'adopter telle ligne de conduite qu'il jugerait convenable, et d'agir, « comme si le traité d'Unkiar-Skelessi n'existait pas. » La même notification fut faite simultanément au divan de la Sublime-Porte, par l'ambassadeur francais à Constantinople.

M. de Nesselrode, par ordre de l'empereur, répondit, avec autant de fermeté que de froide politesse, à la note du gouvernement français. Il déclara que le traité du 8 juillet était purement défensif; qu'il avait été conclu entre deux Puissances indépendantes, dans la plénitude de leurs droits; qu'il ne portait préjudice à aucun État de l'Europe, et qu'il changeait seulement les relations réciproques de la Russie et de la Porte Ottomane, en faisant succéder à une longue inimitié les rapports d'intimité et de confiance, dans lesquels le gouvernement turc trouverait désormais une garantie de stabilité et des moyens de défense propres à assurer sa conservation. Au reste, l'empereur de Russie était bien résolu à maintenir fidèlement les obligations que lui imposait ce traité, et, le cas échéant, il agirait, dans sa pleine et absolue liberté, « comme si la note du gouvernement français n'existait pas. »

Le ton de ces deux notes n'était rien moins qu'amical et conciliant, mais elles n'eurent pas les suites qu'on avait lieu d'appréhender, et l'on apprit bientôt que le roi Louis-Philippe envoyait à Saint-Pétersbourg, en qualité d'ambas-



sadeur extraordinaire, le maréchal Maison, qui occupait l'ambassade de Vienne; on apprit, aussi, que les escadres française et anglaise avaient reçu l'ordre de rentrer dans leurs stations d'hiver, à Malte et à Toulon.

La solution des difficultés sérieuses qui se rattachaient au traité d'Unkiar-Skelessi, se trouvait donc confiée à la diplomatie; mais, comme le différend semblait s'aigrir au lieu de s'apaiser, dans les journaux de tous les pays qui avaient à faire prévaloir, en cette question, aussi complexe qu'épineuse, un intérêt plus ou moins direct, on s'attendait à voir la guerre éclater au printemps. Il y avait, disait-on, une ligue formée entre la Russie, la Prusse et l'Autriche, pour empêcher la France et l'Angleterre de troubler la paix de l'Europe.

Sur ces entrefaites, arriva tout à coup, à Saint-Pétersbourg (10 décembre), Mouchir-Ahmet-Pacha, ambassadeur extraordinaire du sultan, au moment où l'on annonçait la prochaine arrivée du maréchal Maison. Le sultan Mahmoud n'avait pas voulu répondre à la note du gouvernement français, avant d'avoir consulté son fidèle allié.

Ce fut M. de Nesselrode qui formula les termes de cette réponse, laquelle ne faisait que reproduire celle du cabinet russe, mais avec plus d'ambiguïté et de déférence. L'empereur fit savoir, en même temps, au grand-seigneur, que les flottes et les armées de la Russie seraient toujours prêtes à son appel, pour défendre son indépendance et sa dignité de souverain. Tel fut le point de départ d'un nouveau traité d'alliance, plus étroit et plus explicite que le premier, entre la Porte et la Russie.

L'empereur pensa qu'il pouvait disposer de quelques jours pour faire une courte apparition à Moscou. Son voyage avait pour but de témoigner aux habitants de la se-

conde capitale de l'empire, combien il était sensible à leur dévouement patriotique, dans des circonstances graves, où la Russie pouvait se plaindre de l'attitude agressive des Puissances occidentales, se posant en protectrices, presque en auxiliaires de la rébellion polonaise, et s'efforçant de tenir en tutelle la Porte Ottomane pour combattre l'influence russe en Orient.

Nicolas partit en traîneau, de Saint-Pétersbourg, dans la nuit du 6 décembre, accompagné seulement du général Alexandre Benkendorff, et il arriva, en trente heures, à Moscou. Le 8, longtemps avant que le jour eût paru, la nouvelle de son arrivée inattendue se répandit par toute la ville et aux environs : une foule innombrable se dirigea vers le Kremlin et s'amassa tout à l'entour du vieux palais des tzars, mais silencieuse, malgré son émotion, évitant de faire le moindre bruit, de peur d'éveiller l'auguste voyageur. Plus de quarante mille personnes des deux sexes attendirent ainsi, debout à la même place, pendant plus de trois heures, par un froid de quinze degrés.

Quand l'empereur, qui avait entendu la messe dans la chapelle du palais, se montra sur le perron, le hourra national retentit dans les airs et se prolongea comme le roulement du tonnerre. L'empereur, selon l'usage, alla faire sa prière à la cathédrale de l'Assomption; il eut peine à se frayer un passage à travers cette foule de peuple, qui se prosternait à ses pieds et qui lui demandait sa bénédiction.

Nicolas visita les autres cathédrales et rendit hommage aux saints de Moscou, pendant que les cloches saluaient sa bienvenue par de joyeux carillons. Vers midi, après avoir assisté à la parade d'un régiment de carabiniers, composé de jeunes recrues qui eurent l'honneur de manœuvrer sous ses yeux, il inspecta les établissements publics, en com-

mençant par les hôpitaux, et il put se convaincre, par ses propres yeux, que le choléra n'existait pas à Moscou, comme les journaux étrangers l'avaient annoncé.

Ce lui fut une occasion d'aller voir, dans l'atelier du sculpteur italien Vitali, le monument que le Commerce, reconnaissant envers le gouverneur général militaire de Moscou, devait faire ériger, à ses frais, dans la salle de ses assemblées, en l'honneur du prince Galitsyne et en souvenir de la courageuse et infatigable sollicitude que le gouverneur général avait déployée, à l'époque de l'invasion du choléra-morbus, en 1830.

Ce monument se composait d'un buste en marbre blanc de Carrare, supporté sur un socle de malachite, et d'un piédestal en porphyre de Rome, orné d'inscriptions et de médaillons, l'un desquels représentait la Bienfaisance soutenant un vieillard et présentant une corne d'abondance aux orphelins. Une des inscriptions en russe signifiait : *A l'exemple et d'après les ordres du Souverain, je sauve l'Humanité.*

Pendant le séjour de l'empereur dans sa seconde capitale, on signala deux faits qui eurent l'un et l'autre des échos sympathiques dans le peuple et dans l'armée.

Un matin, Nicolas, en uniforme d'officier, sous sa pelisse de fourrure, et sans aucun insigne qui pût le faire reconnaître, parcourait, en droschki, un des faubourgs les plus reculés de Moscou : il rencontra un paysan qui conduisait sa charrette, en chantonnant un air mélancolique, et il remarqua, sur cette charrette, entièrement vide, un objet informe couvert d'une mauvaise natte de jonc.

— Eh! mon fils, lui cria-t-il en faisant arrêter son droschki, qu'est-ce que tu mènes là?

— Pas grand'chose, mon officier, reprit le paysan en



arrêtant aussi sa charrette: le corps d'un pauvre diable de soldat, qui est tombé à ma porte, tremblant la fièvre, et qui est mort cette nuit dans ma maison.

— Bien; car je ne doute pas que tu ne lui aies donné tous les soins nécessaires, répliqua l'empereur en saluant le cadavre et en faisant un signe de croix; mais, au lieu de chanter comme tu fais, tu devrais plutôt, en bon chrétien, prier pour l'âme du défunt, qui sans doute servait fidèlement l'empereur et sa patrie.

— C'était un vieux brave, dit le paysan; car il porte sur la poitrine plus de dix médailles militaires.

— Continue ta route, reprit l'empereur d'un ton d'autorité, et pour rendre honneur au mort, dis des prières, si tu n'es pas un païen.

L'empereur descendit de sa voiture et suivit à pied la charrette, au grand étonnement du paysan qui ne voyait qu'un simple officier dans cet inconnu marchant à la suite du mort.

L'empereur, arrivé devant une église, donne l'ordre de faire halte, fait appeler des prêtres et les invite à procéder, en sa présence, aux obsèques du soldat; le corps est transporté dans les dépendances de l'église, lavé et enseveli selon les usages du rite gréco-russe, et renfermé dans la bière. On célèbre ensuite l'office des morts et l'empereur y assiste; puis, la bière est replacée sur la charrette, et le paysan la conduit lentement au cimetière, tandis que deux prêtres l'accompagnent, en récitant des prières, et qu'une foule immense forme le cortége funèbre du soldat.

Le même jour, le droschki de l'empereur, en passant sous une des portes monumentales de Moscou, blessa un homme qui s'était collé au mur pour éviter l'atteinte des roues. Cet homme jeta un cri lamentable, et des malédic-

tions se firent entendre contre l'auteur de l'accident. On n'avait pas reconnu l'empereur.

Les règlements de police, à Moscou comme à Saint-Pétersbourg, ordonnaient que, dans le cas où une voiture aurait occasionné un accident, le cocher fût conduit au bureau de police et que les chevaux et la voiture fussent menés en fourrière.

L'empereur fait arrêter son droschki, s'informe du sujet de l'émotion des assistants et apprend que son cocher a fait un malheur. Il met pied à terre et il donne l'ordre au cocher de conduire le droschki en fourrière et de faire lui-même sa déposition au bureau de police ; puis, il s'approche du blessé, le console, s'informe de son nom et de sa condition, lui promet des secours, ne le quitte qu'après l'avoir mis dans les mains des médecins, et remonte, au milieu des acclamations du public, sur un droschki de place qui le ramène au Kremlin.

— Sire, lui dit son izvoztschik en sortant du bureau de police, j'ai déclaré que l'équipage et les chevaux, que j'ai laissés en fourrière, appartenaient à Votre Majesté ; c'est donc vous, et non pas moi, qui payerez l'amende. Aussi bien, ajouta ce cocher qui avait son franc parler avec son auguste maître, vous m'obligez toujours à conduire mes chevaux plus vite qu'il ne faudrait, et je ne puis être responsable des accidents.

— Je t'ordonne d'aller grand train, répondit Nicolas, mais non de faire des malheurs. Tu dois être responsable de ta maladresse, et je retiendrai sur tes gages la moitié de la somme que je ferai remettre au blessé, quand il sera guéri.



CCIII

Le 14 décembre, l'empereur était de retour à Saint-Pétersbourg où la famille impériale se trouvait déjà réunie, à l'occasion de sa fête.

Le grand-duc Michel avait ramené de son voyage d'Allemagne la grande-duchesse Hélène et leurs enfants; le prince d'Oldenbourg et le prince Auguste de Wurtemberg étaient venus les rejoindre, et l'on attendait, d'un jour à l'autre, le prince d'Orange et son fils aîné le prince Guillaume.

La visite que le prince royal des Pays-Bas allait faire à son auguste beau-frère, annonçait que le refroidissement de leur ancienne affection n'avait pas survécu aux circonstances politiques qui l'avaient produit. L'empereur de Russie s'était vu dans la pénible nécessité de paraître indifférent, sinon hostile, à la cause du roi des Pays-Bas, qui n'avait cédé qu'à la force et qui ne voulait pas encore reconnaître les actes oppressifs de la conférence de Londres à son égard ; mais, au fond du cœur, Nicolas approuvait la conduite digne et ferme que son allié avait tenue dans cette résistance opiniâtre aux prétentions de la Belgique appuyée par la France et l'Angleterre ; il pouvait prévoir le



moment où il deviendrait à son tour l'auxiliaire et le protecteur du royaume néerlandais, non-seulement contre la Belgique, mais encore contre les Puissances qui l'avaient faite.

La fête de l'empereur Nicolas fut célébrée (18 décembre), avec plus de pompe que jamais ; le matin, il y eut messe solennelle dans la chapelle du palais, réception chez l'empereur, et baise-main chez l'impératrice ; le soir, bal à la cour.

On remarquait, dans toutes ces cérémonies, l'ambassadeur extraordinaire du sultan, Mouchir-Ahmet-Pacha, qui avait présenté, la veille, ses lettres de créance.

L'empereur, comme à l'ordinaire, célébra sa fête par un grand nombre de promotions, parmi lesquelles on ne distingua pas moins celle du capitaine comte Rzewuski, nommé aide de camp de Sa Majesté, que celles du comte de Heyden et du prince Menchikoff, nommés amiraux, car le capitaine Rzewuski, aide de camp du général de Witt, appartenait à une ancienne et illustre famille polonaise et comptait parmi ses ancêtres le fameux hetman des Cosaques Wenceslas, qui avait protesté avec une patriotique énergie contre le premier partage de la Pologne. La nomination du comte Rzewuski fut considérée comme un gage de réconciliation offert à la noblesse polonaise.

Ce fut sans doute dans la même intention que Paskewitch s'associa aux pensées généreuses de l'empereur, en célébrant la fête de son souverain, par l'amnistie pleine et entière accordée à cinquante Polonais convaincus d'avoir pris part à un complot qui avait eu pour but de soulever de nouveaux troubles en Pologne.

Le prince d'Orange et son fils arrivèrent enfin, le dernier jour de l'année 1833, après un voyage qui n'avait pas été sans fatigue et sans danger. L'empereur fut tellement



charmé de se retrouver avec un des meilleurs amis de sa jeunesse, qu'il lui sacrifia, pendant plusieurs jours, les affaires les plus pressantes du gouvernement, et qu'il ajourna indéfiniment l'audience que le maréchal Maison lui avait fait demander, le lendemain même de son arrivée à Saint-Pétersbourg en qualité d'ambassadeur extraordinaire du roi des Français.

Pendant que Nicolas retardait cette audience, sous divers prétextes qui ne témoignaient pas de son empressement, on savait que le comte de Nesselrode avait de fréquentes conférences avec l'ambassadeur du sultan, et qu'il échangeait continuellement des notes secrètes avec les cabinets de Vienne et de Berlin.

Mais le maréchal Maison, dont la mission avait pour objet de détruire ou d'annihiler, s'il était possible, le traité d'Unkiar-Skelessi, même en faisant bon marché de la question polonaise, insista si vivement, si habilement, si obstinément, pour obtenir la présentation de ses lettres de créance, que l'empereur le reçut la veille de la fête de Noël russe (5 janvier 1834), avec ses aides de camp, le colonel baron de La Rue et le marquis de Chasseloup-Laubat, et quelques autres personnes de l'ambassade. L'empereur fit un accueil assez froid au maréchal, lui demanda malignement des nouvelles de son illustre collègue, le maréchal duc de Raguse, dont il n'avait pas imité le dévouement pour la cause des Bourbons de la branche aînée, et s'abstint absolument de parler du roi des Français.

Le lendemain, jour de Noël, le maréchal fut présenté à l'impératrice, qui s'informa du moins de la santé de la reine Amélie et qui adressa, en outre, à l'ambassadeur plusieurs questions bienveillantes sur la belle et nombreuse famille du roi.



Le maréchal Maison s'était abstenu d'assister à la messe, dans la chapelle du palais d'Hiver, où l'on chanta un *Te Deum* solennel, en mémoire de l'évacuation du territoire russe par les armées ennemies à pareil jour de l'année 1812. Il n'assista pas davantage à la réunion, dans les salles du palais, des officiers, sous-officiers et soldats, décorés des différentes médailles qui rappelaient les campagnes de 1812 et de 1814. Il faillit même se formaliser de ces anniversaires, qui n'avaient pas été imaginés pour lui infliger des souvenirs pénibles et désagréables et qui coïncidaient malheureusement avec son introduction officielle à la cour de Russie.

Il avait été, néanmoins, si mécontent de la réception qu'on lui avait faite, qu'il sollicita immédiatement son rappel et ne se résigna pas sans regret à rester à son poste, bien que l'empereur, mieux disposé en faveur de ce représentant du roi Louis-Philippe, lui eût accordé depuis plus de considération et de bienveillance, en raison du rôle militaire que le maréchal Maison avait joué dans l'expédition de Morée, qu'il commandait en 1828.

— Que pensez-vous des Grecs? lui demanda un jour l'empereur.

— Sire, j'aime mieux les Turcs, répondit sans hésiter le maréchal.

— Je penserais comme vous, répliqua Nicolas, si les Turcs étaient chrétiens, et j'ai conseillé très-sérieusement au sultan Mahmoud d'abjurer l'islamisme, pour se convertir à la foi orthodoxe.

— Ah! Sire, s'écria le maréchal frappé des conséquences inévitables de la conversion des Turcs; ce serait la fin de la question d'Orient, et nous aurions l'Empire grec, au lieu de l'Empire ottoman.



Les réclamations de la France contre le traité d'Unkiar-Skelessi n'avaient pas eu cependant plus de succès à Saint-Pétersbourg qu'à Constantinople. Le texte de ce traité était enfin connu, et, pendant que les cours de France et d'Angleterre s'efforçaient de représenter, d'un commun accord, à la Turquie comme à la Russie, que les stipulations exclusives de ces deux Puissances ne pouvaient amener que la rupture de l'équilibre européen, un nouveau traité, confirmatif du premier et beaucoup plus explicite dans ses conséquences immédiates, se négociait entre le comte de Nesselrode et Mouchir-Ahmet-Pacha, sans que l'ambassadeur extraordinaire du roi des Français en fût seulement averti.

Il s'agissait, il est vrai, de régler les derniers points que le traité d'Andrinople avait laissés en litige; mais, de la part de la Porte Ottomane, c'était la reconnaissance du protectorat qu'elle avait réclamé de la Russie et qu'elle se félicitait de pouvoir invoquer désormais toutes les fois qu'elle en aurait besoin.

Les négociations, entamées et poursuivies secrètement, aboutirent, le 29 janvier 1834, à la signature d'un traité qui remettait au gouvernement turc la plus grande partie des contributions de guerre qu'il avait encore à payer; qui tranchait à l'avantage de la Russie la question indécise des frontières en Asie Mineure, et qui promettait en échange l'évacuation prochaine des provinces danubiennes, à l'exception de la ville forte de Silistrie, laquelle devait rester, pendant huit années de plus, en la possession des Russes. Le divan de Constantinople aurait fait volontiers de plus grands sacrifices pour réintégrer sous la domination turque la Moldavie et la Valachie, qui s'étaient complétement transformées, grâce à la bienfaisante administration du général Kisseleff, et qui devaient être, pour les autres pro-

vinces de l'Empire ottoman, le type d'une régénération complète.

Un mois auparavant (18 décembre 1833), Nicolas avait annoncé au général Kisseleff, en lui adressant les insignes en diamants de l'ordre de Saint-Alexandre Newsky, avec un rescrit des plus flatteurs, que ses pouvoirs, comme président plénipotentiaire des divans de Moldavie et de Valachie, allaient bientôt cesser, et le général, qui s'estimait heureux d'avoir presque achevé l'immense tâche que lui avait confiée l'empereur, demanda la permission de soumettre à son auguste approbation un mémoire détaillé sur la réorganisation administrative et politique des Principautés.

Le 12 février, Mouchir-Ahmet-Pacha, comblé de faveurs et de présents, déclarait, au nom de son souverain, dans son audience de congé, que le sultan et le tzar seraient à l'avenir irrévocablement liés d'une étroite et sincère amitié, et, à l'heure même, l'ambassadeur extraordinaire de France, ne soupçonnant pas même l'existence du traité du 29 janvier 1834, en était encore à discuter avec le comte de Nesselrode les tendances et les menaces du traité d'Unkiar-Skelessi.

Le maréchal Maison, qui avait ordre, il est vrai, de glisser sur les affaires de Pologne et de ne pas irriter à ce sujet la susceptibilité de l'empereur de Russie, ne fut pas informé davantage de la convention réciproque, qui venait d'être conclue entre les trois souverains alliés, les empereurs de Russie et d'Autriche et le roi de Prusse, « ayant un égal intérêt au maintien du repos et de l'ordre légal dans les provinces polonaises soumises à leur domination. »

Les dispositions de ce traité, destiné à affermir de plus en plus les rapports d'amitié intime et de bon voisinage,



qui subsistaient entre les trois parties contractantes, avaient été arrêtées en principe dans les conférences de Munchen-Graetz, mais elles ne furent révélées à l'Europe, que par un manifeste de l'empereur Nicolas, en date du 18 février; elles étaient ainsi formulées :

« Aucun individu, qui se sera rendu coupable, dans les États de l'une des trois puissances de Russie, d'Autriche et de Prusse, de crime de haute trahison, de lèse-majesté, de rébellion à main armée, ou qui aura conspiré contre la sûreté du trône ou du gouvernement, ne pourra trouver protection ni asile dans les États des deux autres. Les trois Cours s'engagent, au contraire, à ordonner l'extradition immédiate de tout individu prévenu des crimes indiqués ci-dessus, s'il était réclamé par le Gouvernement auquel il appartient.

« Il est bien entendu que les dispositions qui précèdent n'auront aucun effet rétroactif. »

C'était un véritable traité d'alliance offensive et défensive entre les trois Puissances alliées, sous la forme d'une simple mesure de police internationale, et les autres Puissances se méprirent si peu sur la portée de ce simple document, qu'elles s'abstinrent de vouloir s'immiscer, même d'une manière indirecte et détournée, dans la question polonaise.

La question d'Orient était, d'ailleurs, assez complexe et assez épineuse, pour que la diplomatie jugeât nécessaire d'y concentrer toute son action, au lieu d'éparpiller ses forces à débattre des questions secondaires. Aussi bien, les émigrés polonais semblaient-ils avoir pris à tâche de détruire eux-mêmes les sympathies que leur infortune avait d'abord inspi-



rées : ils se mêlaient à tous les faits de sédition et de conspiration, dans les pays qui leur donnaient asile.

Le général Ramorino, par exemple, avait recruté dans les rangs de l'émigration polonaise la bande de forcenés, à la tête de laquelle il osait envahir le Piémont, sous prétexte d'y établir un gouvernement révolutionnaire ; aussi, le canton de Berne, par un arrêté du 3 février, expulsa-t-il les Polonais, qui avaient abusé du droit d'asile, en attaquant le Piémont.

Ce fut à l'occasion de cette odieuse expédition de flibustiers, que le gouvernement russe fit publier un état comparatif des officiers polonais qui avaient servi dans l'armée rebelle en 1831 et de ceux qui pouvaient se trouver encore à l'étranger. Il résultait de ces calculs, que des deux mille cinq cent quarante officiers enrôlés sous les drapeaux de l'insurrection, deux cent soixante-trois étaient morts sur le champ de bataille ou des suites de leurs blessures, et que dix-huit cent cinquante et un n'avaient pas quitté le royaume de Pologne ou y étaient rentrés. On avait constaté la présence de quatre-vingt seize de ces officiers en France ou en Suisse, mais on ignorait absolument ce que les trois cent trente autres étaient devenus, et l'on avait lieu de présumer que beaucoup d'entre eux avaient péri à l'assaut de Varsovie. On en pouvait donc conclure que si une partie de ces trois cent trente officiers était au nombre des émigrés, qui ne comptaient pas moins de quatre mille individus vivant la plupart des subsides de la France et de l'Angleterre, le reste de l'émigration devait être composé d'hommes sans aveu, sans état, sans moyens d'existence, sans éducation, s'arrogeant le titre d'officiers ; d'étudiants échappés des universités de Varsovie et de Wilna, et enfin de valets et de gens de la lie du peuple, qui, livrés



à la fainéantise et à la débauche, ne se faisaient aucun scrupule d'exciter des troubles dans les pays qui leur avaient donné l'hospitalité.

Cette note officielle, publiée dans les journaux, produisit une vive impression et ne fut pas démentie.

L'empereur Nicolas n'avait plus à craindre d'être contrecarré, par les puissances européennes, dans ses travaux de reconstitution organique de la Pologne. C'était au moyen de l'éducation publique, qu'il voulait faire pénétrer parmi les masses ignorantes et grossières, en Pologne comme en Russie, une amélioration progressive religieuse, morale et intellectuelle. Cette éducation, il ne faut pas essayer de le nier, devait, dans la pensée de l'empereur, être partout nationale, c'est-à-dire russe. La pensée de Nicolas à cet égard n'était autre que celle de son ministre Ouwaroff, qui avait acquis et qui acquérait de jour en jour une autorité grandissante dans le conseil des ministres, depuis qu'il était parvenu à convaincre l'empereur, que la Russie, en fait d'éducation publique, avait tout à changer et à créer.

Le premier acte important du comte Ouwaroff avait été de faire transférer, de Krzemieniesc à Kieff, le lycée de Wolhynie, fermé depuis la fin de la rébellion, et de le réorganiser sur des bases plus larges et plus solides, en faveur des habitants des gouvernements de Kieff, de la Podolie et de la Wolhynie. Voici les prolégomènes de l'ukase impérial, daté du 8/20 novembre 1833, par lequel l'empereur avait fondé à Kieff l'université de Saint-Vladimir, composée d'une faculté de droit et d'une faculté de philosophie, et entretenue à l'aide des anciennes fondations du lycée de Wolhynie :

« Dans Notre constante sollicitude pour les progrès de



l'éducation publique vraiment nationale, Nous avons jugé convenable en transférant de Krzemieniesc à Kieff le lycée de Wolhynie, de le réorganiser sous la forme d'une institution de haut enseignement, avec l'extension convenable, et sur de solides bases, institution créée plus particulièrement en faveur des habitants des gouvernements de Kieff, de Wolhynie et de Podolie, dont le zèle héréditaire pour la propagation des lumières a suffisamment garanti jusqu'au plus lointain avenir l'existence des établissements d'instruction publique dans cette contrée. En conséquence, nous avons choisi la ville de Kieff, depuis longtemps destinée à devenir le siége d'une Université, ville également chère à tous les Russes, qui fut jadis et le berceau de la foi de leurs pères et celui de leur existence politique, et Nous avons ordonné d'y fonder une Université sous l'invocation spéciale de saint Vladimir, et en mémoire du grand propagateur des lumières dans les pays confiés à Nos soins par la divine Providence. »

Nicolas approuvait absolument le système de son ministre, qui n'admettait pas que l'éducation publique fût détournée de la surveillance de l'État, et qui, pour prévenir l'augmentation du nombre des pensions et établissements particuliers d'enseignement, avait fait décréter, par l'empereur, qu'il ne serait permis, ni à des Russes, ni à des étrangers, de créer aucune nouvelle pension de l'un ou de l'autre sexe à Saint-Pétersbourg et à Moscou, jusqu'à ce que la nécessité d'une pareille fondation fût bien démontrée. L'autorisation d'ouvrir des établissements de ce genre dans les autres villes ne serait accordée, avec toute espèce de réserve, que pour des localités où n'existerait pas un établissement d'instruction dépendant de l'État, et

dans tous les cas, un étranger ne serait admis à tenir pension, qu'après s'être fait naturaliser russe.

Ce fut là le point de départ de la guerre impitoyable que le ministre de l'instruction publique ne cessa de faire à l'éducation libre, dirigée soit par des Russes, soit par des étrangers, éducation qu'il regardait comme antinationale. Après avoir arrêté la multiplication des établissements particuliers destinés à l'éducation en commun, il devait autant que possible s'attaquer à l'éducation privée, qui, livrée à des précepteurs cosmopolites, détruisait le sentiment de la nationalité dans les familles nobles et riches. Selon son programme que l'empereur avait complétement adopté, l'État seul avait le droit d'instruire les enfants, pour en faire des citoyens, et la Russie, qui était restée trop longtemps dans les ténèbres de l'ignorance, n'avait qu'à prendre en main le flambeau de la science, pour éclairer le monde en s'éclairant elle-même. De là tous les projets qui se succédèrent pendant plusieurs années, dans le but de développer et de populariser l'instruction publique.

L'Europe libérale avait protesté contre les ukases qui supprimaient les universités de Varsovie et de Wilna, le lendemain d'une insurrection terrible qui avait eu son principal foyer dans les chaires de ces universités; mais cette suppression momentanée n'était que le prélude nécessaire d'une réorganisation de l'enseignement dans les provinces de l'Ouest.

Déjà l'Université de Saint-Vladimir à Kieff se trouvait constituée sur des bases plus larges et plus solides que l'ancienne Université de Wilna. Un autre ukase avait ordonné la création d'une haute école à Orscha, dans l'arrondissement de la Russie Blanche, en y affectant une

somme de 200,000 roubles d'argent et de 400,000 roubles assignats; mais l'empereur préféra donner immédiatement plus d'importance et plus d'éclat à l'Université de Saint-Vladimir, et il abandonna le projet du lycée d'Orscha, pour consacrer toutes les ressources dont le Trésor pouvait disposer, à une prompte et splendide appropriation de cette Université russe autant que polonaise :

« En affermissant ainsi sur des bases solides, disait-il dans son ukase du 28 février/12 mars 1834, le système de l'enseignement supérieur dans toutes les provinces de l'Ouest, Nous Nous sommes assuré que les habitants de ces provinces verront, dans cette mesure, comme dans l'uniformité du système établi pour toutes les parties de l'Empire, un nouveau témoignage de Notre égale sollicitude envers tous Nos fidèles sujets, afin que la jeunesse russe, élevée partout dans le même esprit, conforme à l'intérêt d'une patrie commune, et utile à la sécurité des familles, renferme le paisible exercice de ses facultés intellectuelles, dans les limites de la vie civile comme dans la carrière du service public, et jouisse toute, sans partage, de Notre paternelle affection. »

Cet ukase déclarait donc, dans des termes formels, que l'éducation de la jeunesse serait uniforme pour tout l'empire, comme pour le royaume de Pologne, où l'on avait déjà introduit l'enseignement obligatoire de la langue russe.

Le feld-maréchal Paskewitch était alors à Saint-Pétersbourg, et il avait présenté à l'empereur un volumineux rapport sur le travail de réorganisation administrative, que les Polonais nommaient la *dénationalisation* de leur pays. Nicolas, satisfait des résultats obtenus jusqu'à ce jour dans le



but d'effacer les traces de l'insurrection polonaise, témoigna publiquement de son approbation complète à l'égard de toutes les mesures que le prince de Varsovie avait prises de son propre mouvement, et lui adressa le rescrit suivant :

« Le Compte rendu que vous M'avez soumis sur les principales mesures d'administration civile du royaume de Pologne, en 1833, est pour Moi une nouvelle preuve de vos constants et infatigables travaux, tendant à l'accomplissement de Mes intentions pour le bien de la nation soumise à Mon sceptre. Une justice rigoureuse a étouffé dans leur germe les projets criminels conçus par quelques individus; ceux qui ont éprouvé des pertes, par suite de circonstances imprévues, ont obtenu les secours qu'il a été possible de leur donner; enfin, l'amélioration graduelle de toutes les branches d'administration y assure l'ordre et la régularité qui sont à désirer. D'après toutes ces dispositions de votre part, il M'est agréable de devoir vous témoigner Ma sincère reconnaissance pour les soins assidus que vous consacrez aux intérêts du royaume confié à votre administration. Je suis pour toujours votre affectionné,

« Nicolas.

« Saint-Pétersbourg, le 14 (26, nouv. st.) février 1834. »

Paskewitch, après un séjour de sept semaines à Saint-Pétersbourg, repartit le 9 avril, emportant avec lui les instructions secrètes, d'après lesquelles la commission extraordinaire, instituée pour juger les principaux auteurs de la dernière révolution, pourrait enfin rendre un jugement définitif et laisser ensuite la place libre à la clémence du tzar.

On attendait, à la cour, dans un délai très-rapproché, le général Kisseleff, que l'empereur rappelait auprès de lui,



et qui avait dû quitter Jassy dans les premiers jours d'avril, en déposant ses pouvoirs de ministre plénipotentiaire, sans avoir présidé lui-même à l'évacuation des troupes russes et à la nomination des hospodars dans les principautés danubiennes.

Dès que le général Kisseleff avait eu avis de la signature du traité du 29 janvier 1834, conclu avec la Porte Ottomane, l'approche de son départ ne fit qu'accroître sa sollicitude pour les populations moldo-valaques, qu'il avait gouvernées, comme un père de famille, pendant quatre ans. Il invita les chefs des différents ministères à lui soumettre des rapports détaillés sur toutes les parties de l'administration, à lui présenter les projets de lois les plus urgents qui devaient être examinés sous ses yeux par les divans de Valachie et de Moldavie, à lui faire connaître les besoins du pays auxquels il n'aurait pas eu le temps de pourvoir, et à appeler son attention sur les services que le gouvernement russe pourrait rendre encore aux Principautés, en les remettant prospères et florissantes à la disposition de l'Empire ottoman.

Il voulut se rendre compte de l'état de toutes les caisses publiques, et savoir le chiffre des sommes qu'il laissait dans chacune d'elles; il revisa et arrêta lui-même la balance des dépenses et des recettes du Trésor durant sa présidence, et il ordonna d'accélérer l'encaissement des arriérés, pour les affecter à l'extinction de la dette publique.

Les documents qu'il avait rassemblés ainsi, et qui formaient une masse immense de renseignements authentiques, lui fournirent les matériaux d'un rapport détaillé, dans lequel il passait en revue tous les actes de son administration dans les Principautés. Ce rapport, envoyé à l'empereur, précéda de quelques jours seulement l'arrivée du général à Saint-Pétersbourg.



Le président plénipotentiaire de la Valachie et de la Moldavie avait quitté Jassy, au commencement d'avril : toute la population de cette ville, le clergé et la noblesse en tête, l'avait suivi jusqu'à la frontière, pour lui faire cortége et pour manifester solennellement le regret de le perdre : en approchant des bords du Pruth, cette foule bruyante devint tout coup silencieuse et morne ; des larmes coulaient de tous les yeux. Le général se sentait pénétré lui-même de l'émotion qui éclatait autour de lui : chacun voulait le voir une dernière fois et lui adresser un adieu suprême. C'était le bon génie de la patrie, disait-on, qui s'en allait, emportant avec lui le bonheur qu'il avait donné aux Principautés. Le nom de Kisseleff restait gravé à jamais dans le cœur des Valaques et des Moldaves.

Quand le général, que l'empereur avait mandé à Saint-Pétersbourg, eut l'honneur d'être reçu en audience particulière par Sa Majesté, l'accueil flatteur et cordial que lui fit son souverain ne fut que la juste récompense des services qu'il avait rendus à la Russie, dans une mission aussi délicate que difficile à remplir.

— J'ai lu ton rapport, lui dit Nicolas en lui serrant la main, et je l'ai lu tout entier avec le plus grand plaisir.

— Quoi ! Sire, reprit le général, Votre Majesté a pris la peine de lire elle-même ce gros volume, où il y a bien des choses inutiles ?

— Pas du tout, répliqua l'empereur ; j'ai consacré trois soirées à cette lecture, et comme je marquais au crayon les passages qui m'ont le plus frappé, j'ai prié la grande-duchesse Marie d'en faire l'extrait... Voici cet extrait, ajouta Nicolas en ouvrant un carnet tout chargé d'écriture. Il y a surtout un passage qui m'a beaucoup intéressé : c'est celui où tu parles de l'émancipation des serfs. Nous nous occu-



perons de cela un jour ou l'autre, et je sais que je puis compter sur toi, car nous avons tous les deux les mêmes idées, les mêmes sentiments sur cette grande question, que mes ministres ne comprennent pas et qui les épouvante. Vois-tu, dit-il en lui montrant de la main un des cartons qui garnissaient les tablettes du cabinet, c'est ici que je réunis, depuis mon avénement au trône, toutes les pièces du procès que je veux faire au servage, lorsqu'il en sera temps, pour émanciper les paysans dans tout l'empire.

Le général Kisseleff n'eut garde d'oublier cette première ouverture, que l'empereur lui avait faite dans un quart d'heure d'épanchement, et qu'il ne devait lui renouveler qu'après l'avoir nommé ministre.

CCIV

La cour de Russie était alors dans l'attente d'une auguste cérémonie qui n'avait pas été célébrée depuis plus de quarante ans. Le grand-duc héritier atteignait sa seizième année, et, à l'occasion de sa majorité, il devait, conformément à la pragmatique sanction concernant la famille impériale, prêter serment de fidélité à l'empereur et à la patrie.

Cette cérémonie avait été fixée au dimanche 4 mai, fête de Pâques.

La nuit qui précéda ce grand jour, la famille impériale avait entendu la messe de la Résurrection, dans la chapelle du palais d'Hiver, et après les matines, Leurs Majestés avaient reçu les félicitations des membres du Conseil de l'Empire, des ministres, des sénateurs, des généraux et officiers de la garnison, et des personnes de distinction présentées.

La cérémonie du serment devait avoir lieu, à vêpres, vers deux heures et demie. Auparavant, les insignes impériaux furent apportés, sur des coussins de drap d'or, dans la chapelle du palais, avec les honneurs que prescrivait l'étiquette : le globe, par le grand-chambellan comte Golowkine, assisté de Tchertkoff, faisant les fonctions d'écuyer, et



du prince Gagarine, faisant celles de maître de la cour; le sceptre, par l'amiral Mordwinoff, assisté de Youschoff et du comte Wielhorsky; la couronne, par le prince Kotchoubei, qui avait été nommé la veille chancelier de l'Empire, et qui était assisté de deux maîtres de la cour, le comte Chreptovitch et le comte de Laval.

Les invités, introduits dans la chapelle par le grand maître des cérémonies, prirent place chacun à son rang, les dames en costume russe, les hommes en habits de gala. A l'heure convenue, Leurs Majestés et la famille impériale entrèrent dans la chapelle, où elles furent reçues par le métropolitain de Novogorod et de Saint-Pétersbourg, à la tête du haut clergé, avec la croix et l'eau bénite; puis, les membres du Saint-Synode, ainsi que le clergé, récitèrent les prières composées pour cette solennité.

Ces prières dites, l'empereur prit le césarévitch par la main et le conduisit devant le pupitre où étaient placés la croix et l'Évangile : l'un et l'autre étaient fort émus, mais d'une émotion différente, quoique pénétrés également de la grandeur de l'acte qu'ils allaient accomplir, le père comme témoin et garant du serment de son fils aîné, le césarévitch comme se préparant à prendre un engagement solennel vis-à-vis de son père et de la nation russe.

Le métropolitain présenta au césarévitch la formule du serment, écrite en lettres d'or sur vélin orné de peintures héraldiques, et le jeune prince prononça d'une voix ferme et haute le serment ainsi conçu :

« Au nom du Dieu tout-puissant, devant son saint Évangile, je jure et promets de servir fidèlement et loyalement Sa Majesté impériale, mon très-gracieux souverain et père, et de lui obéir en toutes choses, sans épargner ma vie et jusqu'à la dernière goutte de mon sang; de garantir et dé-



fendre, de toutes mes facultés, de toutes mes forces et de tous mes moyens, les droits et priviléges de l'autocratie souveraine, de la puissance et de l'autorité de Sa Majesté impériale, établis ou à établir par les lois, en coopérant à tout ce qui peut concourir au service de Sa Majesté impériale et au bien de l'Empire; en ma qualité d'héritier du trône de toutes les Russies, ainsi que du royaume de Pologne et du grand-duché de Finlande, réunis à cet Empire, je jure et promets d'observer, dans toute leur force et leur inviolabilité, tous les règlements pour l'ordre de succession au trône, et les dispositions de la pragmatique sanction concernant la famille impériale, tels qu'ils sont établis par les lois fondamentales de l'Empire, comme je puis en répondre devant Dieu et son jugement dernier.

« Seigneur, Dieu de nos pères et Roi des rois! enseigne-moi, éclaire-moi, dirige-moi, dans la grande tâche qui m'est réservée. Que la haute sagesse qui siége sur ton trône m'accompagne : fais-la descendre des cieux, afin que je puisse discerner ce qui est agréable à tes yeux et ce qui est juste selon tes lois. Que mon cœur soit dans tes mains! Ainsi soit-il! »

Après la lecture du serment, le grand-duc héritier, ayant apposé sa signature au bas de la formule, fut ramené à sa place par son auguste père et parut s'absorber dans une prière mentale.

L'impératrice, les yeux fixés sur son fils aîné, avait peine à retenir ses larmes. L'empereur se pencha vers elle et lui dit, avec un accent prophétique, en montrant le césarévitch :

— Nous sommes déjà le passé, mais voici l'avenir!

On chantait le ***Te Deum***, au bruit d'une salve de trois cent un coups de canon, tirée des remparts de la forteresse, et au son des cloches de toutes les églises de la capi-



tale. Le clergé entonna ensuite les prières pour la famille impériale, et à la suite de ces prières, les membres du Saint-Synode présentèrent leurs félicitations au grand-duc héritier.

L'acte du serment, signé par le césarévitch, fut remis au vice-chancelier, chargé de le déposer dans les archives de l'Empire, et l'on rapporta dans la salle des Diamants les insignes impériaux qui en avaient été extraits pour la cérémonie.

Pendant que le clergé de la cour célébrait les vêpres, une autre cérémonie non moins imposante se préparait dans la salle Saint-Georges, où l'on avait rassemblé les drapeaux de toutes les troupes, qui étaient représentées par des députations dans les différentes salles du palais; le commandant militaire de Saint-Pétersbourg avait fait placer sur des estrades tous les officiers-généraux et officiers qui n'étaient pas à la tête des députations de leurs régiments. La compagnie des grenadiers du palais se rangea, en face du trône, à l'endroit où l'on avait placé un pupitre sur lequel étaient exposés la croix et l'Évangile.

Les invités furent introduits alors par le grand maître des cérémonies, qui fit ranger les dames à gauche du trône, et qui mit à droite les ambassadeurs étrangers et les membres du Conseil de l'Empire : les aides de camp de l'empereur et les officiers de sa suite s'échelonnèrent autour de l'estrade. On vit paraître ensuite la famille impériale, qui sortait de la chapelle . l'empereur et l'impératrice montèrent sur l'estrade, tandis que les grandes-duchesses en occupaient la première marche; les grandes charges de la cour se tenaient derrière Leurs Majestés, et les maréchaux de la cour, avec leurs bâtons aux armes de Russie, attendaient au pied du trône.



L'empereur descendit les degrés et alla prendre par la main le césarévitch, qu'il conduisit devant le pupitre, à côté duquel un vieil officier de la compagnie des grenadiers du palais avait déployé le drapeau russe, dont les plis flottaient au-dessus de la tête du grand-duc héritier. L'archiprêtre Mouzowsky, aumônier de la garde, lut la formule du serment de fidélité à l'empereur et à la patrie, et le jeune prince répéta cette formule, à haute et intelligible voix, avant de se précipiter dans les bras de son auguste père.

A ce spectable, une émotion indescriptible s'empara de tous les assistants, et des hourras mille fois répétés retentirent de salle en salle, et trouvèrent de bruyants échos dans la foule de peuple qui stationnait depuis le matin sur la place et aux alentours du palais d'Hiver.

En ce moment, on affichait dans les rues ce manifeste impérial :

« Par la grâce de Dieu, Nous, Nicolas Ier, empereur et autocrate de toutes les Russies, etc.,

« A tous nos fidèles sujets, savoir faisons :

« Les lois fondamentales de Notre empire ont fixé à l'âge de seize ans l'époque de la majorité de l'Héritier du trône.

« Notre fils bien-aimé le grand-duc Alexandre Nicolaievitch est parvenu à cet âge le 17 du présent mois (29 avril, nouv. st.).

« Pénétré d'une profonde gratitude pour la Providence divine, qui a daigné le conserver, et considérant cet événement comme un témoignage de la protection du ciel et un gage de ses bienfaits à venir, Nous avons choisi le saint jour de Pâques, 22 du présent mois (4 mai, nouv. st.), pour la célébration de cette solennité.



« Dans cette journée, des prières d'actions de grâces ont été adressées au Tout-Puissant, et un *Te Deum* a été chanté dans son temple, d'après le rite de notre église orthodoxe; et, pendant cette cérémonie, l'Héritier du trône a prêté le serment prescrit, à l'occasion de sa majorité, par les lois fondamentales de l'Empire.

« En portant cette solennité à la connaissance de tous Nos fidèles sujets, Nous les invitons à joindre leurs ferventes prières à celles que Nous adressons au Très-Haut, pour qu'il daigne répandre, sur la majorité de l'Héritier du trône, ses saintes bénédictions, en le faisant croître en sagesse et en vertu. Que la Providence miséricordieuse le dirige dans les sentiers de la vie qui s'ouvrent devant lui, et que son cœur soit, dans la main de Dieu, constamment gardé et préparé aux importants devoirs qu'il est appelé à remplir!

« En même temps, Nous ordonnons ce qui suit :

« *Premièrement* : La formule du serment ci-annexée sera réunie aux actes qui constituent Nos lois fondamentales;

« *Secondement* : Au premier jour de fête, qui suivra la réception du présent manifeste dans chaque localité, il sera adressé, dans toutes les églises, au Tout-Puissant, dispensateur de tout bien, des actions de grâce, à l'occasion de l'heureuse majorité de l'Héritier du trône.

« Donné à Saint-Pétersbourg, le 22e jour du mois d'avril (4 mai, nouv. st.), de l'an de grâce mil huit cent trente-quatre, et de Notre règne le neuvième.

« NICOLAS. »

Leurs Majestés retirées dans leurs appartements, la première chose que fit le grand-duc héritier, ce fut d'écrire



une lettre touchante au général Mœrder, qui était malade à Rome, pour lui raconter la cérémonie du serment et pour lui demander sa bénédiction, comme celle d'un second père. Cette lettre, le général n'eut pas le bonheur de la recevoir, car il mourut, deux jours après la date de cette cérémonie au milieu de laquelle il se transportait en pensée. Ses dernières paroles furent celles-ci :

« Que la Providence conserve longtemps à la Russie l'empereur Nicolas et son fils Alexandre! Si le césarévitch vient à régner un jour sous le nom d'Alexandre II, on comprendra pourquoi je meurs content de mon ouvrage. Que le ciel le garde pour le bonheur de la patrie! »

Le grand-duc écrivit, le même jour, cette autre lettre adressée au prince Galitsyne, gouverneur-général militaire de Moscou :

« Parvenu à l'époque de ma majorité, J'ai eu le bonheur de prêter serment de fidélité à Sa Majesté l'empereur, Mon auguste père, et, dans sa personne, à la Russie, Ma patrie bien-aimée. Désirant consacrer, par un acte de quelque utilité, même pour un petit nombre d'individus, cette journée de laquelle commence véritablement à dater Mon existence, Je vous envoie une somme de 50,000 roubles, que Je vous prie de distribuer aux habitants indigents de Moscou ayant le plus besoin de secours. Je désire témoigner ainsi, quoique faiblement, le sentiment qui M'attache à notre antique capitale. Moscou est le lieu de Ma naissance ; c'est dans les murs du Kremlin que Dieu M'a donné la vie, et qu'il permette que ce présage s'accomplisse : que pendant les années de Mon adolescence, Je puisse Me préparer avec succès à remplir les devoirs qui Me sont réservés, afin de Me concilier, avec le temps, par leur accom-



plissement, l'approbation de Mon souverain et père, comme fils et sujet fidèle, et l'estime de la Russie, comme Russe dévoué de tout cœur au bien de la patrie, objet de Mes affections.

« Je suis toujours votre affectionné,

« ALEXANDRE.

« Saint-Pétersbourg, le 22 avril (4 mai, nouv. st.) 1834. »

Enfin, il envoya, au général Essen, gouverneur-général militaire de Saint-Pétersbourg, une somme de 50,000 roubles, accompagnée du rescrit suivant :

« Parvenu à l'époque de Ma majorité, J'ai eu le bonheur de remplir mon premier devoir. J'ai prêté, devant le trône de Dieu, le serment de fidélité à Mon souverain et père, et, dans sa personne, à Ma patrie bien-aimée. Daigne le Tout-Puissant m'aider à accomplir ce que j'ai promis de bouche et de cœur, dans son saint temple! Considérant désormais, comme le devoir le plus sacré, de Me préparer assidûment pour le moment, auquel, d'après la volonté de Sa Majesté impériale, je commencerai à servir l'empereur et la Russie, Je désire consacrer, au moins, par un acte de quelque utilité, cette journée si importante de Ma vie, et témoigner en même temps une partie de Mon attachement pour le lieu, où se sont écoulées les années de Mon enfance, où j'ai appris à aimer la Russie, et dans lequel enfin a été prononcé Mon serment sacré. Je vous prie de distribuer les 50,000 roubles ci-joints aux habitants indigents de Saint-Pétersbourg, qui ont le plus besoin de secours et y ont le plus de droit. Que leurs prières s'unissent aux miennes et à celles de tous nos compatriotes, pour demander à Dieu



de nous conserver longtemps notre souverain et de consolider la prospérité constante de l'Empire de Russie.

« Je suis votre affectionné,

« ALEXANDRE.

« Saint-Pétersbourg, le 22 avril (4 mai, nouv. st.) 1864. »

L'empereur, de son côté, adressa plusieurs rescrits, à l'occasion de la majorité de son fils Alexandre; le premier, qui fut rendu public, le lendemain même, était relatif à la nomination du chancelier de l'Empire. L'empereur avait voulu témoigner au prince Kotchoubei, en l'élevant à cette haute dignité, la parfaite reconnaissance et la bienveillance particulière dont il l'honorait en mémoire des services importants que l'illustre homme d'État avait rendus au trône et à la patrie, pendant sa longue carrière d'activité. Mais le chancelier de l'Empire ne devait pas jouir longtemps de la glorieuse distinction qu'il devait à l'estime et à l'amitié de son souverain, car sa santé était dès lors gravement altérée, et il ne survécut pas même deux mois à la cérémonie, où il avait paru pour la première fois, en y occupant le rang de sa nouvelle charge.

D'autres rescrits de félicitations et de remercîments furent adressés par Nicolas, non-seulement à des personnages éminents, tels que les généraux Kouteïnikoff et Kleinmichel, mais encore à des corps administratifs, notamment au Conseil des guerres et à l'Auditoriat général qui dépendait aussi du ministre de la guerre. Le ministre de ce département ne pouvait pas être oublié, et l'empereur saisit peut-être cette occasion, pour faire connaître à l'Europe, que ses armées étaient en état de répondre à toutes les exigences de la situation politique, lorsqu'il autorisa



la publication de sa lettre au général comte Tchernycheff, dans le journal officiel de Saint-Pétersbourg :

« La longue carrière de vos services, si utiles à Nous et à la Patrie, vient d'être signalée par de nouvelles preuves du zèle qui en a constamment été le caractère distinctif. Après avoir entièrement justifié Notre attente pendant les quatre années que vous avez dirigé Notre état-major général et le ministère de la guerre, vous avez, depuis votre nomination à vos fonctions actuelles, terminé avec un succès complet la réorganisation de l'Administration de la guerre, d'après les bases que Nous avions posées; vous avez parfaitement exécuté, avec le zèle et l'activité qui vous distinguent, les dispositions que Nous avions ordonnées pour la nouvelle organisation de l'armée et pour l'armement des détachements destinés à prêter secours à la Porte Ottomane; enfin, dans tous les actes de votre administration, vous avez déployé une sollicitude exemplaire, pour élever au plus degré de perfectionnement toutes les parties du service, qui vous sont confiées. Voulant vous témoigner Notre parfaite reconnaissance et Notre satisfaction particulière pour des services aussi distingués, Nous vous conférons les insignes en diamants de l'ordre de Saint-André, qui vous seront remis avec le présent rescrit, et Nous sommes à jamais votre affectionné,

« Nicolas.

« Saint-Péterbourg, le 22 avril (4 mai, nouv. st.) 1834. »

On avait annoncé que le général Paul Kisseleff, qui, en arrivant d'Odessa, s'était démis des fonctions de commandant du 6e corps d'infanterie, par raison de santé, serait



appelé à une des premières charges de l'Empire ; on parlait de lui, pour remplacer le prince Wolkonsky au ministère de la maison de l'empereur, mais on apprit qu'il se bornerait à conserver son titre d'aide de camp général de Sa Majesté et de membre du conseil des guerres, jusqu'à ce que la place qu'on lui destinait fût disponible ; en attendant, ce rescrit donna la mesure de la faveur si bien méritée que ses services lui avaient acquise auprès de l'empereur :

« Le compte rendu que vous nous avez présenté de votre administration dans les principautés de Moldavie et de Valachie, a parfaitement répondu à Notre attente et justifié la haute confiance que Nous avions placée en vous. Grâce à votre infatigable sollicitude, les avantages accordés à ces provinces par le traité d'Andrinople, ont exercé une bienfaisante influence sur leur bien-être intérieur. La réorganisation de toutes les branches de leur administration, basée sur les principes consacrés par des conventions solennelles, s'est effectuée avec un succès complet, sous votre active surveillance.

« Des services aussi éminents vous donnent plein droit à Notre entière gratitude. Recevez-en le témoignage, ainsi que l'assurance de la haute bienveillance avec laquelle Je suis à toujours votre affectionné,

« NICOLAS.

« Saint-Pétersbourg, ce 23 avril (5 mai, nouv. st.) 1834. »

Le général Kisseleff avait besoin d'un peu de repos, pour se remettre des fatigues extraordinaires, qu'une nature moins énergique que la sienne n'eût jamais pu supporter,



durant les quatre années de son séjour dans les Principautés; ce fut là le motif qui l'empêcha d'accepter un poste actif auprès du grand-duc héritier et de disputer au prince Charles de Lieven la charge de curateur de ce prince.

Le général Kisseleff était, d'ailleurs, sérieusement indisposé. Il avait su pourtant se faire violence et rassembler tout ce qui lui restait de force physique, pour pouvoir se montrer, quoique pâle et défait, à la cérémonie du serment du césarévitch. Le lendemain et les jours suivants, il garda le lit, avec la fièvre, et il se vit dans l'impossibilité absolue de paraître aux grandes réceptions du palais, où les devoirs de son rang et de sa position exigeaient impérieusement sa présence.

Un trait des plus caractéristiques, qui fut alors l'entretien de la cour, prouva combien l'empereur Nicolas était scrupuleusement attaché aux moindres questions de service, de règlement et d'étiquette.

Inquiet de la santé du général, qu'il n'avait pas aperçu aux réceptions officielles, il envoya un aide de camp pour s'informer des nouvelles du malade. L'aide de camp revint dire à l'empereur, qu'il avait vu le général encore faible, mais levé et en robe de chambre, au coin du feu.

— En robe de chambre! s'écria l'empereur, étonné et contrarié. En robe de chambre! est-ce croyable? Quoi! le général n'était pas en grand uniforme, dans la tenue ordinaire, un jour de réception officielle! En robe de chambre!... Il est souffrant, sans doute, mais ce n'est pas une raison pour oublier le service et pour manquer à la règle!

La cour avait cru d'autant mieux à la retraite du prince Pierre Wolkonsky, que ce ministre, souffrant de la goutte, mais cachant ses infirmités, pouvait à peine sortir de son lit et succombait sous le poids des occupations multiples



de son ministère. L'empereur venait de lui envoyer, le jour de la cérémonie du serment du césarévitch, une canne en ébène, surmontée d'un pommeau en or et de l'aigle impériale en diamants, avec cette inscription en russe formée de petits diamants incrustés dans l'or : ***En reconnaissance de longs et fidèles services.*** Le rescrit suivant accompagnait ce magnifique et singulier présent :

« Le zèle que vous avez constamment déployé dans la longue carrière de vos services distingués, tant auprès de feu l'empereur qu'auprès de Ma personne, à laquelle, depuis plus de huit ans, vous n'avez cessé de montrer le même dévouement; l'excellent état de toutes les parties du ministère qui vous est confié, et, spécialement, les réorganisations effectuées avec tant de succès dans l'administration des domaines des Apanages, vous ont acquis les plus justes droits à Ma reconnaissance particulière, ainsi qu'à Ma parfaite satisfaction.

« Voulant vous donner un témoignage de ces sentiments, Je vous confère une canne, qui vous sera remise avec le présent rescrit, afin que ce gage soit pour vous et votre postérité un monument de Ma haute considération et de Ma reconnaissance pour vos longs et fidèles services.

« NICOLAS.

« Saint-Pétersbourg, le 22 avril (4 mai, nouv. st.) 1834. »

L'empereur data du même jour, en souvenir de la majorité de son fils aîné, plusieurs autres rescrits adressés à ses meilleurs et à ses plus anciens serviteurs, entre autres au prince Galitsyne, directeur en chef des postes, en lui conférant son portrait enrichi de diamants, pour être porté à la



boutonnière; au vice-chancelier comte de Nesselrode, au comte Cancrine, ministre des finances, en leur envoyant les insignes en diamants de l'ordre de Saint-André; au grand-chambellan comte Golovkine, au comte Stackelberg, ambassadeur de Russie à Naples; à l'aide de camp général comte Alexandre Benkendorff, chef des gendarmes, etc.

En aucune circonstance, l'empereur ne fut aussi prodigue de décorations dans tous les ordres de l'Empire; jamais il n'avait signé à la fois un aussi grand nombre de promotions dans la hiérarchie civile et militaire : il avait à cœur, en récompensant tous les services, de faire partager à ses bons serviteurs la joie qu'il éprouvait comme père et comme souverain, dans une occasion solennelle qui était, pour ainsi dire, l'aurore lointaine d'un nouveau règne.

Tous les Russes avaient bien compris le sens patriotique de cette solennité, qui ajoutait son prestige à l'enthousiasme de la fête de Pâques. Pendant toute la journée, les habitants de Saint-Pétersbourg ne firent que s'embrasser dans les rues, et Nicolas, pour satisfaire à l'usage du vieux temps, ayant voulu se montrer sur la place du palais, après la cérémonie du serment, fut tellement assailli par le peuple qui l'avait entouré et qui se disputait avec frénésie l'honneur d'une accolade de son souverain, qu'il dut employer la force et faire appel à son autorité pour échapper à ces embrassements forcenés, et qu'il rentra, dans ses appartements, les habits déchirés, le visage barbouillé et inondé de sueur.

— Voyez en quel état je suis! dit-il en riant à l'impératrice et aux grandes-duchesses : j'aurais bien besoin de prendre un bain et de me parfumer des pieds à la tête. Ces braves gens m'aiment véritablement, mais ils me l'ont trop prouvé à leur manière aujourd'hui.



Le soir, toute la ville fut illuminée, et il n'y eut pas une lucarne, dans les plus pauvres faubourgs, qui n'eût sa lampe ou sa lanterne.

Le lendemain, c'était encore fête, à l'occasion de la fête de l'impératrice et du jour de naissance du grand-duc héritier. Après la messe, les réceptions commencèrent au palais et durèrent une partie de la journée : le césarévitch reçut, dans ses appartements, les félicitations du corps diplomatique ; le jour suivant, il reçut celles du Conseil de l'Empire, du Sénat, des grandes charges de la cour et des ministres secrétaires d'État, puis celles du corps de commerce, et des députations de la bourgeoisie et des corps de métiers.

Peu de jours après, la noblesse du gouvernement de Saint-Pétersbourg eut l'honneur d'offrir à Leurs Majestés, pour célébrer la majorité du césarévitch, un bal qui surpassa en luxe et en magnificence tous ceux qu'on avait donnés depuis les fêtes du sacre à Moscou. Les préparatifs de ce bal, qui eut lieu le 11 mai, dans les beaux appartements de l'hôtel du grand-veneur Naryschkine, n'avaient pas duré moins de deux mois, et coûtaient plusieurs millions de roubles. La grande salle de danse, dont les colonnes de marbre étaient ornées de guirlandes de pampre doré, resplendissaient des feux de six mille bougies ; au fond de cette immense salle, un berceau de verdure, décoré des fleurs les plus rares, entourait l'estrade où l'on avait placé le siége destiné à l'impératrice, qui devait y paraître comme une divinité présidant aux réjouissances dont son auguste fils était l'objet.

Vers onze heures du soir, un nombreux orchestre exécuta l'air russe national, pour annoncer l'arrivée de Leurs Majestés et de la famille impériale. L'impératrice ouvrit le bal, par une polonaise, avec le prince Basile Dolgorouky,



maréchal de la noblesse du gouvernement de Saint-Pétersbourg, et principal ordonnateur de la fête. Les danses commencèrent aussitôt et se prolongèrent jusqu'au matin.

La beauté et la richesse des costumes russes portés par les dames, la diversité et la magnificence des uniformes, donnaient à cette brillante réunion l'aspect le plus varié et le plus original.

Le buffet, servi avec autant de goût que de profusion, était surchargé de bronzes d'art et de pièces d'argenterie d'un travail merveilleux. Une des galeries de l'hôtel avait été transformée en un délicieux jardin d'orangers et de citronniers, peuplé de charmantes statues, tapissé de ceps de vigne d'où pendaient de belles grappes de raisin, animé par le bruit des jets d'eau et par le chant des oiseaux dans des volières, sous le demi-jour d'une illumination cachée parmi les feuillages exotiques.

On avait construit exprès, pour le souper, une vaste salle en forme de tente, soutenue par six palmiers admirablement imités : des draperies en velours, garnies de franges d'or, couvraient les parois et encadraient plusieurs tableaux, représentant, d'un côté, une vue de Moscou, avec la place du Kremlin et le couvent de Tchoudorff, en souvenir de la naissance du grand-duc héritier, et, de l'autre côté, une vue de Saint-Pétersbourg, avec la place du Sénat et la statue de Pierre le Grand, en mémoire de la majorité du césarévitch. Six cents personnes purent à la fois prendre place autour des tables dressées dans toute la longueur de cette salle, lorsque Leurs Majestés furent assises à la table impériale.

Pendant le souper, des artistes célèbres exécutèrent des morceaux de musique instrumentale. Au dessert, le prince Basile Dolgorouky, accompagné de plusieurs maréchaux



de districts du gouvernement de Saint-Pétersbourg, s'approcha de l'empereur et lui demanda la permission de porter un toast en son honneur et en l'honneur de l'impératrice, du césarévitch et de toute la famille impériale. L'empereur agréa le toast, qui fut porté au son des fanfares.

Le peuple de la capitale n'était pas resté étranger à cette fête splendide, donnée par la noblesse à l'occasion de la majorité du grand-duc. La foule inondait les alentours de l'hôtel Naryschkine et, se promenant le long des quais voisins, admirait les illuminations, tandis que des barques, décorées de lanternes lumineuses et chargées de musiciens, sillonnaient le canal de la Fontanka, en faisant retentir les airs de chants nationaux.

On peut dire que tout l'Empire s'associa, dans un même sentiment de patriotisme, aux fêtes publiques qui célébrèrent partout la majorité du césarévitch. La Pologne elle-même dut participer à la joie générale, et le lendemain du jour où le grand-duc Alexandre avait prêté serment à l'empereur et à la patrie, le 5 mai, un *Te Deum* d'actions de grâce fut chanté dans toutes les églises catholiques du royaume, comme dans les églises appartenant au rite gréco-russe.

A Varsovie, en sortant des églises, la foule se porta vers la citadelle d'Alexandre, qui devait être inaugurée ce jour-là : toutes les troupes de la garnison étaient rangées sous les murs de cette citadelle, qui venait d'être achevée et qui commandait la ville. Le feld-maréchal Paskewitch, accompagné d'un nombreux cortége et d'un brillant état-major, se rendit sur la place Alexandre, où le clergé bénit le pavillon et l'étendard impérial, en présence des troupes et d'une énorme affluence de spectateurs, qui mêlèrent leurs



acclamations aux chants de l'Église et au fracas du canon. L'étendard impérial, transporté solennellement et arboré sur un bastion de la nouvelle forteresse, fut salué par l'artillerie et par les hourras prolongés des soldats qui présentaient les armes. La cérémonie se termina par la parade et le défilé des troupes devant le feld-maréchal.

Il semblait, ce jour-là, que le peuple, à Varsovie, eût oublié les douloureux événements de 1830 et de 1831. Les rues étaient pleines d'une foule joyeuse en habits de gala; les théâtres, qui jouaient gratis, regorgeaient de monde; le soir, les bals publics furent très-animés, les illuminations très-brillantes, et pourtant, il y avait encore dans les prisons un grand nombre de détenus politiques, qui attendaient, depuis plus d'une année, que la commission extraordinaire de justice eût statué sur leur sort.

CCV

Seize condamnés politiques furent graciés par le maréchal Paskewitch, à l'occasion de la majorité du grand-duc héritier, et l'on annonça que, les travaux de la commission touchant à leur terme, on connaîtrait avant peu de mois le résultat définitif des arrêts prononcés contre les personnes qui n'avaient pas été comprises dans l'amnistie générale.

C'était là, il faut l'avouer, ce qui entretenait en Pologne, surtout dans les classes élevées, une sombre inquiétude, un profond découragement; chacun pouvait craindre pour sa liberté et pour sa fortune; chacun, du moins, avait à se préoccuper du sort réservé à ses parents et à ses amis, car la commission extraordinaire, composée de Russes et de Polonais, qui ne se recommandaient pas tous par leur impartialité et leur bienveillance, avait des pouvoirs illimités, pour connaître de tous les faits perpétrés pendant la période révolutionnaire. De là des enquêtes minutieuses et sévères, dans lesquelles le plus innocent se trouvait parfois compromis; de là, surtout, des exactions déplorables qui se cachaient sous le manteau de la justice; de là aussi des dénonciations odieuses et des actes d'arbitraire intolérables.



Le maréchal Paskewitch se trouvait lui-même impuissant contre ces abus, et il était le premier à réclamer, auprès de l'empereur, la cessation de ce système de sévérité rétroactive, d'autant mieux que l'apaisement des passions politiques mettait la Pologne à l'abri de toutes les excitations qui lui venaient de l'étranger. La nationalité polonaise, si active et si bruyante dans l'émigration, faisait silence et s'effaçait en apparence dans le royaume, où l'Administration travaillait sans cesse, avec autant de prudence que d'habileté, à substituer partout la Russie à la Pologne.

La population des campagnes avait trop souffert durant la guerre de l'insurrection, elle avait été trop mal récompensée de son dévouement à la cause patriotique, pour n'être pas satisfaite du retour de l'ordre et de la tranquillité sous la domination russe; elle se sentait protégée contre l'oppression brutale de la noblesse: elle se soumettait volontiers à la loi régulière du recrutement, après avoir été décimée par l'impôt du sang, que le gouvernement insurrectionnel lui avait fait subir avec une exigence impitoyable; elle n'était plus écrasée et ruinée par des exactions incessantes et sans bornes. Le commerce, dans les villes, n'avait pas encore, il est vrai, réparé ses désastres, mais du moins il entrevoyait, dans un avenir prochain, le retour de son ancienne prospérité.

Dès ce moment, les cabinets européens semblaient avoir renoncé à toute espèce d'intervention à l'égard de la Pologne, et pas une ambassade, à Saint-Pétersbourg, n'aurait eu la maladresse de vouloir remettre sur le tapis une question de droit des gens, que la politique russe en avait rejetée d'une manière si ferme et si catégorique. Le gouvernement français avait compris, avant tous les autres gouvernements, que l'empereur Nicolas serait inflexible



sur un principe qu'il regardait comme intéressant à la fois sa dignité et son autorité de souverain; il ne fut donc plus mention de la Pologne dans les notes diplomatiques, et l'émigration polonaise vit dès lors se refroidir la sympathie qu'elle avait obtenue d'abord auprès des ministres de Louis-Philippe.

L'Angleterre avait plus facilement encore abandonné ses velléités de protestation en faveur de la Pologne et des traités de Vienne : elle s'était exclusivement attachée à reconquérir sa prépondérance dans les affaires d'Orient, et elle eût couru même la chance d'une guerre maritime, si la Russie avait voulu ramener ses flottes à l'entrée du Bosphore et faire prévaloir son alliance offensive et défensive avec l'Empire ottoman. Mais, tandis que la flotte anglaise, sortie du port de Malte au mois de mai 1834, était maîtresse de la mer de l'Archipel et paraissait se préparer à forcer le passage des Dardanelles, pour venir jeter l'ancre en face de Constantinople, le gouvernement français restait en dehors du mouvement de la politique anglaise, qui ne réussit pas même à l'entraîner dans une sorte de démonstration belliqueuse contre la Russie.

Le sultan Mahmoud savait n'avoir rien à appréhender du côté de la Syrie, où le vice-roi d'Égypte et son fils Ibrahim-Pacha étaient aux prises avec la révolte des Arabes; il laissa son puissant vassal lutter seul contre les rebelles, reconquérir les villes que ceux-ci lui avaient enlevées, et maintenir son droit de possession sur les pachaliks que la Porte avait placés sous sa suprématie; il ne demanda aucun secours à son allié l'empereur Nicolas, et il n'accepta pas la coûteuse alliance que le gouvernement britannique lui offrait d'un air de menace.

L'empereur Nicolas, il est vrai, faillit se départir de cette



ligne de conduite sage et réservée, lorsqu'il apprit que les Arabes insurgés avaient fait invasion dans la ville sainte de Jérusalem, laissée sans défense par Ibrahim, à la fin de mai, et y commettaient d'horribles profanations; il aurait envoyé volontiers une escadre et des troupes de débarquement sur les côtes de Syrie, si le comte de Nesselrode ne lui eût représenté qu'il ne pouvait intervenir, même dans une guerre civile qui livrait le tombeau du Christ aux outrages des bandes musulmanes, sans être appelé et autorisé par le sultan.

Nicolas écrivit seulement à son allié Mahmoud, pour le supplier de s'intéresser au sort de Jérusalem, qui se trouvait placée naturellement sous la sauvegarde de la chrétienté; il lui demanda de provoquer l'envoi d'une expédition russe, qui partirait d'Odessa pour reprendre possession de cette vénérable cité; mais, avant que le sultan eût reçu la lettre du tzar, Ibrahim-Pacha était rentré à Jérusalem et en avait chassé les Arabes.

— Il faut que les lieux saints soient désormais sous la protection de l'Europe chrétienne, dit Nicolas; Jérusalem nous appartient, en quelque sorte, moralement, et, tôt ou tard, cette ville sainte doit être revendiquée par les Puissances qui sont attachées à la religion de Jésus-Christ. Je l'ai souvent répété, ajouta-t-il, le sultan, dans son intérêt comme dans l'intérêt de tout le monde, ferait bien d'abjurer l'islamisme. Alors il n'y aurait plus de question d'Orient.

Nicolas s'abstint donc, dans le cours de cette année, malgré la guerre civile qui ensanglantait la Turquie d'Asie, de mettre au service de la Porte Ottomane un seul vaisseau et un seul soldat; le sultan Mahmoud, de son côté, ne crut pas nécessaire de s'adresser à son fidèle allié, plutôt qu'à la France et à l'Angleterre, pour comprimer, en Syrie, une



révolte, qu'il ne voyait pas, sans une satisfaction secrète, se prolonger et devenir permanente contre Méhémet-Ali et Ibrahim-Pacha. La flotte russe de la mer Noire ne fit donc que de courtes apparitions en vue des côtes de l'Empire ottoman. Cette flotte, on ne l'ignorait pas, eût été capable de défendre l'entrée du Bosphore contre les escadres anglaise et française.

Nicolas n'avait pas perdu de temps pour augmenter ses forces navales et pour perfectionner l'état de sa marine militaire et marchande. Dans ce but, il avait ordonné de créer des corporations de matelots dans les villes d'Aleschky et de Nicopol (gouvernements de Tauride et de Catherinoslaw). Ces corporations, exemptes de toute espèce d'impôt et du recrutement, devaient se composer de bourgeois et gens de condition libre, qui s'y feraient inscrire volontairement et qui, après avoir servi cinq ans sur la flotte de la mer Noire, recevraient des autorités maritimes un certificat de matelot émérite, avec lequel le titulaire jouirait de certaines prérogatives spéciales. C'était le premier degré de l'instruction navale que l'empereur voulait répandre parmi les populations du littoral de la Crimée. Il avait complété, pour ainsi dire, cette institution, en établissant, par ukase du 7/19 février 1834, une école de navigation marchande à Kherson, pour former des pilotes et capitaines de navires marchands, ainsi que des constructeurs de bâtiments.

Cet utile établissement devait comprendre environ quarante élèves internes, dont vingt-quatre pensionnaires de la Couronne, et le surplus payant pension, les uns et les autres âgés de quatorze à dix-sept ans. Les élèves de la Couronne, choisis parmi des familles bourgeoises ou marchandes, de condition libre, seraient nommés par le gou-



verneur général de la Nouvelle-Russie ou par les gouverneurs des villes, après avoir justifié d'une bonne moralité, d'une constitution robuste, et de quelques connaissances élémentaires. On exigeait, aussi, qu'ils fussent de la religion chrétienne. Le cours d'études complet aurait une durée de quatre ans, après lesquels l'élève sortant de l'école obtiendrait, suivant sa capacité, un brevet de pilote ou d'aide-pilote. Ceux qui auraient ensuite, pendant quatre années, rempli les fonctions de pilote ou d'aide-pilote dans la marine marchande, pourraient être, à la suite d'un examen, pourvus d'un nouveau brevet qui leur donnerait le droit de commander des navires marchands en qualité de capitaines. Tous les élèves, à la sortie de l'école, où ils se seraient distingués par leur bonne conduite et par leurs efforts laborieux, devaient être exempts d'impôts, du recrutement et des châtiments corporels. Leurs enfants jouiraient de la même exemption, pourvu qu'ils se consacrassent également à la navigation.

L'empereur, en fondant ces institutions navales, avait le désir de favoriser l'éducation maritime des habitants de Kherson, Odessa, Taganrog, Nicolaïeff, Théodosie, Izmaïl, Rostoff, Kertch, Eupatorie et Akermann.

Ce n'était qu'une des applications du nouveau système d'instruction publique, qui avait été suggéré par le comte Ouvaroff, et qui avait pour objet unique d'imprimer une direction plus nationale à l'éducation de la jeunesse. L'ukase impérial du 17/29 avril 1834, qui fit tant de bruit en Europe et qui souleva même en Russie, dans les classes nobles et riches, une si vive protestation, se rattachait à la volonté formelle de créer et de développer une civilisation russe, et d'empêcher cette civilisation indigène de se laisser envahir et absorber par les civilisations étrangères.



Il s'agissait de combattre cette tendance générale de l'aristocratie russe à importer en Russie les idées, les mœurs, les langues et les défauts, plutôt encore que les qualités des peuples au milieu desquels elle passait presque toute sa vie; ce n'étaient plus des Russes qui revenaient dans leur patrie, après avoir résidé plusieurs années dans toutes les capitales de l'Europe ; c'étaient des cosmopolites indifférents, quand ce n'étaient des adversaires et des ennemis qui ne représentaient plus, parmi leurs compatriotes, que les nations où ils s'étaient eux-mêmes naturalisés par un long séjour. L'empereur jugea qu'il était bon de montrer à l'Europe que les Russes pouvaient se passer d'elle, dans un moment où la France et l'Angleterre entretenaient contre la Russie une ligue malveillante et hostile, qui ne paraissait pas devoir entraîner une guerre ouverte, mais qui pouvait autoriser l'opinion, excitée et dirigée par la presse libérale, à s'armer de mensonges, de haines et de préjugés à l'égard du gouvernement russe.

L'ukase du 17/29 avril n'avait été conçu, en apparence, que pour apporter de nouvelles entraves à la liberté des voyages hors de la Russie; mais cet ukase, si important à divers points de vue politiques et économiques, annonçait assez, dans son préambule, quel sentiment de patriotisme en avait dicté les dispositions :

« Après avoir, par Notre ukase du 18 février (2 mars, nouv. st.) 1831, adressé au Sénat-dirigeant, posé des bornes à l'éducation de la jeunesse russe à l'étranger, Nous avons, depuis, jugé nécessaire de fixer Notre attention sur le séjour des sujets russes hors du territoire de l'Empire.

« Nos lois permettent à la noblesse, de même qu'à



toutes les personnes de condition libre, de voyager à l'étranger, en se munissant des passe-ports nécessaires, mais il n'a jamais été permis d'abandonner sa patrie, ni de s'établir à l'étranger.

« Toutefois, il résulte des rapports qui Nous ont été présentés, qu'il y a eu, et qu'il existe encore, des exemples de personnes qui, après avoir obtenu des passe-ports pour se rendre à l'étranger, y restent indéfiniment à demeure et convertissent ainsi leur absence autorisée en émigration définitive. Par suite de cette conduite, leurs propriétés se ruinent, leurs revenus sont dissipés hors de l'Empire, leurs successions se grèvent de dettes, et ils deviennent étrangers à tous les liens de la famille et de la patrie. »

Non-seulement le prix des passe-ports à l'étranger fut élevé à un taux énorme, ce dont l'ukase ne faisait pas mention, mais encore ces passe-ports n'étaient valables que pendant cinq années pour la noblesse, et pendant trois années pour les individus de toute autre condition. En outre, l'ukase ne disait pas que ces passe-ports, si coûteux, ne pouvaient jamais être exigibles, et que l'Autorité se réservait toujours de les refuser ou de les retirer, selon son bon plaisir.

A l'expiration du délai fixé par son passe-port, tout sujet russe qui n'aurait pas obéi à la loi en rentrant dans son pays, serait considéré comme absent; en conséquence, ses biens mis sous le séquestre, on en verserait le revenu dans les caisses du Trésor, sauf l'acquittement des dettes et le prélèvement d'une pension alimentaire au profit de la femme et des enfants de l'absent. Sommation devrait être faite alors, par la voie des gazettes, à cet absent réfractaire, de revenir en Russie dans un délai prescrit, qui ne pourrait jamais dépasser dix-huit mois; s'il obtempérait à cette som-



mation, ses biens lui seraient restitués, avec les revenus capitalisés, moyennant une amende considérable; mais, faute d'avoir reparu en temps utile, l'absent se trouvait exilé jusqu'à sa mort, et ses biens restaient désormais sous le séquestre.

Une clause de cet ukase, qui ne pouvait être mis complétement à exécution que dans un temps assez éloigné, concernait les mariages des femmes russes avec des étrangers. La femme légalement mariée à un étranger et abandonnant sa patrie, par l'effet de son mariage, pour suivre la condition de son mari, ne pouvait plus posséder d'immeubles en Russie : elle serait donc tenue, avant de quitter l'empire, d'opérer la vente de ses immeubles, et de laisser à l'État le dixième des capitaux qu'elle voudrait emporter avec elle.

Les murmures que cet ukase excita parmi les classes opulentes, qui avaient le goût et l'habitude des voyages, eurent un long retentissement dans les lieux où elles étaient établies, et les journaux de l'Allemagne, de la France et de l'Angleterre, se firent les échos complaisants de leurs plaintes. On accusa l'empereur de tyrannie, en prétendant que son ukase défendait aux sujets russes de voyager, et les parquait inexorablement dans les limites de la Russie.

Nicolas, qui ne lisait qu'un seul journal, le *Journal des Débats*, fut surpris et mécontent d'y trouver un jugement aussi erroné que frondeur sur l'ukase du 17/29 avril.

— Il en est des gouvernements comme des hommes, dit-il à son ministre des finances; quand l'accusation lancée contre eux dépasse la mesure de la pudeur publique, le silence est la seule réponse qui soit en accord avec leur dignité. Mais ce n'est pas ici le cas : l'article du *Journal des Débats* est, quoique plein de données inexactes, rédigé



sur un ton de modération et avec une apparence de bon vouloir, qui doivent nous décider à y répondre, pour éclairer la question et la présenter telle qu'elle est à l'examen des esprits impartiaux.

Nicolas ne dédaigna donc pas de jeter lui-même les bases de cette réponse officielle destinée à rectifier les erreurs du journal, et le comte Ouvaroff se chargea d'écrire ce factum, dans lequel, après avoir prouvé que les rigueurs de l'ukase n'atteignaient que les Russes qui voulaient s'expatrier, il prit la défense de son propre système d'éducation publique, que le journaliste français avait critiqué, en le rattachant à la prétendue interdiction des voyages à l'étranger.

Cette défense habile et éloquente d'un système, qui avait pour objet de donner à l'instruction publique un caractère plus national, amenait naturellement ce juste et bel éloge de Nicolas et de son gouvernement : « Il nous tarde, disait-il, de rappeler que l'empereur Nicolas, à travers toutes les immenses vicissitudes de son règne, n'a pas cessé un seul instant de favoriser les progrès de la civilisation. Que l'on jette un coup d'œil sur les faits déjà entrés dans son histoire : Un nombre prodigieux d'instituts civils et militaires créés ou réorganisés sous ses auspices, l'envoi d'une foule de jeunes gens dans les pays étrangers, des récompenses données aux savants, aux hommes de lettres et aux artistes, l'Université de Kieff, le nouvel Observatoire de Saint-Pétersbourg, des grands travaux publics, une marine surgie tout à coup comme par magie, une armée puissante et bien disciplinée, la publication des Pandectes russes, d'importantes améliorations dans toutes les branches de l'administration, voilà des titres qui attestent suffisamment et la sollicitude et l'esprit du gouvernement russe. »

Le nouvel Observatoire de Saint-Pétersbourg, dont le



comte Ouvaroff avait bien le droit de s'enorgueillir, puisqu'il en avait eu la première pensée, était une des fondations les plus récentes, dues à la généreuse initiative de l'empereur et à son inépuisable munificence. Avant le règne de Nicolas, la Russie ne possédait que trois observatoires, ceux de Dorpat, d'Abo et de Nicolaïeff, qui, grâce à la protection d'Alexandre I[er], avaient pu rivaliser avec les premiers observatoires de l'Europe.

L'empereur Nicolas ne resta pas en arrière de son auguste frère, pour protéger les sciences astronomiques : il avait fondé successivement les observatoires d'Helsingfors, de Moscou, de Kieff et de Kasan. Il comprenait que l'astronomie qui, depuis plus d'un siècle, avait eu en Russie tant d'éclat, par suite des travaux de Lexel, de Roumowski, d'Inokhodtseff, de Schubert et de Struwe, ne pouvait poursuivre le cours de ses grandes découvertes, qu'au prix de dépenses énormes que l'État seul était capable de supporter; sur la proposition de son ministre de l'instruction publique, il s'était donc empressé d'ordonner qu'un Observatoire, supérieur à tous ceux qui existaient dans le monde, fût fondé à Saint-Pétersbourg, sous la direction de l'Académie impériale des sciences.

L'académicien Parrot avait été chargé de présenter un projet et des plans; le devis s'élevait à 346,500 roubles pour les constructions et à 135,000 roubles pour les instruments. L'empereur accepta ce devis et invita l'Académie à mettre à exécution le projet qu'il avait approuvé, par un ukase du 28 octobre/9 novembre 1833, au moment même où la Chambre des députés de France refusait, dans le vote du budget, un crédit de quelques milliers de francs, demandés par l'illustre Arago pour acquérir un nouveau télescope, que réclamait l'Observatoire de Paris.



L'empereur avait lui-même indiqué la montagne de Pulkowo comme le meilleur emplacement qu'on pût choisir pour le nouvel Observatoire. Le plan de l'édifice, dressé par l'architecte Bruloff, d'après les avis d'une commission d'académiciens, avait été soumis à l'empereur, qui y fit de sa main plusieurs importantes modifications, et la construction commença, au printemps de cette année 1834; elle devait se continuer sans interruption, pendant que les instruments seraient fabriqués, sous la surveillance du célèbre astronome Struwe, en partie à Saint-Pétersbourg, en partie à Londres. On pensait que ce superbe Observatoire serait entièrement achevé dans un délai de trois ans, et l'empereur, pour accélérer la fabrication des instruments, avait ajouté une somme de 50,000 roubles au devis fourni par l'académicien Parrot.

Le comte Ouvaroff, que ses goûts et ses aptitudes portaient à s'intéresser vivement à tout ce qui concernait les sciences, trouvait chez l'empereur les dispositions les plus favorables pour multiplier les établissements scientifiques et pour récompenser les savants, mais il avait à cœur de consolider d'abord son système d'instruction publique et de retremper, pour ainsi dire, la société russe dans l'éducation nationale. L'empereur le laissait faire et même l'encourageait à faire, car il était bien résolu à ne pas suivre, sur ce point, les errements de Pierre le Grand et de Catherine, qui s'étaient attachés à importer en Russie les idées des peuples occidentaux et qui n'avaient que trop bien réussi à effacer, du moins dans l'aristocratie, le caractère indigène de la nation.

— C'est à peine si je sais parler ma langue, disait l'empereur à Ouvaroff, et c'est là le beau résultat de l'éducation française et allemande qu'on m'a donnée. Par bonheur,

malgré tous les efforts de mes précepteurs, on n'a pas tué en moi l'esprit moscovite, Dieu merci! Ainsi, j'écris assez bien en français et en allemand, mais je pense toujours en russe.

Nicolas, depuis son avénement, avait l'intention de réglementer, d'une manière plus rigoureuse, l'ordre de promotion aux rangs, dans le service civil, car l'ukase de 1809, qui n'avait pas cessé d'être en vigueur, était devenu tout à fait insuffisant pour établir la hiérarchie des fonctionnaires publics et faire correspondre régulièrement les rangs aux emplois. Le Sénat-dirigeant avait donc reçu l'ordre de préparer le nouveau règlement, qui devait être le code du *tchine* ou du rang des employés de l'État, depuis la quatorzième ou dernière classe jusqu'à la cinquième, c'est-à-dire jusqu'au grade de conseiller d'État, la promotion au-dessus de ce grade ne dépendant plus absolument que de la volonté de l'empereur.

Par ukase du 25 juin/7 juillet 1834, l'empereur avait donné sa sanction au règlement général ayant pour objet d'introduire plus d'égalité et plus d'uniformité dans la promotion aux rangs du service civil. Ce nouveau règlement admettait trois catégories d'employés, qui seraient nommés et qui obtiendraient de l'avancement, en raison de leur origine et de leur capacité : 1° Ceux qui, ayant achevé leurs études dans les établissements supérieurs d'instruction publique, se présenteraient munis de diplômes; 2° ceux qui auraient fait leurs études dans les établissements secondaires; 3° ceux qui ne pourraient fournir aucun diplôme ou certificat d'éducation dans un collége, mais qui posséderaient les premières notions de l'enseignement, sachant lire et écrire correctement, connaissant la grammaire et l'arithmétique, ayant surtout une belle écriture. Il fallait deux ou trois ans



de service effectif, pour passer d'une classe dans une autre ; les nobles de naissance avaient seuls le privilége d'une promotion beaucoup plus prompte, mais la nomination à un emploi supérieur était toujours subordonnée au rang hiérarchique du fonctionnaire.

Le classement rigoureux des employés du service civil devint la base du *tchine* et fut dès lors constaté dans des regìstres matriculaires, où chaque fonctionnaire avait, pour ainsi dire, un compte, ouvert à son nom, dans lequel son origine, ses titres, ses fonctions, ses états de service, étaient exactement et minutieusement tenus à jour.

Il était facile de pressentir quels seraient les défauts et les inconvénients du *tchine*, dans l'application la plus sincère et la plus loyale du règlement, mais il faut rendre justice aux intentions qui avaient présidé à cette classification hiérarchique des rangs et des emplois. L'empereur Nicolas, comme l'empereur Alexandre, avait voulu offrir un principe d'émulation nationale à la noblesse, en l'invitant à ne plus se tenir en dehors des places du service civil et en lui reconnaissant des priviléges fondés sur son origine.

Ce fut le comte Ouvaroff qui contre-balança ces priviléges de naissance, par les prérogatives qu'une éducation complète dans les établissements supérieurs ou secondaires de l'instruction publique, assurerait aux fonctionnaires de l'ordre civil. Néanmoins, les jeunes nobles préférèrent toujours embrasser la carrière militaire et laisser le service civil à ceux qui n'appartenaient pas à la noblesse héréditaire et qui se créaient eux-mêmes une sorte de noblesse personnelle, en s'élevant, par degrés, à force de travail et de persévérance, dans la hiérarchie des rangs et des emplois.

Le comte Ouvaroff se proposa aussi de mettre la main dans l'éducation de la noblesse, en soumettant à des règles



fixes et indispensables les instituteurs et les précepteurs, qui, chargés de cette éducation domestique, lui donnaient trop souvent une direction absolument contraire à l'éducation publique, prescrite et surveillée par l'État. Non-seulement ces instituteurs et ces précepteurs ne satisfaisaient pas toujours aux conditions de moralité et de capacité, qu'on devait exiger d'eux, mais encore la plupart n'étaient pas russes et ils échappaient ainsi à la responsabilité que leur imposait la confiance des familles. Il y avait des plaintes très-graves contre ces espèces d'aventuriers qui ne se faisaient pas scrupule de trahir leur mandat, en inculquant à leurs élèves les idées les plus fausses et les opinions les plus dangereuses, au point de vue de la politique, de la religion et de la morale.

L'empereur abonda dans le sens des observations que son ministre de l'instruction publique lui présentait à ce sujet, et il rédigea lui-même ces prolégomènes de l'ukase du 1er/13 juillet, qui réglementa pour la première fois l'éducation domestique ou privée :

« En soumettant successivement à un mûr examen toutes les parties qui constituent l'éducation nationale, et en invitant tous Nos fidèles sujets à concourir au but que Nous Nous proposons d'atteindre et qui est si intimement lié au bien-être de tous et de chacun, Nous avons reconnu la nécessité d'établir une liaison directe entre l'éducation domestique et l'éducation publique. A cet effet, Nous avons ordonné au ministre de l'instruction publique de rédiger un règlement, en vertu duquel, d'une part, les individus qui se consacrent avec honneur et utilité à l'éducation domestique sont appelés à prendre place parmi les fonctionnaires de l'État attachés audit ministère ; de l'autre part, se



trouvent déterminées les règles d'admission et les devoirs que le Gouvernement leur impose en échange des droits et des priviléges qu'il leur accorde.

« Ce règlement ci-annexé, confirmé par Nous, est une nouvelle manifestation de Notre invariable volonté d'organiser sur des principes solides un système complet, qui embrasse toutes les branches de l'éducation nationale et lui imprime une direction constante, analogue au vœu de tous les hommes éclairés et conforme à Notre sollicitude pour la prospérité morale de Notre chère patrie. »

Les dispositions réglementaires, promulguées dans cet ukase, avaient pour but évident et pour conséquence inévitable de restreindre autant que possible l'éducation privée, qui était devenue une affaire d'habitude dans toutes les familles nobles ou riches. Il s'agissait de diminuer immé diatement le nombre des instituteurs et des précepteurs qui se vouaient à ce genre d'éducation et qui seraient attachés dorénavant au ministère de l'instruction publique.

Le titre d'*instituteur* devait appartenir exclusivement à ceux qui auraient achevé leurs études dans une université de l'Empire et qui justifieraient, par le diplôme, d'un degré universitaire. Le titre de *précepteur* pourrait être accordé à ceux qui, sans avoir fait leurs cours d'université et sans être gradués, auraient subi un examen de capacité. Dix années de service irréprochable donneraient à l'instituteur, comme au précepteur, le droit d'obtenir une médaille d'or ou d'argent suspendue au ruban de l'ordre de Saint-Alexandre Newsky ; après quinze, vingt et vingt-cinq ans de fonctions honorablement exercées, l'instituteur et le précepteur pourraient obtenir la croix de Saint-Anne ou celle de Saint-Stanislas; après trente-cinq ans, la croix de Saint-Vladimir.



Une pension viagère serait attribuée, sur la caisse de secours de l'instruction publique, à l'instituteur et au précepteur, qui auraient vieilli dans l'exercice de leurs fonctions ou qu'une maladie incurable aurait mis hors d'état de les exercer. Quant aux étrangers qui voudraient être autorisés à remplir les fonctions d'instituteurs ou de précepteurs en Russie, ils devaient, avant tout, se pourvoir d'un certificat de la légation russe établie dans les lieux de leur résidence et faire constater leur capacité, ainsi que leur moralité, par plusieurs témoins notables.

La pénalité attachée aux infractions à ce règlement était fort sévère. Tout individu, russe ou étranger, qui exercerait les fonctions d'instituteur ou de précepteur dans la maison d'un particulier, sans autorisation du Gouvernement, serait pour la première fois condamné à une amende de 250 roubles, au profit de la caisse de secours de l'instruction publique. Pareille somme serait payée à la même caisse, par les parents qui auraient admis chez eux un instituteur ou un précepteur sans attestat. En cas de récidive, l'étranger serait expulsé du pays ; le Russe, traduit en justice et puni correctionnellement. Le ministre de l'instruction publique était tenu de porter à la connaissance de l'empereur les noms des familles qui auraient enfreint à cet égard le règlement prescrit par l'ukase du 1er/13 juillet 1834.

On comprend que cet ukase, qui gênait et contrariait les habitudes des classes élevées, ne rencontra pas moins d'animadversion que celui relatif aux voyages des Russes à l'étranger. Des représentations furent adressées à l'empereur, lequel n'en tint aucun compte et assuma sur lui tous les reproches qu'on voulait faire tomber sur le comte Ouvaroff, en l'accusant d'avoir créé à l'aristocratie russe des tracasseries et des embarras aussi vexatoires qu'inutiles. Ce



fut l'empereur qui se chargea de répondre aux mécontents :

— Je veux, dit-il, que mes sujets reçoivent une éducation nationale; je veux qu'ils soient élevés dans la religion orthodoxe; je veux qu'on leur enseigne la langue, la littérature et l'histoire russes, car je veux en faire des Russes et non des Français ou des Allemands; c'est ainsi que j'ai fait élever le césarévitch et je m'en applaudis tous les jours. Plût à Dieu que j'eusse été élevé comme lui !

Ouvaroff avait, d'ailleurs formulé, en ces termes, le plan d'éducation nationale qu'il avait soumis à l'approbation de l'empereur : « Donner à l'enseignement une direction conforme à l'esprit du pays, allier les deux principes qui constituent la force vitale de l'Empire, fondre la civilisation européenne dans la civilisation russe, accepter avec empressement mais avec discernement toutes les applications utiles, en évitant le plus possible ce funeste vertige qu'une fausse civilisation traîne à sa suite, tel est le but que se propose le Gouvernement, telle est la marche qu'il veut suivre désormais pour la prospérité de la Russie. »

CCVI

L'empereur avait éprouvé un profond chagrin, en recevant la nouvelle de la mort du prince Kotchoubei, chancelier de l'Empire, décédé à Moscou, dans la nuit du 14 au 15 juin, quelques heures après son arrivée dans cette capitale. C'était, en effet, une bien grande perte pour la patrie et pour le souverain.

Le prince Victor Kotchoubei avait à peine soixante-six ans, et l'on pouvait espérer que sa carrière d'homme d'État se prolongerait encore, dans l'intérêt de son pays, quoiqu'elle eût commencé avant le règne d'Alexandre Ier. Cet homme éminent, aussi distingué par ses qualités personnelles que par ses talents politiques et ses connaissances administratives, s'était lancé, de bonne heure, dans la diplomatie, à l'école de son oncle, le chancelier prince Bezborodko, et du comte de Worontzoff; depuis l'avénement de Paul Ier, il avait occupé successivement différents ministères, avec la même activité, la même intelligence et le même dévouement. L'empereur Nicolas l'avait appelé, en 1827, à présider le Conseil de l'Empire et le comité des ministres; dans ces hautes fonctions, Kouchoubei avait montré plus que jamais son habileté à réduire aux plus simples éléments les affaires les plus compliquées, son



coup d'œil sûr et prompt à en saisir le point de vue principal, son adresse à concilier les opinions les plus divergentes, et ces rares facultés se trouvaient encore rehaussées par une politesse exquise et par une finesse de parole qui pouvait au besoin s'élever jusqu'à l'éloquence.

Cette mort imprévue fut accompagnée de regrets universels. Le corps du défunt ayant été rapporté à Saint-Pétersbourg, pour y être inhumé, ses obsèques furent célébrés avec pompe, le 3 juillet, au monastère de Saint-Alexandre Newsky. L'empereur assistait, avec le césarévitch et le grand-duc Michel, à cette triste cérémonie, qui eut lieu en présence d'une nombreuse réunion de hauts dignitaires et de personnes de distinction. L'illustre chancelier de l'Empire eut l'honneur d'être pleuré par son souverain.

— Kotchoubei est bien heureux! s'écria, en sortant de l'église, le comte Orloff, qui était connu par sa vivacité d'esprit et par des boutades, souvent hardies et toujours spirituelles. Sa mémoire est à jamais consacrée par les larmes de l'empereur. Je gagerais, ajouta-t-il à l'oreille du général Benkendorff, que Sa Majesté, pour ressusciter notre digne chancelier de l'Empire, vendrait volontiers la peau du successeur qu'il lui donnera.

L'empereur, à qui fut rapporté le bon mot du comte Orloff, ne se pressa pas de donner un successeur au prince Kotchoubei, comme chancelier de l'Empire, car rien n'exigeait que cette première dignité de l'État ne restât pas vacante, mais, par ukase du 8/20 juillet, il nomma président du Conseil de l'Empire le conseiller privé actuel Novossiltsoff.

Le prince royal de Prusse, Frédéric-Guillaume, était venu, avec sa femme, la princesse Élisabeth-Louise de Bavière, faire visite à la famille impériale, passer quelques



semaines auprès de sa sœur l'impératrice et l'inviter, de la part du roi, leur père, à ne pas manquer d'accompagner son auguste époux dans le voyage que l'empereur devait faire à Berlin, vers le milieu du mois de septembre.

On savait que ce voyage était décidé et qu'il avait été motivé par la position hostile, sinon agressive, que la Prusse venait de prendre vis-à-vis de la Belgique, le roi des Pays-Bas n'ayant pas perdu l'espoir de revenir tôt ou tard sur les faits accomplis par la conférence de Londres. On disait, aussi, que la Russie était d'intelligence avec la Prusse, pour inspirer et diriger secrètement la confédération germanique, qui protestait avec énergie contre les actes criminels et les menées révolutionnaires des réfugiés polonais, allemands et italiens, qu'elle voulait faire sortir de la Suisse où ils avaient trouvé asile et protection.

Le prince Frédéric-Guillaume se trouvait au château de Péterhoff, le 7 juillet, jour anniversaire de la naissance de l'empereur Nicolas. Non-seulement il assista, ce jour-là, à la parade qui eut lieu en présence de la famille impériale, mais encore il portait l'uniforme du 1er régiment de grenadiers de l'Empereur, comme chef de ce régiment, qu'Alexandre Ier avait placé sous ses ordres; et quand Nicolas prit le commandement des troupes pour le défilé, le prince royal de Prusse se mit à la tête d'une compagnie de ce beau régiment, qui défila, au son des fanfares, devant l'impératrice. Tous les assistants admirèrent son fier et noble maintien sous les armes, et l'impératrice donna le signal des applaudissements à son passage.

Le prince royal, à qui son auguste beau-frère avait aussi adressé des éloges sur son excellente tenue militaire, envoya le jour même la lettre suivante au colonel du 1er régiment de grenadiers de l'empereur:



« Monsieur le colonel, désirant offrir un témoignage d'intérêt au brave régiment de grenadiers, dont feu l'empereur Alexandre, dans sa haute bienveillance, m'a permis de me nommer le chef, j'ai choisi à cet effet l'anniversaire du jour qui a donné à l'Empire de Russie son souverain actuel. Déjà, son règne, qui compte à peine neuf années, remplit les pages les plus glorieuses de l'histoire de Russie. Déjà, il s'est lui-même concilié l'admiration et l'affectueuse confiance, non-seulement de ses peuples, mais de tous ceux qui tiennent encore à cette antique fidélité, dont le sentiment a toujours animé le régiment et lui a fait ajouter tant de nouveaux lauriers à ses anciens et beaux souvenirs. Uni à Sa Majesté impériale par des liens de parenté autant que par le sentiment de l'amitié la plus fidèle et la plus inviolable, c'est du fond de mon cœur, que je répète avec tant de millions d'hommes : « Que Dieu bénisse, que Dieu conserve ce cher et noble empereur! »

« Je vous transmets ci-joint, mon cher colonel, une somme de 8,000 roubles, que vous voudrez bien employer, tant à la célébration de la fête d'aujourd'hui, qu'à tel autre usage que vous jugerez utile au régiment.

« Recevez, colonel, l'expression de l'estime particulière, dont j'aimerai, en toute occasion, à vous donner des preuves.

« FRÉDÉRIC-GUILLAUME,

« *Prince royal de Prusse,*

« *Chef du 1er régiment de grenadiers de Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies.*

« Péterhoff, ce 25 juin (7 juillet, nouv. st.) 1834. »

Le prince royal et sa femme passèrent plus de six semaines dans la famille impériale, qui résidait alternative-



ment à Gatchina, à Péterhoff, à Tzarskoé-Sélo et aux îles d'Yélaguine, près de Saint-Pétersbourg. Il n'y eut, pendant ce temps-là, que des réunions intimes et quelques fêtes d'intérieur, mais ni réceptions d'apparat, ni grandes fêtes de cour. Le seul spectacle que Nicolas offrit au prince royal, qui était comme lui passionné pour les exercices militaires, c'étaient des revues dans la plaine de Krasnoé-Sélo, où campait une partie des régiments de la garde.

L'empereur n'espérait pas conserver auprès de lui son beau-frère, jusqu'à l'inauguration de la colonne Alexandrine, laquelle ne pouvait être célébrée avant les premiers jours de septembre; mais, comme il voulait donner à cette inauguration le double caractère d'une fête nationale, en l'honneur d'Alexandre Ier, et d'une commémoration historique en souvenir de la coalition européenne de 1813, il avait écrit au roi de Prusse, pour l'inviter à y assister avec tous ses enfants.

Le roi Guillaume, dont la santé était toujours assez fragile, se trouvait retenu dans ses États par de graves préoccupations, car il avait à prendre possession de la principauté de Lichtemberg, que lui avait cédée à prix d'argent le prince de Saxe-Cobourg-Gotha; il donnait ses soins en même temps à la transformation complète du grand-duché de Posen, où l'administration prussienne travaillait sans relâche à effacer les derniers vestiges de la nationalité polonaise. Il s'excusa donc, par cette lettre adressée à l'empereur, qui plus tard la rendit publique :

« Monsieur mon frère et beau-fils, vous dire combien je m'intéresse à l'inauguration d'un monument qui dira aux siècles à venir la grandeur des efforts faits pour renverser un despotisme insupportable, et le génie d'un souverain qui,



par une immense impulsion, assura à ces efforts la plus glorieuse victoire, c'est vous exprimer combien je regrette que des circonstances insurmontables m'empêchent de répondre à votre invitation en me rendant à Saint-Pétersbourg. Mais je serai, à la vérité, à cette auguste cérémonie, de toute ma pensée ; et, pour me consoler de mon absence, je vous demande la permission de réaliser un projet cher à mon cœur et dont l'idée m'a été suggérée par Votre Majesté impériale elle-même, qui a bien voulu exprimer un semblable vœu, l'année dernière, à mon fils, le prince Albert. Souffrez donc, Sire, que je vous annonce, pour cette journée solennelle, l'arrivée d'un détachement de ma garde et du régiment de Votre Majesté, composé de dix-sept officiers et trente-huit soldats choisis parmi les militaires qui ont fait les mémorables campagnes et que je mets sous la conduite de mon fils, le prince Guillaume. Ce détachement y représentera mon armée entière, fière encore des souvenirs d'une époque mémorable, de sa fraternité avec les braves soldats russes, des suffrages enfin de celui qui leur fraya la victoire et qui si souvent les confondit avec ses propres guerriers.

« Daignez, Sire, leur accorder vos bonnes grâces. Comptant sur votre agrément, je ferai partir ce détachement, sans attendre votre réponse.

« Veuillez agréer l'assurance de mon attachement inaltérable et de la haute considération avec laquelle je suis,

« Sire,

« De Votre Majesté impériale le bien dévoué beau-père,

« Frédéric-Guillaume.

« Tœplitz, le 20 juillet 1834. »

Le prince royal de Prusse ne devait pas attendre son jeune frère, le prince Guillaume, à Saint-Pétersbourg; il prit



congé, en effet, de la famille impériale qui l'avait accompagné de Péterhoff à Cronstadt, et il s'embarqua, le 13 août, avec sa femme, sur le bateau à vapeur l'*Ijora*, qui devait les conduire à Stettin. La famille impériale, après de touchants adieux, était montée elle-même sur le vapeur l'*Alexandrie*, pour suivre en mer, pendant quelques milles, ses chers hôtes, avec qui elle échangeait encore à distance des témoignages d'affection et de regret.

Durant le séjour de Leurs Altesses royales à Péterhoff, l'empereur avait été douloureusement préoccupé de l'effroyable incendie qui avait détruit la plus grande partie de la ville de Toula et de ses manufactures d'armes.

Dans la matinée du 11 juillet, tandis que la population en habit de gala remplissait les églises à l'occasion de la fête des apôtres Pierre et Paul, le feu s'était déclaré tout à coup dans la maison d'un marchand nommé Medvedeff. Il faisait une chaleur excessive depuis plusieurs semaines; la sécheresse avait tari les sources et les puits, et, pour comble de fatalité, le vent soufflait par bourrasque, en portant les flammes sur les maisons voisines de la maison embrasée : en peu d'instants, l'incendie avait pris une telle activité et une telle extension, que tous les efforts de la population pour arrêter les progrès du terrible fléau furent inutiles; dans l'espace de quelques heures, tous les quartiers furent attaqués à la fois par le feu, qui réduisit en cendres neuf églises, six cent soixante-dix maisons, la moitié des maisons en bois de la manufacture impériale, le marché et les boucheries, les grandes boutiques ou *Godtenoï Dwor*, les magasins des marchands de fer et la plupart des établissements publics. Dix mille habitants restèrent sans asile et sans ressources.

A la première nouvelle de cette catastrophe, l'empereur



fit partir son aide de camp général Khrapovitsky, avec une somme de 100,000 roubles, pour subvenir aux besoins les plus urgents. Tous les membres de la famille impériale avaient remis au général des fonds destinés au même objet.

Déjà les autorités locales avaient avisé aux moyens de secourir les victimes de l'incendie : un comité spécial de secours s'était formé sur les lieux mêmes, et la bienfaisance privée n'avait point attendu qu'on fît appel à sa généreuse intervention. Les pauvres eurent immédiatement des abris, des vêtements, de la nourriture, quoique la disette continuât de sévir, par suite des mauvaises récoltes. Mais le Gouvernement, avec la puissance d'action qu'il déployait toujours dans les cas d'impérieuse nécessité, s'occupa de faire renaître l'industrie manufacturière de Toula et de donner du travail aux ouvriers, en rouvrant les ateliers de la fabrique impériale d'armes de guerre.

Les orages continuels, qui se succédaient dans cette saison de chaleurs et de sécheresses extraordinaires, n'épargnèrent pas Saint-Pétersbourg, et le plus violent de tous, qui se déchaîna sur la capitale dans la soirée du 15 juillet, faillit entraîner aussi de grands malheurs.

La foudre tomba dans la citadelle, sur un magasin dépendant du laboratoire d'artillerie, et y mit le feu, qu'on eut beaucoup de peine à éteindre. Le laboratoire contenait six mille fusées à la Congrève, dont l'explosion eût fait sauter une partie de la forteresse. Les officiers, qui appréciaient pourtant le danger, dirigèrent eux-mêmes les travaux avec le sang-froid le plus imperturbable, pour isoler le magasin où l'incendie s'était déclaré.

Il y avait en faction, à la porte de ce magasin, un soldat nommé Kouliabine, du régiment des chasseurs de Neuschlot, qui n'avait pas bronché en voyant tomber la foudre



presque à côté de lui, et qui restait à son poste, quoique les flammes, jaillissant de toutes parts, menaçassent de l'atteindre dans sa guérite. Les généraux et les officiers supérieurs, qui étaient accourus sur les lieux, virent le péril imminent auquel ce soldat était exposé, et lui ordonnèrent de se retirer en toute hâte. Kouliabine s'y refusa, en disant qu'ayant été mis en faction, il ne pouvait s'éloigner de plus de dix pas de sa guérite, et qu'il demeurerait à son poste, fidèle à sa consigne, jusqu'à ce qu'il fût relevé par qui de droit. Il se serait laissé brûler sur place, si l'officier de garde, averti de ce qui se passait, n'était venu à la hâte relever le factionnaire.

La fermeté inébranlable de ce soldat, dans l'observation de ses devoirs militaires, fut portée à la connaissance de l'empereur, qui le fit passer dans la garde, et qui lui accorda une gratification de 300 roubles.

— Tu ne savais donc pas, demanda au brave Kouliabine l'aide de camp de l'empereur, chargé de lui remettre cette somme, tu ne savais donc pas que le laboratoire d'artillerie était plein de fusées à la Congrève?

— Au contraire, répondit le soldat, puisque ma consigne était d'empêcher de fumer aux alentours; mais le tonnerre ne m'a pas demandé la permission : aussi, j'étais préparé à tout, et je répétais mes prières, quand on m'a relevé de sentinelle.

Il y eut encore, à la même époque, plusieurs grands incendies causés ou favorisés par la sécheresse qui brûlait sur pied les récoltes. Le 23 juillet, en plein jour, le feu se déclara dans une maison de bois de la ville de Krementchoug (gouvernement de Catherinoslaw), et, malgré la promptitude des secours et le voisinage du Dnieper, il fut impossible de l'arrêter, avant qu'il eût dévoré quatre-



vingt-treize maisons avec tout ce qu'elles renfermaient. La seule victime fut un enfant en bas âge.

Le 28 juillet, l'incendie qui éclata tout à coup à Élisabethgrad, dans le même gouvernement de Catherinoslaw, fut bien plus terrible : il continua, sans interruption, pendant un jour et une nuit, en consumant plus de trois cents maisons, construites en bois. La chaleur était si intense, la fumée était si épaisse, la flamme si active, que la population, tout en larmes, dut se borner à rester spectatrice de cet effrayant désastre. Par bonheur, il ne faisait pas de vent, et la plus belle partie de la ville fut préservée, sans que personne eût péri.

— Béni soit Dieu! dit l'empereur, en apprenant ce sinistre : ce ne sont que des maisons brûlées, et on peut les reconstruire. Le mal n'est irréparable que quand il a fait des victimes. Nous bénirons donc la Providence et nous rebâtirons Élisabethgrad.

Les récoltes de l'année n'avaient pas été aussi généralement mauvaises que celles de 1833; on pouvait craindre, cependant, que le manque de subsistances ne causât de nouveaux malheurs dans les gouvernements qui avaient le plus souffert de la disette l'année précédente. L'empereur, depuis le commencement de cette disette, plus affreuse encore dans les campagnes que dans les villes, avait distribué des secours considérables en argent, à tel point, que les ressources du Trésor impérial ne pouvaient plus suffire à ces dépenses extraordinaires et imprévues.

Le ministre des finances s'était vu forcé, dans le cours du mois de janvier, pour faciliter les opérations du Trésor, de demander l'émission de quatre séries de billets, chacune de 10 millions de roubles-assignations; ces billets, de la valeur de 250 roubles chacun, portant intérêt de 90 kopeks



par mois (c'est-à-dire plus de 20 0/0 par an), devaient être reçus et donnés en payement dans toutes les caisses publiques, à l'exception des établissements de crédit; toutefois, le cours forcé desdits billets ne serait accepté par les caisses publiques, qu'autant que la somme à payer ne se trouverait pas inférieure à la valeur du billet avec ses intérêts échus. L'amortissement de ces quatre séries de billets du Trésor s'effectuerait dans l'espace de six années, à partir de leur émission.

Cet expédient financier, qui avait paru de nature à obvier aux embarras de la situation, était sans doute mal combiné, car il eut une influence fâcheuse sur le crédit public, et il fut accueilli avec autant de froideur que de défiance par la Bourse et par le Commerce. Cancrine regretta de n'avoir pas eu recours plutôt à un emprunt fait à l'étranger, emprunt qui eût certainement réussi comme les précédents, et qui n'eût amené aucune perturbation dans les finances de l'État.

Le Gouvernement, grâce à sa sollicitude pour les provinces, où la famine était imminente, avait diminué partout les souffrances des populations; il avait pourvu à la disette presque absolue de céréales, par d'immenses achats de blé, qu'il tirait à la fois de l'Asie Mineure, de l'Égypte et de l'Autriche. On avait pu ainsi, à grands frais, nourrir les habitants et subvenir aux semailles. Sur quelques points de l'empire, les autorités civiles et militaires avaient contribué, de leurs propres deniers, à cette œuvre d'humanité et de patriotisme.

Entre les rescrits de félicitations et de remercîments, que l'empereur adressa aux maréchaux de la noblesse, aux gouverneurs et à divers hauts fonctionnaires, qui s'étaient faits les bienfaiteurs de leurs administrés, on remarqua le



rescrit suivant, qui reconnaissait les soins intelligents et dévoués que le général de cavalerie comte de Witt avait apportés non-seulement à l'alimentation des colonies militaires du gouvernement de Kherson, mais encore à l'ensemencement de leurs steppes, et à la formation de leurs greniers de réserve :

« Le ministre de la guerre M'a soumis le rapport que vous lui avez adressé le 15 (27, nouv. st.) juin passé, rapport dans lequel vous lui rendez compte des mesures projetées par vous, afin de pourvoir à l'alimentation des colonies militaires du gouvernement de Kherson, qui avaient eu le malheur de perdre leurs récoltes en 1833. J'apprends que ces mesures sont mises à exécution. Les régiments du 2ᵉ corps de cavalerie de réserve ont été suffisamment approvisionnés, sans avoir besoin de sortir de leurs arrondissements, et ils se trouvent dans le meilleur état, sous tous les rapports; les colonies militaires ont eu leurs subsistances assurées jusqu'à la nouvelle récolte; les semailles d'automne et de printemps ont été faites, même en quantité plus considérable qu'à l'ordinaire, et il est encore resté en réserve un approvisionnement de cinquante mille tchetverts de grains; on n'a point éprouvé de disette de chauffage; le bétail a été conservé, et aucune maladie épidémique n'a exercé de ravages.

« J'ai lu avec une satisfaction particulière ce rapport, qui présente le compte rendu de vos travaux et qui Me fait connaître l'entier accomplissement de ce que J'attendais de vous dans ces circonstances difficiles. En justifiant ainsi complétement la confiance que Je vous ai constamment témoignée, vous vous êtes acquis de nouveaux droits à Ma bienveillance particulière, dont Je vous adresse ici l'assurance, et, en



vous réitérant l'expression de Mon entière gratitude, Je vous autorise à demander des récompenses pour les fonctionnaires qui ont été employés à cette occasion et que vous en jugerez dignes.

« Je suis toujours votre affectionné,

« NICOLAS.

« Péterhoff, 7 (19, nouv. st.) juillet 1834. »

Cette disette, qui régnait presque partout depuis quatorze mois, et qui n'avait été conjurée que par les prodigieux efforts du Gouvernement, donna lieu à de nouveaux encouragements accordés à l'agriculture et à l'horticulture, dans les provinces méridionales du Caucase comme dans celles de la Nouvelle-Russie. Les dispositions de l'ukase impérial du 14/26 septembre 1828, lequel autorisait des concessions de terrains à tout sujet russe qui s'engagerait à les cultiver pendant dix ans, pour en devenir propriétaire, furent remises en vigueur par ukase du 30 mai/12 juin 1834, et, de plus, étendues aux étrangers, qui, en obtenant des terrains de culture, ne seraient pas tenus de se faire naturaliser, avant dix années. Les terrains ainsi concédés par l'État, avec exemption d'impôts, pouvaient être transformés en vignobles, en plantations manufacturières, et en jardins, sans autre condition que d'être cultivés régulièrement, sous peine de faire retour à la Couronne.

Un ukase du 1er/13 août 1834, établissant un nouveau système de recrutement, dans le but de concilier les intérêts de l'agriculture avec les besoins de l'armée, supprima pour toujours les levées générales de recrues, en temps de paix, et y substitua des levées partielles, effectuées annuellement et alternativement dans la région du Sud et dans celle du Nord. D'après ce nouveau système,



l'empire, divisé en deux régions comprenant chacune à peu près le même nombre d'habitants, fournirait, tous les ans, cinq recrues par mille âmes, jusqu'à ce que le chiffre total de la population fût exactement connu par le recensement; il en résulterait que chaque région serait exempte du recrutement, à tour de rôle, et pendant une année, ce qui permettrait aux habitants d'accroître leur bien-être, par d'utiles travaux agricoles et industriels, que la conscription ne viendrait plus interrompre que tous les deux ans.

Un autre ukase, sous la même date, fit remise entière du recrutement arriéré aux gouvernements dans lesquels il avait été suspendu provisoirement l'année précédente, en raison de la disette qu'ils subissaient alors et qui les menaçait encore, par suite du fâcheux état des récoltes, car il fallait attendre celles de l'année prochaine, pour que ces gouvernements, si cruellement éprouvés par le manque de subsistances et par la diminution du nombre de bras employés à la culture, eussent la facilité de rétablir, à l'aide d'une bonne moisson, leur ancien état de prospérité.

CCVII

Depuis plusieurs mois, l'empereur Nicolas avait fixé au 11 septembre (30 août, ancien st.), fête de saint Alexandre Newsky, l'inauguration de la colonne Alexandrine : tous les préparatifs de cette grande cérémonie furent faits, en conséquence, par les soins de la commission du monument, qui était la même que la commission de construction de la cathédrale de Saint-Isaac, et qui se trouvait placée sous la présidence du grand-chambellan comte Litta.

M. de Montferrand, architecte en chef de cette commission, dut redoubler d'activité pour achever, en temps utile, les œuvres d'art du piédestal en granit, orné de bas-reliefs allégoriques en bronze ; les ouvriers, dont le nombre avait été doublé, furent occupés, jour et nuit, pendant plusieurs mois, à polir l'énorme monolithe, qui portait dans les airs, à la hauteur de plus de cent pieds, une statue d'ange tenant une croix dans la main gauche, et de la droite montrant le ciel.

Il n'avait pas fallu moins de deux années entières pour l'exécution des travaux, depuis que la colonne avait été posée sur son socle. Le plan primitif adopté par l'empereur avait été suivi exactement, si ce n'est que le projet de cou-



ronner le monument par la statue d'Alexandre Ier fut abandonné, d'après l'observation de l'impératrice, qui rappela, dit-on, que l'empereur Alexandre n'avait pas souffert, de son vivant, qu'on lui érigeât une statue sur l'arc de triomphe consacré à perpétuer le souvenir des victoires de son règne :

— Eh bien! s'écria l'empereur, qui se rendit aussitôt à l'avis exprimé par l'impératrice : la colonne Alexandrine portera le symbole de la croix, comme nos églises, et nous mettrons cette croix dans la main de l'ange protecteur de la Russie.

C'est là ce qui fut exécuté par l'architecte, sous les ordres de la commission du monument.

Cette commission avait fait construire, pour la cérémonie de l'inauguration, un vaste balcon en forme de tente, au-dessus de la principale porte du palais d'Hiver, et de plain-pied avec les grands appartements. Ce balcon, richement décoré, communiquait avec la place du palais, par deux larges escaliers d'une belle architecture. D'immenses estrades en charpente avaient été élevées devant les édifices publics, qui font face au palais, et qui correspondaient, par toutes leurs fenêtres, à ces estrades en amphithéâtre; la façade du Manége présentait la même décoration architecturale, qui s'exhaussait en gradins jusqu'au faîte de l'édifice. Plus de vingt mille spectateurs pouvaient prendre place sur les gradins et les estrades.

Rien n'avait interrompu les apprêts de la fête, et pourtant on avait lieu de craindre qu'elle ne fût contrariée, sinon empêchée, par le mauvais temps. Après les chaleurs insupportables du mois d'août, de violents orages s'étaient succédé avec persistance; la pluie n'avait presque pas cessé de tomber à torrents, et les vents furieux qui souf-



flaient dans le golfe de Finlande menaçaient journellement la capitale d'une inondation.

Cependant, les curieux et les invités arrivaient de toutes parts à Saint-Pétersbourg; la plupart des gouverneurs de provinces et de villes avaient obtenu des congés, pour se rendre à la cérémonie; une foule d'anciens officiers, retirés dans leurs terres depuis la mort d'Alexandre Ier, s'étaient empressés d'accourir, afin d'être témoins des honneurs rendus à la mémoire du défunt empereur; parmi eux, on remarquait le feld-maréchal prince de Wittgenstein, le général prince Hovansky, gouverneur de Witebsk, Mohileff et Smolensk; le baron de Pahlen, gouverneur de Livonie et de Courlande; le comte Worontzoff, gouverneur de la Nouvelle-Russie; le général Levaschoff, gouverneur de Podolie et de Wolhynie, etc.

Le feld-maréchal Paskewitch avait été le premier mandé, mais il n'arriva que le 7 septembre, porteur du jugement définitif, que la commission extraordinaire de justice venait de prononcer en dernier ressort contre les criminels d'État qui n'avaient pas été compris dans l'amnistie impériale.

On savait, depuis plusieurs semaines, que le roi de Prusse ne viendrait pas; on savait aussi comment il avait exprimé le regret de ne pouvoir accepter l'invitation de son auguste gendre, car l'empereur avait cru devoir porter à la connaissance de ses armées la lettre, si flatteuse pour elles, que le roi Guillaume lui adressait à cette occasion, et il avait accompagné la lettre, d'un ordre du jour, qui ne faisait que reproduire les sentiments patriotiques de l'illustre ami de feu l'empereur Alexandre :

« S. M. le roi de Prusse, illustre compagnon d'armes de l'empereur Alexandre dans la guerre sacrée de 1813 et



1814, à laquelle l'Europe a dû sa délivrance, Nous a prévenu, par lettre ci-annexée, de son intention d'envoyer à Saint-Pétersbourg, sous le commandement de S. A. R. le prince Guillaume, un détachement de ses troupes, pour assister à l'inauguration solennelle du monument élevé à feu Notre frère bien-aimé, afin de perpétuer la mémoire du grand événement accompli par cette guerre, pour le bonheur de la Russie et de toutes les nations civilisées.

« Nous Nous empressons d'annoncer à Nos armées cette intention de Sa Majesté, que Nous considérons comme un nouveau témoignage de l'inébranlable stabilité de l'alliance entre les deux empires, alliance que resserrent encore les liens d'une amitié éprouvée entre leurs souverains, ceux de la parenté qui unit leurs maisons, et la communauté de gloire dont se sont couvertes leurs troupes dans une guerre célèbre par les exploits réunis de leurs armées.

« En ordonnant de faire lecture de la lettre de Sa Majesté devant chaque compagnie et chaque escadron, Nous sommes assuré que Nos troupes accueilleront avec respect l'expression des sentiments élevés, que Sa Majesté professe pour la mémoire de l'empereur Alexandre, et sauront dignement apprécier, comme Nous, l'intention manifestée par Elle; pénétrées d'une profonde gratitude pour cette preuve flatteuse de l'intérêt que prend ce grand monarque à une solennité si chère au cœur de tout Russe, elles s'efforceront de maintenir et de resserrer de plus en plus les liens de la confraternité qui les unit aux troupes de S. M. le roi, comme un gage de bonheur et de gloire pour les deux empires.

« NICOLAS.

« Ile de Yélaguine, le 6 (18, nouv. st.) août 1834. »

Cet ordre du jour était, en quelque sorte, un écho de



celui que le roi de Prusse avait adressé à ses troupes, pour leur annoncer que l'empereur Nicolas avait témoigné le désir de voir l'armée prussienne prendre part à l'inauguration du monument, qu'il érigeait à Saint-Pétersbourg, afin de perpétuer le souvenir du règne mémorable d'Alexandre I[er], son frère et son prédécesseur, ainsi que le souvenir de la « délivrance » de la Russie et de l'Europe entière, délivrance opérée sous ce glorieux règne.

Le roi Guillaume avait donc ordonné de choisir, dans tous les régiments de sa garde, et surtout dans celui des cuirassiers de l'empereur de Russie, un certain nombre de soldats ayant servi dans les campagnes de 1813 à 1815, et mérité, par leur valeur, que des distinctions honorifiques leur fussent accordées, pour assister, comme représentants de toute l'armée prussienne, à l'inauguration de la colonne Alexandrine : « Ils se rendront à Saint-Pétersbourg, sous le commandement de S. A. R. le prince Guillaume de Prusse, disait l'ordre du jour, afin de remplir le désir de S. M. l'empereur Nicolas, en allant, de concert avec ses braves troupes, rendre un dernier hommage à la mémoire de l'empereur Alexandre, et, par leur participation à cette solennité, qui leur rappellera le souvenir des glorieux exploits accomplis, avec l'aide de la Providence, par les armées des deux Puissances, à l'époque du danger, resserrer les liens de considération mutuelle et d'amitié, que leurs monarques ont établis entre ces armées, et qui les unissent d'une manière indissoluble. »

Les officiers, sous-officiers et soldats, désignés pour représenter l'armée prussienne à la cérémonie du 11 septembre, arrivèrent à Saint-Pétersbourg, au commencement du mois, et furent logés dans les quartiers de la garde impériale, où ils trouvèrent l'accueil le plus cordial et le plus



fraternel. Le prince Guillaume de Prusse, qui les commandait, arriva presque en même temps, et alla descendre au palais de l'île d'Yélaguine, où l'empereur résidait avec sa famille.

Nicolas avait adressé aussi une invitation au roi de Suède, Charles-Jean, qui devait à l'amitié d'Alexandre Ier de n'avoir pas été entraîné dans la chute de Napoléon, en 1814, et qui n'était pas resté étranger à la coalition européenne de 1815; mais, Charles-Jean, qui avait été le général Bernadotte, jugea que sa présence à l'inauguration de la colonne Alexandrine serait vue de mauvais œil, non-seulement par ses sujets, mais encore par ses anciens compatriotes, car on ne doutait pas que la France ne s'abstînt de se faire représenter à cette cérémonie qui évoquait de tristes et amers souvenirs pour elle.

Le roi de Suède n'envoya pas même son fils, le prince royal Oscar, qui avait laissé de si vives sympathies dans la famille impériale de Russie; il chargea le général comte de Lowenhielm, qui retournait à son poste comme ministre plénipotentiaire de la cour de Suède auprès du roi des Français, de passer par Saint-Pétersbourg et de remettre à l'empereur une lettre d'excuse, qui avait été faite sans doute en vue de la publicité.

Le tzar reçut cette lettre des mains du comte de Lowenhielm, qui lui fut présenté le 6 septembre et qu'il accueillit avec distinction, le lendemain même; la lettre ne fut insérée dans le *Journal de Saint-Pétersbourg*, que deux mois plus tard; la voici :

« Monsieur mon frère, les relations de franche amitié qui ont constamment subsisté entre feu l'empereur Alexandre et moi, et auxquelles Votre Majesté impériale, dès son



avénement au trône, a bien voulu donner une suite, que j'ai su apprécier, m'associent naturellement à tout ce qui rappelle la glorieuse mémoire du monarque dont la perte nous a été si sensible. Votre Majesté se propose de lui consacrer, sous peu, un monument, et j'éprouve le besoin d'avoir auprès d'elle, à cette occasion solennelle, un organe spécial de mes sentiments. Mon choix s'est arrêté sur le général comte Gustave de Lowenhielm, chevalier de mes ordres et mon ministre auprès de S. M. le roi des Français. Cet officier-général, retournant maintenant à son poste, aura l'honneur de remettre cette lettre à Votre Majesté. Honoré des bontés et de la bienveillance de feu l'empereur Alexandre, employé à diverses reprises auprès de lui, pour cimenter et entretenir les liens qui nous unissaient, combattant pour la même cause aux époques mémorables qui ont fondé l'organisation actuelle des États, j'ai cru que sa présence à Saint-Pétersbourg, le 11 septembre prochain, serait une preuve ostensible de la part sincère que je prends aux motifs de piété fraternelle et de vénération publique, que l'inauguration de ce monument va proclamer à la face de l'Europe.

« J'ai, en même temps, chargé le comte de Lowenhielm de renouveler, en mon nom, à Votre Majesté impériale, ce dont, je l'espère, elle est persuadée d'avance, les assurances de la sincère amitié et de la haute considération, avec laquelle je suis,

« Monsieur mon frère,

« De Votre Majesté impériale et royale le bon frère,

« Charles-Jean.

« Stockholm, 24 août 1834. »

Quant à l'empereur d'Autriche, dont la place était mar-



quée à une pareille cérémonie, et qui avait promis verbalement d'y assister, lorsque l'empereur Nicolas lui en avait fait la demande aux entrevues de Munchen-Graetz, il avait répondu au prince Gortchakoff, qui lui fut envoyé, au camp de Turas, sous prétexte de suivre les grandes manœuvres que l'empereur François dirigeait en personne :

— Dans les circonstances actuelles, ma présence à Saint-Pétersbourg ressemblerait trop à une rancune et à une menace contre la France. L'inauguration du monument élevé à la mémoire de l'empereur Alexandre ne doit pas prendre le caractère d'une coalition des trois grandes puissances du Nord vis-à-vis des puissances de l'Occident. Sa Majesté l'empereur de Russie sait bien que je suis avec lui de cœur et d'intention.

En effet, dans ce moment même, la Russie et l'Autriche agissaient de concert à Constantinople, avec autant de prudence que de fermeté, pour empêcher la Porte Ottomane d'offrir à l'Angleterre une occasion de se déclarer en faveur du vice-roi d'Égypte. On pouvait craindre de voir renaître le différend et la guerre, qui avaient éclaté, l'année précédente, entre le sultan et son vassal : Mahmoud levait des troupes, armait des vaisseaux et réunissait une armée en Asie Mineure, tandis que l'insurrection de Syrie tenait en échec les forces égyptiennes commandées par Ibrahim-Pacha. Les insurgés invoquaient l'appui du chef de l'islamisme, qui ne devait pas tolérer l'effusion du sang musulman dans ses États.

Le sultan avait donc fait demander secrètement au tzar la coopération de la flotte et de l'armée russes, pour reprendre possession de la Syrie, qui ne voulait plus, disait-il, de la domination de Méhémet-Ali. La question était grave, le moment solennel ; la flotte anglaise pouvait être

dans le Bosphore, avant que la flotte russe ne fût sortie du port d'Odessa.

Le ministre plénipotentiaire de Russie, M. de Boutenieff, avait jugé la position assez périlleuse, pour se rendre immédiatement à Saint-Pétersbourg et pour recevoir ses instructions, de la bouche même de l'empereur. Nicolas l'avait invité à retourner à son poste, en apprenant la conduite loyale et réservée à la fois qu'il avait tenue dans des circonstances aussi délicates, et en lui accordant un témoignage public de satisfaction dans ce rescrit destiné à donner plus de poids aux conseils que l'ambassadeur de Russie était chargé de communiquer, de la part de l'empereur, au sultan et à son divan :

« Pendant votre séjour de trois années à Constantinople en qualité de Notre envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, vous avez réussi, par la loyauté et la droiture constantes de votre conduite, à consolider, dans l'intérêt des sujets respectifs, les relations amicales qui venaient à peine d'être rétablies entre les deux empires. Nos négociations, relatives à divers sujets, avec les ministres ottomans, et particulièrement pendant les troubles qui, l'année dernière, ont agité l'Orient, ont été couronnées d'un plein succès, à Notre entière satisfaction, et Nous ont offert une nouvelle preuve de la prudence que vous savez apporter dans les affaires qui vous sont confiées, ainsi que du zèle dont vous êtes animé pour le bien public. En considération de services aussi distingués, il Nous est agréable de vous adresser le témoignage de Notre reconnaissance particulière et de Notre bienveillance impériale.

Nous sommes toujours votre affectionné,

« NICOLAS.

« Péterhoff, le 5 (17, nouv. st.) juin 1834. »



M. de Boutenieff avait ordre de s'opposer de tout son pouvoir aux velléités belliqueuses de Mahmoud et de lui faire comprendre que, s'il devenait l'agresseur, en déchirant de sa propre main le traité qu'il avait conclu, en 1833, avec le vice-roi d'Égypte, l'empereur de Russie se verrait forcé de rester neutre, d'autant plus que son intervention en faveur de l'Empire ottoman assurerait inévitablement celle de l'Angleterre au vice-roi d'Égypte.

Ce fut alors que l'internonce autrichien, d'intelligence avec M. de Boutenieff, parvint à conjurer les dangers imminents d'une nouvelle rupture entre Mahmoud et Méhémet-Ali. Le sultan laissa donc le pacha d'Égypte réprimer seul la révolte de la Syrie, et la flotte anglaise n'eut aucun motif de prêter main forte au vassal contre son suzerain.

Il y eut peut-être un peu de refroidissement dans les relations du gouvernement turc avec la Russie, mais la Porte Ottomane n'en demeura pas moins, aux yeux de l'Europe, sous la protection du drapeau russe, et le traité d'Unkiar-Skelessi, reconnu et sanctionné par l'Autriche, conserva toute sa valeur éventuelle dans les phases futures de l'interminable question d'Orient.

L'empereur Nicolas avait eu la sagesse de s'en tenir à la lettre de ses traités avec le sultan Mahmoud, en refusant de lui fournir les moyens de prendre déloyalement sa revanche contre le vice-roi d'Égypte. Il avait pu alors répéter cette belle sentence, qu'il adressait naguère au comte Orloff, en mission extraordinaire à Constantinople :

« Lorsque la divine Providence a placé un homme à la tête de soixante millions d'hommes, c'est pour donner de plus haut l'exemple de la fidélité à sa parole et du scrupuleux accomplissement de ses promesses. »



CCVIII

Tout était prêt pour la cérémonie du 11 septembre; il ne restait plus qu'à mettre en place les tentures et les tapis, qu'on avait soustraits le plus longtemps possible aux détériorations qu'eussent faites le vent et la pluie; car la pluie et le vent continuaient sans interruption, et l'on pouvait regarder comme impraticable le programme de la fête. On avait parlé de la remettre, à cause de la tempête qui semblait y faire obstacle; mais l'empereur répondit sèchement, à la requête de la Commission qui craignait que le temps ne favorisât point cette imposante solennité :

— Je n'ai pas le droit de renvoyer à un autre jour la fête de saint Alexandre Newsky. Au reste, ce n'est pas moi que concerne la direction des saisons. Il y a là-haut quelqu'un qui s'en occupe sans me consulter. Il ne m'appartient donc pas d'intervenir dans les choses de la Providence, ni de chercher à savoir le temps qu'il fera demain.

On avait lieu de croire que le lendemain l'ouragan se déchaînerait dans toute sa fureur; la pluie redoublait et les eaux de la Néva s'élevaient à une telle hauteur, qu'une inondation paraissait inévitable ; pendant la nuit, le canon d'alarme se fit entendre et l'on s'attendait à l'irruption des

flots dans les quartiers qui avoisinent le palais d'Hiver, lorsque le vent changea tout à coup et fit rentrer le fleuve dans son lit; au point du jour, le temps était redevenu serein, et les légers nuages qui passaient dans le ciel ne tardaient pas à disparaître.

Des milliers d'ouvriers terminèrent en quelques heures les derniers apprêts et réparèrent les dégâts que l'orage avait faits dans la décoration de la place du palais d'Hiver.

L'empereur s'était levé, de grand matin, pour compléter l'immense travail auquel avait donné lieu la distribution des récompenses à l'occasion de cette grande cérémonie nationale.

Il écrivit de sa main cette lettre en français, adressée au prince Guillaume de Prusse, en lui envoyant les insignes de l'ordre de Saint-Vladimir :

« Monsieur mon cousin et très-cher beau-frère,

« Les sentiments d'amitié dont S. M. le roi, votre auguste père, me donne constamment les preuves les plus affectueuses, viennent de remplir l'un de mes vœux les plus chers. La solennité du jour consacré à la mémoire de mon frère tendrement aimé, feu l'empereur Alexandre, réunit, au pied du monument élevé à sa gloire, les soldats des deux armées qui en furent témoins. Appelés à représenter dignement au milieu de nous l'élite de la Prusse, les vétérans, choisis par S. M. le roi, attestent aux yeux de l'Europe entière la fraternité d'armes que les deux souverains ont fondée entre leurs peuples, et que la divine Providence a daigné bénir, en leur accordant en commun des souvenirs ineffaçables de gloire nationale. Votre Altesse royale elle-même les trouve gravés dans son cœur, car les



premiers jours qu'elle a consacrés au service de son pays ont été signalés par des combats de cette mémorable époque.

« C'est à ce titre que votre auguste père, ajoutant un nouveau prix aux motifs de reconnaissance que je lui dois, vous a confié le commandement des braves que l'armée russe est heureuse aujourd'hui de recevoir en frères.

« Voulant signaler cet événement par un témoignage de l'attachement fraternel que je vous ai voué, je désire voir Votre Altesse royale décorée de l'ordre de Saint-Vladimir de la première classe, que je vous adresse ci-joint. La devise qu'il porte : *Mérite, honneur et gloire!* a constamment été la vôtre. Qu'elle vous rappelle sans cesse la solennité de ce jour et l'affection inaltérable que je vous consacrerai à jamais!

« Je me plais à vous en renouveler l'assurance bien sincère, ainsi que celle de la considération la plus distinguée, avec laquelle je suis,

« Monsieur mon cousin et très-cher beau-frère,
« De Votre Altesse royale,
« Le tendrement affectionné beau-frère et cousin,

« NICOLAS.

« Saint-Pétersbourg, le 30 août (11 septembre, nouv. st.) 1834. »

Un signal de cinq coups de canon, tirés des remparts de la forteresse, annonça l'inauguration de la colonne Alexandrine.

A huit heures du matin, l'empereur, accompagné du césarévitch et du grand-duc Michel, suivi d'un nombreux état-major, arriva au monastère de Saint-Alexandre-Newsky, où l'avait devancé la procession du clergé, partie de la cathédrale de Notre-Dame de Kasan, et ayant à sa tête le métropolitain. Après le service divin, dont la célébration



ne dura pas moins d'une heure et demie, l'empereur, avec son cortége militaire, retourna au palais d'Hiver.

Déjà les personnes munies de billets commençaient à occuper les places qui leur étaient réservées sur les estrades; les fenêtres et les balcons des hôtels de l'État-major-général, du Ministère des finances et du Ministère des affaires étrangères, se garnissaient de monde. Le boulevard de l'Amirauté, le seul espace qu'on avait pu livrer au public, avait été envahi, avant le jour, par une foule compacte, dont le stationnement était dirigé et surveillé par la police.

A dix heures, tous les invités de la cour, de la noblesse, du corps diplomatique, se trouvaient répartis dans les différentes salles du palais, les hommes en habits de gala, les femmes en costume russe; ils allèrent prendre place tour à tour sur le balcon extérieur, où devait siéger l'impératrice, entourée de la famille impériale et de toute la cour.

A onze heures, quand tout le monde fut placé, un nouveau signal de cinq coups de canon avertit les troupes, qui étaient sous les armes à différents points de rassemblement, qu'elles vinssent occuper, sur la place du Palais et sur celle de l'Amirauté, les positions qui leur avaient été assignées : aussitôt, par toutes les issues, débouchent à la fois, au son de la musique des régiments, les divisions d'infanterie et de cavalerie, au nombre de quatre-vingt-six bataillons et de cent six escadrons, avec 248 pièces d'artillerie, sans compter les élèves des écoles militaires.

Dès que les régiments sont rangés, faisant face au monument qui est encore caché par un voile écarlate, l'empereur, accompagné du césarévitch, du grand-duc Michel et du prince Guillaume de Prusse, et suivi de son état-major, vient prendre le commandement des troupes et parcourt tous



les rangs, au milieu des acclamations qui retentissent sur son passage.

En ce moment, l'impératrice, précédée des cavaliers de la cour et suivie des dames, sort de ses appartements, avec tous ses enfants, et se rend à la chapelle, où le métropolitain, assisté des membres du Saint-Synode et du clergé de la cour, la reçoit, avec la croix et l'eau bénite; puis, la procession du clergé se met en marche, avec les saintes images et les bannières, pour conduire l'impératrice, à travers les appartements du palais, jusqu'au grand balcon où elle doit assister à l'inauguration de la colonne Alexandrine.

La compagnie des grenadiers du palais forme la haie, le long de la balustrade, des deux côtés de l'escalier qui descend sur la place. Aussitôt que la procession paraît sur le balcon, l'empereur, d'une voix éclatante, commande aux troupes de présenter les armes, et le clergé entonne le ***Te Deum***. Tout le monde se découvre, tout le monde s'agenouille et se prosterne; l'empereur lui-même a donné l'exemple : il prie à genoux, la tête nue, au milieu de la place, et chacun autour de lui s'associe à ses prières.

Rien ne pourrait rendre ce spectacle grandiose et solennel. Le ***Te Deum*** achevé, un archidiacre récite les prières pour le repos de l'âme de l'empereur Alexandre, et tous les assistants les répètent à voix basse.

Un profond silence succède à ce vaste et lugubre murmure; le tzar donne le signal, et soudain le voile qui couvrait du haut en bas la colonne Alexandrine tombe à l'instant, au bruit des salves tirées par toute l'artillerie en bataille, par les batteries de la forteresse et par quinze vaisseaux de la marine impériale embossés dans la Néva, le long du quai de la Cour. Toutes les troupes rendent les honneurs militaires à la colonne, et pendant une demi-



heure, l'air retentit de joyeux hourras répétés à l'envi par les acteurs et les spectateurs de cette magnifique cérémonie.

Cependant le silence se rétablit, lorsque le métropolitain prononce les prières pour l'armée russe. La procession du clergé, portant les saintes images et les bannières, commençait à descendre du balcon, pour se rendre au monument, entre les deux haies formées par la compagnie des grenadiers du palais; l'impératrice et ses enfants suivaient la procession; après la famille impériale, les dames et les cavaliers de la cour, les membres du Conseil de l'Empire, les sénateurs, les maréchaux de la noblesse, et les députés du commerce, marchant sur quatre de front, dans l'ordre le plus parfait.

Au moment où la tête du cortége approchait de la colonne avec un pieux recueillement, le ciel, qui s'était couvert pendant la cérémonie, s'éclaircit tout à coup, et le soleil éclaira de ses rayons le monument qui, tout étincelant de reflets lumineux, semblait s'entourer d'une auréole miraculeuse.

Le métropolitain consacra le monument en l'aspergeant d'eau bénite, et la procession, après avoir fait le tour de la colonne, remonta sur le balcon où l'impératrice prit place avec ses enfants, pour voir le défilé des troupes. Le grand-chambellan, comte Litta, président de la commission du monument, eut l'honneur de lui offrir la médaille qui avait été frappée en commémoration de cette solennité.

La compagnie des grenadiers du palais, commandée par le prince Pierre Wolkonsky, l'ami et le compagnon d'armes de feu l'empereur Alexandre, avait été placée, en garde d'honneur, au pied de la colonne qu'elle entourait sur les quatre faces. L'empereur Nicolas, pour assister au défilé, alla se mettre à la tête des grenadiers du palais, à côté



de leur vénérable commandant, qu'il pressa dans ses bras, avec effusion, en versant des larmes que lui arrachait le souvenir de son bien-aimé frère et protecteur.

L'émotion de l'empereur se communiqua de proche en proche, et personne ne put retenir ses pleurs en apprenant que le tzar avait pleuré.

Nicolas embrassa aussi avec transport le prince Guillaume de Prusse, lorsque ce prince parut, dans les rangs de la garde impériale russe, à la tête des officiers, sous-officiers et soldats de l'armée prussienne, qui avaient fait les campagnes de 1813 à 1815, et qui portaient sur leur poitrine les médailles et les décorations que le roi de Prusse et l'empereur Alexandre leur avait décernées à cette époque.

Depuis une heure de l'après-midi, jusqu'à trois, le défilé continua, au bruit des fanfares, devant l'empereur et devant la colonne.

Le soir, les édifices publics et toute la ville furent illuminés, et pendant plusieurs jours la place du palais d'Hiver attira une prodigieuse affluence de curieux, qui venaient admirer le monument érigé en l'honneur d'Alexandre Ier: la plupart, en le voyant surmonté d'une figure d'ange avec une croix à la main, se signaient et se prosternaient, comme ils auraient fait, en face d'une église.

Nicolas avait voulu, en quelque sorte, remplir les intentions de son auguste prédécesseur, en donnant carrière à sa munificence, au sortir de cette majestueuse cérémonie, dont l'empereur Alexandre avait été le héros. Il pensa d'abord aux employés et fonctionnaires de l'ordre civil, dont il avait récemment amélioré le sort par une nouvelle loi sur les pensions de retraite; voici l'ukase qu'il adressa en leur faveur au Sénat-dirigeant :

« Un des vœux les plus constants de Notre frère bien-



aimé, feu S. M. l'empereur Alexandre, de glorieuse mémoire, et que Nous partageons entièrement, était d'améliorer la situation, tant des officiers supérieurs et subalternes de l'armée, que des employés civils qui servent dans les gouvernements et pour lesquels il n'a pas encore été promulgué de nouveaux états de personnel ; mais des événements divers et les circonstances difficiles dans lesquelles s'est trouvé l'Empire, avaient mis obstacle, jusqu'à ce jour, à l'accomplissement de ce vœu. Toutefois, Nous n'avions pas perdu de vue une mesure si utile et si chère à Notre cœur ; ayant enfin trouvé la possibilité de commencer à la mettre graduellement à exécution, et choisissant, à cet effet, le jour de l'inauguration du monument consacré à la mémoire immortelle de Notre frère bien-aimé, Nous avons décidé que, à partir de l'année 1835, il serait annuellement alloué une somme provisoire de 2,500,000 roubles, pour accorder des suppléments de traitement aux employés dépendant des ministères de la justice et de l'intérieur, qui en ont le plus besoin ; cette allocation, qui doit être également répartie entre les deux ministères, sera encore accrue dès la première année, pour peu que la possibilité s'en présente, et graduellement augmentée par la suite, jusqu'à ce que le sort de ces employés soit garanti d'une manière solide et correspondante à leurs besoins. Nous avons en même temps assigné une allocation égale pour l'armée de terre.

« Le Sénat-dirigeant donnera connaissance desdites allocations au ministre des finances et chargera les ministres de la justice et de l'intérieur de faire la répartition de la somme ci-dessus énoncée, entre les employés des tribunaux et administrations, où le besoin d'une augmentation dans les traitements se fait le plus vivement sentir, en soumettant des états de répartition à Notre approbation. »

Après le défilé des troupes, Nicolas avait laissé la colonne Alexandrine sous la garde de la compagnie des grenadiers du palais, et, à sa rentrée dans ses appartements, il libella de sa main cet ordre du jour, adressé au commandant de cette compagnie, Pierre Wolkonsky :

« Le vœu sacré de Mon cœur, le vœu de la patrie entière, est rempli par l'inauguration du monument érigé à la mémoire de Mon frère et bienfaiteur bien-aimé, feu Alexandre Ier. Mais il nous reste à honorer ce monument, précieux pour Nous Russes, en instituant auprès de lui une sentinelle spéciale. A ces causes, il Me paraît le plus convenable d'en confier la garde aux vétérans qui forment la compagnie des grenadiers du palais, comme ayant pris part aux glorieuses victoires qui ont illustré les armes russes sous le règne de cet immortel souverain.

« En conséquence, J'ordonne qu'il soit ajouté, à l'effectif actuel de la compagnie des grenadiers du palais, un sous-officier et douze soldats, choisis d'après les dispositions du règlement de formation de cette compagnie, et qu'à partir d'aujourd'hui même elle commence le nouveau service qui lui est confié.

« Vous aurez soin de prendre les mesures convenables pour l'exécution du présent. »

Il adressa simultanément deux autres rescrits au prince Wolkonsky et au comte Worontzoff, les deux plus fidèles serviteurs et les plus intimes confidents de l'empereur Alexandre :

« Cher prince Pierre Wolkonsky,

« Le vœu de Mon cœur, ce vœu de la Russie entière, est



heureusement accompli : le monument élevé à la mémoire de l'empereur Alexandre, notre immortel bienfaiteur, rendra témoignage à la postérité de la gratitude de la patrie pour l'auteur de sa gloire.

« Le souvenir des mémorables événements de son règne Me rappelle naturellement que, placé constamment auprès de la personne de l'empereur Alexandre, pendant les campagnes de 1813 et 1814, vous aviez été choisi pour servir d'organe à ses volontés, qui, par leur sage direction, assurèrent ses succès et nos triomphes. Désirant honorer encore une fois en votre personne le souvenir de cette glorieuse époque, J'ordonne que vous ajoutiez le titre d'Altesse à celui de Prince, qui vous appartient ainsi qu'à vos descendants.

« Saint-Pétersbourg, le 30 août (11 septembre, nouv. st.) 1834. »

Au comte Worontzoff, gouverneur-général des provinces de la Nouvelle-Russie et de la Bessarabie.

« Votre longue carrière, illustrée par des actes nombreux d'un dévouement sans bornes au trône et à la patrie, sous le règne de Notre frère bien-aimé, feu l'empereur Alexandre Ier, de glorieuse mémoire, et les services que vous continuez à Nous rendre avec non moins de zèle; les soins infatigables et la sollicitude exemplaire que vous déployez dans l'administration des contrées qui vous sont confiées, et particulièrement l'ardente activité que vous apportez à perfectionner autant que possible leur organisation, vous ont acquis les plus justes titres à Notre reconnaissance particulière et à Notre entière bienveillance. Voulant vous en donner un témoignage, Nous vous avons conféré les insignes en diamants de l'ordre de Saint-André, que Nous



vous transmettons ci-joints, demeurant à toujours votre affectionné,

« NICOLAS.

« Saint-Pétersbourg, le 30 août (11 septembre, nouv. st.) 1834. »

Ce n'est que trois jours après la cérémonie, que l'empereur, à qui n'avait pas échappé, pendant le défilé, la tenue irréprochable du corps détaché des grenadiers, commandé par le général Nabokoff, honora d'une distinction exceptionnelle ce corps et son brave chef, en adressant à ce dernier un rescrit qu'il était invité à faire connaître aux troupes placées sous ses ordres :

« La parfaite organisation et l'ordre exemplaire que J'ai été à même de reconnaître, aux manœuvres et exercices, et principalement à la parade, lors de l'inauguration solennelle du monument élevé à la mémoire de feu l'empereur Alexandre I[er], ont attiré Mon attention particulière. Il M'est agréable de vous réitérer, ainsi qu'à tout le corps détaché des grenadiers, les témoignages de toute la satisfaction que J'ai ressentie, en voyant que, à une bravoure déjà éprouvée, ainsi qu'à toutes les vertus militaires, ce corps savait joindre une conduite exemplaire et la plus parfaite discipline; il en a donné une nouvelle preuve, car, pendant tout le temps de son campement et de son séjour dans la capitale, il ne s'est présenté aucune circonstance qui ait mérité le moindre reproche. Je vous laisse le soin de faire connaître Mes sentiments aux troupes que vous commandez, et J'ai la certitude que tous les officiers et soldats du corps détaché des grenadiers s'efforceront de se rendre également dignes de Mes éloges et de Ma satisfaction particulière, en continuant à se distinguer par leur service. « NICOLAS.

« Tsarskoé-Sélo, le 2 (14, nouv. st.) septembre 1833. »

L'inauguration de la colonne Alexandrine avait été suivie d'une multitude de nominations et de promotions dans l'armée, qui toutes portaient la date de cette fête nationale. Parmi ces nominations, on remarquait celles de cinq aides de camp de l'empereur.

On comprend qu'une cérémonie, célébrée avec tant de pompe et de solennité, non-seulement pour honorer la mémoire de l'empereur Alexandre, mais encore pour glorifier les souvenirs militaires de la coalition européenne de 1813, eut un immense retentissement dans tous les États de l'Europe qui avaient participé à cette coalition, et surtout en France qui en avait cruellement souffert après lui avoir résisté pendant une année de lutte héroïque.

CCIX

Ce fut en France que les hourras qui avaient salué la colonne Alexandrine eurent le plus d'échos contradictoires et hostiles.

On accusa l'empereur Nicolas de n'avoir évoqué le spectre sanglant des guerres qui avaient amené la chute de l'empire de Napoléon, que pour défier le gouvernement de Louis-Philippe, qui se vantait de poursuivre l'œuvre politique de la Révolution, et qui ne s'était pas laissé envelopper dans les liens de la Sainte-Alliance. Si les Chambres n'eussent pas été alors prorogées, les chefs de l'Opposition, qui étaient tous plus ou moins inspirés et entraînés par l'émigration polonaise, n'auraient pas perdu une si belle occasion d'irriter les susceptibilités du patriotisme français, et d'accuser, à la tribune, l'empereur de Russie d'avoir provoqué la France, en élevant un monument à la gloire des armées russes. Les gazettes se chargèrent de cette campagne de récriminations et de plaintes contre la Russie, son gouvernement et sa politique.

La Pologne était encore intéressée dans ce petit complot de la presse française, qui trouva dans la presse anglaise vigoureuse assistance, car on venait d'apprendre que la



commission de justice extraordinaire, établie à Varsovie en vertu de l'ukase du 13/25 février 1832, avait enfin terminé ses opérations et prononcé un grand nombre de condamnations capitales, qui ne frappaient généralement que des contumaces.

C'était là ce qui pouvait motiver et justifier la rigueur des arrêts rendus par cette commission, composée également de Russes et de Polonais, et animée de sentiments d'impartialité et d'indulgence, qui s'étaient traduits dans les rapports annexés aux jugements, pour être mis sous les yeux de l'empereur.

Le conseiller Engel, président de l'administration provisoire du royaume de Pologne, avait fait savoir officieusement, aux membres du tribunal criminel, que leurs arrêts, quels qu'ils fussent, ne seraient pas exécutés à la lettre, et que le tzar se réservait de commuer la peine de la plupart des condamnés. Le tribunal n'avait donc pas hésité à appliquer la loi, en prononçant la peine de mort et le séquestre des biens contre deux cent quatre-vingt-dix émigrés, parmi lesquels figuraient le prince Adam Czartoryski, les membres du gouvernement national, le maréchal de la Diète, des sénateurs, des nonces, des officiers de l'armée, des fonctionnaires publics, ainsi que tous les élèves de l'école des porte-enseignes, et les étudiants de l'université qui avaient donné le signal de l'insurrection dans la nuit du 29 novembre 1830.

De tous les membres du gouvernement national frappés par cette sentence, le nonce Vincent Niemoïowski était le seul qui fût resté dans le pays; les autres avaient cherché un refuge à l'étranger. Le général Skrzynecki lui-même, qu'on accusait encore d'avoir vendu Varsovie aux Russes, était compris parmi les condamnés à mort, ainsi que tous



les hauts fonctionnaires qui, après la capitulation, avaient fait partie du simulacre de gouvernement, désigné sous le nom de Régence de Zakroczyn.

Le genre de mort seulement variait selon les personnes et suivant le degré de culpabilité. Les uns étaient condamnés à périr par le glaive, les autres par le gibet; quant à ceux qui avaient donné le signal de l'insurrection en faisant irruption dans le palais du Belvédère, leur supplice devait être accompagné de ces horribles mutilations que les anciennes lois russes réservaient surtout aux criminels de lèse-majesté.

L'empereur ne laissa pas longtemps la Pologne sous la pénible impression de ces sanglantes représailles : il rendit un ukase d'amnistie, en date du 4/16 septembre 1834, qui vint apporter de notables modifications à l'arrêt définitif de la commission extraordinaire de justice.

Dans cet ukase, l'empereur supposait que la plupart des criminels d'État, recherchés et jugés par le tribunal d'exception, avaient manifesté leur repentir; en conséquence, il avait daigné commuer leurs peines, en exprimant l'intention d'obtempérer ainsi aux désirs du feu grand-duc Constantin, qui, dans le temps, avait intercédé pour eux, « en Nous invitant, disait l'ukase, à ne point les priver de Notre grâce, mais aussi à conserver en harmonie l'autorité de la loi avec les sentiments de la bénignité. »

Les quatre premiers condamnés à mort auraient donc à subir la peine des travaux forcés dans les mines de Sibérie, l'un pendant vingt ans, l'autre pendant dix-neuf ans; le troisième pendant quinze, et le dernier pendant douze. Ce dernier était Vincent Niemoïowski, lequel mourut de chagrin, tandis qu'on le transférait en Sibérie. Les condamnés à dix et douze ans dans une forteresse verraient leur peine



réduite à huit ans; les condamnés à la prison *dure* seraient incorporés dans les compagnies de pionniers employés aux constructions militaires; les condamnés à trois années d'emprisonnement n'en feraient que deux; les condamnés à deux années n'en feraient qu'une seule.

Quant aux fugitifs qui, jugés par contumace, avaient été condamnés, savoir deux cent quarante-neuf à être pendus, neuf à être décapités (le prince Adam Czartoryski était du nombre), et sept aux travaux forcés et à la détention, l'empereur ordonnait qu'ils fussent privés de tous droits, et que leur peine fût commuée en un bannissement perpétuel hors du royaume de Pologne et de tous les autres pays de l'empire. « Mais si l'un de ces proscrits, ajoutait l'ukase, s'avisait de rentrer dans Nos États, soit ouvertement, soit secrètement, il aurait à subir la peine à laquelle il a été primitivement condamné, avec toute la rigueur de la loi criminelle de guerre. »

La dernière disposition de l'ukase annonçait la dissolution du tribunal criminel particulier, qui déposerait aux Archives de l'État tous les actes de sa juridiction temporaire; cet article renfermait ces promesses rassurantes : « Toutes les recherches pour découvrir l'origine de l'insurrection polonaise et les personnes qui y auraient participé, ainsi que toute persécution contre des individus suspectés de connivence dans un délit politique, cesseront, à dater de ce jour, et aucun travail d'enquête à ce sujet ne recommencera désormais d'après la voie de procédure criminelle. »

Un autre ukase, adressé au Sénat-dirigeant et publié sous la même date, réglait, en dernier ressort, la situation des absents ou fugitifs, qui, depuis l'ordonnance du 4/16 octobre 1832, n'avaient pas profité du bénéfice de cette ordonnance en adressant à l'empereur une demande



en grâce, et en revenant se constituer prisonniers en Pologne.

L'empereur, « pour rétablir complétement la tranquillité dans cette partie de l'empire, et pour effacer toutes les traces des troubles qui l'ont désolée, » avait jugé à propos « de terminer cette affaire. » Or, tous les individus originaires de Pologne ou domiciliés dans le royaume, qui s'en étaient éloignés comme complices de la rébellion, et qui, jusqu'à ce moment, n'avaient pas présenté leur demande en grâce ni sollicité l'autorisation de revenir en Russie pour se justifier devant les tribunaux, ne pourraient jamais, quels que fussent d'ailleurs leur rang, leur degré de culpabilité ou leur résidence réelle, reparaître en Russie, ni franchir les frontières de l'empire. Leurs pétitions ne seraient plus admises dorénavant; leurs biens seraient immédiatement confisqués. Quant à ceux qui se permettraient, à l'avenir, de franchir clandestinement les frontières, on devrait procéder à leur égard comme envers des criminels d'État convaincus. Toutefois, la peine à leur infliger ne serait déterminée que par l'instruction telle qu'elle existerait, avant leur arrestation, dans les dossiers de la commission extraordinaire de justice.

Ces deux ukases étaient, dans la pensée de l'empereur, des actes d'indulgence et de pardon, car non-seulement les criminels d'État, qu'il qualifiait de *véritables fauteurs des troubles* de la Pologne, voyaient leur peine commuée autant que le permettait la clémence qui voulait maintenir l'autorité de la loi, mais encore, après cette juste expiation qui ne devait pas verser une goutte de sang, les Polonais pouvaient compter sur l'oubli d'un passé douloureux et jouir en paix de l'amnistie générale. On devait regarder cette amnistie comme un nouveau pacte entre le souverain et ses

sujets. Désormais, une ligne de démarcation bien tranchée se trouvait établie entre la période révolutionnaire, que les deux ukases venaient de fermer, et l'ère de tranquillité et d'ordre, qui s'ouvrait pour la Pologne; les habitants de ce royaume n'auraient plus de rapports ni de liens avec l'émigration polonaise, et le Gouvernement, qui en avait fini avec les mesures d'exception et les représailles, allait reprendre son cours régulier et légal.

Il faut remarquer, en effet, que, depuis la promulgation de l'ukase définitif d'amnistie, l'empereur Nicolas cessa complétement d'attribuer à la Pologne une responsabilité quelconque dans les actes de l'émigration, et même d'attacher à ces actes, si hostiles qu'ils pussent être, la même importance politique.

Le voyage de l'empereur Nicolas, dans plusieurs gouvernements de l'empire, devait se prolonger deux mois entiers, durant lesquels la famille royale de Prusse se faisait une grande joie de posséder l'impératrice avec sa fille aînée, la grande-duchesse Marie. L'empereur et l'impératrice avaient projeté de partir le même jour et presque en même temps, pour revenir ensemble de Berlin. Le césarévitch resterait encore à Saint-Pétersbourg, avec ses frères et sœurs, que l'impératrice laissait sous la garde du grand-duc Michel et de la grande-duchesse Hélène, que son état de grossesse retenait dans la capitale.

Avant son départ, l'empereur écrivit au roi Guillaume, son beau-père, une lettre en français, dans laquelle il lui rendait compte de l'inauguration de la colonne Alexandrine. Cette charmante lettre, qui prouve avec quelle facilité et quel esprit Nicolas savait manier la langue française, fut remise à l'impératrice, qui se chargea de la porter elle-même à son auguste père :



« J'éprouve une vive satisfaction à annoncer à Votre Majesté, que la solennité du 30 août (11 septembre, nouv. st.), depuis si longtemps l'objet de mes pensées, vient heureusement de s'accomplir; elle a été grande et belle, comme tout ce qui tient à la mémoire de mon frère chéri, feu l'empereur Alexandre.

« Le monument que la Russie reconnaissante a élevé à sa gloire, est digne de son nom. La Providence divine a daigné rendre ce jour l'un des plus beaux de ma vie. Les souvenirs qu'il a gravés dans mon cœur rappelleront toujours ce que je dois de reconnaissance à Votre Majesté, dont l'amitié bienveillante a réalisé l'un de mes vœux les plus chers. Constater à la face du monde la fraternité d'armes qui unit inviolablement la Russie et la Prusse, environner le monument consacré à l'empereur Alexandre de l'élite des braves qui eurent le bonheur de combattre avec lui sous les mêmes drapeaux, tel était, selon ma conviction intime, le pieux hommage que je devais rendre au monarque chrétien, qui reconnaissait humblement, dans la gloire de ses armes, le bienfait d'une protection divine. S'unissant à ma pensée, Votre Majesté a daigné faire représenter parmi nous l'armée prussienne, par ces vétérans décorés des marques d'honneur qui rappellent si glorieusement les campagnes mémorables des années 1813, 1814 et 1815; et, voulant qu'en ce jour solennel il ne me restât aucun vœu à former, elle a confié à l'un de ses augustes fils le commandement de ces braves, afin que chaque soldat russe crût retrouver, comme moi, un frère dans les guerriers que Votre Majesté a daigné honorer de son choix.

« Profondément ému de ces témoignages d'amitié, je remplis un devoir qui m'est cher, en lui réitérant aujourd'hui, du fond de mon âme, l'expression de tous les senti-

ments de reconnaissance et de tendre affection, que je lui ai voués pour la vie, et avec lesquels je suis,

« De Votre Majesté,

« Le plus dévoué fils,

« NICOLAS.

« Tzarskoé-Sélo, le 5 (18, nouv. st.) septembre 1834 »

L'empereur partit de Tzarskoé-Sélo, pour Moscou, dans la nuit du 17 au 18 septembre; l'impératrice partit, avec la grande-duchesse Marie, pour Berlin, dans la journée suivante.

Le 19, vers six heures du soir, l'empereur était à Moscou; l'impératrice n'arriva que le 28, à Berlin.

Le lendemain de l'arrivée de Nicolas, dès la pointe du jour, toutes les rues qui aboutissent au centre de la ville étaient remplies d'habitants qui accouraient au Kremlin; à neuf heures, la place qui sépare des cathédrales et de la Granovitaïa-Palata le palais Nicolaïewsky se trouva envahie par une foule énorme, au milieu de laquelle on n'apercevait pas un seul employé de la police. L'attente de ces braves gens, tout impatiente qu'elle était, ne causait ni désordre ni tumulte; la joie rayonnait sur les physionomies : tous les yeux demeuraient fixés sur la porte du palais.

Dès qu'on vit paraître le tzar, un hourra unanime s'éleva de toutes parts et se prolongea au loin. L'empereur s'avançait seul, environné, pressé par la foule qui l'acclamait, et ces joyeuses acclamations couvraient le son des cloches mises en branle à la fois dans toutes les églises.

Le métropolitain de Moscou vint le recevoir à l'entrée des cathédrales, et à peine eut-il prononcé les premiers

mots de son allocution, que le plus profond silence régna dans toute la place. L'empereur répondit, par quelques paroles gracieuses, au chef du clergé moscovite, et le suivit dans l'église, où fut célébré le service divin, en sa présence.

Après le *Te Deum*, l'empereur, toujours accompagné des mêmes cris d'allégresse et d'enthousiasme, se dirigea vers la place d'armes, où les troupes de la garnison, rangées en bataille, eurent l'honneur d'être passées en revue, par le tzar, qui leur adressa des éloges sur leur belle tenue. La parade finie, il se rendit à la Granovitaïa-Palata, et en montant le perron nommé *Krasnoé-Kriltso*, il se retourna vers le peuple et le salua pour le remercier de son cordial accueil. Les clameurs reconnaissantes de la multitude retentissaient encore, longtemps après que le père se fut dérobé aux regards de ses enfants.

Dans la matinée du 20, Nicolas, après avoir entendu la messe dans la chapelle du palais, reçut les hommages de diverses corporations de marchands, d'artisans et de cochers (*yamstchiks*). A midi, il alla, escorté de ses aides de camp généraux Alexandre Benkendorff et Adlerberg, passer en revue le 4ᵉ corps d'infanterie, sur une grande place extérieure appelée *Klodinskoé-Pole*. Cette revue avait attiré un nombre considérable de curieux. Mais la police crut devoir, par précaution, tenir la foule à distance et l'empêcher d'avancer. Au moment du défilé des troupes, l'empereur remarqua que les spectateurs, dont il entendait de loin les hourras, étaient contenus à grand'peine par les hommes de police, qui avaient ordre de ne laisser personne s'approcher de lui :

— Qu'on les laisse venir ! s'écria-t-il, d'une voix forte.

— Sire, répondit à voix basse le grand-maître de police, on a signalé la présence de certains étrangers suspects...

— Tant mieux, interrompit l'empereur, ils apprendront combien je suis aimé de mes enfants!

Le peuple, qu'on n'arrêtait plus dans son élan, se précipita en avant avec un si furieux empressement, que tous les efforts de la police réussirent à peine à conserver libre l'espace nécessaire pour le défilé des troupes. Quand l'empereur remonta en calèche, le peuple entoura la voiture, en redoublant ses hourras, et la suivit avec les mêmes cris jusqu'aux portes de Moscou.

Le jour suivant, l'empereur assista aux exercices de la 4e division de cavalerie légère et de son artillerie à cheval. A trois heures de l'après-midi, il donna audience aux fonctionnaires des quatre premières classes. Le soir, il partit au théâtre.

Pendant la représentation, on vint l'avertir que la cloche d'alarme annonçait un incendie dans le quartier Serpoukhoff. Fidèle à l'antique usage, qui veut que le tzar se rende en personne sur le lieu même de tout incendie qui éclate dans le voisinage de sa résidence, il accourut en toute hâte à l'endroit où le feu s'était déclaré, et, sous ses yeux, la police et les pompiers déployèrent tant de zèle et d'intrépidité, que l'incendie fut éteint en fort peu de temps, sans avoir causé de graves dommages.

Le matin du 22 septembre, l'empereur fit manœuvrer les régiments du 4e corps de l'infanterie avec l'artillerie à pied. Après l'exercice, il commença la visite des établissements publics, par celle de l'institut de Sainte-Catherine, de l'école d'Alexandre et de l'hôpital Sainte-Marie :

— Je ne suis que l'ambassadeur de l'impératrice, dit-il en inspectant l'institut de Sainte-Catherine, et je lui rendrai un compte fidèle de la mission qu'elle m'a confiée.

La journée du 23 fut consacrée tout entière aux travaux



du cabinet impérial. Le soir de cette journée fatigante, l'empereur disait à ses aides de camp généraux :

— J'ai lu aujourd'hui tant de lettres, tant de rapports, tant de factums, que j'en ai l'esprit brouillé. Si Dieu m'avait donné dix têtes au lieu d'une, je ne serais pas en peine de les employer toutes à mon métier d'empereur. Il faut avouer que, pour me délasser et me distraire, j'ai trouvé le temps d'écrire une lettre de six pages à l'impératrice, qui est encore en route et qui n'arrivera pas à Berlin avant cinq ou six jours.

Le 24, l'empereur visita l'hôpital militaire, la section des enfants en bas âge du corps des cadets, et l'institut d'Alexandre; il trouva tout dans le meilleur ordre et dans le meilleur état. Il passa la soirée au théâtre, où la haute société s'était donné rendez-vous pour le voir et lui faire accueil.

— Tout le monde est content de mon séjour à Moscou, dit-il à Benkendorff; en vérité, je regrette que ma femme et ma fille aînée ne soient point ici pour augmenter encore la joie générale, mais je ménage une surprise aux habitants de Moscou : j'ai permis au césarévitch de venir me rejoindre à Vladimir, après ma tournée d'inspection.

Le 25, l'empereur dirigea les manœuvres du 4e corps au grand complet; le soir, il se montra, pendant une heure, à un bal que le gouverneur général militaire donnait en son honneur.

Le 26, c'était la fête de l'exaltation de la Croix, l'empereur entendit la messe dans sa chapelle et visita ensuite plusieurs établissements publics. Le peuple le guettait au passage, pour le saluer de chaleureuses acclamations. L'empereur rentra au palais, pour le grand dîner de gala, auquel étaient invités le comte de Ficquelmont, ambassadeur d'Au-



triche, les généraux et officiers supérieurs du 4e corps d'infanterie, et les hauts fonctionnaires qui se trouvaient à Moscou.

Le soir, il y avait au théâtre spectacle gratis pour les sous-officiers et soldats du 4e corps : l'empereur voulut s'y montrer, et sa vue ajouta un charme inexprimable au plaisir des spectateurs. Le peuple, qui entourait le théâtre, prit aussi sa part de cette joie frénétique, qui se traduisait en hourras et en applaudissements.

Le 27, l'empereur visita l'hôpital Pierre et Paul, ainsi que l'hôpital Galitsyne : il fut enchanté de l'administration de ces établissements et de leur belle apparence.

— Tout cela est très-bien, disait-il en parcourant les salles magnifiques et solitaires de l'hôpital Pierre et Paul; il n'y manque que des malades.

On lui fit observer que la santé publique était en ce moment dans les conditions les plus satisfaisantes, ce qui coïncidait heureusement avec le séjour de Sa Majesté à Moscou.

— Je ne me plains pas, dit-il en souriant, que les lits, dans nos hôpitaux, soient dix fois plus nombreux que les malades; c'est plutôt le contraire qui serait à déplorer : il y aura toujours trop de malades, il n'y aura jamais assez d'hôpitaux.

Il visita ensuite le palais d'Alexandra et l'ancien hôtel Apraxine, où l'institut d'Alexandra devait être transporté.

Il était encore à travailler dans son cabinet, vers minuit, lorsqu'il entendit sonner la cloche d'alarme, qui annonçait un incendie. Il quitta tout, ne prit que le temps de revêtir son uniforme, et suivi du général Benkendorff, qui ne se couchait jamais avant que l'empereur se fût mis au lit, il courut sur la grande place qui fait face au Kremlin, monta



dans le premier cabriolet qu'il rencontra, et arriva un des premiers sur le théâtre de l'incendie, dans le quartier de Yaousa.

Le feu avait pris dans un grenier tout rempli de matières inflammables, et déjà la toiture était à demi brûlée, quand les pompiers arrivèrent avec la police.

— Mes amis, leur dit à haute voix l'empereur, pour les consoler d'avoir été devancés par lui, je n'ai fait que mon devoir en arrivant le premier, puisque je suis le père.

Puis, se tournant vers le général-major Tsinsky, qui faisait les fonctions de grand-maître de police :

— Je te laisse le commandement de tes hommes, lui dit-il; je ne veux être ici que spectateur, et je te donne vingt minutes pour arrêter l'incendie, en sacrifiant la maison. Vingt minutes, montre en main.

Tsinsky redoubla d'activité et d'énergie; les pompiers, électrisés par la présence et les paroles de l'empereur, qui regardait sa montre en suivant de l'œil tous leurs mouvements, se surpassaient en courage et en adresse. Dans l'espace d'un quart d'heure, l'incendie fut éteint complétement.

Par bonheur, la nuit était froide et pluvieuse, sans un souffle de vent; autrement, tout le quartier, construit en bois, eût été dévoré par les flammes, qui ne consumèrent que la toiture d'une maison et les marchandises que contenait un vaste grenier.

L'empereur fit dire au marchand incendié, qu'il se chargeait de payer le dégât; il distribua lui-même des gratifications aux pompiers qu'il avait vus à l'œuvre, et remonta dans sa voiture, au milieu des hourras du peuple qui avait assisté en silence à la scène de l'incendie.

— Vous étiez là, mes amis, pour nous aider de vos



prières, dit-il à ceux qui l'entouraient. Les pompiers ont bien fait leur devoir, mais vous avez aussi fait le vôtre, qui était d'implorer le secours de la divine Providence.

Le peuple, en effet, n'aurait pu, sans désobéir aux règlements de police, prêter la main aux pompiers et les aider à éteindre le feu, car, dans les incendies, où les voleurs ne sont pas moins à craindre que le fléau lui-même, on n'admet pas, en Russie, d'autre intervention que celle des pompiers et des hommes de police.

CCX

Le 28 septembre, qui était un dimanche, l'empereur, après la messe, visita l'hospice des veuves et passa la soirée au théâtre. Il en sortit à onze heures, pour monter en voiture avec le général Benkendorff, qui ne le quittait presque jamais, et il partit pour Orel, par la route de Kalouga.

Les troupes du 3ᵉ corps de cavalerie de réserve, qu'il devait passer en revue à Orel, y étaient réunies et campaient sous la tente depuis plusieurs jours; la saison, déjà fort avancée, ne permettait pas de les laisser exposées plus longtemps aux rigueurs de la température.

L'empereur arriva, dans l'après-midi du 29, à Kalouga, où son arrivée, attendue et désirée, avait mis sur pied toute la population, depuis le point du jour. Les sons des cloches et les hourras des habitants accompagnèrent son entrée dans la ville. Il alla descendre dans la maison préparée pour le recevoir, et il y fut reçu par le gouverneur civil et les autorités militaires. Pendant toute la soirée et une partie de la nuit, la foule ne cessa de se porter sous les fenêtres de cette maison, dans l'espérance de le voir paraître; mais l'empereur resta renfermé pour s'occuper des affaires du gouvernement.



Le lendemain, à neuf heures du matin, les réceptions commencèrent; Sa Majesté donna tour à tour audience aux employés civils, au maréchal de la noblesse et aux nobles du gouvernement, aux notables de la ville et aux représentants du haut commerce. Il fit à chacun l'accueil le plus gracieux, mais il s'entretint surtout, d'une manière affable, avec les négociants, en les encourageant à redoubler de zèle dans leurs entreprises, qui avaient un si grand intérêt pour la Russie; il leur parla de leur commerce, de leur industrie et de leurs fabriques : les connaissances étendues et spéciales qu'il déploya dans cet entretien firent l'étonnement et l'admiration de ceux qui l'entouraient, et qui ne soupçonnaient pas que le tzar fût initié à tous les secrets de la fabrication industrielle et des transactions commerciales.

— J'ai vu avec satisfaction, leur dit-il en les congédiant, que, malgré la disette qui a sévi dans tout l'empire, et qui se fera sentir jusqu'à la récolte prochaine, la balance du commerce offre un excédant de 57 millions de roubles, en faveur de nos exportations, quoique les céréales ne comptent pour rien dans ce chiffre. Il en résulte que notre commerce national continue à prospérer. Les classes marchandes trouveront donc juste de participer aux sacrifices d'utilité publique et de payer un nouvel impôt sur les patentes, comme je l'ai prescrit dans l'ukase sur les redevances territoriales.

Cet ukase, adressé au Sénat-dirigeant, et daté du 25 juillet/6 août 1834, ne fut connu que trois mois plus tard, après sa promulgation dans la *Gazette du Sénat.*

Afin de faciliter l'acquittement des redevances territoriales aux provinces qui en étaient plus grevées que les autres, et qui avaient moins de ressources pour y faire face, Cancrine avait imaginé de créer un capital de secours, des-



tiné à égaliser l'impôt dans tous les gouvernements, en fournissant à ceux qui étaient le plus obérés les moyens de diminuer leur dette annuelle vis-à-vis de l'État. Le ministre des finances avait donc proposé de répartir en classes distinctes tous les gouvernements et provinces où le système des redevances territoriales était en vigueur, à l'exception de la Bessarabie. Il avait adressé, en outre, un état de répartition, indiquant la quotité de la taxe de secours à prélever dans chaque gouvernement ou province, par catégorie territoriale, avec l'évaluation approximative du montant total de l'impôt.

La taxe ne devait être perçue que pendant six années, de 1835 à 1841, et le prélèvement, effectué sur les mêmes bases que celui des autres redevances territoriales. Les classes marchandes, qui ne possédaient pas de terres, n'étaient pas exemptes de la taxe de secours; elles devaient être imposées au taux local des patentes de commerce, c'est-à-dire à 4 0/0 de la patente, pour les marchands de la première et de la deuxième guilde, pour les paysans commerçants de première et deuxième classes dans toutes les villes, de même que pour les marchands de la troisième guilde et les paysans commerçants de troisième classe dans les capitales, les chefs-lieux de gouvernement et les ports de mer; à 2 0/0 de la patente, pour les marchands de la troisième guilde et les paysans commerçants de troisième classe dans toutes les autres villes. Dans les gouvernements de l'Ouest, soumis à l'impôt de secours, les bourgeois et paysans libres propriétaires seraient taxés par feux, de telle sorte que la taxe de ceux qui auraient famille devait être portée au triple de la taxe des paysans attachés à la glèbe ou des célibataires. Divers gouvernements, tels que ceux d'Astrakhan, de Kharkoff, de Smolensk, de

Penza, de Voronèje et de Tamboff, qui avaient souffert du manque des récoltes, étaient exemptés de la taxe de secours, pendant deux ans.

Cette taxe de secours formerait un capital à répartir entre les gouvernements qui auraient besoin d'aide pour le payement des impôts, et les sommes qu'on n'aurait pas employées à cet usage seraient placées à intérêt sur la banque d'emprunt, pour être appliquées, selon les circonstances, à tous les objets d'utilité publique se rattachant aux charges territoriales.

L'état de répartition, annexé à l'ukase du 25 juillet/6 août 1832, divisait les gouvernements de l'empire en cinq catégories; ceux des deux premières étaient exempts de la taxe de secours; ceux de la troisième catégorie avaient à payer 5 kopeks (environ 6 sous ou 3 décimes) par tête inscrite au recensement général; ceux de la quatrième, 10 kopeks, et ceux de la cinquième, 15.

Cet acte important, qui ne changeait pas d'une manière radicale l'assiette de l'impôt, promettait de fournir annuellement près de quinze cent mille roubles à la taxe de secours, destinée à diminuer les charges des gouvernements sur lesquels pesaient davantage les redevances territoriales, quoiqu'ils fussent les plus riches et les plus commerçants.

Les ennemis de la Russie, que l'émigration polonaise ne se lassait pas d'exciter et de passionner, répétèrent à l'envi que le gouvernement russe, chargé de dettes et incapable de rétablir son crédit, avait imaginé cette prétendue taxe de secours, pour remplir ses caisses vides; ils ajoutaient que la Russie, à bout de ressources, ne trouverait pas à ouvrir un emprunt en Europe; que déjà le Trésor ne pouvait plus faire face aux payements exigibles, et que l'émission du papier-monnaie ne retarderait pas longtemps sa banqueroute.



Le ministre des finances, par ordre de l'empereur, répondit, par un démenti formel et motivé, à ces calomnies, qui avaient pour objet de diminuer la valeur des fonds russes et d'empêcher un nouvel emprunt, que les dépenses extraordinaires de l'État, par suite du choléra et de la disette, avaient rendu inévitable. Or, cet emprunt était dès lors souscrit par les plus fortes maisons de banque de la Hollande, mais il ne devait pas être émis avant l'année suivante.

Après les présentations, l'empereur, qui avait promis de rester vingt-quatre heures à Kalouga, se rendit à la cathédrale, où il fut reçu, avec la croix et l'eau bénite, par l'évêque Nicanor, à la tête de son clergé. En sortant de la cathédrale, il alla, accompagné du gouverneur civil, visiter l'hôpital de la ville, les établissements de bienfaisance, la bibliothèque publique, et la pension noble attaché au gymnase.

Cette pension modèle, dont le capitaine Ougnekowsky était directeur, attira surtout l'attention du tzar et mérita ses éloges. Il alla ensuite inspecter hors de la ville le parc d'artillerie. Il n'oublia pas la prison, où sa présence inespérée fut accueillie comme celle d'un ange consolateur. Deux condamnés, qui se rendaient en exil suivis d'enfants en bas âge, obtinrent leur grâce, et l'empereur leur permit de rentrer dans leurs foyers.

Après le dîner, auquel le gouverneur civil et le maréchal de la noblesse eurent l'honneur d'être invités, l'empereur s'occupa des affaires du gouvernement, jusqu'au moment de son départ. Toute la ville était illuminée et un grand nombre de maisons avaient été décorées d'emblèmes et de devises, reproduisant les chiffres de Nicolas et d'Alexandra.

L'empereur monta en calèche vers minuit, et la foule



suivit longtemps sa voiture, en l'accompagnant de cris joyeux et de prières ardentes pour son heureux voyage. Il arriva, le 1er octobre, à six heures du soir, dans la ville d'Orel, chef-lieu du gouvernement de ce nom; il était fatigué de la route et il se retira dans ses appartements, sans ouvrir les portefeuilles que son secrétaire avait, comme d'habitude, déposé sur sa table pour le travail du soir.

Le lendemain, 2 octobre, il assista au *Te Deum*, chanté en son honneur, à la cathédrale de Saint-Boris et Saint-Gleb. A midi, il passa en revue le 3e corps de cavalerie de réserve, et il fut très-satisfait de la tenue des troupes. Il reçut ensuite les hommages de la noblesse et des marchands.

Dans la matinée du 3 octobre, il visita les établissements de bienfaisance et l'école des enfants des scribes de chancelleries. On lui présenta un jeune élève, qui s'était distingué dans l'étude du dessin et qui annonçait les dispositions d'un véritable artiste. L'empereur félicita cet enfant et ordonna de placer sur sa tête une somme de 500 roubles qui produirait intérêts jusqu'à l'époque de sa sortie de l'école. A midi, eurent lieu les exercices de l'artillerie du 3e corps de cavalerie de réserve.

Le jour suivant, la 2e division de dragons manœuvra devant l'empereur.

Le dimanche, 5 octobre, l'empereur entendit l'office divin dans l'église de Notre-Dame des Sept-Douleurs; il assista ensuite à la parade du régiment de Moscou. Cette parade fut très-brillante, et la population d'Orel s'y était portée presque tout entière. Le soir, l'empereur honora de sa présence le bal splendide que lui offrit la noblesse du gouvernement.

Les journées du 6 et du 7 furent remplies par des exercices et des manœuvres militaires. Le 8, l'empereur visita



le gymnase, la prison, et l'hospice militaire ; ce jour-là, il admit à sa table le commandant en chef du 3e corps, et les commandants des divisions, des brigades, des régiments et des batteries. Il porta un toast au 3e corps de cavalerie, en disant :

— Il y a progrès dans la tenue et dans l'instruction des troupes. Il ne suffit pas de bien faire ; il faut encore s'efforcer de faire mieux. Au reste, les exercices auxquels j'ai assisté auraient certainement été remarqués et applaudis, au camp de Turas où S. M. l'empereur d'Autriche a fait exécuter, sous ses yeux, de si belles manœuvres.

Et là-dessus, il donna lecture d'une lettre que lui écrivait son aide de camp général, le prince Gortchakoff, pour lui rendre compte de ce qui s'était passé au camp de Turas, où il avait accompagné l'empereur François, qui lui conféra, en cette occasion, la grand'croix de l'ordre de Léopold.

Au sortir de table, Nicolas se mit en route, pour retourner à Moscou.

Il y était rentré, le 10 octobre, à six heures du matin, et pendant six jours qu'il passa dans cette capitale où son séjour prolongé comblait de joie les habitants, il entremêla, de revues et d'exercices militaires, ses visites quotidiennes aux établissements de bienfaisance et d'éducation. La foule le suivait pas à pas, de l'Arsenal à l'hôpital Sainte-Catherine, du gymnase du gouvernement à l'Institut oriental des frères Lazareff. Il n'avait pas d'autre escorte, que le général Benkendorff, que le peuple connaissait bien, puisqu'on se disait, en le voyant paraître : « Voici l'empereur et son ombre. »

La police était forcée de se cacher, pour faire son service autour de Sa Majesté, et le général-major Tsinsky, pour veiller sur la personne de l'empereur, se résignait à remplir lui-même le rôle de ses agents.

Ces six jours que l'empereur resta à Moscou furent surtout employés à mettre à jour l'arriéré des affaires, qui s'étaient accumulées pendant le voyage d'Orel. L'empereur travaillait, cinq heures par jour ou plutôt par nuit, avec ses secrétaires, et le plus souvent seul.

Il trouva, dans le portefeuille du ministre de la guerre, un rapport sur l'Académie militaire, dirigée par le brave général d'artillerie Soukhozanet, que ses blessures avaient forcé de quitter le service actif de l'armée. Ce rapport contenait les détails les plus satisfaisants sur les brillants examens qui avaient eu lieu dans cette Académie, de fondation récente. Il crut devoir en remercier le directeur, en lui adressant ce rescrit :

« Le ministre de la guerre, en mettant sous Mes yeux votre rapport relatif à la sortie de dix-neuf officiers qui ont achevé leurs cours d'études à l'Académie militaire, M'a rendu compte, en même temps, des succès distingués que ces officiers avaient obtenus dans l'Académie, et dont ils avaient fait preuve à l'examen public. Je me plais à vous en témoigner, comme au chef supérieur de ce premier Institut militaire de l'Empire, Ma parfaite reconnaissance. Grâce à votre zèle infatigable, l'Académie militaire, instituée depuis deux ans, a terminé son premier cours, de manière à répondre à Mon attente comme à Mes espérances. Je ne doute pas que, dans la carrière d'activité qui leur est ouverte, les officiers formés dans cette Académie ne justifient les soins dont ils ont été l'objet et ne s'efforcent de mettre à profit, pour le bien de la patrie, les connaissances qu'ils ont acquises.

« Je vous charge de le leur faire connaître et d'assurer de Ma bienveillance tous vos collaborateurs de l'Académie



militaire. Voulant vous donner en même temps un témoignage de Ma reconnaissance particulière pour vos utiles travaux, je vous envoie, avec le présent rescrit, une bague enrichie de diamants et ornée de mon portrait.

« Je suis toujours votre affectionné,

« Nicolas.

« Moscou, le 29 septembre (11 octobre, nouv. st.) 1834. »

Dans le portefeuille du ministre de l'instruction publique, il prit intérêt au compte rendu de la séance solennelle de l'Académie des sciences (2 octobre), sous la présidence du ministre lui-même. L'objet principal de cette séance avait été d'exposer le superbe tableau de Bruloff, représentant le *Dernier jour de Pompéia*, qui venait d'arriver à Saint-Pétersbourg, après avoir passé, avec succès, par l'Exposition de peinture de Paris, et dont M. Anatole Demidoff avait fait présent à l'Académie.

Le portefeuille du ministre de la justice renfermait un document, auquel l'empereur attachait une importance toute particulière. Il s'agissait de l'affaire de Zoubtchaninoff, qui avait été mis en accusation, en 1821, comme complice du nommé Martsinkevitch, fournisseur d'eau-de-vie de la Couronne, et qui fut déclaré alors coupable de diverses fraudes et malversations au détriment de l'État. Zoubtchaninoff appela de ce jugement et parvint, à force de persévérantes réclamations, à faire reconnaître son innocence. Un rapport sur cette affaire avait été présenté au comité des ministres, et approuvé par l'empereur, qui ordonna au Sénat-dirigeant de prononcer la réhabilitation de l'innocent, en cassant l'arrêt qui l'avait condamné a tort et en lui accordant tous les dédommagements auquel il aurait droit.



— Ce n'est pas assez, dit l'empereur; ce pauvre homme a bien souffert, depuis plus de treize ans qu'il a passés en prison, pendant que ses biens étaient sous le séquestre. Le Gouvernement doit réparer le mal qu'il a pu faire à son insu.

Zoubtchaninoff reçut non-seulement une indemnité de 10,000 roubles, mais encore il fut nommé maître de police dans la ville de Penza, où il avait été d'abord incarcéré et mis en jugement.

Nicolas recevait tous les jours des nouvelles de l'impératrice, qui était arrivée en parfaite santé à Berlin, dans l'après-midi du 27 septembre.

Le roi avait voulu aller à sa rencontre jusqu'à Friedrichsfelde; les princes et les princesses de la famille royale étaient allés aussi au-devant de l'auguste voyageuse. Le bonheur de se revoir, après une assez longue absence, donna lieu à de tendres épanchements qui firent répandre de douces larmes. Le vieux roi était encore plus ému que ses enfants, et l'impératrice s'abandonnait avec délices à une égale émotion.

— Je te remercie d'être venue, dit le roi en l'embrassant pour la seconde fois. Chaque visite que tu veux bien me faire m'assure plusieurs années d'existence et de bonheur.

— Ah! Sire, reprit l'impératrice, vous nous avez bien manqué à la fête de l'inauguration de la colonne Alexandrine, comme l'empereur vous le dit dans cette lettre!

— Ma chère Charlotte, répliqua le roi en ouvrant la lettre que sa fille lui avait remise, j'étais avec vous de cœur et de pensée.

Le roi monta dans une voiture découverte, attelée de six chevaux, et fit asseoir à ses côtés l'impératrice; en face de lui, la grande-duchesse Marie et la grande-duchesse hé-



réditaire de Mecklembourg-Schwérin. Les voitures, qui venaient après, étaient occupées par les membres de la famille royale; la suite de l'impératrice se trouvait dans plusieurs calèches de voyage.

Les rues de Berlin étaient pleines de monde, depuis le matin; les fenêtres, garnies de spectateurs. L'impératrice fut accueillie, à son passage, par mille cris joyeux qui lui causaient une inexprimable émotion.

— Ils se souviennent toujours de moi! dit-elle, les yeux mouillés de larmes.

Elle descendit sous le portail du château, à six heures, et peu d'instants après, elle parut avec le roi sur le grand balcon et salua gracieusement à plusieurs reprises la foule qui l'acclamait.

Dans la soirée, une excellente musique militaire se fit entendre sur la place : tous les corps de musique des garnisons de Berlin et de Potsdam exécutaient la marche du Tournois, qui avait été donné à la cour, en 1829, à l'occasion de l'anniversaire de la naissance de l'impératrice.

— Écoute, Marie! s'écria l'impératrice tout émue, en reconnaissant cette marche qui lui rappelait de délicieux souvenirs; c'est la musique du *Charme de la Rose blanche.*

Pendant le séjour de l'impératrice, on exécuta souvent, par ordre du roi, les différents morceaux de musique, composés exprès pour la fête du 13 juillet 1829, et cette musique produisait toujours la même impression sur l'auguste héroïne de cette fête charmante.

Les aubades que la musique militaire donnait à l'impératrice, sur la place du palais, continuèrent sans autre interruption que des fanfares générales; la musique du 1er régiment de la garde exécuta, pour finir, l'hymne national russe, et l'immense foule de peuple, qui enveloppait de



toutes parts les musiciens, y répondit, en entonnant à pleine voix l'hymne national prussien.

Le lendemain, 28 septembre, le roi offrit à l'impératrice le spectacle d'une grande parade, dans laquelle il figura en personne, à la tête d'un brillant état-major, et parcourut à cheval les lignes des régiments placés entre l'Arsenal et l'allée des Tilleuls. L'impératrice et sa fille, avec la duchesse d'Anhalt-Dessau et les autres princesses de la famille royale, étaient aux fenêtres du palais habité par la princesse de Liegnitz, épouse morganatique du roi de Prusse.

L'impératrice fut, ce jour-là, tout attristée d'un accident qu'on lui avait caché la veille et dont elle se regardait comme la cause involontaire; le vieux prince Auguste, cousin du roi, s'était cassé la clavicule, en tombant de cheval, pour être allé à sa rencontre :

— Il n'y a que le prince Auguste qui nous manque, avait-elle dit en ne le voyant pas; nous lui ferons une grosse querelle de son absence, à moins qu'il ne soit excusé par un accès de goutte.

Ce ne fut pas sans peine qu'on la fit consentir à paraître, le soir, à l'Opéra, pour y assister à une représentation du *Robert le Diable*, de Meyerbeer, qui était alors dans tout l'éclat de sa nouveauté et de son succès.

Cette représentation fut des plus brillantes; l'impératrice et la grande-duchesse Marie, dont la beauté élégante et sympathique semblait un reflet de celle de sa mère, entrèrent dans la loge royale, avec le roi qui leur donnait la main; elles furent accueillies, au bruit des trompettes, par les acclamations d'une nombreuse et splendide assemblée. Ces acclamations se renouvelèrent plus d'une fois durant le spectacle, auquel le public donnait moins d'attention qu'au tableau intéressant que présentait la loge royale.



Le lendemain, l'impératrice se rendit seule au château de Freienwalde, pour faire visite à sa tante la princesse Louise, veuve du prince Antoine Radziwill.

La journée du 30 septembre fut consacrée à une promenade à Potsdam, que l'impératrice voulait montrer elle-même à sa fille, en évoquant tous ses souvenirs d'enfance, qu'elle aimait à ramener dans ses entretiens.

Le magistrat et les députés de la ville avaient été avertis d'avance de la venue de l'impératrice, et ils s'étaient préparés à la recevoir avec pompe, en faisant élever pour elle un superbe arc de triomphe décoré de ses chiffres et des armoiries russes et prussiennes. La visite de l'impératrice coïncidait avec l'inauguration du nouveau pont de Glienick; on la pria de prendre part à cette inauguration, en passant la première sur ce pont, tout pavoisé de drapeaux russes et prussiens, aux yeux d'une foule immense qui lui faisait fête, en criant : *Vive notre impératrice Charlotte.* Elle reçut, au pied de l'arc de triomphe dressé en son honneur, les hommages du magistrat de la ville, qui lui rappela, dans un discours simple et touchant, qu'elle avait été la reine de Potsdam, avant d'être l'impératrice de Russie.

Un témoin oculaire a raconté, avec émotion, que la grande-duchesse Marie disait à sa mère, en revenant à Berlin :

— Chère maman, comme tout le monde vous aime ici! On croirait que vous n'avez jamais quitté Potsdam, et il y a dix-sept ans que vous êtes l'ange gardien de la Russie.

Le voyage de l'impératrice à Berlin avait invité tous les princes et toutes les princesses de sa famille à venir l'y rejoindre et à profiter de son séjour à la cour de Prusse. Les jeunes princes de Mecklembourg-Schwérin, les ducs Frédéric et Guillaume, et leur sœur la duchesse Louise,



avaient déjà remplacé le prince et la princesse d'Anhalt-Dessau, arrivés et repartis les premiers. Le prince et la princesse Frédéric des Pays-Bas arrivèrent à leur tour, avec la princesse Louise leur fille, en exprimant à l'impératrice le regret que le prince d'Orange et son épouse, Anna Paulovna, éprouvaient de ne pouvoir s'absenter de La Haye, pour passer quelques semaines avec elle.



CCXI

L'empereur Nicolas était parti de Moscou, pour Yaroslaw, le 17 octobre, entre quatre et cinq heures du matin.

Il s'arrêta, en chemin, au célèbre monastère de Saint-Serge, où le métropolitain de Moscou, Philarète, supérieur de ce monastère, le reçut avec tout l'apparat du culte grec orthodoxe. Après la messe, Nicolas eut une conférence secrète avec le métropolitain, et se remit en route, sans descendre de voiture, jusqu'à Yaroslaw. Il y arriva vers minuit et trouva les rues illuminées et remplies d'une foule impatiente qui l'attendait depuis le matin.

Au reste, dans toutes les villes, dans tous les villages qu'il avait traversés, son passage avait provoqué la même affluence, le même empressement, le même enthousiasme.

Le 18, il était levé dès le point du jour, afin de donner audience à la noblesse et au commerce de la ville. A dix heures, il se rendit à la cathédrale, où un *Te Deum* fut chanté en son honneur. Il sortit de l'église, accompagné de l'archevêque Abraham, pour visiter le monastère du Sauveur.

Il inspecta ensuite la caserne des cantonistes, la prison de



ville, le lycée, le gymnase, l'école des scribes de l'ordre civil, l'hospice des orphelins, et divers autres établissements de bienfaisance. Il laissa partout des souvenirs précieux de sa sollicitude et de sa bonté.

Il avait consenti à retarder son départ jusqu'au lendemain, pour assister au bal magnifique qui lui fut offert par la noblesse et le commerce.

Le 19 octobre était un dimanche; l'empereur alla entendre l'office divin dans la chapelle de la caserne des cantonistes, puis il les passa en revue, ainsi que la compagnie des pompiers et le bataillon de garnison. Il eut encore le temps de visiter plusieurs fabriques de soieries, avant de se rendre à l'embarcadère où il devait monter dans sa chaloupe pour traverser le Volga.

Les deux rives du fleuve étaient couvertes de monde, et quand on le vit paraître, les hourras ne cessèrent plus. Il s'élança dans la barque et prit la barre du gouvernail, tandis qu'on levait l'ancre. La chaloupe toucha bientôt l'autre bord, et l'empereur ne fut pas plus tôt assis dans sa calèche, avec ses aides de camp généraux Benkendorff et Adlerberg, que les chevaux partirent au galop dans un tourbillon de poussière.

En approchant de Kostroma, vers cinq heures et demie du soir, l'empereur s'arrêta au monastère de Saint-Ipate, fameux par les souvenirs historiques qu'il rappelle. L'église était éclairée; l'évêque Paul, entouré de son clergé, attendait devant les portes saintes du monastère; une foule immense se pressait aux alentours. Nicolas descend de calèche, au milieu d'un profond silence; l'évêque vient à lui, avec la croix et l'eau bénite, et lui adresse une allocution de bienvenue : alors les cris du peuple font écho aux paroles du prélat.



Au sortir de l'église, il alla visiter, sous la conduite de l'évêque, les antiques appartements que le tzar Michel Fœdorovitch avait occupés jadis. Il fit ensuite son entrée dans la ville, magnifiquement illuminée, et se rendit à la maison qu'il devait habiter pendant plusieurs jours.

Il commença la journée du 21, par les réceptions, où les fonctionnaires civils, la noblesse et le commerce de Kostroma lui présentèrent leurs hommages. A dix heures, après une courte station à la cathédrale, il visita la prison, l'école des enfants de scribes du service civil, l'hospice, l'hôpital de la ville, l'hôtel des invalides, la maison de force, et enfin le gymnase. Il fut partout satisfait de l'ordre qui régnait dans ces beaux établissements.

Il s'arrêta plus longtemps au gymnase, pour être témoin des exercices merveilleux d'un enfant, qui, ne sachant ni lire ni écrire, et n'ayant aucune idée de l'arithmétique, avait la faculté de résoudre en un instant les problèmes les plus difficiles. Cet enfant, nommé Ivan Pétroff, fils d'un simple paysan du village de Ragozine, avait été placé au gymnase de Kostroma par les soins du gouverneur civil.

L'empereur se fit présenter ce petit phénomène, lui demanda s'il avait le désir de s'instruire, et le conduisit par la main dans la classe des mathématiques, pour que le professeur l'examinât en sa présence. L'enfant n'était pas troublé, mais ému; il regardait d'un air fin et intelligent son auguste protecteur, qui lui posa cette question :

— Combien y a-t-il de secondes dans une année?

L'enfant ne répondit pas; il baissa les yeux en rougissant et les releva tristement, sans oser les tourner vers le tzar.

— Sire ! dit le professeur, qui vint en aide à l'embarras du calculateur : Ivan Pétroff ne sait pas sans doute que l'an-



née a 365 jours; que le jour est de 24 heures, l'heure de 60 minutes, et la minute de 60 secondes.

— Bien! s'écria l'enfant, dont les regards brillèrent d'un feu extraordinaire, et qui eut achevé ses calculs en quelques moments: je comprends maintenant. Le nombre des heures, dans une année, est de 8,760; le nombre des minutes, de 525,600; par conséquent, il y a 31,536,000 secondes dans l'année.

Nicolas fut émerveillé de la prodigieuse intelligence de cet enfant, qui résolut avec la même facilité d'autres problèmes non moins compliqués; il le recommanda spécialement au directeur du gymnase, en l'invitant à soigner l'éducation de son jeune élève, qui serait un jour l'honneur de la science et de la patrie. Il laissa au gouverneur civil une somme de 1,000 roubles à placer à intérêts, de manière à former un capital pour Ivan Pétroff, à la fin de ses études.

Le lendemain, Nicolas, après avoir inspecté le bataillon de garnison, quitta Kostroma, vers neuf heures du matin, pour se rendre directement à Nijny-Novogorod, où il arriva le jour suivant, à six heures du matin. Les réceptions des fonctionnaires civils, de la noblesse et du commerce, l'empêchèrent d'aller à la cathédrale, avant onze heures.

A l'issue des prières, il témoigna la curiosité de voir la tombe du célèbre Kosma-Minine, cet héroïque bourgeois de Nijny-Novogorod, qui, en 1612, avait appelé aux armes ses concitoyens pour chasser les Polonais, maîtres de Moscou et d'une partie de la Russie. On conduisit l'empereur dans la crypte de la cathédrale, où l'on prétend que Minine fut inhumé, peu de jours après l'avénement de Michel Fœdorovitch, le premier tzar de la famille Romanoff.

Nicolas, l'âme pleine de ces grands souvenirs histori-



ques, s'agenouilla devant la pierre qui couvrait les restes du sauveur de la nationalité moscovite, et il resta quelque temps absorbé dans une pieuse méditation.

— L'empereur Alexandre, dit-il en se relevant, a fait élever, à Moscou, un monument de bronze à Minine et à son vaillant auxiliaire Dmitri Pojarski : je donnerai à l'un et à l'autre un tombeau plus digne d'eux, car c'est grâce à eux et à leur patriotique dévouement que je règne aujourd'hui, comme héritier légitime du tzar Michel Fœdorovitch.

L'empereur était vivement impressionné devant cette simple dalle de pierre, qui ne portait pas même le nom du héros. Par ordre de l'évêque, un prêtre était allé chercher, dans le trésor de la cathédrale, l'étendard qui avait jadis conduit les habitants de Nijny-Novogorod à Moscou, pour délivrer cette ville sainte du joug des Polonais.

Nicolas prit cet étendard vénéré, avec un élan d'enthousiasme, et le pressa sur son cœur.

— Gloire à Dieu! s'écria-t-il, ce drapeau a vu fuir le grand hetman Chodkiewicz, qui tenait opprimée notre capitale de Moscou, au nom du roi de Pologne.

Nicolas se fit montrer ensuite les tombeaux des grands-princes russes qui reposent dans les caveaux de la même église.

Il employa le reste de la journée à visiter la plupart des établissements publics et des monuments de la ville : les édifices du champ de foire, l'église arménienne, la mosquée et la synagogue, les hôpitaux, l'hôpital des aliénés, l'hospice, le gymnase, l'école des enfants de scribes de l'ordre civil, et la prison.

Une partie de la journée du 24 octobre fut consacrée à l'inspection des troupes et à la visite des casernes; l'empe-



reur passa en revue un bataillon de cantonistes, qui venaient de Tobolsk et qui ne paraissaient pas avoir souffert de cette longue route.

Il monta sur une des tours du vieux Kremlin, pour voir le magnifique panorama de la ville et des environs. Ce spectacle réveillait dans sa mémoire les souvenirs des terribles agitations politiques, qui se rattachaient aux tentatives ambitieuses des faux Démétrius, et qui avaient précédé l'intronisation de la famille Romanoff.

Il voulut faire sa prière dans la cathédrale de Saint-Michel Archange, qui avait servi jadis de chapelle au palais des grands-princes de Russie, et il entra aussi dans la cathédrale de l'Assomption.

Le soir, il honora de sa présence le bal que la noblesse de Nijny-Novogorod donnait en son honneur, et il se mit en route, le lendemain, vers dix heures, pour continuer son voyage, en retournant à Moscou par Vladimir.

Il ne s'arrêta qu'une demi-heure à Mourom, parce que les marchands de cette ville venaient, suivant l'antique usage, lui offrir le pain et le sel; il descendit de voiture pour les recevoir, et il traversa la rivière d'Oka sur une barque pavoisée et richement ornée, que les fils des principaux marchands eurent l'honneur de conduire eux-mêmes à l'autre bord.

L'empereur ne pouvait refuser d'assister à un *Te Deum* célébré pour lui dans la cathédrale de cette vieille cité, qui a joué un si grand rôle dans l'histoire des temps héroïques de la Russie.

L'empereur, après avoir parcouru cinquante lieues en dix heures, arriva dans la soirée à Vladimir; il était si peu fatigué, qu'il se mit au travail avec son secrétaire, nommé Pozer, et qu'il ne se coucha pas avant minuit.



Il n'avait pas cessé, pendant cette journée de route, d'être d'une humeur gaie et causeuse : il voyageait, comme à l'ordinaire, avec ses aides de camp généraux Benkendorff et Adlerberg, et ce fut dans une maison de poste, où il était descendu pour se rafraîchir, qu'il imagina tout à coup, dans un accès de gaieté, un roman d'aventures, qui amusa beaucoup l'impératrice, quand on le lui raconta.

Il se trouvait seul, pendant quelques instants, avec son médecin de service, nommé Enohin, qui avait été destiné à entrer dans le clergé, et qui excellait à chanter la musique d'église :

— Enohin, lui dit l'empereur, chante-moi le *Veni Creator*, non pas comme un médecin, mais comme un bon chantre de cathédrale.

Le docteur Enohin obéit, et l'empereur, en l'écoutant, marquait la mesure et chantait à l'unisson.

— Sire, vous chantez mieux que moi, s'écria Enohin, et votre voix est plus belle que la mienne.

— En effet, si je n'étais pas ce que je suis, répartit l'empereur en riant, je ferais peut-être un chanteur assez distingué. Bon, mettons que je sois devenu artiste, ajouta-t-il avec un sérieux vraiment plaisant, voici mon histoire !

Et là-dessus, il se mit en scène dans un imbroglio d'aventures romanesques, où il se représentait toujours en lutte avec les vicissitudes de la destinée; il en était venu, après avoir enlevé une jeune fille qu'il aimait, à tomber dans une affreuse détresse et à redouter les suites d'un procès criminel.

Enohin écoutait, la bouche béante et les yeux fixes.

Tout à coup, Benkendorff entre précipitamment dans la salle, où l'on entendait l'empereur parler avec une animation extraordinaire :



— Dieu soit loué ! s'écrie l'empereur, en achevant son récit imaginaire : je suis sauvé ! Ma bonne étoile m'envoie Benkendorff, je lui conte mon embarras, je réussis à l'intéresser, à l'attendrir, et il me tire de peine, en se faisant mon protecteur, par amour de la musique.

Depuis cette boutade, inspirée par la gaieté la plus spirituelle, l'empereur disait de temps à autre :

— J'ai fait aussi mon roman ! tout comme Nicolas Gogol.

Il se plaisait à raconter, en riant, l'histoire amoureuse de son jeune artiste, histoire qu'il terminait ainsi : « Par bonheur, c'est Benkendorff qui s'est chargé de finir mon roman. »

Dix ans plus tard, lorsque M. le baron de Barante était ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, cet éminent écrivain entendit encore parler du *roman de l'empereur*, et il trouva vingt personnes à la cour, qui lui donnèrent un aperçu de ce roman improvisé par Nicolas dans une station de poste, entre Mourom et Vladimir.

L'empereur ne passa que vingt-quatre heures à Vladimir, car il avait hâte de rentrer à Moscou le jour anniversaire de la mort de son auguste mère, pour assister au service funèbre qui devait être célébré, par son ordre, avec une grande pompe.

Le 25, à neuf heures du matin, il visita les établissements du bureau de curatèle générale de Vladimir, après avoir assisté à l'office divin, pour l'anniversaire de la naissance de son dernier fils Michel.

C'est un des caractères les plus respectables de cette religion du souvenir, si profondément enracinée chez les Russes, que l'exactitude et la fidélité dans l'observance des anniversaires ; il n'y avait pas moins d'une vingtaine d'anniversaires de naissance ou de mort, que la famille im-



périale ne manquait jamais de célébrer avec la même solennité et la même étiquette.

L'empereur inspecta ensuite l'hôpital, la salle des vieux invalides et le dépôt des détenus; puis, à onze heures, les réceptions officielles se succédèrent jusqu'à midi.

Nicolas avait à cœur de faire ses dévotions à la cathédrale de l'Assomption, si célèbre dans les fastes de la religion orthodoxe et dans l'histoire de la Russie. C'est dans cette vénérable basilique, que sont conservées les reliques des saints grands-princes Georges Vsévolodovitch, André Yourievitch Boholubsky, et Gleb Andréievitch; c'est dans cette même église, qu'ont été inhumés la grande-princesse Agathe, épouse du grand-prince saint Georges; sa fille Théodora, leurs belles-filles et leurs petits-enfants, qui périrent glorieusement au milieu des flammes, le 19 février 1237, plutôt que de tomber sous le joug du féroce Batu-Khan, chef des Tatars-Mongols.

L'empereur fut reçu, à la porte du temple, avec la croix et l'eau bénite, par l'archevêque et son clergé. En sortant de l'église, il visita rapidement le gymnase et la prison; puis, après une revue de la garnison, il voulut voir la cathédrale de Saint-Dmitri, qui, en 1111, servait de chapelle du palais au grand-prince Vsévolod Yourievitch.

Il semble que, dans ce voyage, l'empereur avait été surtout préoccupé de parcourir, comme en pèlerinage, les lieux saints qui furent les témoins des faits mémorables de l'histoire de Russie, sous le règne des grands-princes de la dynastie de Rurik.

A cinq heures du soir, Nicolas partit pour Moscou, et il arriva, le 26, à six heures du matin, pour assister au service funèbre anniversaire de son auguste mère. Le lendemain et les trois jours suivants, il donna beaucoup de temps aux af-

faires de son gouvernement, que ses voyages continuels avaient mises en retard : six énormes portefeuilles, remplis de rapports, de lettres, de nominations et d'ukases, à lire, à vérifier, à signer, étaient déposés sur sa table de travail.

— Voilà ma tâche pour trois jours et trois nuits, dit-il avec résignation : il faut que tout cela soit déblayé pour l'arrivée du césarévitch.

Le grand-duc Alexandre était attendu depuis plusieurs jours, par toute la population, qui se tenait prête à courir au-devant de lui; il y avait, de temps à autre, de fausses alertes qui faisaient sortir tout le monde dans les rues.

Le matin du 31 octobre, on vit l'empereur, accompagné de ses aides de camp, se diriger, en calèche, du côté de la barrière; on ne douta point qu'il ne fût allé au-devant de son fils; mais il n'était pas resté à l'attendre à la barrière, et il poussa en avant jusqu'à ce qu'il l'eût rencontré sur la route. Il le fit alors monter, auprès de lui, dans sa voiture, et il le ramena en toute hâte à Moscou.

La foule s'était accrue de telle sorte, que la calèche de l'empereur eut bien de la peine à se frayer un passage jusqu'au Kremlin. Il n'y avait pas un homme de police, pour maintenir l'ordre parmi ces masses hurlantes et frémissantes.

Le général Benkendorff n'était pas sans inquiétude, car sa charge de chef de la gendarmerie lui imposait le devoir de veiller à la fois sur la personne de l'empereur et sur celle du césarévitch.

— Ne vois-tu pas, lui dit Nicolas, qui avait remarqué la défiance et l'anxiété du général, que tous ces braves gens se sont enrôlés aujourd'hui dans le corps de tes gendarmes, et qu'ils font leur service mieux que de vieux soldats? Le mot de passe est : *Vive le césarévitch!*



L'empereur conduisit d'abord son fils à la cathédrale de l'Assomption, où le métropolitain les reçut avec la croix et l'eau bénite; ils se rendirent ensuite au palais, où le clergé, qui les attendait au perron Rouge, leur donna la bénédiction, à leur entrée.

Le césarévitch, escorté du prince de Lieven, commença presque aussitôt ses visites aux établissements publics; il n'oublia pas, comme sa mère le lui avait recommandé, de se rendre d'abord à la chapelle où l'on conserve l'image miraculeuse de la vierge d'Ivérie.

Partout où le césarévitch passait, les hourras éclataient avec frénésie; les femmes et les enfants touchaient ses habits; les hommes s'agenouillaient, en priant pour lui.

— C'est notre tzar, répétait-on autour de lui, puisqu'il est né parmi nous, et que sa ville natale doit redevenir un jour la première capitale de la Russie. Pourquoi n'a-t-on pas fait sonner la cloche d'Ivan-Véliky?

La noblesse de Moscou offrit au grand-duc héritier un magnifique bal, où les chiffres du jeune prince resplendissaient de tous côtés dans la décoration de la salle, et se mêlaient partout aux anciennes armoiries, aux anciennes devises de l'antique cité des tzars.

L'empereur avait reçu, dans la soirée du 30 octobre, la nouvelle de l'heureux accouchement de la grande-duchesse Hélène, qui avait mis au monde une fille, à laquelle le nom d'Anne fut donné le jour de sa naissance (27 octobre). Il data de Moscou le manifeste par lequel il annonçait à ses peuples ce nouvel accroissement de la famille impériale, et il se disposa sur-le-champ à revenir à Saint-Pétersbourg, pour le baptême de cet enfant, qu'il devait tenir sur les fonts avec sa sœur la grande-duchesse Anne Paulovna, princesse d'Orange.



Mais il laissa pourtant le césarévitch passer deux jours entiers à Moscou et recueillir l'éclatant témoignage des ardentes sympathies du peuple de cette capitale. Il partit, dans la soirée du 2 novembre, avec son fils; et, malgré le mauvais état des routes, il arriva, le 5, au palais de Tzarskoé-Sélo, pour y passer la nuit.

CCXII

Le baptême de la grande-duchesse Anne eut lieu, le samedi 8 novembre, au palais d'Hiver, avec le cérémonial accoutumé, en présence de l'empereur, du césarévitch et de la grande-duchesse Olga. Cette dernière représentait la marraine; l'empereur était parrain. Le *Te Deum* fut chanté, au bruit d'une salve de deux cent un coups de canon et au son des cloches de toutes les églises.

Ce fut l'empereur qui, pendant la messe célébrée par le métropolitain de Novogorod et de Saint-Pétersbourg, présenta la princesse nouvellement née à la sainte communion et la décora des insignes de l'ordre de Sainte-Catherine.

Il y eut ensuite dîner à la cour, avec concert, et le soir, la ville fut illuminée. Mais l'empereur était reparti, dans l'après-midi, pour Berlin, avec le césarévitch, accompagné des aides de camp généraux Benkendorff, Adlerberg et Kaveline.

Avant son départ, l'empereur avait reçu les nouvelles les plus satisfaisantes de l'impératrice, qui lui disait n'avoir rien à désirer, que sa prochaine arrivée à Berlin et celle de leur fils, et qui lui racontait en détail la douce et charmante existence qu'elle trouvait au milieu de la famille royale de Prusse.



Il y avait eu, chez elle, le 21 octobre, à sept heures du soir, grande réception de gala, dans la salle des Chevaliers et les appartements qui en dépendent. Ces appartements avaient été décorés avec autant de goût que de luxe; ils étaient remplis de la plus brillante assemblée, lorsque l'impératrice y parut, avec une suite nombreuse; elle portait un riche costume national russe, enrichi de diamants; tous les assistants furent frappés de sa beauté et surtout de son air majestueux, de sa noble et gracieuse tournure, de son abord souriant et affable. Le prince royal de Prusse lui présenta le corps des généraux, à la tête desquels marchaient les ducs de Cumberland et de Mecklembourg-Strélitz. L'impératrice parcourut les salles, en adressant la parole à tout le monde avec bienveillance et aménité. Elle rentra dans ses appartements, pour y recevoir le corps diplomatique.

Dix jours après, elle avait fait un voyage à Wittemberg, pour avoir une entrevue avec son beau-frère, le grand-duc de Saxe-Weymar et sa belle-sœur la grande-duchesse Marie Paulovna, fille de l'empereur Paul. Un arc de triomphe, surmonté de drapeaux aux couleurs de Russie et de Prusse, avait été élevé par les soins de la municipalité, en face des portes du château, où le grand-duc et la grande-duchesse de Saxe-Weymar étaient installés depuis la veille avec leurs enfants et les princes et princesses de leur famille.

Les salves d'artillerie et les sons des cloches annoncèrent, vers deux heures de l'après-midi, l'arrivée de l'impératrice et de la grande-duchesse Marie; tout la population, en habits de fête, alla au-devant d'elles; le corps de la bourgeoisie était sous les armes et formait la haie, avec ses bannières; l'impératrice fut reçue, au pied du glacis de la forteresse,

par le commandant de la place et fit son entrée dans la ville au milieu d'un enthousiasme général.

Elle passa deux jours entiers, avec la famille de Saxe-Weymar qui eut le regret de ne pouvoir la retenir plus longtemps. Elle n'attendait pas encore l'empereur et le césarévitch, qui ne devaient se mettre en route que le 7 ou 8 novembre, mais elle avait promis d'assister, le 2, à un déjeuner dansant, que le comte de Ribeaupierre, ministre de Russie à la cour de Berlin, aurait l'honneur de lui offrir, ainsi qu'à la famille royale de Prusse.

Le départ de Nicolas avait coïncidé avec l'invasion des premiers froids, qui furent si subits et si âpres, qu'un long voyage en voiture de poste n'était ni facile ni agréable, car les rivières, grossies par les neiges, charriaient des glaçons, sans offrir encore un passage solide aux traîneaux, et les chevaux avaient de la peine à courir sur des routes défoncées par les pluies et couvertes de verglas.

L'empereur ne s'arrêta nulle part, cependant, et quoiqu'il fît atteler jusqu'à dix chevaux à sa calèche, dans les passages impraticables, en Courlande et en Samogitie, il ne mit pas moins de cinq jours et cinq nuits pour faire le voyage.

A cinq lieues de Berlin, l'empereur imagina de surprendre tout le monde, en arrivant à l'improviste, sans être annoncé ni attendu. Il laissa ses équipages et monta dans une chaise de poste avec le césarévitch ; ils firent ainsi leur entrée dans la ville, presque incognito, le soir du 13 novembre.

Mais ils avaient été reconnus par les officiers, les soldats et le peuple. Ils furent alors accompagnés et précédés, jusqu'au palais royal, par des acclamations joyeuses qui dérangèrent un peu leur complot.

Toute la famille royale se trouvait encore réunie autour

de l'impératrice, et le roi venait à peine de se retirer, après avoir passé la soirée avec elle chez le prince royal, lorsqu'on entendit au dehors la rumeur confuse qui annonçait l'arrivée des augustes voyageurs. On ne pouvait supposer que ce fussent eux.

La surprise et la joie se traduisirent par une émotion générale, quand on vit paraître l'empereur et son fils, qui se disputaient l'un à l'autre le plaisir d'embrasser le premier l'impératrice.

Au bout de quelques instants donnés à la satisfaction de se revoir, l'impératrice entraîna son époux et son fils, pour les conduire chez le roi qui n'avait pas eu le temps d'être prévenu de leur arrivée.

Tous les habitants de Berlin prirent une vive part à cette fête de famille; la bonne nouvelle courait de bouche en bouche; elle avait eu ses premiers échos au théâtre, et au moment où elle faisait l'entretien du public, on aperçut l'empereur lui-même, dans la loge du roi, saluant l'assemblée et souriant à ses applaudissements.

Le lendemain, l'empereur était sur pied, de grand matin, et parcourait les rues, en frac et sans suite. On le reconnut pourtant, et certes personne plus que lui n'était reconnaissable, à sa haute stature, à son port imposant, à sa belle et noble figure, mais on respecta son incognito, et ceux qui passaient près de lui se bornaient à le saluer respectueusement.

— Tout le monde me connaît ici comme à Saint-Pétersbourg, dit-il en rentrant à l'impératrice et à la grande-duchesse Marie, et je ne puis me donner le plaisir de l'incognito.

— Sire! au nom du ciel, ne me causez pas de ces frayeurs, répartit l'impératrice; ne sortez plus, sans être



accompagné. S'il n'y avait que des Prussiens à Berlin, je n'aurais aucune inquiétude, mais il y a, il peut y avoir aussi des réfugiés polonais, ceux, par exemple, qui ont envahi le Belvédère dans la soirée du 29 novembre 1830.

— Oh! n'ayez pas peur! s'écria l'empereur; je compte bien, dans quelques jours, me promener seul à Varsovie. Il faut ici-bas que chacun se soumette aux inconvénients de sa position, les empereurs comme le dernier des fonctionnaires. Dieu merci! la Providence s'est chargée jusqu'ici de me garder... Demain, nous sortirons ensemble, à pied, comme de simples bourgeois de Berlin.

Dans cette première journée de son séjour, l'empereur rendit visite aux princes et princesses qui se trouvaient à la cour de Prusse. Le soir, il assista au spectacle, et au souper que lui offrait la famille royale.

Le jour suivant, il alla, en habit de ville, avec l'impératrice et la grande-duchesse Marie, visiter l'intéressante exposition de tableaux, qui attirait alors un grand concours de visiteurs; il fut enchanté de rencontrer à cette exposition un beau portrait de l'impératrice Charlotte-Alexandra, peint de souvenir plutôt que d'après nature, par un peintre prussien.

Le soir, Leurs Majestés, après avoir dîné chez le roi, allèrent au bal de souscription qui se donnait dans la salle du théâtre. L'empereur se promena dans le bal où l'assemblée était aussi nombreuse que brillante, et il adressa la parole, de la manière la plus gracieuse, à un grand nombre de personnes.

Le 16 novembre, l'office divin fut célébré, selon le rite russe, par l'aumônier de la légation de Russie, dans la chapelle du château, en présence de Leurs Majestés, de Leurs Altesses impériales, et de toutes les personnes qui



composaient leur suite. Le roi Guillaume avait voulu assister aussi à la cérémonie.

Après la messe, l'empereur se fit présenter, par son ambassadeur à Berlin, les sujets russes envoyés dans cette capitale, aux frais du Gouvernement, pour y suivre les cours de l'Université. Nicolas daigna leur adresser des exhortations bienveillantes et paternelles, en les encourageant à bien profiter de leur résidence à l'étranger, pour leur instruction, et à se montrer toujours dignes du nom russe.

Il y eut grand dîner, ce jour-là, dans la galerie de tableaux du château, et le soir, les familles royale et impériale assistèrent ensemble à la représentation d'un ballet du répertoire de l'Opéra français, *la Révolte au sérail.*

Le 17, l'empereur, qui se promenait à cheval, au Parc, avec ses aides de camp généraux Benkendorff et Adlerberg, entendit la musique militaire et s'approcha de deux régiments de la garde qui manœuvraient sous les yeux d'une foule de spectateurs. Il voulut être témoin des exercices et suivre les mouvements des deux régiments, l'un desquels était le régiment de l'empereur Alexandre. La foule qui se pressait autour du tzar, et qui l'avait entouré d'hommages, le reconduisit, en l'acclamant, jusqu'aux portes de la ville.

Leurs Majestés dînèrent chez le prince Albert de Prusse, et assistèrent le soir à la représentation d'une tragédie allemande de Raupach, nommée *Conradin*, et à un concert donné par le célèbre violoniste Lafont.

Le 18, l'empereur fit incognito une promenade en ville, avec le césarévitch, mais il ne tarda pas à être reconnu par le peuple qui lui fit cortége, comme à l'ordinaire.

— Nous avons, Dieu soit loué! une assez belle escorte, dit-il en rentrant au palais. L'impératrice ne se plaindra



pas de ce que nous sortions, sans être accompagnés.

Il y avait déjeuner chez le roi :

— Sire, dit Nicolas avec enjouement, m'avez-vous placé sous la surveillance de vos sujets ? Je ne puis faire un pas dans votre bonne ville de Berlin, sans avoir autour de moi deux ou trois mille individus qui me font une garde d'honneur. Je vous prie d'assurer l'impératrice que vous lui répondez de ma sûreté personnelle.

— Sire, reprit le roi, quand vous êtes dans mon royaume, vous pouvez dire que vous êtes encore au milieu de vos sujets.

La présence de Nicolas à Berlin avait attiré, de tous les points de l'Allemagne et même de l'Europe, quantité de princes et de grands personnages qui venaient lui rendre hommage ; la population de la capitale s'augmentait aussi d'un grand nombre d'étrangers ; la ville présentait l'aspect le plus animé ; les fêtes et les réunions se succédaient sans interruption, et toutes les classes de la société participaient à la joie de la famille royale.

On vit arriver presque simultanément le prince d'Orange et son fils le prince Alexandre, les grands-ducs de Saxe-Weymar et de Mecklembourg-Strélitz, le grand-duc héréditaire et le duc Charles de Mecklembourg-Schwérin, avec leurs épouses, le duc et la duchesse d'Anhalt-Dessau, les ducs d'Anhalt-Cœthen, de Brunswick et de Nassau, le prince co-régent de Saxe et le prince Georges de Hesse.

Le 19 novembre, l'empereur et le césarévitch assistèrent aux exercices d'un régiment de dragons de la garde ; ils visitèrent ensuite, avec l'impératrice, le musée royal. Le dîner eut lieu cette fois chez l'impératrice, et le soir, rendez-vous général au théâtre, pour la représentation du délicieux ballet de la *Sylphide*.



Le 20, on n'oublia pas la fête du grand-duc Michel, et la famille impériale était présente à la sainte liturgie célébrée au château. L'empereur et son fils se rendirent ensuite aux exercices militaires qui avaient lieu devant la porte de Brandebourg. Ces exercices, exécutés par deux régiments de cavalerie de la garde avec une brigade d'artillerie, furent très-brillants.

Ce jour-là, dîner chez le prince royal de Prusse, et bal chez l'ambassadeur de Russie, M. de Ribeaupierre.

Le lendemain, 21, toute la cour alla passer la journée au château de Potsdam, et revint à Berlin pour le spectacle. Le 22, le roi conduisit son hôte impérial à la parade de la garnison de Berlin.

Pendant le défilé, quand le 6ᵉ régiment de cuirassiers, portant le nom de l'empereur de Russie, fut sur le point de passer devant le roi, Nicolas, s'élançant à cheval, se mit à la tête de ce régiment et le fit défiler, en saluant avec son sabre le roi de Prusse. Le césarévitch suivit l'exemple de son père et défila aussi devant le roi, à la tête du 5ᵉ régiment de lanciers, dont il était le chef.

L'empereur ne fut pas plutôt rentré au palais, qu'on lui annonça l'arrivée du prince Esterhazy, qui venait le saluer, de la part de l'empereur d'Autriche, en lui apportant une lettre autographe de ce monarque.

— Cette année, dit l'empereur à l'envoyé autrichien, nous sommes à Berlin avec nos bons amis de Prusse; l'an prochain, nous serons à Vienne avec nos bons amis d'Autriche. Je vous prie d'annoncer à Sa Majesté ma visite, pour le mois de septembre 1835.

Au mois de septembre 1835, l'empereur François avait cessé de vivre, et le vœu du tzar ne fut pas réalisé.

Le 23, on dîna chez le prince Auguste; le soir, on alla



voir le ballet d'*Aline, reine de Golconde*, et on soupa en famille chez le prince Albert.

Le lendemain, 24, qui était le dernier jour que l'empereur de Russie dût passer à Berlin, il fit manœuvrer en personne son régiment de cuirassiers, et le césarévitch, son régiment de lanciers; tous les princes, à cheval, toutes les princesses, en calèche, assistaient à ces exercices, qui ne firent pas moins d'honneur aux chefs qu'aux troupes.

Il y avait dîner d'adieu et souper chez le roi. Le moment de la séparation approchait, tout le monde était triste et préoccupé. Les dernières heures de la réunion furent données au regret de se quitter et aux promesses de se revoir.

L'empereur partit dans la nuit, avec ses deux aides de camp généraux; l'impératrice ne devait partir que le lendemain, avec le césarévitch et la grande-duchesse Marie.

Nicolas avait prolongé son séjour au delà du terme qu'il avait d'abord fixé; il voulait regagner du temps, par la rapidité du voyage. Il ne souffrit donc pas, en traversant le grand-duché de Posen, que son passage fût accompagné par les escortes qui avaient été échelonnées sur sa route par ordre du roi de Prusse.

Parvenu aux frontières de Pologne, il trouva le feld-maréchal Paskewitch, qui l'attendait avec un corps de troupes considérable, pour le recevoir en souverain. Il se refusa aux honneurs qu'on devait lui rendre, et il annonça au maréchal, en le faisant monter dans sa calèche, qu'il ne ferait que traverser la Pologne incognito; il renvoya toutes les escortes qu'on lui avait préparées.

— Je suis chez moi et n'ai rien à craindre de mes enfants, dit-il : un souverain n'a pas de plus belle escorte ni de plus sûre, que l'affection de ses sujets. Je sais ce que



vous allez répondre, ajouta-t-il en fermant la bouche à Paskewitch : j'ai une cuirasse à l'épreuve des balles, c'est ma confiance dans la Providence.

On arriva, dans la nuit du 26 au 27 novembre, à Lowicz, où l'empereur passa quelques heures; il se remit en route avant le jour, et, en approchant de Varsovie, il descendit de voiture à Wola, pour visiter le champ de bataille.

C'était Paskewitch qui lui servait de guide et qui lui décrivait tous les détails stratégiques de la sanglante bataille du 6 septembre 1831. L'empereur écoutait en silence et considérait d'un œil morne cette vaste plaine, où tant de sang russe et polonais avait coulé :

— J'ai fait mon devoir de souverain, si douloureux qu'il pût être, dit-il en poussant un soupir : il fallait que la rébellion fût vaincue et soumise. Aujourd'hui, j'ai pardonné, et je veux que la Pologne oublie ses torts, puisque que j'ai oublié ses griefs. Tout serait fini, si nous n'avions pas l'émigration polonaise, qui est le cancer de la Pologne.

L'empereur remonta dans sa calèche et entra dans Varsovie, où son arrivée n'était pas attendue ni même prévue. A l'instant, mille échos répétèrent ce cri, qui retentit aux extrémités de la ville : « Le tzar est à Varsovie! » Aussitôt, le peuple fit irruption de toutes parts et se précipita sur le passage de l'empereur, qui fut acclamé avec transport.

Paskewitch n'eût pas osé espérer un pareil résultat : il ne soupçonnait pas que le tzar pût encore redevenir populaire à Varsovie, trois ans après la fin de l'insurrection.

Nicolas ne fit d'abord que traverser la ville, pour se rendre à la citadelle : il en inspecta tous les ouvrages. Les troupes de la garnison étaient rassemblées au champ de Mars : il alla les passer en revue. La population s'était transportée aux alentours du champ de Mars, pour assister



à cette revue; l'enthousiasme des spectateurs se manifesta par des hourras qui retentissaient au loin.

La parade terminée, l'empereur, remontant en voiture avec ses aides de camp généraux et le feld-maréchal, se rendit au château royal, pour faire visite à la princesse Paskewitch, puis il traversa la ville encore une fois, sans aucune escorte, mais toujours accompagné par une foule haletante qui grossissait à chaque pas.

Paskevitch était fort inquiet et ne le cachait pas; l'empereur, calme et fier, ne laissait paraître ni défiance ni souci. Il se fit conduire au palais du Belvédère, où il reçut les généraux de toute arme, le haut clergé, tant grec que catholique; les consuls étrangers, les membres du Conseil d'administration et ceux du Conseil d'État.

Il ne prononça aucun discours, et il eut la prévoyance d'empêcher qu'on ne lui en prononçât aucun.

A huit heures du soir, il partit pour Modlin, où il devait passer la nuit dans la forteresse. Il visita, le lendemain, les immenses ouvrages qui avaient fait de cette forteresse une des plus formidables places de l'Europe.

— Je suis content de toi, dit-il à Paskewitch; tu as compris qu'il fallait conduire les Polonais avec une main de fer dans un gant de velours. Je reviendrai l'année prochaine, pour fermer à toujours l'abîme des révolutions de Pologne.

Nicolas quitta Modlin, à dix heures du matin, et ne tarda pas à rejoindre, sur le chemin de Saint-Pétersbourg, l'impératrice, qui revenait à petites journées avec la grande-duchesse Marie, et qui s'éloignait, comme à regret, de sa famille et de son pays natal. L'empereur, heureux de la revoir en parfaite santé, ne s'aperçut pas d'abord qu'elle était triste et tout absorbée par les souvenirs de la cour de Berlin.



Ils continuèrent leur route ensemble, et le reste du voyage fut, à cause de la saison avancée, retardé par toutes sortes de difficultés qui le rendaient aussi pénible que dangereux. Nicolas restait calme et impassible en apparence, mais il s'inquiétait, à part soi, des accidents qui pouvaient atteindre l'impératrice : celle-ci imitait son énergie et sa patience, mais elle tremblait que le césarévitch, qui l'avait précédée de quelques jours seulement, n'eût rencontré sur sa voie les mêmes obstacles et les mêmes périls.

— Je n'ai jamais peur, quand l'empereur est avec moi ! dit-elle au général Benkendorff, en traversant une rivière sur la glace, qui craquait sous le poids du traîneau. Mais je voudrais savoir que mon fils n'a pas eu à passer par là.

Enfin, les augustes voyageurs arrivèrent à Saint-Pétersbourg, dans la soirée du 8 décembre, deux jours après le césarévitch, qui n'avait pas éprouvé, en route, le moindre accident, quoiqu'il eût trouvé sur son passage des tourbillons de neige, des fleuves débordés et des chemins effroyables.

— Dieu soit loué! nous voici enfin de retour! disait l'empereur, en répondant aux caresses de ses enfants, qui s'empressaient autour de lui.

— Oui, oui! répétait avec un air boudeur la grande-duchesse Olga, dont l'éclatante beauté faisait l'orgueil de son auguste père. C'eût été fort mal, que d'être absent le jour de votre fête! Au reste, comme l'a si bien dit M. Gille à mon frère Alexandre, « l'empereur part toujours trop tôt et revient toujours trop tard. »

FIN DU TOME SIXIÈME.



TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE CLXXX.



CHAPITRE CLXXXI.

paraît enfin avec Prondzynski. — La conférence a lieu en présence du grand-duc Michel. — Le comte Toll et le général-major Berg appelés comme témoins. — Krukowiecki commence par désavouer les paroles de son fondé de pouvoirs Prondzynski. — Celui-ci garde le silence. — Indignation de Paskewitch. — Il exige la soumission absolue des Polonais. — Krukowiecki avait espéré traîner en longueur les négociations. — Il s'excuse de n'avoir pas reçu de la Diète les pouvoirs nécessaires pour traiter. — Paskewitch tire sa montre : l'assaut dans une heure. — Le grand-duc Michel s'interpose pour épargner de plus grands malheurs à la Pologne. — Paskewitch déclare qu'il attendra la réponse de la Diète jusqu'à une heure de l'après-midi. — Le grand-duc libelle de sa main les conditions du traité offert à la Diète. — Trois heures après, la Diète n'avait encor ransmis aucune réponse. — Elle était réunie depuis le matin. — Prondzynski lui rend compte de la conférence de Krukowiecki avec Paskewitch. — Indignation de l'assemblée. — Le vice-président Niemolowski et plusieurs ministres donnent leur démission. — Le palatin Ostrowski propose de distribuer des armes au peuple. — Nakwaski conseille d'envoyer une députation à Paskewitch, dans un but conciliant. — Czaniecki, Godebski, Zienkowicz, protestent contre tout arrangement. — Discours de Lelewel. — L'aide de camp de Krukowiecki vient rappeler à la Diète que l'heure s'avance. — Exaltation de l'assemblée. — Wolowski cherche à dégager la responsabilité de la Diète. — Le vieux palatin Kochanowski repousse toute négociation. — Ielowicki, César Plater et Lelewel veulent défendre la capitale. — Barzykowski imagine de nommer un conseil de guerre pour surveiller le président. — On accuse Krukowiecki d'être vendu aux Russes. — Roman Soltyk invite les nonces à faire leur devoir de soldats. — La canonnade redouble. — Swidzinski revient au projet de mettre en surveillance Krukowiecki. — Le maréchal de la Diète prend tout à coup fait et cause pour Krukowiecki. — L'assemblée se sépare et s'ajourne à quatre heures du soir. — On se bat aux portes de Varsovie depuis une heure de l'après-midi. — L'artillerie russe canonne les barrières de Czyste, de Jérusalem et de Wola. — Mourawieff, Kreutz et Pahlen marchaient sur ces trois points à la fois. — Les généraux Uminski et Milberg se portent à la rencontre de l'ennemi. — Ils sont forcés de lâcher pied. — Les Russes donnent l'assaut aux retranchements du faubourg de Czyste et s'en emparent. — Les Polonais se retirent en incendiant le faubourg. — Les Russes sont maîtres de la barrière de Wola. — Dembinski réussit à les en chasser. — La barrière de Jérusalem est occupée par les assiégeants. — A quatre heures du soir, nouvelle démarche de Prondzynski auprès de Paskewitch. — Ce dernier ne veut pas le recevoir. — Le grand-duc Michel envoie à Krukowiecki le général Berg, accompagné du colonel Annenkoff et du prince Souwaroff. — Krukowiecki attendait d'une heure à l'autre le corps d'armée de Ramorino, qui était à Siedlce. — Nouveaux subterfuges de Krukowiecki. — Il cède enfin pour sauver Varsovie. — Il écrit sa lettre à l'empereur. — Cette lettre n'est remise à Paskewitch qu'une heure plus tard. — Prondzynski se présente avec un projet de traité émané de la Diète. — Le feld-maréchal déclare ce projet inadmissible. — Il fait partir pour Saint-Pétersbourg la lettre de Krukowiecki à l'empereur, et il accepte cette lettre comme base de la capitulation de Varsovie. — Krukowiecki sommé une dernière fois de souscrire aux conditions qui lui sont imposées. — Le combat continue. — La Diète délibère dans la confusion. — Elle reçoit la démission du président Krukowiecki. — On lui envoie une députation pour lui enjoindre de ne signer aucun traité avec les Russes. — Krukowiecki remet tous ses pouvoirs entre les mains du maréchal



CHAPITRE CLXXXII.



CHAPITRE CLXXXIII.



CHAPITRE CLXXXIV.



CHAPITRE CLXXXV.



CHAPITRE CLXXXVI.



CHAPITRE CLXXXVII.



CHAPITRE CLXXXVIII.



CHAPITRE CLXXXIX.



CHAPITRE CXC.



CHAPITRE CXCI.

CHAPITRE CXCII.



CHAPITRE CXCIII.



grand-duc Michel (27 mars 1832). — L'impératrice au milieu de ses enfants. — Incendie du quartier de Moscou à Saint-Pétersbourg (20 juin). — Le lieutenant-général Séliavine vient avertir l'empereur. — Nicolas se rend sur le théâtre de l'incendie. — La voix publique attribue ce désastre à une punition du ciel contre les yamstchiks. — Le grand marché est préservé comme par miracle. — Familles sans asile. — Comité des secours, composé du secrétaire d'État Longuinoff, du général-major Kokoschine, et du lieutenant-général Séliavine. — L'Ancien de la corporation des yamstchiks. — Députation du corps de la noblesse de Moscou (1er juillet). — Son président le comte Goudovitch. — Elle est reçue par l'empereur et l'impératrice. — Grossesse de l'impératrice. — La colonne Alexandrine transportée de Finlande à Saint-Pétersbourg (13 juillet). — Description de ce monolithe. — L'entrepreneur russe Vassili Abraham Yakoleff. — L'impératrice le félicite et promet d'assister au débarquement de la colonne. — Apprêts du débarquement (24 juillet). — L'empereur et sa famille arrivent sur un vapeur avec le prince Guillaume de Prusse. — Le débarquement de la colonne s'opère avec succès. — L'empereur fixe au jour de la fête de saint Alexandre l'érection de la colonne. — Nouvelles inquiétantes du Daghestan. — Le prophète Kazi-Moulla reparaît avec ses Murides (mai 1832). — Son auxiliaire Hamsad-Bek d'Avares. — Leurs incursions dans le pays. — Leur retraite près du village d'Erpili. — Le général-major Karpoff se met à leur poursuite. — Kazi-Moulla réussit à lui échapper. — Hamsad-Bek, qu'on disait tué, revient à la charge avec un nouveau prophète, Moulla-Tzenoff. — Les Djars et les Lesghis s'insurgent. — La forteresse de Zakatali bloquée. — Tchoban-Bek se joint à Hamsad-Bek. — Le lieutenant-général Rosen se met à la tête des troupes pour arrêter la sédition. — Il reprend les villages d'Enghilouy et de Mouganline. — Il bat Hamsad-Bek au village de Moukaki (11 août). — Le lendemain, il le bat encore et le poursuit. — Les habitants révoltés font leur soumission. — Ils livrent au général russe leurs chefs et le prophète Moulla-Tzenoff. — Disparition de Hamsad-Bek. — Kazi-Moulla rassemble de nouvelles bandes. — Tribus belliqueuses et fanatiques du Caucase. — Rosen augmente son corps d'armée. — Éloge de la milice géorgienne. — Nicolas se dispose à partir pour un voyage d'inspection dans les provinces occidentales. — Audience de congé des ambassadeurs de France et d'Angleterre. — Neutralité de Nicolas dans les affaires de Hollande. — Le roi de Prusse se fait l'appui du roi des Pays-Bas dans la conférence de Londres. — Convention du 7 mai 1832, signée à Londres pour la nomination du prince Othon comme roi de Grèce. — Traité du 21 juillet, signé à Constantinople pour l'extension des frontières du royaume grec. — Nicolas ne maintient pas l'influence de la Russie en Grèce. — Le président Augustin Capo d'Istria s'embarque sur un brick russe, emportant le corps de son frère (10 avril 1832). — Élévation de la colonne Alexandrine sur son piédestal (11 septembre). — Messe solennelle au monastère de Saint-Alexandre Newsky. — Préparatifs de l'érection du monolithe. — Le général-major Schilder et ses vieux soldats. — Aspect de la place du palais d'Hiver. — La tente impériale. — Succès de l'opération. — L'architecte Ricard de Montferrand mandé près de l'empereur. — Esprit vif et subtil de cet artiste français. — Comparaison de la colonne Alexandrine avec la colonne Vendôme. — Heureuse repartie de Montferrand. — L'empereur y trouve le sujet d'un tableau qu'il commande au peintre Bruloff. — Terreurs inspirées par l'annonce d'une comète. — Superstition du cœur. — Départ de Nicolas (12 septembre). — Les généraux Benkendorff et Adlerberg l'accompagnent. — Arrivée à Smolensk (14). — Le monument du colonel Engelhart. —



L'empereur ordonne de le reconstruire. — Il projette un arc de triomphe en l'honneur des héros russes de 1812. — L'arc de triomphe de la barrière de l'Étoile à Paris. — Réponse malicieuse du baron de Bourgoing. — L'empereur à Kieff, à Poltava et à Karkoff. — Il passe à Moscou. — Sa rentrée à Saint-Pétersbourg (6 octobre). — Le grand-duc Michel nommé chef du régiment des hussards de Narva. — Nicolas fait présent d'une tabatière d'or au général d'Adlerberg.

Pag. 201 à 216

CHAPITRE CXCIV.

Nouvel ukase d'amnistie en faveur de la Pologne (4/16 octobre 1832). — Dispositions de cet ukase. — Cessation des poursuites dirigées par les commissions d'enquête dans les gouvernements de l'Ouest. — L'émigration polonaise continue à l'étranger la révolte de la Pologne. — Apparition de la comète (4 septembre). — Sa petitesse. — Bon mot du comte de Modène à ce sujet. — Autre bon mot du même sur les pronostics de cette comète. — Il prévoit sa mort, qui arriva le 23 mai 1833. — Accouchement de l'impératrice (25 octobre 1832). — Le nouveau-né reçoit le nom de Michel. — Nommé, le jour de sa naissance, chef du régiment des grenadiers à cheval de la garde. — Baptême du prince. — Ses parrains, le roi de Prusse et le grand-duc Michel; ses marraines, la grande-duchesse Olga et la princesse d'Orange. — Intention délicate de l'empereur en faisant tenir sur les fonts son dernier fils par sa sœur Anne Paulovna. — La Hollande menacée par les flottes anglaise et française. — Siége d'Anvers défendu par le général Chassé. — Nicolas présente son fils nouveau-né à la communion et le décore de l'ordre de Saint-André. — Promotions et nominations à l'occasion du baptême. — Nouvelle catégorie de Polonais amnistiés. — La tranquillité ne se rétablit pas en Pologne. — L'agitation continue au Caucase. — Expédition du lieutenant-général Rosen. — Kazi-Moulla bloqué dans son fort de Himry. — La place est prise d'assaut (30 octobre). — Kazi-Moulla et ses adhérents passés par les armes. — Otages et contributions de guerre. — Création de nouveaux postes russes. — Récompenses à l'armée du Caucase (ordre du jour de l'empereur du 19 novembre/1er décembre 1832). — Le lieutenant-général Véliaminoff arrête l'insurrection du Daghestan (rescrit du 16/28 novembre). — Pleins pouvoirs envoyés au général Rosen. — Exposé annuel de la situation des établissements de crédit de l'Empire. — Embarras des finances russes. — Création de billets du Trésor. — Amortissement de cette dette (12 septembre). — On négocie un nouvel emprunt à Amsterdam. — Il est très-favorablement accueilli. — Modifications au règlement de la banque de commerce de Saint-Pétersbourg. — Fermeture de la banque de commerce d'Astrakan. — Extension du commerce maritime. — Traité de commerce entre la Russie et le Danemark, signé à Copenhague par les soins du baron de Nicolaï, ambassadeur de Russie (14 octobre 1832). — Traité de commerce entre la Russie et les États-Unis, conclu par le comte de Nesselrode et James Buchanan, envoyé des États-Unis (18 décembre). — Rareté du numéraire en Russie. — Création d'une nouvelle monnaie d'argent (ukase du 15/27 octobre). — Circulation de papier, au lieu de numéraire. — Avis aux capitaines de navires étrangers de se faire payer en or ou en argent (décision du 15/27 juillet 1832). — Le numéraire tend toujours à disparaître. — Nouveau règlement de la Bourse de Saint-Pétersbourg (17 octobre). — Pénalité contre les inventeurs de



CHAPITRE CXCV.

CHAPITRE CXCVI.



CHAPITRE CXCVII.



CHAPITRE CXCVIII.



CHAPITRE CXCIX.



CHAPITRE CC.



— La vieille église catholique de Moscou reconstruite aux frais de l'empereur. — Bénédiction de la première pierre de l'édifice (23 août 1833). Pag. 305 à 316.

CHAPITRE CCI.

L'empereur s'embarque sur l'*Ijora* pour Stettin (28 août). — Il allait s'aboucher avec le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche, pour conclure avec eux une alliance défensive. — Le prince Charles-Albert de Prusse était parti deux jours avant lui. — L'Europe attentive et inquiète, dans l'attente des conférences de Munchen-Graetz. — Projet de coalition des trois souverains du Nord contre les puissances occidentales. — Départ du comte de Nesselrode pour la Prusse. — Personnages qui accompagnent l'empereur. — Tempête terrible dans le golfe de Finlande. — Calme extraordinaire de l'empereur. — Il passe la nuit à travailler. — Règlement pour les pensions des artistes des théâtres impériaux. — Nicolas se préoccupe des inquiétudes de l'impératrice. — Il rappelle au général d'Adlerberg la tempête affreuse qu'ils avaient essuyée sur la mer Noire en octobre 1828. — Il débarque dans la baie de Péterhoff. — Son retour inopiné à Tzarskoé-Sélo. — Bruits sinistres qui avaient couru à Saint-Pétersbourg. — Nicolas se dit amoureux de la mer, qui ne le paye pas de retour. — Il se montre aux habitants de la capitale, pour démentir la nouvelle de sa mort. — Il part en poste, dans la soirée du 31 août, avec Benkendorff. — Il arrive en soixante heures à Schwedt-sur-l'Oder. — Entrevues du roi de Prusse avec l'empereur d'Autriche à Tœplitz. — Conférences diplomatiques et manœuvres militaires. — Le roi de Prusse, avec sa famille, attendant l'empereur à Stettin. — Arrivée de Nicolas, par terre, après deux jours de retard. — Séjour de Nicolas à Schwedt. — Entretiens du comte de Nesselrode avec Ancillon, ministre des affaires étrangères de Prusse. — Départ de l'empereur de Russie avec le prince royal (9 septembre). — Son arrivée au château de Munchen-Graetz. — Accueil que lui font l'empereur et l'impératrice d'Autriche. — Il était attendu par sa sœur Marie Paulovna et par le grand-duc de Saxe-Weymar. — Séjour à Munchen-Graetz. — Grandes conférences politiques. — Nicolas ne néglige pas les affaires de son gouvernement. — Ukases et rescrits datés de Munchen-Graetz. — Joukowski, gouverneur intérimaire du grand-duc héritier. — Le gouverneur en titre, le général Mœrder, voyageant en Italie pour cause de santé. — Rescrit que lui adresse l'empereur (31 août/11 septembre 1833). — Rescrit au vice-amiral Ricord (même date). — Nicolas inquiet de la disette qui menace la Russie. — Grandes manœuvres de Bunzlau. — Défilé des troupes devant Leurs Majestés. — Régiment de hussards, dont l'empereur de Russie devient le chef et qui doit porter son nom. — L'empereur François promet d'assister aux manœuvres de l'armée russe sous les murs de Varsovie. — Il s'engage aussi à être présent à l'inauguration de la colonne Alexandrine. — Nicolas, escorté par le duc de Nassau et le prince de Reuss, traverse la Silésie. — Sa réception à Breslau. — Le maréchal Paskewitch vient au-devant de lui à Kalisz. — L'empereur à Modlin (22 septembre). — Il inspecte les travaux de la forteresse. — Il parcourt les camps de l'infanterie. — Sa réponse sévère à un message de la municipalité de Varsovie. — Il passe en revue l'armée d'occupation. — Les portes de Varsovie fermées et ses habitants consignés. — Nicolas fait rendre les honneurs militaires au feld-maréchal. — Disette en Russie. — Le recensement général et la levée des recrues sont suspendus (ukase du 10/22 septembre). — Mesures efficaces pour

CHAPITRE CCII.



CHAPITRE CCIII.



CHAPITRE CCIV.



CHAPITRE CCV.



CHAPITRE CCVI.



CHAPITRE CCVII.

CHAPITRE CCVIII.



CHAPITRE CCIX.



CHAPITRE CCX.



CHAPITRE CCXI.



marchands lui offrent le pain et le sel. — Il traverse l'Oka dans une barque conduite par les fils des notables marchands. — Il entend un *Te Deum* dans la cathédrale de Mourom. — Il arrive dans la soirée à Vladimir. — Il travaille avec son secrétaire Pozer. — Humeur gaie et causeuse de Nicolas. — Il se repose dans une maison de poste. — Il fait chanter le *Veni Creator* par son médecin Enohin. — Il lui raconte une histoire romanesque dans laquelle il se met en scène. — Le *roman de l'empereur*. — Son séjour à Vladimir. — Visite aux établissements du bureau de curatelle générale. — Il célèbre l'anniversaire de la naissance de son dernier fils Michel. — La religion du souvenir chez les Russes. — Les anniversaires de la famille impériale. — Nicolas fait ses dévotions à la cathédrale de l'Assomption. — Reliques des saints grands-princes russes conservées dans cette église. — L'empereur va voir la cathédrale de Saint-Dmitri. — Ce voyage de l'empereur prend le caractère d'un pèlerinage historique et religieux. — Il part pour Moscou, et il y arrive le 26, pour le service anniversaire de la mort de sa mère. — Quatre jours donnés à l'expédition des affaires du gouvernement. — La tâche de l'empereur. — Nicolas va au-devant de son fils (31 octobre). — Il le ramène à Moscou. — Enthousiasme du peuple. — Préoccupations de Benkendorff. — L'empereur le rassure. — Le césarévitch, accompagné du prince de Lieven, visite les établissements publics. — « C'est notre tsar! » — Bal offert au grand-duc héritier par la noblesse. — L'empereur reçoit la nouvelle de l'accouchement de la grande-duchesse Hélène. — Manifeste dans lequel il annonce à ses peuples la naissance de la grande-duchesse Anne, née le 27 octobre. — Il part avec son fils pour le baptême de cette princesse. — Son arrivée à Tzarskoé-Sélo (5 novembre).

Pag. 478 à 484.

CHAPITRE CCXII.

Baptême de la grande-duchesse Anne au palais d'Hiver (8 novembre). — La grande-duchesse Olga remplace la marraine Anne Paulovna, princesse d'Orange. — L'empereur parrain. — Il présente l'enfant à la communion. — Il repart dans l'après-midi, avec le césarévitch, pour Berlin. — Ses aides de camp généraux Benkendorff, Adlerberg et Kaveline l'accompagnent. — Nouvelles qu'il reçoit de l'impératrice. — Grande réception de gala chez l'impératrice (21 octobre). — Voyage de l'impératrice à Wittemberg pour passer quelques jours avec sa belle-sœur la grande duchesse de Saxe-Weymar, Marie Paulovna. — Réception solennelle qui l'attendait à Wittemberg. — Elle retourne à Berlin pour assister à un déjeuner dansant chez le comte de Ribeaupierre, ambassadeur de Russie. — Difficultés du voyage de l'empereur, à cause des premiers froids. — Sa calèche embourbée en Courlande et en Samogitie. — Il projette de surprendre l'impératrice. — Il entre incognito à Berlin dans la soirée du 13 novembre. — Il est reconnu par les soldats et par le peuple. — Son arrivée inattendue chez l'impératrice. — Fête de famille, à laquelle s'associent tous les habitants. — Apparition de l'empereur au théâtre. — L'empereur parcourt les rues, en frac et sans suite (14 novembre). — Tout le monde le reconnait. — Il s'en étonne et s'en impatiente. — L'impératrice le supplie de ne pas sortir seul. — Elle craint les réfugiés polonais. — Nicolas compte bien se promener seul à Varsovie. — Chacun doit se soumettre aux inconvénients de sa position. — L'empereur rend visite aux princes et princesses qui se trouvent à la cour de Prusse. — Il parcourt, avec l'impératrice et sa fille Marie, l'exposition des tableaux (15 novembre). — Leurs Majestés vont à



FIN DE LA TABLE DU SIXIÈME VOLUME.

Paris. — Typ. de Ch. Meyrueis, rue Cujas, 13. — 1869.



d be
fore

